UNIVERSITE PARIS I – PANTHEON SORBONNE
U.F.R de Sciences Economiques

Année 2012

I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I__I
(N° d'enregistrement attribué par la bibliothèque)

THESE
Pour obtenir le grade de Docteur de l'Université de Paris I

Discipline : Sciences Economiques

CROISSANCE ET DISTRIBUTION DES REVENUS AU BRESIL : APPROCHES THEORIQUE ET HISTORIQUE

Présentée et soutenue publiquement le 24 janvier 2012 par

Francisco CUNHA LIMA CINTRA

Directeur de thèse :
M. Rémy HERRERA, Chargé de recherche au CNRS, UMR 8174

Membres du jury :
M. Bruno LAUTIER, *Professeur à l'Université Paris I*
M. Diego GUERRERO, *Professeur à l'Universidad Complutense de Madrid – Rapporteur*
M. Joaquin ARRIOLA, *Professeur à l'Universidad del País Vasco – Rapporteur*
M. Rémy HERRERA, *Chargé de recherche au CNRS, UMR 8174 – Directeur de thèse*

Janvier 2012

« L'Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans cette thèse ; elles doivent être considérées comme propres à leur auteur ».

REMERCIEMENTS

Tous mes remerciements à Rémy Herrera, qui a accompagné avec bienveillance tout le parcours de ma thèse, et qui a engagé des débats, offert des critiques et des suggestions. Il a été beaucoup plus qu'un directeur de recherche, c'est un véritable ami, qui m'a encouragé dans les moments difficiles et m'a apporté toute l'aide nécessaire pour mener mon travail jusqu'au bout.

J'adresse de profonds remerciements à Raissa Gradim, Luiz Carlos Cintra et Artur Gradim, qui m'ont toujours stimulé et soutenu dans ce long parcours non exempt de difficultés.

J'exprime ma gratitude à Mylène Gaulard pour le temps qu'elle a bien voulu consacrer à m'aider avec la langue française. Je tiens à remercier sincèrement ma famille et mes amis qui ont agi positivement afin que je puisse mener à bien cette phase de ma vie.

In memoriam
Regina Helena Souza da Cunha Lima

« En vérité, le chemin importe peu, la volonté d'arriver suffit à tout. »

Albert Camus

RESUME

L'énorme disparité qui caractérise la distribution des revenus au Brésil représente une remarquable dette sociale à combler, car il est inacceptable qu'un pays aussi riche que le Brésil soit si inégalitaire et si injuste pour la majorité de ses citoyens. Malgré le changement de la politique socio-économique intervenu dans les deux dernières décennies et ciblant une politique sociale plus active et dirigée vers la redistribution du revenu, l'inégalité de la société brésilienne reste criante. L'étude du développement du capitalisme national, à travers ses racines, implantées dès la colonisation, est indispensable si l'on veut comprendre comment la nation est parvenue à une telle situation. La formation structurelle et institutionnelle du capitalisme brésilien a engendré plusieurs distorsions dans le partage de la richesse et les politiques économiques et sociales adoptées n'ont pas été capables de construire une société juste pour l'ensemble de la population. Une analyse détaillée de l'historique de la croissance économique et de l'accumulation du capital dans l'économie brésilienne montre la trajectoire de la concentration du revenu, et souligne la responsabilité des politiques gouvernementales, peu favorables à un partage plus équitable de la richesse nationale. Les élites dominantes ont pris les rênes de la machine gouvernementale pour maintenir leurs privilèges et s'approprier la richesse nationale produite, en l'absence de toute volonté politique d'améliorer la distribution du revenu dans l'ensemble de la nation. Le principal objectif ici est donc d'étudier les effets des politiques gouvernementales dans l'accumulation du capital et dans la distribution des revenus au Brésil, en tenant compte de l'insertion brésilienne dans le système capitaliste et des résultats des politiques publiques nationales. La méthode de l'économie politique, fondée sur la théorie de distribution du revenu de Kalecki, est présente tout au long de l'analyse.

ABSTRACT

The huge disparity in income distribution in Brazil is a remarkable social debt to be filled, it is inaceptable that a rich country like Brazil to be so unequal and unfair to the majority of its citizens. Despite the change of the socio-economic policy in the last two decades, targeting a more active social policy and led to the redistribution of income, inequality in Brazilian society is glaring. The study of the development of the national capitalism, since the roots of colonization, is mandatory to understand how the nation has reached such a situation. The structural and institutional formation of the Brazilian capitalism has created several distortions in the distribution of wealth; economic and social policies adopted have not been able to build a fair society for all people. The detailed analysis of the economic history and the accumulation of capital in the Brazilian economy show the trend of income concentration, since government policies were unfavorable to a more equitable distribution of the national wealth. The ruling elites have taken power of the government machine to maintain its privileges and to appropriate of a bigger share of the national wealth produced, lacking the political will to improve the distribution of income across the nation and its individuals. The main objective here is to study the effects of government policies in capital accumulation and income distribution in Brazil, taking into account the insertion of Brazil in the capitalist system and the results of national public policies. The method of political economy, based on the theory of income distribution in Kalecki, appears in the analysis.

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES 9

CHAPITRE 1 – LES BASES CONCEPTUELLES DE LA DETERMINATION ET DE LA DISTRIBUTION DES REVENUS : UNE VISION GENERALE - L'APPROCHE DE KALECKI 28

1 La théorie de la dynamique économique : un modèle Kaleckien 29

1.1 La détermination du revenu dans le secteur III 33

1.2 L'approche de Kalecki et la dynamique d'accumulation du capital dans les pays en développement 36

CHAPITRE 2 – LES DEBUTS DE LA COLONISATION AU BRESIL 66

2 La « *découverte* » et l'occupation économique du territoire brésilien 67

2.1 Les premiers cycles de matières premières : les conséquences dans les activités économiques et l'ensemble de la société 85

CHAPITRE 3 – L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE BRESILIENNE 104

3 Les transformations socio-économiques brésiliennes du XIX^e^ siècle et du début du XX^e^ siècle 105

3.1 Les cycles économiques des matières premières et les effets sur l'intégration économique et sociale 118

3.1.1 Le café et le bouleversement des structures socio-économiques du XIX^e^ et XX^e^ siècle 132

3.2 L'accumulation de capital, l'industrialisation, le niveau de revenu et la distribution du revenu : peut-on dire que l'Etat brésilien a adopté une politique « kaleckienne » ? 159

CHAPITRE 4 – LA RUPTURE POLITIQUE, LA GRANDE DEPRESSION ET LA TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE ECONOMIQUE 200

4 1930-1955 : Développement de la structure industrielle et transformations politiques – l'industrie : principal pôle d'accumulation 204

4.1 Les programmes de développement, le « *miracle économique* » et l'instabilité macroéconomique 227

CHAPITRE 5 – LE CHANGEMENT DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET LA DISTRIBUTION DES REVENUS AU BRESIL DANS LES ANNEES 1990 242

5 L'aube de la politique économique néolibérale brésilienne 242

5.1 Le marché du travail et la distribution des revenus dans la période 254

CHAPITRE 6 – LA PERIODE LULA : LA POLITIQUE SOCIALE ET SES EFFETS SUR LA DISTRIBUTION DES REVENUS 278

6 La conjoncture économique au Brésil durant l'année 2002 et les premiers pas du nouveau gouvernement 282

6.1 Lula président, un renouveau de l'idéologie du Parti des Travailleurs (PT) face aux compromis du gouvernement avec le marché financier ? 288

6.2 La stratégie de développement économique : la politique sociale, les effets sur la distribution des revenus et les obstacles qui bloquent l'efficacité économique 303

6.2.1 La croissance économique, la politique sociale, et les inégalités 303

6.2.2 L'intensification de la politique sociale et ses effets sur la distribution des revenus 316

6.2.3 Les défis structurels et les barrières à un développement économique durable du Brésil 369

CONSIDERATIONS FINALES 386

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 396

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

TABLEAUX

Tableau 1. Flux d'immigrants au Brésil et dans l'Etat de São Paulo.....140
Tableau 2. Prix moyen du café (1850-1890).....140
Tableau 3. Expansion des chemins de fer au Brésil (1854-1929).....143
Tableau 4. Investissements britanniques en Amérique latine et au Brésil (millions de livres sterlings).....144
Tableau 5. Entreprises étrangères au Brésil (1860-1889).....144
Tableau 6. Production de café au Brésil (1821-1900).....147
Tableau 7. Exportations de café au Brésil.....147
Tableau 8. Service de la dette externe et nouveaux prêts au Brésil (1851-1900).....155
Tableau 9. Nombre de brevets industriels au Brésil (1851-1890).....170
Tableau 10. Industrie de Rio de Janeiro et São Paulo (1907, 1920 et 1929).....180
Tableau 11. Industrie au Brésil (1907 et 1920).....181
Tableau 12. Balance commerciale du Brésil (1930-1949).....208
Tableau 13. Evolution de la production dans quelques branches industrielles au Brésil (base 100 en 1939).....210
Tableau 14. Produit intérieur brut par secteur au Brésil (variation réelle en pourcentage).....211
Tableau 15. Concepts théoriques du développement économique : CEPALC et économistes brésiliens.....215
Tableau 16. « *Plano de Metas* » – prévisions et résultats (1957-1961).....222
Tableau 17. Formation brute du capital au Brésil (en pourcentage).....225
Tableau 18. Croissance de l'industrie de transformation au Brésil (en pourcentage).....228
Tableau 19. Taux moyen de croissance de l'agriculture au Brésil (en pourcentage).....228
Tableau 20. Formation brute de capital fixe et taux d'inflation au Brésil (en pourcentage).....230
Tableau 21. Taux de croissance totale et par secteur au Brésil (en pourcentage).....230
Tableau 22. Croissance de l'investissement et de la production industrielle au Brésil (en pourcentage).....231
Tableau 23. Variables économiques internes au Brésil (en pourcentage).....235
Tableau 24. Comptes du secteur public au Brésil (en pourcentage du PIB).....236
Tableau 25. Effets des privatisations du PND au Brésil (1991-2001).....248
Tableau 26. Les recettes fiscales, les services de la dette et l'investissement de l'Etat au Brésil (en pourcentage du PIB).....253
Tableau 27. Changements engagés dans le marché du travail par la libéralisation économique en Amérique latine.....258
Tableau 28. Distribution interpersonnelle du revenu au Brésil (en pourcentage).....260

Tableau 29. Distribution fonctionnelle du revenu au Brésil (en pourcentage du PIB) 261
Tableau 30. Evolution de la Population Economiquement Active (PEA), de la condition de l'occupation et du chômage au Brésil 262
Tableau 31. Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant au Brésil (en pourcentage) 263
Tableau 32. Croissance du Produit intérieur brut au Brésil (1990-2003) 274
Tableau 33. Produit interne brut (2003-2010) 291
Tableau 34. Taux d'investissement public dans le monde en 2009 292
Tableau 35. Dépenses courantes du gouvernement fédéral au Brésil 292
Tableau 36. Formation brute de capital fixe au Brésil 293
Tableau 37. Taux d'intérêt réel des grandes économies mondiales en octobre 2011 294
Tableau 38. Taux de change au Brésil à la fin de l'année (2002-2010) 295
Tableau 39. Valeur agrégée de l'industrie de transformation relativement au PIB et PIB *per capita* 296
Tableau 40. Recettes fiscales brutes (impôts, taxes et cotisations) en 2009 298
Tableau 41. Transfert de profits et dividendes vers l'étranger 301
Tableau 42. Taux d'ouverture au BRIC (moyenne 2000-2008, (exportations+importations)/PIB) 306
Tableau 43. BRIC – Participation dans le commerce mondial (en pourcentage du total mondial) 307
Tableau 44. Participation des Etats de la fédération dans le PIB en 2008 (en pourcentage) 308
Tableau 45. Participation des régions dans le PIB du Brésil (en pourcentage) 309
Tableau 46. Multiplicateurs résultants d'une hausse de 1% du PIB, selon le type de dépense 318
Tableau 47. Couverture des programmes de transfert de revenu au Brésil en janvier 2004 319
Tableau 48. Evolution du nombre de bénéficiaires et des dépenses de la *Bolsa Família* 322
Tableau 49. Estimation de la proportion de la population bénéficiant du programme *Bolsa Família* dans chaque Etat du Brésil (2010) 324
Tableau 50. Brésil – Evolution du résultat relatif au PISA 330
Tableau 51. Investissement public dans l'éducation au Brésil 331
Tableau 52. Moyenne des années d'études de la population de 15 ans ou plus au Brésil 333
Tableau 53. Moyenne des années d'études de la population de 15 ans ou plus au Brésil, selon le revenu familial mensuel *per capita* (2008) 334
Tableau 54. Taux d'analphabétisme dans les catégories sélectionnées au Brésil (en pourcentage de la population) 336
Tableau 55. Taux d'analphabétisme des 15 à 29 ans selon les régions au Brésil – 2008 (en pourcentage de la population) 338
Tableau 56. Taux de chômage au Brésil (moyenne annuelle) 339

Tableau 57. Création nette de postes de travail au Brésil 340
Tableau 58. Proportion des ingénieurs dans le total des diplômés et nombre d'ingénieurs diplômés par an dans les pays sélectionnés 341
Tableau 59. Amérique latine – Salaire minimum (parité de pouvoir d'achat en dollars)..... 344
Tableau 60. Amérique latine – Salaire Minimum : les plus grandes variations réelles entre 2006 et 2009..... 344
Tableau 61. Multiplicateurs résultant d'une hausse de 1% du PIB, selon le type de dépense publique au Brésil 349
Tableau 62. Evolution des recettes fiscales brutes au Brésil (impôts, taxes et cotisations)..... 352
Tableau 63. Charge fiscale selon le niveau de salaire minimum au Brésil..... 353
Tableau 64. Evolution de la dépense sociale publique au Brésil 355
Tableau 65. Evolution de la participation du Gouvernement Fédéral, des Etats et des Municipalités dans la dépense sociale publique au Brésil (en pourcentage) 356
Tableau 66. Coefficient de Gini au Brésil..... 363
Tableau 67. Evolution de l'extrême pauvreté au Brésil..... 364
Tableau 68. Taux de croissance annuel du revenu *per capita* par déciles au Brésil (2001-2008) 364
Tableau 69. Evolution de la pauvreté et de l'extrême pauvreté au Brésil 365
Tableau 70. Amérique latine : Indicateur de Développement Humain (IDH)..... 366
Tableau 71. Evolution des indicateurs sociaux sélectionnés au Brésil 367
Tableau 72. Comparaison de la croissance du PIB et du revenu *per capita* au Brésil 368
Tableau 73. Evolution de la distribution de la population entre classes sociales au Brésil (en pourcentage de la population)..... 369
Tableau 74. Dépenses en Recherche & Développement dans les pays sélectionnés..... 371
Tableau 75. Nombre de dépôts de brevets dans les pays sélectionnés 372
Tableau 76. Classement global de la « *facilité* » à faire des affaires dans les pays sélectionnés 373
Tableau 77. Résumé d'indicateurs retenus dans les pays sélectionnés : créer une entreprise, obtenir un permis de construire et registre de propriété..... 374
Tableau 78. Structure fiscale, impôts et taxes dans les pays sélectionnés 375
Tableau 79. Commerce extérieur dans les pays sélectionnés 376
Tableau 80. Estimative de la taille de l'économie informelle dans les pays sélectionnés..... 376

GRAPHIQUES

Graphique 1. Produit intérieur brut par habitant au Brésil (en dollar) 212
Graphique 2. Evolution du salaire minimum en termes réels au Brésil (valeur réelle en *reais*) 226
Graphique 2. Dette externe au Brésil (en milliards de dollars) 234
Graphique 4. Evolution du taux d'inflation IGP-DI au Brésil (en pourcentage) 239
Graphique 5. Taxes moyennes d'importation au Brésil (en pourcentage) 245
Graphique 6. Balance commerciale du Brésil (en millions de dollars) 247
Graphique 7. Taux d'inflation au Brésil (en pourcentage) 249
Graphique 8. Investissement direct étranger au Brésil (en millions de dollars) 251
Graphique 9. Dette externe du Brésil (1990-2002, en millions de dollars) 252
Graphique 10. Taux de chômage dans la région métropolitaine de São Paulo (en pourcentage) 256
Graphique 11. Coefficient de Gini au Brésil (1990-2002) 265
Graphique 12. Concentration du revenu dans les pays sélectionnés (10% plus riches pour 10% plus pauvres) 265
Graphique 13. Production industrielle brésilienne – biens de capital, biens durables et biens de consommation – Indice de quantum dessaisonalisé (base 100 en 1991) 269
Graphique 14. Productivité dans l'industrie de transformation au Brésil* (base 100 en 1991) 269
Graphique 15. Taux de change au Brésil en 2002 (*Real*/dollar) 283
Graphique 16. Risque pays au Brésil (EMBI+BR) 283
Graphique 17. Taux d'intérêt Selic établi par la Banque centrale du Brésil (janvier 2002 à janvier 2003) 286

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Le principal objectif de ce travail est d'étudier le développement du capitalisme et ses effets sur la distribution des revenus au Brésil. Une grande partie de ces pages est consacrée à l'examen de l'histoire socio-économique et de la politique du pays. Le choix de ce vaste thème et la difficulté de le présenter de façon succincte et complète sont des défis importants, mais sont des éléments essentiels à la compréhension du processus qui a conduit le Brésil à la situation socio-économique actuelle. A chaque moment de l'histoire économique, nous constatons l'existence de relations déterminantes, non seulement pour l'accumulation du capital, mais aussi pour le partage des revenus nationaux.

La politique gouvernementale a toujours joué un rôle décisif dans la structure des sociétés, et dans le cas du Brésil, la situation n'est pas différente. La raison fondamentale qui pousse à étudier ce long processus d'accumulation du capital, de développement du capitalisme et des politiques publiques brésiliennes est que seule l'analyse de toutes les étapes de ce processus permet d'arriver à une vision plus claire de la manière dont le pays est parvenu à ses caractéristiques socio-économiques actuelles. La racine des relations sociales et du développement du capitalisme brésilien sont des éléments clefs, susceptibles de fournir des réponses à notre recherche.

Une étude approfondie de la politique de l'Etat, du développement du capitalisme et des classes sociales est la base constitutive de notre problématique. Connaître le pourquoi d'une distribution des revenus aussi inégalitaire que celle du Brésil et la manière dont elle a été formée est notre véritable but. L'étude historique des cycles économiques et des relations sociales, sur plusieurs périodes, peut paraître nous éloigner de notre objectif final, mais cette étude est indispensable à l'élaboration d'une conclusion nette sur le sujet, étant donné qu'elle englobe aussi l'étude des formes dominantes du capital pendant la période analysée.

Dans ce contexte, la recherche des aspects socio-économiques du développement du capitalisme brésilien cherche à répondre, dans un premier moment, à quelques questions : comment le fruit du développement économique a-t-il été partagé ? Quelles sont les relations existant entre la croissance économique des siècles précédents et la distribution du revenu actuelle ? Il convient donc, à ce stade, de préciser le chemin historique parcouru dans la formation structurelle de la société brésilienne et de s'interroger sur son avenir, en cherchant à connaître quels sont les meilleurs outils à

même de construire une nation plus juste. Mais comment faire pour combattre un des plus grands fléaux du Brésil, l'inégalité ?

L'inégalité au Brésil est criante, le pays se classe parmi les pays qui ont la plus grande inégalité des revenus au monde. Néanmoins, il faut souligner que le Brésil n'est pas un pays pauvre, il ne souffre pas d'un manque de ressources et est, en réalité, un pays « *riche* », mais très inégalitaire. Dans le contexte international, on observe qu'environ deux tiers des pays du monde ont un revenu par habitant inférieur à celui du Brésil. Ainsi, la population brésilienne ne se trouve pas parmi les plus pauvres, puisque, bien au contraire, le Brésil est l'un des pays les plus riches. Cependant, malgré la situation favorable du pays dans la conjoncture internationale, la question de la concentration des revenus est restée sans solution depuis des siècles. La partie du revenu total appropriée par le 1% le plus riche de la population brésilienne est à peine légèrement plus faible que celle qui est appropriée par les 50% les plus pauvres. D'ailleurs, les 10% les plus riches concentrent entre leurs mains plus de 40% du revenu alors que les 40% les plus pauvres ont moins de 10% du revenu national[1] !

L'expérience brésilienne du combat contre la pauvreté et l'inégalité sociale est plutôt associée aux effets de la croissance économique et relègue à un rôle secondaire les potentiels effets des stratégies de réduction de cette inégalité. Le principal déterminant du haut niveau de pauvreté qui marque la société nationale, est un processus historique débouchant sur une profonde inégalité dans la distribution du revenu et dans les opportunités d'insertion économique et sociale. Dans ce sens, les politiques sociales adoptées par le gouvernement Fernando Henrique Cardoso et, de manière beaucoup plus intense, par le gouvernement Lula essaient de rattraper le retard brésilien en mettant en œuvre des programmes de redistribution du revenu et de « capacitation » humaine des citoyens. Cependant, les résultats sont encore timides face à l'immensité du défi, car la dette sociale à combler est gigantesque.

Malgré l'intense débat et les propositions qui ont été faites par des politiciens, économistes, sociologues et autres intellectuels pour résoudre le problème, dans la pratique, la société brésilienne n'a pas réussi à mettre en place un changement consistant et équitable dans la structure de revenu du pays. Depuis la décennie 1970, le coefficient de Gini[2] reste proche de 0,6 ou 0,5, donc la concentration du revenu est

[1] Barros, Carvalho, Franco et Mendonça, 2010, p. 14.
[2] L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique des inégalités d'une société (de salaires, de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite

restée très forte et presque inaltérée malgré les oscillations. La politique sociale des deux dernières décennies a, certes, été favorable, étant donné que le coefficient de Gini est à son plus bas niveau depuis plus de 30 ans. Toutefois, l'inégalité est encore absurde et l'extrême pauvreté est plus élevée que celle qu'on pourrait attendre d'un pays possédant un tel revenu *per capita*.

C'est pourquoi, cette étude se donne pour objectif d'analyser les facteurs structurels et historiques qui peuvent être à l'origine de cette dynamique de distribution du revenu. A ce moment de notre réflexion, les questions qui se posent sont les suivantes : (i) est-ce que le développement économique produira automatiquement une amélioration dans la distribution du revenu ? (ii) Faut-il d'abord agrandir le revenu pour le redistribuer ensuite (philosophie adoptée pendant les gouvernements militaires) ? (iii) La distribution du revenu dépend-elle des politiques, soit de l'Etat, soit des différentes classes sociales qui revendiquent une plus grande participation dans le revenu national ? (iv) Le degré de concentration du revenu dans le pays a-t-il un aspect structurel, historique et politique qui dépend de l'action et de la revendication des classes ?

Pour atteindre cet objectif, la présente recherche se base sur la trajectoire historique du développement de l'économie brésilienne, telle qu'elle est apparue depuis la colonisation européenne, en s'appuyant par ailleurs sur la théorie de Kalecki et en mettant en valeur l'analyse des politiques néolibérales (l'adoption du *« Consensus de Washington »*) qui ont prédominé depuis la décennie 1990 ainsi que leurs effets sur la concentration du revenu. De surcroît, l'étude s'intéresse aussi au moment d'intensification des politiques sociales que représentent les deux mandats de l'ex-président Lula et à la manière dont la pauvreté a été ramenée à son niveau le plus bas depuis la décennie 1970. Enfin, dans la dernière partie, sont abordés les principaux obstacles structurels et les impasses dans lesquelles se trouve un développement socio-économique durable au Brésil, pour contribuer éventuellement, par cette analyse et qui bloquent de manière décisive une redistribution du revenu plus égalitaire et à une plus grande inclusion sociale dans le pays.

---

où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les salaires (les revenus, les niveaux de vie...) sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé (Institut national de la statistique et des études économiques – Insee. Consulté en 2010, *sur* : http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/indice-gini.htm.

Nous prenons comme point de départ du sujet qui va être traité ici les bases conceptuelles de la détermination de la distribution chez Kalecki. Pour arriver à une plus ample compréhension des événements, nous avons pris comme approche principale la théorie de l'économiste polonais Michal Kalecki pour mieux comprendre quelques particularités du thème. Dans le premier chapitre, nous présentons une synthèse de la théorie de Kalecki afin de faire une analyse historique de la structure et de la distribution du revenu. Les œuvres de cet auteur nous montrent le rôle des facteurs structurels dans la formation du revenu, des salaires et des prix dans l'économie. Et ce point est fondamental pour l'examen du conflit distributif présent dans l'économie brésilienne et des facteurs structurels qui ont favorisé la concentration du revenu. Il faut souligner que la théorie de Kalecki a subi la forte influence des écrits de Marx, de Tugan-Baranovki et de Rosa Luxembourg ; c'est pourquoi nous pouvons relever dans sa théorie une approche historique de la structure économique et des conflits de classes[3].

Kalecki a approfondi sa théorie de la demande effective en lui ajoutant ses analyses sur la formation des prix, la répartition, la croissance et la détermination de l'investissement. Dans ses écrits sur la distribution du revenu national, nous repérons quelques mécanismes responsables de la structure du revenu. Il signale en particulier l'importance de quelques facteurs structurels comme : (i) le degré de monopole de l'économie ; (ii) les fluctuations entre salaires et prix, et ; (iii) la composition industrielle de l'économie. Kalecki nous explique de quelle façon les mécanismes de transfert du revenu agissent et quelles sont leurs conséquences dans la distribution de la richesse produite. Ainsi donc, l'œuvre de Kalecki offre un point de vue intéressant sur le processus de formation, d'accumulation et de répartition du revenu au Brésil.

La théorie de Kalecki nous aidera aussi à élucider quelques aspects du développement et des mécanismes de concentration du revenu. La théorie qu'il a développée sur la distribution du revenu national, sur la théorie de la demande effective et, finalement, sur le rôle des agents économiques dans la croissance du revenu national (les agents actifs et les agents passifs) jouera également un rôle crucial dans notre étude. Si bien que notre choix se justifie une fois de plus.

[3] Voir : *The problem of effective demand with Tugan-Baranovski and Rosa Luxemburg* (Kalecki, 1971, p. 146-155). Il est important de faire remarquer aussi que, peu après la crise économique de 1929, Kalecki a publié « *Essay on the business cycle theory* » (1933), où il présente sa théorie de la demande effective avant Keynes. Les deux économistes, Keynes et Kalecki, ont cherché à expliquer le chômage pendant la Grande Crise de 1929. Tous deux rejettent l'idée selon laquelle la main invisible du marché conduit naturellement au plein emploi. Ils étaient plutôt favorables à l'intervention de l'Etat dans la promotion du développement économique pour créer un environnement favorable aux investissements des capitalistes.

Pour Kalecki, les théories de la détermination des prix et de la distribution du revenu établissent une relation intrinsèque entre les profits et le revenu national. L'hypothèse de la concurrence parfaite profitant à celle d'une structure oligopolistique est vivement rejetée par Kalecki, car, de cette façon, les prix des produits manufacturés sont déterminés par les coûts variables (matières premières et salaires) et par un taux de marge lié au degré de monopole de l'économie. Ce qui finit par justifier l'existence de deux classes : celle des travailleurs et celle des capitalistes. Les dépenses des capitalistes en investissement et en consommation vont déterminer le revenu national et la répartition entre salaires et profits.

Dans l'économie brésilienne, les salaires ne suivent pas les gains de productivité à cause d'un grand excédent de main-d'œuvre non qualifiée ; ainsi, la formation des salaires ne peut pas être éclairée par la théorie néoclassique. Selon cette théorie, en effet, le taux de chômage est expliqué par des salaires réels trop élevés. Cependant, dans la théorie kaleckienne, une réduction monétaire des salaires ne signifie pas forcément une diminution des salaires réels et, même si c'était le cas, ceci aurait pour conséquence d'aggraver le niveau de l'emploi. Vu que, avec des salaires réels plus faibles mais des profits constants, la demande de biens issue des salariés, et donc l'emploi, diminuent car les capitalistes n'ont alors aucune raison de changer leurs décisions d'investissement et de consommation.

La distinction entre les aspects du revenu national qui déterminent de façon active la reproduction capitaliste et ceux qui sont dépendants de la production et de l'emploi est traitée dans la théorie de Kalecki. D'après l'auteur, l'investissement a des effets sur le revenu et sur les capacités de production ; l'augmentation des capacités, due à l'investissement, va limiter les décisions d'investissements futurs et par conséquent, la demande effective et la production. Il y a une relation de décision, au plan des investissements, qui dépend du niveau et du taux de changement de l'investissement des périodes antérieures. Dans cette perspective, il existerait des fluctuations cycliques de l'investissement et, par voie de conséquence, du revenu national et de l'emploi. Selon Kalecki, l'intensité des innovations s'amenuiserait dans les dernières phases du capitalisme en raison de la décélération du taux de croissance du capital et de la production. Ainsi le capitalisme aurait tendance à engendrer la stagnation et le chômage, et l'intervention du gouvernement serait désirable[4].

[4] Kalecki (1976).

Pour comprendre la dynamique et la manière dont s'est déroulée l'accumulation du capital dans l'économie nationale, nous commençons notre étude par l'analyse des cycles économiques des matières premières (canne à sucre, or, café, caoutchouc, etc.) qui ont rendu possible, depuis 1500, la colonisation européenne. Ce parcours de l'histoire socio-économique du pays est très important aussi pour voir comment s'est formée, non seulement la structure économique, mais aussi la structure sociale. Quels ont été les enjeux économiques propres à l'économie coloniale ? Pourquoi le marché consommateur interne a-t-il été aussi long à se développer ? Quels ont été les obstacles à l'accélération de l'accumulation du capital national et de la demande effective dans l'économie nationale ? Comment la formation de la société brésilienne a-t-elle engendré une structure aussi inégalitaire ?

Dans le cas brésilien, la dynamique de la croissance économique a toujours dépendu d'une forte impulsion de la part de l'Etat. Les politiques publiques ont été et sont encore à l'origine d'une grande partie de l'accumulation du capital et de la production nationale. Raison pour laquelle, dans un deuxième temps, nous examinerons les particularités du développement brésilien, qui a été intensément stimulé par l'Etat, des années 1930 jusqu'à 1989, et est caractérisé par une longue période exceptionnelle[5], et ses effets sur la concentration du revenu au Brésil. Afin d'atteindre ce but, nous nous attacherons à l'étude des politiques de développement gouvernementales dans l'économie nationale et nous essayerons de montrer les caractéristiques de l'industrialisation brésilienne et le rôle du gouvernement dans ce processus de développement. Pourquoi 1930 ? Tout simplement, parce que c'est le moment où le monde se confrontait à une grande crise et où le Brésil s'est vu obligé de mettre en place un plan industriel en raison de son incapacité de financer ses importations. La théorie de la demande effective de Kalecki s'encadre bien dans le contexte des politiques gouvernementales qui ont été adoptées pour activer l'économie dans la période post-1930, dans la mesure où elle identifie les agents économiques et leurs rôles. Ce qui est essentiel pour bien comprendre le conflit distributif et pour repérer qui sont les agents actifs et passifs dans la formation du revenu national.

Après la Grande Crise de 1929, l'économie brésilienne n'avait pas d'autre choix que de changer de modèle économique. L'ancien modèle d'économie agro-exportatrice a été épuisé dans la conjoncture de dépression internationale, les prix des principaux

[5] Voir : Cano (1999).

produits d'exportation brésiliens ont connu une énorme chute. Le pays était extrêmement dépendant des importations de toutes sortes et ne produisait que quelques biens de consommation et certaines matières premières. Jusque là, la croissance économique nationale était tournée vers le marché international, dans le secteur primaire exportateur (la croissance « *en dehors* »). Mais les restrictions des pays du centre capitaliste et les déséquilibres des comptes nationaux ont fait naître le besoin d'un projet de développement national. Dès lors, le gouvernement met en place une nouvelle phase dans l'économie brésilienne, ciblant l'industrialisation du pays (la croissance « *en dedans* »). C'est à cette époque, plus précisément entre 1930-1940, que l'on trouve les origines du modèle d'Industrialisation par Substitution d'Importation (ISI). La société prêchait une puissante idéologie de développement de l'économie, associé au protectionnisme de l'industrie nationale, le tout souvent appuyé par des arguments nationalistes. L'interventionnisme de l'Etat était réclamé par toutes les classes sociales, la population associait la prospérité de la nation aux politiques gouvernementales d'incitation au progrès industriel.

Ainsi, dès le début de la décennie 1930, le gouvernement a joué un rôle beaucoup plus actif dans l'économie en adoptant des politiques économiques fiscales et monétaires expansionnistes qui incitaient à la croissance du revenu et à l'expansion de la demande effective. La politique de Getúlio Vargas et son ascension était de plus en plus tournée vers une politique générale d'expansion et d'intervention de l'Etat. Le pays est passé par un brusque changement intervenu dans son cadre institutionnel avec la centralisation du pouvoir et avec la création d'un ensemble d'institutions et d'organismes planificateurs qui cherchaient à structurer, à planifier le développement économique et à résoudre les problèmes nationaux. Dans ces conditions, l'Etat a revendiqué la responsabilité de la dynamique de la croissance économique et des politiques publiques sociales. L'intervention du gouvernement dans l'investissement a eu pour rôle d'amplifier la capacité de production déjà existante, l'infrastructure et le développement des activités qui n'existaient pas. Il faut souligner que Kalecki défendait la nécessité de l'intervention et de la planification de l'Etat dans l'économie, surtout dans les pays en développement, pour diriger les ressources de manière plus efficace.

Ce projet de développement a donné des résultats substantiels au Brésil. La croissance économique a augmenté considérablement et l'industrie s'est beaucoup diversifiée. Néanmoins, l'accélération du processus d'ISI créait une plus grande nécessité d'importer des biens de plus haute valeur ajoutée pour continuer sa trajectoire.

A mesure que le Brésil développait des branches industrielles plus sophistiquées, la balance commerciale du pays devenait plus instable. Selon la théorie structuraliste de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le déséquilibre dans les comptes nationaux était directement lié à l'intensification de l'industrialisation. La racine de la question se trouvait donc dans la composition des exportations et des importations du pays (le solde de la balance commerciale). Le Brésil exportait surtout des produits primaires, qui ont une valeur faible et une demande non élastique, mais il importait des biens de plus haute valeur ajoutée (biens de consommation superflus, biens intermédiaires et biens de capital). Ce qui créait des obstacles à la consolidation de l'industrie lourde du pays.

L'approfondissement de l'industrialisation au Brésil (et dans les pays en développement d'une façon générale) est associé à la capacité de financer les biens importés nécessaires au processus de substitution d'importation, notamment les biens de haute technologie et certaines matières premières (comme par exemple le pétrole). Les difficultés et les échecs, auxquels fait face le processus d'ISI, demandent l'intervention de l'Etat pour que l'accès au stade supérieur du capitalisme devienne possible et qu'une insertion plus favorable dans le système capitaliste mondial soit envisagée.

La politique interventionniste du gouvernement se justifie aussi par le développement du marché interne, car il y existe des déficiences qui pourraient difficilement être satisfaites par les agents privés, au moins dans les économies périphériques. Deux exemples associés à la question du financement peuvent mieux expliquer le cas du Brésil. Tout d'abord, le secteur privé n'avait pas atteint un degré de maturité qui lui aurait permis de faire face à des investissements plus lourds en raison des risques et de la longue période de maturité et de retour de ces projets. D'autre part, trouver un financement dans le marché interne des économies de la périphérie restait particulièrement difficile, étant donné que le marché des capitaux était naissant ou inexistant et toujours très vulnérable aux fluctuations externes.

Comme nous l'avons déjà dit, la présente étude fait une périodisation des étapes du développement national et des échecs correspondant à chaque moment de l'industrialisation nationale et de l'accumulation de capital. L'analyse du déroulement de ces événements est essentielle pour la bonne compréhension de l'actuelle structure concentratrice de revenu, une fois connus les facteurs structurels qui la déterminent.

Ainsi, des années 1930 à 1955, le développement national est marqué par une phase restrictive où le secteur productif de l'économie n'était pas suffisamment fort ni

suffisamment diversifié pour impulser une dynamique de croissance et un cycle d'expansion endogène. L'accumulation du capital était limitée, à cause de la restriction à l'importation et de la question technologique. En 1955, le Président Kubitschek est élu et met en action le « *Plano de Metas* » (Plan d'objectifs), un ambitieux projet de développement de l'industrie lourde du pays qui avait pour slogan « *faire croître de 50 ans le pays en 5 ans* ». Grâce à ce projet, le caractère restrictif du processus industriel brésilien a été surmonté et l'industrie lourde brésilienne s'est consolidée définitivement. La politique de l'Etat qui consistait à stimuler de gros investissements dans l'infrastructure et dans les industries de base a engendré des investissements privés dans plusieurs chaînes productives, et le parc industriel national s'est diversifié.

La question qui se posait à cette étape était de savoir comment le gouvernement pourrait financer des projets si ambitieux, aux coûts de plus en plus élevés. Le problème du financement du « *Plano de Metas* » ne pouvait pas être résolu en recourant au marché financier national parce que celui-ci n'existait pas encore. Aussi, le gouvernement a-t-il choisi de se financer à travers le « financement inflationniste » ; autrement dit, l'Etat a couvert son déficit en augmentant la base monétaire de l'économie. Cette manœuvre a déclenché un processus d'inflation et quelques plans de stabilisation ont été mis en place dans la période 1956-1961. Néanmoins, ces plans ne cherchaient qu'à atténuer l'accélération de l'inflation et à la maintenir à des niveaux tolérables, et n'ont jamais envisagé de sacrifier la croissance à la stabilité.

Par ailleurs, la conjoncture économique nationale du début de la décennie 1960 ne favorisait pas du tout une distribution plus égalitaire du revenu. Le Brésil entrait dans son premier cycle de récession interne. L'inversion du cycle d'expansion nationale amenait au ralentissement de l'activité économique, à l'élévation du taux de chômage et à la chute des investissements. La réduction des bonnes anticipations sur le taux de profit, l'inflation croissante et les restrictions d'importation expliquent l'accentuation de la récession. A cette époque-là, nous observons un processus de transfert de revenu vers les classes les plus aisées, dû à des politiques qui favorisaient les classes les plus riches au détriment de la masse de la population. L'entrepreneur a été favorisé et la classe des travailleurs a perdu tout son pouvoir de négociation. Bref, l'élite du pays restait protégée des fluctuations économiques engendrées par la politique adoptée par le gouvernement militaire lorsque la masse du prolétariat payait le prix des ajustements.

Le gouvernement brésilien a toujours été à l'origine d'une lourde législation du travail et d'une politique salariale intervenant dans divers secteurs de l'économie dont

un exemple est donné par la politique du salaire minimum déjà assez ancienne. De fait, le Brésil est un pays plein de particularités structurelles qui font que l'établissement des salaires a peu de rapport avec la productivité de la main-d'œuvre. Dans cette perspective, il semble bon de souligner une fois de plus que la doctrine défendue par la théorie classique, selon laquelle les salaires sont déterminés par la productivité, n'est pas valable pour le cas brésilien.

Le phénomène de concentration du revenu national est déjà visible dans la deuxième moitié de la décennie 1960. Les politiques gouvernementales de compression des salaires et de restriction des syndicats affectaient les plus bas revenus, chez une main-d'œuvre non qualifiée et abondante. En même temps, il y avait une forte demande de main-d'œuvre qualifiée, laquelle a bénéficié d'augmentations de salaires considérables. La différence entre les salaires des plus privilégiés et ceux des défavorisés était énorme et grandissante.

La croissance économique n'a pas pu, à elle seule, diminuer le fossé. Durant, la période dite du « *miracle économique* » (1967-1973), pendant laquelle le pays a crû à un taux moyen de 13%, le revenu par habitant a augmenté, mais la concentration du revenu n'a pas changé, bien au contraire, elle n'a fait que croître. Les politiques publiques de cette période ne visaient que la croissance économique. Les politiques sociales, comme l'éducation par exemple, restaient au deuxième plan. Le résultat de cette marginalisation des politiques d'insertion sociale est que les couches privilégiées conservent le monopole de l'éducation supérieure, et, par conséquent, les postes de travail les mieux rémunérés. Or, ce modèle focalisé sur la croissance, peu soucieux du secteur social perpétuait l'inégalité.

A côté de cette constatation, il faut ajouter que le gouvernement « *développementiste* » brésilien s'est toujours préoccupé de la croissance économique, sans intervenir sur la répartition de la richesse produite. Une distribution de revenu plus égalitaire dépendait en effet de politiques publiques sociales de redistribution qui pouvaient combattre l'énorme disparité, mais là n'était pas la priorité du régime militaire qui a préféré au niveau politique, faire d'abord grossir le « *gâteau* » (revenu) pour ensuite le partager. De sorte qu'une division plus égalitaire du revenu n'a jamais été entreprise. Les politiques publiques brésiliennes n'ont fait qu'organiser une socialisation des pertes, mais jamais une distribution égalitaire de la richesse nationale produite.

En conséquence, dans un second temps, nous espérons éclaircir quelques questions : était-il possible d'approfondir le développement économique brésilien sans l'action du gouvernement ? Quels sont les agents économiques qui ont joué un rôle décisif dans l'enjeu de l'industrialisation nationale ? Qui a été à l'origine de la dynamique économique brésilienne ? Comment et pourquoi le processus de développement économique brésilien a-t-il engendré une instabilité macroéconomique ? Quelle est la relation entre les chocs externes et l'instabilité nationale ? Est-ce que la politique économique a vraiment favorisé l'élite nationale ? Est-ce que la politique publique a été favorable au développement économique ? Quelle a été la cible des politiques publiques ? Ces questions sont fondamentales pour comprendre la transformation de la structure économique du Brésil, ses facteurs structurels et aussi les effets qui ont abouti à la situation de concentration de revenu actuelle.

Ensuite, notre étude s'attachera à l'examen de la décennie 1990, pendant laquelle le gouvernement change complètement ses politiques publiques interventionnistes et sa forme d'intervention économique. Face à la nouvelle conjoncture internationale et aux nouvelles politiques économiques internationales, les gouvernements néolibéraux sont entrés dans une période d'intense transformation de la structure de l'Etat en adoptant les directives du « *Consensus de Washington* ». Avec, pour résultat, une énorme fragilisation de l'économie interne, la détérioration des conditions de travail, l'augmentation sensible du taux de chômage et par conséquent, la concentration de la richesse.

Les années 1990 ont été marquées par le caractère néolibéral de la politique économique, politique orthodoxe par excellence (monétariste). Les mesures de cette politique consistaient à établir un taux d'intérêt élevé, un taux de change survalorisé, une réduction du rôle de l'Etat dans l'économie, une libéralisation commerciale et financière, un programme de privatisation et la flexibilisation du marché du travail. Ces nouvelles directives, évidemment, n'ont pas contribué à diminuer la concentration du revenu, au contraire, une politique de taux d'intérêt élevés n'a fait que renforcer la classe des rentiers nationaux. De surcroît, la brusque ouverture commerciale et financière a fragilisé le secteur productif national, d'où une grande montée du taux de chômage.

Or l'Etat, qui a toujours joué un rôle d'investisseur principal dans l'économie nationale, va réduire fortement sa participation en attendant d'être remplacé par les investissements du secteur privé, ceux-ci devant maintenir la dynamique de croissance

économique. Nous nous demandons si le secteur privé a satisfait ces attentes de l'Etat à son égard. Bref, son action a-t-elle été vraiment suffisante pour maintenir le taux d'investissement productif (la formation brute de capital fixe) et fournir de l'emploi à la masse de la population ? De plus, comment les investissements du secteur privé ont-ils été influencés par les politiques économiques (surtout par celles des taux d'intérêt élevés et des taux de change survalorisés) ? A-t-on pu observer une tendance à la réduction de l'investissement productif au profit de l'investissement financier ?

Dans le denier chapitre, nous analysons les deux mandats du gouvernement Lula et l'évolution de la distribution des revenus dans la période. Nous commençons par la politique économique adoptée, c'est-à-dire la poursuite des mesures orthodoxes qui se sont renforcées depuis la décennie 1990. Les premiers pas du gouvernement Lula sont marqués par des défis considérables et une conjoncture économique peu favorable, mais Lula a bien géré la situation à travers le maintien des politiques économiques néolibérales. Nous verrons comment Lula a fait face à ces obstacles et comment l'idéologie du Parti des Travailleurs (PT), une fois celui-ci arrivé au pouvoir, a radicalement changé relativement à son ancien discours qui était un discours d'opposition. Néanmoins, la période Lula est marquée par un véritable essor de la politique sociale et par l'intensification des programmes sociaux qui auront des résultats significatifs et participeront, pour une grande partie de la population, à l'amélioration de son niveau de vie. Ce point est une partie intégrante de notre recherche, et nous allons y analyser précisément les programmes sociaux et leurs conséquences dans la vie des plus démunis. D'ailleurs, nous soulevons là les principaux défis que le Brésil aura à relever pour avoir un développement socio-économique soutenable de long terme et surmonter les barrières structurelles qui empêchent une distribution du revenu plus juste.

Pour finir, le dernier chapitre sera consacré aux résultats que ces politiques sociales ont pu produire au plan économique : ces politiques ont-elles été efficaces ou ont-elles échoué ? Ont-elles offert un milieu favorable au développement et à une amélioration de la distribution de revenu ou n'ont-elles fait qu'atténuer temporairement la gravité de la situation ? Nous analysons aussi le poids des facteurs structurels et les impacts des événements historiques dans la structure de distribution du revenu national.

CHAPITRE 1 – LES BASES CONCEPTUELLES DE LA DETERMINATION ET DE LA DISTRIBUTION DES REVENUS : UNE VISION GENERALE - L'APPROCHE DE KALECKI

CHAPITRE 1 – LES BASES CONCEPTUELLES DE LA DETERMINATION ET DE LA DISTRIBUTION DES REVENUS : UNE VISION GENERALE - L'APPROCHE DE KALECKI

L'objectif de ce chapitre est d'analyser l'approche de Michal Kalecki sur la distribution du revenu à partir, d'une part, de la croissance économique dans une économie oligopolistique et, d'autre part, de la demande effective. Sera examinée la relation entre les salaires et les profits. Les idées principales présentées dans ce chapitre ont été extraites principalement de « *A Teoria da dinâmica econômica* » (1976), « *Essays in the theory of economic fluctuations* » (1972), « *Selected essays on the economic growth of the socialist and the mixed economy* » (1972a), « *Selected essays on the dynamics of capitalist economy* » (1971) et « *Théorie de la croissance en économie socialiste* » (1970). Le choix d'une telle approche, parmi d'autres aspects, s'explique par le fait que cet auteur a été le premier à avoir construit un ensemble de hypothèses bien étayées tendant à prouver qu'il n'y a pas nécessairement de position antagoniste entre profits et salaires.

Historiquement, les théoriciens néolibéraux du « *mainstream* »[6] (de nos jours et d'autrefois) ont préconisé, notamment à la périphérie du système capitaliste, la nécessité d'un certain nombre d'ajustements pour qu'il devienne possible, séquentiellement, de creuser le chemin d'un développement soutenable. Dans la pratique, ces ajustements mis en œuvre par la politique libérale se traduisent de diverses manières et nuisent principalement à la classe des travailleurs. Selon ce courant théorique, la part du revenu formée par le secteur productif qui n'était pas dépensée était naturellement épargnée et était utilisée de deux manières : pour l'accumulation de capital (achat de marchandise) ou pour l'emprunt à d'autres capitalistes qui l'accumuleraient. D'où la conclusion, que toute épargne avait comme fin l'accumulation de capital, ce qui signifie que toute production serait vendue pour la consommation ou pour l'accumulation.

Selon cette ligne de pensée, l'accumulation de capital et le développement économique sont à peine déterminés par les conditions de production dont se détache le taux de profit (étant donné que l'augmentation du profit rend possible l'augmentation de l'épargne, donc de l'accumulation). Si on considère que le prix est fixé (déterminé par

[6] On admet que le postulat néo-classique est beaucoup plus complet que celui qui est présenté ici, mais en tant que présupposés de ce travail, les idées décrites sont suffisantes.

les conditions de la concurrence), le profit en vient à dépendre du salaire. Si bien qu'il ne serait pas viable pour la croissance économique de poursuivre l'élévation des salaires puisque cela signifie une diminution des profits et par conséquent, la diminution du revenu produit. Donc, il ne serait pas rationnel, du point de vue économique, de défendre l'augmentation de la participation des travailleurs dans la production (et la consommation) du revenu.

S'opposant à cet ensemble d'arguments, Michal Kalecki (1970, 1971, 1972, 1972a et 1976) a formulé un corpus théorique (basé sur un puissant fondement mathématique) qui défendait des idées contraires, selon lesquelles, d'un côté, les salaires n'écrasaient pas les profits, et, de l'autre, leur chute n'était, en aucune façon, une solution au chômage. Toute cette construction théorique a pour objectif de prouver que les profits dépendent exclusivement des décisions de dépenses des capitalistes, et n'ont aucun lien avec le profil de distribution du revenu.

Comme on le sait, la demande ajoutée a pour principal facteur la consommation. La théorie de la demande effective s'appuie sur les dépenses, vu que, déterminants unilatéraux des recettes (revenus), les dépenses déterminent le profit[7]. Les dépenses autonomes réalisées selon les anticipations des agents seront responsables des niveaux de revenu et d'emploi, ceux-ci dérivant de la demande effective[8]. Le plus important à retenir est que le salaire ne réduit pas les profits des capitalistes et qu'une réduction des salaires ne fait pas baisser le chômage.

1 La théorie de la dynamique économique : un modèle Kaleckien

L'analyse théorique de Kalecki, dans les ouvrages étudiés (1970, 1971, 1972, 1972a et 1976) vise à résoudre le problème posé par la détermination du niveau de revenu. Dans ses travaux, l'auteur cherche à répondre à quelques questions que pose la discussion sur le profit, le revenu et la distribution. Discussion dont on peut détacher les questions suivantes : (i) Pourquoi, en une certaine année, le revenu atteint-il un certain niveau, par ailleurs variable ? ; (ii) Pourquoi le revenu oscille-t-il au fil du temps ? (iii) Comment expliquer la croissance du revenu sur le long terme ? Et ; (iv) Comment expliquer la distribution du revenu entre les membres d'une société ?

[7] Kalecki, 1976, p. 93.
[8] Possas (1999). Voir aussi : Possas et Baltar (1981).

Ces questions, abordées sur le long terme, seraient capables d'expliquer le comportement de la production dans le temps. Autrement dit, l'objet de l'étude est d'expliquer comment sont déterminés, dans les économies capitalistes, et étant donné leurs propres conditions de production, le revenu national et ses composantes. Analyse qui peut être faite du point de vue du revenu (le revenu est composé des profits et des salaires) ou du point de vue des dépenses (le revenu est consommé ou investi).

Selon le modèle simple de Kalecki (1976, p. 94 et 95 ; 1971, p. 13), le volume total des profits d'une année déterminée est défini par la consommation des capitalistes et par le volume des investissements réalisés dans cette économie[9]. Les profits réalisés par les capitalistes sont aussi importants que leurs investissements et leur consommation[10]. C'est le moment de se demander de quoi dépend, à son tour, le volume total des salaires. Si le taux de salaire (salaire par travailleur) ne change pas, plus grande est la production, plus élevé sera l'emploi de la force de travail, et plus important sera le montant des salaires. En d'autres termes, le salaire dépend de la production.

« L'augmentation de l'emploi est une source de demande additionnelle pour les biens de consommation, ce qui permet d'augmenter à nouveau l'offre d'emplois dans les industries concernées » (Kalecki, 1971, p. 29)[11].

Le modèle Kaleckien admet les schémas de reproduction marxistes qui, quoique différents de ceux de Marx, divisaient l'économie en trois secteurs : le secteur I produit des biens de capital ; le secteur II produit des biens de consommation pour les capitalistes, et ; le secteur III produit des biens de consommation pour les travailleurs[12]. Les capitalistes du secteur III, après avoir vendu aux travailleurs la somme des biens de consommation correspondant à leurs salaires auront encore un excédent de biens de consommation équivalant à leurs profits. Ces biens seront vendus aux travailleurs du secteur I et du secteur II, et comme les travailleurs n'épargnent pas, ces dépenses absorberont tout leur revenu[13]. De cette manière, le total des profits sera égal à la somme des profits du secteur I plus les profits du secteur II et les salaires de ces deux secteurs. Ou bien, pour dire autrement, le total des profits sera égal à la valeur de la

[9] Selon le modèle développé, le volume total des bénéfices dans une période déterminée, à part la consommation des capitalistes et de l'investissement, est aussi lié au déficit de budget et au résultat des exportations (Kalecki, 1976, p. 94).
[10] Ibid., p. 91.
[11] *« The increased employment is a source of additional demand for consumer goods and thus results in turn in higher employment in the respective industries »* (Kalecki, 1971, p. 29).
[12] Kalecki, 1971, p. 80, 81 et 157. Kalecki, 1976, p. 92 et 93.
[13] Kalecki, 1972, p. 77.

production de ces deux secteurs, ou mieux, à la valeur de la production des biens de capital et de consommation destinés aux capitalistes[14].

« Le total des profits sera alors égal à la somme des profits dans le secteur I, de ceux du secteur II, et des salaires dans ces deux secteurs : ou bien, le profit total sera égal à la valeur de la production dans ces deux secteurs (en d'autres mots, à la valeur de la production des biens d'investissement et des biens de consommation destinés aux capitalistes » (Kalecki, 1971, p. 80)[15].

Comme le modèle de Kalecki est sophistiqué, tentons de mieux expliquer sa théorie avec des formules algébriques qui sont détaillées ci-dessous.

Hypothèses :

1 – Comme vu précédemment, l'économie est divisée en trois secteurs :

D1 : Biens de capital

D2 : Biens de consommation produits pour la classe capitaliste

D3 : Biens de consommation produits pour la classe des travailleurs

2 – Le revenu dans cette économie peut être divisé entre profits et salaires :

$Y = P + W$

Où,

Y : Production (revenu)

P : Profits

W : Salaires

3 – Les produits de ces secteurs sont les suivants[16] :

Produit du D1 : I

Produit du D2 : Ck

Produit du D3 : Cw

Où,

I : Investissement net

Ck : Biens formés par la consommation des capitalistes

Cw : Biens formés par la consommation des travailleurs

4 – De la même façon, l'économie étant prise comme un tout, le revenu (produit) formé par les trois secteurs est divisé entre profits et salaires. Ainsi,

[14] Miglioli, 1980, p. 22.

[15] *« Thus, total profits will be equal to the sum of the profits in department I, profits in department II, and wages in these two departments: or, total profits will be equal to the value of production of these two departments – in other words, to the value of production of investment goods and consumption goods for capitalists »* (Kalecki, 1971, p. 80).

[16] Kalecki, 1971, p. 80. Kalecki, 1976, p. 92.

I = p1 + w1

Ck = p2 + w2

Cw = p3 + w3

5 – Le profit total est le profit formé par les trois secteurs, de même que la masse des salaires est aussi la somme des trois secteurs.

P = p1 + p2 + p3

W = w1 + w2 + w3

Le cadre ci-dessous est un résumé des hypothèses du modèle (selon le point de vue du revenu, ainsi que de la dépense) :

	D1 (biens de k)	D2 (biens de ck)	D3 (biens de cw)	Total
Profit	p1	p2	p3	P
Salaires	w1	w2	w3	W
Revenu	I	CK	CW	Y

Ainsi :

P + W = Y = I + Ck + Cw (équation 1)

Au delà de ces premières hypothèses, l'auteur considère que les travailleurs n'épargnent pas. C'est pourquoi, l'épargne de cette classe équivaut à zéro[17]. Une fois que tout le revenu est consommé ou épargné et, comme le revenu des travailleurs est égal à leur salaire, nous avons :

W – Cw = Sw

Comme Sw = 0

W = Cw (tout le revenu des travailleurs est dépensé en consommation) (équation 2)

Reprenant l'équation (1) : P + W = I + Ck + Cw

Employant l'équation (2) dans l'équation (1) : P + Cw = I + Ck + Cw

P = I + Ck (équation 3)[18]

L'équation ci-dessus montre que la masse des profits (P) est égale au volume des investissements (I) et à la consommation des capitalistes (Ck). Ainsi, Kalecki déclare que les profits des capitalistes sont fonction du montant des investissements et de la consommation des capitalistes.

« Nous pouvons maintenant conclure que les profits réels bruts, sur le court terme, sont déterminés par les décisions des capitalistes quant à leur consommation ou

[17] Kalecki, 1971, p. 83.
[18] Kalecki, 1976, p. 94. Kalecki, 1971, p. 82.

leur investissement envisagé dans le passé, ce qui engendre des changements inattendus dans le volume des stocks » (Kalecki, 1971, p. 79 et 80)[19].

Cependant, une question se pose maintenant : quels sont les facteurs déterminants de la masse salariale et des salaires dans une économie capitaliste ?

1.1 La détermination du revenu dans le secteur III

Dans cette sous-partie, nous travaillons aussi sur la théorie de Kalecki (1976, p. 91-113 ; 1971, p. 78-103) à propos de la détermination du revenu national, de la consommation et des profits pour arriver à une compréhension plus claire de la détermination du revenu dans le secteur III. Selon Kalecki (1971 ; 1976), tout le revenu formé correspond aux dépenses des travailleurs. Dans l'hypothèse où les travailleurs dépensent ce qu'ils gagnent, vu que le revenu du secteur III correspond à la masse salariale de l'économie qui doit être utilisée dans la consommation (W = Cw équation 2).

Les dépenses du secteur III (nécessaires pour former le produit : biens de consommation pour les travailleurs) correspondent aux salaires payés au même secteur. Ainsi, les excédents de ce secteur (les profits) correspondent à la valeur des salaires payés aux deux autres secteurs[20].

Comme Cw = W (où Cw = p3 + W3)

On a que : p3 + W3 = W

p3 + ~~w3~~ = w1 + w2 + ~~w3~~

p3 = w1 + w2 (équation 4)

Cette équation indique que les biens de consommation qui restent, pour les capitalistes du secteur III (après avoir déduit les salaires payés et les dépenses), sont vendus aux travailleurs du secteur I et du secteur III (ce dernier représentant leur profit)[21].

En analysant la formation des profits, on obtient le total des profits qui, comme nous l'avons vu, correspond à l'addition des profits des trois secteurs :

[19] *« We may now conclude that the real gross profits in a given short period are determined by decisions of capitalists with respect to their consumption and investment shaped in the past, subject to correction for unexpected changes in the volume of stocks »* (Kalecki, 1971, p. 79 et 80).
[20] Kalecki, 1976, p. 93.
[21] Kalecki, 1971, p. 80.

P = p1 + p2 + p3 (équation 5)

Utilisant l'équation (4) et l'équation (5) :

P = p1 + p2 + (w1 + w2)

Mettant en ordre les termes :

P = p1 + w1 + p2 +w2

P = I + Ck (équation 6)

Cette équation (qui est la même que l'équation 3) indique, comme nous l'avons déjà affirmé, que la détermination du total des profits dépend uniquement et exclusivement des dépenses des capitalistes (soit en consommation soit en investissements) et que partant, elle est extérieure aux décisions des travailleurs[22].

Considérons maintenant la répartition des revenus dans chaque secteur (entre salaires et profits) :

D1

W1 = w1/I participation du salaire au revenu de D1 (ou w1 = W1.I).

1 – *w*1 = parcelle de profit de D1.

D2

W2 = w2/Ck participation du salaire au revenu de D2 (ou w2 = W2.Ck).

1 – *w2* = parcelle de profit de D2.

D3

W3 = w3/Cw participation de salaire au revenu de D3 (ou w3 = W3.Cw).

1 – *w3* = parcelle de profit de D3.

Considérant le profit de D3 (équation 4) :

p3 = W1 + W2

p3 = *W*1.I + *W*2.Ck

(1 – *w3*).Cw = *w*1.I + *w*2.Ck

Cw = (*w*1.I + *w*2.Ck)/(1 – *w3*) (équation 7)

A travers cette relation nous nous rendons compte que la consommation des travailleurs (soit la masse salariale) est déterminée par les dépenses des capitalistes et par les facteurs de distribution qui déterminent la part des salaires et des profits dans chaque secteur.

« Etant donné que les profits sont déterminés par la consommation et l'investissement des capitalistes, le revenu des travailleurs (ici égal à leur consommation) est déterminé par les facteurs de distribution. En ce sens, la

[22] Kalecki (1971 et 1976).

consommation et l'investissement des capitalistes, de même que les facteurs de distribution, déterminent la consommation des travailleurs et de là la production nationale et l'emploi » (Kalecki, 1971, p. 80 et 81)[23].

Il apparaît ainsi que les dépenses des capitalistes (et les secteurs de production) sont à l'origine, non seulement du revenu obtenu dans l'économie (celui-ci étant indépendant du revenu des travailleurs, comme le défendait la théorie néoclassique) mais aussi de la propre consommation des travailleurs. Ainsi :

$$Y = I + Ck + Cw$$

$$Y = I + Ck + (w1.I + w2.Ck)/(1 - w3)$$

Pourtant, la détermination des profits se présente exclusivement comme le seul moyen d'investissement et de consommation des capitalistes.

Les décisions d'investissement et de consommation des capitalistes détermineront le revenu, alors que les facteurs de redistribution seront principalement chargés de la détermination du revenu des travailleurs dont dépendra la consommation. Comme on peut le vérifier dans l'affirmation de Kalecki :

« Maintenant, il est certain que les capitalistes peuvent décider de consommer ou d'investir plus dans une période donnée que durant la période précédente, mais ils ne peuvent pas décider de gagner plus. C'est donc leurs décisions d'investissement et de consommation qui déterminent les profits, et non l'inverse » (Kalecki, 1971, p. 78 et 79)[24].

Dans cette perspective, la grande synthèse Kaleckienne s'exprime par :

« Les travailleurs dépensent ce qu'ils gagnent et les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent » (Miglioli, 1980, p. 24).

Enfin, le modèle Kaleckien permet de situer nettement le rôle des agents économiques (capitalistes et travailleurs) au sein d'une économie capitaliste. Au moment où la classe patronale est capable de définir le volume d'investissement et de revenu (bien que les décisions de consommation et d'investissement soient individuelles), le rôle des travailleurs se trouve subordonné à la dynamique du système : ils ne sont pas capables, en effet, de définir le profit, étant donné qu'ils disputent

[23] *« Given that profits are determined by capitalists' consumption and investment, it is the workers' income (equal here to workers' consumption) which is determined by the 'distribution factors'. In this way capitalists' consumption and investment conjointly with the 'distribution factors' determine the workers' consumption and consequently the national output and employment »* (Kalecki, 1971, p. 80 et 81).

[24] *« Now, it is clear that capitalists may decide to consume and to invest more in a given period than in the preceding one, but they cannot decide to earn more. It is, therefore, their investiment and consumption decisions which determine profits, and not vice versa »* (Kalecki, 1971, p. 78 et 79).

exclusivement le flux de la richesse sans participer au stock (parce qu'ils n'épargnent pas).

En d'autres termes, les travailleurs ne participent pas à la variable de base que sont les profits. Bien qu'ils participent à la variable revenu (les dépenses des travailleurs sont importantes pour les revenus : plus grande est la consommation, plus grand est le volume des profits du secteur III et donc de l'économie prise comme un tout).

C'est une façon de hiérarchiser les agents : les capitalistes décident et définissent les profits (ils occupent une position active dans la dynamique économique) alors que les travailleurs, bien qu'ils participent à la détermination du revenu, ne décident pas et ne définissent pas le volume des profits (position passive)[25].

1.2 L'approche de Kalecki et la dynamique d'accumulation du capital dans les pays en développement

Dans cette partie, nous entendons montrer, à travers l'approche de Kalecki, de quelle manière les agents économiques et les distorsions du système capitaliste ont influencé l'accumulation et le partage du capital des économies de la périphérie, surtout dans le cadre de cette étude, consacrée au Brésil. Nous posons aussi des questions pertinentes pour la recherche portant, d'un côté, sur la dynamique du centre capitaliste et de sa périphérie, et de l'autre, sur les conséquences des différences inscrites dans le processus d'accumulation du capital, de même que sur ses résultats dans le partage de la richesse produite sur une échelle globale et au sein de chaque société.

Dès lors, il convient de se demander : quelles sont les conditions nécessaires pour que l'accumulation de capital ait lieu dans une société ? Comment se réalise l'accumulation de capital et quelles sont les principales forces motrices dans les économies en développement ? Y a-t-il une dépendance au capital externe ? Quelle est la relation entre les capitalistes et l'Etat dans les économies périphériques ? Quel est le rapport entre les capitalistes nationaux et les capitalistes étrangers ? Comment s'organisent les travailleurs et les syndicats dans ces économies ? Quel est le pouvoir de négociation des travailleurs face aux capitalistes nationaux et aux entreprises multinationales ? Est-ce que les rapports entre capitalistes et travailleurs sont différents

[25] Voir aussi la distribution des revenus dans la théorie de Kalecki : Amitrano (2003).

dans les économies en développement ? Quel est le modèle de consommation envisagé par les élites et les travailleurs ? Est-ce que les agents économiques essaient de reproduire le modèle de consommation du centre capitaliste ? Est-ce viable ? Comment l'Etat, les politiques socio-économiques et les institutions vont-ils influencer la distribution du revenu national ?

Dans les pays en développement, un des plus grands obstacles à l'accumulation de capital est le fait d'amplifier considérablement le montant des investissements dans l'économie nationale et de dépasser le sous-développement[26]. Le gouvernement a un rôle très important ; il est chargé de garantir le volume d'investissement adéquat et la structure nécessaire pour surmonter les goulets d'étranglements, ainsi que la formation d'institutions publiques solides. Le financement de l'accumulation du capital et la croissance de long terme de ces économies doivent aussi faire face aux limitations structurelles et institutionnelles.

Il est approprié de rappeler que, dans les économies périphériques, la structure et la portée des institutions publiques, ainsi que la politique sociale, sont très déficitaires en comparaison de ce qui existe dans les nations du centre capitaliste. Le réseau de sécurité sociale (quand il existe) et les institutions publiques sont encore trop faibles pour satisfaire les besoins de la population. Cette situation a des effets pervers sur la distribution du revenu, étant donné que les plus démunis ne peuvent compter sur l'aide du pouvoir public pour leurs besoins minimaux et que leurs droits élémentaires ne sont presque pas respectés. En conséquence, les relations entre capitalistes et travailleurs sont encore plus inégales dans ces économies, où les structures institutionnelles sont fragiles et traversent encore un processus de formation – structures dont le perfectionnement peut demander du temps de même que l'amélioration de leur efficacité. Dans ce contexte, si l'on cherche à hiérarchiser les relations entre les agents économiques, on peut bien sûr affirmer que les travailleurs seront toujours le maillon faible dans les relations de pouvoir et que le capitaliste étranger, doté de capital et de technologie, sera plus fort que le capitaliste des économies périphériques.

[26] Selon Furtado (1996, p. 17), le sous-développement n'a rien à voir avec l'âge d'une société ou d'un pays. La variable utilisée pour le mesurer est le degré d'accumulation du capital appliqué aux processus productifs et le degré d'accès aux biens finaux qui caractérisent le style de vie moderne. Le sous-développement est lié à une plus grande hétérogénéité technologique, laquelle reflète la nature des relations externes de ce type d'économie. Furtado (2002, p. 77) affirme aussi que, dans les pays riches, les conditions de vie de la société sont plus homogènes, alors que dans les pays en développement elles sont plus hétérogènes.

Dans les pays de la périphérie capitaliste, l'accumulation du capital est fortement soumise au capital externe, c'est-à-dire, soit au commerce extérieur, soit aux investissements étrangers. Ces nations gardent une similarité dans le développement de leurs économies domestiques : elles sont toutes dépendantes de l'épargne des pays du centre capitaliste, où les capitaux sont abondants et cherchent une plus grande rentabilité pour leurs investissements. Ainsi, il demeure évident que le processus d'accumulation du capital dans les économies en développement dépend largement du capital externe dont elles ont besoin pour, d'une part, accélérer leur dynamique capitaliste à l'intérieur du capital et/ou du financement externe pour les entreprises multinationales et, d'autre part, pour assurer le solde de leur balance commerciale[27].

Ces pays périphériques trouvent dans le commerce externe leur principal allié au plan de l'accumulation de capital ; c'est là un point clé pour la mise en place d'une dynamique de croissance de la demande effective et du revenu dans les économies nationales. Les profits de la balance commerciale doivent s'accroître pour que le processus d'accumulation du capital national soit intensifié et puisse reproduire cette dynamique de manière plus intense dans l'économie.

« En fait, les profits agrégés sont égaux à la somme de la consommation des capitalistes, de l'investissement et de la balance commerciale. Dans le but de stimuler le développement par le biais du commerce extérieur, le solde de la balance commerciale doit augmenter, c'est-à-dire que de nouveaux excédents au niveau des exportations, relativement aux importations, doivent être obtenus » (Kalecki, 1971, p. 15)[28].

Un solde positif dans la balance commerciale augmente les profits des capitalistes nationaux, qui décideront s'ils vont investir davantage pour accroître encore plus leurs profits. Si les capitalistes décident d'investir davantage grâce à leurs profits externes, ils vont accélérer la dynamique de l'accumulation du capital interne et cela aura des effets positifs sur l'ensemble de l'économie nationale. La hausse de l'investissement a un effet multiplicateur considérable sur toute la demande effective et

[27] Ces pays ont intérêt à recourir à l'importation de capitaux étrangers à condition de ne pas perdre la maîtrise du processus du développement et de ne pas payer un prix excessivement élevé sous forme d'un service de la dette.

[28] *« In fact, aggregate profits are equal to capitalists' consumption plus investment plus the balance of foreign trade. In order to stimulate the upswing by means of foreign trade, the balance of trade component of profits must increase, i.e. new surplus of exports over imports must be achieved »* (Kalecki, 1971, p. 15).

fait croître la production, et, par conséquent, le montant des salaires va, lui aussi, croître dans l'économie.

L'accélération de la demande effective interne et les profits externes sont cruciaux pour le développement de l'économie nationale et pour amener à un niveau plus élevé la dynamique d'accumulation de capital domestique. Plus élevés seront les profits des capitalistes dans l'économie, plus fortes seront les incitations à l'investissement, ce qui aura pour résultat un essor de la demande effective et l'accélération du processus d'accumulation du capital.

« Ce surplus, de même qu'un essor très vif de l'activité d'investissement, mène à une telle augmentation de la production et des profits par rapport à ce qui est produit que les profits agrégés augmentent d'un montant égal à l'augmentation de l'excédent commercial. La plus grande rentabilité des établissements existants, qui résulte de cela, agit comme un stimulant de l'activité d'investissement ; l'essor économique résultant d'un nouvel excédent commercial mène un « boom » normal » (Kalecki, 1971, p. 16)[29].

Cependant, il n'est pas si facile de conquérir de nouveaux marchés et de s'approprier du profit externe ; il y a une forte compétition entre les capitalistes mondiaux pour l'obtention et le partage du profit. La concurrence entre capitalistes au niveau du profit est inhérente au système capitaliste, étant donné que l'élévation du profit est primordiale pour que l'accumulation du capital s'intensifie dans chaque économie. Le solde de la balance commerciale (i.e. les profits externes) est si important pour ces pays (et les capitalistes) que, depuis toujours, les nations cherchent à conquérir de nouveaux marchés pour augmenter leurs profits. Les pays sont constamment en concurrence pour les marchés extérieurs et pour l'expansion de colonies, expansion dont le seul but est l'accumulation du capital et son augmentation, point essentiel pour accélérer la dynamique capitaliste. Ainsi, il est clair que le lien entre les profits externes et l'impérialisme, ainsi que la lutte pour la division des marchés externes et l'expansion des empires coloniaux sont la source classique des profits externes[30].

« Le lien entre les profits externes et l'impérialisme est évident. La guerre pour le partage des marchés extérieurs existants et l'expansion des empires coloniaux, qui

[29] *« This surplus, like a boom in investment activity, leads to such a general increase in the production and in the profit per unit of output that aggregate profits rise by an amount equal to the increment of the balance of trade. The higher profitability of existing establishments, which results from this, acts as a stimulus to investment activity; the upswing resulting from a new surplus in foreign trade leads to a "normal" boom »* (Kalecki, 1971, p. 16).

[30] Voir aussi sur le sujet de l'accumulation de capital, impérialisme et capitalisme historique : Arrighi (1996).

fournissent de nouvelles opportunités pour l'exportation de capital et de biens, peuvent être vus comme des moteurs de l'excédent commercial, la source classique des profits externes. L'armement et guerres, généralement financés par des déficits budgétaires, sont aussi une source de cette sorte de profits » (Kalecki, 1971, p. 86)[31].

Selon Kalecki (1976, p. 96 et 97), les profits sont égaux à l'investissement plus la consommation des capitalistes, le solde de la balance commerciale et le déficit budgétaire. L'accroissement du solde de la balance commerciale va élever les profits *pro tanto*. Le solde de la balance commerciale permet d'amener les profits au-dessus du niveau qui serait déterminé par l'investissement et la consommation des capitalistes. Les capitalistes qui arrivent à dominer les marchés externes augmentent leurs profits au détriment des capitalistes des autres pays qui ont perdu une partie du marché.

Le déficit budgétaire a un effet similaire à un solde positif de la balance commerciale et permet aussi une hausse des profits qui dépasse le niveau déterminé par l'investissement privé et la consommation des capitalistes. Dans le cas d'un déficit budgétaire, le secteur privé de l'économie reçoit plus de ressources, à travers les dépenses du gouvernement, qu'il va payer en impôts. Ainsi, ces deux facteurs, le solde de la balance commerciale et le déficit budgétaire, permettent aux capitalistes d'encaisser des profits sur et au-dessus de leur propre consommation et investissement[32]. Malgré l'impact positif du déficit budgétaire pour la demande et le profit, cet aspect n'a pas d'effet direct sur l'amélioration de la distribution du revenu. Pour promouvoir un résultat favorable dans le partage plus égalitaire de la richesse à travers le déficit budgétaire, la demande effective devrait être stimulée, avec une élévation des dépenses publiques dirigées vers les plus pauvres et financées par les impôts sur les profits et revenus des capitalistes.

Toutefois, l'accélération de l'accumulation du capital à travers l'élévation du déficit budgétaire a des limites, surtout, dans les économies périphériques. Dans un premier temps, le gouvernement de ces économies a, comme principale source de recette fiscale, les impôts perçus à travers le commerce externe. De sorte que ces économies restent dépendantes du commerce extérieur pour l'augmentation de leurs recettes fiscales et sont contraintes d'adopter une politique fiscale expansionniste, vu

[31] *« The connection between 'external' profits and imperialism is obvious. The fight for the division of existing foreign markets and the expansion of colonial empires, which provide new opportunities for export of capital associated with export of goods, can be viewed as a drive for exports surplus, the classical source of 'external' profits. Armaments and war, usually financed by budget deficits, are also a source of this kind of profits »* (Kalecki, 1971, p. 86).

[32] Kalecki, 1976, p. 97.

que la structure de la recette fiscale de la société est encore peu développée et que le degré d'informalité dans l'économie est élevé.

Selon Kalecki (1976, p. 133 et 134), l'accumulation du capital d'une société est aussi influencée par d'autres éléments déterminants, comme le degré de concentration (ou degré de monopole) de la production de l'économie nationale et la distribution du revenu. En ce qui concerne la concentration de la production, la compétition entre les capitalistes est en grande partie déterminée par le montant de capital que chacun peut investir pour, ainsi, acquérir des profits. La taille d'une compagnie est limitée au volume de capital de l'entreprise et à sa capacité de disposer de financement : en l'occurrence le système bancaire, les conditions de crédit et le marché financier.

Dans les économies de la périphérie capitaliste, l'accès au financement est encore plus difficile. Le système de financement du crédit, soit par le système bancaire soit par les marchés financiers, est peu développé et le gouvernement reste une des principales sources de financement. Ce qui renforce encore plus l'affirmation de Kalecki (1971 et 1972), qui voit dans le capital le principal point de départ pour devenir entrepreneur. Même si quelqu'un a l'esprit et les capacités nécessaires pour devenir entrepreneur, s'il n'a pas de capital ou n'y a pas accès, il va réussir difficilement dans un monde capitaliste. L'élément le plus important pour devenir entrepreneur (capitaliste) est de posséder un capital !

« La limitation de la taille de la firme en raison de la disponibilité du capital productif est au cœur du système capitaliste. Beaucoup d'économistes font l'hypothèse, au moins au sein de leurs théories abstraites, d'une démocratie du business où chaque personne pourvue d'une capacité entrepreneuriale peut obtenir du capital pour commencer une nouvelle aventure économique » (Kalecki, 1971, p. 109)[33].

Kalecki affirme aussi :

« Les entreprises nées au sein d'une industrie donnée à un moment donné ne sont pas de taille égale car le capital privé des différents entrepreneurs n'est pas équivalent. La « démocratie du business » est une idée erronée, le montant du capital

[33] *« The limitation of the size of the firm by the availability of entreprenerial capital goes to the very heart of the capitalist system. Many economists assume, at least in their abstract theories, a state of business democracy where anybody endowed with entrepreneurial ability can obtain capital for starting a business venture. This picture of the activities of the 'pure' entrepreneur is, to put mildly, unrealistic. The most important prerequisite for becoming an entrepreneur is the ownership of capital »* (Kalecki, 1971, p. 109).

privé détenu par chaque entrepreneur est un facteur d'investissement » (Kalecki, 1972, p. 100)[34].

Même si le capital joue un rôle prépondérant dans l'accumulation du capital et dans l'essor de la demande effective, Kalecki (1976, p. 186, 191 et 192) souligne aussi le caractère décisif des « *facteurs de développement* » (tels que l'innovation), qui sont la source d'une tendance ascendante du stock de capital de long terme. L'absence de « *facteurs de développement* » laisserait l'économie capitaliste en état de repos et la priverait de dynamique. L'accumulation de capital, qui résulte du fait que l'investissement de long terme se trouve au-dessus du niveau de dépréciation augmente en amplitude l'influence des « *facteurs de développement* ». L'élévation des profits et de la production, qui résulte du mouvement ascendant de l'investissement, amène un taux de croissance plus élevé[35].

Furtado (2000, p. 24) affirme que l'innovation technique favorise l'appropriation du capital par les entreprises qui la maîtrisent. Il existe une tendance structurelle de concentration du capital dans l'économie capitaliste des pays qui produisent des biens et services de haute technologie.

On peut alors supposer que les entreprises étrangères ont un énorme avantage relativement au capital national de la périphérie capitaliste. Les entreprises multinationales bénéficient non seulement d'un capital abondant, mais aussi du savoir faire du centre capitaliste – la technologie d'un produit est l'une des principales sources du pouvoir de marché d'une compagnie. Kalecki souligne les effets de cette situation dans la concentration de l'industrie :

« Par exemple, le progrès technique influence le degré de monopole d'une d'industrie en affectant la taille des entreprises » (Kalecki, 1972, p. 28)[36].

De plus, les multinationales planifient une partie considérable de l'activité du système économique national dans les pays périphériques, dotées qu'elles sont d'un pouvoir économique considérable puisqu'elles administrent les prix, conditionnent les

[34] *« The enterprises started in a given industry at a given moment are not of equal size because the private capital of the various entrepreneurs is not the same. "Business democracy" is a fallacy: the amount of the entrepreneur's private capital is a "factor of investment" »* (Kalecki, 1972, p. 100).

[35] Est aussi nécessaire la présence de « *facteurs de développement* » pour soutenir un mouvement ascendant d'accumulation du capital de long terme. Les innovations sont l'un des facteurs les plus importants pour promouvoir le développement. Un déclin dans l'intensité des innovations, dans les dernières étapes du développement capitaliste, a pour résultat un retard de l'augmentation du capital et de la production (Kalecki, 1976, p. 194).

[36] *« For instance, technical progress by affecting the size of enterprises influences the degree of monopoly in an industry »* (Kalecki, 1972, p. 28).

habitudes des consommateurs et modifient les marchés à travers le crédit et l'innovation.

Furtado (2000, p. 124) souligne que le contrôle des activités industrielles périphériques par les entreprises multinationales conduit au renforcement de la structure de domination centre-périphérie. De surcroît, les changements structurels réduisent les formes traditionnelles de la lutte des classes chez les salariés et diminuent aussi le rôle régulateur de l'Etat. L'efficacité de l'action de coordination de l'Etat se réduit à mesure que la concentration du pouvoir économique s'intensifie. D'ailleurs, il est pertinent de souligner que le pouvoir économique a en commun avec le pouvoir politique la capacité d'imposer une vision globale à la collectivité[37].

Dans cet environnement, les entreprises nationales ont une énorme difficulté à concourir avec le capital externe et aussi à survivre dans ces conditions de concurrence inégale, étant donné que leur financement et leur technologie sont limités. Dans la plupart des cas, on observe que l'entrée des entreprises multinationales conduit plusieurs entreprises nationales à la faillite, augmentant le degré de monopole des économies où existe déjà peu de concurrence. Le phénomène va culminer avec une redistribution du revenu des petites entreprises aux grandes entreprises (nationales et/ou multinationales) et le degré de monopole s'accentuera encore plus, ce qui a des effets négatifs sur la distribution du revenu national entre travailleurs et capitalistes[38].

« Les changements dans le degré de monopole ne sont pas seulement d'une importance décisive pour la distribution du revenu entre les capitalistes et les travailleurs, mais d'une certaine manière pour la distribution du revenu au sein même de la classe capitaliste. Ainsi, la hausse du degré de monopole causée par la croissance des grosses firmes est à l'origine d'une modification du revenu des industries dominées par de telles firmes au détriment des autres industries. Ainsi, le revenu est redistribué du petit vers le gros business » (Kalecki, 1971, p. 51 et 52)[39].

La concentration du degré de monopole des entreprises est inhérente au système capitaliste et, même dans les économies les plus développées, on observe des secteurs économiques oligopolistiques et monopolistiques. Il est extrêmement difficile de

[37] Furtado, 1978, p. 17, 26 et 99.

[38] Dans une société, une distribution de revenu plus égalitaire ouvre la possibilité d'une expansion plus forte de la demande effective et, en particulier, de l'accumulation de capital.

[39] *« The changes in the degree of monopoly are not only of decisive importance for the distribution of income between workers and capitalists, but in some instances for the distribution of income within the capitalist class as well. Thus, the rise in the degree of monopoly caused by the growth of big corporations results in a relative shift of income to industries dominated by such corporations from other industries. In this way income is redistributed from small to big business »* (Kalecki, 1971, p. 51 et 52).

supposer que la libre concurrence existe dans la plupart des secteurs d'une économie ou même dans quelques secteurs spécifiques, indépendamment du stade de développement de l'économie. Cette situation est encore pire quand on analyse les économies en développement, où, s'il est un aspect évident, c'est bien le fait qu'elles sont encore plus éloignées d'avoir un système de marché où règne une concurrence parfaite et où la plupart des secteurs économiques sont très concentrés.

« Dans le monde réel une entreprise est rarement utilisée au-delà de sa « capacité pratique » un fait qui est donc une démonstration des imperfections du marché et de l'expansion des monopoles et oligopoles » (Kalecki, 1972, p. 23)[40].

La concentration du pouvoir économique se trouve à la racine même du système capitaliste et, y compris dans le centre capitaliste, les hypothèses de libre concurrence ne sont qu'un mythe :

« Un monde dans lequel le degré de monopole détermine la distribution du revenu national est un monde très éloigné des principes de la libre concurrence. Le monopole apparaît profondément lié à la nature du système capitaliste : la libre concurrence, comme hypothèse, peut être utilisée dans le premier stade des analyses, mais comme description d'un état normal de l'économie capitaliste, c'est simplement un mythe » (Ibid., p. 40 et 41)[41].

Les modifications intervenant dans le degré de monopole sont très importantes pour la distribution du revenu des travailleurs comme des capitalistes[42]. La hausse du pouvoir monopolistique des entreprises peut réduire les salaires et diminuer aussi le pouvoir d'achat des travailleurs, étant donné que, une fois supprimée la concurrence des autres compagnies, il est possible d'augmenter la marge de profit sans se soucier de perdre une partie du marché[43].

[40] *« In the real world an enterprise is seldom employed beyond the "practical capacity," a fact which is therefore a demonstration of general market imperfection and widespread monopolies or oligopolies »* (Kalecki, 1972, p. 23).

[41] *« A world in which the degree of monopoly determines the distribution of the national income is a world far removed from the pattern of free competition. Monopoly appears to be deeply rooted in the nature of the capitalist system: free competition, as an assumption, may be useful in the first stage of certain investigations, but as a description of the normal state of capitalist economy it is merely a myth »* (Ibid., p. 40 et 41).

[42] On a déjà dit précédemment que l'augmentation du degré de monopolisation du à la croissance des grandes corporations débouche sur une redistribution des revenus des petites et moyennes entreprises aux grandes compagnies.

[43] Dans les pays en développement, il n'y a pas d'institutions capables de défendre les consommateurs, et les cas d'abus de pouvoir des grandes entreprises qui ne reçoivent aucune sanction sont constants.

« ... la distribution du produit de l'industrie est à chaque moment déterminée par le degré de monopole » (Kalecki, 1972, p. 24)[44].

Et plus loin :

« ... l'augmentation du degré de monopole réduit la part relative du travail manuel » (Ibid., p. 29)[45].

D'ailleurs, dans les économies en développement, les travailleurs n'ont presque pas de pouvoir de négociation, les syndicats sont faibles et n'ont pas le pouvoir réel de demander une véritable élévation du salaire et de meilleures conditions de travail. Il est pertinent de souligner qu'une réduction du salaire a tendance à augmenter encore plus le degré de monopole, avec les conséquences négatives corollaires pour le niveau de l'emploi et la distribution des revenus.

« Une baisse des salaires tend à augmenter le degré de monopole, et de là réduit les salaires réels, ce qui affecte l'emploi négativement. Cela tend à redistribuer le revenu au détriment des travailleurs » (Ibid., p. 88 et 89)[46].

De surcroît :

« Le degré de monopole a une tendance générale à s'accroître sur le long terme, ce qui diminue la part des salaires dans le revenu » (Kalecki, 1971, p. 65)[47].

Cependant, selon Kalecki, une hausse des salaires est tout-à-fait positive pour la distribution du revenu :

« Une augmentation de revenu, cependant, affecte jusqu'à un certain point la distribution des revenus : elle tend à réduire le degré de monopole, et augmente donc les salaires réels. D'un autre côté, les revenus réels des capitalistes tendent à chuter en raison du détournement des revenus des rentiers vers les firmes, ce qui diminue la propension à consommer des capitalistes » (Kalecki, 1972, p. 91)[48].

Les changements structurels et « *l'évolution* » de l'ensemble du système capitaliste ne font qu'accroître la concentration du pouvoir économique des entreprises

---

[44] *« ... the distribution of the product of industry is at every moment determined by the degree of monopoly »* (Kalecki, 1972, p. 24).
[45] *« ... the increase in the degree of monopoly reduces the relative share of manual labor »* (Ibid., p. 29).
[46] *« A wage cut tends to raise the degree of monopoly, and consequently to reduce real wages and to affect employment unfavourably. It tends to redistribute income to the disadvantage of the workers »* (Ibid., p. 88 et 89).
[47] *« The degree of monopoly has a general tendency to increase in the long run and thus to depress the relative share of wages in income ... »* (Kalecki, 1971, p. 65).
[48] *« A wage increase, however, affects to a certain extent the distribution of income: it tends to reduce the degree of monopoly and thus to raise real wages. On the other hand, "real" capitalists' incomes tend to fall off because of the relative shift of income from rentiers to corporations which lowers capitalists' propensity to consume »* (Kalecki, 1972, p. 91).

multinationales à l'échelle globale. Auparavant, l'impérialisme du centre capitaliste se limitait au commerce externe et à l'organisation de la production des biens primaires dans les pays périphériques, mais l'invasion des multinationales dans la périphérie capitaliste marque une nouvelle phase de l'expansionnisme économique du centre.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et la récupération des économies des pays du centre capitaliste au cours des années 1950, apparaît un nouveau type d'impérialisme qui se manifeste par l'expansion des entreprises multinationales dans la périphérie du système capitaliste. C'est l'internationalisation de la production des industries à travers les filiales des compagnies multinationales, et ces entreprises vont utiliser une technologie intensive en capital et produire des biens durables (et de luxe) afin de profiter des marchés existants (ou naissants) dans les pays en développement.

Furtado (1983, p. 98) souligne le fait que les économies périphériques sont passées par un processus de modernisation du modèle de consommation propre à une minorité de la population avant de s'engager dans l'effort de développement des forces productives de l'industrie nationale[49]. De surcroît, selon Furtado (1996, p. 24), l'installation des entreprises multinationales dans les pays périphériques ne fait que renforcer la tendance à la reproduction, à la périphérie, du modèle de consommation des pays du centre capitaliste.

L'arrivée de concurrents plus forts sur les marchés des économies périphériques a certainement eu des effets négatifs pour les capitalistes locaux, qui vont devoir se battre pour faire face à la compétition. Furtado (2002, p. 31) rappelle que la plus grande préoccupation de l'industrie locale sera de produire un article similaire à celui de sa concurrente et d'adopter des méthodes de production plus efficientes. Néanmoins, les filiales des entreprises multinationales vont faire disparaître un grand nombre d'entreprises nationales, non seulement dans l'industrie, mais aussi dans le secteur commercial et celui des services. Ce qui a des conséquences négatives pour l'ensemble de la société et pour la distribution du revenu, face au plus grand pouvoir économique des entreprises qui sont en mesure de contrôler leurs marges de profits grâce à une diminution de la concurrence[50].

« La concentration croissante de l'industrie tend évidemment à augmenter le degré de monopole sur le long terme. De nombreuses branches de l'industrie

[49] Il faut rappeler que les élites brésiliennes importaient déjà beaucoup de biens du secteur du luxe depuis longtemps, dès le temps de la colonisation.
[50] D'ailleurs, Kalecki (1976, p. 194) explique qu'une augmentation de la population accroîtra le chômage et fera baisser les salaires monétaires, ce qui élèvera le degré de monopole.

deviennent oligopolistiques, et les oligopoles sont transformés en cartels » (Kalecki, 1972, p. 32)[51].

De plus :

« D'ailleurs, si l'effet de l'élévation du degré de monopole sur la distribution du revenu national n'est pas contrebalancé par d'autres facteurs, il y aura un transfert relatif des salaires vers les profits et cela constituera un autre motif de retardement de l'élévation de la production à long terme » (Kalecki, 1976, p. 194).

Dans les années 1950, on observe une nouvelle étape du capitalisme mondial avec l'introduction des entreprises multinationales dans l'industrie des pays de la périphérie[52] et la création de la technocratie dans les Etats des pays en développement, le tout constituant un nouveau modèle de développement pour ces pays. L'industrialisation va s'intensifier dans les économies périphériques, mais sans résoudre et même en agravant les principaux problèmes structurels de ces économies. Le degré de dépendance, la concentration du revenu, la marginalisation d'une grande partie de la population représentent quelques effets indésirables de ce nouveau moment où l'industrialisation s'accompagne du sous-développement.

Ainsi, ce qui conditionne ce modèle d'industrialisation tardif est : (i) la dépendance technologique et celle du capital des entreprises multinationales ; (ii) une offre très abondante de main-d'œuvre qui limite les gains réels des salaires et réduit la capacité de négocier des augmentations, et ; (iii) la fragmentation du marché de consommation où seule une minorité de la population a accès aux biens de consommation produits par l'industrie « *moderne* ».

Cependant, comment développer les industries dans les économies périphériques sans capital externe ? Est-il possible, dans ces économies, d'avancer dans des processus d'industrialisation sans recourir aux capitaux externes et/ou aux entreprises multinationales ? Pourquoi produit-on une gamme de biens et non d'autres ? Au bénéfice de qui le développement se fait-il ? Quelle relation existe-t-il entre l'échelle de préférence de l'activité économique et l'intensité du développement ? On peut dire que le développement est constitué par la transformation de l'ensemble des structures d'une société en fonction de ses objectifs, mais cela est-il vraiment l'objectif de l'ensemble de

[51] *« The increasing concentration of industry tends undoubtedly to raise the degree of monopoly in the long run. Many branches of industry become "oligopolistic,"and oligopolies are often transformed into cartels »* (Kalecki, 1972, p. 32).

[52] Les entreprises multinationales ne rencontrent pas d'obstacles à l'entrée dans la périphérie du système capitaliste. S'il y a des barrières à l'expansion, elles sont dans les pays du centre où peuvent exister, par exemple, des syndicats soucieux des effets de « l'exportation » de l'emploi (Furtado, 1978, p. 122).

la société ou seulement celui des élites dominantes du pouvoir politique ? Quel rôle joue l'Etat dans le développement socio-économique d'une société ?

Selon Kalecki (1972a), la planification est un dispositif indispensable à la conduite rationnelle des affaires publiques dans l'économie et, même dans les économies développées car, selon lui, l'Etat est responsable du processus de développement.

« Les modèles d'activités économiques des gouvernements sont maintenant répandus. En dehors du cas évident des pays socialistes, l'interventionnisme économique étatique joue un rôle important dans les pays capitalistes développés » (Kalecki, 1972a, p. 162)[53].

Il affirme aussi :

« Mais également dans les pays capitalistes développés, prévaut aujourd'hui une juste mesure de l'interventionnisme étatique qui vise en dernière instance à contrer les retournements économiques » (Kalecki, 1972a, p. 163)[54].

L'Etat devrait être programmateur, promoteur et producteur lorsqu'il le faut, et il appartient à l'Etat non seulement d'indiquer les priorités du développement mais de s'assurer aussi que les investissements nécessaires sont faits. En l'absence d'investissements privés, il appartient à l'Etat d'y suppléer par des investissements publics pour éviter que les priorités du plan ne soient pas respectées. C'est pourquoi, la dynamique de l'économie en développement dépend grandement de l'existence d'un secteur public actif. La mobilisation des ressources intérieures occupe une place fondamentale dans la stratégie du développement et des conditions institutionnelles minimales doivent être remplies pour planifier l'économie. L'Etat doit aussi s'employer résolument à construire une société équitable en privilégiant les intérêts des travailleurs (le plein emploi, la protection du pouvoir d'achat des salaires et la satisfaction des besoins sociaux à travers l'action de l'Etat). Néanmoins, il faut admettre que les conditions d'une politique où les travailleurs sont la priorité sont rarement réunies.

La planification est impérative dans les pays en développement, étant donné que ces économies ont un appareil de production et des institutions sous-développés, sans parler de l'immense dette sociale à combler. Ces pays ne peuvent pas gaspiller de

[53] *« Patterns of government economic activities are now widespread. Apart from the obvious case of socialist countries, state economic interventionism plays an important rôle in developed capitalist countries »* (Kalecki, 1972a, p. 162).

[54] *« But also in the developed capitalist countries there prevails today a fair measure of state interventionism which at the very least is aimed at preventing the business downswings »* (Kalecki, 1972a, p. 163).

précieuses ressources ; ils doivent les concentrer toutes dans les investissements capables d'accélérer la dynamique d'accumulation du capital. Il leur faut planifier le volume et la structure des investissements, leur répartition entre la production des biens de consommation essentiels, des biens de consommation non essentiels et des biens d'équipement. Il leur faut également mobiliser toute leur habileté pour desserrer les goulets d'étranglement et gérer les devises rares dans les oscillations de la conjoncture internationale.

« Il n'est donc pas étonnant que dans les pays sous-développés, les efforts pour augmenter le potentiel économique aussi vite que possible (tandis que le principal problème des pays développés capitalistes est d'utiliser pleinement les capacités de production disponibles) tendent à établir des plans de développement économique. La prochaine étape est de fournir un large volume d'investissement au sein du secteur public, car, comme le révèle l'expérience, l'initiative privée ne peut à elle seule entreprendre un volume adéquat d'investissement dans la structure adéquate. Ainsi, le capitalisme d'Etat est étroitement lié à la planification sous une forme ou une autre que les pays sous-développés ne peuvent pas éviter aujourd'hui » (Kalecki, 1972a, p. 163)[55].

L'Etat doit donc créer des incitations pour attirer le capital privé (national et étranger). De surcroît, il est un allié de poids des entreprises multinationales et fait une série de concessions pour attirer les investissements étrangers, étant donné qu'ils sont vitaux pour l'accélération de la dynamique d'accumulation du capital dans l'économie domestique. A cet effet, il s'engage dans la formation d'une infrastructure, non seulement physique mais aussi institutionnelle, favorable à l'installation des multinationales et indispensable au processus d'expansion du secteur « *moderne* » (intensif en capital) de l'économie.

Pour que l'approfondissement du développement capitaliste soit possible dans les économies en développement, le gouvernement de ces pays change de rôle et doit élargir ses responsabilités, entre autres : (i) promouvoir l'universalisation des services publics des économies développées (éducation, santé, sécurité sociale, etc.) ; (ii) créer des institutions administratives publiques pour régler le rôle du secteur privé ; (iii) créer

[55] *« No wonder, then, that the underdeveloped countries, striving to expand their economic potential as fast as possible (while the main concern of the developed capitalist countries is to utilize fully the available productive capacities), tend to draw up plans of economic development. The next step is to provide for a large volume of investment in the public sector, since, as shown by experience, the private initiative cannot be relied upon to undertake an adequate volume of investment of appropriate structure. Thus state capitalism is closely connected with planning of one form or another which underdeveloped countries can hardly avoid today »* (Kalecki, 1972a, p. 163).

des mécanismes de financement, à travers le développement du système financier et/ou une banque de développement, et ; (iv) organiser la planification et une coordination économique cherchant à inciter le développement des secteurs productifs de l'économie jusqu'alors inexistants ou peu développés. Furtado (1996, p. 68) affirme aussi que l'Etat a de grandes responsabilités dans la construction et la mise en place des services publics fondamentaux, dans la sphère juridique et dans l'imposition d'une discipline à la masse des travailleurs. La croissance de l'appareil étatique est inévitable et son perfectionnement est une exigence des grandes entreprises qui investissent dans le pays.

« L'évolution dans cette direction pourrait être empêchée par la pression des pays capitalistes, par la restriction des crédits offerts. Puisque les pays sous-développés ne peuvent pas s'en sortir sans les flux de capitaux étrangers, une pression de cette sorte pourrait être très efficace pour transformer les gouvernements de « lower-middle class » en outils utiles au grand business, alliés à la classe féodale » (Kalecki, 1972a, p. 164)[56].

La coordination/planification économique de l'Etat au Brésil a été très importante ; elle est à l'origine du développement du secteur des infrastructures (transports, communications, énergie électrique, etc.) et de plusieurs secteurs de l'industrie lourde (pétrochimie, acier, etc.) grâce à la création d'entreprises étatiques dans ces domaines. Dans les pays en développement, la planification économique est essentielle, étant donné que, sans elle, les déficiences structurelles de ces économies seraient difficilement surmontées[57]. L'investissement public devrait être planifié de manière qu'à chaque fois que manquent des investissements privés, le gouvernement s'y substitue pour que l'investissement total puisse atteindre le niveau désirable.

Au Brésil, la mise en place du secteur des biens de consommation a lieu au cours d'un premier stade qui comprend la période caractérisée par l'exportation des produits primaires et le début du modèle de l'industrialisation par substitution d'importation. Cette industrialisation a été fondamentalement réalisée avec des capitaux nationaux, dans lesquels les petites entreprises réinvestissaient leurs profits. La

[56] *« Evolution in this direction could be counteracted significantly by the pressure of the imperialist countries, exerted by attaching appropriate 'strings' to credits granted. Since underdeveloped countries cannot do without some inflow of foreign capital, pressure of this kind could be highly effective in changing the lower-middle-class governments into servile tools of big business allied with the feudal class »* (Kalecki, 1972a, p. 164).

[57] Ces économies souffrent non seulement d'un manque d'offre, mais aussi d'une faible demande effective dans son ensemble. L'insuffisance de l'offre concerne les biens provenant des industries modernes vers lesquels se porte la préférence des consommateurs aisés, la modernisation des styles de consommation précédant celle de l'appareil productif.

technologie est simple, intensive en travail et les économies d'échelles sont réduites, mais ces entreprises sont suffisamment rentables pour continuer leur expansion et accélérer la dynamique de l'accumulation. Cette opération a permis, avant même la crise de 1929, le développement national de plusieurs secteurs industriels orientés vers la production de biens de consommation légers destinés à la population locale ; c'est le cas de l'industrie textile, des produits alimentaires, de la confection, du cuir, du mobilier, de la métallurgie et de la céramique destinées à la fabrication d'ustensiles domestiques. Ces industries de faible complexité se consolideront pendant les années 1930 et 1940[58], moment où l'économie mondiale s'est trouvée confrontée à une grave crise économique dans le centre capitaliste et où les relations commerciales ont été réduites. La croissance de la production interne brésilienne dépendait presque exclusivement d'une industrialisation appuyée sur le marché domestique. L'Etat a joué un rôle essentiel dans le développement des bases du système productif en engendrant des stimuli tournés vers le secteur privé, et en mobilisant les ressources financières nécessaires au développement[59].

Furtado (1978, p. 80) rappelle que, dans l'industrialisation en condition de dépendance (à la périphérie du système capitaliste), les transformations structurelles demandent un gros effort d'adaptation face au transfert d'une grande quantité de techniques générées dans des sociétés qui se trouvent dans une étape beaucoup plus avancée d'accumulation du capital. Ce qui explique qu'au cours des années 1950, dans la phase qui suit l'approfondissement du développement industriel brésilien, le modèle de l'industrialisation par substitution d'importation montre des signes d'épuisement et fait place à de nouvelles caractéristiques. Le développement de la production par secteurs répondant à une demande potentielle est devenu une exigence pour la continuation du processus d'accumulation du capital et l'Etat brésilien a préparé des conditions favorables à l'intensification de ce processus. Les entreprises multinationales commencent à investir dans le secteur industriel de façon plus intense et à diriger leur industrialisation vers la fabrication de produits de consommation durables et de produits « luxe », grâce à l'abondance du capital externe, à la technologie moderne et à la stratégie d'expansion vers les marchés mondiaux.

[58] Durant toute cette période, s'installe au Brésil un système industriel reposant sur une technologie simple, constitué d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises travaillant en régime plutôt concurrentiel.
[59] Furtado, 1983, p. 122.

Il apparaît ainsi que le système capitaliste, dans la périphérie, est marqué par une structure productive divisée entre des entreprises plus petites (nationales et produictrices de biens de consommation) et des entreprises plus grandes et plus modernes (la plupart sont des compagnies étrangères productrices de biens durables), qui entraîneront des rapports de productions distincts entre capitalistes et travailleurs. La petite entreprise ne peut pas concurrencer les multinationales, elle utilise une technologie relativement simple (travail-intensif) et n'a pas la possibilité de faire des économies d'échelle significatives. Elle va donc produire des biens d'usage courant destinés à la masse de la population pendant que les entreprises de plus grande complexité produiront pour les classes plus aisées. C'est le moment où on essaie de reproduire la consommation du centre capitaliste, ce qui est en partie réalisé à cause de la concentration du revenu dans une couche réduite de la population – les riches et une fraction haute de la nouvelle classe moyenne (techno-bureaucratique) en ascension.

« Le système social dans lequel la « lower-middle class » coopère avec le capitalisme d'Etat demande une approche plus précise. Il est certain que ce système est hautement avantageux pour les classes moyennes inférieures et les riches paysans ; Le capitalisme d'Etat concentre l'investissement pour l'essor du potentiel productif national… Ensuite, le développement rapide des entreprises d'Etat crée des ouvertures techniques et pratiques pour des jeunes gens ambitieux issus de la classe dominante » (Kalecki, 1972a, p. 164)[60].

Furtado (1996, p. 45) souligne le fait que le capitalisme périphérique engendre un mimétisme culturel et exige une permanente concentration du revenu pour que les minorités puissent reproduire le modèle de consommation du centre capitaliste. Le prix à payer pour reproduire les formes de consommation du centre capitaliste dans les pays en développement est élevé ; il faut importer des équipements spécialisés, matières premières et biens intermédiaires qui ne sont pas disponibles dans le pays. Kalecki souligne que l'équilibre des comptes externes est difficile à assurer face aux besoins d'une croissance en voie d'affermissement :

[60] *« The social system in which the lower-middle-class co-operates with state capitalism calls for a somewhat more detailed discussion. To be sure, this system is highly advantageous to the lower-middle-class and the rich peasants; state capitalism concentrates investment on the expansion of the productive potential of the country. ... Next, the rapid development of state enterprises creates executive and technical openings for ambitious young men of the numerous ruling class »* (Kalecki, 1972a, p. 164).

« Un autre obstacle à l'accélération de la croissance est constitué par les difficultés de l'équilibre du commerce externe – comme on va le voir – d'autant plus importantes que le taux de croissance est plus élevé » (Kalecki, 1970, p. 49).

Il faut toujours élever le niveau des exportations pour payer les importations, les profits, les intérêts et les royalties qu'exige ce type de développement.

« Au cours du développement économique, la demande d'importations est croissante ; il en est de même, par conséquent, des exportations nécessaires pour couvrir les importations » (Ibid.).

Ce modèle implique non seulement la dépendance technologique, mais également la croissante dépendance *vis-à-vis* des investissements extérieurs, financés par l'endettement externe, qui doit être payé par les exportations. Un coût socio-économique considérable doit être payé par l'ensemble de la société dans ce modèle économique, qui prône l'exclusion d'une masse au profit d'une minorité.

L'intensification de l'installation des entreprises multinationales au Brésil et les transformations intervenues dans la structure de l'économie nationale vont changer la dynamique des rapports entre forces productives, celle de l'accumulation de capital et de la concurrence entre entreprises[61]. Bresser-Pereira (1976) souligne les conséquences de la compétition des multinationales dans les secteurs industriels et note leurs effets dans l'ensemble des secteurs économiques, y compris dans le secteur commercial et de services. L'émergence des entreprises multinationales apporte à la société et aux rapports de production une dynamique complètement nouvelle dans différentes sphères économiques, ce qui aura à la fois des effets négatifs et positifs.

« Le meilleur exemple dans l'industrie est celui de l'industrie de pièces détachées d'automobiles, dont la dépendance envers les entreprises multinationales de montage des voitures est évidente. Mais dans diverses autres branches industrielles surgissent des entreprises nationales modernes. Dans le secteur commercial, les revendeurs de voitures ou les réseaux de supermarchés constituent les cas les plus évidents de l'adoption de pratiques capitalistes « modernes ». Dans le secteur des services, les agences de publicité, les sociétés d'études de marché, de planification économique et industrielle et d'assistance technique et administrative, d'une part, et les

[61] Dans les pays en développement, spécialement au Brésil, est en vigueur une concurrence oligopolistique capitaliste due, entre autre facteurs, à la formation structurelle de l'industrie brésilienne qui a, à sa base, l'Etat qui se fait « entrepreneur » dans les secteurs d'infrastructure et la forte présence d'entreprises multinationales qui ont eu une grande importance pour le développement de l'industrie des biens durables.

services personnels de luxe (divertissements, restaurants, coiffeurs, etc.) d'autre part, sont des exemples de la présence de petites entreprises nationales du secteur moderne. Le rapport de dépendance entre ces entreprises commerciales et de services et le noyau productif contrôlé principalement par les entreprises multinationales et par les entreprises publiques passe par travers l'avènement d'une nouvelle classe moyenne qui reçoit des traitements et commence à demander ces services » (Bresser-Perreira, 1976, p. 896).

Le développement des responsabilités de l'Etat et l'intensification de l'industrialisation ont entraîné la croissance de la bureaucratisation de l'Etat et des entreprises, engendrant une nouvelle classe moyenne. L'ancienne classe moyenne, plus petite, était composée par de petits propriétaires et/ou des travailleurs autonomes (professionnels libéraux) tandis que la nouvelle est constituée d'employés de bureau, de gestionnaires, de fonctionnaires et de techniciens qui bénéficient d'une amélioration du pouvoir d'achat grandissante et possèdent un pouvoir de négociation des salaires plus élevé. Cette nouvelle classe moyenne a une importance stratégique croissante dans le modèle économique contemporain brésilien et ne peut pas être comparée aux autres travailleurs de la production, vu que leur rémunération est fixée d'après des règles différentes.

« Le pouvoir des techno-bureaucrates et l'accroissement de leur part du revenu provient de ce qu'ils dominent un facteur stratégique de production : la connaissance de la technologie et de l'organisation. Dans la mesure où ce facteur devient fondamental dans les sociétés industrielles modernes, dominées par de grandes organisations bureaucratiques qui manipulent une technologie de production hautement perfectionnée, le pouvoir de marchandage des techno-bureaucrates augmente. Ce pouvoir croissant est légitimé par le développement d'une idéologie techno-bureaucratique, qui facilite également leur part croissante de l'excédent économique » (Bresser-Perreira, 1976, p. 902).

La croissance du pouvoir d'achat et de la consommation de cette nouvelle classe moyenne va amener une accélération du développement du secteur moderne dans l'économie nationale. Néanmoins, ce secteur se développe pour répondre aux besoins d'une part réduite de la société, étant donné que la majorité de la population ne va pas avoir accès à la production des biens de ce secteur. La majeure partie de la population n'a en effet accès qu'aux biens de consommation peu sophistiqués produits par les petites et moyennes entreprises (des secteurs agricoles, commerciaux et industriels

nationaux) alors que le secteur industriel plus moderne (dominé par de grandes entreprises étrangères et nationales, publiques et privées) produit des biens pour une minorité. Cette production englobe des biens de consommation de luxe, des biens de capital et des biens intermédiaires. Selon Bresser-Pereira (1976, p. 898), les biens de consommation des entreprises du secteur moderne sont réservés aux capitalistes et à une classe moyenne formée récemment.

« Il est évident, toutefois, que les biens de luxe ne sont pas consommés seulement par les capitalistes, depuis la petite bourgeoisie jusqu'aux plus riches, mais aussi par la classe moyenne qui reçoit des traitements, c'est-à-dire par les techno-bureaucrates » (Bresser-Perreira, 1976, p. 903).

Le processus d'accumulation dans le secteur « *moderne* » dépend de la capacité d'investir et son expansion n'est pas limitée à une demande insuffisante puisque les rémunérations en hausse assurent l'écoulement de la production de biens de consommation de luxe. La concentration du revenu dans la classe moyenne peut garantir cette dynamique et la seule limite que le secteur moderne rencontre dans son développement est sa propre capacité d'accumuler et d'investir.

« Nous ne pouvons donc pas expliquer la dynamique d'un modèle fondé sur la reproduction, par une minorité, des modes de consommation du centre, sans avoir recours à une classe moyenne croissante, qui reçoit des traitements des grandes entreprises étrangères et nationales, publiques et privées, du gouvernement, des petites et moyennes entreprises de services techniques » (Ibid, p. 925).

Sauf pour des raisons conjoncturelles, le secteur moderne ne souffre pas d'insuffisance de demande, étant donné que la hausse croissante de la rémunération et du pouvoir d'achat de cette nouvelle classe moyenne (techno-bureaucrates) est capable de maintenir le secteur en plein développement. Le point clé de la dynamique de ce modèle réside justement dans le fait que, sur le long terme, son offre va créer sa propre demande, à travers la croissance du volume des profits mais aussi avec les rémunérations grandissantes de la classe moyenne[62]. En réalité, en ce qui concerne le processus d'accumulation dans le secteur moderne, ce qu'il faut retenir c'est qu'il est fonction de la capacité d'investir[63].

[62] Bresser-Perreira, 1976, p. 916 et 917.
[63] Puisque ce sont les investissements qui décident des bénéfices, une politique d'investissement accroîtra ceux-ci, donc l'emploi, la demande et les perspectives futures.

« La production agrégée et le profit par unité de production augmentera finalement jusqu'à assurer une hausse des profits réels égale à celle de la production des biens d'investissement et de la consommation des capitalistes » (Kalecki, 1971, p. 12)[64].

Kalecki (1976, p. 92-95) a démontré que ce sont les investissements qui déterminent les profits, et non l'inverse. En adoptant cette position, Kalecki a rompu avec la tradition néo-classique qui faisait dépendre les investissements de l'épargne. Comme Kalecki l'a observé, le capitaliste ne peut décider de ce que sera son profit, mais il exerce une pleine décision sur le volume de son investissement. Avec un investissement plus grand, le revenu s'élèvera, par un effet multiplicateur, et le profit et l'épargne suivront l'élévation du revenu. Pourtant, cette capacité d'épargner ne se réalise effectivement qu'à travers l'investissement. Si les entreprises privées et le gouvernement décident d'investir moins, le revenu diminuera, de par le mécanisme du multiplicateur, et l'épargne *ex post* sera réduite proportionnellement. De sorte qu'à court terme, ce qui est important à chaque instant dans l'économie c'est la décision d'investir. Une fois déclenché le processus d'accumulation capitaliste, le développement, l'épargne et les profits suivent automatiquement[65].

« L'investissement considéré comme une dépense est une source de prospérité, et chaque augmentation améliore le businness et stimule une hausse supplémentaire de l'investissement » (Kalecki, 1972, p. 148)[66].

Au Brésil, l'Etat a joué un rôle fondamental dans la dynamique de l'accumulation du capital tout au long du XX^{e} siècle, et a représenté une part considérable de l'investissement dans l'économie nationale. Cette politique n'a jamais eu tendance à reculer, même dans les récessions, comme celles des décennies 1930 et 1940, et les investissements de l'Etat continuaient à croître en même temps que le gouvernement introduisait des mesures (politique fiscale et monétaire expansionniste) aptes à stimuler l'investissement du secteur privé. Ainsi, le taux d'accumulation se maintenait à un niveau élevé et la phase de dépression du cycle économique pouvait être surmontée de façon plus rapide.

---

[64] *« The aggregate production and the profit per unit of output will ultimately rise to such an extent as to assure an increment in real profits equal to that of production of investment goods and capitalists' consumption »* (Kalecki, 1971, p. 12).
[65] Bresser-Pereira, 1976, p. 927.
[66] *« Investment considered as expenditure is the source of prosperity, and every increase of it improves business and stimulates a further rise of investment »* (Kalecki, 1972, p. 148).

Cependant, pendant presque tout le XX^{e} siècle, le crédit privé brésilien s'est très peu développé et l'Etat est resté la principale source de financement du secteur productif – soit directement, soit à travers la banque de développement brésilienne ou à travers d'autres institutions publiques. Ce qui conduit à affirmer que, pendant longtemps, la rareté du crédit a fait que les capitalistes nationaux utilisaient une partie significative de leurs profits pour l'autofinancement de leurs activités. Le financement de long terme des entreprises ne pouvait pas compter sur le système financier privé national, et l'Etat et/ou le capital étranger étaient des sources de crédit cruciales au sein de l'économie domestique. C'est également le gouvernement et le capital externe qui ont eu pour rôle d'augmenter le taux d'épargne et d'accumulation du système. Cependant, le secteur privé national a eu des difficultés à élever son taux d'accumulation de manière considérable, tout en croissant grâce à l'épargne du gouvernement et du secteur externe.

« Le secteur privé national, dans la mesure où il se trouve victime de la contradiction entre la nécessité d'accumuler toujours davantage et le fait que c'est la consommation de biens de luxe qui constitue l'élément qui dynamise le modèle, n'est pas en condition d'augmenter le taux d'accumulation de manière significative. Celui-ci, néanmoins, tend à croître durant un certain temps grâce aux épargnes du gouvernement et au transfert d'épargnes externes par l'intermédiaire de l'investissement des multinationales et de l'endettement envers l'extérieur » (Bresser-Pereira, 1976, p. 928).

Comme cela a déjà été abordé précédemment, le capital externe est indispensable à la dynamique d'accumulation du capital national, dans toutes les étapes du développement industriel, même si, dans cette phase, ce sont surtout les multinationales qui en sont la source. Ce qui dénote une nouvelle forme d'impérialisme dans le système capitaliste moderne, laquelle passe par la dépendance au capital externe et par l'action intense des entreprises multinationales qui dominent les rapports économiques entre centre et périphérie du système capitaliste mondial, dès les années 1950. Dès lors que les entreprises multinationales comptent sur une technologie plus avancée et une plus grande facilité de financement liée aux maisons mères, une énorme barrière est érigée face au développement des entreprises nationales dans les secteurs intensifs en capital.

La haute technologie et la forte capitalisation des entreprises multinationales, ayant pénétré dans une économie sous-développée et s'appuyant sur d'innombrables privilèges, ont tendance à provoquer des déséquilibres structurels difficiles à corriger.

Par exemple, comme nous l'avons déjà vu ci-dessus, une plus grande disparité apparaît entre les conditions de vie des différents groupes de la société et la dégradation du marché du travail[67].

« Par exemple, le progrès technique influence le degré de monopole d'une industrie en affectant la taille des entreprises. La hausse du degré de monopole réduit la part relative du travail manuel » (Kalecki, 1972, p. 28 et 29)[68].

Selon Kalecki, il existe une possibilité d'employer plus de main-d'œuvre, par ailleurs abondante, qui n'est autre qu'une réduction du coefficient de capital :

« On peut aussi envisager la possibilité d'une réduction du coefficient de capital en utilisant davantage les ressources existantes en main-d'œuvre » (Kalecki, 1970, p. 97).

Il ne faut pas oublier que l'intensification de l'industrialisation a tendance à augmenter l'offre de main-d'œuvre disponible, vu la plus grande utilisation de la technologie (capital-intensive), ce qui conduit à un affaiblissement des salaires. Cette situation est encore plus critique dans les pays périphériques, où les caractéristiques structurelles empêchent une amélioration considérable du pouvoir d'achat de la population. Dans ces pays, les salaires de la masse des travailleurs de la production sont influencés par les frictions existant sur le marché de travail, c'est-à-dire par la distribution géographique des travailleurs, leurs compétences, l'offre de main-d'œuvre et le pouvoir des syndicats – très faible dans la grande majorité des cas. A long terme, étant donné l'offre abondante de main-d'œuvre sous-employée, les salaires tendent à se maintenir au niveau de subsistance – ce qui détermine le taux des salaires, c'est le coût social de la reproduction de la main-d'œuvre. Ainsi, l'augmentation des salaires a peu de rapports avec la productivité des travailleurs, étant donné l'offre illimitée de ces mêmes travailleurs !

« La population urbaine sans emploi stable, et même les travailleurs à domicile et ceux des petites usines ne sont pas trop dangereux non plus, car ils sont menacés de manière permanente par le chômage et sont trop difficiles à organiser » (Kalecki, 1972a, p. 166)[69].

---

[67] Furtado, 2003, p. 40 et 41.

[68] *« For instance, technical progress by affecting the size of enterprises influences the degree of monopoly in an industry. The increase in the degree of monopoly reduces the relative share of manual labour »* (Kalecki, 1972, p. 28 et 29).

[69] *« The urban population without stable employment and even home workers and workers in small factories are not too dangerous either, because they are permanently threatened by unemployment and are difficult to organize »* (Kalecki, 1972a, p. 166).

Selon Kalecki (1976, p. 67 et 68), il faut être bien clair et insister sur le fait qu'une réduction du salaire ne réduit pas le chômage et qu'il n'y pas d'antagonisme entre les profits et les salaires – le profit est fonction de l'investissement et de la dépense des capitalistes, alors que le montant total des salaires de l'économie dépend directement de la production. L'existence de puissants syndicats peut donner plus de pouvoir aux travailleurs et leur permettre d'obtenir des salaires plus élevés, mais cela dépend aussi du degré de concentration de la production nationale.

Dans les économies périphériques, le conflit distributif autour du revenu national bénéficie à la minorité (la classe dominante) au détriment de la plus grande partie de la population. Les élites de ces pays dominent la scène politique et, ainsi, articulent l'économie nationale de manière à maintenir intacts les privilèges de cette minorité. De cette façon, le revenu créé par la croissance économique n'atteint pas la majorité de la population et est retenu par les élites, qui montrent un niveau de consommation similaire à celui des économies développées passant par l'importation et la consommation de biens de luxe[70].

De surcroît, la formation industrielle brésilienne est caractérisée par un fort degré de monopole[71], et conséquemment, les entreprises ont une plus grande autonomie au niveau de la détermination de leurs prix, ce qui rend encore plus propice la concentration du revenu. Un autre facteur rend encore plus difficile la propagation des hausses des salaires nationaux : l'abondance de main d'œuvre qui fait que les gains de productivité ne sont pas transmis aux travailleurs. Enfin, Kalecki (1976, p. 78) montre que la composition industrielle du pays est aussi l'un des facteurs distributifs du revenu. Les facteurs de distribution étant, de fait, les principaux blocages à la distribution du revenu national[72].

Le caractère cyclique de l'investissement, extrêmement sensible aux oscillations externes, rend encore plus difficile le développement national étant donné que celui-ci est trop dépendant de l'épargne étrangère. Dans les économies en développement, à cause de la grande dépendance *vis-à-vis* du capital externe et de l'intense besoin en importations par rapport aux exportations du pays, l'investissement est extrêmement volatil et cyclique. Le caractère cyclique de l'investissement peut être observé tout au

[70] Furtado, 2002 et 2003.
[71] La concurrence monopolistique conduit à la fragmentation du marché à travers la multiplication des modèles de consommation et la saturation de la publicité; la sous-utilisation de la capacité productive et les coûts sociaux élevés sont inhérents à cette structure (Furtado, 1978, p. 119).
[72] Ibid., p. 93.

long du processus de développement du Brésil. Nombreux ont été les moments de restriction externe dûs à la faiblesse de l'épargne nationale, incapable de lancer l'investissement de l'économie. Le niveau d'activité de la production est déterminé, principalement dans le cas du Brésil, par l'Etat et par les entreprises multinationales. Raison pour laquelle les fruits produits par ces investissements seront absorbés par les élites, étant donné que celles-ci agissent politiquement au profit d'une économie nationale associée au capital externe.

Kalecki (1972a, p. 163) considère la capacité productive des économies en développement, comme on l'a vu ci-dessus, comme le principal problème. Il affirme que les problèmes de ces pays sont dus à un manque de capacité de production plutôt qu'à leur sous-utilisation, d'où le besoin d'importants investissements pour développer les capacités de production et le revenu national[73]. Ce qui justifierait la planification et la présence active du secteur public, comme on l'a vu ci-dessus. Kalecki insiste aussi sur la nécessité d'une réforme agraire[74], du contrôle du commerce extérieur et des investissements privés.

La transformation du système productif est un effort d'adaptation, car l'industrialisation représente une importante diversification du secteur productif de l'économie. Elle demeure le principal pilier de la transformation structurelle des économies périphériques, étant donné son effet multiplicateur sur la demande effective, dans l'ensemble de l'économie domestique. Cela permet aussi à ces pays de s'émanciper du statut d'exportateurs de matières premières et d'aspirer à une insertion plus favorable dans l'économie globale, pour, conséquemment, d'améliorer les conditions de vie de la population.

Selon Kalecki (1976, p. 191 et 192), la politique de Recherche et Développement (R&D) est aussi très importante pour l'accumulation de capital dans l'économie domestique et pour une réduction de la dépendance aux capitaux externes. La capacité compétitive internationale d'une économie est le résultat de l'effort

[73] *« ... dans le système capitaliste, le degré d'utilisation de l'équipement dépend d'abord et avant tout du rapport entre la demande effective et le volume de la capacité de production »* (Kalecki, 1970, p. 17).

[74] Au sujet de la réforme agraire, Kalecki souligne : *« Finalement, la réforme agraire, qui n'est pas précédée d'une révolution agraire, est conduite de telle sorte que la classe moyenne qui exploite directement les paysans pauvres (c'est-à-dire les prêteurs et les marchands) maintienne sa position, tandis que la paysannerie riche obtient des gains considérables dans ce processus »* (Kalecki, 1972a, p. 164). *« Finally, the land reform, which is not preceded by an agrarian revolution, is conducted in such a way that the middle-class which directly exploits the poor peasants – i.e. the money-lenders and merchants – maintains its position, while the rich peasantry achieves considérable gains in the process »* (Kalecki, 1972a, p. 164).

d'investissement que le pays réalise en R&D, et seul l'avancement technologique de la production assure une capacité de compétition effective dans le marché mondial. Furtado (1978, p. 123) souligne que la dépendance de la périphérie *vis-à-vis* du centre capitaliste se situe premièrement sur le plan technologique, et que la technologie constitue la ressource la plus noble qui se trouve monopolisée par les pays du centre[75]. Les innovations sont le stimulant de la croissance dans l'économie capitaliste et rendent les nouveaux projets d'investissement plus attirants. Chaque invention amène certaines décisions d'investissement supplémentaires et augmente le niveau d'accumulation du stock de capital de l'économie. Une faiblesse dans l'intensité des inventions à un effet direct sur le déclin du stock de capital.

De plus, le développement d'un système financier capable d'accorder du crédit aux entreprises à un taux d'intérêt raisonnable est primordial pour l'accumulation du capital productif, étant donné qu'un taux d'intérêt réel élevé ne favorise que les rentiers. Le cycle d'expansion des affaires dépend largement du crédit et de conditions d'accès à ce crédit favorables pour les capitalistes.

« Il y a donc un lien fort entre le cycle des affaires et la réponse du système bancaire à la hausse de la demande de monnaie en circulation à un taux d'intérêt qui n'empêche pas d'augmenter l'investissement » (Kalecki, 1971, p. 14)[76].

De surcroît :

« Nous concluons ici que les engagements qu'un entrepreneur souhaite réaliser sont une fonction croissante de la profitabilité nette, c'est-à-dire de la différence entre le taux marginal de profit et le taux d'intérêt » (Kalecki, 1972, p. 128)[77].

De plus, le taux d'intérêt affecte directement la consommation des capitalistes et des travailleurs :

[75] Selon Furtado (1983, p. 59), au Brésil, la politique d'exportation des produits industriels devrait avoir un caractère très sélectif, étant donné que l'avance technologique devrait se concilier avec l'expansion du marché interne. L'effort d'insertion dans le marché international tend presque nécessairement à produire une hétérogénéité technologique sur le marché domestique, certaines industries étant à l'avant-garde alors que la plupart des industries se trouvent à un niveau de technique de production le plus bas possible en terme de sophistication.

[76] *« There is thus a close connection between the phenomenon of the business cycle, and the response of the banking system to the increase in demand for money in circulation at a rate of interest which is not prohibitive to the raise in investment »* (Kalecki, 1971, p. 14).

[77] *« We conclude there that the "commitments" which an entrepreneur is willing to enter at any time are an increasing fonction of the net profitability, i.e. of the difference between the marginal rate of the profit and the rate of interest »* (Kalecki, 1972, p. 128).

« Le premier est que la consommation en fonction d'un revenu donné, ou la « propension à consommer » est grandement affectée par le niveau du taux d'intérêt » (Kalecki, 1972, p. 56)[78].

Kalecki considère que le taux d'intérêt, ainsi que le système d'impôts sur les profits et le niveau des impôts indirects sont des facteurs déterminants pour la distribution du revenu[79]. La négociation des salaires et l'action des syndicats sont également des aspects considérables intervenant dans la distribution du revenu national, tout comme le contrôle de l'inflation.

« Pourtant, le processus de marchandage au jour le jour est un important codéterminant de la distribution du revenu national. On devrait noter qu'il est possible d'établir d'autres formes de luttes des classes que par la négociation du salaire, ce qui affecterait la distribution du revenu national dans un sens plus direct. Par exemple, des actions pourraient être entreprises pour maintenir à un bas niveau le coût de la vie » (Kalecki, 1971, p. 163 et 164)[80].

L'inflation constitue aussi un aspect essentiel de la lutte pour la distribution du revenu, voire du conflit distributif, dans l'ensemble de la société. L'accélération de l'inflation et la perte du pouvoir d'achat des salaires vont freiner l'effet multiplicateur de la demande effective et concentrer le revenu[81].

Malgré l'importance des négociations sur les salaires et des demandes des syndicats au sujet de la distribution du revenu, la structure et l'efficacité des institutions sont essentielles pour garantir un partage équitable de la richesse de façon soutenable sur le long terme. Néanmoins, la manière la plus efficace et la plus forte d'atteindre une distribution de revenu plus égalitaire passe par le système d'impôts sur les revenus et le capital. L'Etat doit avoir la volonté et le pouvoir d'instaurer une structure institutionnelle capable de promouvoir un système fiscal équitable et favorable à une société plus égalitaire. De surcroît, une redistribution du revenu plus équitable aura un impact très favorable sur la demande et l'emploi.

---

[78] *« The first is that consumption out of a given income or "the propensity to consume" is greatly affected by the level of the rate of interest »* (Kalecki, 1972, p. 56).

[79] Une hausse du taux d'intérêt réel implique le transfert d'une partie plus importante du revenu national vers la classe la plus aisée, créant alors un nouveau mécanisme de concentration du revenu (Furtado, 2003, p. 181).

[80] *« However, the day-by-day bargaining process is an important co-determinant of the distribution of the national income. It should be noted that it is possible to devise other forms of class struggle than waging bargaining, which would affect the distribution of national income in a more direct way. For instance, actions may be undertaken for keeping down the cost of living »* (Kalecki, 1971, p. 163 et 164).

[81] Furtado, 1983, p. 69.

« C'est assez vrai que les luttes salariales ne sont pas à même d'apporter des changements fondamentaux dans la distribution du revenu national. La taxation des revenus et du capital est une arme beaucoup plus puissante pour atteindre ce but, car ces taxes (contrairement aux taxes indirectes) n'affectent pas les coûts primaires et donc ne tendent pas à augmenter les prix. Mais pour redistribuer le revenu de cette manière, le gouvernement doit avoir à la fois la force et la volonté de mener cette tâche à bien, ce qui est peu probable dans le système capitaliste » (Kalecki, 1972, p. 92)[82].

Le processus d'accumulation du capital représente donc l'axe d'évolution, non seulement de l'économie capitaliste, mais aussi de l'ensemble des relations sociales dans toutes les sociétés où a eu lieu l'industrialisation. Le concept de justice distributive de la richesse d'une société dépend largement de l'opinion de ses membres et les institutions. Ainsi, ce sont les caractéristiques culturelles, l'état d'évolution d'une société et de ses institutions qui vont dicter les politiques à prendre dans le domaine social et la charge des impôts pesant sur chaque classe[83]. Il faut que les membres de la société, au moins la majorité, soient d'accord avec le modèle adopté. Il est des sociétés où les personnes sont d'accord pour que des impôts plus élevés soient instaurés pour les plus riches, pour anéantir les disparités de la distribution du revenu et donner de meilleures conditions de vie à la population. En même temps, il y a des sociétés qui préfèrent un Etat moins actif et moins d'impôts à prélever.

La formation de l'Etat, voire la conception de son histoire et des peuples qui ont généré la structure du pays, jouera le principal rôle dans la détermination de la politique adoptée dans les champs fiscal et social. Il est essentiel de s'attacher à cette idée pour présenter et discuter en détail les conséquences des opinions sur lesquelles sont susceptibles de se fonder les concepts d'une distribution de la richesse et d'une baisse des inégalités.

Dans les prochains chapitres, nous essaierons de montrer non seulement les processus et la dynamique de l'accumulation du capital au Brésil à travers les cycles économiques, mais aussi la manière dont les politiques socio-économiques adoptées dès

[82] *« It is quite true that the fight for wages is not likely to bring about fundamental changes in the distribution of the national income. Income and capital taxation are much more potent weapons to achieve this aim, for these taxes (as opposed to commodity taxes) do not affect prime costs, and thus do not tend to raise prices. But in order to redistribute income this way, the Government must have both the will and power to carry it out, and this is unlikely in a capitalist system »* (Kalecki, 1972, p. 92).

[83] Furtado (2002, p. 22) suggère un impôt indirect beaucoup plus élevé sur la consommation des biens superflus, ce qui apporterait des ressources fiscales et découragerait la consommation de biens de luxe. Il souligne aussi que tous les pays du monde utilisent leur système d'impôts pour corriger les inégalités sociales, alors que le système brésilien ne fait que les aggraver.

la colonisation et la formation de l'Etat national ont influencé l'actuelle structure économique et la distribution du revenu national.

CHAPITRE 2 – LES DEBUTS DE LA COLONISATION AU BRESIL

CHAPITRE 2 – LES DEBUTS DE LA COLONISATION AU BRESIL

L'étude de l'histoire d'un pays est une manière de mieux comprendre sa structure socio-économique et les enjeux des classes sociales, nous ne pouvons pas interpréter la situation actuelle sans connaître les parcours qui ont permis d'en arriver là. Ainsi, nous avons choisi une approche dirigée vers l'histoire économique afin de pouvoir mieux comprendre et analyser plus précisément le chemin parcouru par le Brésil dès la colonisation. Cette analyse est essentielle pour maîtriser la période actuelle et connaître précisément la manière dont nous sommes arrivés à cette conjoncture représentée par la structure des institutions, des classes sociales, de la culture du peuple et, finalement, des cycles économiques et de leurs conséquences dans les fondements de l'économie, qui sont des résultats immanents de cette trajectoire et ne peuvent pas être ignorés dans l'étude du développement socio-économique et du partage de la richesse produite.

L'étude est coupée chronologiquement par les grands épisodes de l'histoire nationale, dictée par les cycles économiques et par les ruptures politiques. Ces facteurs sont de la plus grande importance pour traduire les grands mouvements et leurs résultats dans la société brésilienne contemporaine. Tout d'abord, nous analysons les facteurs qui ont entraîné la « *découverte* » du territoire par les européens et montrons quelles ont été les forces motrices de la colonisation. Par la suite, l'approfondissement de cette recherche nous aidera à mieux appréhender plusieurs questions concernant la base politique, économique et, surtout, institutionnelle.

Nous voulons mettre en évidence non seulement le rôle des institutions, mais aussi la portée des politiques publiques dans l'ensemble de la société. Comment en sommes-nous arrivés à une telle inégalité sociale dans un pays qui possède des ressources naturelles si riches et si abondantes ? Où se situent les plus grandes disparités, et comment se sont-elles formées ? Quels sont les facteurs historiques déterminants dans la distribution de revenu ? Quelles sont les étapes de ce long procès de concentration de la richesse ? Quel a été le rôle des élites dominantes dans la formation de cette société si inégale ?

2 La « *découverte* » et l'occupation économique du territoire brésilien

Depuis le XI[e] siècle, le déclin du régime féodal et le début des agglomérations urbaines ont créé de nouveaux défis pour la population du vieux continent. Les villes demandaient des articles qui étaient auparavant produits dans les domaines féodaux, et le commerce a dû se développer pour faire face à la demande de la nouvelle structure d'une société en train de se construire. Les Européens entrent dans une phase d'intensification du commerce, qui s'accentuera aux XV[e] et XVI[e] siècles avec la conquête et la colonisation du continent américain.

L'accroissement de la demande et les difficultés d'approvisionnement en produits ont joué un rôle fondamental dans l'établissement de nouvelles routes de navigation pour le commerce et la découverte de nouveaux territoires. Pendant longtemps, les négociants européens allaient acheter de nombreux produits en Afrique et en Orient, ce qui leur assurait une marge de profit importante sur le marché européen. L'Europe demandait une quantité croissante de produits, et les Portugais, cherchant à profiter de cette situation, et ayant les conditions structurelles convenant à un tel commerce, décidèrent de s'approvisionner directement sur les lieux de production, en Asie du Sud-Est et en Afrique. C'est cette perspective qui décida les Portugais à progresser dans l'Atlantique Sud, car il s'agissait de contourner l'Afrique pour établir une liaison directe avec les marchés producteurs.

La revitalisation et le renforcement des relations commerciales ont été essentiels dans la mesure où ils ont suscité des transformations dans la structure socio-économique mondiale, provoquant la corrosion de la base féodale et engendrant les sources du modèle économique actuel, le capitalisme. La trajectoire séculaire de cette transition a eu comme force motrice le capital marchand, puis la formation et la consolidation des Etats nationaux. Le capital commercial a favorisé la formation du capitalisme en développant les échanges mercantiles et les ramifications nécessaires au système, élargissant les horizons de la circulation du marché mondial et créant le système colonial.

Le caractère pionnier des Portugais dans les techniques de navigation et la centralisation précoce liée à la monarchie ont favorisé le développement des routes commerciales les plus reculées. Se produit alors l'intégration de plusieurs régions globales et la configuration d'une histoire mondiale construite par l'expansion européenne. Les formes d'articulation entre les lieux où s'installait la colonisation

impliquaient des hommes, des agents commerciaux, fonctionnaires et militaires qui tous avaient pour mission de consolider la domination des lignes de commerces et le contrôle des prix (conditions de l'offre et de la demande). Quand les Portugais se tournent enfin vers de nouvelles terres, en Amérique, le problème de la colonisation devient plus complexe : le peuplement et l'organisation socio-économique représentent de nouveaux défis. L'accès à ces terres constituait un obstacle et le profit économique semblait peu attirant face au profit tiré des autres entreprises.

Avant la découverte du Brésil, a eu lieu une expérience très importante pour les portugais, qui va avoir des conséquences directes sur le destin de la nouvelle colonie. A partir du XV^{e} siècle, le Portugal commence la conquête du Nord de l'Afrique, installe dans les îles de l'Atlantique une production de sucre, et compte sur les Hollandais pour le financement et la distribution de celle-ci. Cette expérience et la coordination avec les Hollandais dans le commerce externe vont s'avérer essentiels pour rendre la colonisation brésilienne viable[84].

Les Portugais arrivent au Brésil en 1500, cette découverte du territoire par la flotte de Pedro Álvares Cabral se fait au « hasard ». Selon les archives, les Portugais cherchaient le chemin des Indes, et du fait de vents trompeurs, sont arrivés au Brésil. Dans un premier temps, la terre découverte a été reléguée au second plan, la bourgeoisie commerciale portugaise était plus intéressée par le commerce des Indes, dont les profits étaient plus immédiats et plus faciles à obtenir sur le court terme. L'occupation du territoire brésilien est essentiellement la conséquence de la pression politique des autres nations européennes qui affirmaient que le droit à la terre était soumis à l'occupation de cette même terre. Rappelons qu'à cette époque, plusieurs autres pays européens étaient engagés dans une expansion commerciale et territoriale. De sorte que d'autres européens ont constamment disputé aux portugais l'exploitation du « *pau-brasil* » (ou bois de braise, arbre du Brésil à l'origine d'une teinture), ce qui obligea les Portugais à s'installer et à surveiller les côtes brésiliennes.

Le peuplement commence pour assurer la défense du nouveau territoire de même que de futurs profits économiques dont on perçoit la possibilité, mais le Portugal a encore très peu de contrôle sur le territoire et sur les règles de la colonie dans ce premier temps. Au XVI^{e} siècle, les familles immigrantes géraient la colonisation sur le plan économique et social :

[84] Voir : Furtado, 2001, p. 9 et Prado Júnior, 2004, p. 13-14.

« La famille, pas l'individu, ni l'Etat ni aucune compagnie de commerce, est dès le XVI^e^ le grand élement colonisateur du Brésil, l'unité productive, le capital qui exploite le sol, installe les fermes, achète esclaves, bœufs, outils, la force sociale qui dérive en politique, constituant l'aristocratie coloniale la plus puissante d'Amérique » (Freyre, 2003, p. 81).

La question qui se posait alors au Portugal était de savoir comment se procurer des ressources pour continuer cette aventure, étant donné que le pays avait déjà besoin de fonds pour des entreprises beaucoup plus rentables. Il fallait, en tout état de cause, trouver une façon de rentabiliser économiquement l'occupation et la colonisation du Brésil. Partant de cette présupposition, le Portugal se devait de trouver une façon de rentabiliser ses terres, c'est-à-dire que les activités productrices de la colonie devaient, au moins, couvrir les dépenses dues à la défense et l'organisation du nouveau territoire. Premier point, le seul produit d'exportation était le *« pau-brasil »* – bois qui a donné son nom au pays. L'extraction du bois se faisait d'une manière rudimentaire, et elle n'a pas engendré d'occupation permanente ou la naissance de secteurs économiques complémentaires. Surtout, cette activité n'était pas suffisante pour inciter la métropole à s'impliquer dans le nouveau territoire ; il fallait une activité beaucoup plus rentable pour inciter le Portugal à dépenser des sommes importantes pour la colonisation[85].

Ainsi, au début du XVI^e^ siècle, prélude de la période coloniale en Amérique, le pays n'était pas considéré comme ayant une grande valeur. Il n'avait pas apporté la prospérité économique immédiate obtenue par les conquêtes espagnoles, qui avaient trouvé des métaux précieux et une importante population stable et bien organisée – qui pourra être utilisée dans l'exploitation minière et l'agriculture. Contrairement aux colonies espagnoles, le territoire brésilien n'était pas très peuplé et il était occupé par des indigènes nomades. Ces indigènes étaient très sensibles aux maladies apportées par les portugais et se soumettaient mal à la discipline et à l'apprentissage des techniques de plantation. Il faut rappeler que les indigènes rencontrés au Brésil étaient beaucoup plus primitifs, du point de vue de la structure sociale et économique, que ceux des colonies espagnoles d'Amérique latine[86]. Ainsi, le Portugal n'a devant lui qu'une option, faire

[85] Dans un premier moment, la découverte du Brésil permet aux commerçants portugais de s'approprier du bois de braise, très recherché en Europe pour la teinture du textile et la construction. L'Angleterre était grande importatrice de ce bois en raison de sa forte industrie textile. Le travail d'exploitation du bois était réalisé par les indigènes en échange de tissus, couteaux, miroirs et autres objets de faible valeur. Il faut rappeler que les conditions de pénétration au sein de la nouvelle terre n'étaient pas favorables, car la végétation était très dense et le climat tropical gênait les Européens.

[86] Voir : Prado Júnior, 2004, p. 9-41.

naître une toute nouvelle organisation sociale en encourageant la mixité entre les immigrants portugais et les femmes indigènes, étant donné que la population portugaise était trop peu nombreuse pour satisfaire les besoins de la colonisation[87].

L'entreprise agricole sur le territoire brésilien semblait, dans les débuts, avoir peu d'avenir, car il n'y avait aucun produit agricole vendu en grande quantité à l'Europe qui aurait permis d'obtenir une rentabilité nécessaire pour viabiliser les investissements. Les frets étaient si élevés, à cause de l'insécurité du transport sur une longue distance, que seuls les biens hautement rentables paraissaient dignes d'intérêt. De plus, la rareté de la main-d'œuvre et les bas profits dégagés au Brésil ne stimulaient guère les gros investissements portugais dans la colonie, car il y manquait une organisation politique et économique centralisée. Le commerce restait principalement aux mains de particuliers, et l'organisation des premiers peuplements avait été laissée à la charge des *donatários* (personnes qui recevaient des concessions pour développer des *capitânias*) et à leurs frais également. Les colons privilégiaient des activités de commerce extérieur à travers les plantations, en partie des plantations de subsistance, et ils n'avaient pas de vraie structure publique capable de dicter les règles locales. Dès la deuxième moitié du XVI^{e} siècle, en dépit des conseils d'un délégué général chargé de la colonie installé dans la ville de Salvador, l'organisation locale a prévalu sur l'organisation centrale jusqu'à la fin du XVIII^{e} siècle. Ainsi, seules les lignes générales de la politique à suivre étaient formulées dans la métropole et leur mise en œuvre réelle était laissée à la charge des gouverneurs et des conseils municipaux[88].

Restait au Portugal la tâche de trouver une manière de profiter économiquement des terres brésiliennes sans envisager l'extraction de métaux précieux, étant donné que les indigènes qui y habitaient ne connaissaient même pas l'or. Du fait de l'absence d'une matière première suffisamment rentable pour faire face aux coûts de manutention de la nouvelle colonie, le Portugal se chargera de trouver un moyen de transformer le Brésil en une affaire profitable et attirante en peu de temps. Contrairement aux exploitations portugaises situées en Afrique, et transformées en comptoirs commerciaux, la colonisation du continent américain sera effectuée par le biais d'une grande exploitation agricole intégrée à la demande du marché européen. S'appuyant sur l'expérience de la production du sucre qui utilisait une main-d'œuvre esclave dans les

[87] Freyre, 2003, p. 79.
[88] Ces derniers étaient dominés par les grands latifundiaires et propriétaires des moulins à sucre, le centre de la vie socio-économique se concentrait dans les grandes plantations côtières de canne à sucre. Voir : Freyre, 2003, p. 64-155.

îles atlantiques du Nord de l'Afrique, le capital commercial portugais et hollandais développe au Brésil des plantations de canne à sucre de grande extension. Compte tenu des faiblesses de la couronne portugaise, les capitaux hollandais joueront un rôle très important dans la production, l'organisation et la distribution du sucre en Europe. En résumé, la rentabilisation de la colonie se fait à travers les flux des produits agricoles destinés à la métropole.

« Au Brésil, les Portugais ont initié la colonisation sur une large échelle avec une technique économique et une politique sociale complètement neuves, mises en place uniquement dans les îles subtropicales de l'Atlantique. La première : l'utilisation et le développement de la richesse végétale par le capital et par l'effort du particulier ; l'agriculture ; la sesmaria ; la grande plantation esclavagiste. La deuxième : en tirant avantage de la population native, surtout de la femme, non seulement comme instrument de travail mais comme éléments de formation de familles. La politique a été bien différente de la politique d'extermination et de ségrégation suivie pendant longtemps au Mexique et au Pérou par les Espagnols... » (Freyre, 2003, p. 79).

Dans un premier temps, il est extrêmement important de comprendre la viabilité de la colonie et la dynamique du capitalisme commercial. La rapide expansion de la culture, introduite approximativement en 1520, et de l'exportation du sucre participent aux grands cycles d'exportation primaire qui domineront la croissance économique du Brésil jusqu'au XX^{e} siècle[89]. Les politiques d'exploitation agricole des terres brésiliennes sont d'une grande importance. De par la simple exploitation et extraction de quelques matières premières, le Brésil fait rapidement partie intégrante de l'économie européenne, dont la technique et les capitaux créent un flux permanent de biens destinés au marché[90].

Un ensemble de facteurs a favorisé la réussite de la première grande entreprise agricole coloniale européenne. Le Portugal avait déjà acquis de l'expérience dans les îles de l'Atlantique et, de surcroît, le sucre connaissait une demande croissante sur le marché européen. Cette expérience s'avère importante car elle permet de répondre aux problèmes techniques liés à la production du sucre sans compter qu'elle a aussi encouragé le développement de l'industrie portugaise d'équipement pour les moulins sucriers[91].

[89] Baer, 2002, p. 32.
[90] Voir : Simonsen (1977).
[91] Furtado, 2001, p. 9.

La grande expansion du marché du sucre dans la deuxième moitié du XVI[e] siècle résulte en grande partie de la contribution des hollandais, qui ont joué un rôle très important dans la réussite de la colonisation du Brésil. Les hollandais étaient spécialisés dans le commerce européen et finançaient une grande partie de ces opérations, car ce peuple était le seul à l'époque qui disposait d'une organisation commerciale suffisante pour créer un marché de grande dimension pour un nouveau produit tel que le sucre. De plus, ce sont les capitaux des Pays-Bas qui ont assuré le financement des installations productives et de l'importation d'une main-d'œuvre esclave au Brésil. Il faut néanmoins rappeler que, malgré toutes ces conditions favorables, l'activité n'a pu devenir viable que parce que les portugais connaissaient déjà le marché des esclaves africains et comptaient sur le partenariat hollandais pour améliorer leur entreprise. Sans le transfert d'une main-d'œuvre bon marché vers la colonie, l'affaire n'aurait pas eu d'avenir économique, étant donné que le transport de la main-d'œuvre en provenance d'Europe exigeait un apport de capital trop élevé. Par suite, les excellents résultats financiers de la colonisation agricole au Brésil ont ouvert de nouvelles perspectives attirantes pour l'utilisation économique de nouvelles terres.

Il nous semble important de resituer la colonisation brésilienne face aux autres modèles adoptés dans le monde, surtout en ce qui concerne l'organisation des indigènes rencontrés sur le territoire découvert et l'offre de main-d'œuvre, car nous avons là les bases des comparaisons qui pourront être faites dans le prolongement de notre étude. La colonisation brésilienne est marquée par certaines caractéristiques qui la rendent différente de l'exploitation commerciale en Afrique et de la colonisation de l'Amérique espagnole ou/et anglaise. En Afrique, l'exploitation commerciale a reposé sur le commerce des esclaves et elle se limite à l'installation de comptoirs commerciaux, sans établissement de peuplement et d'activités productives. Dans l'Amérique espagnole, un gouvernement espagnol est établi, et l'Espagne profite de l'extraction des métaux précieux à travers le travail des indigènes. Néanmoins, il n'y a pas de développement de l'agriculture commerciale, car l'agriculture y est essentiellement destinée à la subsistance de la population locale. De son côté, la colonisation de la zone tempérée de l'Amérique du Nord s'organise d'une manière totalement distincte de ce qui est constaté sur le reste du continent américain, à commencer par l'implantation de la population sur de petites propriétés et la production de marchandises qui n'étaient pas demandées en Europe. De surcroît, les mouvements migratoires de la métropole vers cette région ont, en grande partie, des raisons religieuses et politiques. Ces immigrants ne cherchent pas

l'exploitation commerciale, du moins pas pour se procurer un enrichissement rapide et retourner en métropole ; ils veulent construire une nouvelle vie, une société, une nouvelle nation. Cette situation est entièrement différente du modèle brésilien, où la colonisation se développe à travers l'extraction des ressources naturelles. Le besoin d'une occupation plus visible de la terre, pour maintenir la propriété portugaise face aux menaces des autres pays européens, amène des changements dans la stratégie de colonisation. Pour faire face à cette situation, les portugais commencent à cultiver la canne à sucre en utilisant une main-d'œuvre esclave et essaie de peupler la colonie. L'instauration des activités productives est fonction des intérêts du capital commercial européen et directement soumis à celui-ci[92].

« Quant à la manière et à la forme sous lesquelles le capital commercial opère là où il domine directement la production, un exemple frappant est donné non seulement par le commerce colonial en général (le fameux système colonial), mais aussi par les activités de l'ancienne compagnie hollandaise des indes orientales » (Marx, 1991, p. 446)[93].

Pour résumer, disons que dans un premier temps l'Etat portugais, représentant les intérêts du capital commercial, met en œuvre l'installation des grandes propriétaires dans la colonie pour produire une marchandise déterminée, le sucre. Soulignons par ailleurs que la métropole pensait toujours satisfaire la demande de l'autre côté de l'Atlantique et offrir des marchandises hautement rentables. Le Portugal se chargera d'organiser et de satisfaire tous les besoins pour rendre viables les installations de moulins à sucre et les autres arrangements nécessaires à l'essor de la colonie agricole exportatrice. Le capital commercial vend aux propriétaires des « *capitanias* » les instruments nécessaires à la production, et fournit aussi le crédit pour son acquisition : par exemple, il vend et finance l'achat des esclaves africains. Le capital marchand est aussi chargé des transactions sur les deux continents, vendant le sucre de la colonie en Europe et commercialisant les marchandises manufacturées de l'Europe dans la colonie. Dans toutes ces transactions, le capital commercial réalise le profit mercantile qui rend possible son accumulation et sa croissance.

Dans cette phase, l'accumulation du capital se réalise au niveau de la circulation des marchandises, c'est-à-dire, à travers les échanges. Le monopole du commerce est

[92] Voir : Novaes, 1984, p. 44-63.

[93] *« As for the manner and form in which commercial capital operates where it dominates production directly, a striking example is given not only by colonial trade in general (the so called colonial system), but quite particularly by the operations of the former Dutch East India Company »* (Marx, 1991, p. 446).

imposé à la colonie comme un besoin et illustre la caractéristique la plus marquante du système colonial : c'est à travers le monopole que le capital commercial garantira son profit extraordinairement élevé. Les classes dominantes de la colonie avaient besoin du monopole du commerce métropolitain, de même que la métropole avait besoin du monopole du commerce colonial. Les planteurs de produits tropicaux avaient besoin de la garantie d'exclusivité sur le marché de la métropole et de l'intermédiation pour atteindre d'autres marchés. De leur côté, les producteurs industriels et les marchands de la métropole ne pouvaient pas se passer de l'exclusivité sur les marchés de ces colonies. Ce système était avantageux pour les deux parties, et il fonctionnait à la manière d'un système de marchés fermés.

Du point de vue structurel, le régime de circulation mercantile fondé sur un prix de monopole était le seul qui convenait, associé à la production esclavagiste et au capital commercial en Europe. Le monopole offrait un terrain de jeu aux producteurs et aux marchands, et les avantages permettaient que la rentabilité historique soit élevée ou satisfaisante pour les deux partenaires sur le marché international. Il n'y avait aucune tendance à la baisse jusqu'au niveau des coûts de production, dans les prix des planteurs, étant donné que les coûts de production avaient une certaine stabilité et que les profits étaient stratosphériques. Evidemment, ce modèle ne bénéficiait qu'à ces deux classes, et la grande masse restait dans la marginalité, avec des conditions de vie déplorables. D'ailleurs, alors que la majorité de la population se trouvait démunie, ceux qui en avaient les moyens affichaient leur goût pour l'ostentation. La concentration du revenu dans l'économie coloniale viabilise l'achat de biens manufacturés (en grande partie des biens superflus) et la consommation d'une partie de l'excédent commercial[94].

L'exploitation et la mise en valeur de la colonie passent par le développement de l'agriculture à grande échelle, ce qui débouche sur une structure politique, économique et sociale spécifique et inégalitaire. Les disparités et l'héritage culturel portugais, surtout le profil de l'administration publique du Portugal où l'oligarchie agraire vit grâce aux dépenses de l'Etat, ont inhibé la formation d'une classe industrielle, dans le sens européen du terme, au Brésil. Les immigrants qui sont arrivés au Brésil étaient des « *aventuriers* », des personnes qui cherchaient à s'enrichir rapidement et à retourner en Europe. L'Etat paternaliste partage la richesse avec des groupes associés, et offre,

[94] Furtado, 2001, p. 45.

jusqu'à nos jours, ses faveurs à certaines oligarchies. Cette politique est récurrente dès la genèse de la colonisation.

La couronne du Portugal, cherchant à organiser et à peupler la nouvelle terre, a adopté une stratégie consistant à partager la colonie en 12 grandes propriétés (« *capitanias hereditárias*[95] »). Les *capitanias* ont été distribuées aux entrepreneurs, qui devaient mettre en place de grosses plantations de canne à sucre. Déjà à cette époque, il est possible d'identifier les principes de la concentration des richesses du pays, notamment à travers le partage de la terre car l'Etat distribue des latifundias à très peu de personnes. C'est l'origine de la concentration des terres qui existe encore aujourd'hui. Cependant, s'y attachent beaucoup de questions auxquelles nous répondrons au cours de l'analyse socio-économique et historique. Pourquoi, jusqu'à nos jours, la structure agraire est-elle restée fortement concentrée ? Comment le peuple a-t-il supporté de telles disparités de revenu et des conditions de vie aussi distinctes d'une région à l'autre du pays ? Pourquoi le pays est-il si inégalitaire ? Quel est l'héritage culturel et institutionnel de la métropole ? La religion a-t-elle joué un rôle important dans la colonisation[96] ? Pour élucider l'histoire d'une nation, il faut étudier les forces motrices du développement et les ruptures politiques nationales survenues à chaque phase qui ont culminé dans la structure de classe actuelle et formé la société contemporaine.

Les cultures intensives des plantations de produits d'exportation permettront au Brésil de prendre de plus en plus d'importance aux yeux de la couronne portugaise et dans le commerce international des produits tropicaux. Le capital commercial a organisé des formes de production instaurées au sein d'une société segmentée, en les articulant selon sa dynamique. Dès lors, les agents économiques sont reliés par le marché mondial qui établit la totalité de la domination du capital, à travers la subordination du travail au capital. Les colonies, le Brésil n'étant pas une exception, constituées par des formes de travail obligatoires et esclavagistes sont parties intégrantes de cette totalité car elles sont l'objet de la domination du capital. Selon Marx (1980), cette suprématie du capital détermine le caractère de l'ancien système colonial :

« Dans la deuxième sorte de colonies – les grandes fermes (plantations) – destinées dès le début à la spéculation commerciale, avec une production dirigée vers le

[95] Les *capitanias* sont les terres de pouvoirs souverains et bénéficient d'un caractère héréditaire. Voir : Kahn, 1972, p. 53-114.

[96] Pour Gilberto Freyre, l'acteur essentiel de l'unité territoriale est la religion : *« ... le catholicisme a réellement été le ciment de notre unité... »* (Freyre, 2003, p. 92).

marché mondial, nous vérifions une production capitaliste, bien que seulement de façon formelle, étant donné que l'esclavage des noirs excluait les salariés libres, donc, le fondement de la production capitaliste. Mais ce sont les capitalistes qui font le trafic négrier. Le moyen de production qu'ils introduisent ne provient pas de l'esclavage, mais il s'en sert. Dans ce cas, le capitaliste et le propriétaire de la terre sont la même personne » (Marx, 1980, p. 730).

Cardoso de Mello (1998) souligne ce phénomène au Brésil :

« Si dans l'ancien régime, une structure de transition se trouve dans la métropole, mais aussi dans la colonie, il faut admettre que, si dans la métropole le capitalisme existe, parce que le capital est transféré vers la sphère de production, subordonnant alors formellement le travail au capital, soit dans le 'putting out system', soit dans la manufacture, il détermine aussi le moyen de production colonial ou les moyens de productions coloniaux (...) Ce n'est pas le fait que la production soit mercantile et que le profit se constitue dans le moteur de l'activité économique qui imprime le caractère formel du capitaliste au régime de production colonial. Ce n'est pas non plus, le simple fait que l'économie coloniale participe au marché mondial. Au contraire, le capitalisme existe formellement parce que l'esclavage est introduit par le capital et par la genèse de l'économie qui reçoit tout le poids qui lui est dû. Il y a formellement capitalisme parce que le capital commercial a envahi l'orbite de la production, établissant l'entreprise coloniale. Allant beaucoup plus loin que le domaine direct de la production, le capital subordonne le travail et cette subordination est formelle, parce que son domaine exige des formes de travail compulsoires. Pour être clair, enfin, le facteur décisif est représenté par les articulations entre le capitalisme et la colonisation, en raison du caractère d'instrument d'accumulation primitive que possède l'économie coloniale » (Cardoso de Mello, 1998, p. 45 et 46).

L'entreprise d'expansion maritime et d'exploitation mercantile ne pouvait pas être réalisée dans le cadre de l'économie médiévale, étant donné que la structure de ce modèle économique était incapable de réunir le capital nécessaire ou même d'assumer des risques importants. Seul un Etat centralisé pouvait prendre en main un tel projet au niveau structurel et représenter l'instrument de coercition essentiel et supra économique qui rendait possible le développement du capital commercial. L'Etat absolutiste est l'élément constructeur de la dynamique de transition et de formation du capitalisme. Les mécanismes propres de la reproduction du capital mercantile et de l'accumulation primitive constituent les éléments dynamiques de l'époque de transition. Le mécanisme

décisif de la politique mercantiliste dans les relations du commerce colonial – qui a rendu possible l'appropriation de l'excédent économique produit dans la colonie par la métropole, et garanti le fonctionnement et la reproduction du système – était l'exclusivité coloniale, « *l'engrenage* » fondamental de l'exploitation coloniale. Le monopole permettait aux marchands métropolitains d'avoir le contrôle des conditions d'échange, vu qu'ils contrôlaient le prix d'achat et de vente. Ces commerçants pouvaient acheter les produits coloniaux à un prix réduit et, en même temps, vendre les produits du marché mondial à un prix plus élevé, étant donné qu'ils étaient en situation de monopole.

De toute façon, le contrôle des conditions d'échange constitue le principal élément dans la reproduction du système. L'histoire du commerce colonial montre que le système ne pouvait pas se reproduire dans des relations de pleine concurrence qui déterminent les mouvements de prix et rendent impossibles les gains du capital marchand dans la sphère de circulation. Ces mécanismes expliquent le caractère de l'exploitation coloniale, qui n'est pas réduit à la simple perception de l'exploitation de la colonie par la métropole, mais révèle aussi des relations d'exploitation situées dans la sphère de la circulation et jouent en faveur d'une bourgeoisie marchande (étrangère et/ou nationale) au détriment de la population de la colonie et de la métropole. Ce qui était en jeu, c'était l'expropriation de l'excédent colonial par l'économie métropolitaine, mais aussi la concentration des richesses dans les mains d'une bourgeoisie mercantile à l'œuvre dans le domaine de la métropole et de la colonie.

Durant cette étape, le capital prend la forme du capital commercial. L'expansion est basée sur le besoin de conquérir de nouveaux marchés et de nouvelles sources pour fournir les marchandises demandées[97]. Il s'agit de la période d'accumulation primitive du capital, c'est-à-dire que l'accumulation du capital ne se réalise pas encore sur la base d'une production capitaliste (création et appropriation de plus-value dans la production), mais se crée dans le domaine de la circulation des marchandises, en utilisant, par ailleurs, le saccage et l'esclavage des populations de l'Inde, d'Afrique et d'Amérique.

« La découverte d'or et d'argent en Amérique, le déracinement, l'esclavage et la mort dans les mines des populations indigènes de ce continent, les débuts de la

[97] Pour une compréhension plus approfondie de cette question, voir : Marx, 1991, p. 379-430, les chapitres 16-18 sur *Commercial Capital, Commercial Profit et The Turnover of Commercial Capital. Prices*). Il est important de souligner que, dès le début, la découverte et la colonisation du Brésil présentent un caractère capitaliste, et sont intégrées au processus d'expansion du capital commercial européen où a lieu la dissolution du mode de production féodal et le développement du système capitaliste.

conquête et du pillage de l'Inde, et la transformation de l'Afrique en une réserve de chasse de peaux noires, sont toutes des choses qui caractérisent les débuts du mode de production capitaliste. Ces procédés idylliques sont les moments principaux de l'accumulation primitive » (Marx, 1990, p. 915)[98].

Toute la politique de l'Etat Portugais tourne autour du contrôle de la colonie et du monopole commercial. Le capital commercial et l'Etat ont, d'une certaine manière, promu la colonisation, ce qui renforce l'Etat et le processus d'accumulation du capital commercial. La colonisation, partie intégrante de l'expansion commerciale européenne, comprend le processus de rupture des barrières imposées par le féodalisme et le renforcement de la bourgeoisie. Les conquêtes et découvertes interviennent dans une période de désarticulation du féodalisme en Europe, moment qui consacre la domination du capital commercial suivie de la suprématie du capital industriel. Ce *statu quo* est dérangé par l'intensification de la concurrence entre les pays européens qui se sont lancés dans la conquête des richesses.

« La découverte de l'Amérique, le contournement de l'Afrique, ont ouvert un terrain neuf pour la bourgeoisie émergente. Les marchés des Indes orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce avec les colonies, l'accroissement des moyens d'échange et des biens en général ont donné au commerce, à la navigation, à l'industrie, une impulsion qu'ils n'avaient jamais connue auparavant, et à l'élément révolutionnaire du féodalisme vacillant un développement rapide. Le système féodal de l'industrie, dans lequel la production industrielle était monopolisée par des guildes très fermées, ne suffisait alors plus aux besoins croissants des nouveaux marchés. Le système manufacturier prit sa place. Les maîtres des guildes furent mis de côté par la classe moyenne manufacturière ; La division du travail entre les différentes corporations disparut au profit de la division du travail au sein de chaque atelier. Pendant ce temps, les marchés continuèrent à croître, la demande augmentant toujours. Même la manufacture ne suffisait plus. De là la vapeur et les machines révolutionnèrent la production industrielle. La place de la manufacture fut prise par l'énorme industrie moderne, la place de la classe moyenne industrielle par des millionnaires industriels, les chefs de toutes les armées industrielles, la bourgoisie moderne. Ce marché a permis

[98] *« The discovery of gold and silver in America, the extirpation, enslavement and entombment in mines of the indigenous population of that continent, the beginnings of the conquest and plunder of India, and the conversion of Africa into a preserve for the commercial hunting of blackskins, are all things which characterize the dawn of the era of capitalist production. These idyllic proceedings are the chief moments of primitive accumulation »* (Marx, 1990, p. 915).

un énorme développement du commerce, de la navigation, et des moyens de transport terrestres. Ce développement a, à son tour, agit sur l'extension de l'industrie ; et alors que l'industrie, le commerce, la navigation, les chemins de fer prospéraient, la bourgeoisie se développait dans les mêmes proportions, augmentait son capital, et se débarrassait de toutes les classes issues du Moyen Age » (Marx et Engels, 1998, p. 51 et 52)[99].

Le meilleur exemple de l'intégration de l'Etat et du capital (commercial et ensuite industriel) est l'Angleterre. Dès la deuxième moitié du XVI[e] siècle, le capitalisme y entre dans une phase manufacturière, à telle enseigne que le capital commercial se transforme en capital industriel. Le capital commence à dominer le processus de production de marchandise, c'est-à-dire que la production devient capitaliste et que le capital commercial est transformé en intermédiaire dans le processus de reproduction du capital.

« Cette forme de coopération, qui est basée sur la division du travail, supposait une forme classique de la manufacture. Comme forme caractéristique du mode de production capitaliste, elle prévalait durant la période manufacturière proprement dite, qui s'étend, à peu près, du milieu du XVI[e] siècle au troisième tiers du XVIII[e] siècle» (Marx, 1990, p. 455)[100].

Nous constaterons que les colonies sont importantes non seulement pour produire des biens tropicaux pour l'exportation, mais aussi dans l'absorption de la production de l'industrie mécanisée qui vient de naître en Angleterre. Dans les colonies,

[99] *« The discovery of America, the rounding of the Cape, opened up fresh ground for the rising bourgeoisie. The East-Indian and Chinese markets, the colonization of America, trade with the colonies, the increase in the means of exchange and in commodities generally, gave to commerce, to navigation, to industry, an impulse never before known, and thereby, to the revolutionary element in the tottering feudal society, a rapid development. The feudal system of industry, in which industrial production was monopolized by closed guilds, now no longer sufficed for the growing wants of the new markets. The manufacturing system took its place. The guild-masters were pushed aside by the manufacturing middle class; division of labor between the different corporate guilds vanished in the face of division of labor in each single workshop. Meantime the markets kept ever growing, the demand ever rising. Even manufacture no longer sufficed. Thereupon, steam and machinery revolutionized industrial production. The place of manufacture was taken by the giant, modern industry, the place of the industrial middle class by industrial millionaires, the leaders of whole industrial armies, the modern bourgeois. Modern industry has established the world market, for which the discovery of America paved the way. This market has given an immense development to commerce, to navigation, to communication by land. This development has, in its turn, reacted on the extension of industry; and in proportion as industry, commerce, navigation, railways extended, in the same proportion the bourgeoisie developed, increased its capital, and pushed into the background every class handed down from the Middle Ages »* (Marx et Engels, 1998, p. 51-52).

[100] *« That form of co-operation which is based on division of labour assumes its classical shape in manufacture. As a characteristic form of the capitalist process of production it prevails throughout the manufacturing period properly so called, which extends, roughly speaking, from the middle of the sixteenth century to the last third of the eighteenth century »* (Marx, 1990, p. 455).

qui produisent en grande partie pour le marché mondial, comme au Brésil, la production prend, dès le début, un caractère capitaliste, malgré l'utilisation d'une main-d'œuvre esclave[101].

« *Dans le deuxième modèle de colonies – les plantations, où les spéculations commerciales existent depuis le début et où la production est destinée au marché mondial, il y a le mode de production capitaliste, encore que ce soit seulement dans un sens formel, étant donné que l'esclavage des nègres empêche le travail salarié libre, qui est la base de la production capitaliste. Mais l'entreprise dans laquelle les esclaves sont utilisés est conduite par les capitalistes. La méthode de production mise en place n'est pas née de l'esclavage, mais est greffée sur elle. Dans ce cas là, la même personne est capitaliste et propriétaire. Et l'existence élémentaire (profusion) de la terre qui se présente devant le capital et l'emploi n'offre aucune résistance aux investissements de capital, et donc pas de concurrence entre eux. Il n'y a pas non plus de développement d'une catégorie de locataires, à la différence de la catégorie des propriétaires fonciers* » (Marx, 1975, p. 257).

La société coloniale porte en elle le capitalisme commercial, de par le processus d'accumulation primitive du capital. Il faut aussi souligner le rôle décisif des relations de production et du régime de propriété : la formation coloniale s'accompagne de l'existence d'une mosaïque de relations de production, avec des formes esclavagistes et hybrides. Il s'agit donc de déchiffrer la société coloniale, vue comme un arrangement de production spécifique et inédite qui confère à la colonie une dynamique propre, donnée par la forme d'articulation particulière entre ses liens externes et ses structures internes, dans la dimension mercantile et dans celle des relations établies dans l'espace. Ainsi, les liaisons mercantiles avec le continent européen délimitent les zones de prédominance des relations libres et esclavagistes. Dans cette conjoncture, l'espace de colonisation portugais est défini comme un espace esclavagiste dans sa forme la plus développée sur laquelle s'élabore un nouveau modèle de production.

Il est pertinent de souligner l'importance de l'esclavage, non seulement comme solution au manque de main-d'œuvre de la colonie, mais aussi à l'accumulation du capital. En effet, quand nous analysons la colonisation brésilienne, nous constatons que les atrocités commises sur les noirs d'Afrique ont toujours en contrepartie plus de

[101] La rupture du monopole commercial colonial s'effectuera lors du développement du capital en Europe et dans les colonies. Après l'indépendance, au XIX^{e} siècle, le développement du capitalisme au Brésil et sur la scène internationale donne à la production sa forme capitaliste dans le pays, grâce à l'utilisation de travail salarié.

bénéfices économiques. Les esclaves noirs ont fait la gloire des seigneurs du sucre, de l'or, du coton et du café. La main-d'œuvre esclave est à l'origine des gros profits obtenus dans tous les cycles économiques[102]. Le capital marchand profitait aussi avantageusement du commerce de la main-d'œuvre esclave dans la sphère de circulation. L'esclavage a engendré des profits extraordinaires, d'une part grâce au trafic d'esclaves et d'autre part, grâce à la plus-value obtenue sur leur travail[103].

Mais, quelle est la raison sous-tendant le choix de l'esclavage africain ? Les explications de caractère socio-économique s'appuient sur l'inaptitude ou même la résistance des indigènes au travail, et établissent la connection avec la position du trafic négrier dans l'économie mondiale. A la différence de l'esclavage des indigènes qui représentait une affaire interne à l'économie coloniale, le trafic négrier figurait parmi les activités les plus rémunératrices du commerce colonial et fonctionnait comme l'une des pièces les plus importantes de la structure du système, en d'autres termes comme un instrument puissant d'accumulation primitive du capital. Donnant naissance à un puissant engrenage qui accélérait l'accumulation du capital.

L'accélération de l'accumulation du capital et du poids économique de la colonie vont susciter de vives réactions dans la métropole. Au fur et à mesure que la colonie se développe et acquiert plus d'importance économique aux yeux de la métropole, la couronne va essayer d'imposer un pouvoir et une administration centralisée. La centralisation a commencé en 1548 : le gouvernement général de la colonie a alors créé des chambres des villes, et a réduit le pouvoir des propriétaires. Le contrôle plus intense de la couronne sur la colonie est rendu nécessaire par l'augmentation des incursions européennes au Brésil. L'administration de la colonie est unifiée et partagée plusieurs fois, mais, en général, la couronne établit un contrôle de plus en plus sévère. Cependant, cette politique de renforcement du contrôle interne dans la colonie ne durera pas longtemps à cause des guerres qui éclatent en Europe et de

[102] Dans la colonie, étaient fréquentes les rébellions d'esclaves qui s'échappaient et formaient des communautés (*quilombos*). Le plus célèbre, le *quilombo de Palmares*, a été créé dans les premières décennies du XVII[e] siècle au Sud de l'Etat de Pernambuco. Ce *quilombo* avait plus de 20 000 habitants, il a été constamment attaqué par les troupes du gouvernement et les propriétaires des moulins. Les Noirs ont résisté jusqu'à 1695, moment où ils ont été battus par les troupes commandées par les « *bandeirantes paulistas* ». Les indigènes ont aussi résisté à l'esclavage et aux attaques récurrentes. En 1683, ils ont constitué une confédération de tribus qui a lutté durant 30 ans avant d'être exterminée par les « *bandeirantes* » (Moura, 1981. Reis et Gomes, 1996).

[103] On estime que 65 millions d'esclaves africains ont été arrachés à leur continent entre 1505 et 1860 (Melo, 1969, p. 71).

l'occupation du Portugal – de 1580 jusqu'a 1640, le Portugal appartient à la couronne espagnole[104].

Durant cette période, les Pays-Bas et l'Angleterre vont occuper une grande partie des possessions portugaises. Le Portugal perd aussi le commerce asiatique et la plupart de ses possessions africaines. En 1624, les Hollandais, en guerre contre l'Espagne, attaquent le Brésil afin de se rendre maîtres de l'approvisionnement en sucre du marché européen. En 1630, ils attaquent la région sucrière de Pernambuco, et malgré la résistance, ils vont conquérir toute la région, installant le gouvernement de Nassau en 1637. Cet Etat a promu une série d'améliorations : fourniture de crédits aux propriétaires des moulins, baisse des impôts et perfectionnement de quelques techniques de production sucrière. Le Portugal ne se libère de l'Espagne qu'en 1640, mais il est trop affaibli pour expulser immédiatement les envahisseurs hollandais de la colonie. De toute manière, la politique de la compagnie des Indes Occidentales portait en elle des contradictions qui ont mené à la sortie de Nassau en 1644 et au conflit avec les propriétaires des moulins. La résistance interne reprend dans la colonie, culminant avec l'expulsion des hollandais en 1654. Dès 1640, le Portugal signe des traités avec l'Angleterre pour essayer de maintenir sa domination sur ses possessions coloniales restantes. Dans le même temps, le Portugal tente d'élargir le contrôle et le monopole commercial sur l'unique colonie importante encore en sa possession, et établit la Compagnie Générale du Commerce du Brésil en 1649 – cette compagnie sera la cible de la concurrence hollandaise. Après leur expulsion du territoire brésilien, les hollandais installent leur production sucrière dans les Antilles, et concurrenceront vivement la production brésilienne dès 1670. Dans le dernier quart du XVII^{e} siècle, le prix du sucre est divisé par deux. Durant cette période, la quantité moyenne annuelle des exportations est aussi réduite de moitié[105].

La production de canne à sucre dans les Antilles, mise en place par les Hollandais, les Français et les Anglais, permet une multitude d'innovations techniques. Cependant, au Brésil, l'expansion de la production sucrière est permise principalement par l'occupation de nouvelles terres et l'accroissement du nombre d'esclaves[106]. En dépit de ces conditions, la structure productive brésilienne se maintient. Malgré la faillite de plusieurs moulins pour cause de dettes et en raison de coûteuses importations

[104] Prado Júnior, 2004, p. 49.
[105] Furtado, 2001, p. 17. Voir aussi Prado Júnior, 2004, p. 49-56.
[106] Voir : Donghi (1972).

d'esclaves, nous notons que l'exportation de sucre persiste. A la fin du XVII[e] et au début du XVIII[e] siècle, il y a une hausse du prix du sucre sur le marché mondial, ce qui relance l'activité sucrière. Il faut cependant souligner plusieurs phases d'essor et de dépression dans ce secteur[107], dès 1625. Il est particulièrement évident que l'évolution de la structure économique comme de la géopolitique et les oscillations de l'économie mondiale auront des conséquences dans la transformation de la base sociale de la colonie.

Le développement socio-économique de la colonie n'a pas été sans conséquences et a engendré des luttes de pouvoir ; les intérêts divergents au sein de la société vont produire des séquelles. Les tensions sociales internes ne tardent pas à apparaître et se manifesteront dès la fin du XVII[e] siècle, amenant plusieurs manifestations d'insatisfaction de la part de différentes couches de la population. La première révolte contre la couronne portugaise a lieu dans le Maranhão en 1684. La révolte de *Beckman* est provoquée par l'opposition des propriétaires de terres au monopole de la Compagnie de Commerce du Maranhão qui, dès sa fondation, porte préjudice aux producteurs de sucre et aux responsables de l'extraction végétale. Cette révolte ne s'oppose pas uniquement à la couronne portugaise, mais aussi aux jésuites qui empêchent les propriétaires de terres d'employer les indigènes comme esclaves. Le leader de la révolte de *Beckman*, un riche propriétaire de terres, est pendu au Portugal[108]. Ensuite, de 1709 jusqu'en 1714, au Pernambuco, se déroule la « *guerre des Mascates* » qui a été déclenchée par les conflits d'intérêts entre les propriétaires de moulins, habitants de la ville d'Olinda et les marchands portugais établis à Recife. La dispute était liée au fait que les marchands portugais étaient les créanciers des autres agents[109].

A partir du XVII[e] et, surtout, au XVIII[e] siècle, ces révoltes vont déboucher sur une mobilisation sociale qui va s'élargissant et qui aboutit à l'Indépendance du pays en 1822. Ces mouvements montrent l'antagonisme présent au sein des classes sociales et les conflits entre les portugais et les brésiliens, les intérêts de la classe des propriétaires de terres et de celle des marchands n'étant pas les mêmes. La rupture de 1822 ne peut pas être vue comme un changement de route dans la politique, la diplomatie

[107] Canabrava, 1967, p. 36-38.
[108] Voir : Silva (1996).
[109] Voir : Silva (1995a).

internationale et l'économie nationale. Des enjeux politiques et socio-économiques ont empêché une vraie métamorphose de la colonie.

Au cours des siècles qui suivent sa « *découverte* », le Brésil connaît une évolution politique, économique et sociale étroitement liée à l'expansion coloniale et commerciale des nations européennes. L'inexistence de métaux précieux lors de la découverte a entraîné la mise en valeur d'un nouveau modèle économique basé sur l'activité agricole, et ce modèle est la force motrice et le fil conducteur de l'économie jusqu'à la rupture, au XX^{e} siècle. La colonisation portugaise dans les terres brésiliennes a dépassé les limites des comptoirs commerciaux, instituant une nouvelle organisation de production économique, de vie matérielle et sociale. Ce qui deviendra une société complexe, faite d'une multitude d'ethnies assurant les fondements d'une nouvelle nationalité. Mais, privée de ce qui devait être la condition de l'émancipation instaurée sur des bases relativement autonomes, cette société ne pourra pas s'affirmer en tant que société nationale avant de pouvoir dépasser le rôle qui était le sien dans le fonctionnement colonial, dans les relations de commerce et dans la diplomatie externe – où lui était réservée une place subordonnée et complémentaire associée à une position qui en faisait le prolongement de la société et de l'économie européenne.

Nous sommes donc amené à nous interroger sur la capacité d'accumulation dans la production esclavagiste coloniale, c'est-à-dire sur l'internalisation de l'excédent économique, et sur les alternatives de développement des forces productrices dans cette économie. Comment en est-on arrivé au développement d'une structure productrice avec prédominance du système esclavagiste ? Quels en ont été les effets sociaux, dans les institutions et dans l'accumulation, et même dans le partage du produit national ? Il faut rappeler que la main-d'œuvre libre est essentielle à la dynamique du capitalisme dans la mesure où elle crée le marché consommateur de la production de masse. Nous analyserons ces contradictions au cours de l'étude, mais, pour le moment, il est nécessaire de s'attacher au rôle indispensable de l'Etat dans l'accumulation pour mieux comprendre la formation de la structure capitaliste du pays.

2.1 Les premiers cycles de matières premières : les conséquences dans les activités économiques et l'ensemble de la société

Nous avons déjà abordé l'importance des cycles de matières premières dans la viabilité de la colonie brésilienne, et nous analyserons maintenant plus précisément l'impact de chacun de ces cycles dans l'économie nationale. Ces cycles ont été à l'origine de l'accumulation du capital et ont considérablement élargi les conditions économiques du pays, en s'appuyant sur le développement des flux du commerce international grâce à l'essor périodique des exportations et des importations. La mise en place de la production de produits tropicaux sur le territoire brésilien, dès le XVI^{e} siècle, a été essentielle pour le rôle croissant de cette colonie sur la scène internationale. La consommation de ces produits augmentait brutalement face à la constante urbanisation de la population européenne.

De cette manière, le Brésil a pu trouver sa place dans l'économie et le commerce mondial à travers l'approvisionnement en produits tropicaux des consommateurs européens. Malgré les aspects positifs, il est des effets indésirables dans l'adoption de cette dynamique trop dépendante du monde développé. La volatilité et le centre dynamique de l'économie nationale restent soumis aux impulsions externes, car l'économie interne n'a pas le pouvoir de se constituer en tant que force motrice de l'accumulation de capital interne. Pour résumer, l'économie brésilienne n'avait pas, dans sa dynamique interne, la force nécessaire pour engendrer sa propre accumulation et une croissance soutenue. Nous analyserons par la suite les différents cycles d'expansion et de contraction de l'économie brésilienne, jusqu'à la modification de cette structure où prédomine la soumission à l'extérieur, modification qui intervient lorsque l'économie nationale commence son processus de substitution des importations qui donne une plus grande synergie à l'ensemble économique national.

Le premier produit de la colonie portugaise doté d'une importance économique a été le sucre. Pendant le premier siècle de la colonisation, à partir de la création des *capitanias* en 1534, la production du sucre au Brésil engendre une forte expansion et le développement de la région Nord-Est de la colonie. Il faut souligner que le financement et la distribution étaient commandés par le capital commercial portugais et hollandais, ces derniers étant un pont important vers tous les marchés du vieux continent. Après plus d'un demi siècle, le succès était si grand qu'il y avait plus de cent moulins de canne à sucre et que la production était d'environ vingt fois la production de sucre obtenue par

le Portugal dans les îles de l'Atlantique un siècle auparavant. Par conséquent, dans la deuxième moitié du XVI[e] siècle, le Brésil devient le plus grand producteur mondial de sucre. Le pays gardera cette place jusqu'à la deuxième moitié du XVII[e] siècle[110].

Le sucre a été le premier grand produit d'exportation ; sa production se faisait principalement dans la zone humide du littoral du Nord-Est, connue comme la « *zona da mata* ». Dans cette région, les conditions de culture sont excellentes, la localisation géographique idéale pour l'embarquement du produit vers l'Europe et aussi pour recevoir de la main-d'œuvre esclave d'Afrique. La production du sucre dans la colonie a beaucoup contribué au processus d'accumulation du capital marchand européen. Environ les deux tiers des profits provenant du sucre restaient entre les mains des marchands européens : l'arrobe[111] de sucre était vendue 625 *réis* en 1628 dans la colonie, tandis qu'elle atteignait 1.210 *réis* à Lisbonne, 1.610 *réis* à Londres et 1.800 *réis* dans d'autres villes européennes[112]. De plus, l'approvisionnement en esclaves de la colonie était un marché très rentable.

L'expansion rapide de la canne à sucre, stimulée par l'augmentation régulière du volume d'exportation du sucre pendant à peu près un siècle, transforme la région de la *zona da mata* en un territoire de monoculture. L'augmentation de la production était basée sur l'extension de la terre cultivée et sur la croissance de la population esclave ; le processus de production et la productivité ont très peu évolué durant cette période. Dans cette phase de développement, le seul mode d'intégration économique national reposait sur les liens établis entre la province du « *Nordeste* » qui fournissait des excédents agricoles aux habitants des zones sucrière. La population de la province était composée d'immigrants portugais, d'esclaves et de métisses. Ils pratiquaient l'exploitation et l'administration des fermes de façon plutôt primaire, car ils n'étaient pas capables de produire des excédents suffisants pour soutenir la croissance du secteur exportateur.

L'expansion de la production sucrière demandait un énorme contingent de main-d'œuvre et, vu la rareté de la population portugaise, il fallait trouver d'autres sources d'approvisionnement en travailleurs et en colons. Le développement des activités économiques dans la colonie est suivi d'un intense accroissement de la population d'origine européenne et africaine. Les donnés statistiques sont contradictoires, mais il

[110] Melo, 1969, p. 29 et Furtado, 2001, p. 43.
[111] L'arrobe (arroba en castillan et portugais) est une ancienne unité de mesure de masse et de volume toujours utilisé en Espagne, au Portugal, et dans certains pays d'Amérique latine. Cette valeur n'est pas uniforme dans toutes les zones où l'arrobe est utilisée et peut valoir entre 10,4 et 15 kg. Au Portugal et dans ses colonies elle équivalait à peu prés 15 kg.
[112] Melo, 1969, p. 31.

est possible de supposer qu'il y avait à peu près 50.000 habitants non indigènes à la fin du premier siècle de la colonisation. Dans la deuxième décennie du XVII^{e} siècle, la population esclave était de plus de 30.000 personnes et la production annuelle de sucre était d'environ 2,5 millions d'arrobes. Le sucre représentait presque 90% des exportations brésiliennes (le restant était composé de *pau-brasil*, de coton et de tabac)[113].

La majorité des moulins était concentrée dans le Nord-Est, surtout, dans le Pernambouc et à Bahia (et plus tard, également à Rio de Janeiro). A cette époque, la production moyenne par moulin était de 7.000 arrobes annuelles, avec une utilisation moyenne de 100 esclaves. L'exportation brésilienne de sucre, de 1600 à 1700, a engendré deux cents millions de livres sterling. La valeur totale des exportations brésiliennes était plus élevée que la valeur des exportations anglaises durant la même période. Néanmoins, à cette époque, l'Angleterre n'était pas encore une grande nation exportatrice. De toute manière, ces chiffres nous révèlent l'importance de la colonie dans le processus d'accumulation du capital commercial, dans l'ensemble du système mondial[114].

L'organisation des ces unités productrices de sucre était assurée par de grandes propriétés (*plantations*). Les « *engenhos* » (moulins), nom donné à toute grande propriété productrice (terres et grandes installations pour la production du sucre), répertoriaient environ 80 à 100 esclaves. Néanmoins, nous avons eu connaissance de registres de moulins fonctionnant avec plus de mille esclaves au XVIII^{e} siècle[115]. A la base de l'organisation, les esclaves font probablement partie des éléments les plus importants ; ils travaillent dans toutes les activités vitales pour le fonctionnement de la propriété. Nous le voyons à propos de la nourriture, qui était produite par les esclaves sur les terres des moulins (manioc, haricots, bananes, etc.). La farine de manioc était aussi exportée vers l'Afrique, afin de nourrir les esclaves et l'équipage pendant la navigation des bateaux négriers, et aussi vers le Portugal où elle était utilisée dans l'alimentation des marins[116].

Dans les moulins, outre les propriétaires et les esclaves, vivaient des travailleurs salariés qui exerçaient des fonctions techniques et de contrôle. Travaillaient aussi pour les moulins les fournisseurs de bois pour la cuisine, ceux de bœufs, les pêcheurs, les

[113] Melo, 1969, p. 29.
[114] Ibid., p. 30 et 39.
[115] Prado Júnior, 2004, p. 38.
[116] Canabrava, 1967, p. 35 et 36.

préparateurs de matériaux de construction (brique et tuiles), les gardiens de troupeaux, etc. De plus, paysans et propriétaires de trente à quarante esclaves produisaient de la canne à sucre dans les moulins ou même sur leurs propres terres. Pour utiliser les moulins, ils versaient au propriétaire du moulin de la moitié à deux tiers de la valeur du sucre produit[117]. Nous constatons déjà là le peu de ramifications entraînées par l'économie exportatrice. L'un des secteurs qui s'est beaucoup développé a été l'élevage du bœuf, dont l'expansion se produit dans la province du Nord-Est et au Nord de la colonie. Cette activité utilise de la main-d'œuvre libre, et, parmi ces travailleurs, nous trouvons des indigènes et des métis. Les élevages de bœufs comptent de 200 à 20.000 têtes[118]. Cette activité fournit les noyaux de peuplement du Maranhão et de Bahia en particulier. Le crédit était abondant pour les transactions internes, surtout pour l'acquisition des instruments nécessaires à l'installation et au fonctionnement du moulin, des esclaves et à la production des articles de consommation. Les achats pouvaient être payés à terme avec la charge des intérêts, et il y eut des cas où le débiteur fut obligé de vendre ses terres pour solder sa dette auprès des marchands et des créanciers[119].

La colonie intègre le « marché » en occupant des positions de vendeur et d'acheteur, achetant des produits comme le cuivre, le fer, l'acier, les textiles, la nourriture, les bougies, les esclaves, etc. Du côté des exportations, le sucre s'est révélé lucratif pour de nombreux agents économiques, les latifundistes et les agents liés à la commercialisation, au financement, à l'expédition et à la commercialisation des esclaves. Les marchands obtenaient aussi de gros profits sur les importations, car la colonie était presque entièrement dépendante des produits étrangers manufacturés et même de nombreuses denrées alimentaires.

La structure de la colonie portugaise gardait une forme bien différente des autres colonies américaines. Selon Furtado (2001, p. 19-24), la différence fondamentale entre la structure du Brésil et les colonies anglaises consistait dans la façon dont la terre était partagée. Aux Etats-Unis, la plupart des propriétés rurales étaient petites alors qu'au Brésil prédominaient les grandes propriétés rurales dédiées à la monoculture d'exportation. Partant, le revenu était distribué de manière beaucoup plus uniforme en Amérique du Nord qu'au Brésil, et la concentration foncière brésilienne est l'une des

[117] Antonil, 1967, p. 139, 140, 141 et 222.
[118] Furtado, 2001, p. 57 et 58.
[119] Ibid.

racines de l'inégale distribution des revenus au Brésil. La distribution plus équitable dans la colonie du Nord explique le développement d'un marché interne qui se charge du développement initial d'un secteur commercial et industriel indépendant. Les limites du marché brésilien dues à la concentration de la propriété et du revenu ont maintenu longtemps dans la stagnation la structure économique coloniale brésilienne, car il n'y avait pas de dynamique interne pour impulser la croissance domestique.

Les colonies de petits propriétaires, en grande partie autosuffisantes, constituent des communautés dotées de caractéristiques complètement différentes de celles qui prédominaient dans les colonies agricoles d'exportation. Dans les premières, le degré de concentration du revenu était beaucoup plus petit et moins exposé aux brusques contractions économiques mondiales. De surcroît, la partie du revenu revenant aux capitaux étrangers était beaucoup plus faible. En conséquence, les niveaux moyens de consommation étaient élevés relativement au niveau de production, au contraire de ce qui se passait dans les colonies de grandes plantations où une partie substantielle des dépenses de consommation était concentrée entre les mains des propriétaires qui satisfaisaient leurs désirs à coup d'abondantes importations de biens de luxe.

Ces différences dans les structures économiques ont nécessairement créé des disparités de comportement parmi les groupes sociaux dominants des deux types de colonies. Dans les colonies du Nord, les groupes dirigeants avaient des intérêts commerciaux qui, fréquemment, se confrontaient aux intérêts de la métropole, en raison de la présence d'une population plutôt urbanisée, plus développée économiquement et bénéficiant d'une distribution des revenus plus égalitaire. Dans les colonies du Sud, les élites dominantes montraient une grande dépendance *vis-à-vis* du secteur externe, et la pensée dominante était alignée sur les politiques économiques de la métropole, chargée de la commercialisation de presque toute la production de la colonie et seul partenaire commercial autorisé. Ainsi, ces groupes dominants étaient subordonnés aux volontés de la métropole, étant donné que l'économie interne n'est pas suffisamment dynamique pour engendrer du revenu et une activité interne sans moteur externe. L'indépendance des groupes dominants *vis-à-vis* de la métropole est fondamentale pour le développement de la colonie, car cela suppose des institutions politiques capables de définir les vrais intérêts de la colonie et non plus seulement de refléter les besoins du centre économique dominant et des classes dominantes[120].

[120] Furtado, 2001, p. 19-24.

Selon Furtado (2001, p. 44-45), la concentration du revenu a fait naître des problèmes considérables dans la dynamique d'investissement, car 90% du revenu engendré par l'économie sucrière était entre les mains de la classe des latifundistes du sucre, et une bonne partie de ce revenu était dépensé dans l'importation de biens de consommation, voire de biens de luxe. La relation entre investissement et revenu dans une économie esclavagiste dirigée vers l'exportation est très faible, car la majorité du revenu est renvoyé à l'étranger pour acheter biens de production, esclaves et biens de consommation. L'esclavage, pour sa part, n'aide guère à la propagation de la dynamique de croissance interne, vu qu'il ne crée pas une masse de prolétaires qui va viabiliser la production locale des biens de consommation importés et ne permet pas, par là même, une monétarisation de l'économie[121].

Au début du XVII[e] siècle, les divergences entre le Portugal et les Pays-Bas déclenchent une désarticulation du système de production et de commercialisation du sucre. Les Hollandais contrôlaient presque tout le commerce maritime en Europe, et il était très difficile de commercialiser le sucre sans leur contribution. D'ailleurs, les Hollandais ne souhaitaient pas non plus renoncer à une partie substantielle du capital investi dans la production de sucre au Brésil. La lutte pour le contrôle du sucre devient l'une des raisons de la guerre initiée par les Hollandais qui va aboutir à l'occupation, par les Néerlandais, d'une grande partie de la région productrice de sucre au Nord-Est du Brésil.

Les conséquences de la rupture du système coopératif seront beaucoup plus durables que l'occupation militaire. Pendant leur séjour au Brésil, les Hollandais ont acquis la connaissance de tous les aspects techniques et organisationnels de l'industrie sucrière. L'expertise obtenue constituera la base de l'implantation et du développement d'une industrie concurrente, à grande échelle, dans la région des Caraïbes, mettant fin au monopole brésilien.

Durant le troisième quart du XVII[e] siècle, les prix du sucre vont chuter de moitié et vont rester à ce niveau relativement bas pendant le siècle suivant. La concurrence a énormément réduit la rentabilité de l'entreprise coloniale agricole portugaise. Le volume des exportations moyennes annuelles de la deuxième moitié du XVII[e] siècle n'arrive même pas à la moitié des sommets les plus hauts de 1650 et les prix sont inférieurs également de 50% à ceux de la phase précédente. Le revenu réel engendré par

[121] Furtado, 2001, p. 47-52.

la production sucrière ne correspond plus qu'au quart de celui obtenu durant la meilleure époque[122].

L'expulsion des Hollandais du Nord-Est brésilien est, probablement, l'une des raisons qui vont déterminer les transformations et l'accélération économique des Antilles. Les Hollandais ont consacré de gros efforts à la construction d'un noyau producteur de sucre en dehors du Brésil. En peu de temps, il se constitue dans les îles des groupes financiers qui contrôlent des quantités importantes de terres et possédent plusieurs moulins sucriers. Une décennie après leur expulsion des terres brésiliennes, les Hollandais pratiquent, dans les Antilles, une économie sucrière de grande envergure qui bénéficie de nouveaux équipements et d'une localisation géographique plus favorable pour l'exportation vers les marchés consommateurs.

A partir de la deuxième moitié du XVII^{e} siècle, l'évolution de la colonie portugaise est profondément marquée par la nouvelle trajectoire que le Portugal adopte progressivement. A l'époque où ils étaient liés à l'Espagne, les Portugais ont perdu leurs meilleurs entrepôts orientaux, alors même que la meilleure partie de la colonie située sur le continent américain était occupée par les Hollandais. En récupérant son indépendance, le Portugal se trouve dans une position très affaiblie, parce que la menace de l'Espagne pèse de façon permanente sur le territoire métropolitain. De plus, le petit royaume ne dispose plus de ressources pour défendre ce qui lui reste de ses colonies dans une période de croissante activité expansionniste, car il a perdu le commerce oriental et le marché du sucre. La neutralité face aux grandes puissances est impraticable. Ainsi, le Portugal comprend que, pour survivre en tant que métropole coloniale, il devra s'allier à une grande puissance, ce qui signifie nécessairement aliéner une grande partie de sa souveraineté. Les accords conclus avec l'Angleterre au XVII^{e} siècle vont structurer cette alliance qui marquera fermement la politique et l'économie du Portugal et, par conséquent, du Brésil pendant les deux siècles suivants.

Parallèlement, la désorganisation et la perte d'une partie du marché sucrier sont les causes de la décadence de la colonie dès la fin du XVII^{e} siècle. Les difficultés financières du petit royaume ibérique et de la colonie mèneront à reconsidérer la politique économique. L'idée de trouver une solution pour contrer les difficultés de la balance commerciale grâce aux produits coloniaux d'exportation n'était plus suffisante. La réduction des importations est mise en place, et une tentative de production interne

[122] Furtado, 2001, p. 17 et 18.

est encouragée ; cette politique n'engendrera pas de résultats considérables et ne pourra achever sa maturation en raison de la nouvelle étape où entre l'économie brésilienne.

Une nouvelle phase s'ouvre avec le développement de la production de l'or au Brésil à partir du XVIII[e] siècle, modifiant les intérêts de la métropole et de la colonie. De plus, l'accord commercial signé avec l'Angleterre en 1703 mettra fin au désir de développer un secteur manufacturier dans la colonie. Par ce traité, le Portugal renonce à sa production manufacturière, ce qui transfère vers l'Angleterre une forte impulsion créée par la production de l'or au Brésil. Grâce à cet accord, le Portugal conserve une position politique solide, fondamentale pour la consolidation définitive de sa colonie en Amérique.

Le début de la période minière marque de nouveaux temps de prospérité qui ne durent pas longtemps. Dans la dernière décennie du XVII[e] et au début du XVIII[e] siècle, les expéditions *paulistas* ont découvert de l'or dans la région Sud-Est de la colonie (aujourd'hui, l'Etat de *Minas Gerais*), qui deviendra la principale zone minière du pays. Les découvertes de métaux précieux ont provoqué un grand flux migratoire au Brésil. Il y a aussi une forte immigration venant du Portugal, et, en 1720, la couronne interdit les flux en provenance de la métropole. De 1700 à 1800, la population brésilienne passe de 300.000 à 3,25 millions d'habitants, la plupart concentrés dans les régions minières[123]. Néanmoins, la main d'œuvre utilisée dans l'exploitation minière restait principalement composée d'esclaves, ce qui encourageait encore plus le trafic et le commerce interne (surtout au sein de la région sucrière) et externe des esclaves.

L'extraction et la commercialisation de l'or évoluent intensément dès le début ; les exportations atteignent environ deux millions de livres sterling annuelles dans la décennie 1750, consacrant l'apogée des activités minières au Brésil[124]. Pendant les années 1741-1760, la production moyenne annuelle atteint 14,6 tonnes[125]. Mais l'or n'est pas la seule activité, la production de diamants est significative (environ 10 millions de livres sterling pendant ce siècle), et parvient à provoquer une forte chute des

[123] Furtado, 2001, p. 74. De 1707 jusqu'à 1709, le grand flux de population se dirigeant vers la région de Minas Gerais entraîne une série de conflits entre les *paulistas* (en provenance de l'Etat de São Paulo, et qui ont découvert les mines) et les immigrants du Portugal et des autres régions de la colonie. Ces conflits ont reçu le nom de « guerre des *Emboabas* ». Voire sur la guerre des emboabas : Furtado (2005) et Romeiro (2005).
[124] Furtado, 2001, p. 78.
[125] Pinto, 1984, p. 127.

prix sur le marché européen. Ce qui amène la couronne à suspendre sa production pendant quelques années à partir de 1734[126].

Le résultat de cet essor économique est une plus grande intégration du marché interne et une plus grande activité économique dans les autres régions. Les besoins de base (nourriture, biens de consommation, animaux domestiques, bêtes de trait, « esclaves », etc.) de la région des mines étaient assurés par les autres parties de la colonie. Les besoins de la région minière ont encouragé la production de bœufs et d'autres biens alimentaires dans le Sud et le Nord-Est, stimulant aussi la production de nourriture à São Paulo.

La région minière a connu une époque prospère, avec des villes relativement grandes et la formation d'une classe aisée de propriétaires de mines et de riches marchands. La métamorphose se ressent au niveau des biens de consommation commercialisés dans les villes, notamment dans les flux importants de biens manufacturés et d'articles de luxe importés d'Europe. Sur les routes commerciales des régions minières surgiront divers peuplements et la densité démographique sera très élevée. L'épuisement des mines et l'implantation de la population dans les activités agricoles, au cœur du *Minas Gerais* ainsi qu'au Nord-Est, seront à l'origine d'une réserve de force de travail importante, nécessaire à l'industrialisation du XX^{e} siècle.

Le cycle de l'or brésilien a constitué un système économique plus ou moins intégré. L'or a permis de financer une grande expansion démographique, laquelle a apporté des altérations fondamentales à la structure de la population où les esclaves constituent une minorité et la population d'origine européenne une majorité. En Angleterre, le cycle de l'or brésilien a apporté un fort stimulus au développement manufacturier, lié à sa capacité d'exporter qui a permis la concentration de réserves monétaires, lesquelles ont fait du système bancaire anglais le principal centre financier d'Europe. Au Portugal, l'économie de l'or n'a entraîné qu'une apparence de richesse, car tout était importé d'Angleterre. Le Portugal était subordonné à l'Angleterre, mais c'était pour lui la seule manière de survivre en tant que métropole et de maintenir ses colonies.

Dès le début, la production d'or a été soumise à une rigoureuse discipline. La couronne exigeait un cinquième de la production de tout l'or, ce qui engendra des conflits récurrents entre les mineurs et le fisc. Ainsi, en 1720, éclate le *Levante de Vila*

[126] Melo, 1969, p. 102.

Rica, lutte des mineurs s'opposant à l'implantation, par la Couronne, de maisons de fonderies minières. L'instauration de cette mesure visait à contrôler la production de l'or et à prélever davantage d'impôts sur celle-ci. La rébellion fut violemment réprimée et son leader pendu et décapité[127].

En 1735, la couronne établit un impôt de 100 arrobes d'or par an pour la *capitania* du Minas Gerais. Si le quota n'était pas perçu par l'administration, le chargement se faisait par la violence, la *derrama*. L'intense contrôle de la Couronne (sur la production de l'or et la circulation des personnes) menait souvent à des conflits avec la population. Dans les *derramas* des autorités, la fouille des maisons était faite avec beaucoup de brutalité, provoquant un fort mécontentement de la population. En 1788, la dernière *derrama* est suspendue à cause d'une rébellion généralisée qui était en formation[128]. Dès 1750, phase de l'apogée de la production de l'or, le contrôle et la rigidité de l'administration sont accentués dans la colonie. Des réformes institutionnelles sont mises en place, pour augmenter le monopole du commerce avec la création de deux compagnies de commerce au Nord et au Nord-Est de la colonie. De plus, la capitale de la colonie est transférée à Rio de Janeiro, région plus proche des mines. Cherchant à protéger et à élargir les frontières de la colonie, les Portugais vont construire plusieurs fortifications dans le Nord et le Sud du pays.

Les mines d'or commencent à s'épuiser dès 1780. L'augmentation des impôts et la rigueur du fisc portugais, associées aux difficultés de la Couronne vont créer une situation d'intense hostilité envers le Portugal chez les mineurs du *Minas Gerais*. En 1789, influencés par les idées de la Révolution Française et par l'indépendance des Etats-Unis (1776), un groupe de riches propriétaires de mines et d'intellectuels conspirent en faveur de la rupture avec la métropole. Cependant, la rébellion échoue et ses leaders seront déportés. Tiradentes, le seul conspirateur d'origine populaire, sera pendu et décapité. La conspiration fut nommée *Inconfidência Mineira* et symbolisa l'intensification des mouvements en faveur de l'indépendance[129].

La décadence de l'activité minière au Brésil s'est produite dans le dernier quart du XVIII^{e} siècle. A ce moment là, l'Angleterre était déjà entrée en pleine révolution industrielle et avait besoin de marchés toujours plus grands pour ses manufactures en voie de mécanisation rapide. Ainsi, l'intérêt du pays demandait l'abandon de tous les

[127] Silva et Bastos, 1988, p. 94-95.
[128] Prado Júnior, 2004, p. 59.
[129] Voir : Chiavenato (1989a).

principes protectionnistes, ce qui lui permettait d'augmenter son pouvoir de négociation. Le Traité de Methuen, qui créait une situation de privilège, sur le marché anglais, pour les vins portugais, est fortement critiqué du point de vue des nouveaux idéaux libéraux. Le problème fondamental de l'Angleterre devient l'ouverture de grands marchés européens pour ses manufactures, ce qui nécessite d'abandonner les théories mercantilistes. En effet, dans le traité de 1786 signé entre l'Angleterre et la France, l'Angleterre met pratiquement fin aux privilèges douaniers qui, dès le début du siècle, favorisaient les vins portugais sur son marché, seule contrepartie économique reçue par les Portugais pendant les cent cinquante ans de domination économique anglaise. La décadence de l'ère minière ne justifiait plus de maintenir un privilège qui constituait un obstacle à la pénétration du principal marché de l'Europe continental, la France.

La forme particulière que prend le processus d'indépendance au Brésil a eu des conséquences déterminantes pour le développement postérieur. Avec le transfert du gouvernement portugais au Brésil, grâce à la protection de l'Angleterre et à une indépendance qui ne connaît pas de discontinuité de pouvoir au sein des institutions du gouvernement, les privilèges économiques dont bénéficiaient l'Angleterre au Portugal seront automatiquement transférés vers le Brésil indépendant. En effet, même après avoir obtenu la séparation d'avec le Portugal en 1822, le Brésil a eu besoin de plusieurs décennies pour éliminer la domination que l'Angleterre maintenait sur lui en vertu d'accords internationaux. Ces accords, signés à des moments difficiles, constituaient, dans la tradition des relations luso-anglaises, le paiement en privilèges économiques d'importantes faveurs politiques. Les accords signés en 1810 comportaient la garantie, de la part de l'Angleterre, qu'aucun gouvernement imposé par Napoléon au Portugal ne serait reconnu.

De toute manière, le cycle de l'or fut profitable à l'ensemble de la nation. L'activité minière a été l'élément déclencheur d'autres activités productrices qui se développeront dans la colonie pendant le XVIII^{e} siècle. Dès le début du siècle, s'installe au Nord-Est la production du tabac qui est consommé dans la colonie et est utilisé pour l'achat des esclaves noirs en Afrique. Durant cette même période, l'élevage de bœufs a connu un robuste essor dans le Nord-Est et dans le Sud de la colonie – lié au commerce de la Rivière de la Prata. Dans le Nord et le Nord-Est, se développait la production de coton assurant la consommation intérieure sur une petite échelle. Dans la région de São Paulo et São Vicente se met en place une spécialisation dans la production de produits de subsistance grâce au travail esclave indigène. Partent de cette région plusieurs

expéditions qui ont pour but de capturer des indigènes et de chercher des métaux précieux ; les « *bandeiras* » ont un rôle important dans l'extension des frontières de la colonie qui seront reconnues durant ce siècle par l'Espagne. Ces expéditions attaquent les missions de jésuites au Sud et emprisonnent les indigènes pour les utiliser comme esclaves. Sur les routes des « *bandeiras* » se développent des agglomérations qui deviendront de grandes villes.

L'activité minière entraîne aussi l'intensification des échanges dans les régions productrices ; l'élevage de bœuf est pratiqué au Nord-Est et au Sud, et la production de nourriture à São Paulo. Ce processus est encouragé par l'implantation de diverses routes de commerce ouvertes en raison de l'expansion de l'activité minière. Le commerce inter-colonial est aussi intensifié et accueille les produits des colonies espagnoles. L'épuisement de l'activité minière réduit cet échange, mais ne le détruit pas. La production des diverses régions reprend intensément dès la fin du XVIII^{e} siècle et au début du XIX^{e}, grâce aux modifications du marché mondial. Nous pouvons souligner notamment : (i) l'essor de l'industrie textile anglaise et la guerre de sécession au Etats-Unis qui ont stimulé l'expansion de la production du coton dans l'Etat du Maranhão (Nord du Brésil). L'interruption de la production de coton aux Etats-Unis, principal fournisseur de l'Angleterre, a offert aux producteurs brésiliens une excellente occasion d'augmenter leurs profits ; (ii) la crise de la production sucrière dans les Antilles, provoquée par les révoltes d'esclaves et la Révolution française, qui a favorisé la vente du sucre à des prix plus élevés, et ; (iii) la guerre de sécession nord-américaine qui a aussi été favorable à la production nationale de riz en raison de la suspension de son exportation par les Etats-Unis. Dans le Sud, l'exportation du cuir augmente en raison de la désarticulation de la production dans la zone du Prata, marquée par les guerres d'indépendance des colonies espagnoles[130].

L'accroissement du développement économique sur l'ensemble de la colonie engendre, contre le Portugal, des rebellions et des conspirations surtout inspirées par les idées novatrices de la Révolution française. C'est le cas de la *Conjura do Rio de Janeiro* en 1794 et de la Guerre des *Alfaites* (tailleurs) dans l'Etat de Bahia en 1798. Cette dernière présente des caractéristiques populaires. Quelques intellectuels fondent une loge maçonnique, divulguent des idées d'indépendance et exhortent le peuple à la rébellion contre le Portugal. Le mouvement emportera l'adhésion des couches

[130] Furtado, 2001, p. 92.

populaires comme celle des artisans (tailleurs), esclaves, affranchis et *mulatos*. Il est découvert avant le soulèvement et la répression sera très violente. Le leader, un tailleur, attaque la ville de Salvador, mais les révoltés, sans préparation militaire, sont vaincus et plusieurs meurent durant l'assaut. Les leaders sont pendus et décapités[131].

Ces quelques perturbations sociales n'ont pas empêché ni même freiné le processus d'accumulation du capital. La colonie se développe en diversifiant sa structure productive et le commerce interne, créant les bases d'un développement postérieur et modifiant les relations sociales. La production sucrière a été mise en place au XVI^{e} siècle et s'est beaucoup développée jusqu'à la première moitié du XVII^{e} siècle. Des activités productives complémentaires prospèrent à l'ombre du secteur sucrier, notamment l'élevage de bœufs. Ce phénomène est à l'origine de la formation d'importantes villes commerciales, comme Olinda. Le Nord et le Nord-Est du pays sont enfin occupés et peuplés. Dans le Sud, le développement de l'élevage de bœufs et les incursions des « *bandeiras* » exploitant la province, élargissent les frontières et stimulent le commerce avec l'Amérique espagnole. L'activité minière dans les Etats du Mato Grosso, Goiás et Minas Gerais encourage les liens entre plusieurs régions de la colonie à travers le commerce interne.

L'accumulation du capital commercial européen, pendant la phase d'accumulation originelle et à travers le système colonial, crée les conditions de développement du capital industriel en Europe. Les contradictions deviennent plus intenses quand l'absolutisme engendre les possibilités de développement d'une bourgeoisie mercantile, et ainsi, multiplie la sphère de développement des revenus. Ce qui mine les bases de relations stratifiées, fondement du pouvoir portugais. En quelque sorte, le développement de cette même structure de transition signale sa volonté de dépasser les bases mêmes de l'absolutisme. Mais la transformation qualitative qui fonde le mode de production capitaliste signifie le dépassement de la structure de transition. L'absolutisme a articulé les éléments de l'ancien ordre social et les nouvelles formes mercantiles, stimulant l'ambition de ceux qui recherchaient l'accumulation de richesse. Dans cette période, l'Etat est l'organisateur des conditions générales de production, encourageant les nouvelles voies marchandes, l'attribution de facteurs productifs et de régime de main-d'œuvre, la création des marchés et des colonies. L'analyse du substrat mercantile de l'époque de transition implique de considérer la forme d'articulation

[131] Voir : Tavares (2001).

spécifique du capital mercantile et de la production. Il y a un caractère formellement capitaliste dans cette structure économique, plus particulièrement dans la production coloniale. Le contenu concret de cette relation implique, dans le domaine du capital dans sa forme mercantile, la subordination du travail au capital et l'accumulation primitive. La dynamique commerciale donne le rythme du développement de la manufacture et cette relation est la source de la domination du capital mercantile. Encore une fois, le capital mercantile est l'élément articulateur de l'hétérogénéité, dans la mosaïque que compose la structure économique dans son ensemble, avec diverses formes de production (l'agriculture mercantile et capitaliste, l'artisanat, la manufacture, la production coloniale) et différents modes de production (esclaves, producteurs indépendants, salariés). En réalité, cette mosaïque constitue le corps de la vie économique et naît de l'articulation du capital mercantile, dont les organismes et les modes de relations donnent un sens particulier à l'activité économique et y imprime sa dynamique.

Au fur et à mesure que le capital industriel devient prépondérant, le système colonial créé par le capital commercial de même que l'Etat absolutiste sont remis en question. En Europe, on assiste à un processus de séparation entre producteurs et moyens de production et de vie, qui amène la concentration de ces derniers entre les mains de ceux qui constituent la nouvelle classe – les capitalistes industriels. De l'artisanat émerge la manufacture, et de celle-ci, l'industrie mécanisée. Le capital industriel domine et organise le processus de production et l'accumulation du capital par la création et l'appropriation de plus-value dans la sphère de production. L'augmentation exponentielle de la production apparaît de plus en plus en désaccord avec les restrictions et les monopoles du commerce qu'imposent le capital commercial et le système colonial.

Cependant, le Portugal et l'Espagne, incapables d'entrer en concurrence avec le capitalisme industriel, essayaient à tout prix de maintenir le monopole du commerce dans leurs colonies. Le contrôle sur les relations du commerce colonial, appuyé par le système de l'exclusivité métropolitaine, constituait la base de soutien du pouvoir des Etats et le mécanisme d'accumulation primitive du capital, fondamental pour l'industrialisation. Il s'agit là de la manifestation de la dynamique propre du capital commercial, valorisé dans la sphère de la circulation par des relations d'échange inégales. Dans ce mouvement, surgissent des guerres commerciales, des disputes au sujet des colonies et le protectionnisme – tous instruments d'accumulation primitive.

Tout le monde utilise le pouvoir de l'Etat pour accélérer la métamorphose de la société capitaliste et abréger la transition vers l'industrialisation. La violence est la force motrice du développement des sociétés et engendre de nouveaux moyens d'organisation. En résumé, les monarchies et les classes bourgeoises – détentrices du processus de formation du capitalisme – constituent une mosaïque de formes de production anciennes et nouvelles dont la dynamique reproduit l'hétérogénéité. Dans cette mosaïque, le capital marchand est l'articulateur qui dépend aussi des autres structures politiques de la société. L'Etat absolutiste, base essentielle du développement du capital commercial, transforme les institutions pour stimuler au maximum le commerce. La politique mercantiliste est le principal outil du processus d'unification nationale et intègre les aspects politique et socio-économique nécessaires à l'essor commercial.

Dans la colonie, à mesure que la population s'accroît et s'enrichit, ces classes dominantes (surtout après la découverte de l'or) sont de plus en plus intéressées par les marchandises européennes. Alors que la croissance du marché européen et de la production s'amplifie grâce à la colonie, les conflits au sujet des restrictions et des monopoles s'intensifient. Pendant tout le XVIII^{e} siècle, le développement économique engendre des contradictions et des conflits entre les classes dominantes de plusieurs régions productrices, les marchands portugais et la couronne[132].

En Europe, après la révolution de 1789, la bourgeoisie française se lance dans une expansion territoriale et impose un blocage continental à l'Angleterre ; le Portugal résiste à cette politique. En 1808, face à la menace d'invasion du Portugal par les troupes de Napoléon, le prince D. João, aidé par l'Angleterre, abandonne la métropole pour s'installer dans la colonie. Il part avec un comité de 10.000 personnes, laissant la défense du Portugal à la charge de l'Angleterre. Peu après son arrivée au Brésil, D. João décrète l'ouverture des ports aux nations amies, initiant la rupture du monopole marchand portugais. La même année (1808), il révoque la permission de 1785 qui interdisait l'établissement d'industries dans la colonie. Par le traité de commerce de 1810, il fixe un tarif douanier préférentiel de 15% pour l'Angleterre et de 24% pour les autres nations. Ensuite, il établit un tarif de 16% pour les marchandises portugaises, qui, en 1816, atteignent un niveau équivalent à celui de l'Angleterre. La Couronne installée à Rio de Janeiro, centralise l'administration du royaume portugais et entreprend une

[132] Costa, 1984, p. 72.

série d'améliorations dans la ville : ports, routes, écoles, commerce, etc. Les mesures de politiques économiques adoptées par D. João au Brésil présentent un caractère contradictoire, tantôt favorisant les anglais au détriment des marchands portugais et vice versa. Apparaît une hésitation entre l'adoption du libéralisme économique, ce qui signifierait détruire les bases du pouvoir de la couronne, et le maintien tel quel du système colonial, ce qui devenait impossible dans les circonstances nouvelles[133].

Dans ces conditions, tout le monde est mécontent ; les divergences s'accroissent entre les intérêts des classes dominantes brésiliennes, ceux des marchands portugais et ceux de la couronne. Le maintien de quelques restrictions et monopoles mène au mouvement de 1817 au Pernambuco (« révolution de 1817 »). Cette rébellion est dirigée, contre la couronne portugaise, par les propriétaires des moulins, des fermes de coton et d'élevage de bœufs, ainsi que par les marchands qui réussissent à constituer un gouvernement provisoire (de courte durée) dans le Nord-Est brésilien. Comme les autres mouvements et conspirations de la fin du XVIII^{e} siècle, cette révolte est influencée par les idées libératrices françaises et anglaises. Mais au contraire de l'Europe, où les idées étaient défendues par une bourgeoisie industrielle ascendante, au Brésil, le libéralisme trouve ses limites dans le niveau de développement de la structure de production et dans l'utilisation d'esclaves. Il marque son intérêt pour la liquidation des liens coloniaux, mais ne revendique pas la modification de la forme de production ni de la structure de classe. Dans toutes les révoltes et conspirations de cette époque, les leaders manifestent une grande terreur à l'égard d'une insurrection de la population esclave et, dans la plupart des cas, défendent le maintien de l'esclavage[134].

Les difficultés de l'économie portugaise, aggravées par la concurrence anglaise au Portugal et, dans la colonie, par les mesures libérales de D. João, mènent à la révolution de Porto en 1820. Les marchands portugais cherchent à supprimer la liberté de commerce de la colonie et à regagner un monopole. Le retour de D. João VI au Portugal et les mesures de recolonisation adoptées par la Couronne accélèrent le processus d'indépendance. La Couronne ordonne le retour de D. Pedro qui restera cependant dans la colonie. De surcroît, le transfert au Portugal de plusieurs répartitions administratives qui liaient directement Lisbonne aux provinces du Brésil, et l'augmentation des tarifs douaniers pour les marchandises anglaises contrecarent les intérêts des classes dominantes brésiliennes. Lesquelles, jusque-là, proposaient

[133] Costa, 1984, p. 79.
[134] Ibid., p. 92.

seulement une indépendance administrative et cherchaient à maintenir la liberté du commerce. Pour les Anglais, les exportations vers le Brésil représentaient une partie importante de leurs ventes externes vers l'Amérique en 1812[135].

Ainsi, en janvier 1822, influencé par la demande des classes dominantes brésiliennes, D. Pedro désobéit à l'ordre qui lui est fait de rentrer au Portugal. En juin, a lieu une assemblée luso-brésilienne qui va décider si le pays doit proclamer l'indépendance ou maintenir l'union avec le Portugal. Parmi les défenseurs de l'indépendance se forment deux courants : les radicaux qui proposent des élections directes pour établir une assemblée constituante et la liberté de la presse, et ; les conservateurs qui défendent le vote indirect, groupe composé de fermiers, hauts fonctionnaires et grands marchands. Face à la menace du Portugal qui se déclare prêt à envoyer des troupes au Brésil, D. Pedro déclare l'indépendance, en septembre 1822, et instaure un empire brésilien. A la suite de l'indépendance, les conservateurs arrêtent et déportent les radicaux. Dans les provinces du Nord et du Nord-Est, s'organise une résistance qui dure plus d'un an. Pour la combattre, le nouveau gouvernement engage des soldats et bateaux britanniques[136].

Le gouvernement anglais intervient comme médiateur face au Portugal pour qu'il reconnaisse l'indépendance brésilienne. En contrepartie, le Brésil accepte de payer une indemnisation de deux millions de livres sterling, montant prêté par l'Angleterre. Le processus de rupture des liens coloniaux apparaît acceptable pour les classes dominantes brésiliennes et pour les Anglais. Le plus important est la garantie du libre commerce et l'indépendance administrative qui ne bouscule pas l'ordre interne et maintient intacts l'ordre social et la structure de production. Pour les Anglais, c'est la fin des restrictions au commerce et du contrôle portugais sur la colonie.

Il y a des questions que nous devons poser : l'indépendance a-t-elle apporté de grands changements pour la majorité de la population ? Observe-t-on une modification profonde des classes sociales et un meilleur partage de la richesse ? Pourquoi l'esclavage n'a-t-il pas pris fin ? Le rôle du Brésil sur la scène internationale a-t-il changé ? Le pays connaîtra-t-il une évolution significative de ses institutions et des structures économiques ? Quels ont été les facteurs qui ont mené à l'industrialisation ? Les prochaines pages chercheront à répondre à ces questions.

[135] Costa, 1984, p. 108.
[136] Voir : Costa (1984).

CHAPITRE 3 – L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE BRESILIENNE

CHAPITRE 3 – L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE BRESILIENNE

L'accumulation du capital brésilien est, en grande partie, le résultat des cycles de matières premières (et des activités secondaires qu'ils ont engendrées). Le sucre, l'or, le café et le caoutchouc sont chargés de donner de la dynamique à l'économie nationale, à la politique interne et externe. L'intense dépendance à l'égard des exportations de biens agricoles engendre des structures très hétérogènes dans les différentes régions du pays à chaque époque, l'épicentre économique se déplaçant avec la localisation géographique de chaque cycle. La volatilité est constante, du fait que le gouvernement n'arrive pas à organiser les besoins du pays de façon efficace face aux oscillations du marché externe de matières premières. Les intérêts des élites l'emportent sur les exigences du peuple ; la notion de nation n'existe pas de même qu'un plan fixant la manière de développer les facteurs productifs et l'ensemble de la société de manière plus égalitaire.

Nous avons déjà abordé antérieurement les premiers cycles et allons approfondir dans ce chapitre l'importance singulière qu'ont eue les cycles économiques les plus importants dans l'accumulation de capital et dans le développement socio-économique. Le café, plus que les autres matières premières, joue un rôle crucial dans le processus d'accumulation du capital et le développement de l'industrie brésilienne. Ce produit constitue, non seulement la force motrice de l'accumulation de capital pendant une longue période au Brésil, mais aussi un facteur déterminant dans la transformation des relations de travail et de la structure socio-économique du pays. La formation du marché interne et la diversification plus intense des activités économiques est en bonne partie le résultat du succès des plantations de café.

Cela ne veut pas dire que les autres cycles ont été moins importants. Par la suite, sera soulignée et élucidé le rôle des cycles les plus essentiels dans la formation de la richesse du pays et son partage entre les classes sociales. L'histoire socio-économique brésilienne nous permet d'arriver à une meilleure compréhension de la société inégalitaire contemporaine. La concentration du revenu et le manque d'opportunité des chances qui isole les classes sociales ne sont pas récents ; ces conditions ont été créées par plusieurs siècles de politiques publiques. Mais quelles ont été ces politiques et quelles classes sociales ont-elles favorisées ? Pourquoi les rébellions et les différents mouvements n'ont-ils jamais abouti à de vraies transformations structurelles des

institutions gouvernementales et à de nouvelles politiques publiques ? Le manque d'une identité nationale et la courte histoire du pays sont-ils des facteurs déterminants expliquant l'absence d'une vision de la société qui soit plus humaniste et plus égalitaire ? La politique a-t-elle épousé seulement les intérêts d'une petite bourgeoisie ?

3 Les transformations socio-économiques brésiliennes du XIX[e] siècle et du début du XX[e] siècle

Dès la fin du XVIII[e] siècle et le début du siècle suivant, une série d'événements internationaux et nationaux accélérent l'évolution de la structure politique de la colonie, et engendrent des changements dans la structure économique et sociale. Au nombre de ces épisodes figurent : (i) la guerre d'indépendance des Etats-Unis qui a eu des effets économiques directs pour les producteurs de biens tropicaux ; (ii) la Révolution Française et ses conséquences sur la structure politique et économique de ses colonies productrices d'articles tropicaux[137] ; (iii) les guerres napoléoniennes, le blocage continental et la désarticulation de l'empire espagnol en Amérique, et enfin ; (iv) le transfert du gouvernement portugais au Brésil et l'ouverture des ports en 1808.

Dans le champ économique, l'expansion qu'a connue le Brésil depuis le troisième quart du XVIII[e] siècle[138] se réduit fortement à partir de la deuxième décennie du XIX[e] siècle, créant des déséquilibres dans le compte courant et des difficultés pour le gouvernement brésilien qui ne peut plus faire face à ses obligations. Les prix des produits exportés par le pays ont subi une chute considérable sur les marchés internationaux, surtout le sucre[139]. Ce qui a créé une pression supplémentaire pour l'Etat

[137] Voir : Césaire (1981).

[138] En 1789, la colonie sucrière française de Haïti entra en crise, les esclaves s'étant rebellé et ayant détruit une partie de la structure productive, modifiant la situation sur le marché du sucre. La réduction de l'offre d'un concurrent important ouvre une nouvelle phase de prospérité au Brésil. Par ailleurs, l'intensification de la demande de coton, stimulée par l'approfondissement de la révolution industrielle anglaise, eut aussi des effets positifs pour le pays. De plus, certains produits brésiliens (agricoles et cuirs) sont fortement demandés dans les colonies espagnoles. Le Brésil bénéficiait de la hausse temporaire des prix de presque tous ces produits qui engendre une forte augmentation de son revenu d'exportation. Cependant, cette situation était fondée sur des conditions atypiques et ne pouvait pas perdurer, car la dépendance de la colonie à l'égard de ses produits agricoles tropicaux était précaire et ses revenus étaient soumis aux oscillations des prix sur les marchés mondiaux. Après cette période prospère et l'indépendance politique du Brésil, le pays rencontre de sérieuses difficultés pour conserver ses marchés et ses revenus d'exportation.

[139] Le dernier quart du XVIII[e] siècle a constitué une nouvelle étape difficile pour la colonie. Les exportations ont chuté brusquement, passant d'environ cinq millions de livres sterling en 1760 à trois millions dans les vingt-cinq dernières années du siècle. Le sucre atteindra son cours le plus bas des deux

dans un moment où surviennent d'importantes modifications politiques et économiques, qui seront analysées dans cette partie.

Il semble pertinent de poser ici les questions suivantes : est-ce que l'indépendance a changé les conditions économiques et la structure sociale au Brésil ? A qui a profité l'indépendance brésilienne ? Quels pays en ont bénéficié ? Quelles sont les modifications intervenues dans la politique externe ? Est-ce que ces changements ont été favorables au Brésil ? Est-ce que les cycles économiques ont profité à l'ensemble de la population brésilienne ? Est-ce que l'Etat a su distribuer de façon égalitaire les fruits de cycles économiques ? Quels ont été les impacts des cycles économiques sur le revenu de la population ?

Tout d'abord, la politique extérieure, en ce début de siècle, apporte une série de changements inédits dans la sphère diplomatique et dans les relations commerciales, culminant en un réalignement géopolitique du Brésil. En 1808, est décrétée l'ouverture des ports en raison du déménagement de la couronne portugaise au Brésil qui fuit les guerres sur le vieux continent, et la vie dans la colonie change forcément de manière considérable. Le transfert de la royauté au Brésil stimule la création de plusieurs activités économiques antérieurement interdites. A Bahia, D. João encourage la construction de bateaux de guerre, autorise l'organisation d'une compagnie d'assurance, la production de verre, de poudre à canon, la fabrique de pièces détachées, l'industrie des moulin à grains, etc. A Rio de Janeiro est mis en place l'Arsenal de la Marine qui organise la réparation des bateaux, utilisant des travailleurs salariés et des esclaves. Entre 1810-20, la couronne installe des industries sidérurgiques à São Paulo et dans le Minas Gerais, industries qui emploient des fours suédois, des hauts fourneaux et une force hydraulique, suivant les conseils de techniciens suédois et allemands[140].

Le pays signe les traités internationaux de 1810 avec l'Angleterre, et ces accords auront des résultats plutôt négatifs pour le gouvernement brésilien pendant presque toute la première moitié du siècle dans la mesure où ils restreignent l'autonomie dans

derniers siècles alors que la population s'élevait à plus de trois millions d'habitants. Par conséquent, le revenu par tête, selon l'estimation de Furtado (2001, p. 89), était le plus faible de toute la période coloniale.

[140] A cette époque, il y avait plusieurs petits fours sidérurgiques, notamment dans les Etats de Minas Gerais et de São Paulo. Durant les deux décennies suivantes (1820-30), quatorze établissements industriels et deux sociétés anonymes (dont une d'assurance) ont été fondés. En 1825, est installée à Recife une des plus grandes industries de textile de l'époque. Dans le Minas Gerais, quelques entreprises anglaises minières se sont aussi installées à cette période. En 1837, à Rio de Janeiro, il y avait des industries de textiles, de verres, de construction navale, de pièces hydrauliques, de papier, de carton, de fonderies de fer et de cuivre, etc (Lima, 1973, p. 153, 156, 207-209).

l'économie domestique, notamment dans la politique fiscale. Par les traités de 1810, l'Angleterre obtenait un statut de partenaire privilégié grâce à des droits de douanes préférentiels (extraordinairement bas pour ses produits). Les importations de produits européens, surtout anglais, sont fortement encouragées par le tarif préférentiel, dès 1810.

La contrainte de la politique fiscale, imposée par le privilège douanier concédé aux anglais, a créé de sérieuses difficultés financières au gouvernement brésilien. La limitation de la taxation sur les marchandises en provenance du principal pays qui exportait vers le Brésil a restreint significativement la capacité de générer des recettes fiscales pour le gouvernement. Il ne restait plus qu'à imposer un impôt sur les exportations, ce qui n'était pas viable car cela signifiait une réduction des revenus externes du pays, l'impossibilité de faire face à ses obligations et une baisse du profit du secteur exportateur, aux mains d'une des classes dominantes.

Ces événements (externes et internes) du début du XIX^{e} siècle ont mené à l'indépendance du Brésil en 1822, indépendance qui n'apportait pas de métamorphose dans les structures socio-économiques. Le Brésil se sépare définitivement du Portugal avec le soutien de l'Angleterre, mais le prix à payer pour l'indépendance est cher, car l'Angleterre consolide encore plus sa position dans le pays à travers la signature de nouveaux traités. Du point de vue militaire, l'indépendance était une opération simple, mais du côté diplomatique elle a exigé un effort considérable. Etant donné que le Portugal bénéficiait de la protection de l'Angleterre, si le Brésil déclarait l'indépendance de façon unilatérale, l'Angleterre était obligée de défendre les intérêts portugais. Mais les anglais ne voulaient pas que le Brésil reste un entrepôt profitant aux portugais, il était plus avantageux pour eux de garantir leurs privilèges auprès du nouveau gouvernement brésilien. C'est ainsi que le gouvernement anglais a pu négocier, avec un rapport de forces avantageux, l'indépendance du Brésil. Par le traité de 1827, le Brésil reconnaît à l'Angleterre le statut de puissance privilégiée, limitant par là sa propre souveraineté dans le champ économique[141].

Un autre aspect important intervient dans la transformation politique interne : la fin du pouvoir de Dom Pedro I en 1831 qui a permis l'ascension au pouvoir de la classe coloniale dominante, formée par les grandes propriétaires de terres qui produisaient des biens agricoles pour l'exportation. Les propriétaires liés à l'agriculture d'exportation

[141] Voir : Baer (2002).

étaient bien conscients du coût du monopole commercial portugais de l'époque coloniale et des bénéfices du libre échange. L'indépendance fut à l'origine de plusieurs avantages pour cette classe : la baisse du prix des biens importés, et une plus grande facilité d'approvisionnement et d'accès au crédit[142].

Néanmoins, l'indépendance du Brésil se produit dans une phase de contraction économique. Le prix du sucre, principal produit d'exportation, chute de plus de 50% entre 1813-20 en raison de la concurrence de Cuba. Le prix du coton, en hausse jusqu'à 1816, se réduit de 40% en 1821. Ce produit, de même que le riz, se trouve défavorisé par la reprise de la production aux Etats-Unis, et le cuir l'est de même par la production de la Prata. Le tabac perd son principal marché, l'Afrique, avec les limitations imposées par l'Angleterre au trafic des esclaves. Durant cette période, l'Etat brésilien, qui présente des déficits budgétaires et commerciaux, se tourne vers les anglais pour obtenir des prêts atteignant presque 7 millions de livres sterling entre 1824-1852[143].

La politique externe anglaise se disait, en théorie, favorable aux intérêts brésiliens, mais la pratique était complètement différente. Les anglais n'aidaient guère l'expansion des produits brésiliens sur les autres marchés ; au contraire, ils leur faisaient concurrence à travers leurs entrepôts situés aux Antilles. L'application unilatérale de l'idéologie libérale anglaise créa de grandes difficultés pour l'économie brésilienne quand les latifundistes commencèrent à gouverner le pays et n'a pas tardé à faire naître un fort mécontentement. Le coup final anglais est donné par l'interdiction complète de l'importation de main-d'œuvre esclave africaine, interdiction appuyée sur le principe moral et épousant, bien sûr, leurs intérêts antillais. Les anglais reprochaient à l'esclavage brésilien la baisse du prix du sucre et essayaient de tout faire pour réprimer le trafic transatlantique des esclaves. Ainsi, le mécontentement de la classe agricole brésilienne ne fit que croître, en raison de la difficulté de vente de ses produits et de l'accroissement des coûts de production. La première moitié du siècle est caractérisée par une intense tension entre l'Angleterre et le gouvernement brésilien.

La chute des prix des biens exportés par le Brésil associée à la diminution des recettes fiscales prélevées sur l'importation aboutissent à une situtation fiscale tendue. La limitation des recettes, à cette époque, compliquait la tâche du gouvernement, empêché de remplir toutes ses fonctions, ce qui était d'autant plus grave à un moment où il fallait consolider l'indépendance. C'est seulement après l'expiration de l'accord

[142] Baer, 2002, p. 37 et 38.
[143] Pinto, 1984, p. 139.

avec l'Angleterre, en 1844, que le gouvernement peut enfin augmenter ses recettes. Dès l'indépendance, le gouvernement finançait ses déficits principalement à travers l'émission de monnaie papier. Selon les données statistiques de Furtado (2001, p. 97), les émissions de monnaie papier avaient un impact sur le taux de change, dupliquant sa valeur en *mil réis* face à la livre sterling entre 1822 et 1830.

Le principal problème venait du fait que le pays dépendait de l'importation pour presque tous les produits consommés, la production locale même des biens de consommation étant très faible. De plus, la structure sociale brésilienne de cette époque n'était pas propice au développement de l'industrie nationale, étant donné qu'il n'y avait pas de marché consommateur d'importance. Les différences sociales étaient profondes, la classe sociale dominante ne cherchait qu'à produire des biens pour l'exportation et n'avait pas de vision de long terme pour le développement de la production industrielle nationale. La stratégie persistera pendant des décennies, et le pays continuera d'exporter des produits tropicaux et d'importer les produits manufacturés ; il faut rappeler aussi que le marché consommateur interne était réduit à cause de l'esclavage et de la forte concentration de revenu.

La structure économique et sociale du Brésil n'était guère favorable au développement d'un marché interne ; cela est évident quand nous comparons la base brésilienne avec celle des Etats-Unis – comme le montrent les comparaisons faites ci-dessous. Rappelons qu'il y a de fortes différences entre la colonie portugaise et la colonie anglaise d'Amérique du Nord : aux Etats-Unis la société était formée par de petits agriculteurs (qui vendaient leurs produits sur le marché national) et par un groupe de grands marchands urbains qui dominaient le pays. De surcroît, la population produisait la plus grande partie de ce qu'elle consommait, en raison des restrictions à l'importation, et dès le début, s'est formée une claire conscience de la nécessité d'encourager la production nationale. Dans plusieurs cas, la colonie interdisait l'exportation de certains produits, pour privilégier l'utilisation locale.

A la différence de la colonie anglaise d'Amérique du Nord, l'exportation était la condition fondamentale du développement du Brésil, étant donné que le pays ne pouvait importer massivement sans cela, et qu'il ne maîtrisait pas les techniques de production de base. L'industrialisation n'était viable que pour les produits qui disposaient déjà d'un marché d'une certaine ampleur, notamment les textiles qui étaient essentiels. Cependant, il était impossible de concurrencer les textiles anglais ainsi que la technologie anglaise, beaucoup plus avancée, et le peu d'artisans subsistant dans le pays

survivaient difficilement. De plus, l'impossibilité d'augmenter les taxes sur les produits anglais rendait la protection de la production locale presque impossible. La situation économique ne permettait pas une hausse des prix des biens essentiels. Enfin, les nouvelles techniques engendrées par la révolution industrielle ont rarement pénétré dans le pays, et quand elles le faisaient, c'était sous la forme de biens ou de services de consommation ne modifiant pas la structure du système productif.

Ainsi, nous pouvons conclure qu'une des raisons du retard relatif de l'économie brésilienne dans la première moitié du XIX^{e} siècle n'est autre que la stagnation de ses exportations. Toute augmentation des exportations durant cette période était stimulée par la production de café de sorte que, si l'on exclut le café, la valeur des exportations de 1850 est probablement inférieure au montant des exportations au début du siècle, car les prix des principaux produits d'exportation avaient chuté. C'est pourquoi, il est possible d'accepter l'hypothèse d'une sensible baisse du revenu par tête dans les cinquante premières années du XIX^{e} siècle[144].

L'installation d'un système administratif rudimentaire, la création d'une banque nationale et quelques autres initiatives gouvernementales ont constitué le résultat de cette longue période de difficultés qui suit l'indépendance. Le gouvernement central rencontre de sérieux problèmes pour maintenir son autorité dans toutes les régions face au manque de ressources. Les provinces du Nord rencontrent d'énormes difficultés économiques, les principaux produits d'exportation (sucre et coton) subissant une baisse brutale. Dans le Sud, la situation est identique, la crise de l'élevage du bétail et la décadence du cycle de l'or se répercutent sur l'ensemble de la population. La récession économique et la chute du revenu débouchent sur une période de rébellions armées et de conflits civils.

Le mode de financement du déficit de l'Etat (émissions de monnaie papier) et la hausse des prix relatifs des produits importés (induite par la forte dépréciation de la monnaie nationale) défavorise la majeure partie de la population. La classe des grands agriculteurs étant relativement peu affectée par les effets de la politique monétaire, car une bonne partie de ses besoins était pourvue, à l'intérieur des domaines, par la main-d'œuvre esclave, ce qui amortissait les pressions de l'inflation. Les conséquences des poussées inflationnistes étaient surtout supportées par la population urbaine des petits marchands, fonctionnaires, employés du commerce et militaires. Par conséquent,

[144] Voir : Furtado (2001).

l'inflation engendre la paupérisation de ces classes et occasionne de nombreuses révoltes. Dès cette époque, nous constatons que les politiques économiques publiques ne privilégient guère la classe des travailleurs qui constitue toujours la variable d'ajustement. Seuls comptent les intérêts de la classe dominante, quel que soit le coût social supporté par l'ensemble de la population.

Après l'indépendance, l'organisation de l'Etat brésilien demeure inchangée, ce qui provoque une succession de luttes politiques entre les classes dominantes brésiliennes et les marchands portugais dont les intérêts restaient liés à l'appareil administratif. Ces conflits vont mener à l'abdication de l'empereur, mais auparavant, D. Pedro I se plie aux intérêts des Portugais et organise la dissolution de l'assemblée constituante, essentiellement constituée par les classes dominantes qui cherchaient à limiter le pouvoir du monarque. D. Pedro I approuve donc la Constitution de 1824 qui, néanmoins, n'était pas différente du projet présenté par l'élite brésilienne, lequel excluait la participation politique de la majorité de la population. Les résultats sont désastreux et pendant une période de presque trente ans, de 1822 jusqu'à 1850, il y aura des révoltes armées dans diverses régions du pays. Plusieurs de ces mouvements vont s'appuyer sur les classes dominantes régionales et comptent sur une forte participation populaire, se présentant comme des révoltes contre les classes dominantes et le gouvernement. Nous allons donner quelques exemples et montrer quelques particularités des rébellions de la période précitée.

Déjà en 1824, les provinces du Nord-Est (Pernambuco, Paraíba, Rio Grande do Norte et Ceará), fortement affectées par la chute du prix du sucre, se rebellent contre le gouvernement central et forment la « *Confederação do Equador* ». Les classes dominantes font partie de cette manifestation car elles s'opposent à l'élévation des impôts et à la nomination des gouverneurs de la province par l'Empereur. L'élite, qui revendique plus d'autonomie par rapport au pouvoir central, proclame la « *República do Equador* ». Dans le Nord (Pará) se déroule la révolte des « *cabanos* » (population pauvre qui habite près des rivières). Ces luttes ont commencé peu après l'indépendance, moment où la population s'est rebellée contre les Portugais, restés dans la région jusqu'en 1823. Cette année là, arrivent les troupes du gouvernement impérial sous les ordres de mercenaires anglais, et l'indépendance est enfin déclarée. La poursuite de la révolte populaire contre le pouvoir des grands propriétaires de terres sera violemment réprimée, les « *cabanos* » réagissent et réussissent à expulser les troupes. Ils prennent trois fois le contrôle de la capitale de la Province, fusillant les autorités et installant leur

propre gouvernement. Le mouvement s'étend sur toute la vallée amazonienne et la défaite des « *cabanos* » se produit seulement en 1840, au prix de plus de 40 000 morts[145].

A Bahia, en 1837-38, on observe un mouvement d'intellectuels, militaires et professionnels libéraux – « *la Sabinada* » – qui prend le contrôle de la capitale de la Province, expulse le gouverneur et proclame la « *República Bahiense* ». La manifestation est écrasée et les leaders sont condamnés à mort. Entre 1838-41, se déroule la « *Balaiada* », rébellion caractérisée par une forte participation du peuple, dont l'origine est similaire à celle de la « *Cabanagem* ». Ce mouvement réunit les travailleurs de la région dans une lutte très violente contre le pouvoir public et les propriétaires des moulins. Les révoltés attaquent les grandes propriétés et distribuent les biens aux plus pauvres. Ce mouvement est neutralisé par le gouvernement en 1841, avec l'assassinat d'un grand nombre de révoltés[146].

Entre 1835-45, la guerre des « *Farrapos* » dans le Rio Grande do Sul est dirigée par les classes dominantes de la région (grands éleveurs de bœufs qui fournissaient de la viande au marché intérieur et exportaient le cuir) contre la politique du gouvernement central. Les insurgés ont proclamé la République « *Rio Grandense* » en 1836 et la République « *Juliana* » dans la province de Santa Catarina avec l'appui des hommes et des armes des républiques platines (Uruguay et Argentine). Le combat dure dix ans et se termine par des accords et les concessions du gouvernement central aux « *estancieiros* »[147].

Après que D. Pedro II eut récupéré les rênes du pouvoir grâce à l'appui des classes dominantes, éclatent encore plusieurs conflits : la « révolte des libéraux », en 1842, est déclenchée par les fermiers de São Paulo et du Minas Gerais contre la politique du gouvernement central ; la « Révolution *Praieira* » commandée par des intellectuels et professionnels libéraux influencés par les idées du socialisme utopique européen – et jouissant de la participation populaire conteste le pouvoir des grands propriétaires et la distribution inégalitaire de la richesse. De même que les autres révoltes, elle est durement réprimée par le gouvernement et les leaders sont arrêtés.

L'époque des régences vient compléter le processus de l'indépendance, les intérêts des grands propriétaires de terres et d'esclaves vont définir et donner sa forme

[145] Voir : Chiavenato (1989).
[146] Voir : Santos (1983).
[147] Voir : Hartman (2002).

au nouvel appareil d'Etat. Cette période représente une phase d'ajustement et d'adéquation de l'Etat au développement économique du pays. L'économie redémarre, soutenue par les exportations de café, et les producteurs de café se renforcent grâce au pouvoir central. Ainsi, c'est seulement dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle que l'expansion économique et la stabilité politique vont dominer et que commence à s'organiser le mouvement républicain lié aux intérêts de la bourgeoisie caféière de São Paulo.

La première moitié du XIX^{e} siècle est une période de transition durant laquelle s'est consolidée l'intégrité territoriale et renforcée l'indépendance politique. Les privilèges concédés à l'Angleterre ont fait naître de sérieuses difficultés économiques qui ont réduit la capacité d'action du pouvoir central et engendré des révoltes dues à la ségrégation territoriale. C'est dans la première moitié du siècle qu'auront lieu des évènements qui permettront de consolider définitivement le pays et qui marqueront le sens de son développement postérieur. Cependant, du point de vue de la structure économique, le Brésil de la moitié du XIX^{e} siècle n'était pas vraiment différent des trois siècles précédents.

La concentration du revenu demeurait un problème significatif et les travailleurs salariés étaient peu nombreux. Le revenu était concentré entre les mains d'un petit nombre de personnes et nous savons qu'une grande partie était dépensée pour l'acquisition de biens de consommation importés. Cette dynamique n'est guère favorable à l'accumulation du capital national et au développement du marché interne. La concentration du revenu et la main-d'œuvre esclave empêchent la formation d'une dynamique interne de développement du capitalisme. Il n'est pas possible d'avoir un vrai marché intérieur, une production de masse, dans une société où une grande partie de la population est esclave. Le revenu reste majoritairement entre les mains de la classe dominante, ce qui rend très difficile le développement des autres secteurs économiques.

Prenons l'exemple du sucre et demandons nous quel était le destin des ressources non utilisées ? Il est sûr qu'elles n'étaient pas utilisées dans la colonie, où l'activité économique non sucrière absorbait très peu de ressources. Où allaient ces énormes ressources ? L'hypothèse principale est qu'une partie considérable des capitaux obtenus dans la production sucrière revenait aux marchands. De sorte qu'une partie du revenu que nous pensons appartenir à la classe des propriétaires de moulins et des plantations de sucre appartenait aux non-résidents et restait en dehors du pays. Quelle était la possibilité d'expansion et d'évolution structurelle de ce système économique ?

Pour rentabiliser les opérations au Brésil, il fallait de grands investissements de capitaux importés dans le pays et sur une large échelle. Dans l'étape initiale, l'importation d'équipements et de main-d'œuvre spécialisée a été nécessaire pour faire démarrer le projet. La question de la main-d'œuvre était difficile à résoudre, l'utilisation du travail esclave (indigène ou africain) dans la construction des installations et dans les activités qui demandaient peu de techniques pouvait paraître une solution sur le court terme mais ne pouvait pas perdurer.

Une fois l'activité économique installée, son processus d'expansion a toujours suivi la même ligne : investissement dans l'importation d'équipements, de matériaux de construction et de main-d'œuvre. Après l'importation des équipements et de la main-d'œuvre esclave, l'étape suivante – construction et installation – se réalisait presque sans laisser de place à la formation d'un flux de revenu monétaire. Une partie de la force de travail esclave était employée à produire de la nourriture pour l'ensemble de la population, et l'autre partie se spécialisait dans les tâches agricoles et industrielles du moulin. Dans une économie industrielle, l'investissement fait croître directement le revenu de la collectivité d'un montant identique à lui-même, car l'investissement se transforme automatiquement en paiement des facteurs de production. Ainsi, l'investissement dans une construction est constitué par le paiement du matériel utilisé et la force de travail absorbée. Ces paiements sont créateurs de revenu monétaire et de pouvoir d'achat[148].

D'où les questions suivantes : quels sont les obstacles à la création d'une dynamique interne dans les économies exportatrices esclavagistes ? Pourquoi ces économies n'arrivent-elles pas à développer un marché interne pertinent ? Quelles différences relève-t-on dans la profitabilité des investissements et le partage des fruits ? Est-il possible de rompre le cycle de concentration du revenu chez les élites exportatrices ? Quels sont les principaux résultats du renouveau de la dynamique d'accumulation du capital quand la main-d'œuvre utilisée est une main-d'œuvre salariée ou esclave ? Quels en sont les effets sur le revenu monétaire de l'économie ?

Dans une économie exportatrice esclavagiste, un investissement aboutit à un résultat complètement différent de ce qu'obtient une économie capitaliste. Une partie se transforme en versements vers l'extérieur : importations d'équipements et matériels de construction, et une autre partie, relativement importante, est utilisée pour l'achat de la

[148] Furtado, 2001, p. 48.

main-d'œuvre esclave. La différence entre le coût de cette main-d'œuvre et la valeur du produit du travail de celle-ci, est égale au profit de l'entrepreneur. De cette façon, le nouvel investissement fait uniquement croître le revenu réel d'un montant correspondant à la création du profit pour l'entrepreneur. Cet accroissement de revenu n'a pas d'expression monétaire, puisqu'il n'est l'objet d'aucun paiement[149].

Selon Furtado (2001, p. 48-49), la main-d'œuvre esclave peut être comparée aux installations d'une fabrique : l'investissement que représente l'achat d'un esclave et son entretien impose certains coûts fixes. Que la fabrique ou l'esclave travaillent ou non, il y aura des dépenses d'entretien. D'ailleurs, une heure de travail esclave perdue n'est pas récupérable, comme ce serait le cas pour la machine qui aurait une vie utile dans un espace de temps déterminé. Il est naturel que, ne pouvant pas utiliser l'esclave de façon permanente dans les activités productrices directement liées à l'exportation, l'entrepreneur cherche à occuper la force de travail esclave dans d'autres tâches. Ces investissements augmentaient donc l'actif de l'entrepreneur, mais ne créaient pas de flux de revenu monétaire. Les dépenses de consommation présentaient des caractéristiques similaires. Une partie substantielle de ces dépenses était réalisée à l'extérieur, avec l'importation de biens de consommation. Une autre partie consistait en l'utilisation de la force de travail esclave pour la prestation de services personnels. Dans ce dernier cas, l'esclave représentait un bien durable de consommation. Le service qui était prêté avait comme contrepartie la dépense initiale exigée dans l'acquisition de sa propriété, comme le service prêté par une automobile est la contrepartie de son coût.

La quasi-totalité des facteurs de production appartenait à l'entrepreneur, de la même manière que le revenu engendré par les processus productifs était concentré dans sa quasi-totalité entre les mains de cet entrepreneur. Il est facile de comprendre que, si presque tout le revenu monétaire généré était fourni par la valeur des exportations, la quasi-totalité des dépenses monétaires aurait dû se refléter dans la valeur des importations. La différence entre la dépense monétaire totale et la valeur des importations traduisait le mouvement de réserve monétaire et l'entrée net de capitaux, de même que le service financier des facteurs de production des non résidents dans la colonie. Par conséquent, le revenu se partageait entre l'unité productive et l'extérieur. Tous les facteurs appartenant à un même entrepreneur, il est évident que le flux de revenu se résumait dans l'économie sucrière à de simples opérations comptables, réelles

[149] Furtado, 2001, p. 48.

ou virtuelles. Cela ne signifie pas que cette économie présente une autre nature que monétaire, car chaque facteur a un coût qui s'exprime monétairement, et ce coût se répercute sur le produit final. L'entrepreneur devait savoir comment combiner au mieux les facteurs pour réduire les coûts de production et maximiser son revenu réel. L'unité esclavagiste peut être présentée comme un cas extrême de spécialisation économique car elle est complètement dirigée vers le marché externe[150].

L'accumulation de capital à travers la plantation et la commercialisation des matières premières était la seule manière d'accélérer la dynamique capitaliste face à cette structure coloniale. Néanmoins, cette croissance se réalisait sans qu'aient lieu des modifications sensibles dans la structure du système économique et social. Les rétrocessions occasionnelles, toutefois, n'apportaient aucune transformation. Même s'il arrivait que la structure productive s'arrête, l'entrepreneur n'avait pas de grandes pertes, car les dépenses d'entretien dépendaient de l'utilisation de la force de travail esclave. D'un autre côté, la plupart des dépenses de consommation de l'entrepreneur étaient assurées par l'utilisation de cette force de travail. En fait, la croissance de l'entreprise coloniale avait tendance à être purement en extension, c'est-à-dire, sans changement structurel. Les changements intervenus dans cette croissance ne créaient pas de tensions capables d'en modifier la structure. La croissance signifiait, dans ce cas, l'occupation de nouvelles terres et l'augmentation des importations. La décadence menait à la réduction des dépenses en biens importés et au remplacement de la force de travail (importée aussi), avec diminution progressive, mais lente, de l'activité de l'entreprise[151].

Partant, il n'y avait aucune possibilité que la croissance appuyée/impulsée par le secteur externe donne lieu à un processus d'autopropulsion du développement. La concentration du revenu et l'absence d'un marché du travail salarié considérable empêchaient la formation d'un marché interne. La croissance en extension rendait possible l'occupation de grands périmètres, dans lesquels se concentrait une population relativement importante. Toutefois, le mécanisme de l'économie ne permettait pas une articulation directe entre les systèmes de production et de consommation, annulant ainsi les avantages de cette croissance démographique en tant qu'élément dynamique du développement économique. Les profits étaient le seul type de revenu (concentré sur une seule classe) qui se laissait influencer par les modifications de la productivité – soit par l'introduction de nouvelles techniques de production, soit de par leur nature

[150] Furtado, 2001, p. 50.
[151] Ibid.

purement économique (hausse des prix). S'il y avait une réduction de l'activité productive pour l'exportation, automatiquement, les propriétaires étaient affectés par une baisse de leurs revenus. Mais, en même temps, il y avait la création d'une capacité de travail oisive qui pouvait être utilisée dans le développement de la capacité productive. Si l'expansion de cette structure productive ne présentait pas d'intérêt, le potentiel d'investissement du capital disponible pouvait être canalisé pour servir à des œuvres de construction plutôt qu'au bien-être de la classe propriétaire ou à d'autres activités de caractère non reproductif.

L'économie agro-exportatrice était complètement dépendante de la demande externe. La faiblesse du marché externe engendrait une période de décadence dans la colonie, et par conséquent, une plus grande contraction du faible secteur monétaire interne. De toute façon, ce processus ne présentait pas les caractéristiques catastrophiques des graves crises économiques, en raison de la structure de revenu prédominant dans la colonie. Les profits des propriétaires correspondaient à la principale part du revenu, et il était toujours avantageux pour eux de maintenir leurs activités malgré la réduction des prix. Les coûts étaient constitués en grande partie par des dépenses fixes, et la moindre diminution dans l'utilisation de la capacité productive engendrait une perte pour le propriétaire. Il était toujours avantageux de conserver la pleine capacité[152]. Néanmoins, la réduction des prix au-dessous d'un certain niveau rendait impossible la reproduction des facteurs de production. Dans ce cas, l'unité productive perdait lentement sa capacité, mais l'unité exportatrice préservait sa structure précédente. Cette tendance est observée dans l'économie sucrière du Nord-Est du Brésil, victime des profondes crises économiques qui se sont succédées pendant trois siècles, mais qui récupérait toujours sa force quand le marché externe le permettait, sans connaître aucun changement structurel significatif[153].

[152] Furtado, 2001, p. 52.

[153] L'exemple le plus marquant se situe dans le secteur sucrier du Nord-Est du Brésil. Le début d'une forte concurrence venue des Antilles a frappé le marché du sucre dans la première moitié du XVII^{e} siècle, réduisant les prix du sucre de moitié. Malgré cela, les producteurs brésiliens ont concentré leurs efforts, de même que durant le siècle suivant, pour maintenir la production à un niveau élevé, confirmant la thèse de Furtado (2001). Le coup de grâce est donné par l'expansion de l'économie minière au centre sud du pays, zone qui a attiré la main-d'œuvre spécialisée et augmenté les prix des esclaves, réduisant encore plus la rentabilité du secteur sucrier. « *Le système est entré, en conséquence, dans une léthargie séculaire. Sa structure s'est préservée, néanmoins, intacte. En effet, grâce au surgissement de nouvelles conditions favorables au début du XIX^{e} siècle, le fonctionnement économique retrouve sa vitalité* » (Furtado, 2001, p. 53).

Il convient d'aborder alors les particularités des plus importants cycles économiques de matières premières brésiliens, ainsi que leurs effets sur les autres secteurs de l'économie et sur le marché du travail. Nous allons aussi traiter les changements structurels au sein de l'économie et de la société nationale dans les périodes de prospérité, de décadence et de transition des cycles. Chaque cycle économique a eu des caractéristiques particulières et a abouti à différents résultats non seulement économiques, mais politiques et également sociaux.

L'objectif est de démontrer que les cycles économiques traversés par le Brésil ne sont pas tous semblables, chacun ayant influencé de manière singulière sa région, la population et l'ensemble du pays. De plus, la réaction politique et les forces dominantes ont basculé, tant dans les moments d'ascension que dans la chute des cycles, agissant au mieux pour maintenir les privilèges intacts. La question sociale reste importante ; il y a des cycles qui n'ont pas provoqué une intégration du pays, tandis que d'autres ont amené l'urbanisation, plusieurs activités économiques complémentaires et un fort flux d'immigrants.

A ce stade, nous abordons encore d'autres questions : quel a été le cycle économique le plus important ? Lequel a le plus contribué à l'accumulation de capital ? Qui profitait le plus des cycles économiques, la colonie ou la métropole ? Quel cycle a été à l'origine du développement des autres secteurs de l'économie ? Lequel a permis l'intégration de l'économie nationale ? Lequel a le plus suscité l'immigration de main-d'œuvre étrangère ? Lequel a favorisé la création d'un marché du travail considérable ? Lequel a apporté le plus de changements structurels et institutionnels ?

3.1 Les cycles économiques des matières premières et les effets sur l'intégration économique et sociale

Dans cette partie, nous allons traiter des spécifités des cycles économiques et préciser comment chacun a influencé l'accumulation de capital et le développement économique. Nous avons l'intention de montrer les effets du développement des activités sur la formation économique de la nation et de ses institutions, en voyant de quelle manière chaque cycle a contribué à l'évolution de l'appareil étatique et économique du Brésil. Pour ce faire, nous analysons les principaux vecteurs de

transformation socio-économiques présents dans les cycles d'accumulation du capital national.

Premièrement, nous allons étudier les impacts du cycle du sucre sur l'ensemble de l'économie nationale. Il est pertinent de rappeler que la richesse fournie par le sucre a viabilisé économiquement la colonie, tout en apportant un profit extraordinaire à la métropole. Les époques prospères du cycle de la canne à sucre, périodes de hausse de la productivité et de la profitabilité, se sont traduites par des impacts directs et indirects dans les régions voisines. Cette prospérité a non seulement financé les ressources assurant la défense de la colonie, mais elle a intensifié l'exploration des terres.

Une de caractéristiques marquantes de l'économie sucrière est que, dans les cycles de hausse du prix du sucre, les propriétés ne produisaient que du sucre, toute autre production étant interdite. Dans ces moments, même la production de nourriture pour les esclaves dans les terres du moulin devenait anti-économique. La forte rentabilité de l'industrie sucrière, lorsque le marché était favorable, justifie cette spécialisation car l'unité sucrière exportatrice devait opérer pleinement dans son secteur – et cela couvrait toutes les dépenses et maximisait le taux de profit. Le coût-bénéfice de la production d'aliments dans la propriété était préjudiciable à l'entrepreneur, vu le prix élevé du sucre.

Ainsi, l'importance de l'économie sucrière a été capable de créer un facteur dynamique de développement dans les autres régions du pays, même s'il restait assez faible comparé à la magnitude de la propagation totale. La quasi-totalité de cette impulsion dynamique a été transmise à l'extérieur, car la structure économique domestique était très pauvre et ne comptait presque pas de revenus monétaires. L'économie externe était chargée de l'absorption de la production brésilienne et, par ailleurs, offrait presque tous les autres biens nécessaires à la colonie. Dès le début, les Portugais ont adopté une politique de répression du développement des activités locales, empêchant le surgissement de n'importe quelle production faisant concurrence à la métropole. Cette politique s'expliquait en grande partie par les intérêts des marchands portugais et hollandais qui tiraient bénéfice des transactions commerciales.

En conséquence, les impulsions du secteur sucrier restaient marginales et très limitées au Brésil. Les nourritures pouvaient être fournies en interne, par exemple la viande, lorsque le cycle du sucre a incité à l'élevage du bétail. C'est dans le secteur des biens de production que l'approvisionnement local bénéficiait d'une plus grande marge de manœuvre pour croître. Les sources d'énergie dans les moulins de canne à sucre

étaient le bois et le bétail qui, l'un comme l'autre, pouvaient être fournis localement à très bas prix. Même chose pour le matériau de construction amplement utilisé à l'époque, le bois. L'expansion de l'économie sucrière entraînait le besoin de bétail et d'aliments. La dévastation des forêts autour des propriétés rendait nécessaire l'utilisation du bétail pour transporter le bois. L'essor sucrier engendrait aussi dans les moulins des investissements qui augmentaient le nombre des esclaves, faisant croître le besoin de nourriture. Mais en raison des invasions du bétail dans les plantations de canne à sucre et des pertes générées, le gouvernement portugais a interdit l'élevage de bétail dans les propriétés sucrières et dans la zone du littoral. Cette séparation entre ces deux activités économiques a donné lieu au surgissement d'une économie dépendante dans le Nord-Est[154].

Ainsi, l'élevage de bétail était une activité économique totalement distincte de l'activité sucrière. Tout d'abord, l'élevage de bétail se faisait de façon extensive dans le vaste territoire de la colonie, les déplacements étaient constants et l'occupation permanente de terres par cette activité était rare. Les investissements hors bétails étaient insignifiants, le système étant très peu complexe. L'accumulation du capital dans cette économie induisait une expansion régulière, tant qu'il y avait des terres disponibles, indépendante des conditions de la demande. Cette activité est à l'origine de l'élargissement et de l'exploration des terres brésiliennes[155] qui a poussé les frontières nationales au-delà des traités antérieurement signés (*Traité de Tordesilhas* [156]).

Il faut prendre en compte le fait que l'élevage de bétail, malgré son fort développement, demeurait dérisoire comparé à la valeur qu'avait la production du sucre. L'activité stimulée par le complexe sucrier avait une rentabilité plutôt basse et le revenu engendré n'excédait pas 5% de la valeur de l'exportation de sucre. Le revenu de l'élevage de bétail provenait de la vente des bétails aux moulins et de l'exportation de cuir, qui s'est beaucoup développée au Sud du pays. Parmi les particularités de l'élevage de bétail, nous pouvons souligner le faible nombre de personnes impliquées dans l'activité. Les obstacles à la croissance de ce secteur étaient faibles et les investissements étaient infimes comparés aux investissements nécessaires dans le secteur du sucre. Ceux qui n'avaient pas les ressources nécessaires pour commencer un élevage pouvaient travailler dans une ferme où ils accumulaient une part du bénéficie

[154] Furtado, 2001, p. 56 et 57.
[155] Prado Júnior, 2004, p. 66-68.
[156] Voir : Carvalho (1998).

engendré par le troupeau en formation, après un certain nombre d'années. Ainsi, ils pouvaient alors commencer leur propre élevage, et c'était une activité attirante pour ceux qui n'avaient pas de capital[157].

Pendant l'étape initiale, la force de développement de l'élevage de bétail reposait sur la dynamique de l'économie sucrière, fait qui a perduré jusqu'à la baisse du prix du sucre au XVII^{e} siècle. Ensuite, l'essor de l'activité minière au centre Sud du pays au XVIII^{e} siècle a engendré un développement exceptionnel de l'élevage au Sud. L'élevage avait, en faveur de son intensification, plusieurs facilités, car la terre était abondante, les investissements de base faibles, et l'activité demandait peu de main-d'œuvre. Cependant, contrairement à l'économie sucrière, la dimension du marché de l'élevage était minuscule, malgré la non prédominance du travail esclave. Le motif de cette énorme disparité est donné par la productivité moyenne du secteur de l'élevage, beaucoup plus basse que celle du secteur sucrier, car le degré de spécialisation et de commercialisation était bien inférieur. Dans une analyse plus générale, l'élevage du bétail dans son ensemble avait comme principale activité l'entretien de sa main-d'oeuvre, car la viande était une des seules sources d'alimentation interne. L'importance relative du secteur de subsistance dans l'élevage est le facteur essentiel des transformations structurelles qui auront lieu dans l'économie du Nord-Est dans sa longue phase de décadence[158].

Les formes que prennent les deux systèmes qui caractérisent l'économie du Nord-Est brésilien (sucrière et d'élevage) dans le processus de décadence qui s'initie dans la deuxième moitié du XVII^{e} siècle, constituent des éléments fondamentaux dans la formation de ce que sera au XX^{e} siècle l'économie brésilienne. Nous avons déjà abordé le fait que, dans l'économie sucrière et dans l'élevage, les unités productives tendaient à préserver leur forme originale, soit dans la phase d'expansion, soit dans celle de contraction. D'un côté, la croissance prennait un caractère purement extensif, à travers l'incorporation de terres et de main-d'œuvre et n'impliquait pas de modifications structurelles qui se répercutaient sur les coûts de production et donc sur la productivité. D'un autre côté, l'expression réduite des coûts monétaires (la faible proportion des salariés et des achats de services – avec un revenu monétaire) expliquait que l'économie soit très résistante aux effets de court terme de la baisse des prix. Alors qu'à court

[157] Furtado, 2001, p. 57.
[158] Prado Júnior, 2004, p. 56-65.

terme, les effets d'une contraction de la demande étaient très semblables dans les deux économies (sucrière et d'élevage), à long terme les différences étaient substantielles.

Au contraire de ce qui se passait dans l'économie sucrière, l'économie d'élevage ne dépendait pas des dépenses monétaires dans le processus de remplacement du capital et d'expansion de la capacité productive. Alors que la région sucrière présentait une dépendance à l'importation de main-d'œuvre et d'équipements, nécessaire au maintien de la capacité productive, dans l'élevage de bétail, le capital se recomposait sans exiger de dépenses significatives. D'un autre côté, les conditions de travail et l'alimentation y étaient propices à la forte croissance végétative de la force de travail elle-même.

En réduisant l'effet dynamique du stimulant externe, l'économie sucrière entre dans une étape de relative prostration. Au XVIII^{e} siècle, la situation est encore plus grave en raison de l'augmentation des prix des esclaves et de l'émigration de la main-d'œuvre spécialisée vers le centre Sud, « *la ruée vers l'or* ». Pour l'élevage, l'affaiblissement de la dynamique externe avait des conséquences différentes. L'expansion du système était un procès endogène, résultat de l'augmentation végétative de la population animale. Si la demande, dans l'économie principale (sucrière), ne s'intensifiait pas à un rythme approprié, la croissance du système d'élevage se faisait à travers l'élargissement du secteur de subsistance. Cela signifie que l'importance relative du revenu diminuait, ce qui aboutissait à la réduction de la productivité économique. La réduction du revenu se répercutait sur le degré de spécialisation de l'économie et sur le système de division du travail à l'intérieur de celle-ci. Plusieurs produits qui, auparavant, pouvaient être achetés sur les marchés du littoral (et qui étaient importés) devaient dorénavant être produits au niveau interne. Cependant, cette production locale constituait une forme rudimentaire d'artisanat. Le cuir se substituait à presque toutes les matières premières, à cause de l'élévation des prix de tout ce qui n'était pas produit dans la colonie. La contraction du revenu monétaire augmentait à mesure qu'on avançait à l'intérieur du pays, en raison du coût du transport. Les éleveurs de bétail des provinces plus éloignées restaient marginalisés, et le cuir devenait leur seule source de revenu.

Durant une longue période, du dernier quart du XVII^{e} siècle au début du XIX^{e} siècle, l'économie du Nord-Est a connu un lent processus d'atrophie, dans la mesure où le revenu réel par habitant de sa population a fortement décliné. La stagnation de la production de sucre n'a pas créé de besoin d'émigration dans l'excédent de la population libre auquel donnait naissance sa croissance végétative. Comme l'industrie sucrière ne pouvait fournir une occupation adéquate à toute la population libre de la

région, une partie de cette population se dirigeait vers l'intérieur pour pratiquer l'élevage. Ainsi, quand la conjoncture de l'économie sucrière empirait, les migrations vers l'intérieur augmentaient. En face de terres abondantes, les possibilités d'élevage permettaient de recevoir de nouveaux contingents, mais l'offre de nourriture était très élastique sur le court terme. Néanmoins, au fur et à mesure que l'élevage dépendait de la rentabilité de l'économie sucrière, le transfert de la population de cette activité vers l'autre dans les étapes de dépression, intensifiait le caractère de subsistance de l'économie d'élevage.

Dans une région d'élevage de bétail, où la population se nourrit du produit même qu'elle vend, la réduction des exportations n'affecte en rien l'offre interne de nourriture et, par conséquent, la population peut continuer à s'accroître normalement même pendant une longue période de baisse des exportations. Dans le Nord-Est brésilien, comme les conditions d'alimentation étaient meilleures que dans l'économie de plus basse productivité (élevage), les étapes de dépression prolongée intensifiaient la migration du littoral vers l'intérieur, et parallèlement la croissance démographique. Ce qui explique que la population du Nord-Est ait continué à s'accroître au cours d'un siècle et demi de stagnation de la production sucrière.

L'expansion de l'économie du Nord-Est, pendant cette longue période, a constitué un processus d'involution économique : le secteur à haute productivité perdait de son importance et la productivité du secteur de l'élevage déclinait à mesure qu'il augmentait. En effet, l'expansion reflétait seulement la croissance du secteur de subsistance, où s'accumulait une partie de la population en augmentation constante. De sorte que le Nord-Est s'est transformé progressivement en une économie où une grande partie de la population produisait seulement ce qui était nécessaire pour subsister. La formation de la population du Nord-Est et son économie de subsistance précaire, élément basique du problème économique brésilien dans les époques postérieures, sont liées à ce lent processus de décadence de la grande entreprise sucrière qui, sans doute, a été, à cette époque, l'une des affaires coloniales agricoles les plus rentables.

Que pouvait attendre le Portugal de sa colonie en phase de décadence croissante, avec des coûts d'entretien en hausse ? La métropole, certainement, n'attendait pas un nouveau cycle d'agriculture tropicale similaire à celui du sucre. La concurrence des autres colonies dans ce secteur était de plus en plus forte, et ces producteurs comptaient sur le marché interne de leur métropole. Le Portugal a compris alors que pour bénéficier à nouveau de revenus exceptionnels, il fallait trouver ce que les espagnols avaient

trouvé dès le début, des métaux précieux. Le gouvernement portugais décide donc d'investir du capital dans cette nouvelle activité. Pour que cette affaire soit viable et que le capital ne soit pas gaspillé, les Portugais avaient besoin de personnes qui connaissaient bien l'intérieur du pays. En sorte que la combinaison des hommes aptes à pénétrer à l'intérieur et les apports de capital de la métropole a été décisive.

L'état de dégradation et de pauvreté qui se rencontraient dans la métropole et la colonie expliquent la rapidité extraordinaire du développement de l'activité minière dans les premières décennies du XVIII^{e} siècle. La population a migré en masse ; les grandes ressources du Nord-Est ont été déplacées, principalement sous la forme de main-d'œuvre esclave. Pour la première fois, un gros courant migratoire s'est spontanément formé, de la métropole vers le Brésil. La structure de la colonie allait subir une vraie métamorphose. Jusqu'à ce moment, la colonie se caractérisait par le commerce d'un petit nombre de grandes entreprises (moulins à sucre) qui n'attirait pas la migration. La migration vers le Brésil n'intéressait guère, et rares étaient ceux qui auraient eu les moyens de financer une entreprise aussi conséquente. En dehors de cette perspective, l'immigration devait être subventionnée, et relevait de motifs non économiques. Dans la région sucrière, les immigrants réguliers se limitaient aux artisans et aux travailleurs spécialisés qui venaient directement travailler dans les moulins. Dans les autres zones, le Nord et le Sud, l'immigration a été financée par le gouvernement portugais, qui prétendait fixer des colonies de peuplement pour des raisons politiques.

L'économie minière a ouvert un cycle migratoire européen absolument nouveau pour la colonie. Il est clair que l'économie minière brésilienne offrait des opportunités à des personnes aux ressources limitées, car les exploitations d'or ne se trouvaient pas dans les mines, mais au fond des rivières. Il n'y a pas de données précises sur le flux migratoire au Brésil au XVIII^{e} siècle ; néanmoins, on sait que le Portugal a pris des mesures concrètes pour le limiter. Dans la première moitié du XVIII^{e} siècle, la métropole connaissait une stagnation économique et, en raison probablement du cycle de l'or et du déclin économique, le flux migratoire a atteint de grandes proportions. On remarque que la population d'origine européenne a décuplé au cours de ce siècle. De surcroît, il est intéressant de souligner que le financement de ce transfert de population a été, en grande partie, fait par les immigrants eux-mêmes, qui liquidaient le peu qu'ils avaient dans l'illusion de faire fortune rapidement[159].

[159] Furtado, 2001, p. 74 et 75.

La structure générale de l'activité minière est totalement différente de celle de l'économie sucrière, malgré l'utilisation du travail esclave, car ces esclaves ne constitueront à aucun moment la majorité de la population. De plus, l'organisation du travail permettait que l'esclave ait une plus grande initiative et circule dans un milieu social plus complexe. Si on compare les relations de travail entre l'économie sucrière et l'économie minière, les distinctions sont encore plus accentuées. Dans le cas sucrier, en dehors de la minuscule classe des propriétaires de moulins à sucre, aucun homme libre ne pouvait avoir une véritable possibilité d'ascension sociale. Dans l'activité minière, les opportunités étaient beaucoup plus grandes pour les hommes libres, et s'ils disposaient de fonds, ils pouvaient organiser une exploitation sur une grande échelle. D'ailleurs, le capital immobilisé par unité de production ou par unité esclave était considérablement inférieur à celui d'un moulin à sucre. Si les ressources initiales étaient petites, l'entrepreneur pouvait réduire son investissement au plus bas niveau de la division du travail, c'est-à-dire, à un seul esclave. Par ailleurs, si ses ressources ne lui permettaient plus de financer son propre entretien durant une période limitée, il pouvait travailler lui-même comme « *faiscador* »[160]. S'il avait de la chance, en peu de temps, il accédait à la position d'entrepreneur[161].

L'essence de l'entreprise minière ne rendait pas possible une liaison à la terre semblable à celle des zones sucrières. Etant donné que la vie de l'exploitation était incertaine, le montant de capital fixe était réduit. En outre, la haute rentabilité induisait la concentration de toutes les ressources disponibles dans ce secteur. La combinaison de certains aspects (l'incertitude, la mobilité de l'entreprise, la forte rentabilité et la spécialisation) définit la trajectoire de l'organisation de l'économie minière. Pendant la phase initiale, l'excessive concentration des ressources dans le travail lié à l'activité minière provoquait de grandes difficultés d'approvisionnement. Ce que permet de constater la faim qui accompagnait toujours la richesse dans la région de l'or. L'élévation des prix du bétail (et des autres animaux de transport) et des aliments a constitué un mécanisme de propagation de la prospérité de l'économie minière vers les régions voisines.

L'élevage de bétail rencontrait au Sud du pays un habitat extrêmement favorable à son développement, malgré sa faible rentabilité, et l'activité subsistait grâce aux

[160] La *faiscação* était une exploitation de petite extraction représentée par le travail d'un homme libre avec peu de ressources. Dans le monde de l'exploitation minière, le *faiscador* est considéré comme un nomade qui pouvait travailler seul ou avec d'autres travailleurs (Furtado, 2001, p. 74 et 75).
[161] Furtado, 2001, p. 74 et 75.

exportations de cuir. Le surgissement de l'économie minière engendra une révolution dans le secteur. Le bétail du Sud, dont les prix se situaient toujours à un niveau plus bas que dans le Nord-Est, s'est valorisé rapidement et a atteint des prix exceptionnellement hauts. Le bétail du Nord-Est s'est déplacé, en partie, cherchant des prix plus attirants dans la région minière. Ce mouvement vers la région minière a fait monter les prix des animaux vendus aux moulins à sucre, ce qui a suscité un vif mécontentement et des tentatives d'interdiction de la part des propriétaires de moulins.

La localisation géographique de l'économie minière, loin du littoral et dans une région de montagnes, demandait un système de transport complexe. Le troupeau de bétail était partie intégrante de l'infrastructure et était très important pour le système économique de l'époque. La quasi inexistence d'approvisionnement local en terme de nourriture et la grande distance que devaient parcourir toutes les marchandises sur un terrain accidenté pour arriver aux lieux de travail, contribuait à ce que le réseau de transport joue un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'économie, créant un grand marché des animaux de charge.

En comparant la demande de bétail dans l'activité sucrière et dans l'activité minière, nous constatons dans l'économie minière un marché de plus grande dimension. Les bénéfices de cette intense demande du secteur minier se diffusaient dans toute la région d'élevage du Sud, et étaient substantiellement plus grands qu'au Nord-Est. La région du Rio Grande do Sul a développé un élevage de grande échelle, ce qui a constitué la principale source de revenu de la région. Ainsi, l'économie minière a permis l'articulation de différentes régions voisines à travers les effets indirects de son essor[162].

Contrairement au cas du Nord-Est, où l'économie d'élevage dépendait de l'activité sucrière, dans le sud, le secteur de l'élevage était préexistant à l'activité minière. Dans le Rio Grande do Sul et le Mato Grosso, il y avait déjà une économie d'élevage rudimentaire qui exportait du cuir. Ces endroits avaient tendance à se transformer en zones de subsistance, sans intégrations significatives de synergie économique. L'ascension de l'économie minière a ouvert un nouveau cycle de développement, augmentant la rentabilité de l'élevage et conduisant à l'utilisation plus large de la terre et des troupeaux. L'élevage de bétail a acquis une synergie et a rendu les régions interdépendantes – il y avait des régions d'élevage, de distribution, et

[162] Sur l'intégration du Rio Grande do Sul voir : Prado Júnior, 2004, p. 94-100.

d'autres qui constituaient les principaux marchés consommateurs. Il est faux de supposer que l'élevage a uni ces régions, car l'union s'est centrée sur la demande de bétails du centre économique dynamique, l'économie minière. Il est important de mettre en évidence la force de l'économie de l'or dans l'articulation et l'augmentation de la productivité qui a permis l'intégration des différentes zones situées dans l'axe central de la richesse. Les impacts se feront, évidemment, ressentir dans les flux monétaires de l'économie domestique.

L'économie minière était située dans une vaste région, actuellement l'Etat de Minas Gerais et, partiellement, dans l'Etat de Mato Grosso et de Goiás. Dans quelques régions, la production a rapidement augmenté et baissé, provoquant de grands flux et reflux de population, alors que, dans d'autres, ce phénomène a été moins vif, rendant alors possible un développement démographique plus régulier et la fixation définitive de centres importants de population. L'exploitation de l'or a augmenté durant toute la première moitié du siècle et a atteint son apogée en 1760, année où elle atteignait 2,5 millions de livres sterling. Cependant, le déclin a été rapide dans le troisième quart du siècle ; dès 1780, elle n'atteignait plus qu'un million de livres sterling. Selon Furtado (2001, p. 79), bien que la moyenne du revenu de l'économie minière soit plus faible que dans l'économie sucrière, son marché présentait des potentialités beaucoup plus grandes. Ses dimensions absolues étaient supérieures parce que les importations représentaient une proportion mineure de la dépense totale. Le revenu était beaucoup moins concentré et la main-d'œuvre libre beaucoup plus abondante. Inévitablement, la composition de la demande était plus diversifiée, les biens de consommation occupaient une place plus significative et la demande des objets de luxe s'est trouvée réduite en raison de la distance qui séparait la région minière des ports (coûts de transport élevés). D'ailleurs, en dépit de la dispersion sur un vaste territoire, la majorité de la population était réunie dans des groupements urbains ou semi urbains. Ces circonstances rendaient l'économie minière plus propice au développement des activités orientées vers le marché interne.

Toutefois, la croissance du marché interne de la manufacture n'a pas été significative dans la région, ce qui est difficilement compréhensible. Ces conditions devaient stimuler, dans les centres urbains, un développement suffisant des activités manufacturières inférieures, qui pouvaient s'accroître dans une période où les importations étaient difficiles. Parmi les facteurs qui expliquent cette situation, nous relevons la répression du développement qui se rencontrait au sein de la politique

portugaise dans la colonie, laquelle interdisait toute forme d'activité manufacturière. Il faut rappeler que le développement manufacturier avait été presque nul durant toutes les étapes antérieures de prospérité et de décadence de l'économie minière. De toute manière, la cause la plus probable était l'incapacité technique des immigrants d'initier des activités manufacturières.

Le faible développement manufacturier du Portugal à la fin du XVII[e] siècle résulte d'une politique d'importation active de main-d'œuvre spécialisée à un moment où le pays avait peu de moyens pour importer (à cause du déclin du cycle du sucre). Le traité de Methuen signé en 1703 avec l'Angleterre a rendu non viable le développement de l'industrie manufacturière portugaise et a eu des conséquences notables pour le Portugal et le Brésil. Si le Brésil avait reçu des immigrants dotés de quelque expérience dans le secteur manufacturier, le plus probable aurait été que la production du secteur s'organise et se développe, mais cela n'a pas eu lieu. Il est évident que les immigrants arrivant au Brésil ne possédaient pas ces connaissances. Ce qui était indispensable pour que le Brésil rencontre un quelconque développement de sa manufacture à cette époque c'était que la métropole, elle-même, possédât un minimum de techniques dans ce secteur. Par ailleurs, l'or brésilien est en grande partie responsable du retard économique de la métropole durant ce siècle. Le cycle de l'or a engendré des conditions endogènes favorables au secteur manufacturier dans la colonie, alors qu'au Portugal le flux de richesses provenant du Brésil a détruit toute chance de développement de l'industrie. L'or de la colonie a apporté une abondance de ressources qui permettait au Portugal d'importer des biens sans se préoccuper de sa politique de développement interne de l'industrie[163].

[163] Voir : Cardoso, Monteiro et Costa (2003). L'accord de Methuen est un point de référence important dans l'analyse du développement économique du Portugal et du Brésil. Ce traité a été établi dans une période de fortes difficultés économiques pour le Portugal, marquée par le déclin du cycle du sucre. Le prolongement de cette trajectoire de décadence a réduit constamment la capacité d'importation des Portugais, créant le besoin de produire au niveau interne ce qu'ils ne pouvaient plus importer en quantités suffisantes. Ainsi, à partir de 1684, se développe sur deux décennies l'installation d'une industrie manufacturière. Ce qui supprime presque complètement l'importation de textiles. Cette politique correspondait à l'esprit de l'époque, étant donné que, six ans avant, l'Angleterre avait interdit le commerce avec la France pour éviter la concurrence de ses produits au Portugal. Néanmoins, il est probable que cette politique domestique a provoqué l'opposition de puissants groupes, particulièrement des producteurs et exportateurs de vin – groupe dominant du pays. Dès lors, l'opportunisme anglais va jouer un rôle essentiel en entrepenant d'étouffer cette politique de développement industriel interne. Les anglais se sont alliés à cette classe et ont articulé la fin de la politique protectionniste portugaise. Or, le Portugal avait besoin de devises pour absorber les produits anglais. La question a été résolue avec l'accord de 1703, qui concédait au vin portugais sur le marché anglais la réduction d'un tiers de l'impôt payé par les vins français. En revanche, le Portugal supprima son embargo sur les importations de textiles anglais.

Les barrières mises à la naissance de l'industrie brésilienne ne seront dépassées qu'avec l'approfondissement et l'essor d'un nouveau cycle économique des matières premières tropicales, celui du café. Ce cycle a créé les conditions de développement de l'industrie nationale et a transformé les structures socio-économiques. Mais avant de traiter le cycle du café, nous allons faire une brève analyse du cycle du caoutchouc, de son influence sur l'occupation du Nord et de ses effets sur l'intégration du pays. Ce cycle a donné lieu à une forte migration interne vers le Nord, plus précisément la région de l'Amazonie, et à l'occupation d'une région très peu peuplée à l'époque.

L'étude du cycle du caoutchouc est pertinente et aide à comprendre les migrations internes de travailleurs et l'occupation de la région Nord. Ce cycle a declenché un processus de déplacement de la population interne, du Nord-Est vers la région de l'Amazonie. Dès le début, l'économie de l'Amazonie dépendait des ressources naturelles extraites de la forêt et sa population était très réduite. Les jésuites avaient organisé un système d'extraction de ces ressources par les indigènes, mais la production était très restreinte en raison d'une production réduite et sans économie d'échelle. Le développement de la région était resté limité jusqu'au cycle du caoutchouc, qui a été incité aussi par des facteurs externes. L'intensification de l'industrialisation demandait plus de caoutchouc et les prix du produit commencent l'escalade – signe clair que le caoutchouc est devenu une matière première de plus en plus utilisée dans la chaîne productive de l'industrie, expliquant l'inélasticité de l'offre sur le court terme. Etant donné que le produit était extrait des arbres en Amazonie, l'augmentation de la production se heurtait à des barrières sur le court terme[164].

Premièrement, le principal obstacle à l'expansion considérable de la production de caoutchouc était le manque de main-d'œuvre dans la région, point résolu par une grande vague de migration interne vers la région de l'Amazonie. Pour expliquer d'où viennent ces flux internes de population, il faut en revenir aux siècles précédents et à la structure économique du pays, où se trouve la racine de ce phénomène de migration. Comme nous l'avons abordé antérieurement, la décadence de l'économie sucrière oblige une partie de la population du littoral à migrer vers l'intérieur du pays pour se consacrer à d'autres activités (l'élevage de bétail et l'agriculture de subsistance). De plus, la quantité et la qualité des terres a permis de fournir des aliments suffisants, en dépit de techniques de cultures rudimentaires, pour que le taux de croissance

[164] Voir aussi sur la Colonisation de la Vallée Amazonienne et la récolte forestière : Prado Júnior, 2004, p. 69-78.

démographique agricole atteigne des niveaux élevés[165]. Ainsi, pendant cette période, s'est produite une accumulation de main-d'œuvre considérable dans le secteur de subsistance qui a pu être transférée au nouveau cycle économique.

Il faut souligner que les dirigeants des Etats de l'Amazonie ont organisé et subventionné les coûts de transport de l'émigration, étant donné qu'ils avaient intérêt à favoriser ces flux de travailleurs qui contribuaient à stimuler les activités économiques. Le grand courant migratoire a résolu le problème de l'insuffisance de l'offre de main-d'œuvre et a eu pour effet une vigoureuse expansion de la production de caoutchouc. Le moteur de cet essor est uniquement l'apport de main-d'œuvre, étant donné que les techniques de production n'ont pas été modifiées. Les registres d'exportation du caoutchouc montrent la forte croissance des volumes exportés : 460 tonnes annuelles en moyenne dans la décennie de 1840, 1.900 tonnes dans la décennie suivante et 3.700 tonnes dans les années 1870. Malgré les limites du développement des exportations de caoutchouc brésilien, celles-ci augmentent d'une moyenne de 11 mille tonnes dans les années 1880, 21 mille en 1890 pour atteindre 35 mille dans la première décennie du XX^{e} siècle[166].

La vitesse à laquelle augmentait la demande (et le prix) de caoutchouc dans les pays industrialisés exigeait une réponse rapide ; mais la solution est à la racine de la décadence du cycle au Brésil. Cette énorme hausse des prix montre une offre inadaptée, ce qui pousse les consommateurs à trouver au plus vite une alternative. L'évolution de l'économie mondiale de caoutchouc se divise alors en deux phases : (i) la première est caractérisée par l'urgence d'accroître l'offre du produit au plus vite car les prix vont croissant quand l'économie du caoutchouc se développe entièrement dans la région amazonienne, et ; (ii) l'autre étape est déterminée par une production organisée, permettant que l'offre présente l'élasticité nécessaire pour répondre à la rapide expansion de la demande globale, du fait que la production est organisée (et délocalisée) en Ásie[167]. Cette dernière phase a déterminé la chute des prix et la décandence de ce cycle économique au Brésil.

[165] Selon la théorie de Furtado (2001), cet immense déplacement de population nous sert de preuve, et indique qu'il y avait déjà à cette époque une réserve considérable de main-d'œuvre. Ainsi, nous pouvons supposer que s'il n'avait pas été possible de résoudre le problème de main-d'œuvre des plantations de café grâce aux immigrants européens, une autre solution aurait fini par être trouvée. Apparemment, les flux de travailleurs européens vers la région caféière ont rendu l'excédent de population du Nord-Est disponible pour l'extension de l'économie du caoutchouc.

[166] Furtado, 2001, p. 130 et 131.

[167] La solution fut envisagée sur le long terme face aux difficultés que posaient l'exploitation et le développement du caoutchouc en Amazonie. Les arbres, d'où était extrait le caoutchouc, étaient

Néanmoins, ce cycle a apporté des richesses considérables à la région Nord et a transformé la structure économique et sociale de l'Amazonie. De plus, le flux migratoire a été un des plus importants dans le Brésil du XIX^{e} siècle, et est à l'origine de l'intégration d'une région encore isolée et de l'essor économique du caoutchouc. Il y a eu, dans le pays, deux mouvements migratoires significatifs, celui des Européens (pour le cycle du café, sur lequel nous reviendrons ensuite) et celui des habitants du Nord-Est du pays allant vers le Nord (pour exploiter le caoutchouc) ; ils sont marqués par des distinctions et des particularités socio-économiques. L'immigrant européen arrivait, toutes dépenses payées, dans les plantations de café, bénéficiait d'une maison, d'une petite parcelle de terre pour cultiver les denrées de base, et ses dépenses essentielles étaient couvertes jusqu'à la première récolte. A la fin de l'année, il cherchait déjà une autre exploitation de café en mesure de lui offrir plus d'avantages. En Amazonie, les immigrants du Nord-Est brésilien connaissent des conditions de vie très différentes. Le travailleur s'endettait dès son arrivée ; il avait à supporter tous les frais d'installation et à acquérir ses outils de travail. Surtout, il n'avait pas de terre pour cultiver ses propres denrées, ce qui le rendait vulnérable face aux coûts de plus en plus lourds du budget familial. La nourriture était une source de spéculation, et le commerce dans ce secteur se trouvait entre les mains d'un petit nombre. Ces conditions condamnaient ces travailleurs et ces familles à un régime de semi-servitude. Les grandes distances et l'isolement limitaient les possibilités de s'insérer dans d'autres activités économiques ou de rechercher un poste mieux rémunéré. Ces différences, parmi d'autres facteurs, peuvent être considérées comme responsables du retard économique et de l'énorme dette sociale qui reste à combler dans cette région, ce qui sera traité au cours de l'étude.

Dans la partie suivante, nous nous attachons au cycle du café et à ses conséquences dans la structure économique du Brésil. Nous allons vérifier que, dans le cas du café, on peut imputer aussi au manque de main-d'œuvre une restriction dans l'expansion de la culture de cette matière première. Cependant, la solution trouvée par le gouvernement et les capitalistes du secteur du café est différente puisqu'elle s'appuie sur l'importation des travailleurs du continent européen. Ce qui a eu des conséquences très importantes dans la structure socio-économique brésilienne du XIX^{e} et XX^{e} siècle. L'expansion caféière est à la base d'une vraie métamorphose structurelle au Brésil, étant

facilement adaptables dans des endroits possédant des conditions climatiques similaires. Ainsi, la production de caoutchouc pouvait être développée dans d'autres endroits disposant d'un stock adéquat de travailleurs et de ressources pour financer sa longue période de maturation.

donné que le cycle du café a bouleversé non seulement la structure économique, mais aussi la structure sociale. On doit au café la création d'une classe de travailleurs salariés importante, d'un véritable marché consommateur interne et un flux d'immigrants étrangers jamais vu au pays. Ces immigrants sont cruciaux pour le développement économique brésilien ; ils sont arrivés avec une nouvelle manière de penser, ils étaient politisés et apportaient des techniques de production encore inconnues au pays.

Le café a été le plus important produit d'exportation brésilien, et s'est comporté comme un élément déclencheur vital pour l'accumulation de capital et le développement du capitalisme brésilien. Nous allons donc aborder le cycle du café et ses conséquences pour le développement socio-économique brésilien du XIX^{e} siècle et d'une bonne partie du siècle suivant – car le café a un rôle très important dans l'économie brésilienne jusqu'à la décennie 1940.

3.1.1 Le café et le bouleversement des structures socio-économiques du XIX^{e} et XX^{e} siècle

Dans les premières décennies du XIX^{e} siècle, l'économie brésilienne se trouve dans un moment critique, avec la chute des prix des principales matières premières d'exportation. Or, c'est dans cette conjoncture complexe que surgit un produit agricole capable de déclencher un nouveau cycle de prospérité, le café. Le café a pu réactiver l'économie et transformer complètement les structures et les institutions nationales. Dès la première moitié du XIX^{e} siècle, le café devient le principal produit d'exportation et maintient une progression croissante tout au long du siècle[168]. Ce nouveau processus d'accumulation consolide un noyau de stabilité autour de la capitale du pays, et forme un centre de résistance aux révoltes de désagrégation qui éclatent dans le Nord et le Sud. Le café constitue aussi la base de soutien de l'hégémonie et du renforcement d'une bourgeoisie dans le Sud-Est du pays, laquelle, très vite, prend le contrôle du pouvoir pour devenir le point de départ de la proclamation de la république.

La culture caféière a été introduite au Brésil au début du XVIII^{e} siècle, et a d'abord été entreprise surtout pour la consommation locale. Le produit a joui d'une

[168] Dans la décennie 1820, le café représentait 19% des exportations. En 1891, la participation du café dans les exportations atteignait 63% (Baer, 2002, p. 38).

grande importance commerciale à la fin de ce siècle, lors de la hausse des prix occasionnée par la désorganisation de la production de la colonie française de Haïti (grand producteur mondial de café). Dès la première décennie qui a suivi l'indépendance brésilienne (1822), le café représentait une part croissante de la valeur des exportations et contribuait à accroître les revenus commerciaux à une époque où la baisse des prix des autres produits agricoles tropicaux était forte. Toutefois, le véritable essor caféier et ses effets multiplicateurs sur l'ensemble économique n'ont lieu qu'à la deuxième moitié du XIX^{e} siècle.

Après la transformation du café en produit d'exportation, le développement des plantations s'est concentré dans les régions montagneuses aux alentours de la capitale (Rio de Janeiro à l'époque) du pays[169]. Autour de cette région, des conditions idéales pour l'expansion de la production étaient réunies : (i) les latifundia ; (ii) une relative abondance de main-d'œuvre, conséquence de la désagrégation de l'économie minière, et ; (ii) la proximité du port, très pratique pour le transport, le bétail. De fait, il existait déjà dans la région de grandes propriétés, des esclaves, des routes de commerce, des animaux de trait, des ports, etc. Toutes conditions qui ont rendu possible le développement de la culture caféière, malgré les difficultés économiques et politiques de cette même période. Et l'on peut dire que la première phase d'expansion de l'économie caféière s'est effectuée en employant des ressources préexistantes et sous-utilisées[170]. A partir de la dernière décennie du XVIII^{e} siècle, l'élévation des prix motive le développement de la production en Amérique et en Asie. Cette expansion a été suivie par une période de baisse des prix qui s'est poursuivie sur les années trente et quarante. Cependant, la baisse des prix n'a pas découragé les producteurs brésiliens, qui trouvaient dans le café un moyen d'employer les ressources productives semi-oisives engendrées par la décadence minière. En effet, la quantité exportée a été multipliée après l'indépendance, si bien que les prix moyens ont été réduits durant cette période.

Dans un premier temps, l'entreprise caféière ressemble à l'entreprise sucrière de par l'utilisation intensive de main-d'œuvre esclave. Néanmoins, le degré de capitalisation est beaucoup plus faible. Bien que le capital soit immobilisé (le café est une culture permanente), les besoins monétaires de remplacement sont beaucoup plus faibles. L'organisation, reposant sur le travail esclave, rendait ces coûts encore plus bas,

[169] Au delà des conditions favorables en terme de terrain et de climat, l'existence de zones occupées antérieurement par de grandes plantations de canne à sucre, qui employaient de nombreux esclaves a favorisé l'accroissement de la culture du café dans la région de la capitale.
[170] Lima, 1973, p. 116.

mais seule une forte hausse du prix de la main-d'œuvre pouvait interrompre la croissance dans un contexte où prévalait l'abondance de terres. De sorte que le nombre considérable de la main-d'œuvre esclave, sous-employée après la décadence du secteur minier et sucrier[171], a rendu possible un essor de ce secteur, et ce, malgré la trajectoire peu favorable des prix.

La phase de formation de l'économie caféière engendre une nouvelle classe d'entrepreneurs qui jouera un rôle fondamental dans le développement du pays, dans une étape subséquente. La classe des caféiculteurs a amplifié et développé ses activités bien au-delà des simples plantations de café, car ces entrepreneurs ont élargi leurs entreprises économiques au commerce, au transport, aux services financiers, etc[172]. En conséquence, nous posons les questions suivantes : en quoi la nouvelle classe caféière était-elle différente des classes dominantes des anciens cycles économiques ? Savait-elle défendre ses intérêts ? Avait-elle une plus grande conscience de ses besoins ?

Quand nous analysons le processus de formation de la classe dirigeante liée aux économies sucrières et caféières, se dessinent des différences très nettes. A l'époque de la formation de la classe sucrière, les activités commerciales étaient des monopoles portugais et hollandais, et les étapes productives et commerciales étaient complètement isolées. Les décisions les plus importantes étaient prises par les marchands. L'isolement limitait le développement d'une conscience plus claire de leurs intérêts propres chez les producteurs eux-mêmes qui perdaient leur vraie fonction économique au profit d'une routine mécanique[173].

Dans l'économie caféière, dès le début, une élite s'est formée, celle des entrepreneurs ayant une expérience commerciale qui assuraient une étroite liaison entre la production et le commerce. La nouvelle classe dirigeante a surmonté une série de défis pour atteindre ses objectifs : (i) l'acquisition de terres ; (ii) le recrutement de la main-d'œuvre ; (iii) l'organisation et la direction de la production ; (iv) le transport interne ; (v) la commercialisation dans les ports ; (vi) les contacts officiels, et ; (vii) l'interférence dans la vie politique financière et économique. La proximité de la zone productrice de la capitale représentait un grand avantage politique pour les dirigeants

[171] Dans le troisième quart du siècle, les prix du café réaugmentent alors que ceux du sucre se maintiennent à de faibles niveaux, générant une pression en faveur de la délocalisation de la main-d'œuvre du Nord vers le Sud du pays.
[172] Prado Júnior, 2004, p. 167.
[173] La séparation d'avec le Portugal n'a pas apporté de transformations considérables, la phase productive restant isolée de la commercialisation, ce qui explique la facilité avec laquelle les anglais ont dominé les activités commerciales du Nord-Est sucrier après le vide laissé par les Portugais.

caféiers : c'est ainsi qu'ils ont toujours réussi à utiliser leurs liens avec le gouvernement pour instaurer des instruments d'action économique. De plus, c'est la nette perception de leurs propres intérêts qui les différencie des autres groupes dominants antérieurs et la manière dont ils ont employé l'Etat pour aboutir à leurs objectifs. La classe caféière a contrôlé le gouvernement pour atteindre des objectifs bien définis et maximiser sa rentabilité.

Les conditions créées par l'expansion du café et par le développement du capitalisme industriel en Europe impliquent des modifications dans la structure socio-économique du pays. Les caféiculteurs réinvestissent leurs profits pour développer leurs plantations ainsi que d'autres activités économiques, et, dans la société, le travail salarié gagne de plus en plus de place. Toute la structure liée à la production, la commercialisation, les services bancaires et les autres relations économiques s'est vue multipliée plusieurs fois avec l'essor caféier. Dans tous les changements abordés, une question apparaît de loin comme l'une de plus importantes pour cette nouvelle phase économique : la main-d'œuvre salariée. L'intensification de l'accumulation du capital, liée à la production du café, la commercialisation et la main-d'œuvre salariée déterminent le développement rapide du capitalisme et la création des conditions nécessaires à la naissance de l'industrie au Brésil.

Ainsi, l'ingéniosité de la classe des caféiculteurs a amené une expansion rapide de cette culture dans plusieurs Etats du Sud-Est brésilien[174]. Les plantations situées à proximité de la capitale s'étendent sur tout le littoral et dans la vallée de la Paraíba, atteignant les Etats de Minas Gerais et São Paulo. La production caféière de Rio de Janeiro est dépassée progressivement par celle de São Paulo. Dans l'Ouest de São Paulo, les plantations atteignent rapidement de nouvelles terres, utilisant de nouvelles techniques et du travail salarié[175]. Les terres qui étaient occupées par la canne à sucre et par l'agriculture de subsistance sont, dès lors, dominées par le café, ce qui engendre une multiplication des grandes propriétés atteignant 100 000 à 1 million de caféiers

[174] Dans un premier moment, la culture du café est basée sur de grandes propriétés et le travail des esclaves, une condition qui prévaut au Brésil, à cette époque. Les esclaves consacraient la plupart du temps aux produits destinés au marché externe, mais ils produisaient aussi, dans les plantations de café, de la nourriture pour leur propre consommation. Ils plantaient des haricots noirs, maïs, manioc, entre autres, pour la consommation du propriétaire, des travailleurs salariés et des esclaves. Le café exigeait peu des soins et sa croissance se faisait de manière extensive avec l'occupation de nouvelles terres et un plus grand nombre d'esclaves.

[175] La production caféière de São Paulo représentait 16% de la production nationale de café en 1870 ; elle passe à 20% en 1880 et à 40% en 1888 (Lima, 1973, p. 230).

chacune[176]. En 1827, le café est déjà le deuxième produit d'exportation, alors que le sucre est encore le premier. Entre 1821-30 et 1841-50, la quantité de café exporté est multipliée par cinq[177] et dans la décennie 1840, la production brésilienne représente déjà 40% de la production mondiale du produit[178]. Cependant, il faut se poser encore des questions précises : d'où vient la demande pour le café ? Comment ce produit est-il devenu un important produit d'exportation ? Pourquoi dans cette période précise ? Qui sont les principaux importateurs du café brésilien ?

L'expansion de la plantation caféière au Brésil est directement liée au développement du capitalisme industriel en Europe et au surgissement de conditions internes favorables. En Europe, le processus d'accumulation du capital a conduit à l'évolution de la production mécanisée et des moyens de transports, accompagnée par l'intense procès de formation du prolétariat et l'accroissement du marché interne. Le café, d'abord boisson de luxe, devient un produit de consommation populaire en Europe à partir de la deuxième moitié du XVII^{e} siècle, avec le développement de sa production dans les Antilles pendant le XVIII^{e} siècle[179]. De surcroît, le café apparaît comme un stimulant intellectuel pendant la Révolution Française, et sa consommation se consolide sur une large échelle dans les noyaux urbains européens. La demande, pour ce produit, augmente à un rythme très élevé au cours du XIX^{e} siècle[180].

Cependant, la continuité de l'essor du secteur caféier dépendait du dépassement d'un obstable qui bloquait l'amplification de la production, le manque de main-d'œuvre. L'intense expansion des plantations provoque une pénurie de main-d'œuvre, accentuée par les traités signés avec l'Angleterre de 1810 à 1830, en vue d'éliminer le trafic d'esclaves. Les intérêts des marchands d'esclaves et des planteurs de café seront représentés par l'Etat brésilien qui empêche l'application des accords. Les problèmes liés à la traite négrière provoquent une situation de conflit entre le Brésil et l'Angleterre à cette époque. Sous la pression de l'Angleterre, la traite négrière sera abolie officiellement en 1838, mais, dans la pratique, elle se maintiendra jusqu'en 1850 grâce au soutien de l'Etat brésilien[181]. Dès 1850, la pression anglaise se fait chaque fois plus

[176] Carone, 1970, p. 27. Dean, 1971, p. 12.
[177] Furtado, 2001, p. 114.
[178] Pinto, 1984, p. 135 et 139.
[179] Braudel, 1970, p. 280.
[180] Taunay, 1939, p. 16 et 27.
[181] Environ un million d'esclaves noirs ont été amenés au Brésil entre 1816-51. Les importations d'esclaves représentaient à peu près 20 000 personnes par an, mais après 1846, ce nombre atteint 50 000. En 1845, l'Angleterre commence à arraisonner les bateaux du trafic négrier et jugent les personnes dans les tribunaux anglais. Le monopole du trafic et les difficultés de sa réalisation sont à l'origine d'une

forte et s'accompagne même d'une menace de guerre, ce qui mène à une brusque réduction du trafic négrier[182]. L'extinction du trafic d'esclaves, dès 1850, engendre des difficultés et entrave le développement des plantations de café. Ce qui conduit le gouvernement brésilien à chercher des solutions pour surmonter le manque de main-d'œuvre et assurer la continuation de l'expansion caféière.

Dans la première moitié du XIX[e] siècle, le marché du travail brésilien restait largement composé d'esclaves africains et la main-d'œuvre salariée était réduite[183]. La croissance de la demande d'esclaves, dans le Sud du pays, pour les plantations de café intensifie le trafic national d'esclaves au détriment des régions en décadence, créant une situation de carence de main-d'œuvre. Les caféiculteurs achètent des esclaves aux autres provinces du pays ; néanmoins, leur nombre reste insuffisant et ne peut répondre au développement des plantations, si bien que le manque de main-d'œuvre ne cesse de croître. De surcroît, il n'était plus possible d'importer la quantité d'esclaves nécessaires à la croissance de l'économie en raison de l'élimination du commerce de la seule source de main-d'œuvre (les esclaves africains) ; ce qui engendre une sérieuse difficulté pour l'activité économique qui demande une solution urgente. Il s'avérait désormais nécessaire, pour assurer la continuation du développement du pays, de résoudre le problème posé par l'inélasticité de l'offre de main-d'œuvre, car le trafic négrier n'était plus une source viable.

Pour bien comprendre la question, il faut prendre en compte les caractéristiques de l'économie brésilienne et analyser sa croissance. La croissance brésilienne reposait surtout sur une forte utilisation du facteur de production le plus abondant, la terre, utilisation permise par l'incorporation de plus en plus de main-d'œuvre. Le débat économique porte alors essentiellement sur l'offre de main-d'œuvre : la main-d'œuvre nationale employée dans le secteur des biens de subsistance est-elle en mesure de répondre aux besoins de l'expansion économique ?

Tout d'abord, il convient de souligner que la main-d'œuvre employée dans le secteur de subsistance était dispersée du Nord au Sud du pays et qu'il n'était pas très facile de « ramasser » ces travailleurs dans tous les coins éloignés pour les amener dans

augmentation considérable des prix des esclaves. Dans la décennie 1820, à Rio de Janeiro, l'esclave noir coûtait 200 *mil-réis*, soit l'équivalent de 200 arrobas de café. Dans la décennie 1840, le prix qui avait déjà été multiplié par trois (630 *mil-réis*) fut doublé pendant cette décennie, atteignant 1.350 *mil-réis* (Lima, 1973, p. 202 et 236).

[182] A cette époque, la population brésilienne atteignait 7 millions d'habitants, dont 2 millions d'esclaves noirs (Furtado, 2001, p. 109).

[183] A l'époque de l'indépendance (1822), la population brésilienne était estimée à 3,9 millions d'habitants, dont 1,2 millions d'esclaves africains (Baer, 2002, p. 37).

la région productrice de café. L'économie de subsistance était si dispersée démographiquement sur tout le territoire brésilien qu'il était très complexe et particulièrement coûteux de recruter cette main-d'œuvre. A cette époque, le pays ne jouissait pas d'un réseau de transport et les déplacements sur de grandes distances étaient très difficiles, vu la taille continentale du Brésil. De plus, cette opération ne pouvait se faire qu'avec la coopération des propriétaires terriens de tout le pays, consensus peu viable, étant donné la diversité des intérêts. Une série d'enjeux politiques, économiques et sociaux ne pouvait être que difficilement prise en compte. D'ailleurs, il convient d'ajouter que la productivité de ces travailleurs était très basse et que leur pouvoir d'adaptation était limité en raison des techniques qu'ils utilisaient dans leurs activités productrices. Les dirigeants du café s'accordaient tous sur le fait que la main-d'œuvre libre du pays n'était pas adaptée au système des grandes plantations.

Dès lors, l'Etat brésilien et la classe des caféiculteurs devaient trouver une autre solution au manque de main-d'œuvre, le recrutement interne n'étant pas viable. L'une des solutions à la rareté de la main-d'œuvre consistait à encourager les flux migratoires en provenance du vieux continent, mais il fallait que quelqu'un paie ces migrations, ce qui constituait un sérieux problème. La politique de colonisation du gouvernement, jusqu'à ce moment, n'avait en rien contribué à résoudre la question de la main-d'œuvre des plantations, car elle cherchait seulement à répondre à la question de l'occupation territoriale pour des raisons politiques. Face à l'urgence de la situation et à la pression de la classe des caféiculteurs, l'Etat a donc pris en charge ce problème et le modèle brésilien d'immigration a été basé sur le secteur public.

Selon un premier modèle, l'Etat subventionnait l'opération de financement de tous les coûts pour recruter et amener les immigrants européens au pays pendant que les caféiculteurs récoltaient tous les profits. L'immigrant signait un contrat qui l'obligeait à ne pas abandonner la propriété où était produit le café sans payer sa dette dans sa totalité. L'immigrant assumait beaucoup de risques dans ce modèle, car il était le plus faible dans la négociation, ce qui le condamnait à un régime de servitude temporaire, sans limite de temps prédéterminée. Les abus perpétrés contre ces travailleurs sont évidents, surtout dans les conditions d'isolement où se trouvait le travailleur européen vu que tout le pouvoir se trouvait entre les mains du propriétaire de la plantation.

La transition qui conduit du travail esclave au travail salarié est lente et troublée. Pour assurer cette évolution, plusieurs décisions sont prises pour résoudre la question de la main-d'œuvre. Nous pouvons prendre comme exemple le système de partenariat

adopté par quelques fermiers : chaque famille de travailleurs devait cultiver un certain nombre de caféiers, soigner la récolte et la culture de denrées de base. Le produit des récoltes était partagé entre le fermier et le travailleur[184]. Cependant, les conditions de travail et son paiement opprimaient les travailleurs. Le traitement et les conditions de travail étaient similaires à ceux des esclaves, et l'argent perçu par les travailleurs dans le système de partenariat n'était pas suffisant pour payer les dettes dues aux fermiers. En 1857, une révolte de travailleurs européens éclate dans la ferme du Sénateur Vergueiro, pionnier dans l'importation de main-d'œuvre européenne. Cette révolte eut une forte répercussion en Europe, à travers la presse, et conduisit le gouvernement allemand à interdire l'immigration de ses ressortissants vers le Brésil[185].

A partir de 1860, l'accélération de l'accumulation du capital aggrave le manque de main-d'œuvre. De plus, au Nord-Est, l'essor des plantations de coton empêche le transfert des esclaves vers le Sud. La pression est telle qu'elle exige des mesures radicales, dont le changement du système de paiement du travailleur. Initialement, le revenu du travailleur n'était pas sûr, il subissait la moitié du risque assumé par le grand propriétaire terrien. La perte de la récolte pouvait signifier la misère pour ce travailleur qui avait une situation financière très fragile et ne pouvait pas se priver de ce revenu. Dès la décennie 1860, fut introduit un système de paiement qui mélangeait un revenu fixe et un revenu variable : le fixe se composait d'un salaire monétaire annuel pour que le travailleur prenne soin d'un nombre déterminé de pieds de café, alors que le variable était reversé lors de la récolte, en fonction du volume récolté. Le gouvernement se chargeait des coûts de transport, et les caféiculteurs devaient assurer les coûts du travailleur pendant sa première année d'activité, et lui proposer des terres où il pourrait planter des denrées de subsistance pour sa famille. De cette manière, l'immigrant voyait ses dépenses de transport et d'installation payées, ce qui lui donnait une plus grande confiance et le déterminait à immigrer[186].

Malgré ces avantages, il faut prendre également en considération les conditions externes favorables de l'offre de main-d'œuvre, dont notamment le processus d'unification en Italie et les conditions de vie en Europe. L'unification de l'Italie et

[184] Holanda, 1951, p. 16.
[185] Voir : Davatz (1951).
[186] Le développement du capitalisme à l'échelle mondiale engendre un marché du travail international, rendant possible la mobilité d'un pays à l'autre. Le travailleur européen vient participer au développement du capitalisme au Brésil. L'emploi croissant de travail salarié finit par miner les bases de l'esclavage. Ce dernier est aboli officiellement en 1888, mais demeure déguisé sous la forme de travail salarié. L'intense flux d'immigrants à la fin du XIX^{e} siècle a un rôle très important pour le marché du travail brésilien, autant pour les plantations de café que pour les industries (Costa, 1971, p. 178. Cano, 1998, p. 35).

l'expulsion des travailleurs agricoles, liée aux expropriations des « *contadini* » par le fisc, provoquent une vaste immigration d'italiens vers le Brésil, les Etats-Unis et l'Argentine. Le nombre d'immigrants arrivés au Brésil a été multiplié par plus de quatre entre les décennies 1860 et 1880, passant de 106 000 à 454 000. Dans le dernier quart du siècle, sur les 803 000 immigrants du Brésil, 577 000 étaient italiens[187].

Tableau 1. Flux d'immigrants au Brésil et dans l'Etat de São Paulo

Année	Brésil	São Paulo
1850-59	108 045	6 310
1860-69	106 187	1 681
1870-79	203 961	11 730
1880-89	453 788	183 349

Source : Lima, 1973, p. 241.

L'accroissement du manque de main-d'œuvre est une conséquence de l'amélioration des prix du café qui pousse à la hausse de la production.

Tableau 2. Prix moyen du café (1850-1890)

Année	Livre sterling/sac de 60 kg
1851-60	1,89
1861-70	2,36
1871-80	3,11
1881-90	2,54

Source : Lima, 1973, p. 229.

La formation du flux migratoire rendait possible l'expansion de la production caféière ; c'était aussi un grand pas vers le travail salarié, étant donné que l'immigrant européen était rémunéré. L'élargissement de la base des travailleurs salariés s'est révélé très positif pour l'économie domestique et a donné une impulsion à la production nationale qui a entraîné une plus grande urbanisation et la création d'un vrai marché de consommateurs dans le pays. Le café était devenu une force motrice agissant derrière tous les changements structurels intervenus dans l'économie nationale.

L'énorme influx des travailleurs libres dans l'économie a fait basculer les structures internes séculaires, comme l'esclavage. Il est fondamental de comprendre la singularité de la question de l'esclavage dans la société nationale. L'esclavage au Brésil constituait la base d'un système de société établi de manière séculaire, caractérisé dans le champ économique par une grande stabilité structurelle, car l'abolition de l'esclavage

[187] Lima, 1973, p. 241. Voir aussi : Furtado, 2001, p. 128.

était un élément d'insécurité pour les personnes libres de la société. Prévalait l'idée illusoire que l'esclave était une source de richesses, et que l'abolition de l'esclavage engendrerait une paupérisation du secteur de la population à qui était redevable la création de la richesse du pays. Le débat sur le sujet montrait des pensées très distinctes. Les uns faisaient des calculs très alarmistes, affirmant qu'une énorme partie de la richesse privée allait disparaître avec l'abolition de esclavage, tandis que d'autres étaient d'un avis complètement différent. Pour une partie de l'opinion, l'abolition de l'esclavage apporterait la libération des capitaux immobilisés dans la force de travail, l'entrepreneur n'aurait plus besoin d'immobiliser son capital dans l'entretien d'esclaves et pourrait investir ses capitaux dans d'autres activités[188].

L'abolition de la main-d'œuvre esclave a eu des effets différents dans l'économie selon les régions. Durant toute la première partie du XX^{e} siècle, la grande masse des descendants de l'ancienne population esclave continue de vivre dans un système limité de « nécessités », et joue un rôle secondaire dans les transformations économiques du pays. L'abolition du travail esclave n'a pratiquement pas modifié la structure économique de la production et a peu impacté la distribution du revenu dans un premier temps. Plus globalement, nous pouvons examiner ce mouvement en adoptant une optique beaucoup plus politique qu'économique. Le pays avait éliminé l'un des piliers du système social colonial qui empêchait le développement de l'économie nationale. Le marché du travail était primordial pour le développement de la production domestique, qui ne pouvait exister sans un marché consommateur national.

Il semble pertinent de souligner que la fin du commerce international des esclaves libère les gros montants de capital qui étaient employés dans ce secteur, et que ces ressources sont utilisées dans la culture du café et les secteurs liés à cette activité[189].

[188] Selon Furtado (2001, p. 137), l'abolition de l'esclavage, de même que la réforme agraire, n'engendrait ni une extermination ni une création de richesse, mais une redistribution de la richesse dans la société. L'aspect fondamental de cette étude repose sur les conséquences économiques de cet acte de distribution de la richesse entre les moyens de production et le revenu. L'abolition de l'esclavage ou la réforme agraire auraient forcément modifié l'organisation et le degré d'utilisation des moyens de production.

[189] L'extinction du trafic négrier a transféré environ 16 000 *contos de réis* vers d'autres activités économiques, notamment les banques et les industries. Ce chiffre était considérable à l'époque, étant donné que la valeur totale de la production brésilienne était de 50 000 *contos de réis*. Une banque d'un capital de 10 000 *contos de réis* fut fondée par le Vicomte de Mauá avec des capitaux provenant principalement du trafic. Le Vicomte de Mauá apparaît comme étant l'un des principaux entrepreneurs de cette époque. A partir de 1845, il établit un chantier naval à Ponta da Areia avec un capital de 1.250 contos de réis et environ mille travailleurs. D'ailleurs, il investit dans plusieurs autres affaires : la navigation au Sud et en Amazonie, la construction du chemin de fer brésilien, la mise en place d'un câble sous-marin Brésil-Europe, le commerce, les banques (agences à Londres et Montevideo), l'éclairage à Rio de Janeiro, l'approvisionnement en eau, les bougies, etc. (Lima, 1973, p. 238 et 239. Pinto, 1984, p. 137 et 138).

L'ensemble de l'économie bénéficie d'investissements importants dans toutes les activités internes. Le réseau de transport reçoit d'importants investissements, surtout dans les chemins de fer, pour qu'il assure le transport du café jusqu'aux villes portuaires. Les entrepreneurs placent aussi du capital dans l'achat de machines et de nouvelles techniques, et il est intéressant de souligner que le manque de main-d'œuvre a une importance considérable pour la mécanisation[190]. Les techniques de culture du café étaient rudimentaires, mais, dès 1870 sont introduites des techniques plus modernes ainsi que des machines qui vont améliorer la productivité, surtout à l'Ouest de São Paulo[191].

Le développement du commerce et des transports connaît un essor sans précédent dans l'Etat de São Paulo. Dans le cas de Rio de Janeiro, le port et le commerce s'étaient déjà bien développés en raison des cycles de matières premières précédents. Pendant le XIX^{e} siècle, Rio de Janeiro devient le principal centre commercial du fait de sa transformation en siège du gouvernement, pendant l'essor caféier, ainsi qu'en raison du commerce interne entre les diverses régions. Rio de Janeiro et ensuite, surtout, São Paulo, sont les Etats qui vont favoriser l'accumulation du capital dans les activités liées au café. Le développement des secteurs encore peu développés et ses effets multiplicateurs sur l'ensemble de l'économie nationale contribuent à galvaniser le secteur industriel après 1850.

La commercialisation du café stimule une série de secteurs, liés au commerce, à la conservation, à l'emballage, à la préparation des produits d'exportation, etc. Les opérations de vente de café sont effectuées par des représentants brésiliens établis dans les villes qui servent d'intermédiaires entre les fermiers et les exportateurs. Le représentant exerce une fonction décisive, prêtant de l'argent au fermier et recevant les récoltes qui sont ensuite vendues. Il existe aussi des responsables de la manipulation des différentes sortes et qualités de café orientées vers l'exportation.

Dans la phase d'expansion de la production de café, les intérêts des caféiculteurs et des marchands s'unifient pour assurer le financement de la production, l'instauration des chemins de fer et l'amélioration des ports. Ils participent aussi à la fondation des banques et des industries. A partir de la décennie 1850, sont introduits les premiers chemins de fer à Rio de Janeiro, financés par le capital anglais à travers les emprunts du gouvernement, ainsi que par le capital privé. A São Paulo, dès 1860, commence la

[190] Taunay, 1939, p. 16 et 27. Rios, 1973, p. 3. Matos, 1974, p. 97.
[191] Canabrava, 1971, p. 97.

construction du São Paulo *Railway*, assurée par le capital anglais et la garantie d'intérêts du gouvernement. Peu après, surgissent de nouveaux chemins de fer dans l'Ouest de São Paulo, déjà financés par les caféiculteurs. Dans l'Ouest de São Paulo l'extension des chemins de fer se produit simultanément à l'essor du café, l'un stimulant l'autre. Les chemins de fer constituent une nouvelle sphère d'investissement pour les planteurs, et rendent viable la poursuite de l'agrandissement des plantations[192]. L'infrastructure connaît alors un vif développement avec l'essor de l'économie caféière et des activités qui y sont liées.

Tableau 3. Expansion des chemins de fer au Brésil (1854-1929)

Année	**Région caféière (km)** Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais et Espírito Santo	**Brésil (km)**
1854	14,5	14,5
1859	77,9	109,4
1864	163,2	411,3
1869	450,4	713,1
1874	1.053,1	1.357,3
1879	2.395,9	2.895,7
1884	3.830,1	6.324,6
1889	5.590,3	9.076,1
1894	7.676,6	12.474,3
1899	8.713,9	13.980,6
1904	10.212,0	16.023,9
1906	11.281,3	17.340,4
1910	-	21.466,6
1915	-	26.646,6
1920	-	28.556,2
1925	-	32.000,3
1929	18.326,1	32.000,3

Source : Silva, 1995, p. 52.

Le capital étranger est vital pour l'expansion de l'infrastructure brésilienne. En Europe, dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, se déroule le processus de formation du capital financier et des monopoles et débute une phase d'exportation de capitaux. Il y a alors une exportation de capitaux européens vers le Brésil sous la forme d'emprunts publics et d'installation de firmes étrangères. Jusqu'en 1860, les prêts externes étaient destinés au financement des déficits budgétaires et de la balance des paiements. A partir de là, avec l'augmentation de la production de café et des soldes positifs obtenus dans la balance de paiements, ces emprunts sont consacrés à la construction des chemins de fer, l'implantation des services publics, etc.

[192] Canabrava, 1971, p. 117.

Tableau 4. Investissements britanniques en Amérique latine et au Brésil (millions de livres sterlings)

Année	Amérique latine	Brésil
1825	24,6	4,0
1840	30,8	6,9
1865	80,9	20,3
1875	174,6	30,9
1885	246,6	47,6
1895	552,5	93,0
1905	688,3	122,9
1913	1.177,5	254,8

Source : Stone, 1971, p. 496. Silva, 1995, p. 30.

Dans la période 1858-1889, le Brésil s'est vu attribuer des prêts d'une valeur d'environ 60 millions de livres sterling, utilisés par l'Etat pour développer l'infrastructure nécessaire dans le pays. Quelques chemins de fer ont été mis en place directement par le capital anglais – avec la garantie des intérêts par le gouvernement brésilien – et d'autres sont instaurés par l'Etat, avec des prêts extérieurs ou par les planteurs de café avec leur propre capital. A partir de 1860, on assiste à une croissance rapide des investissements britanniques en Amérique latine, notamment au Brésil. Dans la période 1860-89, le fonctionnement de 137 entreprises étrangères est autorisé au Brésil, dont 111 entreprises anglaises, centrées sur les activités minières, les chemins de fer, les banques, les assurances, les services publics et les usines de production[193].

Tableau 5. Entreprises étrangères au Brésil (1860-1889)

Années	Entreprises étrangères
1860-69	27
1870-79	26
1880-89	84
Total 1860-89	**137**

Source : Lima, 1973, p. 248 et 249.

L'établissement de conditions favorables à l'industrie se réalise petit à petit, appuyée par l'intensification du cycle du café et de l'accumulation du capital. A partir de la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, le développement de l'industrie au Brésil est lié au développement européen, qui se trouve dans une phase où le capitalisme industriel atteint une étape supérieure. Cette période est caractérisée par le processus de formation du capital financier et des monopoles, ce qui permet de commencer la phase d'exportation des capitaux. A ce sujet, Lénine affirme :

[193] Lima, 1973, p. 248 et 249.

« Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit : i) 1860-1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels ; cependant, ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIX^e siècle et crise 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme » (Lénine, 1996, p. 20).

D'ailleurs : *« Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux »* (Ibid., p. 71).

Dans ces conditions, l'industrialisation brésilienne est vraiment différente de ce qu'a été le procès industriel européen. On ne peut voir l'industrialisation brésilienne comme totalement subordonnée ou promue exclusivement par le capital étranger, de même qu'on ne peut pas ignorer l'importance de ce dernier dans l'industrialisation. Le développement du Brésil, dès le début, est fortement lié à la croissance du capitalisme européen. L'expansion commerciale européenne a, dès le XV^e siècle, mené à l'exploitation des colonies et au développement d'une structure interne au pays. L'exploitation coloniale a accéléré l'accumulation du capital en Europe, et cette accumulation a rendu possible le développement du capitalisme industriel. Le développement du capital industriel en Europe – avec le surgissement de la grande industrie mécanisée – entraîne alors l'élargissement du marché mondial qui devient la force motrice de l'expansion caféière au Brésil. L'expansion du café, rendue possible par le développement précédent de la colonie, amène des modifications fondamentales dans la structure socio-économique. Ces circonstances rendent possible une accumulation du capital plus rapide au Brésil. Le développement interne de la structure productive et des relations de production au Brésil, ainsi que le développement du capitalisme en Europe créent les conditions nécessaires au développement de l'industrie brésilienne.

Au-delà des entraves constituées par les relations de production esclavagistes, le capitalisme brésilien a pu se développer graduellement. La révolution bourgeoise au Brésil n'a pourtant pas eu lieu. Lors du développement du capitalisme national, les facteurs internes aussi bien qu'externes ont joué un rôle majeur, et les conséquences

liées à l'introduction du capital étranger dans l'économie dépendaient surtout des structures sociales. Dans l'économie brésilienne, malgré des tendances aux déséquilibres, le résultat a enclanché le développement. Ainsi, l'articulation entre le capital national et le capital étranger a permis l'installation d'un secteur industriel, grâce au capital public et privé national.

L'expansion des exportations, surtout du café, a stimulé la diversification des activités économiques internes et la modernisation de l'économie. Dans un premier temps, les effets multiplicateurs de l'expansion des exportations sur le revenu interne ont augmenté la taille du marché intérieur ainsi que la demande de biens de consommation, matières premières, machines, équipements et matériel de transport – biens qui étaient en partie produits par l'industrie nationale. Par ailleurs, les investissements dans l'infrastructure permettaient de promouvoir le développement du réseau de transports, et notamment la construction de chemins de fer de même que l'équipement des ports, entraînant ainsi une plus grande intégration du marché intérieur. Enfin, en raison de la monétisation de l'économie, l'expansion de l'économie exportatrice a promu le développement d'une économie de marché, stimulant le surgissement d'un système bancaire, et favorisant également le développement du commerce externe et interne. Et surtout, le progrès de l'économie exportatrice a provoqué des changements sociaux importants. L'augmentation de la demande de main-d'œuvre a accéléré le processus de transition de l'économie esclavagiste vers une économie basée sur le travail salarié, créant ainsi un marché du travail croissant et contribuant à la formation d'une économie de marché. L'accumulation de capital a aussi eu des effets sur la classe des entrepreneurs dans la mesure où elle incitait ces derniers à trouver de nouvelles activités sur le marché intérieur pour réaliser leurs investissements.

Dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle a lieu la grande expansion de la production de café, le Brésil devient le plus grand producteur mondial.

Tableau 6. Production de café au Brésil (1821-1900)

Années	Production (en millions de sacs)
1821-1830	0,3
1831-1840	1,0
1841-1850	1,7
1851-1860	2,6
1861-1870	2,9
1871-1880	3,6
1881-1890	5,3
1891-1900	7,2

Source : Silva, 1995, p. 43.

Au-delà du marché européen, les Etats-Unis apparaissent comme de grands importateurs, concentrant environ 50% des exportations brésiliennes en 1850. Entre 1850 et 1870, le prix du café augmente de plus de 65%, mais cela ne dure pas, les prix déclinent dans la décennie suivante[194]. L'exportation brésilienne de café a été multipliée par neuf entre 1820 et 1850, et a doublé entre cette décennie et 1880. Entre 1850-59, la production brésilienne de café assure déjà 52% de la production mondiale, et en 1900-04, cette part atteint 75%[195].

Tableau 7. Exportations de café au Brésil

Année	Milliers de sacs de 60 kg/année
1821-30	3.178
1831-40	10.430
1841-50	18.367
1851-60	27.339
1861-70	29.103
1871-80	32.509
1881-90	51.631

Source : Prado Júnior, 2004, p. 160.

Le nouvel essor de l'accumulation du capital brésilien est distinct de l'accumulation antérieure, car il repose sur l'expansion du travail salarié. Contrairement à l'ancien système économique de subsistance qui se maintenait et était presque stable dans les périodes de croissance et de récession, le système fondé sur l'augmentation du nombre de salariés est très cyclique et oscille brusquement. Dans l'ensemble, la nouvelle économie caféière basée sur le travail salarié présentait certaines similarités

[194] Lima, 1973, p. 229.
[195] Pinto, 1984, p. 139.

avec l'ancienne économie esclavagiste, toutes deux étant constituées par une multiplicité d'unités productrices liées par les flux du commerce extérieur.

Néanmoins, une analyse plus précise nous montre une réalité très hétérogène. Si l'on considère le processus économique à partir du moment où la production est vendue à l'exportateur, la valeur réelle de cette vente est le revenu brut de l'unité productive, revenu qui doit couvrir la dépréciation du capital utilisé dans le processus productif et rémunérer la totalité des facteurs utilisés dans la production. Pour simplifier, nous allons diviser ce revenu en deux groupes : le revenu des salariés et le revenu des propriétaires. Le comportement de ces classes quant à l'utilisation de leur revenu est largement divergent, les salariés consommant la totalité (ou la presque totalité) de leurs salaires. Les propriétaires, eux, prélèvent une partie de leur revenu pour accroître leur capital (source de ce revenu), bien que leur niveau de consommation soit bien supérieur à celui du premier groupe.

Le mécanisme de diffusion des flux de revenu engendrés par les exportations est consommé par les dépenses de consommation (nourriture, vêtements, services, etc.) ; une impulsion positive du secteur externe augmente automatiquement la demande des biens de consommation essentiels. L'offre de ces biens peut être élargie en cas de main-d'œuvre et de terres oisives, notamment dans le secteur alimentaire. Ainsi, le stimulus externe influence les secteurs internes de l'économie, secteurs intensifs en main-d'œuvre, et définit une meilleure utilisation des facteurs de production déjà disponibles. De plus, ce mouvement provenant de l'extérieur a des répercussions en dehors du secteur exportateur, car il élève la productivité des différentes activités, et non pas seulement de celles liées à l'exportation. La somme des salaires payés dans le secteur exportateur devient le « noyau » dynamique de l'économie interne et rend possible un essor du marché interne. Néanmoins, l'exportation reste toujours la force motrice la plus puissante de la croissance domestique.

Initialement, l'impulsion externe de la croissance résulte d'une hausse du prix d'un produit exporté, ce qui permet des profits plus élevés. Cherchant à augmenter la production, les entrepreneurs réinvestissent une partie de ce profit pour élever la production. Dans le cas brésilien, l'abondance de terres et de travailleurs autorise cette expansion sans que des pressions supplémenraires s'exercent sur les salaires et le revenu de la terre. En effet, les déplacements de main-d'œuvre à l'intérieur du pays ainsi que l'immigration se sont produits indépendamment de la hausse du salaire réel dans les secteurs et régions attirant la main d'oeuvre. L'activité caféière a maintenu le salaire

réel presque inchangé pendant la longue phase d'expansion, et pour que celui-ci demeure stable, il était nécessaire que les salaires du café soient plus élevés que ceux des autres secteurs de l'économie et que la production ne cesse d'augmenter pour que la main-d'œuvre se déplace. A telle enseigne qu'il était de la plus haute importance d'avoir une réserve de main-d'œuvre relativement sous-utilisée, formée dans les siècles antérieurs par l'expansion de l'économie de subsistance. Selon Furtado (2001, p. 153), si la croissance de l'économie caféière avait dépendu uniquement des travailleurs immigrants européens, les salaires auraient été beaucoup plus élevés, comme en Australie et même en Argentine. Cependant, la main-d'œuvre interne a toujours mis sous pression le niveau moyen des salaires. Les travailleurs internes exerçaient des fonctions secondaires et auxiliaires, du fait de leur moindre qualification.

La stabilité du salaire réel moyen du secteur exportateur ne signifiait pas que les autres secteurs de l'économie avaient la même trajectoire. L'intégration de l'économie de subsistance a des conséquences sur le niveau des salaires moyens et sur les flux monétaires. La différence entre les salaires des travailleurs de l'exportation et ceux des autres secteurs a des implications dans la distribution des revenus, en raison de l'élargissement des différences avec les salaires payés dans les autres secteurs. Les hausses de productivité dans l'économie caféière indiquent, dans la plupart des cas, des améliorations dans les prix et des perfectionnements techniques dans la chaîne productive. Les améliorations des conditions salariales et du niveau de vie de la majorité de la population ne sont pas le résultat d'une politique publique ou d'une meilleure législation travailliste, mais bien la conséquence d'une hausse de la productivité dans le secteur exportateur. L'élévation du salaire moyen dans le pays reflétait la hausse de la productivité permise par le transfert, vers l'économie exportatrice, de la main-d'œuvre, précédemment utilisée dans l'économie de subsistance. Les améliorations de productivité obtenues dans le secteur exportateur pouvaient être absorbées par les entrepreneurs, car aucune pression ne s'était formée dans le système pour obliger le transfert total ou partiel de ces gains aux salariés. Il faut d'ailleurs prendre en considération le fait que les gains de productivité dans le secteur exportateur étaient exclusivement économiques et traduisaient seulement les oscillations du prix du café. L'amélioration de la productivité physique demandait un perfectionnement de la main-d'œuvre ou des techniques de production, c'est-à-dire un investissement du capital de l'entrepreneur.

L'insuffisante pression de la main-d'œuvre en faveur d'une hausse des salaires n'incitait pas les entrepreneurs à changer la proportion de main-d'œuvre par unité de capital, car une augmentation de capital par unité de main-d'œuvre n'apparaissait pas favorable d'un point de vue économique. Le bénéfice de la hausse de la productivité revenait au capital, et plus grande était la quantité produite par unité de capital immobilisée, plus avantageuse était la situation de l'entrepreneur. En raison de la répercussion de la hausse de la productivité sur les profits, il est évident qu'il était toujours plus intéressant de produire la plus grande quantité possible par unité de capital et de payer le minimum possible de salaires par unité de produit. C'est ce qui explique que l'entrepreneur brésilien était toujours intéressé par le fait d'investir un capital nouveau dans l'expansion des plantations, et n'était pas incité à améliorer les techniques de culture. Du point de vue capitaliste, cette logique qui consiste à obtenir le maximum de profit par unité de capital est parfaitement normale. Les incitations économiques conduisaient l'entrepreneur à élargir ses plantations, en augmentant les surfaces et la quantité de main-d'œuvre utilisée.

Dans l'ensemble, l'économie brésilienne a connu un taux de croissance relativement élevé dans la deuxième moitie du XIX^{e} siècle, le commerce extérieur étant alors le secteur le plus dynamique du système et la force motrice du processus d'accumulation du capital. Toutefois, les grandes oscillations de l'économie mondiale déstabilisaient surtout les économies exportatrices de matières premières. Dans les économies où les importations constituaient une fraction réduite des dépenses nationales, un déséquilibre dans la balance des paiements pouvait être financé sans grands sacrifices, mais assainir ce déséquilibre dans les pays très dépendants des exportations et/ou importations était coûteux pour l'ensemble de la population. Dans l'économie brésilienne du XIX^{e} siècle, le coefficient d'importation était excessivement élevé et les déséquilibres étaient plus aigus puisqu'ils reflétaient les cycles des prix des matières premières dans le marché mondial.

De quelle manière ce problème de déséquilibre a-t-il pu être conçu différemment sous l'esclavage et dans l'économie salariale ? Quelle est la différence introduite dans l'économie caféière par les travailleurs salariés ? L'esclave était vu comme un capital (un actif) et ne nécessitait pas d'être rémunéré fréquemment, alors que le travailleur salarié recevait obligatoirement un montant fixe indépendamment de la production. L'exportation crée un revenu et, par voie de conséquence, (dans le régime salarial), un salaire, ce qui augmente la masse monétaire. Tout d'abord, ce revenu se multiplie au

niveau monétaire, et ensuite, en termes réels du fait de l'utilisation des capacités de production oisives. La hausse du revenu est marquée par deux phases : (i) la croissance des exportations, et ; (ii) l'effet multiplicateur de la hausse du revenu interne sur le marché domestique. Une partie de l'augmentation de la demande liée à ce revenu est satisfaite par les importations, car il existe une nette corrélation entre l'accroissement du revenu et les importations[196].

Néanmoins, lors de l'éclatement de la crise dans le centre capitaliste, les prix des matières premières chutaient brusquement, réduisant les entrées de capitaux dans les économies exportatrices. Les conséquences n'étaient pas immédiatement ressenties dans les pays périphériques, mais quand ces effets arrivaient, ils étaient durement répercutés dans l'économie nationale – fortement dépendante du commerce externe. Dans une étape intermédiaire, la demande continuait à croître pour les importations, alors même que l'offre de devises s'était déjà brusquement réduite. Dès lors, il était nécessaire de recourir aux réserves métalliques, et ces réserves devaient être abondantes pour que soit possible le bon fonctionnement de l'étalon or, non seulement parce que la participation des importations était très élevée et les fluctuations de la capacité à importer très fortes, mais aussi parce que, dans une économie de ce type, le compte capital de la balance des paiements se comporte de façon négative durant les dépressions.

Cependant, le cycle des économies industrialisées est lié aux fluctuations du volume des investissements. En période de crise, il y a une forte contraction de ces investissements, et ce mouvement réduit automatiquement la demande globale et mène à une série de réactions qui diminuent de plus en plus la demande. La chute de cette demande affecte directement les importations et épuise les stocks. La simple nouvelle du début de la crise est suffisante pour que les importateurs réduisent leurs commandes, ce qui aboutit à une chute des prix des matières premières fournies par les économies dépendantes. D'un autre côté, la contraction du commerce provoquée par la crise réduit la liquidité des entreprises, ce qui oblige celles-ci à disposer de tous leurs moyens y compris ceux qui se trouvent à l'extérieur. Ainsi, la crise dans le centre capitaliste va s'accompagner d'une contraction des importations, d'une baisse des prix des articles importés des autres pays et d'un retour des capitaux.

Dans les économies périphériques, la crise est complètement distincte car elle débute par la brusque baisse des prix dans la valeur des produits exportés, ce qui finit

[196] Voir l'analyse de Furtado (2001).

par se refléter dans les importations de biens étrangers en raison d'un inévitable déséquilibre dans les comptes externes. A alors lieu une détérioration des termes de l'échange commercial, les prix des biens importés diminuant plus lentement que ceux des matières premières. A cela, nous ajoutons la sortie des capitaux étrangers et la fuite du capital. Ce qui montre la difficulté de fonctionnement de l'étalon or au Brésil et le besoin immense d'une grande réserve métallique pour faire face à ce système, surtout, durant l'apogée de l'essor caféier. Au fur et à mesure que la main-d'œuvre libre était introduite dans l'économie et se substituait aux esclaves, le fonctionnement de l'étalon or se révélait encore plus compliqué. Comme cela a déjà été dit antérieurement, les déficits brésiliens étaient financés par l'émission monétaire et l'inflation – ce qui permettait de socialiser les pertes, partagées par l'ensemble de la population alors que les profits restaient toujours entre les mains d'une classe privilégiée –, et ce fonctionnement avait des conséquences néfastes pour la distribution des revenus et les inégalités.

Les cycles économiques, se traduisant par des expansions et des contractions de l'activité, déterminent la productivité dans la culture caféière et, de là, le profit dans l'appareil productif. Les fluctuations des prix à l'exportation vont jouer directement sur la marge de profit de l'entrepreneur ; néanmoins, le Brésil gardait quelques particularités pour mieux faire face à ces brusques oscillations. Quand l'économie domestique rencontrait des périodes de dépression économique, il était nécessaire de maintenir un niveau d'emploi élevé malgré la diminution du prix international du café. Ce choix permettait de limiter les effets secondaires de la crise dans l'activité économique et le niveau d'emploi, et empêchait toute convulsion sociale. Pour pouvoir réussir cette politique, il était nécessaire que les profits des entrepreneurs ne soient pas trop affectés par la crise, afin qu'une partie de ces derniers ne soit pas forcée de paralyser ses activités en raison de l'impossibilité financière de se confronter à de plus grandes réductions dans ses recettes.

Cependant, la dynamique d'ajustement de la balance des paiements était corrigée à travers la politique du taux de change. La correction du déséquilibre par le taux de change était une opération de nature et de conséquences entièrement différentes. La réduction des prix des exportations avait tendance à diminuer le pouvoir d'achat de la monnaie nationale, et cette baisse était observée avant même la matérialisation du déséquilibre, les anticipations jouant ici un rôle essentiel. Ainsi, tous les biens importés devenaient plus chers, ce qui automatiquement diminuait la demande à l'intérieur du

pays. D'un côté, le pouvoir d'achat des consommateurs était réduit pour les biens importés en raison de la hausse des prix, et de l'autre, s'établissait une sort de taxe sur la sortie des capitaux (que devaient payer ceux qui rapatriaient leurs profits).

Le processus d'ajustement des comptes extérieurs signifiait un transfert de revenu de ceux qui achetaient des biens importés à ceux qui exportaient leurs produits. Du fait que les importations étaient payées par la collectivité dans son ensemble, les entrepreneurs exportateurs socialisaient les pertes et les mécanismes économiques tendaient à concentrer en leurs mains les profits. Il est vrai qu'une partie du transfert se faisait à l'intérieur de la classe des entrepreneurs, dans sa double qualité d'exportatrice et de consommatrice des articles importés. En dépit de quoi, la partie principale du transfert aurait dû se faire entre la masse des consommateurs d'articles importés et les exportateurs. Il nous suffit de regarder les importations brésiliennes de l'époque (surtout de la fin du XIX^{e} siècle) pour constater qu'à peu près la moitié des importations concernaient des biens consommés nationalement par toutes les classes sociales. C'est un transfert significatif. Pendant la dépression, les importations qui ont le moins diminué (en raison de la faible élasticité de la demande) étaient celles des produits essentiels utilisés par la grande masse de la population.

En analysant plus profondément le processus de dépréciation du taux de change, nous constatons que le transfert de revenu prenait plusieurs formes. Il y avait un transfert du secteur de subsistance vers le secteur d'exportation, car les prix payés par le secteur de subsistance pour les biens importés augmentaient relativement aux prix que le secteur exportateur payait pour les produits de subsistance. De plus, il y avait aussi un transfert de revenu à l'intérieur du secteur exportateur, car les salariés ruraux employés dans ce dernier recevaient en monnaie la partie principale de leurs salaires et consommaient plusieurs articles d'usage courant qui étaient importés ou semi-manufacturés dans le pays avec de la matière première importée. Il faut rappeler que les travailleurs ruraux bénéficiaient d'une petite parcelle de terre où ils pouvaient planter leurs denrées essentielles alors que la main-d'œuvre urbaine n'avait pas cet avantage. Ainsi, les populations urbaines souffraient beaucoup plus, vivant de salaires érodés par le prix croissant des biens essentiels importés (y compris la nourriture). Le salaire réel de ces populations était notamment très affecté par les fluctuations du change.

Pour résumer, les augmentations de productivité dans l'économie, durant les cycles prospères, étaient accaparées par les entrepreneurs, en raison de l'abondance de terres et de main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie. Par conséquent, il y avait une

tendance à la concentration des revenus dans les phases de prospérité où les profits s'accroissaient plus intensément que les salaires. Il est évident que la part des profits dans le revenu total du pays tendait à augmenter. Pourtant, le réajustement du taux de change, mécanisme utilisé pour corriger les déséquilibres dans les comptes externes rendait possible un transfert des pertes vers la grande masse des consommateurs. De sorte que la concentration du revenu qui avait lieu dans le haut du cycle n'était pas compensée par la contraction du revenu national.

La répercussion négative provoquée par la dévaluation du change au niveau de la distribution du revenu était aggravée par la gestion des finances publiques. L'impôt sur les importations, principale recette du gouvernement, était calculé en fonction d'un taux de change fixe. La dépréciation de la monnaie diminuait aussi le caractère progressif de l'impôt, engendrant deux conséquences de caractère régressif : (i) la diminution proportionnelle de l'impôt était plus grande pour les produits plus chers consommés par les plus riches, et ; (ii) la relative réduction des recettes publiques obligeait le gouvernement à émettre du papier monnaie pour financer le déficit, politique au caractère hautement régressif pour la distribution des revenus. L'inflation est le résultat de ce mode de financement du déficit public, et elle impacte plus intensément les classes salariées urbaines.

La dévaluation du change exigeait que le gouvernement dépense une partie plus importante de ses recettes en monnaie nationale au service de la dette externe. Par conséquent, pour maintenir les services publics les plus indispensables, l'Etat devait émettre encore plus de papier-monnaie. L'importance accrue des services de la dette dans la dépense publique a rendu de plus en plus difficile, pour le gouvernement, le financement de ses dépenses par les recettes courantes, durant les dépressions. Si bien que nous pouvons établir une liaison très étroite entre les prêts externes, les déficits budgétaires, les émissions de papier-monnaie et les déséquilibres du compte courant. L'administration du système fiscal brésilien amenuisait l'impact des oscillations externes, mais, en même temps, dégradait la structure de distribution du revenu dans les périodes de crise.

Tableau 8. Service de la dette externe et nouveaux prêts au Brésil (1851-1900)

Années	**Service de la dette** (en millions de mil-réis)	**Nouveaux prêts** (en millions de mil-réis)
1851-1860	5,3	4,1
1861-1870	12,0	10,1
1871-1880	16,7	9,3
1881-1890	30,5	38,1
1891-1900	57,3	63,3

Source : Sodré, 1963, p. 62.

L'incapacité du gouvernement à trouver un système monétaire approprié, et son inaptitude à résoudre d'autres problèmes internes démontrent la croissante divergence d'intérêts qui oppose les différentes régions du pays. Auparavant, même si les relations entre les régions étaient réduites, la divergence d'intérêt était moins forte. Les classes dominantes de chaque région se ressemblaient et restaient unies sur les principales questions de politique nationale, comme par exemple le maintien du trafic négrier. Dans les dernières décennies du XIX^{e} siècle, les contradictions entre les régions s'intensifient, en raison du changement rapide de la structure socio-économique du Sud-Est, de la pénétration du travail salarié dans les plantations de café et de la progression des centres urbains.

La métamorphose des structures engendre de nouveaux besoins dans la population. Ces transformations requièrent des politiques publiques dans les domaines des services, de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'infrastructure et du réseau de transports, de l'organisation financière et de la structure publique en général. Cependant, le vieux paradigme du gouvernement impérial basé sur les intérêts des élites esclavagistes ne permettait pas que les dirigeants du gouvernement relèvent ces nouveaux défis. De l'incompétence de ce gouvernement à résoudre ces questions, découle la proclamation de la république en 1889, et un mouvement revendiquant l'autonomie régionale pour faire face aux barrières spécifiques de chaque région sur ce vaste territoire. Les nouveaux gouvernements de chaque Etat ont joué un rôle fondamental dans la politique économique et financière dès les deux premières décennies de la république.

La réforme monétaire de 1888 instaurée par le gouvernement provisoire octroie un pouvoir d'émission aux banques régionales, ce qui provoque une forte expansion du crédit dans le pays. Le passage d'une étape prolongée de crédit extrêmement rare à une étape d'excessive expansion a entraîné un essor de l'activité économique. La forte augmentation du revenu monétaire a engendré une énorme pression sur la balance des

paiements. La forte dépréciation du change dans la dernière décennie du XIX^{e} siècle a été provoquée par l'expansion exagérée du crédit, et a engendré de fortes pressions inflationnistes ressenties surtout par les travailleur urbains.

La perte de pouvoir d'achat des groupes urbains est à l'origine de plusieurs manifestations, affectant le *statu quo* politique et social et montrant un nouveau retrait de la population urbaine et de l'équilibre des forces sociales. A partir de 1898, la politique du Ministre des Finances (José Murtinho) est orientée vers des mesures déflationnistes : (i) réduction des services de la dette externe à travers un prêt de consolidation (1898), et ; (ii) hausse substantielle dans la valeur des exportations pour améliorer les comptes externes. Les groupes intéressés par la dévaluation (les exportateurs), dès cette époque, commencent à être confrontés à des résistances des autres classes qui s'opposent à cette politique de change. La politique économique de dépréciation de la monnaie nationale rencontre plusieurs opposants : (i) la nouvelle classe urbaine (fonctionnaires, militaires, commerçants et travailleurs salariés) ; (ii) les producteurs agricoles pour le marché interne ; (iii) les salariés ruraux, et ; (iv) les entreprises internationales chargées de l'approvisionnement des services publics. La classe industrielle naissante s'oppose aussi à la dévaluation de la monnaie nationale, dans un premier temps, car les entrepreneurs étaient plus intéressés par l'augmentation de leur capacité productive – permise par l'importation de biens de capital à des prix accessibles[197].

Jusqu'à la fin du XIX^{e} siècle, le café constitue le principal pôle d'accumulation du capital du pays et le plus dynamique. Toutefois, au début du XX^{e} siècle, le café entre en crise et délocalise une partie des capitaux et de la force de travail vers des activités urbaines, notamment l'industrie. Ce secteur est très prospère, et, à partir de la décennie 1930, il s'établit, dans l'économie nationale, comme le secteur d'accumulation de capital le plus important. Etant donné les conditions de développement interne (basées surtout sur l'exploitation agricole pour l'exportation, et sur une phase de diversification des activités économiques) et les transformations survenues dans la division internationale du travail (l'apparition de nouvelles régions agricoles concurrentes et le passage, en Europe, à l'étape impérialiste du capitalisme avec la croissance des moyens de production sous la forme de capital ou de marchandise), le Brésil est témoin d'un transfert de capital de l'agriculture vers l'industrie.

[197] Franco, 1990, p. 11-28.

Dès la fin du XIX^e^ siècle et tout particulièrement après la crise du café, à partir de 1900, la bourgeoisie qui concentre massivement ses investissements sur le café et les activités qui lui sont liées, se met à investir de façon croissante dans l'industrie. Le capital industriel prend de plus en plus d'importance. En revanche, la dispersion des intérêts de la bourgeoisie (avec la délocalisation des flux de capital dans l'industrie) n'engendre pas une nouvelle classe à l'intérieur de la bourgeoisie industrielle. Les intérêts deviennent contradictoires, car la bourgeoisie au pouvoir a des investissements à la fois dans l'industrie et l'agriculture[198].

Avant 1930, la priorité de la politique économique de l'Etat brésilien reste dirigée vers l'activité caféière : la défense des prix du produit pendant les premières décennies du XX^e^ siècle bénéficie aussi au développement industriel dans la mesure où elle garantit la reproduction sur une échelle élargie du capital caféier qui se déplace de plus en plus vers l'industrie. Néanmoins, au fur et à mesure que l'importance de l'industrie s'accroît dans le processus d'accumulation, principalement après 1930, l'Etat élargit ses fonctions en créant de nouveaux organismes/institutions, et adopte de nouvelles mesures pour s'acheminer vers les activités industrielles. Il est nécessaire de souligner que cette politique tournée vers l'industrie bénéficie spécialement à la bourgeoisie industrielle, constituée principalement de capitalistes originaires des activités liées au café.

Parallèlement à la décentralisation, portée par la proclamation de la république, une plus grande flexibilité politique et administrative favorisant les exportateurs est accordée au gouvernement dans le domaine économique ; se profile aussi l'ascension politique de nouvelles classes sociales (aux revenus qui ne dérivent pas de la propriété) qui réduit le contrôle que le groupe exportateur exerçait jusqu'alors sur le gouvernement central. C'est le début d'une phase de tensions entre les deux sphères du gouvernement, le gouvernement fédéral et le gouvernement étatique, qui se prolongera durant les premières décennies du XX^e^ siècle (jusqu'en 1930).

Juste après la proclamation de la république, il est clair que le gouvernement de l'Etat a joué un rôle toujours plus important en raison de la décentralisation du pouvoir. Le cas le plus marquant est celui du gouvernement de l'Etat de São Paulo, qui est intervenu de plus en plus pour défendre les intérêts de la classe dominante dans la région, celle des producteurs de café. Etant donné que le café était le principal produit

[198] Sur l'insertion du Brésil dans le système capitaliste mondial de l'époque voir : Singer (1975).

national d'exportation et avait une importance considérable pour l'équilibre des comptes externes et l'accumulation du capital, il était de l'intérêt du gouvernement des Etats producteurs, et surtout du gouvernement fédéral de fournir les conditions nécessaires à son plein développement. Les Etats producteurs effectuaient les demandes et le gouvernement central, dans la plupart des cas, faisait des concessions essentielles à l'essor de cette culture.

Le développement du capitalisme provoque une métamorphose dans la structure socio-économique du pays. L'accentuation de l'accumulation du capital combinée à la diversification et l'expansion des activités urbaines pose de nouveaux problèmes à l'Etat, en tant que représentant de la bourgeoisie. En 1890, la mise en place de la République apporte dans l'Etat des modifications qui vont l'aider à s'adapter aux transformations qui ont eu lieu dans l'économie. L'institution se met à représenter de manière plus intense les intérêts de la bourgeoisie du Sud-Est du pays (latifundistes, marchands, banquiers, etc.). L'Etat républicain voit le jour en s'adaptant aux nouvelles nécessités de l'économie caféière. Dans les autres régions, la bourgeoisie locale maintient son autonomie avec la constitution de 1891, liée à ses choix et à ses intérêts. Les unités de la république fédérale (les Etats) peuvent contracter des emprunts à l'étranger, établir leurs propres impôts, constituer une force armée, etc.

Durant les quarante années qui suivent l'instauration de la République, le pays traverse un processus très rapide de transformations structurelles : (i) le développement de la division sociale du travail et du processus d'accumulation ; (ii) la diversification des intérêts de la bourgeoisie ; (iii) l'augmentation de l'échange commercial extérieur et entre les diverses régions du pays – le développement de l'agriculture pour le marché interne, et ; (iv) la croissance des investissements étrangers dans l'économie nationale. Ce développement exige que l'Etat détienne de nouvelles fonctions administratives et politiques.

Cependant, il est très important d'analyser la politique du gouvernement brésilien et son soutien de l'activité économique nationale dans la première moitié du XX^{e} siècle. Nous nous demandons dès lors si l'Etat brésilien a adopté une politique kaleckienne (et/ou keynésienne) avant même la divulgation des postulats de ces théoriciens ? Quels ont été les résultats d'une politique très active du gouvernement au niveau de l'économie nationale ? A-t-elle engendré des conditions bénéfiques pour la création d'un marché consommateur interne considérable ? Quels ont été les facteurs favorables à l'essor industriel ? Quels en ont été les effets dans l'industrialisation du

pays ? Comment le gouvernement a-t-il aidé à doper l'industrialisation ? Quelles ont été les politiques économiques ? Quelles en ont été les conséquences pour le niveau de revenu et la distribution de revenu dans la population ?

3.2 L'accumulation de capital, l'industrialisation, le niveau de revenu et la distribution du revenu : peut-on dire que l'Etat brésilien a adopté une politique « kaleckienne » ?

Cette partie est dédiée à l'analyse de l'accumulation de capital opérée depuis la moitié du XIX^{e} siècle et des premières phases de l'industrialisation brésilienne. Nous essayons de montrer le chemin parcouru qui aboutit à la naissance et la consolidation des secteurs de l'industrie et au développement du marché du travail salarié, ainsi que les facteurs déterminants de ces changements et leur distribution géographique. De plus, nous montrons l'énorme importance que les politiques d'incitation gouvernamentales de la demande effective ont eue pour l'investissement, les profits, les salaires et l'accumulation de capital. Le principe de la demande effective abordé dans le début de cette recherche dévoile plusieurs effets positifs d'une telle politique, surtout dans les moments de crise. C'est pourquoi, nous allons montrer combien cette politique économique a été cruciale pour l'accumulation de capital dans l'économie brésilienne, que ce soit par le biais du café et/ou de l'industrialisation.

La naissance de l'industrie brésilienne est tardive, comparée au processus des pays développés, et même à ce qui se produit chez ses voisins latino-américains. Les conditions, institutionnelles et socio-économiques, nécessaires à un essor industriel ont mis longtemps à être réunies. En réalité, il faut considérer le déséquilibre chronique de la balance des paiements, et ses conséquences sur l'accumulation du capital au Brésil. Le pays manquait aussi de savoir-faire, et avait besoin de tout importer, étant donné que l'industrialisation était en grande partie liée à la disponibilité du capital interne. Il fallait des devises pour pouvoir acquérir des équipements et des matières premières nécessaires à l'industrialisation ; le café a été un élément essentiel pour l'obtention de devises et l'importation de machines.

Le processus d'industrialisation brésilien commence de façon concomitante dans quelques régions du pays, mais, au fur et à mesure que le développement succède à la prospérité caféière, la tendance à la concentration régionale du revenu s'accentue. Cette tendance à la concentration n'est pas une particularité brésilienne, mais la taille du territoire favorise l'accentuation du phénomène. C'est pendant la Première Guerre mondiale que s'est mise en place une étape décisive dans la concentration de l'industrie brésilienne et les données statistiques de 1920 indiquaient déjà une forte concentration des ouvriers et des revenus dans l'Etat de São Paulo ; d'ailleurs, cette trajectoire ne fait que s'approfondir tout au long du XX^{e} siècle[199]. Nous allons analyser cette concentration dans ce chapitre, mais en premier lieu, nous traiterons des origines de l'industrie nationale.

A travers l'étude des sources du développement industriel brésilien, nous pouvons identifier quatre interprétations principales du sujet : i) la théorie des chocs adverses ; ii) l'industrialisation entraînée par l'expansion des exportations ; iii) l'interprétation basée sur le développement du capitalisme au Brésil (le « *capitalisme tardif* »), et ; iv) l'industrialisation promue par des politiques du gouvernement. Dans la théorie des chocs adverses[200], l'industrialisation apparaît comme une réponse aux difficultés posées aux importations par les chocs de la Première Guerre mondiale, de la grande dépression de 1930 et de la Seconde Guerre mondiale. Dans le cas de l'industrialisation entraînée par l'expansion des exportations, on présuppose l'existence d'une relation linéaire entre l'expansion du secteur exportateur et l'industrialisation, car selon cette interprétation, la croissance industrielle se produit dans les périodes d'expansion des exportations et est interrompue seulement par les crises du secteur exportateur, les guerres et la grande dépression de 1930. L'analyse du « *capitalisme tardif* » affirme que la croissance industrielle est liée au processus de développement du capitalisme au Brésil. Selon cette perspective, l'accumulation du capital industriel est liée à l'accumulation du capital effectuée dans le secteur exportateur dans les périodes d'expansion des exportations. En ce sens, cette argumentation pourrait apparaître comme une version « dialectique » de l'industrialisation induite par l'expansion des exportations. Néanmoins, elle diffère de cette dernière en proposant une relation non

[199] Furtado, 2001, p. 239.
[200] Le déroulement d'un choc adverse affectant le secteur externe de l'économie augmente les prix relatifs des importations et/ou impose des difficultés à l'importation. Par conséquent, la demande interne, soutenue par des politiques économiques expansionnistes, se déplace vers les activités internes substitutrices d'importation. Voir : Furtado (2001).

linéaire (ou même « contradictoire ») entre le secteur exportateur et l'industrie de transformation. Si l'expansion de l'économie caféière stimulait la croissance industrielle, elle imposait aussi des limites à cette croissance. L'argument reposait sur l'idée que l'accumulation du capital industriel était limitée, parce qu'elle était subordonnée à l'accumulation du capital dans le secteur exportateur, et que celle-ci était elle-même subordonnée à l'accumulation du capital dans les pays du centre et à la division internationale du travail. D'ailleurs, la relation entre le secteur exportateur et l'industrie de transformation était contradictoire pour deux raisons : d'un côté, les chocs adverses des crises dans le secteur exportateur durant la Première Guerre mondiale stimulaient la croissance de la production industrielle grâce aux capacités de production mises en place dans les périodes précédentes marquées par l'expansion des exportations; d'un autre côté, la politique économique, sous l'égide du capital caféier, favorisait parfois l'accumulation du capital industriel. Enfin, l'industrialisation promue par les politiques du gouvernement, même si on reconnaît le rôle joué par l'expansion du secteur exportateur dans la création d'un marché de produits manufacturés, accentue l'influence des politiques destinées à promouvoir le développement industriel, notamment la protection douanière et les subventions accordées à l'industrie[201].

La base de la pensée économique de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) repose sur le modèle de relations établies entre les pays du centre (industrialisés) et les pays périphériques dans le domaine du commerce extérieur. Cette organisation a constaté l'existence d'une division internationale du travail qui a imposé aux pays de la périphérie une spécialisation dans la production de biens primaires destinés à l'exportation vers les pays centraux, ces derniers fournissant les biens manufacturés à la périphérie. Dans cette division internationale du travail, la croissance des pays périphériques est dirigée « *vers l'extérieur* », c'est-à-dire que le secteur exportateur est prédominant dans la formation du revenu interne, et que la demande externe est le moteur de la croissance interne. Le centre de décision économique des pays sous-développés reste en dehors de ces pays puisqu'il est situé dans le centre industrialisé, de sorte que cette organisation transforme les économies de la périphérie en économies *« dépendantes »*. L'industrialisation de la périphérie devient le seul moyen de surmonter le sous-développement, et de créer un nouveau paradigme de croissance économique « *tournée vers l'intérieur* » – une

[201] Voir sur les origines du développement industriel brésilien : principales interprétations et questions présentées par Suzigan, 2000, p. 23-46.

dynamique interne. De fait, cette transformation s'est effectuée à un moment où les économies périphériques faisaient face à des déséquilibres externes successifs. Le nouveau modèle de croissance, dirigé vers l'intérieur, présente l'investissement industriel comme une source de dynamisme et de croissance. La multiplication des revenus n'y est plus fondée sur la variable exogène de la demande externe. Ainsi, le centre de décision de l'économie des pays périphériques a été transféré vers ces pays. L'industrialisation apporte des changements non seulement économiques, mais aussi politiques et sociaux, et est essentielle pour assurer la continuation de l'accumulation de capital et le développement capitaliste national[202].

Le développement industriel brésilien antérieur à 1930 est considéré comme une croissance industrielle induite par la croissance du revenu interne qui résulte de l'essor du secteur exportateur, et notamment de celui du café. Avant la décennie 1930, nous observons une nette dépendance entre l'expansion du secteur externe et le développement des activités économiques internes, la force motrice de l'accumulation du capital venant de l'extérieur[203]. La hausse des revenus liée aux exportations engendre un marché de produits manufacturés qui fait place à une production croissante de biens de consommation. Tout d'abord, la production industrielle croît rapidement pour occuper les niches préalablement comblées par les importations de biens de consommation. Dès lors, la production industrielle devient dépendante de l'expansion du marché intérieur, lui-même dépendant du secteur externe. Pour se liberer de cette dépendance, le secteur industriel doit diversifier sa structure afin de créer sa propre demande et sa propre dynamique en instaurant des industries de biens intermédiaires et de capital. Cependant, cette diversification ne peut se développer que dans une période de croissance « *vers l'extérieur* », appuyée par des mesures de protection et des subventions du gouvernement[204].

Néanmoins, l'expansion industrielle rencontre aussi des barrières internes à son expansion, la relation entre le capital caféier et le capital industriel étant contradictoire. Les contradictions dérivent de la subordination du capital industriel au capital caféier, et de la subordination de ce dernier au capital international. Le capital industriel dépend du capital caféier relativement à deux aspects, par ailleurs cruciaux : (i) la nécessité de générer la capacité d'importer des machines et des équipements industriels, ainsi que les

[202] Cardoso de Mello, 1998, p. 101-129.
[203] Furtado, 2001, p. 267 et 268.
[204] Cardoso de Mello, 1998, p. 101-129 et 166-184.

biens nécessaires à la reproduction de la force de travail, et ; (ii) la nécessité de créer un marché pour les produits industrialisés. Le capital caféier, de son côté, dépend de la demande externe pour le café. Ainsi, malgré la rapide accumulation du capital caféier, qui stimulait l'accumulation du capital industriel, cette dernière était différente de l'accumulation du capital caféier (à domination commerciale), et dépendait de la situation subordonnée de l'économie brésilienne dans l'économie mondiale, position impliquant la spécialisation de l'économie brésilienne dans la production de matières premières pour l'exportation dans la division internationale du travail. A telle enseigne que le développement du capitalisme basé sur le commerce du café stimulait le développement industriel, mais imposait également des limites à ce développement. Les industries qui se créaient alors s'orientaient vers la production de biens de consommation qui pouvaient être consommés par le marché interne. La demande de biens de capital était adressée aux pays du centre, car l'industrie nationale de biens de capital n'était pas suffisamment développée, empêchant ainsi l'autonomie de l'accumulation de capital industriel. Cette croissance est définie comme une croissance spécifique, retardataire et périphérique, subordonnée à l'accumulation internationale de capital, donc non autonome[205].

Ce modèle d'accumulation basé sur le café a été seulement interrompu après la Grande Dépression, en raison des restrictions externes. L'accumulation du capital est devenue de moins en moins dépendante du capital caféier, elle n'était plus déterminée en priorité par l'expansion du secteur exportateur, mais par la croissance du revenu du secteur industriel urbain. Les politiques monétaires et fiscales expansionnistes[206] de la décennie 1920 et 1930, et la réduction de la capacité d'importer ont stimulé la croissance de la production dans les industries de biens de consommations précédemment établies, et parallèlement, un processus d'industrialisation rapide engendré par la substitution des importations de biens intermédiaires. Dès 1930, l'industrialisation apparaît comme une possible substitution aux importations, stimulée par la crise du café, la grande dépression et les politiques économiques adoptées pour

[205] Cardoso de Mello, 1998, p. 101-129 et 166-184.

[206] Les politiques économiques de l'Etat brésilien cherchaient, dans leur majorité, à stimuler l'industrie dans le pays et à surmonter les obstacles structurels, mais ce n'était pas toujours le cas. Parfois, le gouvernement ne visait qu'à augmenter ses recettes fiscales et, en conséquence, favorisait aussi l'industrie nationale. C'est ce que montre cas l'instauration de nouveaux droits de douanes plus élevés sur les importations; cette mesure bénéficiait, certes, à l'industrie domestique, mais le principal but de l'Etat était de se procurer des ressources externes dans une période difficile – les impôts douaniers étant particulièrement importants au Brésil jusqu'à la décennie 1940. De la même manière, la dépréciation du taux de change, lorsque les prix du café chutaient, favorisait également l'industrie nationale.

combattre la crise et maintenir le niveau du revenu national ; nous allons analyser cette trajectoire en détails dans notre recherche. Toutefois, cette substitution des importations n'a pas été suffisante pour établir des industries productrices de biens de capital et de transformation des matières premières (point traité dans le chapitre 4)[207].

De toute manière, il faut toujours souligner que, sans le cycle du café, l'accumulation de capital et les conditions nécessaires à l'industrialisation pouvaient prendre beaucoup plus de temps pour être réunies. L'activité caféière a lancé les bases du développement industriel pour plusieurs raisons : (i) la promotion de la monétarisation de l'économie et la croissance du revenu interne qui ont engendré un marché pour les produits manufacturés ; (ii) ensuite, la stimulation des investissements dans l'infrastructure qui intègre le marché interne et développe le commerce extérieur, et ; (iii) dernièrement, l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre à travers l'immigration. Il ne faut pas oublier que l'exportation du café fournissait des devises permettant l'importation des biens de capital indispensables à l'industrie[208]. Les caféiculteurs sont aussi à l'origine de la diversification de l'économie, car ils ont investi dans plusieurs activités économiques[209].

Dans ce contexte, le capital industriel est vu comme une extension du capital caféier, et comme une partie du « complexe exportateur de café »[210]. Les activités liées à la production et à la commercialisation du café ont permis une grande accumulation de capital et le renforcement d'une bourgeoisie qui investit de plus en plus dans l'industrie. Cette bourgeoisie était formée par les fermiers, banquiers, marchands et intermédiaires – dont les intérêts étaient similaires[211]. Le capital industriel, financier et marchand étaient tous des ramifications du capital caféier. Toutefois, selon Sergio Silva (1995, p. 54), l'étroite interdépendance entre l'industrie dans sa première phase et l'expansion du complexe caféier rendait évidente la subordination du capital industriel au capital caféier[212]. Pour mieux comprendre cette relation de subordination, nous allons analyser la trajectoire d'accumulation en partant de la deuxième moitié du XIX^{e} siècle.

Depuis la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, un intense élargissement des activités économiques a lieu, avec des effets directs sur les produits de consommation accessibles

[207] A partir de la deuxième moitié de la décennie 1950, l'accumulation du capital industriel est devenue prédominante et a été déterminée par des facteurs internes, résultat de l'instauration des industries lourdes.
[208] Suzigan, 2000, p. 33.
[209] Voir au sujet des origines de la bourgeoisie industrielle : Silva, 1995, p. 85-91.
[210] Voir : Cardoso de Mello (1998). Silva (1995). Cano (1998).
[211] Voir : Dean (1971) et Silva (1995).
[212] Voir aussi : Cano (1998).

à la population. La libération des capitaux, antérieurement employés dans le trafic négrier, est l'un des facteurs, mais non le seul, qui amènent une hausse des investissements dans le commerce et la mécanisation de l'agriculture. L'introduction de machines plus modernes et complexes dans les plantations de café a été stimulée par l'augmentation de l'échelle de production et des coûts de la main-d'œuvre – rendus plus élevés par le manque de travailleurs[213]. A cette époque, l'introduction de machines a bénéficié au café, alors que la construction d'un réseau de chemins de fer avait déjà contribué à améliorer la qualité du produit et à réduire les coûts de transport. Cette mécanisation participe à une accélération du rythme d'accumulation du capital dans les activités liées au café et a des effets multiplicateurs considérables dans leur expansion.

Quelques agents économiques ont joué un rôle décisif dans l'accumulation du capital industriel brésilien ; il est pertinent de souligner à cet égard l'importance de l'importateur dans la naissance du secteur industriel. De manière générale, les importateurs et les immigrants, et surtout la superposition de ces deux groupes, ont constitué une partie importante de la bourgeoisie industrielle. L'importateur était fréquemment obligé de vendre des produits manufacturés parce que le transport était trop cher. Souvent, la finalisation des produits importés, technologiquement plus sophistiqués, pouvait être effectuée à destination, à un prix plus accessible. Cela avait de lourdes conséquences sur le processus d'industrialisation, car en important les techniciens et les machines, l'importateur pouvait les faire travailler sur des projets plus elaborés, dans le pays même. De plus, l'importateur occupait une position stratégique dans la structure du commerce, parce qu'il connaissait le marché consommateur, les canaux de distribution du produit final et bénéficiait de l'accès au crédit. Grâce à ses ressources et à son expérience, l'importateur avait une plus grande chance de ne pas perdre les opportunités présentes, et avait une vision plus nette des mutations des activités économiques, notamment dans l'industrie. Selon Dean (1971), de nombreux importateurs avaient tendance à devenir des industriels, et notamment, parmi eux, des entrepreneurs de São Paulo qui avaient une forte expérience de l'importation.

Le capital étranger constitue aussi un élément fondamental dans le développement économique, notamment dans l'infrastructure nécessaire à l'essor industriel. La croissance économique a stimulé l'instauration et le développement des chemins de fer, de la navigation à vapeur, du réseau de télégraphe, et a permis

[213] Costa, 1971, p. 172 et 173.

l'amélioration des ports et des services publics urbains (éclairage, eau, transports, etc.). L'expansion des services publics et de l'infrastructure s'est faite avec l'appui du capital étranger. Les conditions de développement du capitalisme en Europe conduisaient alors à l'exportation de capitaux. Au Brésil, ces capitaux prenaient la forme de prêts consentis à l'Etat, et participaient à l'implantion d'entreprises commerciales, bancaires, de chemins de fer, de services urbains, etc. Il faut rappeler que les prêts constituent aussi l'une des formes d'exportation du capital.

« Un rapport du consul austro-hongrois à São Paulo (Brésil) déclare : la construction de chemins de fer brésiliens est réalisée principalement avec des capitaux français, belges, britanniques et allemands. Les pays intéressés s'assurent, au cours des opérations financières liées à la construction de voies ferrées, des commandes de matériaux de construction » (Lenine, 1996, p. 77).

L'exportation de capitaux vers le Brésil stimule l'activité économique :

« Les exportations de capitaux influent, en accélérant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier » (Ibid, p. 75).

L'Etat brésilien, en tant que représentant des intérêts de la bourgeoisie, a joué un rôle considérable dans le développement du capitalisme national et dans le financement de l'infrastructure, dans la mesure où il a subventionné et stimulé l'exportation et l'importation, l'immigration de travailleurs, la création de banques et de services. La majorité des investissements étrangers recevaient la garantie de l'Etat pour les profits et les intérêts.

« Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. Les critiques petits-bourgeois du capitalisme servent à tout propos cet « argument ». Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des

profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capital à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial, que de grandes lignes de chemins de fer y ont été construites ou sont en voie de construction, que les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies, etc. La nécessité de l'exportation de capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements « avantageux » font défaut au capital » (Lenine, 1996, p. 72 et 73).

L'approfondissement du développement de l'industrie résulte du développement du capitalisme mondial et de l'appui de l'Etat qui vont parallèlement fournir des conditions nécessaires, surtout structurelles propres à accélérer le processus d'accumulation du capital au Brésil. Le développement du capital dans l'industrie mène à l'augmentation de l'échelle et du rythme de l'accumulation de capital dans le pays. De même, le développement du marché du travail et de l'industrie sont inséparables car, au fur et à mesure que l'industrie se développe, il y a une forte croissance du marché du travail. Le développement du capitalisme n'est pas un simple procès de développement des forces productives, mais un processus de reproduction sur une plus grande échelle des relations sociales de production capitalistes.

Le niveau de développement du capitalisme européen permet que l'industrialisation au Brésil se réalise avec des techniques et des moyens de transports modernes. Le développement de l'industrie crée de nouvelles conditions pour la pénétration du capital étranger qui, dès la fin du XIX^{e} siècle, installe des usines de production d'électricité, des industries, etc. Cependant, le développement de l'industrie au Brésil s'opère de manière substantiellement différente de celle de l'Europe[214]. L'industrie mécanisée au Brésil ne suit pas les mêmes étapes, en matière de forces productives et d'organisation, que l'industrie européenne (artisanat, manufacture, grande industrie mécanisée). Mais quoi qu'il en soit, les techniques et les machines utilisées par l'industrie brésilienne sont importées d'Europe, ainsi que les moyens de transports et de communication. L'organisation technique de l'industrie naissante inclut

[214] Les concepts de la grande industrie mécanisée et des machines utilisés dans ce travail suivent la théorie de Marx, 1990, p. 492-639.

l'utilisation de techniques plutôt modernes, en vigueur dans les pays plus développés. Dès lors, les forces productives brésiliennes ont une évolution très vive, ce qui rapproche le pays d'un étalon mondial du capitalisme et éleve la qualité des biens consommés. On peut voir là le fruit d'une remodulation de toute la structure économique, ce qui a demandé du temps et des conditions structurelles spécifique pour se mettre en place.

Les conditions internationales donnent le ton au processus d'accumulation du capital au Brésil. Le développement du capitalisme à l'échelle mondiale, donne une impulsion au développement des pays retardataires, et ces pays se concurrencent entre eux dans la production de produits de base pour le marché mondial. La spécialisation dans la production agricole d'exportation d'un ou de quelques produits entre en contradiction avec le processus d'accumulation du capital au Brésil. Le capital se déplace vers l'industrie en raison des conditions de développement du capitalisme à l'échelle mondiale, dans son étape impérialiste, et des conditions de développement du capitalisme interne. L'exportation européenne de moyens de production, sous la forme de marchandises ou de capital, a encouragé le développement de l'industrie au Brésil. Au fur et à mesure, les moyens de production modernes sont importés dans le pays (dans une phase qualitativement plus avancée, la grande industrie mécanisée), jusqu'à un certain point, indépendamment du niveau de développement interne de l'industrie locale.

L'industrie se développe au Brésil parce que l'accumulation du capital a déjà atteint un certain niveau. Mais le développement du capitalisme à l'échelle globale rend possible que le développement de l'industrie dans le pays « saute » des étapes de développement du capitalisme « classique ». L'augmentation des flux de capitaux étrangers fournit des investissements pour de nouveaux secteurs, il y a une nette expansion des filiales des banques étrangères et l'installation des compagnies de production d'énergie électrique et des entreprises industrielles[215]. L'entrée des capitaux étrangers dans de nouveaux secteurs de l'économie est permise par la présence d'une structure urbaine et industrielle. L'intense développement de la production d'énergie

[215] Entreprises autorisées à fonctionner au Brésil : de 1889-1901 => 43 entreprises ; 1902-04 => 20 ; 1905-07 => 51 ; 1908-10 => 46. En 1907, les 23 sociétés anonymes autorisées sont (capital en livres sterling) : 7 entreprises nord-américaines avec un capital de 16,695 millions ; 6 anglaises avec environ 1 million ; 6 françaises avec 782 000 ; 2 belges avec 1,5 millions ; 1 argentine avec 75 000, et ; 1'uruguayenne avec 25 000. Ces entreprises se situent dans les domaines suivants : métallurgie et mines (6), routes et services publics (5), textile (2), activités diverses (5) (Luz, 1975, p. 93).

électrique stimule le développement industriel et les investissements se font dans les régions du pays où l'industrie est la plus développée.

Les fruits de l'intensification du flux de capital sont ressentis très vite, le pays connaît une période d'expansion considérable comme nous le verrons ensuite par les chiffres. En 1850, le Brésil possédait déjà 72 établissements industriels pour la production de biens de consommation (chapeaux, bougies, savon, bière, cigarettes, textiles de coton, etc)[216]. C'était une base significative si nous prenons en compte la taille réduite de la main-d'œuvre salariée, ce qui a changé dans les décennies suivantes. Durant les décennies 1850-60, l'activité économique oscille entre expansion et crises, mais le bilan est plutôt positif. Des entreprises sont fondées dans les secteurs des banques, des assurances, de la navigation à vapeur, des minerais, du transport urbain, du gaz, des chemins de fer et du réseau télégraphique[217]. Un nouvel essor industriel se met en place à la fin de la décennie 1860, développant d'autres secteurs de l'industrie (produits chimiques, instruments optiques et nautiques, cuir, verres, papier, etc). Ces secteurs ont bénéficié de la progression de la guerre civile aux Etats-Unis, de la guerre du Paraguay et du déplacement des capitaux de l'agriculture, lié à la baisse des prix du sucre[218]. Dans la décennie 1870, une fois de plus, les évolutions dans la sphère économique sont considérables et permettent un progrès significatif : (i) déposition de 374 brevets d'invention ; (ii) 142 autorisations d'exploitation de minerais ; (iii) mise en place de 32 chemins de fer ; (iv) élargissement du secteur d'assurance maritime et terrestre, et ; (v) nouvelles industries de navigation à vapeur, de gaz, de télégraphe, de ports, de services publics de l'eau, et de transport[219]. Durant cette décennie et surtout durant la suivante, on assiste à une énorme expansion de la production caféière et industrielle. L'immigration s'accélère, ainsi que le développement des centres urbains, des chemins de fer, du commerce et des services financiers. Se produit également une forte augmentation des prêts externes et des entreprises étrangères[220]. De 1881 à 1889, le nombre total d'établissements industriels au Brésil passe de 200 à plus de 600. Entre 1880-84 sont fondées 150 industries, et entre 1885-89, plus de 248[221]. Nous rapellons que les plus grandes industries de l'époque ont été créées par des planteurs de café et

[216] Lima, 1973, p. 264. Basbaum, 1957, p. 148-150.
[217] Prado Júnior, 2004, p.154, 192 et 193. Lima, 1973, p. 258 et 164-265. Luz, 1975, p. 30.
[218] Luz, 1985, p. 37. Luz, 1975, p. 40 et 41.
[219] Basbaum, 1957, p. 123.
[220] Les prêts externes ont atteint plus de 13,3 millions de livres sterling entre 1871 et 83, et plus de 32,5 millions de livres sterling en seulement quatre ans (1886-89) (Pinto, 1984, p. 140).
[221] Lima, 1973, p. 268 et 269.

des entrepreneurs liés au secteur caféier, une classe fortement concentrée dans l'Etat de São Paulo[222].

Tableau 9. Nombre de brevets industriels au Brésil (1851-1890)

Année	Brevets
1851-1870	176
1871-1880	335
1881-1890	995

Source : Pinto, 1984, p. 138.

Les mesures adoptées par l'Etat ont été aussi favorables à la continuation de cette expansion dans la période. Entre les années 1857-89, plusieurs modifications et augmentations des tarifs douaniers ont été mises en place pour favoriser l'industrie nationale. Ces mesures, qui cherchaient à augmenter les recettes fiscales, étaient appliquées de manière sélective, car les machines et les outils destinés à l'industrie et à l'agriculture faisaient l'objet d'une exemption. Décision qui, conjuguée à l'accentuation du développement du capitalisme européen, intensifie encore plus la croissance de l'industrie nationale grâce à des produits moins chers[223].

Cette évolution de l'activité et l'élargissement des secteurs économiques conduisent à une plus grande division du travail dans l'économie nationale. Les phénomènes économiques et technologiques de l'économie mondiale au XIX^{e} siècle sont, bien sûr, déterminants pour les techniques de production adoptées au Brésil. La dépendance technologique y a toujours été évidente dans le processus de développement des activités économiques et était la source de difficultés importantes pour les comptes externes, à chaque période d'expansion de la base productive nationale. Le développement des activités économiques sur le plan mondial et la spécialisation de chaque région forment la base de la division internationale du travail, fondée sur

[222] L'essor industriel est également considérable à São Paulo, ainsi que la mise en place de plusieurs entreprises dans les secteurs textiles, les usines de sucre, de papier, de céramique, de bières, etc. En 1885, à São Paulo, on comptait déjà 13 fabriques de textiles de coton, 315 fabriques de chapeaux, et 7 industries métallurgiques (Cano, 1998, p. 135-210. Silva, 1995, p. 71-90).

[223] Lima, 1973, p. 267. D'un point de vue externe, la deuxième moitié du XIX^{e} siècle se révèle complexe, mais la conjoncture favorise aussi le développement industriel. En 1851, le Brésil intervient militairement dans le conflit entre l'Argentine et l'Uruguay, appuyant les intérêts des fermiers du Sud du pays. Entre 1863 et 1865, le pays rompt ses relations diplomatiques avec l'Angleterre, en raison de problèmes trouvant leur origine à l'époque du trafic négrier. En 1864, à nouveau, le Brésil intervient dans les questions internes des pays voisins, en envahissant l'Uruguay. Ces conflits mènent à la Guerre du Paraguay (1864-1870). Pour financer les dépenses de guerre, le gouvernement brésilien recourt aux prêts externes. La guerre accroît les déficits budgétaires de l'Etat, mais stimule les secteurs de l'industrie, et engendre aussi la formation et le renforcement de l'organisation des activités économiques. La guerre du Paraguay a coûté à peu près 600 mille *contos de réis* aux coffres impériaux. La recette de l'empire en 1872-73 était d'environ 110 mille *contos de réis* (Basbaum, 1957, p. 121).

l'interdépendance de toutes les parties du monde. Ainsi, les pays non industrialisés, mais bénéficiant de ressources naturelles abondantes, assument le rôle de fournisseurs de matières premières et de nourriture, alors que les pays industrialisés fournissent des articles manufacturés. C'est de cette manière que se déroule l'insertion de l'économie brésilienne dans le contexte mondial, et que les exportations brésiliennes se concentrent sur le café qui devient le moteur de l'économie et de l'industrie nationale[224].

Les transformations structurelles économiques et sociales qui ont eu lieu dans le pays minent les bases de l'empire en tant que régime politique. De 1870 à 1889, les idées républicaines se diffusent avec rapidité. Des partis républicains apparaissent à Rio de Janeiro et à São Paulo, renforçant, entre autre, la participation des planteurs de café, marchands, professionnels libéraux, à la scène politique. Les idées de changement de régime étaient directement liées à l'instauration du travail salarié, idéaux républicains et abolitionnistes marchant main dans la main. Le processus de modification socio-économique et les mouvements politiques mènent à l'abolition de l'esclavage en 1888, et en novembre 1889, la monarchie est renversée par un coup d'Etat militaire. La famille royale est bannie, et un gouvernement provisoire s'installe.

S'ouvre alors une époque caractérisée par l'intense développement de l'industrie et par des transformations sociales encore plus profondes. Le nombre des immigrants débarquant à São Paulo augmente à partir de 1887, et se multiplie dans les années 1888-97[225]. L'intense flux de travailleurs augmente l'offre de la force de travail[226], ce qui assure le maintien et même la diminution des salaires, accélérant ainsi l'accumulation du capital. Il faut souligner que la base de l'expansion de l'accumulation (caféière ainsi que celle des autres activités) repose sur l'exploitation de cette force de travail par l'appropriation de la plus-value dans les activités productrices, appropriation liée à l'intensification de cette exploitation par la baisse des salaires et par la mécanisation.

« De la même manière que la reproduction simple reproduit constamment la relation du capital elle-même, c'est-à-dire la présence des capitalistes d'un côté et des travailleurs de l'autre, la reproduction élargie le fait également mais sur une échelle

[224] Canabrava, 1971, p. 85.
[225] Cano, 1998, p. 49 et 50.
[226] En Europe, la formation de la force de travail se réalise à l'intérieur du processus d'accumulation originel du capital, dans l'expropriation des producteurs et de leurs moyens de production (et leur transformation en salariés), et postérieurement à travers le développement de l'industrie et la croissance du prolétariat. Au Brésil, un tel processus n'a pas eu lieu. Les salariés des activités, rurales et urbaines, développées dès l'époque coloniale s'ajoutent à l'énorme importation de travailleurs déjà expropriés de leurs moyens de production et de leurs terres en Europe. En Europe et au Brésil, c'est le processus d'accumulation du capital qui crée le marché de la force de travail.

plus large, avec plus de capitalistes, ou de plus gros capitalistes, d'un côté, et plus de travailleurs de l'autre. La reproduction de la force de travail, devant sans cesse être réincorporée dans le capital comme moyen de valorisation, qui ne peut pas se libérer du capital, et dont l'asservissement au capital est seulement masquée par la variété des capitalistes individuels à qui elle se vend, est en fait un facteur de la reproduction du capital lui-même » (Marx, 1990, p. 763 et 764)[227].

Le changement de régime apporte les bases nécessaires à l'affermissement de l'accumulation du capital. La proclamation de la République engendre un rapide développement économique dans plusieurs activités et accélère les changements structurels nécessaires à l'intensification de l'accumulation de capital. Entre 1888-89, sont créés 14 banques, 26 industries, 4 chemins de fer, 3 compagnies de navigation, 2 d'agriculture. Au cours de l'année suivante, c'est-à-dire en 1890, sont fondées des sociétés anonymes avec un capital de 1.169,4 mille *contos de réis*, alors que les entreprises mises en place durant les 64 années d'empire représentaient un capital de 410,9 mille *contos de réis*[228]. Cette phase d'expansion économique et monétaire rapide, où le privilège d'émission est accordé à des banques privées, est suivie par une période de crise (1890-91) marquée par des faillites dans l'industrie, les banques et le commerce. Cette crise est connue sous le nom de « *encilhamento* »[229], et se caractérise par une forte spéculation financière suivie de plusieurs faillites. Toutefois, une vive croissance économique se met rapidement en place, influencée par un processus de centralisation lié à l'élimination des entreprises instables et à la solidification des autres. Une grande partie des entreprises érigées à cette époque se renforce, consolidant des groupes économiques. A l'époque, la politique monétaire était divisée entre les « *papélistes et métallistes* », mais la domination des papélistes qui souhaitaient favoriser l'expansion monétaire, provoque de nombreux problèmes et des excès sur une courte période. La dépréciation du change en 1891 inaugure une époque de détérioration des comptes externes en même temps qu'elle stimule l'industrie. La décennie 1890 connaît

[227] *« As simple reproduction constantly reproduces the capital-relation itself, i.e. the presence of capitalists on the side, and wage-labourers on the other side, so reproduction on an expanded scale, with more capitalists, or bigger capitalists, at one pole, and more wage-labourers at the other pole. The reproduction of labour-power which must incessantly be re-incorporated into capital as its means of valorization, which cannot get free of capital, and whose enslavement to capital is only concealed by the variety of individual capitalists to whom it sells itself, forms, in fact, a factor in the reproduction of capital itself. Accumulation of capital is therefore multiplication of the prolétariat »* (Marx, 1990, p. 763 et 764).
[228] Luz, 1975, p. 105.
[229] Voir : Franco, 1990, p. 11-28.

une nouvelle vague d'expansion de l'industrie avec la création de 924 établissements. Mais, à la fin du siècle, survient une autre crise qui débouche sur des faillites massives d'entreprises. Après une période de crise et une nouvelle concentration de capitaux, l'accumulation reprend son expansion au début du siècle, toujours avec l'aide de la politique gouvernementale[230].

L'action de l'Etat s'avère en effet essentielle à maints égards pour la défense des prix du principal produit d'exportation et, bien sûr, pour le processus d'accumulation du capital national[231]. L'observation du cycle du café est cruciale pour assurer la compréhension de la politique du gouvernement, de l'accumulation, et de l'allocation du capital à chaque moment de l'économie nationale. De plus, une grande partie des profits obtenus dans le café est alors investie dans diverses activités économiques, et accélère surtout la croissance industrielle. Graduellement, l'industrie devient l'une des principales sphères de l'accumulation de capital, mais le café est resté encore longtemps le principal facteur de la dynamique d'accumulation nationale. Nous revenons donc à ce cycle, à des moments importants, pour montrer comment la politique de l'Etat a pris forme.

Le grand souci de la classe dominante (et de l'Etat) reste le prix du café et ses conséquences pour l'ensemble de l'économie brésilienne, autrement dit pour le maintien des profits des capitalistes du café et le maintien du niveau des revenus dans l'économie. Durant la première crise de surproduction liée au café, au début du XX^{e} siècle, les caféiculteurs brésiliens étaient déjà conscients de leur condition privilégiée qui leur permettait de se défendre face à la baisse de prix. Pour compenser la baisse du prix du café, il fallait seulement avoir des ressources financières suffisantes pour maintenir en dehors du marché une partie de l'offre. Les stocks étaient formés et pouvaient être utilisés quand le revenu des pays importateurs atteignait des niveaux élevés, ou bien dans les années où la récolte était plus faible, sans créer pour autant une

[230] Carone, 1970, p. 78 et 79. Lima, 1973, p. 312.

[231] A partir de 1895-96, et surtout dès 1898, la surproduction de café déplace les capitaux et les travailleurs vers les activités urbaines (particulièrement, l'industrie). En 1898, le gouvernement est obligé de négocier le « gel » de la dette externe pendant dix ans, s'engageant à initier une politique déflationniste et de stabilisation monétaire. Pour la mettre en œuvre, l'Etat obtient des prêts auprès des banques anglaises (10 millions de livres sterling) en titres déposés à Londres, et garantit ces prêts par l'hypothèque des revenus de la douane de Rio de Janeiro, du service d'approvisionnement en eau de la capitale et du chemin de fer Central du Brésil. Cette renégociation a reçu le nom « *funding loan* », et sera renouvelée en 1914 (Lima, 1973, p. 312. Silva, 1995, p. 56 et 57). En 1902, le gouvernement établit un impôt pour chaque nouvel hectare de café planté, mais la production s'accroît intensément entre 1901-1906, en raison des plantations des années antérieures. Les récoltes qui étaient de 7,25 millions de sacs en 1897-98 atteignent 9,5 millions en 1899-1900, et 16,27 millions (82% de la production mondiale) en 1901-1902 (Silva, 1995, p. 60).

trajectoire décroissante dans les prix du café. Toutefois, les stocks de café s'accumulaient de plus en plus chaque année, causant des pertes croissantes en terme de revenu pour les producteurs et pour les pays qui avaient besoin de ce revenu pour maintenir leurs importations de base.

La situation n'était pas soutenable pour l'économie caféière et il a fallu que la classe des caféiers, toujours appuyée sur l'Etat, trouve une solution. Les fermiers et les gouverneurs de São Paulo, Minas Gerais et Rio de Janeiro se rencontrent dans la ville de Taubaté (Etat de São Paulo), pour mettre en place un accord de protection des prix du café, accord appliqué par les gouvernements locaux soutenus par le financement externe. Le pouvoir accordé aux régions, soutenu par la république, et l'idée de retirer du marché une partie de la production de grains, vont prendre progressivement forme, jusqu'à l'adoption du « *Convênio de Taubaté* [232]» en 1906. Dans cette convention sont définies les lignes directrices de la politique de valorisation du café qui peuvent être résumées dans les points suivants : (i) dans le but de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande du produit, le gouvernement intervient sur le marché pour acheter les excédents ; (ii) le financement de ces achats est financé par des emprunts externes ; (iii) le service de la dette lié à ces prêts est couvert par un nouvel impôt portant sur chaque sac de café exporté, et ; (iv) pour résoudre le problème sur le long terme, les gouvernements des Etats producteurs doivent décourager le développement des plantations. Les capitalistes, avec l'appui du gouvernement fédéral, obtiennent un prêt de 15 millions de livres sterling auprès des banquiers allemands, français et anglais. Dans cet accord, non seulement le gouvernement interdit la mise en place de nouvelles plantations, mais il se propose d'acheter et de détruire l'excédent de la production pour maintenir les prix. Ainsi, la production est garantie, et l'accumulation capitaliste peut se poursuivre, au bénéfice de la bourgeoisie du Sud-Est dans son ensemble[233].

La défense des prix du café continue dans les décennies suivantes, garantissant le maintien des profits tirés de la production du café et des activités qui y sont liées directement ou indirectement. La réalisation du produit est supportée par les travailleurs à travers l'augmentation du coût de la vie qui pèse particulièrement sur ceux qui produisent de la plus-value, le prolétariat urbain et rural. Les prêts externes ont permis que le poids de la réalisation du produit soit distribué sur une période plus longue. Alors que les profits de cette politique favorisent principalement la bourgeoisie, la dette

[232] Furtado, 2001, p. 177-185.
[233] Voir : Silva, 1995, p. 56-64 et Cano, 1998, p. 55.

externe et ses intérêts sont payés surtout par le peuple, de même que par l'élévation de l'exploitation directe du travail, des impôts et par la hausse du coût de la vie.

De 1898 à 1910, malgré de bas prix et en dépit des effets de la politique déflationniste, les exploitations de café augmentent en taille. En même temps, le déplacement de capitaux et des travailleurs du café[234] vers les villes contribue au développement rapide des activités urbaines. Les bas salaires agricoles durant cette période et le déplacement des travailleurs vers les villes amènent une baisse des salaires urbains[235]. Dans le même temps, il y a une augmentation constante des investissements dans l'industrie et l'intensification de l'expansion industrielle se fait parallèlement grâce à l'investissement des capitaux du café et à la baisse du coût de la main-d'œuvre[236]. Il est bon de souligner que de 1901 à 1910, l'importation des moyens de production a constitué 64,1% du total des importations brésiliennes, élargissant la capacité productive de l'industrie nationale[237].

La première décennie républicaine est une période très difficile pour la politique économique en raison des transformations structurelles dans l'économie du pays, et notamment, de la dissémination du travail salarié et de la réorganisation de l'insertion du Brésil dans l'économie mondiale. La fin de l'esclavage et l'entrée massive des immigrants, combinée au renouveau des relations financières avec l'extérieur, ont créé des enjeux difficiles à affronter. Dans les premières décennies du XX^{e} siècle, les plus grandes villes ont connu un effort d'organisation du prolétariat qui s'organise dans la lutte contre les abus des capitalistes. Les mouvements et les organisations de travailleurs se développent, et des grèves générales ont lieu, dans lesquelles les travailleurs s'affrontent à la bourgeoisie et l'obligent à reconnaître légalement leurs revendications. Cependant, les résultats tangibles n'arrivent pas immédiatement, les conquêtes partielles obtenues ne sont pas généralisées et n'entrent dans la législation qu'à partir de 1930[238].

---

[234] Les travailleurs abandonnent les plantations à la fin de leurs contrats, et rejoignent les villes. Les grandes fermes n'offrent plus suffisamment de travail. Quelques uns retournent dans leur pays d'origine, ou immigrent dans d'autres pays. De 1902 à 1906, le nombre d'immigrants entrés dans le pays était proche du nombre de ceux qui en sortaient (Silva, 1995, p. 46 et 47). Entre 1902 et 1910, sont arrivés à São Paulo 330 000 immigrants, mais seulement 16.667 y sont restés (Dean, 1971, p. 13).

[235] Dans cette période (1895-1907), le coût de la vie s'élève fortement alors que les salaires se maintiennent à un bas niveau, surtout ceux des travailleurs agricoles (Carone, 1970, p. 31).

[236] En 1901, sur les 50 plus grandes industries de São Paulo, il y avait 12.680 employés dont la plupart (5.530) travaillaient dans des industries dont les propriétaires étaient des fermiers (Dean, 1971, p. 45).

[237] Villela et Suzigan, 1973, p. 170.

[238] Sur le mouvement ouvrier de la première république brésilienne voir : Batalha (2000). Voir aussi sur l'organisation travailliste et la lutte des classes au Brésil : Dias (1959).

Les capitalistes organisés en classe, à travers l'Etat, réussissent à promouvoir les conditions de continuité et d'amplification de l'accumulation de capital, en subventionnant les activités économiques complémentaires du cycle caféier et en réprimant les manifestations de travailleurs. L'Etat prend part à ce processus, dans la mesure où il facilite l'essor de la production et des relations de production capitalistes. Processus qui implique un renforcement parallèle de l'accumulation dans le café et dans les autres activités économiques, et qui doit être vu dans son ensemble – le processus d'accumulation du capital est basé fondamentalement sur l'exploitation de la force de travail.

L'accumulation du capital est fondée sur l'exploitation de la force de travail salarié, c'est-à-dire, sur la création et l'appropriation de la plus-value dans la sphère de production de la marchandise. L'exploitation s'appuie sur de longues journées de travail et sur une pression constante qui vise à réduire les salaires réels, grâce à l'utilisation de machines dans l'industrie et au recrutement de femmes et d'enfants. Au Brésil, cette dynamique n'a pas été différente, vu que le capitalisme utilise, partout dans le monde, les mêmes moyens pour favoriser l'accumulation de capital. Le développement de l'industrie est marqué par l'utilisation de moyens de production modernes importés d'Europe, ce qui, tout comme sur le vieux continent, permet l'incorporation de femmes et d'enfants dans l'armée des travailleurs industriels. Le capital étranger, dans le même temps où il stimule le développement du capitalisme au Brésil, augmente sa participation à l'exploitation directe de la force de travail du pays. De sorte qu'il est possible d'intensifier l'exploitation des travailleurs sans distinction.

« Tant que les machines fonctionnent avec une force musculaire, elles sont un moyen pour employer des travailleurs de force musculaire légère, ou dont le développement corporel est encore incomplet, mais surtout ceux dont les membres sont encore souples. Le travail des femmes et des enfants fut donc le premier résultat de l'utilisation capitaliste des machines! Cela permettait de substituer du travail et des travailleurs, car la machine était immédiatement transformée en moyens d'augmenter le nombre de travailleurs en intégrant, sous la houlette directe du capital, chaque membre de la famille du travailleur, sans distinction d'âge ou de sexe. Le travail obligatoire prenait la place, pour les capitalistes, non seulement du rôle des enfants, mais aussi du

travail indépendant à domicile, au sein de certaines limites, sociales comme la famille elle-même » (Marx, 1990, p. 517)[239].

L'emploi des machines rend donc possible le développement du marché de la force de travail, et l'intensification de l'exploitation des travailleurs.

« La valeur de la force de travail était déterminée non seulement par le temps de travail nécessaire pour faire survivre le travailleur adulte individuel, mais aussi par la nécessité de réponse aux besoins de sa famille. La machine, en intégrant chaque membre de la famille au marché du travail, répandait la valeur de la force de travail de l'homme sur toute sa famille. Elle la dévalorisait donc. Pour acquérir la force de travail d'une famille de quatre travailleurs, cela coûtait peut-être plus qu'auparavant pour acquérir la force de travail du chef de famille, mais en retour on obtenait quatre jours de travail au lieu d'un seul, et les prix chutaient proportionnellement à l'excès de surtravail de quatre personnes sur le surtravail d'une seule. Pour que la famille puisse vivre, quatre personnes fournissent maintenant non seulement du travail pour le capitaliste, mais aussi du surtravail. Nous observons donc que la machine, pendant qu'elle augmente le matériel humain qui forme le champ d'exploitation le plus caractéristique du capital, élève dans le même temps le niveau de l'exploitation » (Marx, 1990, p. 518)[240].

La grande expansion du marché du travail, liée à l'utilisation de femmes et d'enfants, mène à l'augmentation de la concurrence entre les travailleurs, et corrolairement à la baisse des salaires. De surcroît, le maintien d'une forte immigration de travailleurs européens s'orientant vers l'agriculture ou vers d'autres activités urbaines a des effets négatifs sur les salaires, dès lors que l'offre de travail a été

---

[239] *« In so far as machinery dispenses with muscular power, it becomes a means for employing workers of slight muscular strength, or whose bodily development is incomplete, but those whose limbs are all the more supple. The labor of women and children was therefore the first result of the capitalist application of machinery! That mighty substitute for labour and for workers, the machine, was immediately transformed into means for increasing the number of wage-labourers by enrolling, under the direct sway of capital, every member of the worker's family, without distinction of age or sex. Compulsory work for the capitalist usurped the place, not only of the children's play, but also of independent labour at home, within customary limits, for the family itself »* (Marx, 1990, p. 517).

[240] *« The value of labour-power was determined, not only by the labour-time necessary to maintain the individual adult worker, but also by that necessary to maintain his family. Machinery, by throwing every member of the family onto the labour-market, spreads the value of the man's labour-power over his whole family. It thus depreciates it. To purchase the labour-power of a family of four workers may perhaps cost more than it formerly did to purchase the labour-power of the head of the family, but, in return four days' labour takes the place of one day's, and the price falls in proportion to the excess of the surplus labour of four over the surplus labour of one. In order that the family may live, four people must now provide not only labour for the capitalist, but also surplus labour. Thus we see that the machinery, while augmenting the human material that forms capital's most characteristic field of exploitation, at the same time raises the degree of that exploitation »* (Marx, 1990, p. 518).

amplifiée et concentrée dans certaines villes[241]. Les villes se développent rapidement et surtout dans l'Etat de São Paulo. A titre d'exemple, en 1872 au Brésil, on compte 67 villes de plus de 30 000 habitants, et en 1920, elles sont 265 dans le même cas. En 1872, dans l'Etat de São Paulo, sans compter la capitale, il n'y avait pas de villes de plus de quelques milliers d'habitants : en 1920, il y a dans cet Etat 34 villes de plus de 30 000 habitants. La ville de São Paulo comptait à peine 31.385 habitants en 1872 ; elle atteint 580.000 habitants en 1920[242].

C'est la raison pour laquelle les conditions de travail et les salaires ne pouvaient pas être satisfaisants et étaient aussi dégradants qu'ils l'étaient dans les premiers temps en Europe. Pour la rémunération, les patrons établissaient des différences de salaires en fonction de l'âge et du sexe, et les salaires des enfants et des femmes étaient beaucoup plus faibles que ceux des hommes. La journée de travail, au début du XX^{e} siècle, était de 13 à 15 heures et les capitalistes exerçaient une pression constante pour que soit prolongée au maximum la journée de travail, ce qui permettait une plus grande appropriation de plus-value. Dès lors, surgissent les premières tentatives pour unifier le mouvement du prolétariat à un niveau national. Les travailleurs réussissent à conquérir quelques droits à travers des luttes intenses, mais le maintien des conquêtes n'est pas facile. Il s'agit seulement du début des mouvements de lutte des classes au Brésil, et l'intensification de l'industrialisation et de l'urbanisation ne font qu'accélerer ces conflits[243].

L'intensification des tensions va augmenter avec l'approfondissement du développement des secteurs économiques, mais les conquêtes croissantes de leurs droits par les travailleurs est un long chemin, marqué par de fortes avancées et des retards. Déjà à cette époque, la bourgeoisie (à travers l'Etat) essaye de maîtriser les mouvements de travailleurs et de freiner la lutte des classes, en acceptant légalement quelques

[241] En 1901, sur les 50 000 travailleurs urbains de l'Etat de São Paulo, 90% étaient des immigrants étrangers. Dans la ville de São Paulo, il y avait 7.962 travailleurs, dont 4.999 immigrants. En 1906, Rio de Janeiro avait 118.770 travailleurs urbains, la plupart portugais et espagnols. En 1912, dans les 31 fabriques textiles de São Paulo, il y avait 10.204 travailleurs : 1.843 brésiliens, 6.044 italiens, 824 portugais ; le reste étaient des espagnols. En 1920, dans l'Etat de São Paulo, il y avait 136.135 travailleurs brésiliens et 93.130 étrangers. Dans la capitale, il y avait 49.071 travailleurs brésiliens et 53.304 étrangers. La ville de São Paulo avait à cette époque une population de 600 000 habitants, dont 200 000 étrangers (dont 50% d'italiens) (Carone, 1970, p. 191-193).

[242] Silva, 1995, p. 93.

[243] En 1920, le salaire moyen d'un ouvrier de l'industrie de São Paulo était de 4.000 *contos de réis* par jour, pour plus de 10 heures de travail, six jours par semaine. Pour avoir une idée du pouvoir d'achat que représente ce montant, rappelons qu'avec 4.000 *contos de réis*, il était possible d'acheter un demi kilo de riz, de pâtes ou de sucre. En 1919, les seules dépenses d'alimentation d'une famille de 7 personnes atteignaient quatre salaires moyens (Luz, 1975, p. 40 et 41. Basbaum, 1957, p. 144 et 145).

revendications pour apaiser les conflits[244]. Cette attitude devient régulière dans les années suivantes et se généralise à partir du coup d'Etat de 1930. Cependant, la lutte des travailleurs pour une organisation indépendante de l'orientation de l'Etat et de la bourgeoisie se poursuit. Les manifestations et les tensions entre les classes sociales sont inhérentes au modèle capitaliste, mais cela ne veut pas dire, du moins durant cette époque, que le système s'effondre. L'accumulation du capital et l'exploitation de la plus-value des travailleurs n'en sont qu'accentuées, ce qui stimule la lutte des classes et l'approfondissement du système capitaliste dans le pays. Le café et, peu à peu, l'industrie sont les forces motrices de ce processus socio-économique qui ne cesse de s'accélérer[245].

L'industrie se développe rapidement, accumulant du capital grâce aux conditions très favorables mises en place par l'Etat et exploitant la plus-value du prolétariat. De 1901 à 1906, sont créés 2.438 nouveaux établissements industriels et en 1907, l'industrie brésilienne était déjà centralisée[246]. La plupart du capital industriel, du capital ouvrier, de la force motrice et de la valeur de la production industrielle se concentraient dans un nombre relativement réduit de grandes industries mécanisées, situées dans les Etats de São Paulo et de Rio de Janeiro.

A Rio de Janeiro, en 1907, il y avait 670 établissements industriels avec un capital de 170 000 *contos de réis*, une force motrice de 22.279 chevaux-vapeur et 35.243 ouvriers. Parmi ces travailleurs, 20.196 travaillaient dans 66 grandes industries, ce qui représente une moyenne de 306 ouvriers par entreprise. Ces grandes entreprises (de plus de 100 travailleurs ou de plus de 1 000 *contos de réis* de capital) représentaient 9,9% des établissements industriels dans la capitale, mais concentraient 70,8% du capital total de l'industrie, 57,3% des travailleurs et 51,9% de la valeur de la production industrielle. Les 24 plus grandes industries représentaient 3,6% du total des industries de la capitale, mais réunissaient 61,3% du capital total et 37,7% des ouvriers. Les grandes entreprises dominaient la production dans la plupart des segments industriels (textiles, alimentaires, construction navale, matériel de transport). Dans l'Etat de São Paulo, la situation était semblable et les grands établissements industriels détenaient aussi la majorité des moyens de production et des travailleurs. En 1907, il y avait dans l'Etat de São Paulo 326 industries réunissant un capital d'environ 128 000

[244] Simão, 1966, p. 107.
[245] Villela et Suzigan, 1973, p. 120. Voir : Carone (1969)
[246] Carone, 1970, p. 78-80.

contos de réis, une force motrice de 18.301 chevaux-vapeur et 24.186 ouvriers. Les 72 plus grandes entreprises employaient 19.414 travailleurs, soit 80,3% du total des ouvriers de l'Etat. Ces entreprises représentaient 22,1% du total des établissements industriels et concentraient 86% du capital de l'industrie et 77,4% de la valeur de la production. Presque la moitié des ouvriers de l'Etat était employée dans 27 sociétés seulement. Ces entreprises représentaient 8,3% du nombre total des industries, 70,1% du capital, et employaient 45% de la main-d'œuvre de l'Etat – soit une moyenne de 403 travailleurs par entreprise[247]. Cette concentration du capital et de la production, de même que la domination des grandes sociétés mécanisées, était aussi présente dans les autres Etats.

Tableau 10. Industrie de Rio de Janeiro et São Paulo (1907, 1920 et 1929)

Année	**Nombre d'entreprises**	**Capital** (*contos de Réis*)	**Force motrice** (cheval-vapeur)	**Nombre d'ouvriers**
Rio de Janeiro				
1907	662	167.120	22.279	34.850
1920	1.542	441.669	69.703	56.517
1929	1.937	641.661	-	93.525
São Paulo				
1907	326	127.702	18.301	24.186
1920	4.145	537.817	94.099	83.998
1929	6.923	1.101.824	-	148.376

Source : Silva, 1995, p. 73.

Pour établir un paramètre du poids de ces deux Etats dans l'ensemble de l'économie nationale, nous prenons ensuite les données relatives au pays. Au Brésil, en 1907, il y avait 3.258 établissements, 653 555 *contos de réis*, 149.018 ouvriers et 731.292 chevaux-vapeurs de force motrice. Les grandes entreprises représentaient moins de 12% du nombre des entreprises présentes dans le pays ; elles concentraient 70% du capital de l'industrie et des ouvriers, et environ 60% de la valeur de la production[248].

La production industrielle brésilienne était déjà relativement importante en 1907. Selon la recherche du Centre Industriel du Brésil, en 1907 : (i) la production industrielle dépasse la valeur des exportations de café et de caoutchouc – les deux principaux produits d'exportation à l'époque ; (ii) la valeur de la production industrielle dépasse aussi le montant total des importations du pays durant cette année ; (iii) la

[247] Silva, 1995, p. 75-85.
[248] Ibid., p. 73.

production nationale de 30 articles industriels de grande consommation est trois fois plus importante que l'importation de ces articles, et l'industrie brésilienne produit plus de la moitié des marchandises industrialisées consommées dans le pays. L'expansion de la production industrielle a stimulé les autres secteurs de l'économie, comme l'agriculture de subsistance. La production agricole pour le marché domestique représente 32,1% de la production agricole nationale totale en 1907 et fournit 95,5% de la consommation interne. La même année, la production brésilienne (industrielle et agricole) est à l'origine de 74,7% des produits consommés ou utilisés dans le pays ; le marché interne ne cesse de gagner en importance. D'ailleurs, cette même année, 54,7% de la valeur de la production totale du pays lui est destinée. D'où le constat que, déjà en 1907, plus de la moitié de la production totale du pays est réservée au marché national[249]. Ce pourcentage augmente considérablement dans les décennies suivantes.

Tableau 11. Industrie au Brésil (1907 et 1920)

Année	Nombre d'entreprises	Capital (*contos de réis*)	Force motrice (cheval-vapeur)	Nombre d'ouvriers
1907	3.258	653.555	731.292	149.018
1920	13.336	1.815.156	2.959.176	275.512

Source : Silva, 1995, p. 72.

Les premières décennies du XX^{e} siècle montrent une croissance importante de l'industrie brésilienne. Entre 1907 et 1920, le nombre d'ouvriers augmente de 85%, la force motrice utilisée de plus de 300% et les établissements industriels de 310%. Cependant, cette croissance n'est pas homogène dans toutes les régions du pays, la concentration de l'industrie au Sud-Est (Rio de Janeiro et São Paulo) continue à s'accentuer, en raison de la présence de nombreux consommateurs et de la position géographique de la région qui abrite 65% de la valeur de la production industrielle, Rio de Janeiro et São Paulo à elles seuls concentrant 52% de cette valeur ajoutée. L'industrie de São Paulo acquiert de plus en plus d'importance dans le contexte national ; dépassant la capitale du pays, elle finit par représenter 33% de la valeur ajoutée industrielle du pays en 1920. Entre 1907 et 1920, le nombre d'ouvriers à São Paulo augmente d'à peu près 250% et la force motrice utilisée dans l'industrie augmente de plus de 400%[250].

[249] Villela et Suzigan, 1973, p. 68.
[250] Silva, 1995, p. 73 et 74.

En analysant les données statistiques, on s'aperçoit également qu'il y a une croissance du nombre des grandes industries et de leur taille. La taille moyenne des grandes industries augmente durant cette période et le nombre d'ouvriers par établissement passe de 276 en 1907 à 368 en 1920. A São Paulo, le nombre des grandes industries (100 travailleurs ou plus) augmente, passant de 70 à 147 entre 1907-20. En 1920, sur les 84 000 ouvriers de l'Etat de São Paulo, 54 000 sont concentrés dans ces 147 grandes industries et plus de 30 000 se trouvent dans 32 industries de 500 travailleurs ou plus (une moyenne de 956 ouvriers par établissement). A São Paulo, les grandes industries (100 travailleurs ou plus) représentent 3,5% du total des établissements industriels, et rassemblent 65% du total des ouvriers de l'Etat. Dans le District Fédéral, on observe aussi la croissance des grandes industries qui passent de 64 à 99 établissements et emploient presque 36 000 ouvriers sur les 57 000 de cette région en 1920. Plus de 20 000 travailleurs sont d'ailleurs employés par 15 établissements (de 500 ouvriers ou plus), ce qui représente une moyenne de 1.334 travailleurs par industrie. Dans le District Fédéral, 63% des travailleurs et 73% du capital sont concentrés dans les grandes industries. En 1920, au Brésil, les sociétés anonymes représentent 4% des établissements industriels, mais concentrent 46,5% des ouvriers, 48,8% de la valeur de la production industrielle, 59,5% de la force motrice et 62% du capital de l'industrie brésilienne. Cette même année, les secteurs industriels les plus importants restent les textiles et la nourriture (67,8% de la valeur totale de la production industrielle)[251].

L'accumulation du capital industriel se poursuit de manière accélérée même dans la période de guerre. Entre 1915 et 1919, sont créés 5.936 nouveaux établissements industriels. Selon le recensement de 1919, presque un quart du capital de l'industrie est détenu par des établissements créés dans cette période. A São Paulo, entre 1915-19, sont créées 323 nouvelles industries. Dans cet Etat, les entreprises textiles augmentent pour arriver à 41 établissements et environ 13 000 ouvriers en 1915 puis à 47 établissements et environ 23 000 ouvriers en 1919. La moyenne des ouvriers par établissement textile croît et passe de 439 à 489. A Rio de Janeiro, les industries créées entre 1915-19, concentrent 13,4% du capital et 21,4% des ouvriers en 1919[252]. L'augmentation de la concentration à cette époque est certainement plus importante que celle indiquée par les moyennes et son parcours continue à un rythme toujours plus rapide.

[251] Lima, 1973, p. 324-331.
[252] Cano, 1998, p. 182 et 183. Silva, 1995, p. 95 et 96. Simão, 1966, p. 19.

Le secteur bancaire et le commerce extérieur[253] connaissent aussi un essor considérable dans la période. Les banques ainsi que les maisons d'import-export jouent un rôle crucial dans l'accumulation du capital[254], la finance prend de plus en plus d'importance depuis la monétisation du dernier quart du XIX^{e} siècle. En 1913, les banques nationales et étrangères détiennent un capital de 3,23 millions de *contos de réis*, ce qui représente 4,5 fois le capital investi dans l'industrie en 1910. Pendant la Première Guerre mondiale, la contraction des exportations et des importations déplace le capital vers les banques, stimulant à nouveau l'économie domestique. Dans la période suivante, il y a une forte croissance du capital des banques qui passe de 8,11 millions de *contos de réis* en 1919 à 11,3 millions de *contos de réis* en 1921. Pour avoir un point de comparaison, rappelons que le capital, dans l'industrie, en 1920, est d'environ 3 millions de *contos de réis*[255]. Les banques jouent un rôle très important dans le développement du capitalisme au Brésil à travers le financement de différentes activités comme le commerce extérieur et les industries, rendant ainsi possible la centralisation du capital et son déplacement d'une activité à l'autre[256].

L'accroissement du développement industriel a demandé la mise en place des autres secteurs indispensables à la continuation de ce processus. Aussi assiste-t-on à un grand développement des usines de production d'énergie électrique et de sidérurgie. La production de l'énergie électrique a été essentielle pour le développement de l'industrie. Pour avoir une idée de son évolution, il suffit de noter que la puissance des usines électriques installées est passée de 10.350 chevaux-vapeur en 1890 à 203.901 chevaux-vapeur en 1910, et à 475.652 en 1925[257]. La production sidérurgique brésilienne a connu aussi une pleine expansion : de trois tonnes en 1914, elle atteint 11 tonnes en 1918, et en 1920 couvre 67% de la consommation nationale de fer. Dès 1911, le

[253] Le commerce externe est passé par une forte croissance durant cette période, les grands exportateurs bénéficiant de l'expansion du café, mais également de ses crises. Dans les crises, le gouvernement achète le café directement aux planteurs (éliminant les intermédiaires), et le garde dans les ports pour profiter des modifications de prix. Les importateurs ont aussi bénéficié du développement des activités nécessitant l'importation de machines, de matières premières et d'autres biens destinés à l'agriculture, à l'industrie, aux ports et aux chemins de fer. De surcroît, les fermiers, banquiers et marchands se sont enrichis dans les affaires d'importation et ont aussi investi dans l'industrie. Une grande partie des industries appartiennent aux importateurs, dont beaucoup sont des immigrants. Cependant, contrairement aux travailleurs européens venus travailler dans les plantations de café, ces marchands sont d'origine urbaine, et sont arrivés au Brésil avec un peu de capital ou disposant de connaissance techniques et de contacts avec les entreprises européennes, ou même ont installé des filiales pour ces entreprises. Sur la « bourgeoisie immigrante », voir : Dean, 1971, p. 57. Silva (1995).
[254] En 1889, il y avait au Brésil 30 banques nationales (Carone, 1970, p. 21. Cano, 1998, p. 57).
[255] Voir le chapitre Origines de l'Industrie : Silva, 1995, p. 71-111.
[256] Carone, 1970, p. 33-35. Voir aussi : Cano (1998).
[257] Silva, 1995, p. 52.

gouvernement concède des avantages pour l'installation des usines sidérurgiques dans le pays, mais les résultats tardent à arriver[258]. En 1917, est fondée la Compagnie Sidérurgique *Mineira*, qui en 1921 s'associe au capital belge (Compagnie *Belgo Mineira*). En 1920, de nouvelles mesures sont prises pour favoriser l'implantation d'industries sidérurgiques. Ces entreprises, en collaboration avec la compagnie *Morro Grande* (Minas Gerais) et *Companhia Brasileira de Mineração e Metalurgia* (São Paulo), assurent environ 96% de la production nationale de lingot d'acier. Un autre secteur tout aussi crucial se développe, le secteur du ciment. En 1924, la *Companhia Brasileira de Cimento Portland* s'installe à São Paulo (70% de capital étranger), avec une capacité de 200 000 tonnes de ciment annuelles. Elle commence la production en 1926, avec 13 000 tonnes de ciment, et atteint en 1929 96 000 tonnes (15% de la consommation nationale). Dans la deuxième partie de la décennie 1920, la production sidérurgique et celle de ciment connaissent une phase d'essor grâce à des politiques de subvention de l'Etat. L'implantation des industries du ciment et de l'acier reçoît une série de subventions du gouvernement fédéral : (i) exemption de l'impôt d'importation pour les machines et équipements ; (ii) subventions pour les taxes de transport pour les matières premières et d'autres moyens de production, et ; (iii) achat d'une partie de la production garanti par l'Etat. En même temps, le gouvernement exige quelques contreparties qui favorisent l'économie domestique : l'utilisation de matières premières nationales (lorsque c'est possible) et l'emploi d'au moins 50% de main-d'œuvre nationale. Pour l'industrie sidérurgique, le gouvernement offre aussi des prêts à long terme et des intérêts très bas[259].

Une plus grande diversification de la production industrielle a lieu pendant toute la décennie 1920 grâce aux subventions de l'Etat. La décision de stimuler la production interne dans cette période avait pour objectif de réduire les importations qui surchargeaient la balance commerciale, mais cette stimulation était également nécessaire au développement industriel et à ce qui touchait à la « sécurité nationale »[260]. Cependant, il ne fait pas de doute que, pendant la guerre, la pénurie de quelques matières premières et d'autres produits a poussé le gouvernement à faire ce changement institutionnel, et surtout a déterminé le rôle de l'Etat dans la planification de l'économie. A partir de ce moment là, l'Etat s'est impliqué de plus en plus dans le

[258] La croissance de la production brésilienne de fer « *gusa* » est de (en tonnes) : 1900, 0,750 ; 1914, 3,0 ; 1916, 4,0 ; 1918, 11,0 ; 1920, 14,0 ; 1930, 35,0 (Carone, 1970, p. 93 et Cano, 1998, p. 182 et 183).
[259] Cano, 1998, p. 200 et 201.
[260] Suzigan, 2000, p. 261-362.

développement de l'accumulation du capital industriel et dans la planification économique[261].

Néanmoins, un facteur s'est révélé déterminant pour l'accéleration de l'accumulation du capital après la guerre : l'accumulation de devises externes. Les profits venus des exportations, accumulés pendant la guerre, ont financé un accroissement considérable de l'importation des biens de capital, juste après la fin des hostilités. Ainsi, la capacité installée oisive de la production industrielle brésilienne a été considérablement élargie dans cette période[262]. Malgré quelques crises, la décennie 1920 est marquée par une grande expansion. Entre 1923-28, les exportations et le prix international du café se maintiennent à un niveau élevé, ce qui a eu des effets favorables sur le financement de biens de production pour l'industrie domestique. Le tout engendre des moyens financiers qui vont financer encore plus les importations de moyens de production pour l'industrie nationale, secteur alors en plein essor. D'ailleurs, les flux de capital étranger augmentent avec les apports de l'industrie et les prêts externes[263]. C'est aussi durant cette décennie que les moyens de communications connaissent une forte expansion, de même que les transports et la production d'énergie électrique[264]. De 1920 à 1929, sont créés 4.687 nouveaux établissements industriels et le nombre d'ouvriers passe de 275 500 en 1920 à 450 000 en 1930. Parmi ces nouveaux établissements industriels, 68% sont créés dans le District Fédéral et à São Paulo, dont 60% à São Paulo seulement. En 1929, plus de la moitié (54%) des ouvriers brésiliens sont concentrés dans le District Fédéral et à São Paulo. Ce dernier abrite 33% des ouvriers de l'industrie nationale. L'industrie de São Paulo croît rapidement à cette époque et passe par un processus d'intégration, de modernisation et de diversification de la production. La formation des cartels et la centralisation des capitaux conduit alors plusieurs petites entreprises à la faillite[265].

Dans le secteur caféier, produit encore très important pour l'accumulation du capital national, la décennie 1920 est marquée par la continuation du système de défense des prix. Cette politique provoque une nouvelle chute dès le début de la décennie (1921-

[261] Au sujet de l'Etat et l'industrialisation brésilienne, voir : Aureliano, 1999. p. 95-140.
[262] Cano, 1998, p. 189 et 190.
[263] L'exportation de capital vers le Brésil sous la forme de prêts se maintient à un niveau très élevé. De 1889 à 1930, les prêts externes, effectués par les gouvernements fédéraux et étatiques, représentent environ 161 millions de livres sterling, 372,7 millions de dollars et 763,7 millions de francs (Carone, 1970, p. 136). Dans la période 1889-99, les prêts sont d'environ 26 millions de livres sterling. De 1900-12, ils sont de 93,75 millions de livres, 697,75 millions de francs (Luz, 1975, p. 92 et 104).
[264] Villela et Suzigan, 1973, p. 168.
[265] Carone, 1970, p. 81 et 192. Voir aussi : Cano (1998).

22), ce qui amène une dévaluation du taux de change et un nouveau soutien des prix, financé avec des prêts anglais d'une valeur de 9 millions de livres sterling. A partir de 1922, le gouvernement fédéral établit un plan de défense permanente du café (avec un stockage régulateur dans l'Etat de São Paulo). En 1924, la politique de défense du café amène la création, dans l'Etat de São Paulo, de l'Institut Paulista de Défense Permanente du Café, chargé d'assurer le crédit et le financement des planteurs (ainsi que la limitation des nouvelles plantations). En 1926, le gouvernement crée une Caisse de Stabilisation pour éviter la valorisation excessive de la monnaie, mesure qui profite aux fermiers exportateurs. Les années suivantes, les prix reviennent à leur niveau initial, et on observe une nouvelle expansion des plantations. Cela donne lieu à une nouvelle surproduction en 1928, le prix chute de 45%, et en 1929 le café entre dans une autre crise. D'ailleurs, avec la crise de 1929, la demande et les ventes ont diminué, et par conséquent, les prix externes également, entraînant de nouvelles pressions des fermiers sur le gouvernement[266].

L'accumulation de capital dans la région Sud-Est du pays donne naissance à une bourgeoisie régionale qui impose ses choix à l'ensemble du pays. L'Etat représente les intérêts de cette bourgeoisie : (i) ceux des planteurs – en subventionnant l'immigration, le crédit, l'implantation de chemins de fer, le maintien des prix du café, et l'exemption d'impôts ; (ii) ceux des industriels – en facilitant l'importation de machines, en fournissant des crédits, et, pendant les crises, en mettant en place de nouvelles lois ; travail – salaires, impôts, répression, lois sur le travail. L'utilisation des ressources publiques pour favoriser la classe dominante est récurrente dans l'histoire du pays et, jusqu'à nos jours, il n'est pas rare de voir les classes dominantes s'approprier le pouvoir et l'utiliser pour défendre leurs propres intérêts. L'Etat n'est que le représentant de la bourgeoisie et la politique de défense du prix du café est le fait le plus marquant de cette période et de la domination de cette classe sur l'appareil de l'Etat.

Néanmoins, nous ne pouvons pas nier que la politique de défense du prix du café a eu des effets très bénéfiques sur le maintien du niveau du revenu de l'économie et a été fondamentale dans l'accumulation du capital. Le gouvernement a tout fait pour maintenir les profits des caféiculteurs et leurs revenus ; cependant, le maintien du niveau de revenu de l'économie caféière maintenait également le revenu des autres activités liées au café et empêchait le pays de tomber dans une récession profonde. Le

[266] Cano, 1998, p. 55-57. Carone, 1970, p. 43-51.

café a aussi été la priorité des politiques de l'Etat à cause de son poids économique et de son effet multiplicateur au niveau des autres activités économiques[267].

Toutefois, les politiques d'appui au secteur caféier avaient des limites structurelles. Pour comprendre les raisons de ces limites, nous allons analyser ce mécanisme de plus près et essayer de répondre à quelques questions : quelles ont été les principales erreurs de la défense du prix du café ? Ce programme créait-il des incitations artificielles à l'expansion de la production de café ? Quels en ont été les résultats sur le marché interne du café et le marché mondial ? Quelles politiques économiques ont été utilisées pour maintenir le revenu des caféiculteurs ? Quelles ont été les conséquences de cette politique pour l'ensemble de l'économie nationale et pour le niveau de revenu ? Quels en ont été les effets dans la distribution du revenu ? Pouvons-nous dire que l'Etat brésilien a adopté une politique kaleckienne ? Les politiques économiques ont-elles stimulé la demande effective ? Et ont-elles eu un effet multiplicateur dans l'ensemble de l'économie et dans l'accroissement du développement industriel brésilien ?

Malgré le caractère pertinent du programme de défense du café, force est de constater qu'il ignorait un aspect très important – les prix. Le stimulus artificiel donné à la culture du café a préservé la rentabilité du secteur, et a stimulé une constante augmentation des terres consacrées à la culture de ce produit, avec comme corollaire une augmentation croissante de la production et des stocks. De surcroît, la défense du prix du café rendait le produit rentable sur tout le marché international, ce qui incitait les autres pays à produire du café pour l'exporter. Néanmoins, il faut souligner que la demande de café s'accroissait lentement avec l'urbanisation et l'élévation des revenus des pays importateurs, car le produit avait une faible élasticité de revenu. Ansi, il est évident que le nœud du problème reposait sur un déséquilibre entre l'offre et la demande et nous pouvons conclure que le mécanisme de défense du café n'était qu'un renvoi sur le long terme d'un problème qui s'aggravait chaque jour, et qui, tôt ou tard, devrait être résolu.

Dès 1928, l'économie caféière se trouve face à une grande impasse ; elle est à son plus haut niveau de production et ne bénéficie plus alors d'aucune possibilité de contracter un nouveau financement externe en conservant de nouveaux stocks. Il s'agit alors de savoir quoi faire du café, récolté ou non, et d'envisager à coup sûr des pertes.

[267] Les modifications institutionnelles et les conditions favorables à l'expansion de la caféiculture feront du Brésil le plus grand producteur de café au monde, assurant approximativement les trois quarts de l'offre mondiale de café. Cette situation a rendu possible le contrôle de l'offre globale du produit, et de là, le contrôle des prix afin de bénéficier au maximum de cet avantage.

L'abandon des plantations de café pouvait, en effet, engendrer de grosses pertes pour l'ensemble du revenu national, étant donné l'effet multiplicateur du secteur externe sur le revenu, l'emploi et l'activité économique nationale. C'est pourquoi le choix s'est porté sur le maintien de la politique d'appui au café, ce qui a évidemment eu des conséquences dès l'année suivante. La grande accumulation de stocks de 1929, la rapide liquidation des réserves métalliques brésiliennes, et les maigres perspectives de financement des grandes récoltes prévues pour les années postérieures à la crise ont accéléré la chute du prix international du café dès la fin de l'année 1929. Le café est un produit qui possède des caractéristiques très particulières et voit son prix beaucoup plus affecté par l'offre que par la demande. L'offre détermine le niveau des prix, et peut affecter brusquement les cours, notamment lorsque la surproduction fait plonger les prix alors que la hausse du revenu n'augmente que marginalement la demande. La chute des cours internationaux du café et la faillite du système de convertibilité entraînent un déclin encore plus aigu de la valeur de la monnaie. Le gouvernement répond à cette situation avec une politique de change qui vise à maintenir le revenu des caféiculteurs. En conséquence, la dépréciation du change apporte des avantages et un certain soulagement au secteur exportateur. D'autant plus que la plupart des pertes pouvaient être transférées à l'ensemble de la collectivité à travers la hausse du prix des importations[268].

La dévaluation de la monnaie, en même temps qu'elle amenuisait les impacts de la baisse du prix, incitait les caféiculteurs à continuer de récolter le café, ce qui maintenait la pression à la baisse des prix sur le marché. Cette situation conduisait à une nouvelle dépréciation de la monnaie et à la baisse du prix du café, ce qui contribuait à aggraver la crise. Le mécanisme du change ne pouvait constituer un outil de défense efficace de l'économie caféière dans une crise aussi forte. Il fallait empêcher que les stocks n'agissent encore plus sur les prix, ou mieux, il fallait conserver les stocks. Du fait que le financement externe était devenu impossible, il était nécessaire de trouver des ressources à l'intérieur du pays pour réaliser une telle politique – soit par le prélèvement d'une partie des fruits de l'exportation du café, soit par la simple extension du crédit. Au fur et à mesure, le principal moyen utilisé fut l'extension du crédit, ce qui engendrait encore une socialisation des pertes. Cette hausse du crédit déséquilibrait les comptes

[268] Furtado, 2001, p. 187 et 188.

externes, dépréciait encore plus le change, et par conséquent, favorisait indirectement les exportateurs.

Après avoir atteint son point le plus bas en 1933, le prix du café reste presque sans modification jusqu'en 1937, et recommence à baisser dès les deux années suivantes. Même après le rétablissement des revenus dans les pays développés, les cours internationaux du café n'ont pas repris leur ascension. Comme nous l'avons déjà souligné ci-dessus en analysant la dynamique du prix du café, nous observons que ce dernier est conditionné fondamentalement par les facteurs de l'offre. On pourrait même affirmer que l'effet-prix avait annulé l'effet-revenu, c'est-à-dire que la hausse de la consommation occasionnée par les prix bas était compensée par la baisse de cette consommation engendrée par la contraction du revenu. Cependant, on ne peut voir là la raison principale du problème, car entre 1934-37 le revenu a augmenté sans influer sur la baisse des prix. La consommation de café se maintient pratiquement inchangée durant la période, en raison de la politique de prélèvement et de destruction de la production caféière. En garantissant un prix minimum d'achat, cette politique garantissait aussi le niveau d'emploi dans ce secteur et, indirectement, dans les secteurs producteurs liés au marché interne. De cette manière, le gouvernement empêchait une immense contraction des revenus monétaires du secteur exportateur, ce qui a réduit proportionnellement les impacts multiplicateurs sur l'emploi dans les autres secteurs de l'économie. L'instauration d'une politique de soutien à l'économie d'exportation montre que le gouvernement souhaitait éviter que le revenu monétaire diminue dans la même proportion que le prix unitaire que l'agriculteur recevait pour son produit. Selon Furtado (2001, p. 191), entre 1931 et 1939, environ un tiers de la production de café fut détruite.

L'expérience brésilienne durant la crise démontre qu'avant même que la théorie de Kalecki (et/ou Keynes) ait été diffusée, le gouvernement brésilien avait déjà adopté quelques caractéristiques de cette politique pour contenir le déclin brutal du revenu dans l'ensemble de l'économie nationale, fortement dépendante du café. Cette politique a empêché une brusque chute du revenu et a évité une forte contraction de l'activité nationale (de la demande effective)[269]. En réalité, la politique de défense du secteur caféier dans les années de crise était un vrai programme de soutien du revenu national. Il est évident que la récupération de l'économie brésilienne à partir de 1933 n'est pas le

[269] Toutefois, la baisse du revenu monétaire au Brésil a été approximativement de 25-30%, tandis qu'aux Etats-Unis le revenu a chuté de plus de 50% (Furtado, 2001, p. 192).

résultat de facteurs externes, mais la conséquence d'une politique publique très active et d'une forte incitation à la demande effective dans l'économie nationale.

Cependant, il faut souligner que l'Etat n'a pas toujours suivi la même politique et les résultats socio-économiques ont varié en fonction de la disponibilité du financement (externe ou interne). Dans un premier moment, l'accumulation de stocks de café s'est faite grâce à des prêts externes et l'accumulation de café, financée par l'extérieur, jouait un rôle semblable à l'exportation. Tout se passait comme si le café accumulé avait été acheté par des firmes étrangères, et comme si le transport de la marchandise vers l'extérieur se faisait dans leurs propres intérêts. Quand le financement était intérieur et lié à l'expansion du crédit national, l'achat du café par le biais de l'accumulation de stocks représentait un nouveau revenu qui s'additionnait au revenu créé par les dépenses des consommateurs et des intervenants. Ainsi, était évitée une crise plus profonde dans les secteurs qui dépendaient indirectement du revenu créé par les exportations et la demande effective était maintenue à un niveau raisonnable[270].

Cependant, de cette manière, la politique de stimulation des revenus était aussi responsable d'une brusque dévaluation de la monnaie. La dépréciation de la monnaie et la baisse du pouvoir d'achat externe seront déterminants pour la réduction du coefficient d'importation. Dans les années de dépression, les prix relatifs des importations augmentaient, ce qui favorisait l'industrie nationale. La valeur des importations a baissé dans la décennie 1930, passant de 14 à 8% du revenu national car la production nationale réussissait à satisfaire une partie de la demande qui, antérieurement, dépendait des importations[271]. L'importance de la demande et du marché domestique acquiert de plus en plus de force dans la dynamique de croissance. Le maintien de la demande interne offre des opportunités d'investissement plus intéressantes pouvant concurrencer le secteur externe. Cette nouvelle situation est caractérisée par le rôle plus intense du secteur interne dans le processus de formation de capital.

Dans les années qui suivent la crise, le facteur dynamique principal a été, sans aucun doute, le marché domestique. Les activités liées au marché interne étaient encouragées par les profits croissants et par l'augmentation des investissements dans le

[270] Selon Furtado (2001), la différence réelle entre l'investissement net et l'accumulation des stocks invendables de café consistait en ce que la première créait des capacités productives. Cependant, cet aspect du problème est d'une importance secondaire durant les époques de dépression, qui se caractérisent par la sous-utilisation de la capacité productive déjà existante. C'est pour cette raison que, dans ces périodes de récession, il est plus important de créer une demande effective conduisant à l'utilisation des capacités de production oisives.
[271] Furtado, 2001, p. 197.

secteur interne, ce qui se faisait au détriment du secteur exportateur. Cependant, les restrictions d'importation d'équipements et de machines (en raison d'un manque de devises et de la dévaluation du change) constituaient des barrières à l'expansion de la capacité productive. Dans un premier temps, la croissance a été induite par l'utilisation de la capacité oisive de l'industrie. L'utilisation plus intensive de la capacité installée engendrait une plus grande rentabilité du capital, et créait les fonds nécessaires à l'expansion future de l'industrie. La croissance de la demande et les prix élevés des biens de consommation importés ont créé des conditions favorables au développement et à la consolidation de l'industrie brésilienne[272].

La politique gouvernementale orientée vers la stimulation des revenus a permis un accroissement de la production de café, y compris après la crise, la seule chose modifiée étant le moyen de financement (l'expansion du crédit interne). Ce point importait peu aux caféiculteurs car il ne modifiait pas significativement le revenu qu'ils percevaient. Toutefois, la décision de poursuivre le financement de l'accumulation de stocks sans ressources externes a eu des répercussions sur la balance des paiements et sur la structure nationale. Le revenu monétaire restait élevé et la dépréciation du change rendait plus chers les biens importés, ce qui laissait davantage de revenus disponibles pour la consommation des biens produits dans le pays, et intensifiait l'utilisation de la capacité productive installée. La vive croissance de la production industrielle nationale passe de plus en plus pour être le principal facteur de dynamisme dans le processus d'accumulation du capital.

Néanmoins, une légère valorisation externe de la devise brésilienne entraînait de sérieux problèmes pour les secteurs industriels tournés vers le marché domestique. Cette appréciation était favorable aux importations, rendues moins chères, et influait directement sur le secteur manufacturier. Le producteur brésilien craignait toujours une forte appréciation et l'afflux de biens importés bon marché, étant donné que les modifications dans le taux de change peuvent engendrer une altération du niveau de prix relatifs des biens importés et produits dans le pays. De sorte que le secteur lié au marché interne et les exportateurs s'alliaient pour défendre la monnaie dévaluée, ce qui rend compréhensible l'adoption d'un change fixe par le gouvernement – les élites au pouvoir

[272] Ainsi, la production de fer, d'acier et de ciment a peu souffert avec la crise, et montre une récupération dès 1931. En 1932, cette production a augmenté de 60% par rapport à 1929, et l'importation de biens de capital a chuté d'environ un cinquième. Néanmoins, l'économie a réussi à annuler les effets négatifs de la crise internationale, et a continué son chemin de croissance. Entre 1929-37, la production industrielle s'est élevée d'à peu près 50%. De plus, malgré la crise internationale, le revenu national a augmenté de 20% durant la période (Furtado, 2001, p. 199 et 200).

ne voulant pas augmenter le pouvoir d'achat externe de la monnaie nationale. La hausse du taux de change réduit alors brusquement le pouvoir d'achat externe de la monnaie brésilienne. Cette situation permettait une baisse relative des prix des biens nationaux, et c'est ce facteur qui a permis le développement de l'industrie brésilienne durant toute la décennie 1930. Nous observons aussi que la formation d'un marché unique pour les producteurs nationaux et les importateurs – conséquence naturelle du développement du secteur lié au marché interne – a transformé le taux de change en instrument d'une importance vitale pour tout le système économique. Le maintien du taux de change fixe stimulait fortement le revenu monétaire interne du secteur exportateur à un moment où l'offre d'importation était réduite. Face à l'impossibilité d'augmenter l'offre de biens importés dans le pays, toute augmentation du revenu était dépensée sur le marché intérieur.

Dans la logique du système de change de l'époque, la chute de la demande de devises engendra une dévaluation, évitant que le déséquilibre externe ne se propage au sein de l'économie. Une chute significative de la demande de devises signifiait que le flux monétaire créé par le secteur exportateur n'avait pas de contrepartie réelle adéquate dans l'offre de biens importés. Cependant, une telle situation ne pouvait pas durer, car la réduction de la demande de devises risquait d'engendrer une baisse des prix, et les exportateurs recevaient alors moins de monnaie brésilienne, ce qui réduisait le revenu monétaire créé par le secteur exportateur. Cette réduction des revenus compensait la contraction de l'offre de biens et services importés, corrigeant ainsi les déséquilibres. L'appréciation de la monnaie signifiait que les importateurs dépensaient moins pour les marchandises importées. Toutefois, les autorités monétaires étaient alors les plus grands acheteurs de devises, devises qu'elles conservaient, ce qui empêchait ces dernières d'entrer dans les transactions courantes. La valeur de ces réserves de change était approximativement égale à l'excédent de revenu créé par le secteur exportateur. En réduisant la valeur de ces réserves, les autorités réduisaient également l'excès de revenu monétaire par rapport à l'offre de biens importés.

Durant la période de guerre, malgré une appréciation de la monnaie nationale, le volume des importations n'augmentait pas, car la production de biens exportés et le transport maritime étaient contrôlés par les pays en guerre, indépendamment des prix. Face à de telles conditions, quel que soit le degré d'appréciation de la monnaie nationale, la demande externe ne se modifia pas pour les produits brésiliens, et l'offre de marchandises importées resta inchangée. Cependant, les flux de revenu continuaient

à croître. Le secteur externe engendrait un fort pouvoir d'achat qui augmentait avec la hausse des prix internationaux. Une fois le déséquilibre résolu par une hausse des prix, n'importe quelle politique d'ajustement était difficile à instaurer, car la hausse des prix n'était qu'un symptôme de la modification de la distribution des revenus. Il est facile de comprendre que, lors d'une brusque élévation des prix, les entrepreneurs réalisent des gains substantiels et que, de cette manière, la correction du déséquilibre porte en soi une redistribution du revenu en faveur de quelques groupes au détriment des autres. Chacun de ces groupes se comporte d'une façon différente dans l'utilisation des revenus, et ces transferts sont plus difficiles à prévoir en raison de la manière dont la population va dépenser la totalité des revenus. C'est pourquoi, il très difficile de neutraliser la masse de revenu excédentaire et d'introduire des contrôles directs sur des points stratégiques.

La fixation du taux de change était une manière efficace de protéger le secteur exportateur contre la pression des réserves des devises accumulées pendant la guerre qui valorisaient la monnaie brésilienne. Néanmoins, afin de maintenir à un niveau élevé le revenu monétaire, ce mécanisme de défense a entraîné d'autres processus qui ont eu des effets contraires. La vive croissance des prix a eu sûrement des répercussions sur les coûts dans le secteur exportateur. Lors de la fixation du change, le secteur exportateur est capable de faire porter la totalité des augmentations de prix par les marchés extérieurs. Si le niveau des prix intérieurs augmentait encore plus que ceux des prix à l'exportation, il est évident que le secteur exportateur devait supporter une baisse de rentabilité. Dans ce cas, la fixation du taux de change empêchait que les exportateurs ne subissent une plus grande perte. Cependant, selon Furtado (2001, p. 214), entre 1939 et 1944, les prix à l'exportation ont augmenté beaucoup plus que les prix internes, ce qui montre que le secteur externe retirait des avantages du taux de change fixe afin d'augmenter sa participation dans le revenu national.

L'Etat a bien su gérer les devises et une politique sélective de contrôle des biens importés a été adoptée pour favoriser l'industrie nationale et maintenir le niveau d'emploi et de production. La conséquence de cette politique de change, qui cherchait à maîtriser l'augmentation des prix, fut une réduction relative des importations de produits manufacturés. Le gouvernement mettait la priorité sur les biens de capital et les matières premières indisponibles dans le pays et non sur les biens de consommation. L'industrie nationale était favorisée de deux manières : (i) la possibilité de concurrence externe était réduite au minimum à travers le contrôle de l'importation, et ; (ii) les importations de matières premières et de biens de capital, pouvaient être achetées à des

prix subventionnés. Cette politique d'importation sélective est très positive pour l'investissement dans les industries du secteur interne. Cette conjoncture favorable fut à l'origine de l'accroissement du taux de formation brute de capital fixe et de l'intensification de la croissance[273]. Le secteur industriel n'a pas préservé la totalité des bénéfices fournis par la subvention du change, et la population dans son ensemble a aussi bénéficié des avantages de la baisse des prix occasionnée par les hausses de productivité.

Le processus de redistribution des revenus brésilien n'a pas consisté en un simple transfert de revenus du secteur exportateur vers le secteur qui produisait pour le marché interne. Nous avons déjà observé que l'indice des prix à l'exportation et celui des prix payés au producteur agricole du secteur exportateur ont augmenté davantage que l'indice général des prix de l'économie dans cette période. Ce n'est pas non plus le cas pour le transfert des revenus du secteur agricole vers le secteur industriel, étant donné que la relation interne des prix agricoles par rapport à l'indice général des prix a évolué en faveur de l'agriculture pendant toute la période. Il nous semble que la majorité de la population a bénéficié de l'accélération de l'accumulation de capital et de la propagation des effets positifs de la hausse de la demande interne, grâce à la hausse de la consommation, de l'emploi, de l'investissement et du profit. Les bénéfices que retiraient les entrepreneurs industriels de l'importation à bas prix des équipements et des matières premières ne représentent pas une redistribution du revenu dans le sens statique du terme, mais bien l'appropriation, par ces entrepreneurs, d'une partie substantielle de l'augmentation du revenu réel de la collectivité[274].

La politique des taux de change, réduisant les prix des équipements et protégeant l'industrie nationale, a permis qu'une énorme portion de la hausse de la productivité économique soit capitalisée dans le secteur industriel. De cette manière, le taux d'investissement a pu s'élever sans empêcher une croissance considérable de la consommation, étant donné que la population a augmenté sa consommation de biens et services nationaux. La politique de change combinée au contrôle sélectif des importations a permis une concentration, entre les mains de l'entrepreneur industriel, d'une fraction significative de l'augmentation des revenus économiques, et a augmenté les opportunités d'investissements qui se présentaient à ces entrepreneurs.

[273] Quelques données statistiques de Furtado (2001, p. 219) nous montrent l'ascension exponentielle des importations d'équipements industriels, qui ont augmenté de 338% entre 1945 et 1951, alors que les importations moyennes de la période se sont élevées de seulement 83%.
[274] Furtado, 2001, p. 220 et 221.

L'accélération du rythme de croissance de l'économie brésilienne dans la période est directement liée à la politique de change et au contrôle sélectif des importations. Cette politique a maintenu à un bas niveau les coûts des biens de capital importés, alors que les prix internes des produits manufacturés produits dans le pays s'élevaient. L'intense élévation du niveau des prix internes a favorisé l'appropriation par les industriels d'une portion croissante de l'augmentation de la productivité économique dont bénéficiait l'ensemble de l'économie nationale. Si bien que, pour que l'inflation puisse jouer un rôle positif, il était nécessaire, pour intensifier les investissements et la croissance de l'économie, qu'il y ait quelque chose à redistribuer. Il est clair que l'inflation a mis en place un instrument puissant aidant à canaliser vers les entrepreneurs une partie croissante de la masse du revenu réel qui a amélioré la relation de prix que l'échange externe avait créée dans l'économie.

L'inflation se met en place lorsque l'économie tente d'absorber un excédent de la demande monétaire ; cette absorption se manifeste à travers la hausse des prix et, par voie de conséquence, a un impact sur la distribution du revenu, dès lors que les salaires ne sont pas ajustés à la même vitesse. Il y a deux aspects interdépendants dans le processus inflationniste, l'élévation du niveau des prix et la redistribution de la richesse. L'expansion monétaire est la façon par laquelle le système cherche à redistribuer le revenu réel pour atteindre un nouvel équilibre. Tous les agents et classes sociales défendent alors au maximum leur part dans le revenu total, cherchant à empêcher ou, au moins, à rendre difficile la redistribution du revenu. Pour conclure, l'inflation représente la lutte entre certains groupes pour la redistribution du revenu, et la hausse des prix en est seulement une manifestation extérieure.

La redistribution doit être comprise dans un sens dynamique ; il ne s'agit pas d'un transfert de revenu d'un groupe vers un autre, mais d'une augmentation de la participation de certains groupes grâce à un revenu national plus important. La redistribution ne se produit pas automatiquement, car le déséquilibre initial lance une série de réactions de caractère inflationniste, qui, dans le cas brésilien, débouchent sur de nouvelles opportunités pour les autres groupes et leur permettent de bénéficier d'une part de la hausse du revenu réel. En effet, la hausse des prix à l'exportation a des répercussions immédiates sur le revenu des groupes bénéficiaires, parce que le produit exporté crée une masse plus importante de revenus.

L'accroissement du revenu disponible pour la consommation exerce une pression sur l'offre de produits manufacturés (plutôt inélastique sur le court terme), et

engendre un climat d'anticipations extrêmement favorables dans le secteur industriel. L'expansion du revenu monétaire dans le secteur lié au marché interne exerce également une pression sur le niveau général des prix. Etant donné que les prix à l'exportation sont indépendants du niveau de la demande monétaire à l'intérieur du pays, le processus inflationniste a tendance à annuler les gains dans la distribution du revenu offert au secteur exportateur grâce à l'amélioration des termes de l'échange.

La manière dont l'agriculture s'adapte à cette économie de double marché est en partie responsable de l'instabilité chronique de l'économie brésilienne. En raison d'une hausse des prix à l'exportation, les facteurs ont tendance à opérer un transfert du secteur interne au secteur externe. Ainsi, alors que le revenu des consommateurs croît, l'offre des produits agricoles à l'intérieur du Brésil a tendance à diminuer en raison du déplacement des facteurs. Alors que le niveau des prix à l'exportation reste relativement élevé, on observe une tendance au transfert des facteurs vers le secteur externe. Dès lors, les prix du marché interne s'élèvent suffisamment pour se mettre au niveau de ceux des exportations. La chute de ces derniers débouche sur un processus inverse de transfert des facteurs, augmentant la production pour le marché interne alors que le revenu des consommateurs est comprimé. Ainsi, nous pouvons affirmer qu'il y a dans le secteur primaire brésilien un mécanisme d'amplification des déséquilibres en provenance de l'extérieur. Cette observation met en évidence les difficultés importantes qui empêchent l'économie brésilienne d'avoir un minimum de stabilité dans son niveau général des prix.

Tant que l'économie se développe, le rôle du commerce externe se modifie et perd une part de son importance pour la dynamique de croissance économique nationale. Tout d'abord, l'impulsion externe constituait la seule force motrice dans la détermination du niveau de la demande effective. La moindre faiblesse dans l'économie mondiale atrophiait toute l'économie nationale, et les réactions à cette étape n'étaient pas suffisantes pour entraîner des transformations structurelles. La prolongation d'une crise externe, liée à la demande externe, mène à la désagrégation de tout développement de l'économie domestique. La dépendance entre les stimulations externes et le développement au sein des frontières nationales existe pleinement au Brésil jusqu'à la Première Guerre mondiale et d'une manière atténuée jusqu'à nos jours.

Dans une seconde phase du développement économique, le rôle du commerce extérieur en tant que facteur déterminant du niveau de revenu interne se réduit progressivement, mais, simultanément, l'importance stratégique augmente dans le

processus de formation du capital. Le début de la modification structurelle économique dans l'industrie et les services a élevé considérablement la demande de biens de capital et de matières premières, augmentant parallèlement le besoin d'assimiler les nouvelles technologies venues de l'extérieur. L'étape intermédiaire du développement est caractérisée par des transformations significatives dans la composition de l'importation et par une plus grande dépendance *vis-à-vis* du commerce extérieur afin de faire croître la capacité productive. A cette étape, le développement de la capacité productive représente un fort stimulant pour le développement de l'économie. Cependant, du fait que l'économie externe n'est plus la principale responsable des revenus engendrés, la croissance peut se maintenir même dans les périodes où le coefficient d'importation stagne. Toutefois, dans de telles conditions, la croissance peut être accompagnée d'une forte pression inflationniste, et sera plus dépendante des transformations nécessaires dans la composition des importations. Ces modifications reflètent le degré de dépendance du processus de capitalisation face à l'importation d'équipements.

Les conditions du développement de l'industrie, après la crise de 1929, liées à une politique de substitution d'importation dans le pays, sont, comme les politiques du gouvernement, importantes pour une meilleure compréhension de la distribution de la richesse. Dans la suite, nous essaierons de répondre à plusieurs questions au sujet de l'approfondissement du processus d'industrialisation brésilien par substitution d'importation, des ruptures politiques qui prennent place dès la décennie 1930 et de leurs effets dans le partage du revenu national. Quelles sont les principales conséquences de la crise de 1929 dans la structure socio-économique et politique ? Comment s'effectue ce changement politique dans la période ? Quelles ont été les transformations institutionnelles qui ont accompagné ce nouveau moment politique ? Peut-on parler d'une alternance de pouvoir ? L'hégémonie de la classe des caféiculteurs reste-t-elle intacte ? Qui a formé la classe des entrepreneurs ? Quels ont été les avantages tirés par les industriels ? Quels ont été les résultats de l'industrialisation sur le marché du travail, sur l'urbanisation et sur l'ensemble des classes sociales ? Quel a été le rôle de l'Etat dans l'approfondissement du développement industriel brésilien et dans la politique d'industrialisation par substitution d'importation ? Quelles conditions ont rendu possible l'intensification de l'industrialisation ? Quels sont les défis relevés pour arriver à une étape plus développée de l'industrie ? Pour répondre à ces questions, nous revenons au début de la décennie 1930 et analysons de manière détaillée la

conjoncture politique et économique en partant de ce moment de l'histoire du Brésil que caractérisent d'énormes transformations structurelles.

CHAPITRE 4 – LA RUPTURE POLITIQUE, LA GRANDE DEPRESSION ET LA TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE ECONOMIQUE

CHAPITRE 4 – LA RUPTURE POLITIQUE, LA GRANDE DEPRESSION ET LA TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE ECONOMIQUE

Dans la décennie 1930, le pays passe par une alternance du pouvoir et un changement dans le champ politique. L'hégémonie caféière perd une partie de son pouvoir, mais conserve son influence dans l'Etat. Il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de contradiction ni d'opposition entre les différentes bourgeoisies nationales, malgré quelques intérêts distincts. L'Etat n'a d'autre fonction que de représenter leurs intérêts, parce que d'une manière ou d'une autre, ils regardent dans la même direction – maintenir leur pouvoir et accumuler plus de capital. Le gouvernement est simplement l'outil qu'utilisent ces différentes bourgeoisies pour arriver à leurs buts, quel qu'ils soient, les divergences qu'elles peuvent entretenir ne représentant qu'un facteur secondaire dans leur projet national. L'alternance au pouvoir des différentes bougeoisies ne signifie pas un bouleversement, mais parfois même, une continuation. Aussi, revenons-nous de manière très succincte sur les élections qui suivent la grande crise mondiale.

Durant les élections de 1930, un représentant de la bourgeoisie caféière de São Paulo est désigné et préconise la poursuite de la politique du gouvernement précédent. Cependant, une « Alliance libérale » est formée par des secteurs de l'opposition, dirigés par la bourgeoisie du Rio Grande du Sul, du Minas Gerais et de Paraíba – ses membres ont alors l'appui du Parti démocratique de São Paulo, alors que les latifundistes restent neutres. Dans les autres Etats, il existe des courants d'opposition qui se joignent à l'Alliance libérale, et les généraux adhérent au mouvement. L'Alliance libérale fait figurer dans son programme l'amnistie (des généraux), le combat contre la corruption, la diffusion de l'enseignement, la création des ministères de l'Instruction et de la Santé Publique, le remodelage de l'armée, des réformes judiciaires, électorales et administratives, une plus grande centralisation de l'Etat – avec des réductions des dépenses et des subventions à l'agriculture d'exportation – la réorganisation du ministère de l'Agriculture, la mise en place du ministère du Travail pour résoudre la « question sociale », l'organisation d'un plan général des chemins de fer et des autoroutes pour tout le pays[275].

Les élections sont gagnées par le représentant pauliste, et l'opposition refuse fermement d'accepter les résultats, évoquant une fraude. L'opposition se met en place,

[275] Voir : Carone (1970).

et organise un coup d'Etat. Le coup d'Etat débute le 3 octobre 1930 dans le Rio Grande do Sul, et a comme leader Getúlio Vargas. En raison de la révolte, à Rio de Janeiro les officiers de l'armée et de la marine déposent le Président et forment un nouveau gouvernement provisoire, promettant la fin des révoltes au Sud. Alliés aux autres Etats et comptant sur le soutien de la bourgeoisie urbaine, ils arrivent sur la capitale et prennent le pouvoir. Le coup d'Etat mène à plusieurs transformations importantes dans l'appareil étatique, qui vont apporter des modifications qualitatives dans le développement du capitalisme et de l'industrie dans plusieurs régions, surtout au Sud-Est. Les nouvelles nécessités du processus d'accumulation obligent l'Etat à amplifier et à améliorer son rôle de représentant des intérêts de la bourgeoisie. La politique à l'égard des travailleurs change également ; on cède aux mouvements des travailleurs sur la reconnaissance de la législation du travail et de l'Etat-providence, et on essaie de calmer les revendications.

La « *Révolution de 1930* », car c'est ainsi qu'elle est désignée par les historiens, est en fait une prise du pouvoir par la bourgeoisie industrielle qui évince la bourgeoisie agraire (ou l'oligarchie semi-industrielle). Un autre courant soutient que la bourgeoisie industrielle prend alors une position hégémonique dans l'économie, à la place de la bourgeoisie agraire, hégémonique jusqu'en 1930. D'autres auteurs interprètent ce coup d'Etat comme une révolution qui a ouvert le chemin à la participation de « la classe moyenne » au pouvoir[276]. Néanmoins, l'analyse du développement de l'agriculture, du commerce, des banques, de l'industrie et de l'enracinement des intérêts chez les capitalistes de ces secteurs, ainsi que du rôle de l'Etat en tant que représentant de leurs intérêts, montre qu'il n'existe guère de contradiction entre la bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie agraire au Brésil. Il n'existe pas non plus de contradiction entre la classe industrielle et la classe agraire, en tant que représentantes des différents secteurs du capital social, ayant des intérêts propres et contradictoires entre eux. Les capitalistes liés à l'agriculture participent aussi au développement des autres activités économiques.

Cependant, il existe alors des différences d'intérêts entre les latifundistes et les industriels. Car il y a une concurrence entre les différents secteurs économiques. Ce qui est sûr, c'est que ces contradictions sont secondaires et que la bourgeoisie, et tout particulièrement la grande bourgeoisie des différents secteurs économiques, a des intérêts solidaires en tant que classe, ce qui n'élimine pas la compétition et les

[276] Voir : Fausto (1972) et Holanda (2003).

divergences entre les capitalistes individuels ou les groupes de capitalistes. L'Etat, comme avant 1930, représente la bourgeoisie du Sud-Est du pays qui a des intérêts économiques différents et non plus seulement agraires. La politique du gouvernement favorise l'élite dans son ensemble vu que les mesures prises bénéficient aux latifundistes, aux banques, aux marchands, aux industriels – alors que, dans le même temps, elle réprime les travailleurs.

Pour montrer que l'Etat a favorisé tout l'ensemble de la bourgeoisie, nous prendrons l'exemple de la politique suivie juste après le coup d'Etat qui n'était guère défavorable aux latifundistes. Peu après le coup d'Etat, en effet, le nouveau gouvernement prend une série de mesures pour appuyer les agriculteurs. Dès 1931, il crée le Conseil National du Café (CNC) constitué par des représentants des Etats producteurs et lui donne pour objectif d'aider les latifundistes. Avec les prêts de la Banque du Brésil et du Trésor National, d'un total de 508 900 *contos de réis*, le CNC achète et brûle les stocks invendables. Entre 1930-34, selon le rapport du Ministre des Finances, le gouvernement avait retiré de la circulation 50,1 millions de sacs (de 60 kilos) de café, dont 34,1 millions furent détruits. Jusqu'en 1937 sont incinérés 70 millions de sacs. Le nouveau gouvernement établit une interdiction de nouvelles plantations de café, crée un impôt pour chaque nouvelle plantation caféière, et propose une réduction de 50% sur les salaires des travailleurs ruraux[277]. Le rôle du gouvernement fédéral changera tout au long de la décennie 1930, amplifiant ses politiques et le rôle de l'Etat pour faire face aux nouveaux défis de relance de l'économie, le tout sous le nom de « *l'Etat nouveau* ». En 1933, le gouvernement fédéral remplace le CNC par le Département National du Café (DNC) qu'il contrôle directement. La même année, il crée un programme de réajustement économique, destiné à aider l'agriculture et l'industrie, grâce auquel les dettes (contractées avant 1933) par les latifundistes sont réduites de moitié puisqu'elles sont transférées au Trésor National. Le restant des dettes est gelé pour cinq ans, période durant laquelle les latifundistes paient seulement les intérêts des prêts[278]. Le gouvernement soutient le secteur du café, ainsi que les autres cultures, tout en favorisant également les autres secteurs de la bourgeoisie.

Depuis sa découverte, le Brésil est composé d'une bourgeoisie capitaliste liée à la production agricole sur une large échelle et dirigée vers le marché externe ; les

[277] Villela et Suzigan, 1973, p. 193 et 194.
[278] Ibid., p. 201.

intérêts se diversifient avec le développement du capitalisme dans le pays. Dans cette perspective, on peut affirmer que le développement du capitalisme au Brésil ne suit pas la même voie qu'en Europe, où la bourgeoisie industrielle en développement se confronte à la classe d'origine féodale dans une lutte pour la domination de la société et de l'appareil d'Etat. Le changement de gouvernement brésilien en 1930 résulte des divergences entre les courants politiques qui se créent au sein de la bourgeoisie au sujet du nouveau rôle de l'appareil d'Etat, face aux nouvelles exigences du processus d'accumulation du capital, du développement du capitalisme et de la lutte des classes. Ce changement ouvre la voie à une reformulation de l'Etat qui prend parfois la forme du Coup d'Etat, comme cela s'est produit avec la proclamation de la République en 1889.

Dans ce coup d'Etat, la grande bourgeoisie utilise les secteurs organisés de la petite bourgeoisie (représentée, par exemple, par les colonels) qui mettent en avant quelques revendications et se soumettent à son contrôle et à ses intérêts. Ce qui montre la convergence entre le mouvement de la petite bourgeoisie qui revendique certaines réformes et la grande bourgeoisie qui défend l'adaptation de l'appareil d'Etat aux nouvelles exigences du processus d'accumulation du capital. Les éléments organisés qui représentent concrètement les intérêts de la petite bourgeoisie et présentent des revendications en accord avec ses aspirations, sont utilisés comme agents du Coup d'Etat.

L'Etat est réorganisé et perfectionné en tant qu'instrument de domination, et prend la défense des intérêts de la bourgeoisie au détriment des ouvriers. Après 1930, il continue à représenter clairement la grande bourgeoise et les divers secteurs économiques dans leur ensemble, en prenant des mesures en faveur des latifundistes, des industriels, des marchands, des banquiers, etc. Certains auteurs définissent l'Etat, depuis 1930, comme un Etat de « *compromis* » bénéficiant à toutes les classes sociales (industrie, agriculture, travailleurs et classe moyenne). Cependant, l'analyse de données concrètes concernant le rôle de l'Etat après 1930, et surtout après 1937, démontre nettement son caractère de défenseur de la bourgeoisie, et non son rôle d'Etat au-dessus des classes, d'Etat de « conciliation » des classes.

L'Etat est une institution de domination de classe, où une classe s'impose aux autres à travers son pouvoir (économique ou politique), c'est une manière de créer l'ordre qui favorise celui qui est au pouvoir. La bourgeoisie utilise cet outil pour atteindre ses buts et maintenir ses intérêts, sans aucun souci du bien être de l'ensemble de la population. Dans la suite de ce travail, nous allons tenter de répondre à quelques

questions : quels ont été les changements survenus dans la structure institutionnelle de l'Etat pour mettre en place les conditions nécessaires à l'approfondissement de l'industrialisation ? Comment la bourgeoisie, à travers l'appareil de l'Etat, a-t-elle maîtrisé les mouvements sociaux et s'est-elle approprié la plus grande partie de la richesse produite ? Quelles sont les politiques publiques qui ont généré une telle concentration du revenu ? Quelles sont les grandes transformations socio-économiques brésiliennes à l'époque ? Quel est le rôle de l'industrialisation dans ces changements ? L'industrie est-elle devenue le principal pôle dynamique de l'accumulation de capital dans l'économie brésilienne ? Quelles sont les limites des politiques économiques industrielles du gouvernement ? Quels sont les enjeux auxquels l'Etat national doit faire face pendant cette période ?

4 1930-1955 : Développement de la structure industrielle et transformations politiques – l'industrie : principal pôle d'accumulation

Dans la période 1930-55, d'importants changements qualitatifs interviennent dans l'économie brésilienne ; l'industrie est devenue la principale force motrice dans l'accumulation du capital national. Elle joue un rôle fondamental dans le processus d'accumulation du capital et acquiert de plus en plus d'importance, alors que l'agriculture connaît des difficultés dues à la crise du café, et que les cultures destinées au marché intérieur dépassent les cultures destinées à l'exportation. Déjà en 1930, l'industrie atteint le niveau de l'agriculture quant à l'importance de sa production puisqu'elle dépasse 50% en 1939[279]. Nous allons donc aborder les facteurs qui ont été à l'origine d'un tel changement dans la structure économique et voir comment s'est fait l'affermissement du développement industriel dans l'économie brésilienne.

La crise de 1929 est l'élément déclencheur d'une industrialisation orientée vers le marché intérieur, et de politiques gouvernementales visant à faire croître le secteur. La Grande Dépression frappe brusquement l'économie domestique, en raison de la dépendance brésilienne aux cycles externes. L'Etat, pendant une longue période, a protégé le principal produit d'exportation, le café, mais la croissance sans frein des plantations et la chute des exportations mènent à une situation insupportable. La crise

[279] Furtado, 2001, p. 68.

dégrade l'efficacité des institutions, et les demandes ou les interventions auprès de l'Etat sont de plus en plus exigeantes en raison des divergences qui se profilent au sein de la bourgeoisie. Les politiques suivies par le gouvernement divergent en fonction des différents segments de la bourgeoisie. Ainsi, le développement du capitalisme, d'accumulation et de reproduction, engendre de nouveaux besoins pour l'Etat, besoins qui sont mis en évidence par la crise externe et interne du moment.

Toutes ces transformations dans la structure économique et politique vont bénéficier au développement du marché intérieur brésilien. Le développement du capitalisme implique une division sociale du travail croissante et le processus d'approfondissement de la division du travail mène au développement du marché intérieur. Au Brésil, la production capitaliste avec travail salarié s'organise sur une large échelle, et ceci intervient préalablement dans l'agriculture. L'élargissement de l'agriculture commerciale, liée au marché mondial, conduit au développement des activités urbaines. La croissance de l'industrie et des autres activités productives fournit les moyens nécessaires à l'extension du marché domestique brésilien. De sorte que la formation du marché intérieur au Brésil précède le développement de l'industrie et est lié à l'agriculture marchande pour le marché extérieur. A cette époque, le marché organisé au Brésil est un marché « interne » pour la production capitaliste européenne, répondant en fait à la division mondiale du travail. De la même façon, la production agricole commerciale brésilienne prenait place dans le marché global.

L'expansion des activités productives et commerciales sur une large échelle a créé au Brésil un marché permettant le développement de l'industrie. Cependant, l'existence du marché intérieur n'est pas la seule raison du développement industriel, vu que, dans l'économie mondiale, des déterminants économiques conjoncturels ont joué un rôle très important. L'apparition de l'industrie dans le pays fait partie d'un processus beaucoup plus large, à savoir l'intensification de l'accumulation du capital qui se manifeste à travers la formation d'une bourgeoisie et d'une réserve de travailleurs salariés expropriés de leurs moyens de production (c'est le cas des immigrants). L'élargissement de l'agriculture a créé non seulement le marché intérieur, mais aussi la structure productive interne, avec l'accumulation de richesse, la création d'un marché du travail salarié, de l'infrastructure des transports, des activités urbaines et marchandes. Progressivement, l'industrialisation prend le contrôle de tout le processus d'accumulation du capital et du développement du marché domestique. L'augmentation du prolétariat signifie l'augmentation du marché intérieur. Le nombre de personnes qui

ont besoin de vendre leur force de travail et d'acheter des biens de consommation nécessaires à leur subsistance en est la force motrice. C'est ainsi que la croissance de la population urbaine et du nombre d'ouvriers, dans la première partie du XX^{e} siècle, a engendré une hausse considérable des ventes de biens de consommation.

Dans le cadre de notre étude, nous analyserons la continuation du processus de formation industrielle de l'économie brésilienne et l'on y verra que la distribution du revenu dépend du développement des institutions et des politiques économiques. Pour ce faire, nous aborderons l'aspect historique du développement du capitalisme national. La discussion portera essentiellement sur l'importance de l'Etat pour le développement du « *capitalisme tardif* ». A ce stade, quelques questions se posent : le développement pouvait-il être approfondi au Brésil uniquement par l'action du marché, par la « *main invisible* » ? Quel est le rôle de l'Etat national dans le développement des pays sous-développés, notamment dans le cas brésilien ? Qui a incité et rendu propice la dynamique de croissance économique du Brésil ? Pour essayer de répondre à ces questions, il est important de revenir aux effets de la crise de 1929, à l'épuisement de l'économie agroexportatrice brésilienne et au parcours de l'industrialisation par substitution d'importation.

La grande dépression économique du XX^{e} siècle a été annoncée par l'effondrement de la bourse de New York en octobre 1929. Les sorties de capitaux d'Amérique latine, attirés par le taux d'intérêt élevé des Etats-Unis et la chute des cours des produits primaires peu après que ces produits eurent atteint leur niveau record, ont eu des conséquences néfastes pour le Brésil[280]. A la fin de la décennie 1920, mêmes les plus grandes économies d'Amérique latine étaient encore extrêmement dépendantes du commerce extérieur. Ce commerce se concentrait presque entièrement sur les produits primaires et, dans la plupart des pays, deux ou trois produits assuraient les deux tiers du revenu des exportations. L'industrialisation par substitution d'importation (ISI) semble avoir ses origines à cette époque-là avec l'inflexion économique de 1929. Le modèle économique agro-exportateur était épuisé et les économies latino-américaines se sont orientées vers une croissance interne[281].

Au point de départ de « l'esquisse » du projet de développement national, il y avait quelques éléments idéologiques qui ont prédominé pendant toute la décennie 1930. Ces éléments idéologiques comprenaient notamment : (i) l'aversion à l'égard

[280] Thorp, 1998, p. 113.
[281] Thorp, 1992, p. 181 et 182.

d'un système de taux de change libre (associé au protectionnisme de l'industrie nationale), aversion souvent appuyée par des arguments nationalistes ; (ii) la critique de la politique libérale sollicitant l'intervention de l'Etat pour aider le développement de l'industrie (par exemple, les demandes d'une politique de crédit à taux d'intérêt bonifiés et de subventions fiscales et tarifaires), et ; (iii) l'association que faisaient les politiques et les industriels entre le progrès industriel et le développement de la nation[282].

En 1929, l'économie mondiale a fait face à sa plus grande crise, et comme on devait s'y attendre, le pays en a ressenti les conséquences, étant donné la grande dépendance externe qui résultait de la réduction des flux commerciaux comme des flux financiers. Les finances du pays ont souffert d'une façon substantielle, notamment parce que le régime fiscal restait intensément tributaire de ses exportations. La réduction du commerce international a fait chuter la valeur des impôts ainsi que les flux des capitaux étrangers.

« A l'aube de la Grande Dépression, même les plus grandes économies latino-américaines restaient fortement tributaires de leurs exportations, qui représentaient une forte proportion de leur produit national » (Thorp, 1998, p. 121).

La situation de la balance des paiements est devenue insoutenable durant le deuxième semestre de 1931, ce qui a entraîné la suspension du paiement de la dette publique externe. Le prix international du produit de base le plus important dans les exportations, le café, a subi une énorme chute non seulement à cause de la forte diminution de la demande, mais aussi à cause de l'excès de l'offre. L'immense dépendance externe n'a laissé qu'une seule solution à l'Etat : une politique économique de retour à la croissance économique, mais cette fois-ci, le développement devait être obligatoirement appuyé sur l'industrie nationale et sur l'infrastructure interne, à cause de la contrainte externe[283].

La nouvelle politique d'intervention gouvernementale est devenue claire peu après la « crise financière » de 1929. En cherchant à atténuer le brusque déclin du prix du café sur le marché international, le gouvernement a adopté des mécanismes visant à stabiliser le prix du café. Cet appui a été apporté par l'achat des excédents de café et leur destruction[284]. Le gouvernement a pris quelques mesures fondées sur l'application

[282] Bielschowsky, 2000, p. 248 et 249.
[283] Abreu, 1990, p. 74 et 75.
[284] Thorp, 1998, p. 57 et 121.

précoce des principes « keynésiens[285] » (ou kaleckiens) ; il a agi vigoureusement par le biais de déficits fiscaux et par l'abandon de l'étalon or, ce qui a abouti à une plus grande flexibilité monétaire permettant de maintenir la demande ajoutée, avec, pour conséquence, que le produit recommence à s'élever à partir de 1932. La reprise a été en partie liée à l'exportation ; un exemple de ces politiques est d'ailleurs donné par la politique du taux de change : les exportateurs ont été favorisés par une dévaluation réelle de 49% fondée sur le taux de change officiel et par une dépréciation de 80% sur le taux du marché libre[286]. Le solde commercial, depuis 1930 jusqu'à la fin de la décennie 1940, s'est maintenu positif, même face aux années de récession internationale dues à la crise de 1929 et au manque d'aide externe. Le Tableau 12, ci-dessous montre l'évolution du solde commercial tout au long de la période.

Tableau 12. Balance commerciale du Brésil (1930-1949)

Année	**Exportations** (millions de dollars)	**Importations** (millions de dollars)	**Solde** (millions de dollars)
1930	319,4	225,5	93,9
1931	244,0	116,5	127,5
1932	179,4	92,8	86,6
1933	216,8	148,2	68,6
1934	292,8	184,8	108,0
1935	269,5	196,5	73,0
1936	320,6	196,4	124,2
1937	346,8	279,2	67,6
1938	294,3	246,5	47,8
1939	299,9	218,0	81,9
1940	252,1	200,7	51,4
1941	367,7	222,5	145,2
1942	409,8	177,4	232,4
1943	472,6	226,9	245,7
1944	580,3	310,4	269,9
1945	655,1	322,5	332,6
1946	985,0	594,0	391,0
1947	1.157,0	1.027,0	130,0
1948	1.183,0	905,0	278,0
1949	1.100,0	947,0	153,0

Source : Abreu, 1990, p. 398.

L'éclatement de la Seconde Guerre mondiale a entraîné une perte des marchés de l'Europe centrale, et la situation a été aggravée en 1940 avec l'occupation d'une bonne partie de l'Europe occidentale. C'est seulement après 1941, que l'expansion des

[285] Thorp, 1998, p. 308.
[286] Ibid., p. 126.

exportations a été assurée par l'effet de la combinaison des accords de fourniture de matériels stratégiques aux Etats-Unis, de l'augmentation de la demande de produits brésiliens sur les marchés traditionnellement fermés par l'Angleterre et par les Etats-Unis et des prix du café plus élevés garantis par l'Accord Interaméricain.

L'ascension politique de Getúlio Vargas reposait de plus en plus sur une politique générale d'expansion et d'intervention de l'Etat[287]. Le pays est passé par un brusque changement de son cadre institutionnel ; le pouvoir a été centralisé et le gouvernement a créé un ensemble d'agences planificatrices tournées vers la résolution des problèmes nationaux :

« Au Brésil, le gouvernement Getúlio Vargas s'achemina avec de plus en plus de cohérence vers une politique générale d'expansion et d'intervention de l'Etat, surtout à partir de 1937 » (Thorp, 1998, p. 122).

La croissance, jusqu'en 1930, avait été une croissance « *en dehors* » avec un accent mis sur le secteur primaire exportateur. Cependant, les restrictions des pays du centre capitaliste et les déséquilibres constants de la balance des paiements entraînés par des crises internationales et les chutes des prix des produits agricoles ont été les éléments déclencheurs de l'industrialisation nationale. Ainsi, la croissance s'est tournée « *en dedans* » initiant une nouvelle phase de l'économie nationale à travers l'introduction et la diffusion du progrès technique[288]. Cette période a connu un fort mouvement d'industrialisation tourné vers le marché interne et le produit industriel s'est élevé de 10% en moyenne entre 1932 et 1939, malgré la restriction de l'importation mise en place depuis 1929. L'utilisation de la capacité oisive de l'industrie n'a pas seulement permis la baisse des importations qui étaient restreintes à l'époque, mais a aussi aidé l'économie nationale à croître de 6,5% par an entre 1934 et 1937. La part des importations dans l'offre totale (aux prix de 1939) a chuté, passant de 45% en 1928 à 20% en 1939. Le gouvernement a adopté des mesures favorables à la croissance en utilisant des politiques fiscales, monétaires et de crédit relativement expansionnistes[289].

Selon la théorie de la demande effective (Kalecki, 1971 et 1976), l'activation de l'économie est faite uniquement par la demande, et c'est ce qui va déterminer la croissance du revenu national. La reprise de l'économie brésilienne au début des années 1930 est strictement liée aux politiques de dépenses gouvernementales et d'incitation à

[287] Thorp, 1998, p. 133.
[288] Voir : Bielschowsky (2000).
[289] Abreu, 1990, p. 82 et 85.

la demande ; autrement dit, le gouvernement brésilien a augmenté le déficit fiscal, a dévalué la monnaie nationale et a augmenté l'investissement dans l'économie en stimulant la demande globale de l'économie nationale. Nous prendrons en exemple la politique de taux de change pratiquée dans la décennie 1930 : pour promouvoir l'expansion de l'industrie, le gouvernement a adopté un système de taux de change multiples appelé le « *confisco cambial* ». C'était un processus qui permettait de transférer le revenu au profit du secteur industriel. Du côté de l'expansion des secteurs industriels, notamment entre 1929 et 1947, on a noté une progression significative, selon le Tableau 13.

Tableau 13. Evolution de la production dans quelques branches industrielles au Brésil (base 100 en 1939)

Année	Secteur minier	Sidérurgie	Chimie	Textile	Chapeaux et Chassures	Papier	Produits Alimentaires	Boissons
1929	78,69	26,00	58,50	33,90	84,76	28,84	74,00	86,80
1930	71,20	22,60	40,80	32,60	58,02	21,08	80,00	69,50
1931	66,98	18,90	40,90	40,90	59,32	25,12	74,50	58,90
1932	64,13	27,10	48,50	42,30	52,24	24,17	73,60	56,60
1933	67,71	40,40	46,50	47,30	56,82	30,04	83,90	60,60
1934	66,52	47,50	55,90	53,30	61,51	37,92	88,70	62,90
1935	72,31	50,20	65,50	63,80	76,69	45,36	92,90	76,90
1936	79,02	60,00	96,50	75,40	92,10	77,85	96,20	87,70
1937	96,94	67,00	95,10	81,50	99,24	91,06	91,60	91,90
1938	103,57	81,60	106,20	56,00	86,77	100,90	96,70	88,70
1939	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
1940	110,07	126,30	93,20	92,20	101,55	106,55	80,80	104,60
1941	122,63	140,20	88,30	95,50	115,13	120,10	84,30	101,30
1942	129,06	144,50	104,90	105,80	126,85	126,35	82,90	98,30
1943	133,48	158,10	143,80	137,30	168,77	143,59	83,30	108,40
1944	130,99	178,10	198,60	146,20	206,39	178,47	81,40	139,60
1945	132,48	169,10	238,90	119,00	219,99	75,12	83,60	158,80
1946	122,56	252,30	280,80	127,60	225,95	76,62	92,80	176,80
1947	123,57	308,50	288,50	120,00	204,60	77,75	96,40	186,30

Source : Ipeadata.

Quand on analyse la croissance du Produit intérieur brut par secteur, entre 1929 et 1947, il apparaît que l'industrie a été la force motrice de la croissance nationale dans cette période. Le Tableau 14 montre la croissance du PIB par secteur entre 1929-47.

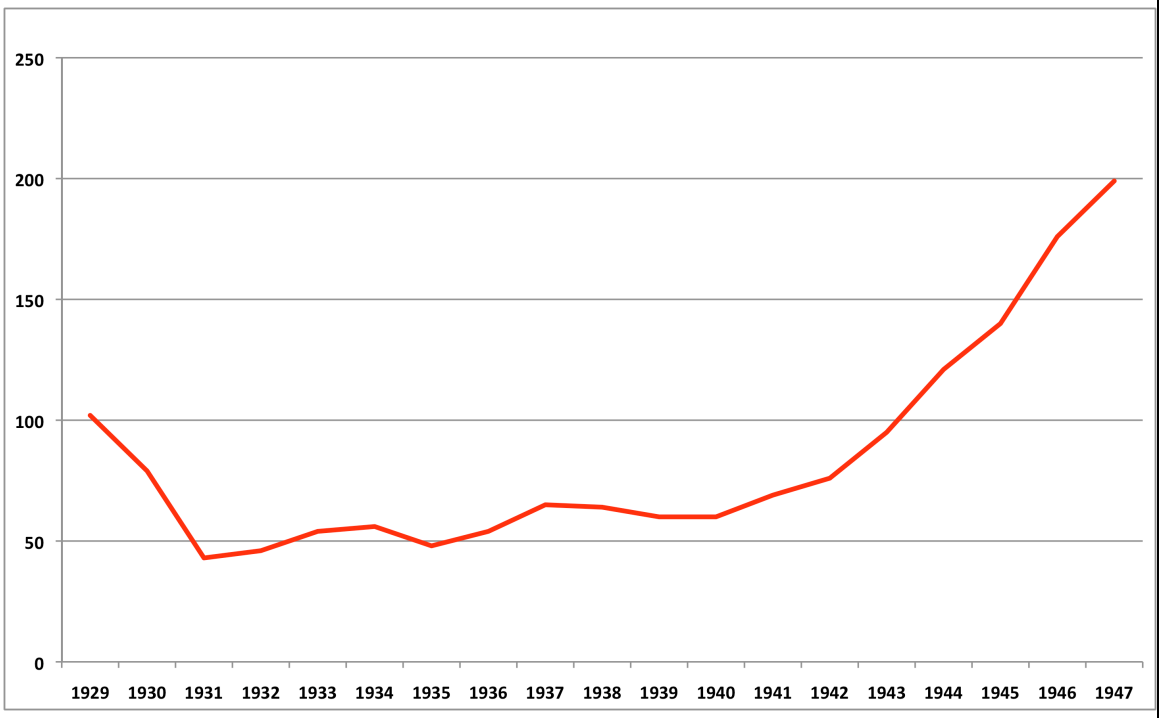
Tableau 14. Produit intérieur brut par secteur au Brésil (variation réelle en pourcentage)

Année	Agriculture	Industrie	Services
1929	0,30	-2,20	-0,90
1930	1,20	-6,70	-8,60
1931	-6,30	1,20	-5,00
1932	6,00	1,40	1,40
1933	12,00	11,70	15,20
1934	6,20	11,10	9,20
1935	-2,50	11,90	5,90
1936	9,50	17,20	13,10
1937	0,10	5,40	5,70
1938	4,20	3,70	2,00
1939	-2,30	9,30	4,00
1940	-1,80	-2,70	-3,70
1941	6,30	6,40	6,10
1942	-4,40	1,40	-6,40
1943	7,30	13,50	13,50
1944	2,40	10,70	9,80
1945	-2,20	5,50	2,90
1946	8,40	18,50	10,20
1947	0,70	3,30	7,20

Source : Ipeadata.

L'intensification de la croissance économique, par conséquent, a permis l'amélioration du pouvoir d'achat de la population et a amélioré le PIB par habitant. La Figure 1 montre la forte croissance du PIB par habitant au Brésil.

Graphique 1. Produit intérieur brut par habitant au Brésil (en dollar)



Source : Ipeadata.

Quand on analyse les branches industrielles qui ont été développées, on s'aperçoit que la production était basée sur des biens à faible valeur ajoutée. En suivant le schéma sectoriel de production de Kalecki (1972, p. 77), on observe que l'industrie brésilienne a développé une partie du secteur II ainsi que le secteur III. Le secteur I (biens de capital) jusqu'à la décennie 1960 est resté sous-développé en raison de la faible accumulation du capital et à cause de la forte concurrence des biens de capital importés qui ne rencontraient pas de substituts nationaux. Il faut rappeler que le secteur des biens de capital est d'une grande importance pour l'accumulation de capital, pour le développement d'une technologie nationale et, par conséquent, pour la dynamique du développement et l'amélioration des techniques de production. L'accumulation de capital est plus intense précisément dans le secteur des biens de capital. Une fois de plus, nous insistons sur l'idée que la force motrice de l'accumulation ne repose que sur l'expansion de la demande effective dans tous les secteurs de production[290].

L'économie brésilienne rencontrait des difficultés dans son développement industriel qui reposait uniquement sur le secteur privé. Face à l'impossibilité de voir l'industrie brésilienne se développer uniquement à travers le secteur privé, l'action de l'Etat planificateur et exécuteur est devenue indispensable. Les secteurs de

[290] Voir : Kalecki (1976).

l'infrastructure et de l'industrie lourde étaient difficiles à financer pour le secteur privé à cause de la longue période de maturation et du retour sur investissement qui comportait des risques élevés, car le gouvernement contrôlait les tarifs de ces secteurs (souvent la consommation était subventionnée). Il faut prendre ici en considération la conjoncture économique externe des années postérieures à la crise de 1929, marquées par de sévères restrictions dans le financement externe.

Le processus de substitution des importations a surgi avec la nécessité de satisfaire les besoins de base de la population. Au début, la substitution a concerné la production de biens de consommation non durables qui avaient besoin de peu de capital et d'une technologie simple. Dans le même temps qu'on créait une plus grande autosuffisance interne, survenait un mouvement inverse dans la balance des paiements où un besoin plus important d'importation de biens de capital et de biens intermédiaires se faisait sentir. La pensée de la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) avait déjà alerté depuis le début, faisant valoir que le déséquilibre de la balance des paiements était associé au processus d'industrialisation de l'Amérique latine et de celui des économies périphériques. Le déséquilibre de la balance des paiements s'intensifie donc à partir du moment où l'importation dont le pays avait besoin pour son développement était formée par des biens intermédiaires et des biens de capital. Ceux-ci présentent une haute valeur ajoutée et ont comme contrepartie les exportations, principalement de produits agricoles qui ont une faible valeur et une demande qui n'est pas élastique[291].

La dégradation des termes de l'échange des produits primaires par rapport aux produits manufacturés, montrée par une étude de l'ONU publiée en 1949, a servi de base à la « thèse d'une tendance séculaire à la dégradation des termes de l'échange » des produits primaires[292].

« Singer ajoute des explications par la demande en soulignant la faible élasticité-revenu des produits primaires : la demande des produits alimentaires augmente moins vite que le revenu ; avec le progrès technique, l'absorption des matières premières par unité de produit industriel tend à se réduire. On peut ajouter les phénomènes de substitution des produits de synthèse aux produits naturels, etc. » (Assidon, 2002, p. 29).

[291] Bielschowsky, 2000, p. 14 et 15.
[292] Assidon, 2002, p. 27.

Les bases d'accumulation de la concentration du revenu, au Brésil, sont de caractère structurel et se sont accentuées avec l'intensification de l'industrialisation. La disparité structurelle et technique du capitalisme en vigueur dans le pays, par rapport au capitalisme des pays développés, engendrait des effets différents, ce qui éloignait significativement les étapes de développement. La CEPALC a désigné ce phénomène de relation le « centre-périphérie » – ce qui constitue le concept fondamental de la théorie de la CEPALC[293].

« Pour Raul Prebisch (1950) et Hans Singer (1950), les effets du progrès technique sont dissemblables dans les pays industriels et dans les pays sous-développés sur les prix des produits à cause du mode de détermination des prix facteurs : dans les premiers, les structures de marché sont moins concurrentielles que dans les secondes (les profits se partagent entre un faible nombre de grandes firmes, et les syndicats empêchent la flexibilité du salaire), si bien que les prix ne baissent pas dans la même proportion que dans les secondes ; au total la montée des coûts l'emporte en longue période » (Assidon, 2002, p. 28 et 29).

Les concepts théoriques fondamentaux adoptés pour l'exécution du projet de développement et utilisés par les économistes brésiliens comprenaient quelques petites distinctions par rapport à la pensée de la CEPALC. Le Tableau 15 aborde les arguments utilisés par la CEPALC et ceux que les économistes brésiliens *développementalistes* avançaient[294].

[293] Bielschowsky (2000).
[294] Sur le *développementaliste* au Brésil, voir : Fiori (2003).

Tableau 15. Concepts théoriques du développement économique :
CEPALC et économistes brésiliens

Concepts théoriques économiques de développement (argument)	**Utilisé par la CEPALC**	**Utilisé par les économistes brésiliens**
1. « *L'industrie naissante* »	Non	Oui
2. « *Economies externes* »	Marginalement	Oui
3. « *L'indivisibilité du capital* »	Marginalement	Non
4. « *La dégradation des termes de l'échange* » (thèse Prebisch-Singer)	Oui	Oui
5. « *Chômage/détérioration dans les termes de l'échange* » (la faible élasticité-revenu des produits primaires)	Oui	Oui
6. « *Déséquilibre structurel de la balance des paiements* »	Oui	Oui
7. « *La vulnérabilité aux cycles économiques* »	Oui	Oui
8. L'inadéquation des techniques modernes à la disponibilité des ressources	Oui	Oui
9. Le transfert de techniques agricoles modernes à des cultures tropicales inefficaces en liaison avec le transfert de techniques industrielles	Marginalement	Oui
10. Théorie de la demande dérivée (thèses de croissances non schumpetériennes, induite par la demande)	Non	Oui

Source : Bielschowsky, 2000, p. 13.

L'argument de « l'industrie naissante » a été fortement utilisé au Brésil où les idées du protectionnisme industriel ont prévalu dans l'idéologie de la politique économique, jusqu'à la décennie 1940 surtout. Dans la théorie du développement, voici les deux arguments les plus importants qui s'opposent à l'idée de l'efficacité des théories de l'équilibre statique pour se confronter aux problèmes d'investissement : il s'agit des « économies externes » et de « l'indivisibilité du capital », points introduits dans les discussions sur le développement par le biais de la doctrine de la croissance équilibrée de Rosenstein-Rodan et Nurkse. La base analytique de référence de cette doctrine est la théorie de l'équilibre ; c'est la raison pour laquelle elle n'était pas acceptée par quelques intellectuels, comme les économistes de la CEPALC. L'argument des « économies externes » est cité dans les textes de la CEPALC de façon marginale, à travers la suggestion d'une application, dans la technique de planification, du concept de productivité sociale marginale comme critère de sélection des investissements, concept déjà beaucoup employé au Brésil, spécialement au début des années 1950[295].

La phase de croissance « *vers l'intérieur* » est marquée par de grandes difficultés, car l'économie brésilienne, *a priori*, était formée par un petit nombre d'activités économiques tournées vers le secteur exportateur. Les défaillances étaient nombreuses et ne pouvaient plus être résolues par l'importation. Cependant, nombreux étaient les problèmes structurels tel que : un grand excédent de main-d'œuvre de basse

[295] Bielschowsky, 2000, p. 14.

productivité, l'insuffisance de l'épargne et de l'accumulation de capital ; une économie fondée sur les modèles de consommation de l'élite, et l'adoption de techniques intensives en capital des économies du centre[296].

L'industrialisation en marche des pays périphériques contraint ces économies à être productrices de matières premières pour l'exportation et de produits manufacturés de plus faible valeur ajoutée. Les économies centrales qui disposent d'une base industrielle consolidée et d'une technologie avancée se réservent la production de biens manufacturés avec une plus haute valeur ajoutée, pour la plupart, indispensables à l'industrialisation des économies périphériques[297].

Bielschowsky (2000) fait référence à la question de l'échec de la croissance « *en dehors* » et aux modèles de consommation des élites qui ne pouvaient pas être satisfaits par la production locale :

« Le modèle de consommation dans les pays sous-développés, au contraire, serait en bonne mesure indépendant du système productif, car les biens modernes sont importés grâce aux rendements produits par l'exportation. L'échec du modèle de croissance en dehors aurait démontré l'incapacité de la structure productive des pays en retard à satisfaire les modèles modernes de demande, révélant sa difficulté à adopter un processus accéléré de transformation » (Bielschowsky, 2000, p. 19).

Pour caractériser un des problèmes de l'économie brésilienne concernant le modèle de consommation des élites et les disparités productives structurelles entre le centre et les périphéries, Bielschowsky synthétise :

« L'industrialisation périphérique naissante liée à un schéma moderne de demande, se caractérisait encore par une structure productive peu diversifiée, avec une rare intégration verticale et horizontale » (Ibid, p. 142).

Dans cette perspective, au delà du retard dans lequel se trouvait l'industrialisation périphérique par rapport aux pays du centre capitaliste, il n'y avait pas d'intégration entre les facteurs de production. L'élite nationale affiche ostensiblement des modèles de consommation en vigueur dans les pays du centre, maintenus grâce à l'apport de devises lié à l'exportation. La dépendance *vis-à-vis* de l'importation des biens les plus variés, laissait le pays à la merci des difficultés de l'économie mondiale.

[296] Bielschowsky, 2000, p. 19 et 20. Voir aussi à propos des défis du développement économique et des barrières structurelles au Brésil : Furtado (1992, 1996, 1999, 2000, 2002 et 2003).
[297] Voir : Cardoso de Mello (1998).

Selon Bielschowsky (2000, p. 110), il y a deux principales difficultés auxquelles les pays sous-développés doivent faire face pour développer le marché interne et assurer la maturité du capitalisme national. Premièrement, le secteur privé n'est pas suffisamment mûr pour supporter des investissements stratégiques, notamment, des investissements à maturité lente et au retour différé, comme ceux qui sont faits dans l'infrastructure. Deuxièmement, il y a une difficulté de financement dans ces pays, qui s'appuient sur un marché de capitaux naissant ou inexistant, et toujours très vulnérable à toute fluctuation externe.

L'accélération du développement des pays périphériques est conditionnée, en grande partie, par la capacité de ceux-ci à financer les importations de biens de capitaux et de biens intermédiaires nécessaires au processus de substitution des importations, puisque ces importations comprennent la technologie nécessaire et certaines matières premières (notamment le pétrole), essentiels au passage à un stade plus avancé du capitalisme. Face à ces difficultés, pour obtenir un développement durable dans les pays périphériques, l'intervention de l'Etat dans l'économie devient nécessaire car il doit planifier et exécuter des projets à long terme indispensables à la croissance.

Les processus économiques, sociaux et politiques ne sont pas seulement définis par des conflits et des relations internes, mais aussi, par les relations externes qui finissent par dicter certaines décisions et orientent vers certains chemins indésirables. Les relations externes, par conséquent, déterminent les chemins du développement national. Les restrictions imposées, de manière directe ou indirecte, par les pays centraux sont extrêmement importantes dans la formation socio-économique et politique du Brésil.

Ce processus de mûrissement du capitalisme, subordonné aux économies centrales, est décrit par João Manuel Cardoso de Mello :

« Pour tout, je pense qu'il est exact de parler d'un capitalisme importé, imposé purement et simplement du dehors, une fois admis que les facteurs internes à ces économies n'ont pas joué de rôle dans la dynamique de son apparition » (Cardoso de Mello, 1998, p. 53).

Cardoso de Mello, souligne encore :

« Mais, le fait décisif, c'est que les forces productives capitalistes ne se constituent pas simultanément, et que cela a été possible seulement parce que la production capitaliste était exportée. Cela veut dire que la reproduction élargie du capital n'est pas assurée de façon endogène, dans les économies latino-américaines,

face à l'absence de base matérielle de reproduction de biens de capital et autres moyens de production. Cependant, commence une période de transition pour le capitalisme » (Cardoso de Mello, 1998, p. 102).

Le capitalisme national est né grâce à des facteurs exogènes ; ce fait a été mis en évidence dans l'analyse des cycles économiques. La force motrice de ces cycles étant liée à l'intérêt international pour les ressources naturelles, d'où la définition d'une économie exportatrice de biens primaires. C'est seulement après 1930, qu'en raison de la restriction externe, a commencé un mouvement d'industrialisation plus accentué, tourné vers les besoins internes. Pourtant, le processus de développement du capitalisme au Brésil ne s'est pas montré suffisamment fort pour créer une dynamique endogène, étant donné le manque de base de reproduction maintenant une solide base d'accumulation.

Selon Kalecki :

« Ainsi les difficultés du commerce externe résultant de la limitation des marchés étrangers, ainsi que les facteurs techniques et d'organisation, qui freinent le développement d'industries particulières, fixent un maximum au taux de croissance » (Kalecki, 1970, p. 53).

La fragilité de la croissance interne, c'est-à-dire de l'accumulation capitaliste brésilienne s'expliquait par des problèmes structurels de l'économie nationale, particulièrement, par la question de la distribution des richesses. Pour mieux faire comprendre cet état de fait, Kalecki (1976) met en avant un aspect essentiel. A son avis, il est important de caractériser la distribution du revenu comme un facteur structurel, étant donné que les oscillations de la relation prix/salaires influencent directement les possibilités d'appropriation de la richesse par les travailleurs. Quand la structure capitaliste se développe dans un environnement précaire et fortement oligopolistique, la formation des prix devient une variable extrêmement importante pour la distribution de revenu[298]. Cependant, suivant le pouvoir de marché de l'entreprise, on peut augmenter les bénéfices et maintenir la masse des salaires constants. Dans ce cas, la distorsion entre salaires et bénéfices augmente en fonction des décisions des agents capitalistes.

Néanmoins, l'expansion du marché interne a permis l'élaboration d'une structure dynamique. Le gouvernement a adopté d'importantes mesures économiques dans les années 1950 cherchant à développer une base industrielle. Au début des années

[298] Furtado, 2003, p. 177.

1950, pour créer une impulsion dans le processus industriel, le gouvernement a pris des décisions importantes: (i) l'instruction 70 de la Superintendance de la Monnaie et du Crédit (SUMOC) qui visait à améliorer le profil des importations en les dirigeant vers les intérêts industriels, moyennant la création de ventes aux enchères de devises qui étaient une source complémentaire pour l'Etat ; (ii) la création de la Banque Nationale du Développement Economique (*Banco Nacional do Desenvolvimento Econômico – BNDE*) qui devait soutenir le développement de l'infrastructure, et la fondation de la *Petrobrás* (entreprise pétrolifère brésilienne) qui devait être rentabilisée, et accompagne une stratégie de création de combustible pour l'industrie nationale, et ; (iii) l'instruction 113 de la SUMOC qui permettait l'importation de machines et d'équipements fournis par des entreprises étrangères sans provision de change, si le gouvernement trouvait que l'opération servait la croissance du pays.

La période de 1930 à 1955 a un caractère restrictif pour le développement industriel parce que l'industrie n'était pas capable d'obtenir une croissance par elle-même. Le secteur productif n'était pas diversifié ni suffisamment fort pour impulser une croissance plus dynamique et un grand cycle d'expansion. Cette période est connue comme la phase de « *l'industrialisation restreinte* », selon Cardoso de Mello (1998). Le processus industriel a été en effet restreint par le modèle de l'accumulation limitée, fondé sur l'incapacité d'importer, la question technologique et l'action de l'Etat dans l'économie[299].

Kalecki affirme :

« Quand le taux de croissance dépasse un certain niveau, la production des diverses industries de l'économie nationale, particulièrement celles produisant les matières premières, devient insuffisante par rapport à la demande, à cause de certains facteurs techniques et d'organisation ... » (Kalecki, 1970, p. 50).

Pour Kalecki (1971) cette trajectoire d'expansion industrielle restreinte constitue un problème pour le développement économique. Cet auteur nous enseigne que l'accumulation de capital et le développement économique sont déterminés par la production, les profits dépendant exclusivement des décisions de dépenses et de consommation des capitalistes, car il n'existe pas de position contraire entre bénéfices et salaires. Les dépenses réalisées seront responsables des niveaux de revenu et d'emploi, conformément au « Principe de la Demande Effective » selon lequel la dépense

[299] Cardoso Júnior et Pochmann (2002).

détermine le revenu et aussi le bénéfice[300]. Cependant, le modèle d'accumulation restreint brésilien empêche une meilleure distribution du revenu à cause des barrières structurelles qui concentrent le revenu entre les mains des capitalistes.

Dans ce modèle d'accumulation limité, le support de base est constitué par l'action de l'Etat liée à une forte participation des entreprises multinationales et au secteur privé national. Nous devons admettre qu'il n'était pas question de choisir ou non la participation du capital privé étranger, puisque l'Etat ne pouvait compter sur des ressources suffisantes pour supporter les coûts d'une lourde industrialisation, et que le capital privé national se montrait, lui aussi, insuffisant. L'Etat a donc centralisé tous ses efforts pour créer une infrastructure qui puisse devenir viable et pour assurer le développement d'un parc industriel dans le pays ; par ailleurs, les entreprises transnationales qui détenaient une technologie avancée et une facilité à contracter des emprunts par l'entremise des maisons-mères, se chargeaient d'implanter une industrie de biens durables. Le capital privé national était investi dans des industries légères qui n'avaient pas besoin de hautes technologies, mais il ne faut pas oublier que les intérêts de l'élite industrielle brésilienne ont toujours été garantis et protégés par une intense politique de protection. Il faut se souvenir également que les entreprises multinationales ne voient pas seulement leur installation comme une affaire rentable, mais aussi comme une façon de garantir les marchés et de participer à la compétition oligopolistique avec les autres nations du centre capitaliste, dans la course pour l'expansion mondiale[301].

Pour un véritable affermissement de l'industrialisation et une transformation de la structure productive, il fallait une stratégie de développement[302] dans les secteurs de l'industrie lourde, et l'Etat était un partenaire essentiel dans le domaine. Nous rapellons que la croissance et le développement de l'industrie brésilienne ont eu un caractère restrictif entre 1930 et 1955. Durant cette période, qualifiée « *d'industrialisation restreinte* »[303], l'industrialisation était limitée par plusieurs obstacles structurels. L'industrie était incapable de se développer selon une dynamique uniquement endogène, car la production n'était pas assez diversifiée pour stimuler une croissance plus effective et un fort cycle d'expansion. En 1955, l'élection de Kubitschek a permis le dépassement de certaines difficultés, et elle a consolidé l'installation définitive de l'industrie lourde au Brésil grâce au « *Plano de Metas* » (Plan d'objectifs).

[300] Kalecki, (1976).
[301] Kalecki, 1971, p. 86.
[302] Sur le rôle de la stratégie nationale de développement dans la croissance, voir : Bresser-Pereira (2005).
[303] Voir : Cardoso de Mello (1998).

Le gouvernement de Kubitschek s'est caractérisé par l'alliance intégrale entre le secteur public et une forte politique de développement. Les diagnostics et les projections de l'économie brésilienne entrepris de façon systématique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ont culminé avec la formulation du *Plano de Metas* qui a constitué l'ensemble le plus complet et le plus cohérent des projets d'investissement déjà réalisés dans le pays. Le plan a été mis en place avec succès et a réalisé la plupart des objectifs établis dans le secteur public et dans le secteur privé[304].

Le Plan comprenait 5 domaines d'investissement : l'énergie, le transport, l'alimentation, les industries de base et l'éducation. De plus, s'ajoutait le désir de construire une nouvelle capitale, « *Brasília* ». Le Président Kubitschek a créé un Conseil National de Développement (CND) – composé des ministres d'Etat, des chefs des cabinets civils et militaires, du Président de la Banque du Brésil (*Banco do Brasil – BB*) et du Président de la Banque Nationale de Développement Economique (*Banco Nacional do Desenvolvimento Econômico – BNDE*) – qui cherchait à promouvoir un projet de développement ambitieux. Le plan voulait faire avancer le pays de « cinquante ans en cinq ans » et, pour atteindre ses objectifs, le CND opérait aussi en association avec des groupes exécutifs comme : le Groupe Exécutif de l'Industrie Automobile (GEIA), le Groupe Exécutif des Industries de Construction Navale (GEICON) et le Groupe Exécutif des Industries Mécaniques (GEIMAPE)[305].

Le caractère restrictif du processus industriel brésilien est surmonté grâce aux transformations structurelles décisives qui ont été mises en oeuvre grâce au « *Plano de Metas*». Le parc industriel brésilien a augmenté significativement la production de biens durables et de biens de capital, ce qui détermine la consolidation et la diversification de l'industrialisation lourde du pays. Sur le Tableau 16, il est possible de vérifier dans certains secteurs ce qui a été planifié et ce qui a été vraiment réalisé.

[304] Orenstein et Sochaczewski, 1990, p. 171.
[305] Voir : BNDES (2002).

Tableau 16. « *Plano de Metas* » – prévisions et résultats (1957-1961)

But	Prévision	Réalisé	%
Energie eléctrique (1 000 kw)	2 000	1 650	82
Charbon (1 000 ton.)	1 000	230	23
Pétrole – production (1 000 barrils/jour)	96	75	76
Pétrole – raffiné (1 000 barrils/jour)	200	52	26
Chemin de fer (1 000 km)	3	1	32
Route – construction (1 000 km)	13	17	138
Acier (1 000 ton.)	1 100	650	60
Ciment (1 000 ton.)	1 400	870	62
Voitures et camions (1 000 un.)	170	133	78
Nationalisation (voiture en %)	90	75	-
Nationalisation (camion en %)	95	74	-

Source : Orenstein et Sochaczewski (1990, p. 180).

De 1957 à 1961, le PIB a augmenté pour atteindre un taux de croissance annuel de 8,2%, ce qui a représenté une expansion du revenu par habitant de 5,1% par an. Ces valeurs sont beaucoup plus élevées que les objectifs du plan. Cependant, le taux d'inflation moyen a été de 22,6%[306].

Le « *Plano de Metas* » est passé par de sérieuses difficultés d'exécution, il ne contenait pas, dans son élaboration, de mécanisme de financement défini susceptible de viabiliser des investissements si ambitieux. L'absence d'un marché financier possédant une dimension, une maturité et une flexibilité suffisantes pour concentrer l'épargne nécessaire aux investissements proposés fit penser au gouvernement que la seule solution était l'augmentation des recettes fiscales. Mais cette solution rencontrait une puissante résistance parmi les entrepreneurs qui n'acceptaient pas de payer plus d'impôts. Le gouvernement a donc adopté un mécanisme de financement « *inflationniste* », autrement dit, l'Etat a couvert son déficit en augmentant la base monétaire de l'économie[307].

Le processus d'inflation au Brésil est expliqué de deux façons différentes selon les courants de pensée. Le courant structuraliste (ou développementaliste) attribue l'inflation à l'inélasticité de l'offre dans certains secteurs de l'économie, surtout le secteur de production des biens agricoles de consommation interne, et celui des importations qui ne correspondaient pas aux besoins nationaux. Le courant monétariste (ou néoclassique) affirme que l'inflation est entraînée par les déficits gouvernementaux

[306] Orenstein et Sochaczewski, 1990, p. 179.
[307] Ibid, p. 181.

et par le financement par le biais d'émissions monétaires. Les plans de stabilisation qui ont été mis en place dans l'intervalle 1956-1961 n'ont été que des tentatives cherchant à atténuer l'accélération du processus d'inflation et à le ramener à des niveaux tolérables, sans jamais sacrifier la croissance à la stabilité.

Le développement de l'industrialisation a provoqué la formation d'un marché capitaliste oligopolistique. Elément, en partie, préjudiciable au consommateur puisqu'il n'y avait qu'un petit nombre de concurrents sur le marché. Pour Kalecki (1976, p. 68), la composition industrielle est un puissant facteur de distribution du revenu. Les marchés oligopolistiques favorisent les capitalistes qui ont l'avantage d'imposer les prix (*price-maker*) et laissent le prolétariat fortement lésé dans le conflit distributif.

« Il ne fait aucun doute que, dans les conditions présentes, les formes oligopolistiques d'organisation des marchés contribuent à la concentration du revenu et, par conséquent, donnent un caractère anti-social au développement » (Furtado, 2003, p. 177).

La structure oligopolistique favorise les entrepreneurs qui jouissent d'une facilité à ajuster les prix et à maintenir (et parfois augmenter) la marge de profit, sans compter les risques de cartel qui sont facilités par la faible possibilité d'action des institutions réglementaires[308]. Face à une perspective de diminution des marges bénéficiaires, les grandes entreprises ajustent leurs prix en espérant maintenir celles-ci au même niveau, et, dans l'attente d'un moindre retour sur de nouveaux investissements productifs, le capital sera déplacé vers des activités financières qui tendent à alimenter un processus d'inflation[309].

De plus, l'Etat a adopté des politiques économiques qui favorisaient le patronat national et les classes les plus privilégiées au détriment de la masse de la population. Parmi les mesures prises, se détachent les politiques salariales approuvées par le gouvernement pendant le début du régime militaire avec des accords de salaires qui ne favorisaient pas les travailleurs, de sévères restrictions apportées au syndicalisme, une plus grande instabilité de l'emploi et la diminution des dépenses publiques sociales[310].

Le développement du réseau de transport a rendu plus faciles les migrations de la campagne vers la ville et de certaines régions du pays vers les centres urbains : ce phénomène est à l'origine d'une pression additionnelle sur le marché du travail. Les

[308] Kalecki, 1972, p. 32.
[309] Cardoso de Mello et Belluzzo, 1998, p. 161.
[310] Serra, 1998, p. 76 et 77.

grands centres urbains, après le mouvement migratoire, présentaient « *une réserve industrielle de main d'œuvre* », ce qui plaidait en faveur des bas salaires.

Face à ces considérations, l'hypothèse défendue par la théorie classique qui veut que les salaires soient déterminés par la productivité ne s'applique pas dans le cas du Brésil. Les caractéristiques de l'économie brésilienne font que les salaires ont peu de rapport avec le taux de productivité ; les entreprises sont dans une situation privilégiée et peuvent retenir un surplus encore plus grand, car l'excès du contingent de main-d'œuvre favorise le patronat qui profite de la circonstance pour augmenter sa marge de bénéfice[311]. C'est ce que démontre Furtado dans une de ses analyses :

« Je me suis aussi aperçu que le salaire payé à la masse des travailleurs n'accompagne pas l'augmentation de la productivité des activités industrielles, en raison de la grande réserve de main-d'œuvre disponible dans les régions plus pauvres, laquelle a connu une mobilité géographique avec l'intégration du système de transport» (Furtado, 1992, p. 12).

La conjoncture économique du début de la décennie 1960 ne favorisait pas la négociation avec les travailleurs, les attentes avaient complètement changé, le pays était entré dans une crise économique dont voici les principaux aspects : (i) un haut taux de chômage ; (ii) les entrepreneurs ont noté un ralentissement de l'activité économique et ont interrompu l'investissement, et ; (iii) la chute des investissements étrangers. Les raisons de cette aggravation des perspectives s'expliquent par la structure de l'économie nationale, et, parmi les problèmes qui se posent, on peut citer : la diminution des opportunités d'investissement, la limite de la capacité d'importation et l'inflation croissante. A partir de 1962, la réduction des opportunités d'investissement est devenue claire. Le Tableau 17 indique que la formation brute de capital (les investissements bruts), particulièrement dans le secteur privé, a chuté substantiellement[312].

[311] Furtado, 2003, p. 209.
[312] Bresser-Pereira, 2003, p. 125.

Tableau 17. Formation brute du capital au Brésil (en pourcentage)

	1959	**1966**
Formation brute du capital/PIB	15,9	12,8
Formation du capital du gouvernement/PIB	4,7	5,0
Formation du capital du secteur privé/PIB	11,2	7,8

Source : Bresser-Pereira (2003).

La structure salariale s'est inversée au début de la décennie 1960. Ce mouvement s'est accru pendant la décennie et il est connu comme l' « *arrocho salarial*» (voir Graphique 2). En tout état de cause, les politiques salariales restrictives et l'inflation ont fait que le salaire minimum (déterminé par le gouvernement) a vu son pouvoir d'achat réduit par rapport à la décennie antérieure.

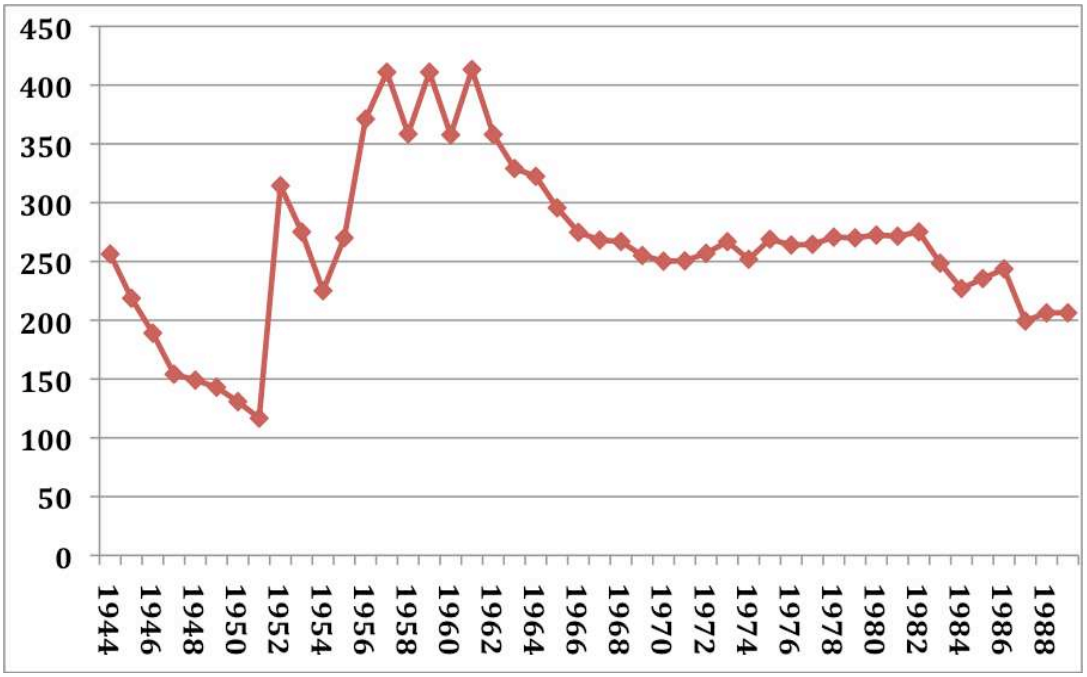
Il faut rappeler que les militaires étaient au pouvoir et que l'action des syndicats était presque inexistante. Selon Kalecki (1971, p. 163 et 164), les syndicats jouent un rôle très importants, car c'est grâce à eux que la participation des salariés dans le revenu national va augmenter étant donné qu'ils défendent les intérêts des travailleurs dans la distribution du revenu. Sans la pression des syndicats qui revendiquent une part plus grande ou au moins tentent de maintenir la part des salaires dans le revenu national, le prolétariat perd son plus fort pouvoir de négociation. Chez Kalecki, la faiblesse des syndicats peut avoir des effets pervers :

« La faiblesses des syndicats durant une dépression se manifestait par la possibilité de baisser les salaires, ce qui contribuait à augmenter le chômage plutôt qu'à le combattre » (Kalecki, 1971, p. 163)[313].

Cependant, la perte du pouvoir d'achat a affecté principalement les bas salaires qui touchaient la plus grande partie de la population formant la main-d'œuvre non qualifiée. Les moyens et hauts salaires ont connu des ajustements considérables, principalement causés par la forte demande du marché du travail pour la main-d'œuvre qualifiée qui était recherchée par l'industrie de biens durables et l'industrie de capital.

[313] *« The weakness of trade unions in a depression manifested in permitting the wage cuts contributes to deepening of unemployment rather than relieving it »* (Kalecki, 1971, p. 163).

Graphique 2. Evolution du salaire minimum en termes réels au Brésil
(valeur réelle en *reais*)



Source : Ipeadata.

Le mouvement de concentration du revenu était déjà visible à la fin des années 1960. Cette concentration a été constatée par Serra (1998) dans sa réflexion sur la reprise de la demande provoquée par la consommation des biens durables :

« La croissance de la demande des biens durables en 1966/67 a été de 13,4% en moyenne, ceci reflétant : (i) la plus grande concentration du revenu qui, dans le contexte de la phase de semi-stagnation de l'économie, a permis de préserver et d'augmenter le pouvoir d'achat des groupes moyens-hauts ; (ii) l'élévation des marges d'endettement des familles, facilitée par le développement des intermédiaires financiers pour l'achat de biens de consommation » (Serra, 1998, p. 104).

Selon Souza (1998, p. 176), le niveau de base salariale peut influer sur la magnitude de la différence entre les salaires, un niveau de salaire plus bas pouvant établir une plus grande différenciation dans la structure des salaires. Un exemple de ce mouvement se retrouve dans la plus grande ouverture de l'éventail de la structure salariale, constatée à partir de la moitié de la décennie 1960. Cette modification a provoqué une plus grande concentration du revenu national et le gouvernement n'a adopté aucune politique susceptible d'empêcher l'augmentation de cette disparité, d'où un élargissement du fossé entre les couches sociales.

Pour aborder les changements et aussi l'instabilité macroéconomique engendrée par les facteurs externes et les effets de la transformation de la structure productive sur la distribution du revenu national, il est des questions qui doivent être prises en considération : y a-t-il contradiction entre salaires et profits dans l'économie brésilienne? La politique économique a-t-elle favorisé l'élite et ses modèles de consommation ? La politique publique de développement économique est-elle défavorable ? La crise de la dette externe pouvait-elle être évitée ? Les agents du marché financier sont-ils réellement rationnels ?

4.1 Les programmes de développement, le « *miracle économique* » et l'instabilité macroéconomique

Depuis la décennie 1950, le gouvernement brésilien tentait de mettre en œuvre une stratégie de développement économique pour développer tous les secteurs économiques nationaux, des plus simples aux plus complexes. Ainsi, en 1967, un grand pas a été fait et le gouvernement a mis en place le Programme stratégique de Développement (*Programa Estratégico de Desenvolvimento – PED*) qui comportait des directives fondamentales pour l'accélération du développement et la décélération de l'inflation. Plus tard, au début de la décennie 1970, ce programme du gouvernement va se transformer avec les compléments et les ajustements du Plan national de Développement (PND). C'est un des plus grands programmes de développement déjà adoptés au pays ; les investissements publics se sont concentrés dans le secteur de l'infrastructure, et, pour stimuler l'investissement privé, une série de mesures expansionnistes fiscales et monétaires ont été prises[314].

L'Etat avait assaini ses finances dans les administrations antérieures, et il y jouissait donc d'une plus grande liberté pour adopter des politiques expansionnistes[315]. Un des secteurs qui avait bénéficié de la reprise de l'investissement de l'Etat était le secteur du bâtiment, fortifié par le Système financier d'Habitation (SFH), qui a contribué à stimuler l'investissement public et privé.

[314] Sur la période, voir : Lago, 1990, p. 233-294.
[315] Sur la stabilisation économique et les réformes de 1964-67, voir : Resende (1990).

La période 1967 - 1973 se caractérise aussi par la consolidation de l'industrie de biens de capital qui atteint une moyenne annuelle de croissance de 18,1%, ce qui est supérieur au taux de croissance de l'industrie de transformation (13,3% par an), mais inférieur à la croissance de l'industrie de biens durables (23,6% par an)[316]. Le Tableau 18 montre la croissance de l'industrie de transformation.

Tableau 18. Croissance de l'industrie de transformation au Brésil (en pourcentage)

Industrie	1965-1967	1967-1970	1970-1973	1974-1977
I Biens de consommation	4,8	11,6	12,3	4,5
1. Biens durables	13,4	21,9	25,5	5,5
1.1 Transports	13,1	23,9	24,5	-1,0
1.2 Industrie Electrique	13,9	17,4	28,0	16,0
2. Non durables	3,6	9,7	9,1	4,2
II Biens de production	9,1	13,7	15,7	8,6
1. Capital	4,5	13,7	22,5	8,4
2. Intermédiaires	10,8	13,7	13,2	8,7
Total	6,8	12,6	14,0	6,6

Source : Rego et Marques (2003).

On doit aussi relever quelques aspects de la performance de l'agriculture, étant donné que le gouvernement a pris des mesures d'intensification du crédit rural et que le secteur exerce une influence importante sur l'indice d'inflation.

Tableau 19. Taux moyen de croissance de l'agriculture au Brésil (en pourcentage)

Période	1932-1976	1962-1976	1968-1976
Production de produits exportables	4,26	6,26	9,09
Production de produits domestiques	4,44	4,00	3,32
Production totale	4,58	4,80	5,11

Source : Rego et Marques (2003).

Dans le « *miracle économique* » (1967-1973), le taux moyen de croissance du PIB a été d'environ 10,2% et de presque 12,5% entre 1971 et 1973, le PIB par habitant a atteint un taux de 6% par an. Ces années ont connu une forte expansion de l'emploi, une forte élévation des exportations et une augmentation substantielle de l'investissement fixe brut. Entre 1971 et 1973, la formation brute de capital fixe a correspondu à une moyenne de 21% du PIB et a atteint 22,4% du PIB – à prix constants de 1980[317].

[316] Lago, 1990, p. 241.
[317] Ibid., p. 292.

Nous étions, cependant, en train d'examiner le deuxième cycle industriel au Brésil. Depuis les années 1950, l'économie brésilienne avait atteint une densité industrielle suffisante pour passer par des cycles économiques classiques. L'existence, non seulement, d'une industrie de biens de consommation complète, mais aussi d'une industrie de biens de capital et de matières premières de base avait permis que les cycles économiques de sur/sous accumulation de capital deviennent endogènes et soient liés à la dynamique interne du système capitaliste brésilien. Le cycle économique brésilien n'était plus le reflet des économies centrales qui se reproduisaient à travers l'élévation ou la chute des prix des produits primaires exportés. Mais, en même temps, le cycle économique interne continuait à démontrer les mouvements cycliques du capitalisme international[318]. L'inversion du cycle de croissance est rendue visible au début de 1974 ; le facteur déterminant est alors la première crise pétrolière qui a lieu au deuxième semestre de 1973. La recrudescence de l'accélération inflationniste était déjà visible en 1973, ce qui a été à peine aggravé lors du premier choc pétrolier.

Le pays avait besoin d'accumuler le plus possible de devises et l'exportation a beaucoup crû pendant ces années. Mais, parallèlement à la croissance notable de la valeur courante des exportations, les importations ont connu la même croissance, ce qui n'a pas favorisé l'accumulation des devises nécessaires. Carneiro (2002) met en évidence la vulnérabilité face à la crise du pétrole :

« Entre 1973 et 1979, le quantum importé de pétrole a atteint 50%, élevant les participations de 11% à 37% pendant la période. La production de pétrole brut continue de stagner durant la décennie pour atteindre en 1980 le même niveau qu'en 1973 » (Carneiro, 2002, p. 75).

Après la croissance économique des années 1970-1973, le gouvernement a établi le Plan National de Développement II qui consistait à transformer la structure productive du pays et à dépasser les déséquilibres externes en cherchant une position plus privilégiée sur la scène internationale. Cependant, certains facteurs problématiques devaient être considérés, dont, entre autres : (i) la sous-estimation de la crise du pétrole et ses conséquences ; (ii) la détérioration à court terme de la balance des paiements et l'exécution de projets excessivement dépendants de l'Etat.

Durant les années 1973-1979, la formation brute de capital fixe s'est maintenue stable, entre 21% et 23%, l'Etat étant le principal responsable de ces taux. L'inflation,

[318] Bresser-Pereira, 2003, p. 185.

quant à elle, n'était plus contrôlable et est passée d'un taux annuel de 15% en 1973 à 77% en 1979 (Tableau 20).

Tableau 20. Formation brute de capital fixe et taux d'inflation au Brésil (en pourcentage)

Année	FBCF/PIB	IGP-DI*
1973	21,4	15,5
1974	22,8	34,5
1975	24,4	29,4
1976	22,5	46,3
1977	21,4	38,6
1978	22,2	40,5
1979	23,0	77,2

Source : Abreu (1990) et Fondation Getúlio Vargas (*Fundação Getúlio Vargas – FGV*).
* Indice général de prix – concept disponibilité interne (FGV).

La période suivant 1973 a été marquée par des taux de croissance plus faibles que durant le « *miracle économique* », pour des raisons internes et externes. D'après ce qu'on peut observer dans la Tableau 21 :

Tableau 21. Taux de croissance totale et par secteur au Brésil (en pourcentage)

Année	PIB	Industrie	Agriculture	Services
1973	14,0	16,6	0,0	13,4
1974	9,0	7,8	1,0	9,7
1975	5,2	3,8	7,2	2,9
1976	9,8	12,1	2,4	8,9
1977	4,6	2,3	12,1	2,6
1978	4,8	6,1	-3,0	4,3
1979	7,2	6,9	4,9	6,7

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

En 1973, le premier choc pétrolier a aidé à provoquer une inversion du cycle de prospérité malgré l'extraordinaire accumulation qui s'était produite jusqu'à ce moment-là. Le Tableau 22 montre qu'entre 1967 et 1973 les investissements dans l'industrie de transformation ont atteint à un taux annuel de 26,5%, mais ces investissements ont chuté brusquement entre 1974 et 1980.

Tableau 22. Croissance de l'investissement et de la production industrielle au Brésil (en pourcentage)

Période	Investissement dans l'industrie de transformation	Industrie de transformation				
		Biens de consommation	Biens de consommation non durables	Biens de capital durables	Biens intermédiaires	Total
1955-1962	17,4	6,6	23,9	26,4	12,1	9,8
1962-1967	-3,5	0	4,1	-2,6	5,9	2,6
1967-1973	26,5	9,4	23,6	18,1	13,5	12,7
1973-1980	0,1	4,4	9,3	7,4	8,3	7,6

Source : Bresser-Pereira (2003).

La suraccumulation explique l'inversion du cycle dans la mesure où elle conduit à une réduction des expectatives ou des bénéfices des entreprises et, par conséquent, à un effondrement de l'investissement. L'inversion du cycle, a priori, découle d'une diminution du taux d'accumulation du capital, laquelle est déclenchée par une chute dans la prévision du taux de bénéfices par rapport au taux d'intérêt[319].

Le ralentissement cyclique provoquait l'augmentation du taux d'inflation, dans la mesure où il se transformait en mécanisme de défense du processus d'accumulation. Le symptôme le plus général de l'accélération de l'inflation est le conflit distributif entre les classes. Au Brésil, le prolétariat a très peu de force politique, et la classe des capitalistes tente de maintenir ou d'augmenter sa part de revenu dans l'économie, à travers l'inflation.

Le modèle de Kalecki (1971 et 1976) permet de distinguer nettement le rôle des agents économiques (entrepreneurs et travailleurs) dans l'économie capitaliste. La classe des entrepreneurs peut définir les décisions d'investissement, et par conséquent le revenu, alors que les travailleurs restent subordonnés à la dynamique du système capitaliste. Le prolétariat n'est pas en mesure de retirer un bénéfice parce qu'il dispute seulement le flux sans participer au stock de la richesse (parce qu'il n'épargne pas). C'est une façon de hiérarchiser les agents de la société où les capitalistes vont assumer une position active dans la dynamique économique, alors que le prolétariat sera dans une position passive puisque le revenu est une variable de l'investissement et de la consommation du capitaliste.

Le développement de l'industrialisation lourde cause des déséquilibres dans un environnement de sous-développement, étant donné que les secteurs de production de

[319] Bresser-Pereira, 2003, p. 187.

l'économie se développent de manière instable et à des vitesses différentes. Les secteurs de biens durables et de biens de capital n'arrivent pas à avoir une croissance accélérée pendant une longue période de temps dans un environnement sous-développé, étant donné la difficulté d'absorption immédiate de la production de ces secteurs dans une économie fonctionnant avec des dépenses limitées[320].

La crise de la dette externe et le processus d'ajustement seront pénibles pour le pays et sa population. Les origines de la crise de la dette en Amérique latine apparaisent nettement quand on analyse la conjoncture économique internationale dans les années 1970, et, parmi les facteurs d'instabilité, nous devons souligner : (i) l'effondrement du système de Bretton Woods en 1971 qui a entraîné une expansion du marché de capital international, accentuée par les politiques monétaristes des Etats-Unis et du Royaume-Uni à la fin de la décennie 1970, et ; (ii) les deux chocs pétroliers causés par l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole (OPEP) qui ont augmenté fortement le prix du pétrole et, par conséquent, l'excès de liquidité (« le recyclage des *pétrodollars*») sur le marché financier a rendu propice l'accès aux flux des capitaux internationaux pour les pays d'Amérique latine et a déterminé parallèlement la récession économique dans les pays développés[321].

La composition et la source de la dette en Amérique latine ont complètement changé pendant les années 1970. Tout d'abord, les prêts provenaient à l'origine des institutions internationales (la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International – le FMI et l'Organisation de Coopération et de Développement économiques – OCDE) et étaient, entre autres caractéristiques, des prêts de long terme et à bas taux d'intérêts, accompagnés de règles très rigides. Ensuite, l'endettement s'est poursuivi avec les prêts du « recyclage des *pétrodollars* » qui ont été offerts à la région par les banques commerciales avec des règles qui comportaient beaucoup moins de restrictions, des délais de court terme et des taux d'intérêts plus élevés.

La métamorphose de la composition et de la source de la dette dans la décennie 1970, où l'on substitue à des prêts des institutions internationales qui sont des prêts de long terme avec de bas taux d'intérêts, des prêts commerciaux de court terme avec des taux d'intérêts variables, a été le principal facteur explicatif de la crise de la dette dans les années 1980[322]. L'excès d'offre de crédit et le manque de contrôle des banques

[320] Tavares et Belluzzo, 1998, p. 139.
[321] Voir : Theberge (1999).
[322] Theberge, 1999, p. 5.

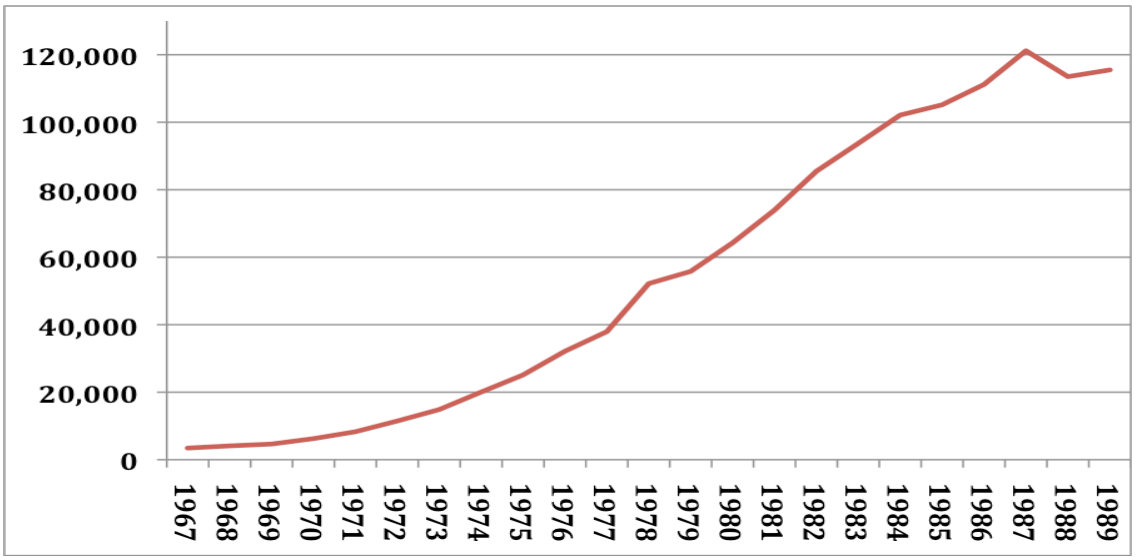
commerciales dans le volume des prêts accordés et dans le pouvoir de remboursement des pays ont joué, sans doute, un rôle important dans la crise. Les conséquences des politiques irresponsables des banques commerciales et des gouvernements latino américains peuvent être révélées par quelques chiffres de l'analyse de Theberge :

« Les nations latino-américaines ont bien accueilli leur nouvel et illimité accès au capital étranger. Entre 1975 et 1982, la dette latino-américaine auprès des banques commerciales s'est accrue d'un taux annuel de 20,4%. Ces emprunts de plus en plus importants ont mené l'Amérique latine à quadrupler sa dette externe, de 75 milliards de dollars en 1975 à plus de 314 milliards en 1983, c'est-à-dire 50% du PIB de la région. Le service de la dette (paiements des intérêts et amortissement du principal) a augmenté encore plus vite, atteignant 66 milliards de dollars en 1982, contre 12 milliards en 1975» (Theberge, 1999, p. 6)[323].

L'élévation du taux d'intérêt international à la fin de la décennie 1970, le taux d'intérêt nominal Libor passant d'un palier de 5% par an avant le choc pétrolier à 19% par an en 1981, a entraîné l'aggravation de la crise financière en Amérique latine. Au Brésil, à partir de 1981, le pays s'endette exclusivement pour payer le service de la dette[324], et l'énorme augmentation du taux d'intérêt international a provoqué une augmentation significative des dépenses dues au service de la dette, à telle enseigne que la part du Brésil dans le déficit des transactions courantes a atteint 87,5% en 1982[325].

[323] *« Latin American nations welcomed their new and unlimited access to foreign capital. Between 1975 and 1982, Latin American debt to commercial banks increased at a cumulative annual rate of 20,4%. This heightened borrowing frenzy led Latin America to quadruple its external debt from $75 billion in 1975 to more than $314 billion in 1983, or 50% of the region's gross domestic product (GDP). Debt service (interest payments and the repayment of principal) grew even faster reaching $66 billion in 1982, up from $12 billion in 1975 »* (Theberge, 1999, p. 6).
[324] Bresser-Pereira, 2003, p. 193.
[325] Carneiro, 2002, p. 123.

Graphique 2. Dette externe au Brésil (en milliards de dollars)



Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – BCB*).

La période 1982-1984 est caractérisée par le déficit fiscal, malgré des mesures fiscales qui cherchaient à augmenter les recettes. Un des facteurs responsables de cette perte a été la subvention fiscale à l'exportation qui visait à augmenter le volume et la valeur des transactions effectuées pour acquérir des devises afin de respecter les obligations externes. En dépit de quoi, il y eut une réduction du surplus commercial due, principalement, à la chute de 3,1 milliards de dollars des exportations en 1982[326].

En outre, en 1982, le moratoire mexicain a créé une situation encore plus difficile pour le financement des déficits extérieurs. Les banques internationales n'avaient plus confiance dans le Brésil, et les réserves internationales du pays (environ 3 milliards de dollars) ont été réduites à zéro en deux mois. En décembre 1982, le Brésil commence la négociation avec le FMI, malgré la forte opposition du gouvernement à cette institution. A la fin de 1982, le pays ne savait plus comment renégocier des prêts pour continuer à payer la dette externe, et il faisait face à une alternative : déclarer un moratoire complet, ou déclarer un moratoire « blanc » du principal et continuer à payer les services et les dividendes pendant qu'il entrait en pourparlers avec le FMI et les principaux créditeurs. La deuxième option a été choisie par le gouvernement brésilien, et en janvier 1983 le pays a signé une lettre d'intention au FMI[327].

En 1983, l'Etat a accentué sa politique fiscale rigoureusement restrictive de contraction de la demande. Cherchant à atteindre un des buts décidés avec le FMI, en

[326] Dias Carneiro et Modiano, 1990, p. 328.
[327] Bresser-Pereira, 2003, p. 230.

février 1983, le gouvernement a adopté une maxi-dévaluation du taux de change. La mesure visait à relancer l'exportation et à inhiber l'importation, ou mieux, à acquérir un montant plus grand de devises à travers un surplus de la balance commerciale. Pour empêcher que la maxi-dévaluation du taux de change ne soit intégralement neutralisée par une accélération compensatoire de l'inflation, le gouvernement a promu une désindexation partielle des salaires. Ainsi, la désindexation salariale ajoutée à l'accélération de l'inflation a entraîné une perte d'environ 15% du pouvoir d'achat des salaires en 1983. La maxi-dévaluation et le choc agricole ont accéléré l'inflation qui atteint plus de 200% par an[328].

La rigueur de la politique économique a été ressentie, en particulier, par le secteur productif du pays. Le PIB a connu une chute de 2,8% (voir Tableau 23) par rapport à l'année antérieure, provoquant une chute du secteur industriel de 5,2%. En conséquence, le chômage a touché 7,5% du personnel de production. Entre 1981 et 1983, s'est accumulée une contraction de 55% dans la production, étant donné que la réduction dans le secteur des biens de capital était de 19%[329].

Tableau 23. Variables économiques internes au Brésil (en pourcentage)

Année	PIB	Investissement/PIB	IGP-DI	Déficit public
1978	4,8	22,2	40,5	5,7
1979	7,2	23,0	77,2	8,3
1980	9,1	22,5	110,2	6,7
1981	-3,1	21,0	95,2	6,0
1982	1,1	20,4	99,7	7,3
1983	-2,8	16,1	211,0	4,4
1984	5,7	15,5	223,8	2,7
1985	8,4	16,7	235,1	4,3

Source : Rego et Marques (2003).

Le secteur public a payé le coût de l'ajustement en continuant à subventionner de plusieurs façons et à promouvoir l'étatisation de la dette externe. L'Etat a permis que la dette en dollar du secteur privé national et étranger soit évaluée en monnaie nationale. Pendant le « processus d'ajustement » de l'économie brésilienne, le profil des dettes des entreprises s'est beaucoup amélioré : chez les entreprises nationales, les dettes ont chuté, passant de 34% à 25% du patrimoine net, et dans le cas des entreprises étrangères de 42% à 31%. Ces politiques ont favorisé la restructuration du capital privé qui a été

[328] Dias Carneiro et Modiano, 1990, p. 332.
[329] Rego et Marques, 2003, p. 145.

fortement subventionnée par le secteur public, et elles ont été essentielles à la survie du secteur, mais préjudiciables à l'équilibre public[330].

« Nous voulons montrer que l'ajustement, loin d'empêcher la survie du patronat, a sponsorisé la restructuration courante et patrimoniale du grand capital, en même temps qu'il a provoqué le déséquilibre du secteur public » (Belluzzo et Almeida, 2002, p. 97).

Tableau 24. Comptes du secteur public au Brésil (en pourcentage du PIB)

Année	Recettes fiscales	Dépenses en personnel	Services de la dette interne	Services de la dette externe	Épargne publique	Déficit public
1979	24,3	6,9	0,55	0,29	3,8	8,3
1980	24,2	6,2	0,74	0,36	2,2	6,7
1981	24,6	6,5	1,08	0,29	2,3	6,0
1982	26,2	7,3	1,21	1,18	1,8	7,3
1983	24,7	6,5	1,65	1,57	0,6	4,4
1984	21,6	5,6	2,05	1,83	0,8	2,7
1985	22,0	6,8	2,24	1,51	0,3	4,3
1986	24,3	7,0	1,14	1,35	1,9	3,6
1987	22,6	7,7	1,15	1,44	-1,2	5,5
1988	22,1	7,8	1,48	1,85	-1,9	4,0

Source : Bresser-Pereira (2003).

La vigoureuse reprise économique des Etats-Unis en 1984 a été essentielle à la réduction de la contrainte externe et à la croissance économique du pays. Les exportations ont augmenté fortement avec la reprise de l'économie américaine, ce qui a stimulé la demande industrielle nationale et le reste de l'économie par la force de l'effet multiplicateur. L'essor de la production industrielle en 1984 a conduit à une croissance du PIB de 5,7% et a interrompu le processus de baisse du PIB par habitant qui s'était installé en 1981. La prospérité économique a aidé à augmenter le coefficient d'exportation et à le faire passer à 12,3% du PIB, tandis que le coefficient d'importation était réduit à 6,3% du PIB. A la fin de 1984, le solde du compte courant de la balance des paiements était presque en équilibre, et les réserves internationales de devises étaient de 60% supérieures par rapport à la même époque de l'année précédente[331].

Malgré l'expansion significative de la production industrielle et de la production agricole, l'inflation s'est maintenue au même niveau. Le haut taux d'inflation annuel, d'environ 224% en 1984, selon la mesure du IGP-DI, ne s'expliquait pas par une

[330] Belluzzo et Almeida, 2002, p. 231.
[331] Dias Carneiro et Modiano, 1990, p. 341.

demande excessive. Cette inflation s'expliquait par une longue période d'ajustement dans laquelle les efforts de stabilisation de court terme se confrontaient au besoin de maintenir les investissements de moyen et long terme. Les conflits distributifs de revenu alimentaient une spirale salaires-prix qui était périodiquement aggravée par la nécessité de correction des prix relatifs[332].

Pendant la deuxième moitié de la décennie 1980, la politique économique s'est concentrée sur le combat contre l'inflation. Les plans de stabilisation d'inspiration orthodoxe mis en œuvre de 1981 à 1984 ont réussi l'ajustement du secteur externe de l'économie mais n'ont pas empêché la montée de l'inflation. L'inflation brésilienne semblait avoir des propriétés spécifiques et une dynamique propre qui résistait aux pressions déflationnistes conduisant à la récession et au chômage. La prédominance inertielle de l'inflation sur les conditions de demande et d'offre donnait la priorité à la désindexation de l'économie pour combattre ce fléau ; la rupture des mécanismes d'indexation produirait alors une chute du taux d'inflation plus rapide et plus accentuée, et les coûts sociaux (la récession et le chômage) seraient plus faibles. Ainsi, à partir de 1986, les programmes de stabilisation de l'économie brésilienne ont pris en considération la question de l'inertie inflationniste causée par les mécanismes d'indexation et la tendance à la propagation du taux d'inflation antérieur à l'inflation future. Selon cette pensée, en l'absence d'un choc hétérodoxe, le taux d'inflation resterait au même niveau[333].

Dans cette perspective, le « *Plano Cruzado* », ou plan de stabilisation, a été formulé et mis en place en février 1986. Le plan comprenait des politiques hétérodoxes, dont, entre autres : (i) une réforme monétaire qui a établi une nouvelle monnaie dans le pays, la monnaie « *cruzado* » ; (ii) une politique salariale qui a opéré la conversion des salaires en utilisant la moyenne du pouvoir d'achat des 6 derniers mois plus un bonus de 8% et une bonification de 16% par rapport au pouvoir d'achat pour le prolétariat qui recevait un salaire minimum (il y avait une forte caractéristique distributive du revenu dans le plan) ; (iii) des salaires qui n'étaient pas « congelés » et étaient ajustés automatiquement quand le taux d'inflation arrivait à 20% (le « *gatilho salarial* ») ; (iv) des prix « congelés » pour un temps indéterminé au niveau de la mise en place du plan qui n'ont pas connu de compensation de l'inflation antérieure (plusieurs prix «congelés»

[332] Dias Carneiro et Modiano, 1990, p. 343.
[333] Modiano, 1990, p. 349.

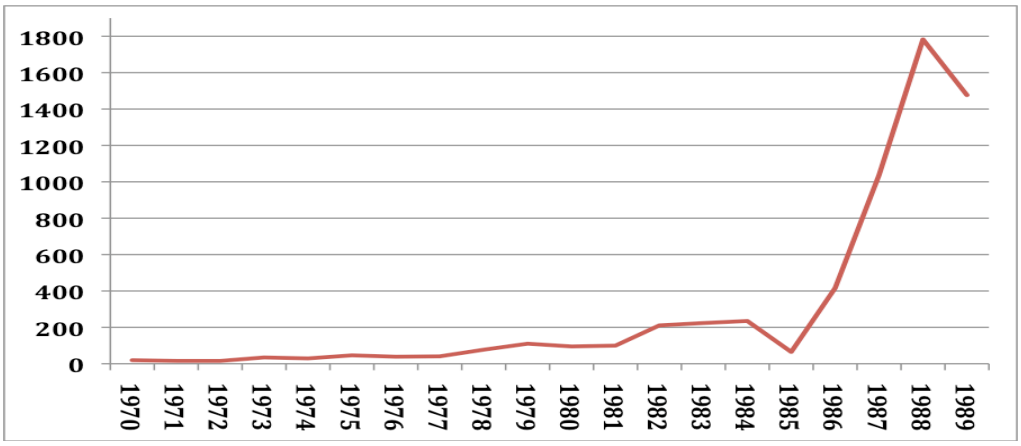
étaient décalés par rapport aux coûts de production), et ; (v) un régime de taux de change fixe[334].

La mise en place des politiques économiques hétérodoxes a engendré plusieurs réactions. Premièrement, un « *boom* » d'investissement qui a été suivi d'une immense expansion du crédit bancaire. Ensuite, la brusque chute du « *mark-up* » des prix et l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs a entraîné une intense pression de la demande. De surcroît, la « *congélation* » des prix de certains produits au-dessous de leur coût de production a entraîné une situation de manque sur les marchés et a poussé à l'importation. L'échec du plan provient de l'inaptitude du gouvernement à contraindre la demande alors que le déficit public n'était pas réduit et que la politique monétaire n'était pas assez solide pour garantir un taux d'intérêt réel positif. Cet échec provient aussi du refus de correction des prix relatifs qui ont connu une distorsion au moment du choc[335].

Le début du plan, entre mars et juin 1986, est caractérisé par une chute substantielle de l'inflation et par l'existence d'une pression excessive de la demande sur l'économie nationale. L'augmentation du pouvoir d'achat des salaires, la désépargne volontaire causée par « l'illusion » monétaire, le déclin des recettes fiscales de l'Etat, la réduction du taux d'intérêt nominal et la consommation réprimée durant les années de récession ont engendré cette intense pression de la demande. Au cours du second semestre de 1986, il y a une aggravation de la situation de manque de produits que l'on résout par l'importation de biens. Les surplus élevés successifs de la balance commerciale, jusqu'en août 1986, ne reflétaient pas la reprise de la demande interne. Les conséquences de la dégradation des comptes externes sont apparues en septembre avec la chute du revenu des exportations due à l'élévation des importations et à la diminution du volume des exportations puisque la consommation interne était plus forte. En 1987, le gouvernement adopte une politique fiscale qui vise à élargir les recettes fiscales à travers le réajustement des prix publics et des impôts indirects mais qui culmine avec l'échec du plan et le retour de taux d'inflation élevés. Le Graphique 4 nous montre la dégradation constante du taux d'inflation de 1970 à 1989.

[334] Modiano, 1990, p. 357 et 358.
[335] Bresser-Pereira, 2003, p. 238 et 239.

Graphique 4. Evolution du taux d'inflation IGP-DI au Brésil (en pourcentage)



Source : Fondation *Getúlio Vargas* (*Fundação Gatúlio Vargas – FGV*).

L'échec des plans de stabilisation économique a entraîné la perte du contrôle de l'inflation qui a atteint son sommet en 1989, ce qui a accentué encore plus l'inégalité des revenus. En 1989, l'indice de Gini a atteint 0,630, faisant du Brésil le pays le plus inégalitaire au monde en cette année[336]. Les couches de la population qui avaient les plus bas revenus et les salariés ont été les plus touchés par l'escalade de l'inflation dans les années 1980 parce qu'ils n'avaient pas de quoi se protéger (du fait de leur exclusion du système bancaire) et voyaient leurs salaires érodés constamment. Medeiros (2001) souligne l'effet de l'inflation et de l'industrialisation sur la distribution du revenu :

« L'industrialisation en condition de fragilité externe et la détérioration des termes de l'échange restreignaient les salaires réels et alimentaient une dynamique de croissance qui concentrait les revenus du travail, alors que l'inflation chronique déprimait spécialement le salaire réel des travailleurs non-qualifiés » (Medeiros, 2001, p. 174).

L'instabilité financière du début de la décennie 1980 a amené les entreprises à diminuer leurs investissements dans le secteur productif et à amplifier leurs activités financières. Belluzzo et Almeida (2002) soulignent ce mouvement :

« L'ensemble des actifs des activités financières (englobant le court terme et les activités en titres et valeurs immobilières) ont évolué, passant d'une moyenne de près de 7% dans l'actif global entre 1978-80 à 12,5% en 1985 chez les entreprises nationales, et de 7 à 11,5% dans le cas des entreprises étrangères » (Belluzzo et Almeida, 2002, p. 224).

[336] Hoffmann, 2001, p. 70.

La diminution des investissements des entreprises dans le secteur productif et l'amplification des activités financières au début de la décennie 1980 ont entraîné la détérioration de la part des salaires dans le revenu national. Car, étant donné que les facteurs de production sont des éléments déterminants du montant du revenu des salariés, la réduction des investissements et de la consommation des capitalistes mène à une réduction de la valeur ajoutée des salaires dans le revenu. Conformément à ce que démontre Kalecki (1971 et 1976), la diminution des investissements et de la consommation a provoqué une chute de la demande ajoutée, ce qui entraîna moins de dépenses dans les facteurs de production. Par conséquent, la part du revenu des salariés dans le revenu national qui est directement en rapport avec l'investissement dans les facteurs de production et la consommation, fut réduite.

Les économies périphériques ont avancé inégalement dans leurs projets d'industrialisation avec un marché du travail déstructuré, des démocraties fragiles et relevant de l'héritage colonial[337]. Ainsi, et tout spécialement dans le cas brésilien, la distribution du revenu national a été sérieusement compromise, condamnant le pays à porter le titre honteux d'une des nations les plus inégalitaires du monde. Dans le chapitre suivant, nous poursuivons donc la recherche économique des principaux facteurs à l'origine du maintien de la concentration du revenu national à un niveau si élevé. La crise de la décennie 1980 n'a fait qu'accentuer les inégalités et l'adoption de la politique économique néolibérale dans la décennie 1990 n'a guère aidé à améliorer la distribution des revenus.

[337] Cardoso Júnior et Pochmann, 2002, p. 2-4.

CHAPITRE 5 – LE CHANGEMENT DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET LA DISTRIBUTION DES REVENUS AU BRESIL DANS LES ANNEES 1990

CHAPITRE 5 – LE CHANGEMENT DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET LA DISTRIBUTION DES REVENUS AU BRESIL DANS LES ANNEES 1990

Dans ce chapitre, nous chercherons à analyser la trajectoire des politiques économiques adoptées tout au long de la décennie 1990 et tenterons de déterminer quels ont été leurs impacts sur la distribution du revenu national. Les politiques qui ont prédominé dans les années 1990 sont de caractère néolibéral, en particulier une politique économique orthodoxe (monétariste). Les mesures consistaient à établir un taux d'intérêt élevé, un taux de change survalorisé, une politique de réduction du rôle de l'Etat dans l'économie, une politique de libéralisation commerciale et financière, un programme de privatisation et la flexibilisation du marché du travail.

Nous mettrons le focus sur les politiques économiques qui ont été mises en place dans la période, pour préciser s'il y a eu oui ou non des signes d'amélioration dans la distribution du revenu national. Cette partie de la recherche tente de comprendre et de clarifier quelques points : la réduction du rôle de l'Etat dans l'économie nationale a-t-elle stimulé la croissance économique et amélioré les conditions d'emploi ? Quels ont été les effets de l'ouverture de l'économie nationale aux capitaux externes ? Les politiques néolibérales ont-elles amélioré le profil de la distribution du revenu ? Y a-t-il eu tendance à la financiarisation de la richesse dans la décennie 1990 ?

5 L'aube de la politique économique néolibérale brésilienne

Au début de la décennie 1990, la situation économique nationale était complètement hors contrôle. La production du pays était en pleine récession (réduction du PIB de -4,35% en 1990), avec un taux d'inflation exorbitant (IGP-DI de 1.476% en 1990) et une structure financière et productive en état précaire. Le modèle de substitution des importations était épuisé, il fallait trouver une manière de stabiliser l'économie et de retrouver la croissance. A cette époque-là, les marchés financiers internationaux passaient par une phase d'intense déréglementation et d'adoption de mesures néolibérales. Le Brésil avait suivi la tendance internationale et abordé une séquence de transformation dans sa politique publique.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée la présidence de Fernando Collor qui prêchait un vaste discours de libéralisation et prônait une série de mesures néolibérales parmi lesquelles : (i) le besoin de privatiser l'économie ; (ii) l'accent mis sur l'ouverture de l'économie au commerce international et aux capitaux étrangers, et ; (iii) l'adoption du combat contre l'inflation comme politique économique prioritaire. Avec l'élection de Collor commence une nouvelle étape dans l'histoire du pays, marquée par la prédominance des politiques néolibérales. Le gouvernement a pris un ensemble de mesures néolibérales basées sur le « *Consensus de Washington* » qui était recommandé par les grands organismes multilatéraux (comme le FMI et la Banque Mondiale)[338].

Selon Williamson, le « *Consensus de Washington* » se composait de dix réformes : (1) la discipline fiscale visant à éliminer le déficit public ; (2) le changement des priorités quant aux dépenses publiques avec suppression des subventions et augmentation des dépenses pour l'éducation et la santé ; (3) la réforme fiscale qui devait augmenter le volume des recettes et amplifier la base fiscale avec des impôts à taux modéré ; (4) la détermination du taux d'intérêt par le marché ; il devait être positif en termes réels ; (5) la détermination du taux de change par le marché, mais en assurant la compétitivité ; (6) l'ouverture au commerce international ; (7) l'absence d'entrave étatique à l'entrée des investissements étrangers ; (8) la privatisation des entreprises étatiques ; (9) la déréglementation des activités économiques, et ; (10) l'accent mis sur la défense des droits de la propriété privée[339].

En mars 1990, le gouvernement amorce le combat contre l'inflation en mettant en place le « *Plano Collor I* » de stabilisation. Le plan consistait à établir : (i) une réforme monétaire qui englobait un blocage de 70% des actifs financiers du secteur privé ; (ii) un ajustement du déficit fiscal du gouvernement ; (iii) une nouvelle «congélation » des prix, et ; (iv) un régime de taux de change flottant. Les politiques de libéralisation du commerce extérieur et de privatisation devaient être mises en œuvre sur le moyen terme. Ce plan a été suivi du « *Plano Eris* » qui était une continuation du plan antérieur et a installé un contrôle encore plus rigoureux de l'offre monétaire avec l'appui du FMI. Cependant, en 1990, ces plans ont échoué du fait de l'approche orthodoxe qui ignorait le facteur inertiel du processus d'inflation. Le « *Plano Collor I I »*, annoncé au début de 1991, était une mesure désespérée qui manquait de crédibilité et n'était pas assez consistante pour freiner l'instabilité déjà incontrôlable.

[338] Au sujet de la décennie de mise en œuvre de la politique néolibérale, voir : Fiori (2001).
[339] Bresser-Pereira, 2003, p. 249.

Les « *Planos Collor I et II* » ont influencé tout le système financier national. Ces plans envisageaient la restructuration patrimoniale du secteur public et la résolution de la crise monétaire par l'allongement obligatoire de la dette publique mobilière et par la diminution de son coût[340]. Pour comprendre les raisons des échecs successifs des plans de stabilisation, il faut aborder quelques aspects pertinents de l'exécution. Premièrement, l'ajustement du déficit fiscal n'a pas été fait de façon permanente, plus des deux tiers de la recette fiscale obtenue s'expliquaient par la vente des actifs du secteur public et par l'augmentation des impôts (notamment l'impôt sur les opérations financières – IOF). De surcroît, l'excessive diminution de l'offre de monnaie a suscité une désorganisation extrême de la production et engendré une profonde récession, sans pour autant en finir avec l'inflation. D'ailleurs, quand le gouvernement a essayé d'élever la liquidité, l'expansion de l'offre monétaire a été exacerbée par les agents du marché financier et est devenue insoutenable[341].

L'inflation élevée et inertielle (indépendante de la demande) qui existait au Brésil n'a pas été éliminée car la dette publique était excessive et le gouvernement n'avait pas d'appui suffisant de la part des politiciens et de la population pour mettre en place les ajustements et les réformes nécessaires. La crise économique et politique s'est accentuée avec les dénonciations de corruption visant le Président de la République et son équipe. Le gouvernement Collor s'est terminé par une procédure « *d'impeachment* » en août 1992, après de puissantes manifestations populaires. Le vice Président de la République, Itamar Franco, a assumé la fonction et a donné suite aux politiques et aux réformes libérales.

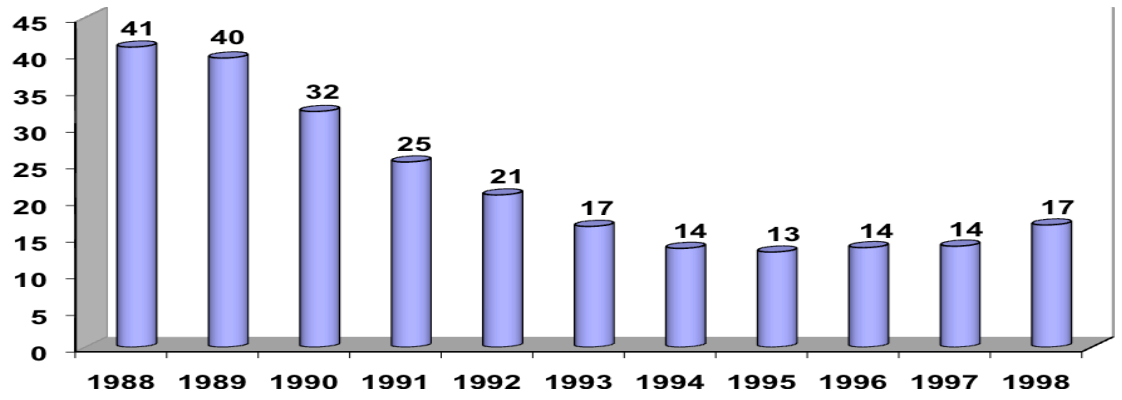
La politique orthodoxe a donc été continuée par le nouveau président. La Politique industrielle et de Commerce extérieur (PICE) adoptée au début des années 1990 cherchait à établir la libéralisation commerciale et à moderniser la production. La libéralisation du commerce devait entraîner une plus grande concurrence, une augmentation de la productivité et une modernisation de l'industrie nationale. Jusque là, l'industrie nationale était subventionnée et protégée par les législations dans plusieurs secteurs. Etant donné que les politiques d'incitation et de subvention du secteur productif de l'économie par l'Etat étaient vues par les néolibéraux comme étant à l'origine de graves distorsions sur les marchés, la PICE avait pour tâche de « corriger» ces distorsions. Néanmoins, le PICE n'a pas assez soutenu l'industrie nationale pour

[340] Vidotto, 2003, p. 4.
[341] Voir sur le *Plano Collor* : Bresser-Pereira et Nakano (1991).

que celle-ci puisse faire face à une plus grande concurrence entraînée par l'ouverture de l'économie. Ce programme s'est caractérisé par une politique de réduction des quotas commerciaux et d'élimination des barrières à l'entrée des biens importés. On doit se rappeler que le moment n'était pas propice à une augmentation des investissements des industries nationales et cette politique est à l'origine de graves conséquences pour l'industrie. La reprise de l'investissement était inhibée par l'instabilité économique dans laquelle se trouvait l'économie après les Plans *Collor I et II* et par la conjoncture économique que le pays avait connue durant la décennie antérieure. La première phase de régression industrielle dans le pays a eu lieu durant les années 1980 et a continué dans la décennie 1990. Dans ces deux décennies de désorganisation du secteur productif national, les années 1980 représentent le moment de désarticulation du développement industriel interne, et les années 1990 symbolisent l'échec de la stratégie de croissance industrialisante[342].

Face au changement de paradigme des institutions et des politiques du gouvernement, le PICE a diminué brusquement les blocages à l'importation. Ce mouvement peut être observé à travers la réduction des tarifs à l'importation, principalement entre 1990 et 1993 où ils passent de 32,2% à 16,5% (voir Graphique 5). Cette action a frappé de façon violente l'industrie nationale. La pénétration des importations de produits industriels, ceux du secteur le plus affecté par la réforme, a doublé en seulement cinq ans. En revanche, les exportations ont eu une croissance modeste ce qui a amené à l'inversion du solde commercial en 1995. Le surplus de la balance commerciale était positif dès le début de la décennie 1980.

Graphique 5. Taxes moyennes d'importation au Brésil (en pourcentage)



Source : Rego et Marques (2003).

[342] Cardoso Júnior, 2001, p. 35-37.

La libéralisation du commerce extérieur a miné un des principaux piliers de l'industrie nationale qui était fragilisée après des années de récession. Selon Belluzzo et Almeida :

« En vérité, il s'agit d'une réforme du commerce extérieur, amenant l'abolition des contrôles administratifs sur les importations – un des principaux piliers de protection de l'industrie nationale de l'époque précédente – et la réduction échelonnée de l'impôt sur l'importation » (Belluzzo et Almeida, 2002, p. 286 et 287).

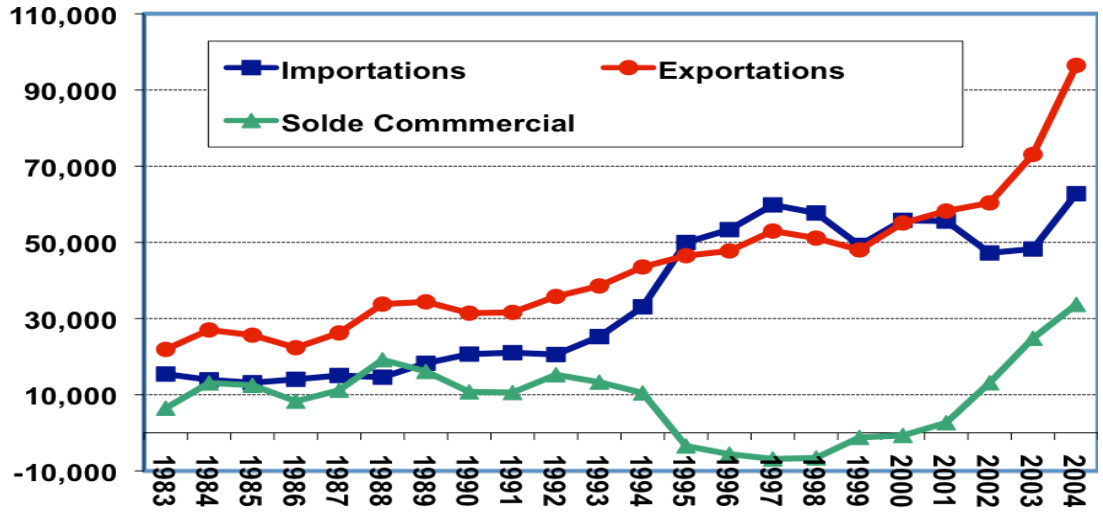
Quant aux divers secteurs économiques industriels, nous remarquons que le complexe textile, comme celui des cuirs et des chaussures, qui faisaient partie des plus grands employeurs ont perdu beaucoup de postes de travail dans les années 1990. Les secteurs de l'électronique, de la chimie, de la pétrochimie, de la pharmacie et des plastiques ont perdu aussi un nombre considérable d'emplois en raison de la chute brusque et rapide de la protection douanière[343]. La nouvelle réalité a demandé un fort réajustement des entreprises nationales pour que soit possible leur survie. Parmi les facteurs qui expliquent la difficile restructuration des entreprises, figure le fait que la décennie 1980 a été extrêmement pauvre en investissements d'infrastructure et que les services étaient de très mauvaise qualité. Ce qui affectait encore plus la compétitivité des entreprises nationales. Les investissements privés dans les années 1980 ont été eux aussi timides. D'autres facteurs importants inhibaient aussi les investissements, comme l'imprévisibilité de la conjoncture économique marquée par des taux d'inflation astronomiques, ce qui s'est aggravé avec les Plans *Collor* I et II.

Une bonne partie des produits de consommation nationaux ont été remplacés par des biens importés. La chute des restrictions aux importations et la nouvelle politique économique de surévaluation du taux de change et de taux d'intérêts élevés, surtout après le « *Plano Real* », ont contribué à modifier la composition de la balance commerciale. Il est bon de rappeler que, dans les années 1980, l'importation était restreinte grâce à la situation des comptes externes du pays. Cette politique était dirigée vers la création d'un surplus commercial élevé pour obtenir les devises nécessaires pour le paiement des obligations externes et pour soutenir les lois de protection de la production nationale. Dans les années 1990, l'adoption du néolibéralisme a fait que le pays a ouvert son économie de façon unilatérale, c'est-à-dire sans demander de

[343] Cardoso Júnior, 2001, p. 19.

contreparties de la part des autres économies[344]. Le déficit commercial, depuis 1995, a bien pour origine les politiques économiques du « *Plano Real* » et la suppression des taxes à l'importation. L'équilibre de la balance des paiements a été assuré par les flux d'Investissement Direct Etranger (IDE) de la privatisation et par les flux de capitaux internationaux attirés par des taux d'intérêt réel élevés. C'est seulement à partir de 2001 que la balance commerciale a enregistré des surplus commerciaux après les dévaluations du taux de change (voir Graphique 6).

Graphique 6. Balance commerciale du Brésil (en millions de dollars)



Source : Fondation Centre des Etudes du Commerce Extérieur (*Fundação Centro de Estudos do Comércio Exterior – Funcex*, 2004).

La création du Programme national de Désétatisation (PND) avait pour objectif une intensification du processus de privatisation, un des points de l'agenda néolibéral adopté par le gouvernement. La BNDES a eu un rôle décisif dans les privatisations et dans l'exécution des politiques structurelles de la période. La BNDES a augmenté le crédit offert au marché, principalement pour assurer le financement des entreprises privatisées. Il faut rappeler que la banque ne faisait plus de distinction entre les compagnies nationales et les étrangères et que les entreprises multinationales ont énormément bénéficié du crédit subventionné de l'institution. La BNDES a été l'agent moteur et financier de la dénationalisation de l'économie brésilienne :

« Ce processus a été lié à l'expansion du capital étranger dans les marchés domestiques, une fois supprimée la distinction constitutionnelle des entreprises selon

[344] Pour la pensée néolibérale brésilienne sur l'ouverture économique et la globalisation, voir : Franco, 1999, p. 155-212.

l'origine du capital, on peut caractériser la BNDES comme un agent incitateur et financier important de la dénationalisation de l'économie brésilienne » (Vidotto, 2003, p. 10).

Suivant son programme, la BNDES se chargeait de surveiller et de donner son appui au processus de privatisation. Entre 1991 et 1992, le programme a présenté des résultats considérables avec la privatisation de 18 entreprises des secteurs de la sidérurgie, des fertilisants et de la pétrochimie qui a produit une recette de 4 milliards de dollars. Le Tableau 24 présente un bref diagnostic du processus de privatisation brésilien tout au long de la décennie 1990, et on observe que, jusqu'en 2001 le gouvernement fédéral a privatisé 68 entreprises dans plusieurs secteurs de l'économie[345].

Tableau 25. Effets des privatisations du PND au Brésil (1991-2001)

Année	**Nombre de privatisations**	**Résultats des ventes**	**Transfert de dette**	**Total** (milliards de dollars)
1991	4	1,61	0,37	1,98
1992	14	2,40	0,98	3,38
1993	6	2,62	1,56	4,18
1994	9	1,96	0,35	2,31
1995	8	1,00	0,63	1,63
1996	11	4,08	0,67	4,75
1997	4	4,26	3,56	7,82
1998	5	1,66	1,08	2,74
1999	2	0,13	0,00	0,13
2000	3	7,67	0,00	7,67
2001	2	1,19	0,00	1,19
Total	**68**	**28,58**	**9,2**	**37,78**

Source : Rego et Marques (2003).

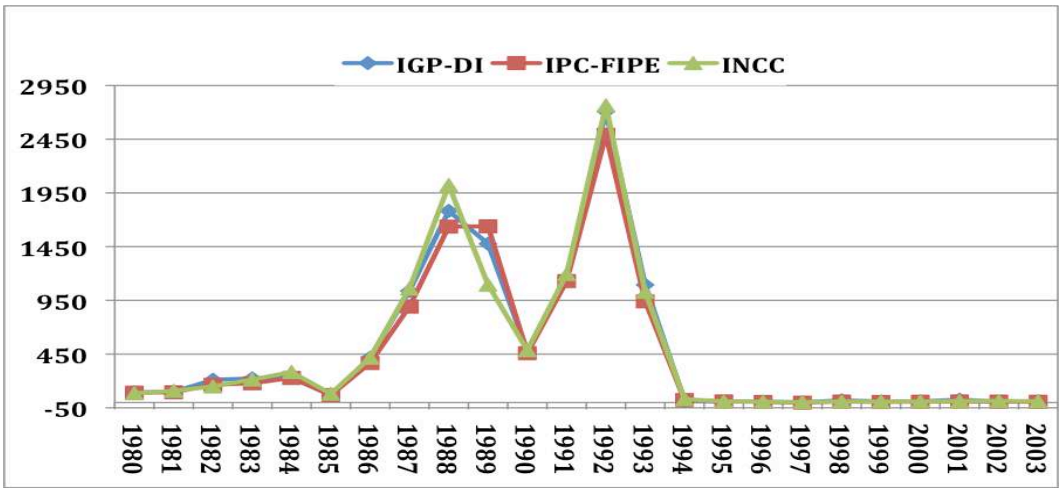
Malgré l'intensification des actions de l'agenda néolibéral, il manquait un point décisif qui n'était pas encore réglé, l'inflation. En juin 1993, le taux d'inflation était supérieur à 20% par mois, et le gouvernement de Itamar Franco a suscité de nouveaux espoirs quand Fernando Henrique Cardoso (FHC) a été nommé au ministère des Finances avec l'appui politique nécessaire et une équipe d'économistes à qui, plus tard, on devra la formulation du « *Plano Real* » de stabilisation[346]. Ce plan est à l'origine de la chute de l'inflation et de la stabilisation macroéconomique dans la décennie 1990.

[345] Rego et Marques (2003).
[346] Sur les bases conceptuelles du « *Plano Real* », voir : Franco, 1995, p. 27-126.

L'hypothèse de base du « *Plano Real* » était que l'inflation élevée et inertielle devait être contrôlée grâce à un choc ou à une réforme monétaire qui diminuerait instantanément l'inflation laquelle serait suivie d'un mécanisme de neutralisation de l'inertie. Le plan de stabilisation comportait quatre parties : (i) la préparation qui consistait essentiellement en un ajustement fiscal ; (ii) la coordination des anticipations des agents économiques à travers la correction des prix relatifs pour neutraliser l'inertie; (iii) un choc des prix accompagné d'une réforme monétaire et l'adoption d'un ancrage nominal du taux de change, et ; (iv) la consolidation, à travers l'ajustement fiscal additionnel, d'une politique monétaire plus rigide[347].

L'exécution du « *Plano Real* » a été divisée en trois phases. La première partie, entre décembre 1993 et février 1994, établissait un ajustement fiscal qui se basait sur une réduction des dépenses publiques et sur une élévation des impôts qui permettaient d'avoir un budget public équilibré en 1994. La deuxième phase du plan, entre mars et juin 1994, consistait à neutraliser l'inertie en utilisant un indice (URV) qui mesurait au jour le jour l'inflation présente. Cet indice a été fixé sur la variation du taux de change (en dollar) et a été utilisé pour ajuster tous les prix de l'économie. La troisième et la dernière partie du plan se composait d'un choc « annoncé » avant son exécution (ou une réforme monétaire), qui faisait disparaître le « *Cruzeiro* » et le remplaçait par une nouvelle monnaie. Le taux d'inflation a immédiatement chuté, arrivant presque à zéro, comme on peut le voir sur le Graphique 7, selon trois indices d'inflation différents.

Graphique 7. Taux d'inflation au Brésil (en pourcentage)



Source : Fondation *Getúlio Vargas* (*Fundação Gatúlio Vargas – FGV*) et Fondation Institut de Recherches Economiques (*Fundação Instituto de Pesquisas Econômicas – FIPE*).

[347] Bresser-Pereira, 2003, p. 295 et 296.

Le problème est que l'ancrage du taux de change a été exagérément utilisé dans les années qui ont suivi le « *Plano Real* », et cela a eu des conséquences désastreuses sur l'économie brésilienne. La combinaison perverse d'un taux de change surévalué et d'un taux d'intérêt élevé, même après la dévaluation du taux de change de 1999, a maintenu l'économie en semi-stagnation, ce qui n'a pas viabilisé les investissements. Au même moment, la dette interne et externe augmentait de façon explosive du fait du taux d'intérêt élevé.

Les politiques de libéralisation ont entraîné une plus grande vulnérabilité externe, notamment, après 1994 avec la mise en place du Plan Real. Cette vulnérabilité était due à l'augmentation du déficit des comptes courants de la balance des paiements et au passif externe accumulé et croissant. Le déficit en compte courant s'est élevé de manière surprenante dans la période qui a suivi 1994. Ce déficit était de 1,6 milliards de dollars en 1994, il a atteint en 1997 et 1998 un sommet supérieur à 33 milliards de dollars. La valorisation du *Real* pendant une longue période de temps a provoqué une détérioration considérable de la balance commerciale jusqu'en 2001, selon toute logique, à cause du manque d'incitations aux exportations que la monnaie survalorisée entraînait. Même avec le changement de politique du taux de change de 1999, le déficit en compte courant a continué à s'élever, de 25 milliards de dollars en 1999 il est passé à 24,6 milliards de dollars en 2000[348].

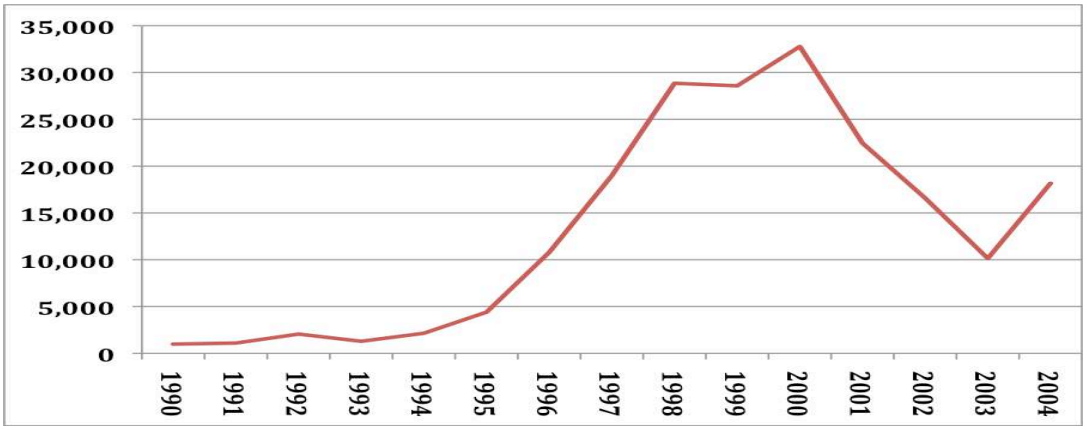
Le flux d'investissements directs étrangers (IDE) a été un facteur important dans le financement du déficit en compte courant. Durant la seconde moitié de la décennie 1990, le Brésil est devenu l'un des principaux pays récepteurs d'IDE. Parmi les facteurs qui ont entraîné la hausse des IDE au Brésil, il faut relever la modification de quelques aspects macroéconomiques et le changement de la politique économique, entre autres : (i) la chute de l'inflation ; (ii) l'ouverture commerciale et la réduction des restrictions des secteurs ; (iii) la négociation de la dette externe, et ; (iv) les privatisations et le grand nombre de fusions et acquisitions. Carneiro souligne le poids des privatisations dans l'augmentation du flux d'investissement étranger :

« De ce point de vue, dans la vision des pays émergents, sans compter les conditions macroéconomiques et les taux d'intérêt élevés qui ont été des facteurs importants d'attraction, le processus des fusions-acquisitions, privatisations incluse, obtenait plus de poids » (Carneiro, 2002, p. 246).

[348] Voir : Rego et Marques (2003)

Le Graphique 8 montre l'évolution de l'investissement direct étranger au Brésil. On observe une énorme hausse après 1995.

Graphique 8. Investissement direct étranger au Brésil (en millions de dollars)



Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – BCB*).

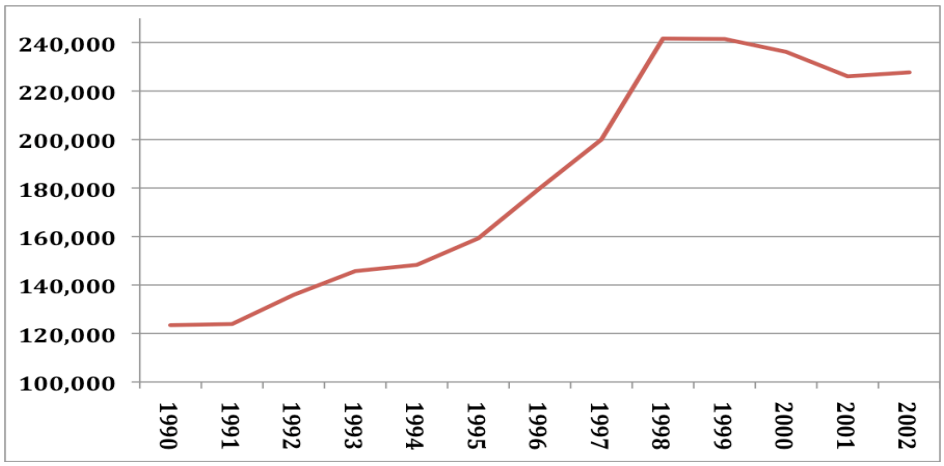
Le nouveau modèle d'insertion économique dans l'économie mondiale suscitait de nombreux doutes quant à son caractère soutenable. Si les privatisations sont à l'origine d'une forte entrée des investissements étrangers de court terme, notamment après 1995, ce choix peut devenir un problème sur le long terme à cause des transferts de dividendes des entreprises privatisées[349]. De plus, le taux de formation brute du capital fixe n'a pas augmenté significativement, et l'augmentation de l'endettement externe privé provoqué par l'élévation des investissements directs n'a pas eu en contrepartie un élargissement de l'accumulation du capital[350].

Le modèle d'un taux d'intérêt élevé et d'un taux de change survalorisé s'avère difficile à soutenir. Le taux de change survalorisé a favorisé la consommation des produits importés et a empêché la stabilisation des comptes externes du pays. En même temps, le taux d'intérêt artificiellement élevé rendait impossible la reprise des investissements pour obtenir un équilibre fiscal. Le combat contre l'inflation, et la croissance à travers l'épargne externe ont déterminé le Brésil à cesser de dévaluer le taux de change, amené au niveau adéquat pour son endettement externe élevé. L'utilisation de l'épargne externe signifie un déficit du compte courant et par conséquent l'augmentation de la dette externe, toutes évolutions qui causent de graves distorsions dans les variables économiques. Il n'est pas cohérent d'adopter une politique d'endettement dans un pays fortement endetté, surtout avec un taux d'intérêt très élevé

[349] Au sujet des problèmes engendrés par la croissance à travers l'épargne externe, voir : Bresser-Pereira et Gala (2005).
[350] Bresser-Pereira, 2003, p. 350 et 351.

qui ne rend pas viable l'investissement productif et fait que la dette et le déficit public s'accroissent considérablement[351]. Le Graphique 9 montre la croissance de la dette externe brésilienne entre 1990 et 2002.

Graphique 9. Dette externe du Brésil (1990-2002, en millions de dollars)



Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – BCB*).

L'augmentation de la dette externe, et, par conséquent, l'élévation du montant du service de la dette, a exercé une pression constante sur le gouvernement, poussé à faire un effort considérable pour augmenter ses recettes. Les recettes fiscales par rapport au PIB étaient de 25% du PIB en 1993 et ont atteint 33% du PIB en 2001. Au début du « *Plano Real* », l'endettement public fédéral correspondait à peu près 150 milliards de *reais*, ce montant s'est élevé et a atteint 626 milliards de *reais* en novembre 2001. Apparaît alors le besoin d'une plus grande collecte d'impôts pour couvrir le service de la dette[352].

L'augmentation progressive du pourcentage de recettes fiscales en relation au PIB est survenue à cause du besoin de rétablir l'équilibre dans les comptes du gouvernement, un des buts du « *Plano Real* » qui deviendra essentiel, non seulement pour contenir le déficit public, mais aussi pour contrôler l'inflation. Cependant, encore une fois, le secteur productif de l'économie a payé le prix de l'ajustement, acquittant plus d'impôts et perdant en compétitivité à cause des impôts en « cascade ». Le Tableau 25 présente l'évolution de la charge tributaire des dépenses liées au service de la dette et des investissements de l'Etat tout au long de la décennie 1990 au Brésil.

[351] Bresser-Pereira, 2003, p. 337.
[352] Rego et Marques (2003).

Tableau 26. Les recettes fiscales, les services de la dette et l'investissement de l'Etat au Brésil (en pourcentage du PIB)

Année	Les recettes fiscales	Services de la dette de l'Etat	Investissements de l'Etat
1991	24,43	-	2,88
1992	24,96	-	3,46
1993	25,30	-	3,21
1994	27,90	6,29	3,61
1995	28,44	5,09	2,54
1996	28,63	4,66	2,31
1997	28,58	7,78	1,98
1998	29,33	12,61	2,80
1999	31,07	7,71	1,73
2000	31,61	8,54	2,00
2001	33,36	13,51	2,20

Source : Bresser-Pereira (2003).

Observations : 1. Les services de la dette de l'Etat sont les dépenses de paiement des intérêts nominaux faites par les Etats, les municipes, le gouvernement fédéral et la Banque centrale du Brésil (en pourcentage du PIB). 2. Les investissements de l'Etat se réfèrent à la formation brute du capital fixe de l'administration publique à prix courants (en pourcentage du PIB).

Face à une politique économique qui se base sur des taux d'intérêt réels élevés, un taux de change survalorisé, une brusque réduction des tarifs d'importation et une progressive augmentation de la charge fiscale brute, toute incitation à l'investissement tourné vers le secteur productif de l'économie est éliminée. Le capital privé n'a pas été capable d'orienter le rôle du secteur étatique pour promouvoir le développement et la croissance économique. Néanmoins, stimulé par le marché de court terme extrêmement rentable (les titres de la dette publique), il a transféré et concentré une grande partie de sa richesse en actifs financiers[353].

« Du point de vue de l'investissement et de la structure de production, la combinaison intérêt-change du Plan Real a découragé les projets tournés vers les exportations, a provoqué une contraction des chaînes de production - affectées par des importations prédatrices - et a augmenté la participation de la propriété étrangère dans le stock de capital domestique » (Belluzzo et Almeida, 2002, p. 380).

La politique néolibérale basée sur la « loi de la main invisible du marché » n'a pas été suffisante pour engendrer la croissance et l'amélioration de la qualité de vie au Brésil.

[353] Voir : Cardoso Júnior (2001)

« Quand les individus œuvrent dans leur intérêt personnel, disait Adam Smith, ils servent en général l'intérêt de toute la société. C'est une hypothèse très séduisante, parfois vraie, mais trop souvent fausse » (Stiglitz, 2003, p. 220).

Ces politiques ont eu un coût social significatif, surtout quand on analyse le marché du travail, la distribution du revenu et la paupérisation de la population. Il est évident que le marché ne peut pas régler tous les problèmes, spécialement dans un pays où l'Etat s'est chargé du développement en raison de l'absence d'un marché.

« On sait aussi depuis longtemps que les marchés ne fonctionnent pas toujours très bien. Qu'ils peuvent produire trop (de pollution atmosphérique, par exemple) ou trop peu (d'investissements dans l'éducation, la santé et la recherche). Ils ne sont pas non plus capables de s'autoréguler : il y a de très fortes fluctuations dans le niveau de l'activité économique, avec de longues périodes de chômage massif pendant lesquelles des millions de personnes qui veulent travailler ne parviennent pas à trouver d'emploi » (Ibid, p. 46).

La prochaine partie est donc consacrée à l'analyse du marché du travail brésilien et à la distribution du revenu dans la période. Suivant la même ligne d'analyse que celle que nous avons adoptée jusqu'à présent, nous traiterons des résultats de la politique économique néolibérale sur le marché du travail, et sur la distribution du revenu national.

5.1 Le marché du travail et la distribution des revenus dans la période

Pour analyser le marché du travail au Brésil, il faut observer deux phénomènes distincts qui se sont produits durant les décennies 1980 et 1990. Premièrement, le mouvement de déstructuration du marché du travail des années 1980. Ensuite, la déréglementation du marché du travail brésilien pendant toute la décennie 1990. La déstructuration du marché du travail au Brésil est vue dans le contexte de la désarticulation du modèle de développement industriel de la décennie 1980. La tendance à la déstructuration du marché du travail sera accrue dans les années 1990 par la politique de libéralisation adoptée par le gouvernement brésilien.

La déstructuration du marché du travail peut être caractérisée par quelques aspects : (i) l'excessive croissance du secteur tertiaire de l'économie ; (ii) la croissance significative de l'informalité dans les relations de travail (le salaire informel, le travail non déclaré, la perte des droits à la sécurité sociale) ; (iii) l'augmentation significative des niveaux d'inactivité et du chômage (surtout dans les années 1990) ; (iv) la précarisation de la qualité des postes de travail ; (v) la stagnation du revenu moyen du travail, et ; (vi) la stagnation relative de la redistribution[354].

La réforme administrative, les privatisations, la flexibilité des lois du travail, l'informalité et l'excès de main-d'œuvre sont les éléments qui ont entraîné cette grande précarité. Les politiques économiques adoptées pendant la période ont favorisé le mouvement de financiarisation de l'économie au détriment du secteur productif, lequel a engendré une plus grande offre de travail qui n'a pas pu être absorbée. Au début des années 1990, l'Etat brésilien a adopté une politique de réduction du déficit public. La brusque réduction de l'investissement et la financiarisation de l'économie ont provoqué une sensible chute dans la demande globale. On a observé jusqu'à présent dans ce travail que le gouvernement brésilien a toujours été au point de départ d'une grande partie de l'investissement dans l'économie. Selon l'analyse de Kalecki (1976), la diminution des investissements et de la consommation (la demande effective) réduit le revenu total, et par conséquent, la masse des salaires et des emplois dans une économie.

La réforme administrative était l'une des principales mesures qui visait à la maîtrise du déficit public. Cette reconfiguration de l'Etat consistait à prôner un programme de restructuration des institutions publiques et à supprimer environ 550.000 postes de travail dans le secteur public (à peu près 200.000 rien que dans l'administration publique fédérale). Il faut souligner qu'au Brésil l'ensemble des fonctionnaires publics ne dépasse pas 10% du total de l'emploi national, contrairement aux pays développés qui présentent un nombre de fonctionnaires supérieur à 16% de l'emploi total, pouvant parfois atteindre un tiers de l'emploi total[355].

La combinaison du bas taux de croissance de la décennie 1990, de la destruction des postes de travail et de la hausse des importations a réduit les emplois qualifiés. De surcroît, les entreprises privatisées ont mis en œuvre un programme de réorganisation du personnel, ce qui a détérioré encore plus la situation. La structuration du secteur privé et du secteur public a augmenté le nombre des licenciements. Rego et Marques

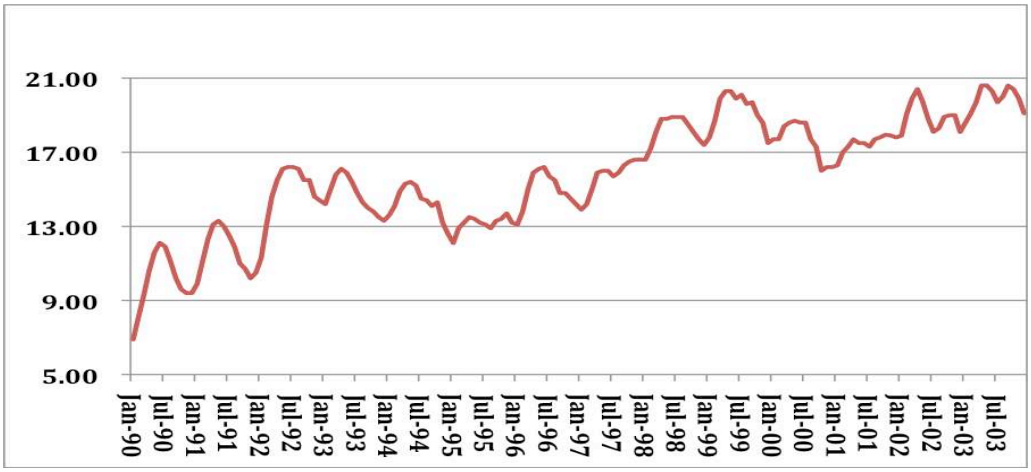
[354] Voir sur les relations de travail au Brésil : Pochmann (2003).
[355] Pochmann, 2003, p. 130.

(2003) mettent en évidence quelques données relatives au licenciement durant la période 1991-1993.

« L'un des côtés de cet ajustement fut le grand nombre de licenciements. Des données de la FIESP révèlent que l'industrie pauliste a éliminé 278.487 postes de travail en 1991 et 277.529 en 1992. En 1993, avec la reprise de la croissance de l'économie, on a enregistré une timide récupération, et ont été créés 4.908 nouveaux postes de travail » (Rego et Marques, 2003, p. 210).

Les réformes du marché du travail en Amérique latine dans les années 1990 ont suivi le paradigme néolibéral. La plus grande flexibilité des lois sur le travail préconisée par ce courant de pensée devait engendrer plus d'emplois en adoptant un modèle de production flexible. Néanmoins, le taux de chômage montre une autre tendance (voir Graphique 10).

Graphique 10. Taux de chômage dans la région métropolitaine de São Paulo
(en pourcentage)



Source : Département Intersyndical de Statistique et d'Etudes Socio-économiques (*Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos – Dieese-Seade*).

Depuis 1994, la réforme des lois sur le travail est appliquée au Brésil. Jusque-là, elle a accumulé des résultats consistants et a augmenté le pouvoir de l'entreprise dans la détermination de la relation de travail. Les analyses peuvent être organisées en 5 types de modifications : (i) les nouvelles modalités de contrats de travail, alternatives au contrat à durée indéterminée, qui modifient le montant de l'indemnisation pour la rupture du contrat ; (ii) la flexibilisation de la journée de travail ; (iii) la flexibilisation

de la rémunération ; (iv) les nouvelles formes de résolution des conflits extra-judiciaires, et ; (v) la réforme syndicale[356].

La situation actuelle du marché du travail montre une tendance à la diminution de la quantité de clauses négociées dans les conventions de travail et une hausse des conflits individuels des travailleurs gérés par la Justice du Travail. Le nombre de syndicats a augmenté considérablement, ce qui est la source de la fragmentation des négociations collectives[357]. Le Tableau 27 examine les changements, causés sur le marché du travail par les modifications de la législation du travail, qui ont été engagés par la libéralisation économique en Amérique latine.

[356] Cacciamali, 2004, p. 14. Voir aussi : Cacciamali, 2002.
[357] Voir sur les syndicats au Brésil : Pochmann (2003).

Tableau 27. Changements engagés dans le marché du travail par la libéralisation économique en Amérique latine

Types et aspects des contrats	Avant la libéralisation économique	Pendant la libéralisation économique
Durée	Indéterminée.	Différents arrangements. Contrats pour un temps déterminé, pour un temps partiel, temporaires, verbaux et pratiques de sous-traitance, entre autres.
Lieu	Déterminé et subordonné directement à un seul employeur.	Le lieu de travail peut varier, soit en raison de la réallocation prévue dans les contrats de sous-traitance, ou en raison des décisions internes de l'entreprise.
Journée	Déterminée et à plein temps.	Variable, distribution des heures en périodes trimestrielles et semestrielles.
Heures supplémentaires	Pratique ordinaire. Rémunération plus élevée imposée par la législation.	Pratiques de compensation des heures.
Hiérarchie	Définie. Prédominance des niveaux verticaux.	Définie. Prédominance des équipes et des niveaux horizontaux.
Période d'essai	Courte, restriction de 2 ou 3 mois.	Amplifiée, pouvant atteindre 6 mois ou plus.
Fonctions et activités	Circonscrites.	Polyvalence.
Organisation du travail	Hiérarchisée. Valorisation de la séniorité.	Flexible, exigeant une formation continue.
Salaire	Déterminé.	Variable.
Augmentation de salaires	Périodique, liée à la productivité et indexée à l'Indice des Prix de la consommation.	Discontinue, associée à un but, des résultats, la qualité, l'adaptabilité ou la bonification.
Stabilité	Valorisée.	Valorisée seulement pour le noyau dur des travailleurs.
Résiliation du contrat par l'employeur	Restrictions et indemnisations imposées par la législation.	Diminution ou élimination des restrictions imposées par la législation et diminution des indemnisations.
Négociation collective	Centralisée ou par secteurs.	Décentralisée, de manière préférentielle par l'entreprise.
Contrats collectifs	Définition d'un contrat « modèle ».	Perte d'importance du contrat « modèle ».
Durée	Indéterminée.	Différents arrangements. Contrats pour un temps déterminé, temps partiel, contrats temporaires, verbaux et pratiques de sous-traitance, entre autres.

Source : Cacciamali (2004).

La déréglementation du marché du travail a dispersé et diversifié les intérêts de la classe des travailleurs et la solidarité entre les classes sociales a présenté des signes d'érosion. L'augmentation de la concurrence devant l'emploi et la rareté des emplois a réduit encore davantage le pouvoir des syndicats. Il faut insister sur le fait que l'action des syndicats joue un rôle très important dans la distribution du revenu national qu'ils orientent en faveur des travailleurs[358]. En outre, nous remarquons la faible culture des contrats collectifs de travail au Brésil, contrairement à la tradition européenne et américaine. La dynamique des salaires et des conditions de travail a été le fait de l'Etat entre 1964 et 1994 ; la prédominance d'une politique salariale publique et de la Justice

[358] Kalecki (1971 et 1976).

du Travail ne laissait alors aux syndicats qu'un rôle secondaire. D'ailleurs, la structure productive très hétérogène des secteurs et des régions a rendu plus difficile le développement des activités syndicales[359].

A partir de la décennie 1990, le mouvement syndical a enregistré un ralentissement dans le nombre des conflits de travail. D'abord, la mise en place des politiques macroéconomiques et des ajustements néolibéraux a restreint l'action des syndicats. La forte ascension du taux de chômage et l'expansion de l'informalité dans l'économie ont réduit encore plus les conflits du travail. En outre, une plus grande partie de travailleurs occupés dans les micros et petites entreprises a contribué à l'affaiblissement des syndicats. Dans le même temps, la grande entreprise a introduit de nouvelles méthodes de gestion de la main-d'œuvre qui ont amené à une plus forte individualisation des relations de travail. L'entreprise elle-même se met à disputer aux syndicats le pouvoir et le regard sur les intérêts des travailleurs, et le syndicat est vu comme une institution qui peut nuire aux intérêts directs des employés en gênant la production de l'entreprise[360]. Kalecki signale les conséquences de cette action des « amis des travailleurs » :

« Il existe certains « amis des travailleurs » qui essaient de persuader la classe des travailleurs d'abandonner sa lutte pour de meilleurs salaires, évidemment dans son propre intérêt. L'argument habituel utilisé dans ce but est de dire que l'accroissement des salaires est à l'origine du chômage, et se réalise donc au détriment de l'ensemble de la classe ouvrière » (Kalecki, 1972, p. 91)[361].

L'augmentation de la participation des emplois informels dans l'ensemble de l'activité a diminué la syndicalisation et la protection sociale du travailleur. Les chômeurs restent à l'écart, et du syndicat, et de la protection sociale. L'exclusion des travailleurs ne se réalise pas seulement à travers la précarisation des conditions de travail mais aussi au plan du niveau éducationnel, ce qui favorise de plus en plus la concentration du revenu. Il faut bien noter que l'éducation est d'autant plus élevée que la classe sociale est élevée. Chez Pochmann (2003 et 2004), nous pouvons vérifier que le marché du travail est devenu plus sélectif par rapport au niveau éducationnel ce qui ne fait qu'élargir l'inégalité sociale.

[359] Pochmann, 2003, p. 36 et 73.
[360] Ibid, p. 49.
[361] *« There are certain "workers friends" who try to persuade the working class to abandon the fight for wages, of course in its own interest. The usual argument used for this purpose is that the increase of wages causes unemployment, and is thus detrimental to the working class as a whole »* (Kalecki, 1972, p. 91).

« Entre 1989 et 2000, les travailleurs ayant reçu une éducation du secondaire et du supérieur ont augmenté leur participation relative- de 32,1% à presque 40% du total des emplois-, alors que les travailleurs illettrés ou ayant une éducation primaire incomplète ont réduit leur participation relative- de 15% à presque 10%- » (Pochmann, 2003, p. 113).

Dans le Tableau 28, il est possible d'examiner la distribution interpersonnelle du revenu entre 1970 et 1995. L'inégalité qui existait déjà n'a fait qu'empirer.

Tableau 28. Distribution interpersonnelle du revenu au Brésil (en pourcentage)

	1970	**1995**
A. 20% plus riches	61,9	63,4
B. 20% plus pauvres	3,4	2,4
C. A/B	18,2	26,4

Source : Bresser-Pereira (2003).

Les postes de travail créés pendant la période n'ont pas amené une distribution plus juste dans le processus de concentration du revenu. Les activités qui ont le plus augmenté dans les années 1990 se trouvent dans des secteurs peu rémunérateurs. Sur 10 occupations créées dans la décennie, 3 sont des postes de domestiques, 2 de travailleurs ambulants, 1 de nettoyage et 1 de sécurité publique ou privée. Tout bien considéré, 70% des postes créés dans le pays n'ont rien à voir avec la modernisation technique et la production. Dans les années 1990, la moyenne salariale a été inférieure de presque un tiers à celle observée durant la décennie 1980[362].

Le phénomène de tertiarisation des activités et l'informalité des relations de travail aide à expliquer la détérioration de la qualité de la plupart des nouveaux postes de travail créés pendant la décennie 1990. Les effets sont pervers car la structure du revenu est déjà beaucoup trop concentrée, et la tendance à l'élévation de l'informalité des relations du travail ne fait qu'augmenter[363].

La compression du revenu du travail dans le total du revenu national et par conséquent du revenu des familles a accru la nécessité, pour plusieurs personnes de la même famille, de chercher du travail. De surcroît, l'accentuation de la diminution des salaires a fait que les travailleurs déjà retraités restaient sur le marché du travail pour garantir le revenu de la famille.

[362] Pochmann, 2003, p. 114 et 130.
[363] Cardoso Júnior, 2001, p. 13.

« On observe, par exemple, que sur un total de 17,1 millions de retraités et pensionnaires brésiliens, 34% se trouvaient toujours sur le marché du travail en 1999 » (Pochmann, 2003, p. 127).

On doit ajouter à ce facteur que, pour l'année 1999, 4,4 millions des personnes de moins 16 ans se trouvaient déjà sur le marché du travail. Un enfant sur 5 travaillait ou cherchait un travail malgré la législation qui interdit le travail des mineurs de moins de 16 ans[364].

L'offre excessive de main-d'œuvre sur le marché du travail, combinée aux restructurations des postes de travail tant du secteur public que du secteur privé, a eu pour résultat la compression de la part du revenu du prolétariat. L'action du gouvernement n'est pas suffisamment forte pour changer cette réalité, notamment quand l'Etat réduit ses dépenses au maximum. Les politiques publiques d'emploi sont très faibles ; leur mise en place a mobilisé moins de 1% du PIB. Dans un pays comme l'Espagne, le gouvernement dépense 2,6% du PIB, et en Suède, au Danemark et en Hollande ces dépenses sont supérieures à 4% du total du PIB[365].

Ainsi, dans un pays qui a déjà une très mauvaise distribution du revenu, les politiques d'emploi et de salaires devraient mériter un peu plus d'attention. Le processus de diminution de la participation des salaires dans le revenu national pourra être difficilement interrompu si les salaires continuent à dépendre de la dynamique des négociations collectives de travail. Le Tableau 29 montre la répartition du revenu au Brésil entre 1969 et 1998.

Tableau 29. Distribution fonctionnelle du revenu au Brésil (en pourcentage du PIB)

	1969	**1998**
Salaires	39,4	28,8
Profits	38,2	46,3
Intérêts et loyers	22,4	24,9

Source : Bresser-Pereira (2003).

Vu la conjoncture, le marché du travail est resté dans une situation fragile. Le contexte macroéconomique récessif prolongé ne fait que dégrader encore plus les conditions de travail qui dépendent de la dynamique de l'offre et de la demande. La précarisation du travail et l'augmentation de l'informalité influent surtout sur les couches les plus pauvres de la population, ce qui concentre encore plus le revenu sur les

[364] Pochmann, 2003, p. 127.
[365] Ibid., p. 133.

couches plus aisées. Dans le Tableau 30 on observe la détérioration de la structure de l'emploi tout au long de la décennie 1990, notamment quand on analyse l'indicateur de précarisation du chômage.

Tableau 30. Evolution de la Population Economiquement Active (PEA), de la condition de l'occupation et du chômage au Brésil

	1980	1989	1991	1995	1999
PEA (mille)	43.235,7 (100%)	62.523,2 (100%)	58.456,2 (100%)	70.750,5 (100%)	79.315,3 (100%)
Employé	3,1%	4,2%	3,9%	3,9%	3,7%
Propre compte	22,1%	21,2%	23,9%	22,4%	20,9%
Sans rémunération	9,2%	7,6%	5,4%	9,0%	12,6%
Salarié	62,8%	64,0%	62,6%	58,2%	53,2%
Avec registre	49,2%	38,3%	36,6%	30,9%	26,5%
Sans registre	13,6%	25,7%	26,0%	27,3%	26,7%
Chômeur	2,8%	3,0%	4,2%	6,4%	9,6%
Indicateur de précarisation*	25,6%	36,3%	35,6%	42,7%	48,9%

Source : Carcanholo (2003).

* L'indicateur de précarisation est donné par la somme des catégories « sans rémunération », « sans registre » et « chômeur ». On a choisi de ne pas inclure les « propre compte » parce que, dans cette catégorie, sont inclus des travailleurs qui ne sont pas considérés comme précaires. Le même problème se présente avec l'item « sans registre » mais dans ce cas, la participation de formes d'emploi précaires est majoritaire.

Une des raisons qui peuvent expliquer la brusque réduction des postes de travail est la réduction des dépenses publiques tout au long des années 1990, vu que les dépenses publiques ont toujours joué un rôle important dans l'investissement national. La chute de la demande globale, expliquée par la réduction des dépenses d'investissement et par celle de la consommation, a freiné l'augmentation de la part des salaires dans le revenu, étant donné que les salaires sont une variable de l'expansion de la demande effective[366].

Pour que les finances publiques puissent être équilibrées, le gouvernement a pris quelques mesures comme : (i) la réduction des dépenses de l'Union ; (ii) l'augmentation de la charge tributaire ; (iii) le contrôle rigoureux des prêts des banques fédérales, et ; (iv) la réduction de la participation du gouvernement dans l'économie par le biais de la privatisation des entreprises étatiques. Ces mesures n'ont guère favorisé l'expansion des postes de travail et l'élévation du revenu des travailleurs dans l'économie nationale. D'ailleurs, la sécurité sociale s'affaiblit étant donné la réduction des dépenses de l'Etat.

[366] Kalecki (1971 et 1976).

La diminution des investissements et des dépenses publiques n'a pas été compensée par le secteur privé. Par conséquent, la croissance du PIB et la création des emplois dans l'économie a été faible. Il n'est pas possible de créer des emplois et de mieux distribuer le revenu sans une croissance significative du PIB. Dans les décennies 1980 et 1990, la croissance du PIB et du PIB par habitant a été très faible (Tableau 31).

Tableau 31. Taux de croissance du PIB et du PIB par habitant au Brésil
(en pourcentage)

Période	PIB	PIB par habitant
1971-1980	8,63	5,72
1981-1990	1,57	-0,37
1991-2000	2,65	1,11

Source : Bresser-Pereira (2003).

Le début du Plan Real a été marqué par la croissance et par une augmentation du revenu réel provenant de l'élimination des oscillations des salaires réels. Mais en 1995, le gouvernement a mis en place des mesures restrictives qui visaient à prévenir une possible inflation liée à la hausse de la demande. Le gouvernement a suivi cette politique afin de dégager un surplus fiscal de plus en plus important dans les comptes publics pour garantir le paiement de la dette. La brusque réduction des investissements et l'instabilité causée par les changements dans le taux de change et par le taux d'intérêt réel exacerbé ont limité les décisions d'investissements, ce qui a empêché une croissance durable[367].

La combinaison de mesures néolibérales comme un taux de change survalorisé a provoqué une substitution des produits locaux par des produits importés, même dans les secteurs qui avaient une bonne capacité compétitive. Cela a réduit encore plus les postes de travail et a contribué à une plus grande détérioration du marché du travail. Cardoso Junior et Pochmann (2002) ont contextualisé la précarisation du travail et les mouvements de la politique économique domestique :

« L'explosion de l'informalité dans les années 90, comme conséquence de la superposition entre, d'un côté, les mouvements sectoriels de structuration productive et organisationnelle forcés par l'ouverture externe et, de l'autre côté, les politiques économiques domestiques d'orientation récessive, ont produit un cadre d'approfondissement de l'hétérogénéité du marché de travail qui signale une situation

[367] Rego et Marques (2003).

de détérioration des conditions d'insertion occupationnelle pour la plus grande partie de la classe des travailleurs au Brésil » (Cardoso Junior et Pochmann, 2002, p. 15).

L'instabilité économique du début des années 1990 a fonctionné comme une manière de transférer les revenus des plus pauvres de la population aux plus riches. Kalecki (1976) affirme qu'une des formes de transfert de revenu national est l'ajustement entre les prix et les salaires. Les forts taux d'inflation qui étaient la règle dans le pays jusqu'à la mise en place du « *Plano Real* » ont diminué le pouvoir d'achat réel de la couche la plus pauvre de la population qu'aucun mécanisme ne protégeait de l'inflation. Les ajustements des salaires ne pouvaient pas recomposer pleinement leur pouvoir d'achat.

La stabilité de la monnaie dans les années 1990 a provoqué au début une amélioration de la qualité de vie dans les couches défavorisées de la population mais cette situation n'a pas duré. La conjoncture s'est inversée, la participation des salariés a diminué de façon significative dans le montant total de la richesse nationale. Selon Marquetti (2003), entre 1993 et 2000, la part salariale dans le revenu national a chuté -de 45% à 38%-. Ce qui pousse à conclure que les politiques néolibérales adoptées tout au long de la décennie ont abouti à une réduction considérable de la participation des classes salariées au produit national.

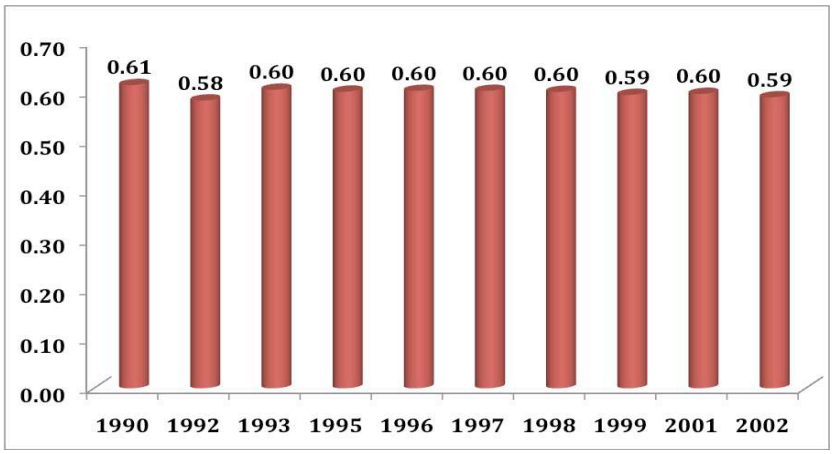
Quand on analyse la population economiquement active (PEA), on peut avoir une meilleure idée de la concentration du revenu national dans la période. Presque les trois quarts de la PEA reçoivent moins de 4 salaires minimums, tandis que ceux qui gagnent plus de 3.500,00 *reais* en 1999 se trouvent parmi les 5% les plus riches qui accaparent un tiers du revenu total. La région Nord-Est est la région la plus inégale, et São Paulo et le Sud sont les régions les moins inégales. Le revenu moyen des 10% les plus riches au Nord-Est est 25,2 fois plus important que le revenu moyen des 40% les plus pauvres. Dans l'Etat de São Paulo cette relation est égale à 16,7, et au Sud à 19,1[368].

Le coefficient de Gini s'est maintenu presque inaltéré tout au long de la décennie 1990 avec une petite réduction non significative. C'est-à-dire qu'il n'y a pas eu de changement considérable dans la distribution du revenu brésilien. Il faut bien souligner que l'amélioration de la distribution du revenu est très difficile quand la

[368] Voir sur les inégalités dans la décennie 1990 : Hoffmann (2000 et 2000a).

croissance est faible et que le pays est en train d'adopter une politique orthodoxe. Le Graphique 11 montre la variation de l'indice dans la période.

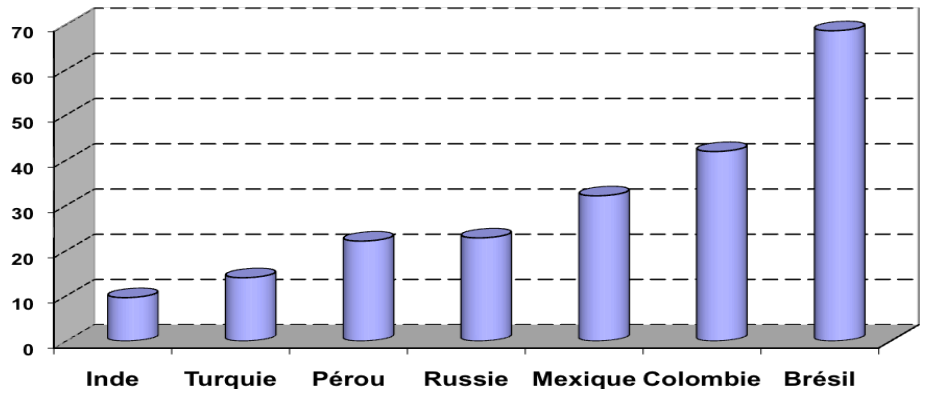
Graphique 11. Coefficient de Gini au Brésil (1990-2002)



Source : Ipeadata.

Quand on fait une comparaison du niveau de la concentration du revenu au Brésil et dans les autres pays en développement, on s'aperçoit que la distribution de la richesse entre les classes sociales au Brésil est extrêmement inégale (Graphique 12).

Graphique 12. Concentration du revenu dans les pays sélectionnés (10% plus riches pour 10% plus pauvres)



Source : Bresser-Pereira (2003a).

Au Brésil, les 20% les plus pauvres de la population active s'approprient seulement 2,2% du revenu du travail alors que les 10% les plus riches se maintiennent toujours au-dessus de 45% du revenu. Le plus impressionnant est le fait que le revenu du travail accumulé par les 1% les plus riches correspond à 13% du total du revenu[369].

[369] Cardoso Júnior, 2001, p. 41.

L'asymétrie des rémunérations, dans la société brésilienne, est caractérisée par la déstructuration du marché du travail national. La structure de l'emploi reflète un modèle assez hétérogène d'occupations et de rémunérations au sein de la classe des travailleurs. Les politiques publiques de redistribution revêtent de plus en plus un caractère d'assistance et de compensation. L'image du marché du travail ne semble pas être un modèle permettant d'atteindre un développement économique durable sur le long terme. Au contraire, la classe des travailleurs s'inscrit dans un schéma de reproduction sociale fortement dépendant de l'individualisme qui a des conséquences néfastes sur la structure distributive du revenu.

La structure du marché du travail brésilien ne favorise pas non plus la redistribution du revenu. Les caractéristiques de ce marché du travail non organisé sont notamment : (i) l'abondance de main-d'œuvre, en général de basse qualification technique et sans organisation syndicale ; (ii) une constante compétition pour des emplois instables, et par conséquent un fort *turnover* industriel et collectif, et ; (iv) peu de perspectives d'ascension professionnelle[370]. Hoffmann (2000a) soutient que la distribution du revenu entre 1979 et 1999 est plus sensible à l'altération du revenu moyen :

« On peut vérifier, cependant, que les variations du niveau de pauvreté au Brésil, de 1979 à 1999, sont davantage liées à des altérations du revenu moyen qu'aux changements du point de vue sur l'inégalité de la distribution » (Hoffmann, 2000a, p. 15).

Les changements dans les structures du marché du travail et la constante intégration dans l'économie mondiale ont détourné l'intérêt du gouvernement des besoins internes. Les conflits d'intérêts entre les Etats de l'union ont entraîné un affaiblissement des relations et la hausse des conflits entre les régions. La plus grande internationalisation de l'économie a provoqué un grand conflit d'intérêts entre les régions, ce qui affaiblit considérablement les liens de solidarité entre elles. La prédominance de la logique des entreprises multinationales dans les activités économiques a fait naître des tensions régionales et des rivalités corporatives[371]. Un exemple en peut être présenté par la « guerre fiscale » qui oppose les Etats désireux d'attirer les entreprises, généralement, multinationales, afin qu'elles produisent dans leur région.

[370] Voir : Cardoso Júnior et Pochmann (2002)
[371] Furtado, 1992, p. 35.

Le libéralisme économique qui a prévalu dans les années 1990 n'a pas permis une amélioration de la qualité de vie de la population. Les politiques néolibérales s'opposent aux besoins de l'ensemble du pays et du développement national. L'ouverture externe, la survalorisation du taux de change et le fort taux d'intérêt réel n'ont pas aidé à l'amplification de la capacité productive de l'économie et à la création de postes de travail[372]. De sorte que la distribution du revenu s'est maintenue pratiquement stable et que la part des salaires dans le revenu national a connu une chute[373]. Carcanholo synthétise les effets de la libéralisation sur la distribution des richesses.

« Durant la dernière décennie 90, plus spécifiquement, la distribution de richesse a été très influencée par les effets de la libéralisation financière qui, avec de forts taux d'intérêt, une valorisation des actifs financiers et un ample processus de fusions/acquisitions et privatisations, ont provoqué une croissance de la concentration de richesse dans le pays » (Carcanholo, 2003, p. 17).

Le processus de privatisation et le grand nombre de fusions-acquisitions qui s'effectuaient dans le monde durant la décennie 1990 ont rendu le marché domestique encore plus oligopolistique, augmentant le pouvoir de marché des entreprises. Il faut souligner que selon Kalecki (1972), l'élévation du degré de monopole dans l'économie a pour conséquence une diminution des postes de travail. L'augmentation du pouvoir économique est l'un des facteurs qui résulte d'une plus grande concentration du revenu et de la richesse entre les mains des pays du centre capitaliste. Les entreprises multinationales exercent un fort pouvoir économique, elles ont la capacité d'influer sur la demande et l'offre. La stratégie des entreprises multinationales est trop importante pour que les pays développés puissent maintenir leur domination[374].

Selon Kalecki (1972), l'un des principaux facteurs distributifs du revenu est le degré de monopolisation d'une économie. L'entreprise possède un pouvoir de marché pour déterminer le prix de ses produits. Un plus petit nombre d'entreprises diminue la concurrence, ce qui détermine un préjudice pour le consommateur. Comme cela a déjà été abordé antérieurement, la plus grande autonomie et quelquefois l'abus dans la formation des prix fonctionne comme un transfert de revenu des plus pauvres vers les plus riches. Les entreprises ont tendance à supprimer et à empêcher l'entrée de

[372] Au sujet de la libéralisation commerciale, des structures d'emploi et de salaire voir : Arbache et Corseuil (2001).
[373] Marquetti (2003).
[374] Guimarães, 2002, p. 59.

concurrents pour augmenter leur pouvoir de marché, exploiter les consommateurs et profiter au maximum de cette situation de monopole.

« L'un des plus importants échecs du marché – sur lequel Adam Smith lui-même a attiré l'attention – résulte de l'effort des entreprises pour supprimer la concurrence. La politique antitrust est née parce que les firmes ont tendance à s'engager dans des pratiques anticoncurrentielles pour exercer leur pouvoir sur le marché, exploiter les consommateurs en leur imposant le prix le plus fort et, par toute une série de moyens, refuser l'entrée des nouveaux concurrents » (Stiglitz, 2003, p. 145).

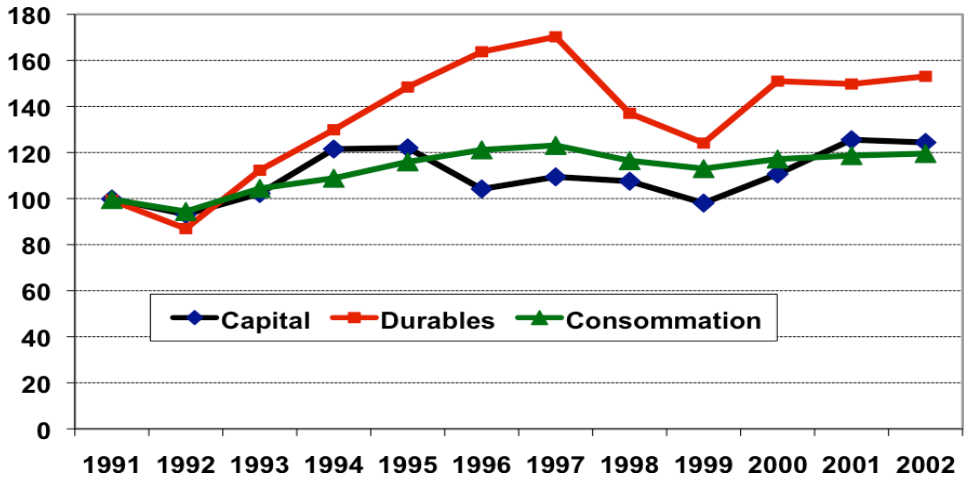
Les privatisations, les fusions et les acquisitions n'ont fait que concentrer le marché au Brésil dans les années 1990. Ces politiques ont transformé le marché national, qui était déjà fortement oligopolistique et était contrôlé par les producteurs nationaux, en un oligopole plus intense contrôlé par les entreprises étrangères. De surcroît, chez Kalecki (1971), l'augmentation du degré de monopole crée une redistribution du revenu des petites entreprises aux grandes entreprises. Rappelons Kalecki une fois de plus :

« La hausse du degré de monopole causée par la croissance des grosses corporations est donc à l'origine d'une modification relative du revenu en faveur des industries dominées par de telles corporations et au détriment des autres. Ainsi, le revenu est redistribué du petit vers le gros business » (Kalecki, 1971, p. 52)[375].

Quand on analyse les performances des secteurs de l'industrie nationale, il est possible d'identifier la forte propension à consommer des classes les plus privilégiées, notamment à travers l'expansion de la production de biens durables. La production industrielle de la décennie 1990 montre que la production de biens de consommation et de biens de capital a connu une légère évolution. Tandis que, dans le même temps, la production de biens durables a présenté une performance supérieure aux autres secteurs. Il est important d'insister sur le fait que les biens durables sont d'accès restreint pour la majorité de la population dans cette période et qu'ils sont consommés pour la plupart par les classes sociales détenant un plus grand pouvoir d'achat. La performance du secteur des biens durables accompagne la structure de concentration du revenu national. Le Graphique 13 illustre les secteurs de production industrielle entre 1991 et 2002.

[375] *« Thus the rise in the degree of monopoly caused by the growth of big corporations results in a relative shift of income to industries dominated by such corporations from other industries. In this way income is redistributed from small to big business »* (Kalecki, 1971, p. 52).

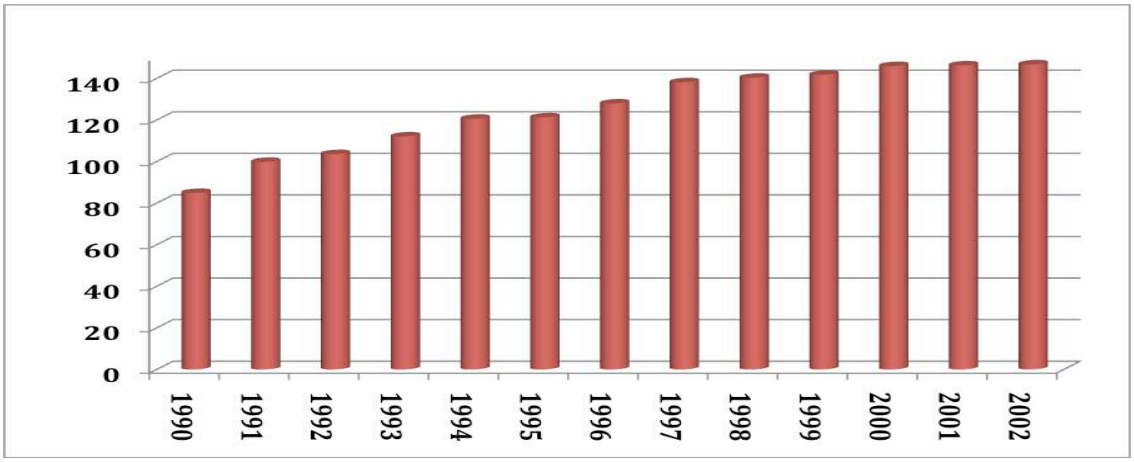
Graphique 13. Production industrielle brésilienne – biens de capital, biens durables et biens de consommation – Indice de quantum dessaisonalisé (base 100 en 1991)



Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

L'industrie de transformation a connu une nette amélioration de sa productivité pendant la décennie 1990 et au début du XXI^{e} siècle. On peut visualiser cette tendance à travers le Graphique 14.

Graphique 14. Productivité dans l'industrie de transformation au Brésil* (base 100 en 1991)



Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

* L'indice est calculé à partir de l'indice de la production industrielle et de la population employée dans l'industrie de transformation.

Cependant l'augmentation de la productivité n'a pas été suffisante pour augmenter la part salariale dans le produit. Entre 1993 et 2000, la part salariale du produit est tombée de 45% à 38%[376]. Les gains de productivité ne sont pas allés aux salaires des travailleurs à cause de l'excessive réserve de main-d'œuvre et de la faible

[376] Marquetti (2003).

action des syndicats. Selon Kalecki (1976) un des facteurs qui peut aider à améliorer la distribution du revenu quand les demandes sont respectées est l'action des syndicats :

«S'il se vérifie un rapport élevé entre les bénéfices et les salaires, les activités des syndicats se fortifient en visant une augmentation des salaires, une fois que les salaires les plus élevés seront compatibles avec des bénéfices raisonnables par rapport aux niveaux des prix existants » (Kalecki, 1976, p. 67).

Mais les syndicats des travailleurs ont perdu beaucoup de pouvoir avec la déstructuration et la déréglementation du marché du travail. Dans le cas du Brésil, les facteurs structurels jouent un rôle très important dans la dynamique de la formation du salaire et par conséquent dans la distribution des revenus. Kalecki (1971 et 1976) a montré que le montant des profits dans le revenu national est fonction des investissements et de la consommation des capitalistes. Ainsi, le salaire n'influe pas sur la formation des profits. La réduction du montant des salaires dans l'économie brésilienne n'est pas expliquée par l'inexistant conflit entre salaires et profits. Les raisons en sont la déstructuration du marché du travail national, la perte de pouvoir des syndicats, le processus de privatisation, l'ouverture externe avec le taux de change survalorisé et la brusque chute des restrictions aux importations.

L'ouverture commerciale accompagnée d'une politique de change survalorisé répondait aux demandes de consommation de biens de luxe des classes privilégiées et a impulsé une hausse des dépenses externes avec le tourisme. Selon Furtado (2002), les classes sociales les plus favorisées ont une forte propension à consommer, notamment des biens de luxes, et ont aussi une forte tendance à consommer qui suit un modèle importé (le modèle des Etats-Unis). Furtado aborde la contradiction qui s'ensuit : comment suivre des modèles de consommation importés si chers, avec un revenu dix fois plus faible.

« C'est le grand problème: pour une raison culturelle, le brésilien de haut revenu absorbe les modèles de consommation et aussi de gaspillage, goût du show-off, pour les dépenses ostentatoires qui le caractérise » (Furtado, 2002, p. 20).

Furtado affirme que la concentration du revenu ne permet pas d'élever le taux d'épargne mais d'augmenter la consommation des plus riches :

« Le revenu ne se concentre pas pour augmenter le taux d'épargne, mais pour augmenter la consommation des plus riches » (Ibid).

L'excessive priorité donnée aux biens de consommation importés au détriment de l'industrie nationale, principalement chez les couches au plus fort pouvoir d'achat

inhibent et imposent des barrières aux activités créatrices et à l'innovation. Il manque un espace et une forme d'incitation permettant que les activités innovatrices fleurissent, et que ces idées soient plus adaptées à la culture brésilienne et non aux modèles externes. La dynamique de l'économie industrielle capitaliste, dépend en grande partie, de son pouvoir d'innovation[377].

Selon Kalecki (1972, p. 28 et 29), la technologie influence directement le degré de monopole d'une entreprise dans une économie. La grande difficulté à innover et la constante instabilité de l'économie ont entraîné la réduction de la participation du grand capital privé national dans l'économie qui s'est réduite- de 57,9% en 1994 à 43% en 2001-[378]. On doit rappeler que les forts taux d'intérêts pratiqués dans la période poussaient à la hausse l'investissement du capital financier. De surcroît, le nombre d'entreprises multinationales dans l'économie nationale est passé de 142 en 1994 à 230 en 2001. Ainsi, la participation du patronat national dans l'économie, en terme de nombre d'entreprises, est tombée de 72% à 54%. Dans le même temps, la participation des actifs financiers a augmenté de 10,5% en 1989 à 21,7% en 1999[379].

L'impressionnante augmentation de la participation des actifs financiers a été causée par diverses orientations de la politique économique tout au long de la décennie 1990. De plus, l'instabilité économique qui a régné jusqu'au milieu de la décennie inhibait fortement l'investissement productif, alors que le pays vivait son plus grand processus de libéralisation économique. La concurrence des produits importés, selon ce qu'on a déjà dit antérieurement, a provoqué une diminution et l'élimination de certains secteurs de l'industrie nationale. Les politiques économiques qui ont prévalu, combinées au ralentissement des investissements et au bas taux d'expansion de la production nationale, ont entraîné une croissante financiarisation de la richesse. Le mouvement du capital continue à montrer des transfert de revenus du secteur productif (entrepreneurs et travailleurs) vers le secteur financier et spéculatif. Le marché financier est devenu extrêmement attractif pour les investisseurs, la rentabilité et la liquidité ont été garanties par le gouvernement dans les dernières années[380].

La forte augmentation des investissements financiers n'est pas due au hasard. La brusque réduction du taux de profit des investissements dans le secteur productif de l'économie et la haute rentabilité du secteur financier a entraîné une tendance à la

[377] Voir : Furtado (2002).
[378] Gonçalves, 2003, p. 66.
[379] Ibid., p. 66 et 83.
[380] Pochmann, 2003, p. 53.

financiarisation. La croissance et l'élévation de la richesse de la classe des rentiers durant la décennie 1990 ne sont pas dues à la chance. Gonçalves aborde la question de la croissance de la classe des rentiers et de l'augmentation de leur richesse :

« Etant donné que la concentration élevée des actifs financiers était entre les mains des groupes détenant la plus grande richesse et le plus haut revenu, il n'est pas étonnant que la participation de ces groupes (rentiers) dans la richesse ait augmenté significativement » (Gonçalves, 2003, p. 84).

Nombreuses sont les raisons qui expliquent l'augmentation considérable de la classe des rentiers, dont celle de leur revenu. Pendant le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, non seulement les mesures économiques ne favorisaient pas la production, mais la rentabilité réelle annuelle des titres publics était de 17,4%. Alors que, dans la même période, la rentabilité des 500 plus grandes entreprises s'est élevée à 4,1% par an, et que le rendement moyen annuel du personnel occupé s'est élevé à 3,4%[381].

D'une manière plus globale, nous observons que la concentration du revenu mondial est de plus en plus élevée. La polarisation du pouvoir économique entre les mains d'un petit nombre de puissances et de classes sociales pousse à une concentration des actifs toujours plus grande.

« La concentration du pouvoir économique se vérifie entre les pays et aussi entre les régions d'un même pays. Cette concentration se vérifie aussi entre les groupes de population en termes de revenu et de richesse. Dans le pays le plus avancé du monde les Etats-Unis, des études récentes montrent que la concentration du revenu et de la richesse a augmenté de manière significative dans les dernières décennies » (Guimarães, 2002, p. 59).

La concentration du pouvoir économique est l'une des raisons de la polarisation de la richesse dans un petit nombre de pays. Le discours prêché pendant la dernière décennie sur les bénéfices de la mondialisation pour les pays en développement n'a pas été concrétisé. Les pays sous-développés ont ouvert leur économie aux flux de capitaux et aux flux d'investissements étrangers d'une façon jamais envisagée auparavant, espérant ainsi obtenir une amélioration de l'économie nationale. Néanmoins, les conséquences ont été une plus grande instabilité macroéconomique et une invasion de produits et d'entreprises internationales.

[381] Gonçalves, 2003, p. 84.

Dans la dernière décennie du vingtième siècle, la constante déréglementation et l'intégration des économies mondiales a accentué l'inégalité à l'échelle globale. Le degré de monopolisation, et, par conséquent, le revenu de quelques entreprises multinationales a beaucoup augmenté dans l'économie mondiale avec la mondialisation. Le niveau de monopole des entreprises accroît leur pouvoir dans le conflit distributif et affecte directement les facteurs de distribution des revenus.

« According to our formula, the distribution of the product of the industry is at every moment determined by the degree of Monopoly » (Kalecki, 1972, p. 24).

La libéralisation des économies émergentes n'a pas apporté les bénéfices promis, et, au contraire, a engendré de nouveaux problèmes[382]. La dynamique de la globalisation a entraîné une plus grande disparité de revenu entre les pays développés et les pays en développement et les bénéfices du processus ont apporté beaucoup plus d'avantages aux pays riches. Le centre capitaliste a établi les règles de manière qu'il soit possible de maximiser ses bénéfices, étant entendu que les pays du centre détiennent plus de pouvoir pour imposer ce qu'ils désirent. Par contre, les pays périphériques ont vu leurs intérêts ignorés. Cette posture impérialiste ne favorise pas le développement équitable des économies mondiales et finit par former des poches de misère.

Les restrictions commerciales (barrières douanières) imposées par les pays riches aux pays en développement inhibent la croissance des exportations des pays émergents, rendant l'accumulation du capital de ces pays encore plus difficile. Pour illustrer ce comportement, on peut citer le cas des produits agricoles qui ont des droits de douane élevés dans les pays riches parce que la production locale n'est pas compétitive et vit de subventions des gouvernements. Comment accélérer la dynamique d'accumulation dans ces conditions restrictives et surmonter le sous-développement[383] ?

Les flux élevés d'investissement étranger et les prêts reçus par le Brésil dans les années 1990 ont été utilisés pour financer le déficit du compte courant et la consommation. Toutefois, le déficit du compte courant et la dette externe se sont élevés énormément. Dans cette perspective, les flux des capitaux étrangers n'ont pas augmenté l'accumulation du capital et n'ont pas promu la croissance. Le bas taux de croissance du

[382] Voir : Diniz (2000).

[383] Chez Furtado (1996), l'analyse montre que le stade de sous-développement est directement associé à l'accumulation du capital d'une économie. *« Mais nous sommes sûrs que le sous-développement n'a rien à voir avec l'âge d'une société ou d'un pays. Et nous savons aussi que le meilleur paramètre pour la mesure est le degré d'accumulation du capital appliqué aux processus productifs et le degré d'accès à l'arsenal de biens finals qui caractérisent ce qu'on a conventionnellement appelé le style de vie moderne»* (Furtado, 1996, p. 17).

PIB tout au long de la période n'a pas favorisé l'augmentation de la richesse du pays. De même, le développement a connu un certain préjudice étant donné que l'une des prémisses de base de ce développement est la croissance. Partant du raisonnement que le montant des salaires dans le revenu est déterminé par l'augmentation de l'accumulation du capital, des investissements et de la consommation des capitalistes, force est de constater que la faible croissance du revenu brut de l'économie n'est pas propice à l'augmentation de la part des salaires dans le revenu. On doit se rappeler que le Brésil connaît une sensibilité élevée aux rendements des salariés qui rend impossible l'amélioration de la distribution des revenus.

Le Tableau 31 montre la faible croissance de l'économie brésilienne dans la période d'hégémonie néolibérale. La croissance moyenne annuelle de 1990 à 2003 a été de 2,35% par an, ce qui signifie que ce fut l'une des périodes dans lesquelles l'économie brésilienne a connu la plus faible croissance de son histoire.

Tableau 32. Croissance du Produit intérieur brut au Brésil (1990-2003)

Année	**PIB (en pourcentage)**
1990	-4,35
1991	1,03
1992	-0,54
1993	4,92
1994	5,85
1995	4,22
1996	2,15
1997	3,38
1998	0,04
1999	0,25
2000	4,31
2001	1,31
2002	2,66
2003	1,15

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Ainsi, la pauvreté est restée pratiquement stable pendant la décennie 1980 et 1990. Il faut souligner que le Brésil n'est pas un pays pauvre mais un pays extrêmement inégal avec un nombre énorme de démunis. L'énorme inégalité a traversé le régime militaire, les gouvernements démocratiquement élus et les diverses politiques et crises économiques nationales et internationales. La situation révèle qu'en 1999 environ 14% de la population brésilienne vivait dans des familles présentant un revenu inférieur au seuil d'indigence et que 34% des familles vivaient avec un revenu inférieur au seuil de

pauvreté. Ainsi, 22 millions de Brésiliens pouvaient être considérés comme indigents et 53 millions comme pauvres sur une population d'environ 170 millions habitants à l'époque[384]. L'inégalité se trouve à l'origine de la pauvreté, et il est impératif de présenter un projet concernant toute la société pour se confronter à ce défi.

« Si la croissance est une condition nécessaire de réduction elle doit s'accompagner de politiques distributives pour réduire les inégalités » (Hugon, 2004, p. 15).

Les élites du pays se montrent particulièrement aliénées, et reproduisent non seulement les modèles de consommation mais aussi les idées du centre capitaliste[385]. D'autre part, l'idéologie de la mondialisation qui insiste sur la thèse de la croissante réduction de l'Etat national a été préjudiciable dans le cas brésilien. Dans la mondialisation, les Etats nationaux sont plus interdépendants mais ont aussi besoin d'être de plus en plus forts. La globalisation configure la compétition entre les entreprises au niveau mondial, compétition dans laquelle les Etats nationaux ont un rôle très important. Les gouvernements des pays riches défendent le capital et le travail de leurs nations, c'est-à-dire leurs entreprises nationales[386].

Il faut adopter une nouvelle politique économique, concentrée surtout sur le développement, en s'appuyant sur les dynamiques endogènes, liées à la structure de l'économie nationale et à l'insertion dans l'économie mondiale, pour surmonter les obstacles socio-économiques[387]. A l'arrivée de Lula au pouvoir, les questions se pressent : Sera-t-il capable de changer la politique sociale et économique pour qu'elles soient plus inclusive ? Pourra-t-il améliorer la distribution du revenu et réduire l'inégalité ? Changera-t-il le modèle de développement brésilien ? Arrivera-t-il à surmonter les entraves macroéconomiques et structurelles à une croissance soutenable ?

[384] Paes de Barros, Henriques et Mendonça, 2001, p. 23 et 24.
[385] Voir : Furtado (2002).
[386] Voir : Bresser-Pereira (2003).
[387] Voir : Hugon (2004).

CHAPITRE 6 – LA PERIODE LULA : LA POLITIQUE SOCIALE ET SES EFFETS SUR LA DISTRIBUTION DES REVENUS

CHAPITRE 6 – LA PERIODE LULA : LA POLITIQUE SOCIALE ET SES EFFETS SUR LA DISTRIBUTION DES REVENUS

L'arrivée de Lula au pouvoir est plus qu'un événement politique, c'est la rupture avec un paradigme selon lequel seules les élites pouvaient gouverner tandis que les personnes (dites) du peuple, n'avaient pas la capacité de le faire. Luiz Inácio Lula da Silva a prouvé que, malgré sa faible formation et la détention de sa seule expérience de vie, il était capable de gérer le pays. Le mythe d'un Lula socialiste qui prendrait des actions peu populaires, surtout parmi les classes moyennes et aisées, s'est écroulé, et Lula a montré qu'il était plutôt un politicien modéré de centre gauche qu'un révolutionnaire. Il a mené une politique économique néolibérale pendant ses deux mandats, et n'a pas changé les bases structurelles de la politique économique néolibérale adoptée dès la fin des années 1980. Cependant, dans le champ social, il a augmenté significativement le niveau des aides pour les Brésiliens les plus démunis, en maintenant la stabilité et la croissance économique.

A la fin octobre 2002, Lula a été élu président du Brésil. Enfant venu de la région pauvre du Nord-Est migrant vers le riche Sud-Est dans le « *pau de arara*[388] », où il deviendra ouvrier du centre industriel du pays, grâce à son caractère charismatique, il devient naturellement un leader ouvrier, connu par les grèves de masse qu'il organise pendant la période dictatoriale. En conséquence, il est amené à la vie politique et à la fondation d'un parti d'opposition, le Parti des Travailleurs (*Partido dos Trabalhadores* – PT)[389]. Le PT se transforme rapidement en une référence et un abri pour toute la gauche du pays, après une dictature militaire très répressive qui a duré plus de 20 ans. Mais le discours idéaliste et très à gauche du parti a beaucoup changé à son arrivée au pouvoir. Le président Lula et son parti ont adopté une des politiques économiques les plus conservatrices, ce qui surprend les anciens membres du PT, qui ont dû quitter le parti à cause de divergences politiques. Lula n'a pas fait de réforme agraire, il n'a pas non plus étatisé les entreprises auparavant privatisées comme le préconisaient plusieurs partisans du PT. Le président élu n'a pas montré d'hostilité *vis-à-vis* du capital étranger

[388] Le *pau de arara* est un moyen de transport irrégulier qui est jusqu'à nos jours très utilisé dans le Nord-Est du pays. Il s'agit de l'utilisation d'un camion pour transporter plusieurs passagers, substitut improvisé au bus conventionnel.

[389] En 1980, à l'aube de la fondation du Parti des Travailleurs (PT), les prémices qui guidaient l'élément dynamique du mouvement des travailleurs organisés au sein des syndicats était la construction d'un nouveau syndicalisme cherchant à rompre avec la dictature et sa répression des organisations ouvrières. Le symbole majeur de cette époque et de ces mouvements de travailleurs, protagoniste de plusieurs mouvements syndicaux et de plusieurs grèves, était Lula.

et a respecté les contrats, l'investissement étranger direct a atteint un niveau record pendant la période Lula[390]. Selon l'opinion de Delfim Netto, ancien ministre des Finances brésilien, Lula a été l'un des grands héros du capitalisme national[391] ! Mais comment expliquer un tel changement ? Quelles en ont été les raisons ? Quelles politiques ont été privilégiées ? Quelles en sont les limites ? Quelle a été la durée des politiques adoptées ? S'agissait-il seulement d'une manœuvre de courte durée destinée à calmer le marché financier ?

Dans ce chapitre, nous essaierons de mieux comprendre la trajectoire du gouvernement Lula, ainsi que ses politiques socio-économiques et la manière dont elles ont affecté la population et le partage de la richesse au Brésil. Pour bien atteindre ces objectifs, nous allons nous pencher sur les éléments socio-économiques qui suivent et sur la façon dont ils ont affecté la distribution du revenu : (i) les politiques économiques et sociales dans la période Lula ; (ii) la croissance économique et ses effets sur le partage du revenu ; (iii) les effets de l'inflation, de la croissance et des salaires (l'emploi qualifié et non qualifié) ; (iv) les différents types d'inégalités (des revenus, de la consommation, d'éducation, entre les régions, de patrimoine, etc) ; (v) le système fiscal et la distribution de ses revenus, et ; (vi) les impasses d'une croissance soutenue au Brésil.

Après l'étude de la formation économique du Brésil présentée dans les chapitres précédents, chapitres essentiels pour comprendre la manière dont le pays est arrivé à la situation actuelle, nous souhaitons répondre à des questions cruciales pour la recherche. Tout d'abord, d'où viennent les inégalités de la distribution des revenus au Brésil et quels sont les effets des politiques économiques adoptées par le gouvernement Lula ? Est-ce que les programmes économiques et sociaux ont donné des résultats tangibles ? Quelles sont les propositions faites pour améliorer la distribution du revenu au Brésil et réduire les inégalités qui prévalent dans le pays depuis des siècles ? Comment mettre en place les programmes sociaux pour augmenter les chances des plus démunis ? Comment émanciper les bénéficiaires de la *Bolsa Família* ? Faudra-t-il un temps déterminé pour que les familles bénéficient des programmes complémentaires en faveur du capital humain et des besoins du marché de travail ? Enfin, comment rendre le Brésil plus juste, vu que le pays a l'un des pires partages de revenus au monde ?

[390] Selon les données de la Banque centrale du Brésil (Bacen), le pays a reçu un record d'investissements directs étrangers (IDE) en 2010 : 48,4 milliards de dollars. Ce qui représente presque 5% des flux mondiaux d'IDE, alors qu'en 2006, le Brésil recevait à peine 1,3% du total.
[391] Guzzo, 2010, p. 53.

Cette partie commence par l'analyse de la délicate situation qui est celle de l'année de l'élection présidentielle en 2002 et se poursuit avec la prise de pouvoir de Lula et l'adoption des politiques économiques et sociales prises pendant ses deux mandats. Nous continuons à suivre l'ordre chronologique de la même manière que dans les autres parties de l'étude. Pour pouvoir examiner d'une façon plus approfondie le parcours de ce gouvernement, il faut encore poser un certain nombre de questions : Le gouvernement Lula a-t-il intensifié la politique économique néolibérale ? Le gouvernement Lula peut-il être considéré comme néolibéral ? A-t-il changé la politique économique pendant ses deux mandats ? La croissance économique des dernières années est-elle due à la politique du gouvernement ou à une conjoncture internationale favorable[392] ? Quelle a été la part de l'exportation de matières premières dans la croissance ? Quels ont été les effets de la politique de change et de taux d'intérêts dans le secteur productif de l'économie nationale et dans la distribution des revenus ?

L'Etat doit s'efforcer de construire une société égalitaire et juste, mais quel est son pouvoir réel sur ce plan ? Constate-t-on une vraie volonté politique dans la classe dominante ? En ce qui concerne la politique fiscale, on doit s'interroger sur l'efficacité des dépenses publiques et sur leurs impacts sur la distribution du revenu. Peut-on dire que le revenu fiscal a été utilisé de la manière la plus efficiente pour réduire l'inégalité sociale ? Quelles sont les principales dépenses publiques, l'efficacité et la marge de manœuvre de l'Etat brésilien ? Quel est le vrai rôle de l'Etat et son poids dans l'économie ? L'Etat devrait-il avoir un rôle plus actif pour que soient surmontées les déficiences structurelles et institutionnelles ? Les épisodes économiques actuels démontrent-ils la nécessité de voir l'Etat et des institutions jouer un nouveau rôle ? La gravité de la crise financière enclenchée au cours de l'année 2008 a-t-elle mis en échec le modèle néolibéral ? Le besoin d'un Etat brésilien plus fort et plus présent dans l'économie nationale est-il viable ?

L'Etat est le principal promoteur du développement économique et de la justice sociale, car il est responsable d'une constante évolution de la société. Le modèle de développement économique d'un pays doit envisager le long terme et les futures générations de la nation ; il doit être soutenable et fournir une amélioration de la qualité de vie de la population. Cependant, l'actuelle trajectoire de la croissance brésilienne est-elle le meilleur à suivre chemin pour atteindre le plus grand bien être, de manière

[392] Les prix de matières premières brésiliennes ont augmenté de plus de 35% seulement en 2010, selon l'Index de *Commodities* Brésil (IC-Br) de la Banque centrale du Brésil : http://www.bcb.gov.br/.

égalitaire pour l'ensemble de la population ? Le modèle de croissance brésilien est-il soutenable sur le long terme ? La dépendance aux cours des matières premières et à la demande externe de ces biens constitue-t-elle un échec ou une opportunité ? N'est-il pas dangereux de trop compter sur une conjoncture externe favorable (l'abondance de l'épargne extérieure et la hausse des prix des *produits de base*) pour le développement économique d'un pays ? Faudrait-il avoir un plan de développement socio-économique moins dépendant de la conjoncture externe ? Les niveaux élevés des services de la dette, l'envoi de dividendes à l'extérieur et le déficit du compte courant sont-ils supportables ? Est-il possible de continuer ce parcours et d'améliorer la distribution des revenus au Brésil ?

Une distribution de revenu aussi inégale qu'au Brésil est inacceptable, c'est une atrocité. Le devoir de l'Etat national est de construire une société où tous les citoyens aient les mêmes droits et opportunités, et une société égalitaire constitue le but final. Malgré les efforts du gouvernement brésilien dans le domaine de la politique sociale durant la dernière décennie, peut-on dire que la trajectoire actuelle est suffisante pour changer la triste réalité actuelle ? La *Bolsa-Família* peut-elle émanciper les citoyens ou seulement servir d'aide de point de départ aux plus démunis ? Comment améliorer la qualité de l'éducation brésilienne et donner des opportunités aux personnes de toutes les couches sociales ? Comment régler la question des politiques éducatives encore trop déficitaires et inefficaces ? Peut-on compter sur l'école pour égaliser les chances ou faudrait-il d'autres mécanismes d'inclusion ? Quel est le rôle d'une politique d'insertion professionnelle ? Faut-il mettre en place, pour les bénéficiaires des programmes sociaux, des dispositifs susceptibles d'aider l'emploi et l'insertion sur le marché du travail ?

6 La conjoncture économique au Brésil durant l'année 2002 et les premiers pas du nouveau gouvernement

L'année électorale 2002 a connu une grande volatilité et beaucoup d'incertitudes sur la succession présidentielle. Les investisseurs étrangers et les agents du marché financier doutaient de la capacité de gouverner de Lula et aussi de sa façon de le faire. La plupart trouvaient qu'il manquait d'expérience et de savoir faire pour gérer un tel défi. Ainsi, 2002 a été l'année de la plus grande volatilité économique depuis la crise asiatique et a été marquée par une forte spéculation sur le marché financier brésilien. La croissance économique brésilienne enregistrée en 2002, reflète l'état de récupération de l'économie mondiale et les tensions engendrées par les élections présidentielles. Le redressement de l'économie mondiale a augmenté significativement la demande pour les biens exportés par le Brésil, alors même que l'élection présidentielle suscitait de la méfiance de la part des investisseurs et stimulait une ambiance fortement spéculative.

Durant le deuxième semestre de 2002, la reprise de l'économie mondiale a été affectée par les fraudes comptables des grandes entreprises américaines et européennes, par la perspective d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Irak et l'aggravation de la crise en Argentine. La chute des marchés financiers a laissé les entreprises dans une situation financière tendue ; l'information financière ne paraissait plus fiable aux yeux des investisseurs, limitant la capacité de rebondissement des marchés boursiers. Malgré ces difficultés, les Etats-Unis ont notamment maintenu une politique de fort déficit budgétaire, de réduction des taux d'intérêt et de dépréciation du dollar afin de stimuler l'activité économique.

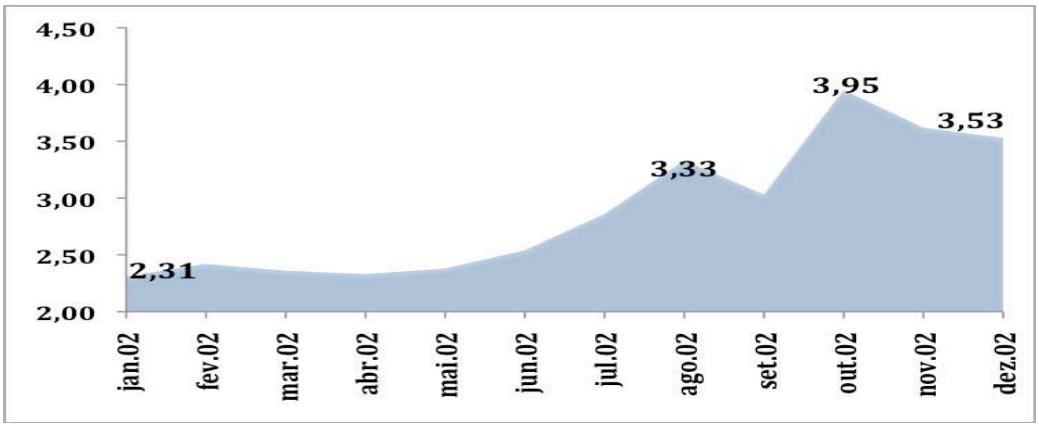
En Amérique latine, il y eut d'importants changements dans la politique de change de l'Argentine, de l'Uruguay et du Venezuela qui ont adopté le régime de change flottant. Le plus faible dynamisme de l'économie américaine et la détérioration des conditions financières internationales ont eu des effets négatifs sur la région. Il faut souligner les conséquences[393] de l'approfondissement de la crise argentine sur les marchés financiers, l'activité économique et le commerce extérieur de l'Amérique latine.

Les conséquences ont été sévèrement ressenties au Brésil, l'évolution de l'activité économique a été influencée par le processus électoral et par la réduction du

[393] L'augmentation de la prime de risque sur les titres de la dette extérieure, la dépréciation du taux de change et les pressions inflationnistes ont conduit à une politique monétaire restrictive.

financement externe du pays. L'instabilité s'est montrée plus intense à partir du deuxième trimestre de l'année 2002[394], les indicateurs sur les attentes des agents économiques et les variables économiques ont amorcé un processus de dégradation qui allait durer jusqu'à la fin de l'année. Le taux de change et le risque pays démontrent bien l'appréhension (ou la spéculation) des agents économiques.

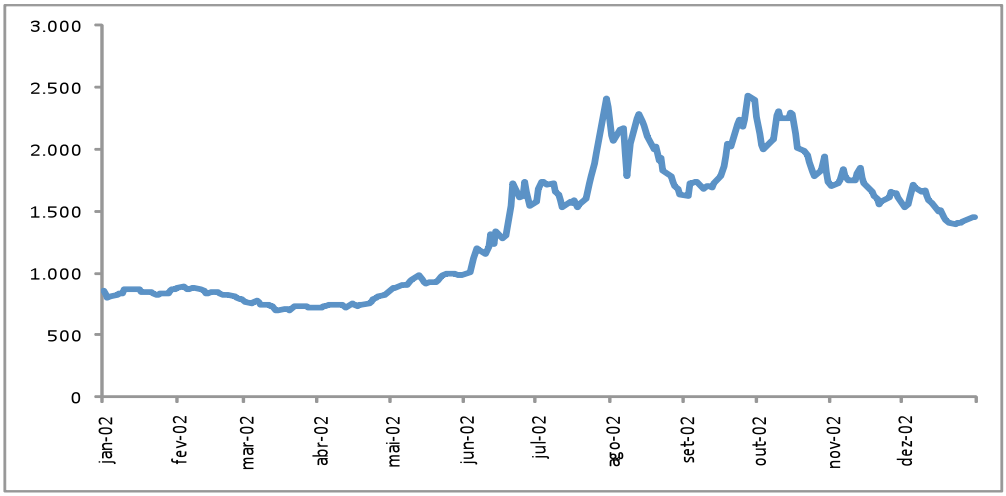
Graphique 15. Taux de change au Brésil en 2002 (*Real*/dollar)



Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – Bacen*).

Il est certain que le pays se trouvait dans une situation trop difficile pour se financer sur les marchés externes.

Graphique 16. Risque pays au Brésil (EMBI+BR)



Source : *Bloomberg*.

Dans le secteur réel de l'économie, le déclin des dépenses d'investissement – la formation brute de capital fixe a été réduite, passant de 18,0% en 2001 à 16,2% du PIB

[394] Dans cette conjoncture, le taux de change a presque atteint 4 *reais* par dollar à la fin juillet, alors que le risque Brésil (*Emerging Market Bond Index – EMBI-Brazil*) a atteint 2.390 points (en avril de la même année le risque pays était de 857 points). Le risque pays, ou risque souverain représente la probabilité qu'un pays assurera le service de sa dette extérieure.

en 2002[395] – et la réduction de la consommation ont eu des impacts négatifs, spécialement sur l'industrie des biens de capital, l'industrie automobile et la construction. Néanmoins, ces facteurs ont créé un environnement propice à l'exportation et à la production interne des biens similaires aux biens importés engendrant un plus grand dynamisme dans le secteur industriel orienté vers le commerce extérieur. La croissance de l'activité de l'industrie de transformation a été associée, en grande partie, à la performance des secteurs influencés par l'expansion du secteur de l'agriculture et/ou orientés vers le commerce extérieur. De surcroît, la dépréciation du change a augmenté la rentabilité du secteur agricole et du secteur exportateur. En fait, la performance des exportations a été le principal facteur qui a déterminé l'expansion des activités en 2002.

Le Produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 2,66% en 2002, chiffre bien raisonnable face à la conjoncture interne et externe. Cependant, ce résultat doit être analysé sous deux aspects différents : (i) d'abord, les contraintes extérieures qui ont conduit à une politique monétaire plus stricte, cherchant à faire face au régime de cible d'inflation, et ; (ii) les entraves d'origine interne, fondamentalement marquées par le poids de l'incertitude associée au processus électoral.

Dans la conjoncture externe, les flux globaux de capitaux ont présenté une trajectoire instable de croissante aversion au risque, qui s'explique par les restrictions du crédit aux pays en développement. En Amérique latine, il y a eu une importante contraction du flux financier privé net, passé de 47,8 milliards de dollars en 2001 à 25,2 milliards de dollars en 2002. Ce qui a fait naître des complications pour la plupart des économies de la région et rendu plus difficile l'équilibre de la balance des paiements. Au Brésil, en 2002, le bilan de la balance des paiements a été conditionné par la forte contraction des sources de financement externes et l'intense dépréciation du *Real*. Durant la période, le déficit des transactions courantes est passé par un ajustement significatif (diminution de 66,5%) qui le fait passer de -23,2 milliards de dollars en 2001 à -7,7 milliards de dollars en 2002. Ce résultat a pour origine la croissance de l'excédent dans la balance commerciale, stimulé par la dévaluation de la monnaie nationale, qui a compensé la réduction des investissements directs étrangers (IDE)[396]. Toutefois, le taux de financement de court terme de la dette extérieure a enregistré une

[395] Banque centrale du Brésil (2003).
[396] L'excédent de la balance commerciale a atteint 13,1 milliards de dollars en 2002 contre une valeur de 2,7 milliards de dollars en 2001. Dans le même temps, les investissements directs étrangers ont baissé- de 22,5 milliards de dollars en 2001 à 16,6 milliards de dollars en 2002- (Banque centrale du Brésil, 2003).

diminution significative. Ainsi, le financement des comptes externes a été complété par les ressources du Programme d'Assistance Financière (PAF) déboursées par le Fonds Monétaire International (FMI) en raison de la forte pression des marchés financiers.

Par conséquent, la politique économique domestique (monétaire et fiscale) a eu un caractère restrictif dans la mesure où elle cherchait à anéantir les pressions inflationnistes, déclenchées par la dépréciation du *Real*, et a permis de rassurer les investisseurs. Le gouvernement a maintenu l'engagement sur la stabilité des prix à travers le régime de cible d'inflation, et dans le domaine de la politique fiscale, il a adopté des mesures qui visaient à la hausse des revenus fiscaux perçus par l'Etat. Cette politique a été productive, les recettes fiscales du gouvernement ont augmenté de 18,4% (2002/2001) et l'excédent fiscal du gouvernement fédéral aidant à faire face aux obligations a été de 4,1% du PIB en 2002. Néanmoins, la dette publique n'a cessé d'augmenter, passant de 52,5% en 2001 à 56,5% du PIB en 2002[397]. La situation de l'économie nationale restait fragile en dépit de ces efforts considérables pour maintenir un minimum d'équilibre pendant le processus électoral.

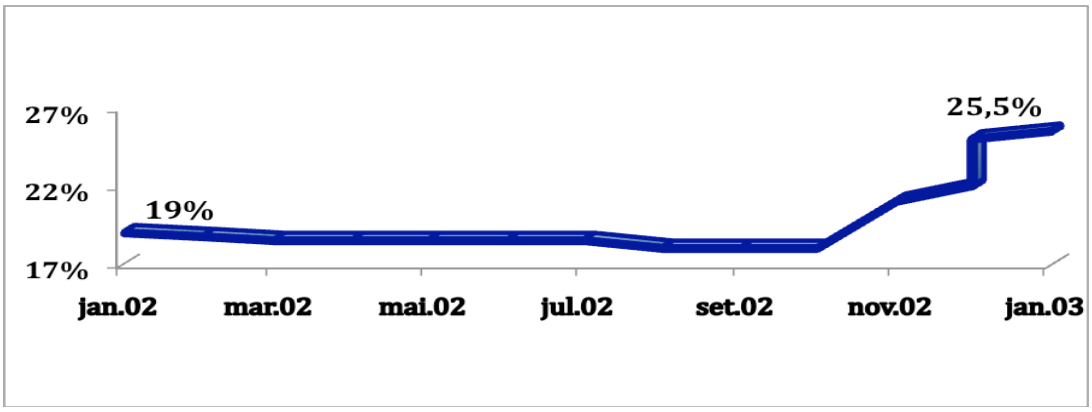
Depuis la stabilisation de la monnaie en 1994, l'un des buts les plus importants de la politique économique nationale était de maintenir le pouvoir d'achat de la population et de lutter contre l'inflation. La stabilisation des prix n'a pas seulement porté ses fruits au niveau du pouvoir d'achat des agents économiques, mais aussi au niveau de la distribution du revenu national, amélioration ressentie considérablement par les plus pauvres. La politique monétaire avait en effet comme principal but le contrôle de l'inflation à travers le taux d'intérêt Selic établi par la Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil* – Bacen). La constante dépréciation du taux de change à partir d'avril a élevé les risques de pressions inflationnistes et la Bacen n'a pas hésité à prendre des mesures pour minimiser les effets des incertitudes sur l'économie. A partir de la moitié du troisième trimestre, la conduction de la politique monétaire a pris une position plus conservatrice en raison des contraintes internes et externes. Le taux d'intérêt Selic a suivi une trajectoire à la hausse[398] et la Bacen a utilisé divers instruments de politique monétaire pour contenir la spéculation sur le marché financier.

[397] Composition de la dette à la fin 2002 : la plupart des titres publics (55,7%) étaient liés au taux d'intérêt Selic et 20,3% étaient indexés sur la variation du dollar. Il y a eu une hausse des titres indexés sur le taux d'inflation dans le montant total, ils sont passés de 7,2% en 2001 à 11,4% en 2002 (*Banco Central do* Brasil, 2003).

[398] La Banque centrale a poursuivi une politique de hausse du taux d'intérêt Selic : de 18% a.a. à 21% a.a. en octobre, 22% a.a. en novembre et 25% a.a. à la fin 2002.

Cependant, la pression des marchés se maintenait, et le bras de fer allait se prolonger jusqu'au début du nouveau gouvernement.

Graphique 17. Taux d'intérêt Selic établi par la Banque centrale du Brésil (janvier 2002 à janvier 2003)



Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – Bacen*).

La Bacen utilisera différents instruments pour atténuer les pressions spéculatives, particulièrement sur le marché des changes où elle a mis en place des circulaires régulatrices pour les banques : (i) la Circulaire 3.157 de 11/10/2002 a apporté des altérations de la législation du marché des changes en cherchant à réduire l'exposition maximale, sur ce marché, des institutions financières, et en augmentant à ce sujet- de 75% à 100%- l'exigence de capital ; (ii) la Circulaire 3.156 de 11/10/2002 a réduit de 60% à 30% la limite maximale de position de change nette relativement au patrimoine pondéré des institutions financières, en réduisant l'exposition au change de tout le système national. Simultanément, les taux de dépôts obligatoires ont été augmentés- de 48% à 53% pour les dépôts à vue, de 18% à 23% pour les dépôts à terme et de 25% à 30% pour l'épargne-.

Pourtant, ces mesures n'ont pas été suffisantes pour contenir l'instabilité économique. Fait évident durant la semaine qui précède le deuxième tour de l'élection présidentielle (23 octobre 2002), où le taux de change a atteint 3,95 *reais* par dollar, cotation la plus haute après le début du *Plano Real* de stabilisation des prix. La spéculation financière ne sera anéantie qu'après la conclusion du processus électoral[399] et après les mesures prises par Lula pour rétablir la confiance des agents économiques dans la gestion du Parti des Travailleurs (PT).

[399] Le dollar a initié une tendance à la chute, et sa cotation à la fin de l'année 2002 était de 3,53 *reais* par dollar.

Pour démontrer que le gouvernement de Lula et du PT était vraiment fiable et qu'il n'y aurait pas de changements significatifs dans la gestion économique brésilienne, le nouveau gouvernement n'a pas hésité à adopter pleinement la poursuite de la politique économique orthodoxe (le maintien de l'austérité fiscale, la stabilité des prix et l'équilibre des comptes externes) de façon encore plus accentuée. Le succès a été immédiat, l'appréciation du *Real* dans la période postélectorale montre la perception positive qu'ont les agents du marché financier de l'engagement assumé par Lula et son parti.

Dès le début du gouvernement, en janvier 2003, la gestion est marquée par un vigoureux accord avec les fondements de la politique orthodoxe et avec les marchés financiers. Premièrement, les choix faits par Lula à propos de la composition du nouveau gouvernement ont été bien acceptés par le marché financier : (i) Antônio Palocci au ministère des Finances (de l'aile conservatrice du PT[400]) ; (ii) Henrique Meirelles (ancien banquier à la *BankBoston*) à la présidence de la Banque centrale ; (iii) maintien des directeurs de la Banque centrale à leurs postes, et ; (iv) dans les ministères, entrepreneurs et personnes « bien vues » par le marché financier (exemples : Guido Mantega et Furlan). Par la suite, le gouvernement a établi un accord avec le Fonds Monétaire International (FMI) pour une valeur de 30 milliards de dollars, et a fait approuver par le congrès national la Loi de Direction budgétaire, qui augmentait l'excédent budgétaire pour faire face au service de la dette et le faisait passer de 3,75% à 4,25% du PIB. D'ailleurs, il y a une réduction des dépenses du budget fédéral en 2003, avec la diminution de 14,1 milliards de *reais* pour les dépenses d'investissements et de sécurité sociale – il s'agit évidemment d'une mesure que le PT n'aurait jamais soutenue auparavant, car il était inimaginable de voir le parti couper dans le budget social. Dans les gouvernements précédents, le PT élevait toujours la voix pour demander plus de dépenses sociales. Malgré la forte insatisfaction au sein du parti, ces décisions n'ont presque pas engendré de polémique et les désaccords ont été étouffés.

[400] Les membres radicaux du parti ont été laissés de côté, pratiquement oubliés par Lula, ce qui plus tard aboutira à la sortie de plusieurs d'entre eux du PT et à la fondation d'un nouveau parti, le PSOL – *Partido Socialismo e Liberdade* (Parti Socialisme et Liberté).

6.1 Lula président, un renouveau de l'idéologie du Parti des Travailleurs (PT) face aux compromis du gouvernement avec le marché financier ?

Le changement de position et d'attitude de l'ancienne opposition et du nouveau gouvernement en place se révèlera dans tous les domaines. Dans le domaine de la politique monétaire, on ressent une telle action, car le PT critiquait fortement les taux d'intérêts élevé et la politique monétaire des huit années précédentes. Néanmoins, le gouvernement Lula a intensifié son engagement en faveur de la préservation de la stabilité des prix dans l'économie et n'a modifié en rien sa gestion[401]. Les risques inflationnistes qui sont apparus à la fin de l'année 2002 ont été pris au sérieux par les autorités monétaires de la nouvelle gestion, qui ont mené une véritable bataille contre l'inflation. Dans cette perspective, le Comité de Politique monétaire (Copom) a décidé d'augmenter le taux d'intérêt Selic en le faisant passer à 26,5% a.a. et d'élever les dépôts obligatoires - de 45% à 60% du solde des dépôts à vue-. Les fruits de la politique économique ont été ressentis très vite, le taux de change a reculé- de 3,59 *reais* par dollar en février à une valeur inférieure à 3,00 *reais* par dollar en avril 2003-.

Le PT a toujours fait barrage à la politique économique orthodoxe des gouvernements précédents, mais l'ère Lula est marquée par un changement d'attitude du parti et de Lula. Le gouvernement de Lula a adopté pleinement l'agenda néolibéral des réformes et, parfois même approfondi les mesures prises : (i) la réforme de la sécurité sociale[402] ; (ii) la loi sur les faillites[403] ; (iii) le Partenariat Public Privé (PPP)[404], et ; (iv) l'approbation de la Proposition d'Amendement constitutionnel (PEC) 53/99, toutes

[401] Voir : Belluzzo et Carneiro (2003).
[402] Approbation de la taxation des inactifs ; la stipulation d'un âge minimum pour la retraite, de 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes, pour tous les travailleurs actifs de l'administration publique, et ; l'augmentation du plafond des bénéfices de l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS).
[403] Les nouvelles dispositions législatives en matière de faillite devaient atténuer les contraintes pesant sur le recouvrement des créances, tout en protégeant la valeur de la garantie et les emplois au cours de la restructuration de l'entreprise. C'est là une condition nécessaire pour encourager l'expansion du crédit et réduire les coûts d'intermédiation ; de même, les incertitudes de la réglementation, qui pèsent sur l'investissement privé doivent être réduites.
[404] Les nouvelles dispositions concernant les partenariats entre le secteur public et le secteur privé (PPP) qui, jusqu'ici, prenaient surtout la forme de contrats de gérance et de concessions, complèteront le cadre juridique régissant les marchés publics et contribueront par là même à stimuler l'investissement privé, notamment dans le domaine des infrastructures. Ces partenariats devront reposer sur des bases budgétaires saines, assurant une répartition adéquate des risques entre les pouvoirs publics et leurs partenaires privés.

décisions qui ont apporté les conditions nécessaires pour faciliter l'approbation de la proposition d'autonomie de la Banque centrale.

La stratégie de la politique du gouvernement a bien réussi ; le marché financier a fait confiance à la nouvelle gestion, et en peu de temps les conditions économiques nationales se sont améliorées considérablement. Dès que la situation financière du pays s'est améliorée, Lula a su profiter des conditions favorables des marchés financiers internationaux pour réduire la fragilité du pays face aux engagements externes : (i) en décembre 2005, le Trésor National a remboursé sa dette au FMI (15,5 milliards de dollars) ; (ii) en janvier 2006, le Trésor National a remboursé sa dette au Club de Paris (1,8 milliards de dollars) ; (iii) en février 2006, introduction d'une législation (similaire à celle introduite au Mexique) qui protège les investisseurs étrangers détenteurs de titres de la dette publique de la double taxation des revenus, et ; (iv) la Bacen a aussi annoncé le rachat des *Brady bonds* et des *global bonds* (avec une maturité courant jusqu'en 2010). En même temps, la Bacen va rapidement commencer à accumuler des réserves internationales à travers plusieurs interventions sur le marché des changes dès octobre 2005 et jusqu'à nos jours. Les réserves étaient de 57 milliards de dollars en janvier 2006 (le même niveau qu'en septembre 2005) malgré le paiement au FMI de 15,5 milliards de dollars en décembre. Il est important de rappeler que la réserve internationale de devises n'a cessé d'augmenter durant les dernières années et, actuellement, elle est de plus de 300 milliards de dollars. C'est là un point essentiel susceptible de rendre le Brésil plus « sûr » aux yeux des investisseurs étrangers et d'éviter de nouvelles crises.

Cette politique économique « responsable » a apporté aussi de bonnes nouvelles sur le plan domestique. Dans le domaine de la stabilité des prix, la stratégie du ciblage de l'inflation adoptée par les autorités monétaires a eu les effets désirés, malgré une élévation temporaire du niveau des prix due aux oscillations externes du prix des matières premières. La loi de responsabilité fiscale a contribué à l'établissement d'un équilibre budgétaire et d'une amélioration dans la politique fiscale. Très vite, le gouvernement Lula a fait sa métamorphose relativement à ses années d'opposition, et ces initiatives orthodoxes sont devenues les principaux piliers des dispositifs institutionnels de la gestion et de la consolidation macroéconomique. Il faut souligner que ces politiques ne sont pas nouvelles, elles sont l'héritage du dernier gouvernement et ont été maintenues et parfois même approfondies par le gouvernement Lula, malgré les critiques de plusieurs membres de son parti.

La politique monétaire a aussi continué dans la même voie que l'administration précédente. Dès le début du gouvernement Lula, la politique monétaire a été très sévère avec l'inflation et a suivi une politique de hausse du taux d'intérêt lorsqu'elle était nécessaire pour contenir les pressions inflationnistes. L'adoption d'une politique économique responsable a été favorable au rétablissement de la confiance des agents sur le marché financier. L'indice Ibovespa de la bourse de valeurs de São Paulo est passé de treize mille points au début de 2003 à vingt-deux mille points en décembre de la même année[405]. La pression sur le marché des changes montre la même évolution, le *Real* s'apprécie considérablement dans la même période et, en 2003, a été négocié à moins de 3,00 *reais* par dollar.

Malgré la conjoncture externe favorable et le fait que le nouveau gouvernement brésilien ait regagné la confiance des investisseurs étrangers, la croissance de l'économie nationale est restée faible dans les premières années comparée à la croissance des autres pays en voie de développement. La croissance en 2003 a été fondamentalement entraînée par la demande externe, tandis que l'économie interne restait très affaiblie. Dans les années suivantes, la demande domestique va jouer un rôle de plus en plus important, stimulée par l'expansion du crédit, la forte hausse réelle du salaire minimum, la chute du chômage et l'expansion des politiques publiques de transferts de revenus. Néanmoins, même dans les années suivantes, la croissance moyenne de la période Lula a été de 4%, chiffre qui paraît raisonnable à première vue mais qui l'est moins si on fait la comparaison avec plusieurs pays en développement qui ont une croissance moyenne d'au moins 5%. L'absence de réformes structurelles et institutionnelles ont empêché le Brésil d'avoir un véritable essor économique soutenu sur le long terme, malgré l'accélération de la croissance relativement au gouvernement précédent. Nous verrons les obstacles et les problèmes qui ont empêché l'économie nationale d'aller plus loin, de même que les entraves à la création de richesses à partager au sein du peuple. Il faut, certes, souligner que la plupart de ces questions sont antérieures au gouvernement Lula, mais les indicateurs se sont détériorés pendant sa présidence.

[405] L'indice Ibovespa de la Bourse de São Paulo a connu une valorisation de 496,94% sous le gouvernement Lula (2003 à 2010), malgré les reproches souvent adressés par le Parti des Travailleurs (PT) au capital financier durant l'administration précédente. Il est pertinent de rappeler aussi que les profits des banques, toujours fortement critiqués par le PT pendant le gouvernement précédent, ont atteint des records jamais vus auparavant. (Source : Bourse de Valeurs, Marchandises et Futures (*Bolsa de Valores, Mercadorias e Futuros – BM&FBOVESPA* : http://www.bmfbovespa.com.br/).

Tableau 33. Produit interne brut (2003-2010)

Année	(%)
2003	1,1
2004	5,7
2005	3,2
2006	4,0
2007	6,1
2008	5,2
2009	-0,6
2010	7,5

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

L'une des plus grandes entraves à une croissance plus robuste et soutenue est le niveau des investissements, surtout de la formation brute de capital fixe du secteur public, le gouvernement investissant très peu au Brésil. Si on compare le taux brésilien avec celui des autres pays, en développement et développés, on verra que la différence est considérable. Le manque d'investissements dans le réseau des infrastructures pose d'innombrables difficultés aux activités économiques et réduit la compétitivité de la production nationale.

Malheureusement, ce domaine n'a pas connu de progrès dans la dernière décennie, et c'est l'un des plus grands problèmes actuels du pays. La majeure partie du réseau d'infrastructures du pays date d'avant la crise de la dette des années 1980, et il s'agit d'investissements qui ont été faits dans la décennie 1970 ! Après quoi, le pays n'a connu que des investissements très timides et quelques concessions au secteur privé, ce qui est indiscutablement très insuffisant pour un pays de proportion continentale comme le Brésil. Il y a des goulets d'étranglement dans tous les domaines : autoroutes, ports, chemins de fer, aéroports, réseau et production d'énergie électrique, etc. Cette situation est hautement dommageable pour la production dans tous les secteurs, et engendre une énorme perte économique tous les ans, car les moyens minimaux permettant d'écouler la production jusqu'aux centres de consommation et/ou d'exportation sont absents.

Tableau 34. Taux d'investissement public dans le monde en 2009

Pays	Taux d'investissement public (pourcentage du PIB)
Chine	20,7
Venezuela	13,0
Vietnam	11,8
Qatar	10,8
Inde	8,0
Thaïlande	7,2
Russie	5,0
Mexique	4,6
Turquie	3,2
Afrique du Sud	2,7
Brésil	**2,5**

Source : Fonds Monétaire International (FMI, *Data and Statistics*).

La difficulté réside en ce que, pour faire face à cette contrainte, le gouvernement doit avoir une plus grande flexibilité budgétaire. Au Brésil, le secteur public ne dispose que d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour accroître les investissements publics, en raison d'un niveau très élevé et croissant des dépenses courantes. Rien que durant la gestion de Lula, le nombre de fonctionnaires a été augmenté de presque 83 000 dans le champ du gouvernement fédéral, selon les données du Ministère des Finances. Pour situer l'évolution rapide dans ce domaine, nous observons le budget du gouvernement fédéral : en 2002, le budget réservait 75 milliards de *reais* pour payer les salaires des fonctionnaires fédéraux, alors qu'en 2011 la valeur est presque de 200 milliards de *reais*[406] ! Les dépenses courantes du gouvernement ne cessent de croître alors que l'investissement est réduit.

Tableau 35. Dépenses courantes du gouvernement fédéral au Brésil

Année	En pourcentage du PIB
2003	4,65
2004	4,61
2005	4,38
2006	4,85
2007	4,72
2008	4,81
2009	5,32

Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – Bacen*).

Dans le même temps que l'investissement public reste faible, les investisseurs privés sont découragés d'augmenter le niveau des investissements en raison d'une

[406] O Globo (2011).

insuffisance du crédit de long terme, du niveau élevé des coûts d'intermédiation et des incertitudes de la réglementation dans plusieurs secteurs. De surcroît, le taux d'intérêt réel élevé qui perdure depuis longtemps rend encore moins attractif l'investissement dans le secteur productif de l'économie nationale. La formation totale brute de capital fixe au Brésil reste depuis des décennies inférieure à 20% du PIB alors qu'en Inde elle est d'environ 25% et en Chine de 40% du PIB[407].

Tableau 36. Formation brute de capital fixe au Brésil

Année	Formation Brute de Capital Fixe (en pourcentage du PIB)
1994	16,0
1998	17,1
2002	14,4
2003	13,6
2004	14,1
2005	14,1
2006	14,9
2007	16,0
2008	17,2
2009	15,5
2010	17,0

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Ainsi, il n'est pas intéressant d'investir dans le secteur productif alors que l'investissement financier a une rémunération si élevée et si sûre. Ce niveau dissuasif des taux d'intérêt a des implications, non seulement au niveau du coût d'opportunité pour l'investissement dans le secteur productif ou financier, mais il pose aussi des déséquilibres dans la balance des paiements, le taux de change, les importations et exportations et, en conséquence, dans l'ensemble de toute l'économie nationale. Le tableau ci-dessous est simplement illustratif et cherche à montrer la situation du taux d'intérêt réel (le taux d'intérêt réel soustrait du taux d'intérêt nominal l'inflation estimée pour les 12 prochains mois) au Brésil par comparaison avec le reste du monde.

[407] Fonds Monétaire International (FMI) *Data and Statistics*, accès en février 2011 : http://www.imf.org/external/data.htm .

Tableau 37. Taux d'intérêt réel des grandes économies mondiales en octobre 2011

Pays	Taux d'intérêt réel (en pourcentage)
Brésil	**5,5**
Hongrie	2,3
Chili	1,9
Indonésie	1,8
Mexique	1,3
Australie	1,1
Russie	1,0
Colombie	0,7
Taïwan	0,5
Chine	0,4

Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – Bacen*) et *Bloomberg*.
Le taux d'intérêt réel est donné par le taux d'intérêt nominal duquel on soustrait l'inflation estimée pour les 12 prochains mois.

Il est extrêmement difficile de maîtriser l'appréciation du taux de change avec un taux d'intérêt réel si haut et en forte disparité avec le reste du monde ; l'entrée des flux de capital externe est donc toujours croissante. Le taux de change flottant associé à la hausse des taux d'intérêts réel au Brésil (parmi les plus hauts au monde) entraîne un déséquilibre significatif dans le compte courant et cause de fortes oscillations dans la cotation du *real* relativement aux autres monnaies mondiales.

Ainsi, l'intense flux de capitaux étrangers, conséquence de la hausse de la liquidité internationale des dernières années associée à l'amélioration de la note de la dette brésilienne (« *investment grade* ») par deux agences de notations étrangères (*Standard & Poor's* et *Fitch*), a apporté un montant de ressources étrangères jamais vues dans le pays. Cette offre abondante de devises exerce une forte pression sur la constante valorisation du *real,* engendre des distorsions encore plus grandes dans le taux de change, et, par conséquent, génère des problèmes d'équilibre du compte courant. De surcroît, et cette précision n'est pas moins importante, les prix des matières premières exportées par le Brésil ont connu des augmentations extraordinaires durant les dernières années avec la montée de la demande chinoise, et le solde de la balance commerciale s'est accru proportionnellement, augmentant encore plus l'offre de dollars.

La valorisation de la monnaie a eu aussi des effets négatifs sur la compétitivité de l'industrie nationale, réduisant considérablement durant les dernières années le pouvoir concurrentiel de l'industrie brésilienne sur le marché externe et interne. La valorisation du *real* rend les coûts de production domestique plus élevés alors que les biens importés coûtent moins cher. Ainsi, sur le marché interne, les prix des biens

importés ont été réduits à mesure que ceux des produits nationaux ont augmenté en raison de cette valorisation. Sur le marché externe, le prix final des biens exportés est aussi devenu plus cher, car le coût de production au Brésil s'est élevé.

Tableau 38. Taux de change au Brésil à la fin de l'année (2002-2010)

Année	***Real* par dollar**
2002	3,53
2003	2,89
2004	2,65
2005	2,34
2006	2,13
2007	1,77
2008	2,33
2009	1,74
2010	1,66

Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – Bacen*).

La valorisation du *real* par rapport aux autres monnaies favorise l'importation au détriment de l'exportation, ce qui produit des effets pervers sur le secteur productif national et sur la balance commerciale, en particulier la réduction de la compétitivité des produits brésiliens sur le marché international, la substitution des produits importés aux produits nationaux, la suppression de postes de travail et l'élévation du coût de la main-d'œuvre dans le pays.

Selon l'étude de la Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo (*Federação das Indústrias do Estado de São Paulo – Fiesp*)[408], durant les neuf premiers mois de 2010, l'industrie de transformation brésilienne a perdu à peu près 17,3 milliards de *réais* et n'a pas pu créer 46 000 nouveau postes de travail à cause de la dévaluation du dollar et de l'invasion des produits importés. L'industrie de transformation nationale, depuis plus d'une décennie, perd du poids dans sa participation au PIB, et la participation de ses emplois dans le total des emplois de l'économie diminue également. La valeur ajoutée de l'industrie de transformation relativement au PIB était de 27,2% à la fin de la décennie 1980, alors qu'aujourd'hui elle est de moins de 16%. Les secteurs de l'industrie de transformation brésilienne les plus touchés durant la dernière décennie sont les chaussures et le cuir, le caoutchouc et les plastiques, le bois, les textiles, la métallurgie de base, les produits métalliques et les machines et équipements. Le *real* survalorisé et l'invasion des produits chinois à très bon marché ont provoqués des dégâts considérables dans l'industrie nationale. Dans les autres pays, on constate que

[408] Fiesp et Ciesp (2011).

cette relation de la valeur agrégée de l'industrie de transformation au PIB est beaucoup plus élevée.

Tableau 39. Valeur agrégée de l'industrie de transformation relativement au PIB et PIB *per capita*

Pays	Valeur agrégée de l'industrie de transformation relativement au PIB (en pourcentage)	PIB *per capita* US$ (parité de pouvoir d'achat)
Allemagne	23,9	33.326
Zone Euro	18,1	30.966
Brésil	**15,5**	**9.455**
Chine	33,9	6.200
Corée du Sud	27,9	25.517
Inde	15,9	2.970
Japon	21,2	31.660

Source : Fédération des Industries de l'Etat de São Paulo (*Federação das Indústrias do Estado de São Paulo* – Fiesp).

Rien que dans les deux dernières années (2009-2010), le *Real* a été valorisé de presque 40%[409] face au dollar. Parmi les raisons de la dévaluation du dollar, on souligne la politique monétaire expansive des Etats-Unis, la hausse de la liquidité internationale, la forte intensification des flux de capitaux étrangers vers le Brésil (investissements directs étrangers et capitaux spéculatifs, en partie grâce à la note de l'*investment grade* concédée à la dette brésilienne) et d'autres facteurs déjà abordés précédemment. Face à la valorisation du *real*, les importations ont crû de manière exponentielle, mais les effets sur la balance commerciale ont été modérés par la conjoncture économique internationale très favorable et l'essor de la demande (et du prix) des matières premières produites par le Brésil.

Cependant, le pays reste toujours plus dépendant des prix et de la demande en matières premières exportées. Pour avoir une idée de la dépendance du pays *vis-à-vis* des matières premières, notons qu'en 2010, l'exportation de cinq matières premières (le minerai de fer, le pétrole brut, le soja, le sucre et le complexe viande – de bœuf, poulet et cochon, etc.) correspondait à 43,4% de la valeur totale de l'exportation brésilienne. En 2004, elle en représentait beaucoup moins, 27%. Dans le même temps, les produits de plus grande intensité technologique, comme les voitures et avions, ont perdu de leur importance dans l'ensemble de l'exportation[410]. De plus, les données du Ministère du

[409] La monnaie brésilienne est l'une des monnaies qui s'est le plus appréciée dans la décennie. Pendant l'interrègne Lula (2003-2010), le *Real* s'est valorisé de plus de 108%.

[410] Selon les données du Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur (MDIC) : les voitures représentaient 3,5% de la valeur exportée en 2004 contre 2,2% en 2010. Les ventes d'avion vers l'extérieur ont été réduites -de 3,4% en 2004 à 2% de la valeur exportée en 2010-.

Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur (MDIC) montrent une hausse de 40% dans les importations par rapport à 2009 en dépit d'un solde commercial positif de 20 milliards de dollars en 2010, engendré par la flambée du cours des matières premières[411].

Le résultat de la balance commerciale de 2010 démontre que le Brésil a enregistré des exportations records dans le secteur agricole, 76,4 milliards de dollars contre 64,7 milliards de dollars en 2009 (+18% par rapport à 2009). Le surplus des produits agricoles dans la balance commerciale a atteint 63 milliards de dollars en 2010, soit une somme trois fois plus importante que les 20 milliards de dollars enregistrés dans l'excédent total de la balance commerciale brésilienne de l'année. La participation des exportations agricoles dans l'ensemble a été de 38% en 2010, chiffre à peine plus faible qu'en 2009 (42%). Le soja et le sucre ont été les leaders de l'exportation, le pays ayant acquis une participation de 22% du total de soja commercialisé dans le monde. Le sucre a été la vedette du secteur durant l'année 2010, avec une expansion des revenus de 52%, il représentait 18% des exportations agricoles. Le complexe viande bovine se situe en troisième position dans les exportations du secteur, correspondant à 17,8% du total. Le principal marché des exportations agricoles brésiliennes en 2010 a été l'Asie, avec une croissance de presque 17% dans l'année, et l'achat de 30% du total exporté. L'Union Européenne vient en seconde position, recevant à peu près 27% des exportations brésiliennes. Ensuite, avec une croissance de 32% en 2010, le Moyen Orient a atteint une participation de 10% du total des exportations. Quand on analyse pays par pays, la Chine occupe de loin la première position dans l'importation de biens agricoles brésiliens, puisqu'elle achète presque 15% du total exporté. Rien qu'en 2010, les exportations agricoles vers la Chine ont crû de 24%[412].

Cependant, le même succès n'est pas constaté dans l'industrie. Le secteur industriel national est défavorisé non seulement par la valorisation excessive de la monnaie, mais aussi par les impôts abusifs sur le capital productif, l'un des nombreux

[411] Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur (MDIC) : http://www.mdic.gov.br/ . Selon le *Commodity Research Bureau*, l'indice des prix des matières premières (*CRB Price Index*) est passé de 211 en janvier 2002 à plus de 536 en janvier 2011. Consulté en janvier 2011: http://www.crbtrader.com/ .

[412] Ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur (MDIC) : http://www.mdic.gov.br/ . Ministère de l'Agriculture: http://www.agricultura.gov.br/ . Consulté en avril 2011.

problèmes désignés comme le « *coût Brésil* »[413]. Pour que le gouvernement ait des recettes suffisantes afin de faire face au service croissant de la dette et à ses dépenses courantes, le total des impôts dans l'ensemble de la richesse du pays n'a cessé d'augmenter depuis plus d'une décennie. En 2001, les recettes fiscales représentaient 31,6% du PIB et ce chiffre a atteint environ 35% dans les années suivantes, malgré un léger recul pendant la crise! Malgré la hausse des impôts et des cotisations sociales, les services publics ne se sont pas améliorés et restent très déficitaires et de mauvaise qualité. Le pourcentage des recettes fiscales relativement au PIB reste proche et parfois même plus élevé que dans les pays développés, où les services publics sont assurés avec excellence pour une grande partie de la population. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), les recettes fiscales brutes des pays membres sont en moyenne de 33,7% du PIB alors qu'au Brésil elles sont de 34,5% !

Tableau 40. Recettes fiscales brutes (impôts, taxes et cotisations) en 2009

Position	**Pays**	**Impôts, taxes et cotisations (en pourcentage du PIB)**
1	Danemark	48,20
2	Suède	46,40
3	Italie	43,50
4	Belgique	43,20
5	Finlande	43,10
6	Autriche	42,80
7	France	41,90
8	Norvège	41,00
9	Hongrie	39,10
10	Slovénie	37,90
11	Luxembourg	37,50
12	Allemagne	37,00
13	République Tchèque	34,80
14	**Brésil**	**34,50**
15	Royaume Uni	34,30
20	Espagne	30,70
21	Suisse	30,30
27	Etats-Unis	24,00
28	Chili	18,20
29	Mexique	17,50

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et l'Institut Brésilien de Planning Fiscal (*Instituto Brasileiro de Planejamento Tributário – IBPT*).

Les dépenses totales du gouvernement fédéral ont atteint des niveaux records durant l'année 2010, avec 700 milliards de *réais* ou 20% du PIB – en 2009 elles étaient

[413] Le Coût Brésil (*Custo Brasil*) désigne la liste des problèmes rencontrés pour produire dans le pays, dont : la bureaucratie, le système fiscal (impôts et taxes), le réseau d'infrastructure, le taux réel d'intérêt qui figure parmi les plus hauts du monde, etc.

de moins de 18% du PIB. Il s'agit de la plus forte valeur relevée (en termes réels mais aussi en pourcentage du PIB) depuis le début de l'histoire du trésor national. Cette hausse des dépenses n'a pu avoir lieu qu'en raison d'une élévation record des recettes fiscales. Les projections pour 2011 ne sont pas favorables, les agents économiques comptent sur une croissance de plus de 10% des dépenses publiques non financières, et malgré les fortes pressions inflationnistes la politique fiscale restera expansive. Les dépenses gouvernementales, relativement au PIB, ne cessent de croître depuis plus de deux décennies, de même que les impôts et cotisations dans l'ensemble de l'économie. Le résultat des comptes publics est garanti seulement par une constante élévation des recettes fiscales alors que l'Etat ne fait pas le moindre effort pour maîtriser ses dépenses ; à ce sujet, il convient de souligner que la hausse des dépenses n'est pas liée à des investissements dans la formation de capital fixe pourtant si nécessaires à l'économie nationale. La politique fiscale expansionniste cantonne la politique monétaire dans le contrôle de l'inflation, et, alors que la banque centrale élève les taux d'intérêt pour contenir la demande, le secteur public augmente la demande de manière significative à travers des hausses constantes de dépenses publiques. Une politique fiscale plus équilibrée associée à la maîtrise des dépenses pourrait alléger le poids qui pése aujourd'hui sur la politique monétaire. Il faudrait avoir un agenda de réduction des coûts et d'augmentation de l'efficacité de l'Etat brésilien, mais la trajectoire actuelle provoque des déformations structurelles qu'il sera difficile de corriger, et réduira certainement la croissance économique de long terme.

L'Etat brésilien a amené son système fiscal à ses limites, pensant qu'il y aurait de plus en plus de ressources, sans se préoccuper de la base de celles-ci, ni des impacts sur l'ensemble de l'économie nationale. Les répercussions économiques et sociales du système fiscal doivent être pris en considération. On a déjà démontré précédemment que les impôts et cotisations sont trop hauts relativement au niveau de développement du pays, et pire encore, les impôts pèsent plus lourds sur les plus pauvres que sur les plus riches ! Le système actuel est guidé par l'immédiateté ; il ne cherche qu'à augmenter les recettes fiscales et provoque des effets collatéraux énormes sur la croissance économique, la distribution du revenu et le secteur productif.

Il ne faut pas oublier non plus les conséquences défavorables d'une charge fiscale trop élevée sur la croissance, le marché du travail et l'informalité dans l'économie. L'augmentation des recettes fiscales en pourcentage du PIB a provoqué des distorsions dans l'efficacité économique et n'a guère favorisé la formalisation du

marché noir. Elle n'incite que l'évasion fiscale et rend difficile l'embauche de la main-d'œuvre. La poursuite de certaines distorsions pendant une période prolongée ne permettra pas l'élévation substantielle du taux d'investissement productif, car l'impôt sur les titres de la dette est beaucoup plus bas qu'il ne l'est pour le secteur productif de l'économie ! D'ailleurs, il y a encore des impôts qui pèsent plusieurs fois sur les activités économiques (impôts en « cascade »), et le contribuable est obligé de payer un impôt sur l'impôt. L'actuelle structure des impôts au Brésil est trop préjudiciable à la croissance économique et empêche un essor du secteur productif, de l'investissement, des exportations et de la formalisation de l'économie.

Le gouvernement fédéral affirme être en train d'opérer un ajustement dans ces comptes, mais ne soulève même pas le débat sur une réforme du système fiscal. Il y a trop d'intérêts en jeu et aucun secteur du gouvernement ne veut perdre ses recettes fiscales. L'ajustement budgétaire que le gouvernement dit avoir fait ces dernières années a été la conséquence d'un accroissement des recettes fiscales (à cause de la croissance économique) accompagné d'une compression des investissements publics dans la formation brute du capital fixe, mais les dépenses courantes du secteur public ont augmenté, surtout en raison de l'accroissement du nombre de fonctionnaires et de leurs rémunérations. Les dépenses du gouvernement fédéral se sont éleées- de 14% (en 1991) à plus de 23% dans les dernières années-. Actuellement, le problème de la rigidité budgétaire et la baisse des investissements publics n'a pas été résolu ; au contraire, la dépense publique courante n'a pas cessé d'augmenter. Le gouvernement Lula espérait qu'il serait possible de compenser la baisse des investissements publics par les Partenariats Public Privés (PPP) et les concessions au secteur privé, mais l'expérience internationale montre que cette sorte d'investissement est appliquée spécifiquement dans certains domaines et ne peut pas résoudre le problème global[414]. Ainsi, dans les dernières décennies, le déficit du réseau d'infrastructures ne fait qu'augmenter.

Les dépenses courantes occupent une part croissante dans la dépense totale, et le poids de l'investissement du gouvernement fédéral dans la composition de la dépense totale a diminué, passant de 4,4% (entre 1999 et 2002) à 2,5% du total en 2009. L'investissement serait la « variable d'ajustement » permettant de faire face aux engagements financiers du gouvernement, voire de répondre au besoin d'élever l'excédent budgétaire public pour assurer les dépenses courantes et payer les services de

[414] Giambiagi, 2006, p. 7, 11, 40 et 41.

la dette. Les premières années du gouvernement Lula montrent une grande difficulté dans les comptes publics peu à même de faire face aux obligations. La dette fédérale passe de 38% à 49% du PIB entre 2002 et 2005, et le Besoin de Financement du Secteur Public (NFSP) s'est accru- de 1,3% (2002) à 7,1% PIB (2005)-. La dépense totale du gouvernement central est passée de 16,5% du PIB en 1994 à 23% entre 2002-2005[415]. Le transfert de ressources vers l'étranger doit aussi attirer l'attention : les services de la dette, ainsi que le transfert des profits et dividendes des entreprises multinationales ont beaucoup augmenté ces dernières années.

Tableau 41. Transfert de profits et dividendes vers l'étranger

Année	En millions de dollar
2003	(5.640,4)
2004	(7.337,5)
2005	(12.685,8)
2006	(16.368,6)
2007	(22.434,9)
2008	(33.874,9)
2009	(25.217,8)
2010	(30.374,8)

Source : Banque centrale du Brésil (*Banco Central do Brasil – Bacen*).

En réalité, les mandats de Lula ont été confrontés à des défis, soit dans le domaine macroéconomique, soit dans le champ social. L'évolution de l'économie nationale et les comptes externes attirent notre attention. Une politique fiscale responsable et efficace constitue aussi l'un des plus grands défis pour l'amélioration de la distribution du revenu, la réduction du taux d'intérêt et la création de conditions favorables à l'investissement productif. Ainsi, une législation fiscale plus claire et moins de bureaucratie seraient indispensable pour établir un climat plus propice à l'investissement et à la réduction du secteur informel de l'économie. Ces transformations dans le domaine économique accompagnées du développement et de l'approfondissement de programmes sociaux sont vitales pour apporter une véritable amélioration dans la qualité de vie de l'ensemble de la population.

Cependant, il reste encore d'énormes gageures. Le taux d'investissement évolue lentement dans le pays et est depuis longtemps inférieur à 20% du PIB en dépit des

[415] Giambiagi, 2006, p. 43.

efforts et subventions de la Banque Nationale de Développement Economique et Sociale (BNDES). Les e*sprits animaux* des capitalistes nationaux restent trop timides pour investir dans le secteur productif de l'économie en raison de la présence de taux d'intérêts parmi les plus élevés au monde et d'un système fiscal qui sanctionne l'investissement productif (les impôts dans le secteur productif sont beaucoup plus élevés que dans le secteur financier). Par ailleurs, le pays connaît aussi un problème de marché de travail car il manque de main-d'œuvre qualifiée dans tous les secteurs économiques. Le Brésil doit investir davantage dans l'éducation et la formation de capital humain et de manière plus efficace.

L'Etat doit promouvoir les réformes nécessaires pour jouer son rôle de stimulateur économique : (i) en investissant davantage dans les secteurs les plus déficitaires ; (ii) en dépensant mieux les fonds publics, en évitant le gaspillage des ressources et la corruption ; (iii) en mobilisant l'investissement privé du secteur productif de l'économie à travers une bonne régulation et la stabilité des règles ; (iv) en réduisant les taux d'intérêt, et ; (v) en réformant le système fiscal, afin que la structure des impôts et des cotisations soit plus rationnelle et pénalise moins les plus pauvres et l'investissement productif. De manière à créer plus de ressources pour les programmes sociaux également.

Toutefois, les réformes, structurelles et institutionnelles, si nécessaires au Brésil, sont d'importantes entraves à la croissance et au développement économique actuel et n'ont pas été effectuées par le gouvernement Lula. L'absence de ces réformes empêche l'essor de la création de richesse (et donc l'efficacité économique) et crée des obstacles à une meilleure distribution du revenu dans le pays. Sans une transformation prochaine de la structure économique et institutionnelle, la portée de la politique sociale sera limitée à l'avenir. Ce point sera abordé dans la prochaine partie, de même que le rôle de la politique sociale du gouvernement Lula dans la distribution des revenus.

6.2 La stratégie de développement économique : la politique sociale, les effets sur la distribution des revenus et les obstacles qui bloquent l'efficacité économique

Il s'agit à présent d'aborder de façon plus détaillée la politique socio-économique de Lula et l'intensification des politiques sociales qui ont changé la vie d'une partie considérable de la population brésilienne. La période Lula est marquée par une forte mobilité sociale, surtout chez les plus démunis, une hausse considérable de la classe moyenne brésilienne et une conjoncture économique favorable, malgré la crise externe. La dimension sociale est actuellement en bonne voie, la pauvreté se réduit depuis plusieurs années et la distribution du revenu s'améliore. Néanmoins, il y a encore d'innombrables défis à relever au plan de la stratégie de développement économique et de l'amélioration de l'efficacité économique, sans même évoquer la distribution du revenu.

6.2.1 La croissance économique, la politique sociale, et les inégalités

Dans la stratégie de développement économique brésilienne, on considère depuis longtemps que le plus important est la croissance de l'activité économique et de la richesse nationale, sans prendre en considération le partage et la mise en place de politiques sociales. Cette stratégie a produit une énorme disparité dans la distribution du revenu national et n'a jamais était vraiment repensée jusqu'à la Constitution de 1988, qui visait à réduire l'énorme dette sociale du pays et à instaurer un Etat providence sur le modèle de la France. L'intention de la nouvelle constitution était d'élargir considérablement l'aide sociale, mais, peu après son instauration, le Brésil est passé par une période de difficultés économiques et d'intense transformation structurelle, avec l'adoption du néolibéralisme dès la fin de la décennie 1980 et plus intensément encore dans les années 1990. Ainsi, il était difficile de construire une nouvelle structure de politique sociale dans une conjoncture économique adverse et en suivant le nouveau paradigme néolibéral.

Quoi qu'il en soit, ces contraintes n'ont pas empêché le développement d'une nouvelle phase de la politique sociale au Brésil et, à l'aube de la stabilisation des prix en 1994, cette politique a été reprise par le président Fernando Henrique Cardoso (1995-2002). Il a été pionnier dans la création des programmes sociaux de transferts de revenu, et parmi eux, on peut citer : (i) la *Bolsa Escola ;* (ii) la *Bolsa Alimentação,* et ; (iii) le *Vale Gás*. Ces programmes ainsi que d'autres ont été conçus durant le gouvernement Cardoso et ont été mis en place graduellement pendant plusieurs années. Quand Lula a pris les rênes du pouvoir en 2003, il a décidé d'intégrer ces différents programmes dans un unique programme, la *Bolsa Família*, et a aussi introduit des changements significatifs dans l'ensemble de la structure. Il a augmenté sa portée pour une grande partie de la population et le programme est devenu une priorité de la politique sociale pour le nouveau gouvernement. Les chiffres montrent cette réalité, car, entre 2003 et 2010, la *Bolsa Família* a concerné presque 13 millions de familles et s'est mise en place dans toutes les villes du pays. Aujourd'hui elle concerne à peu près 25% de la population brésilienne, soit 50 millions d'habitants, et est présente dans les foyers les plus fragiles de toutes les régions. C'était un vrai bouleversement dans la politique sociale, le pays n'avait jamais connu une politique de cette dimension ; la *Bolsa Família* est devenue l'un des plus importants programmes de transfert de revenu au monde. Nous verrons ensuite que ce nouveau moment de la politique sociale au Brésil est une rupture avec le modèle qui a perduré pendant longtemps et qu'il a eu des impacts très positifs sur la distribution des revenus.

Le contexte historique fournit une base permettant de comprendre la situation actuelle du partage de la richesse nationale, mais il est aussi important de bien connaître les caractéristiques impliquées dans la production de la richesse et les mécanismes institutionnels et structurels de sa division, notamment en ce qui concerne les aspects suivants : (i) la politique économique et sociale adoptée par l'Etat ; (ii) les ressources naturelles et les activités économiques ; (iii) les entraves à la croissance et à l'approfondissement du développement socio-économique ; (iv) les inégalités régionales ; (v) la solidité des institutions, l'efficacité du système judiciaire et la stabilité de la réglementation, et ; (iii) le niveau éducationnel de la population et ses revendications.

Dans les chapitres précédents, nous avons abordé les aspects les plus importants de la dynamique, ou du manque de dynamique de l'économie brésilienne dans les décennies 1980 et 1990. L'économie est restée longtemps stagnante à cause de ces

problèmes structurels et de l'instabilité économique, mais, après l'introduction du *Plano Real* de stabilisation des prix, une nouvelle phase a été ouverte et l'économie nationale a pu connaître une récupération, s'acheminant dans la bonne direction. Les accomplissements des dernières années, dans le domaine économique ou social, montrent des avancements, mais aussi, des impasses qui devront être abordées.

Tout d'abord, pour assurer une distribution plus équitable du revenu, il est indispensable d'avoir une croissance économique et de fournir des conditions favorables pour qu'elle soit la plus forte possible. Le taux d'investissement et la demande ajoutée ont un rôle crucial dans l'élévation de la production des biens et/ou services dans l'économie, et la stimulation de ces deux variables doit être prise en compte au sein de la politique économique d'un gouvernement, en raison de ses énormes effets multiplicateurs. L'investissement peut être effectué par le secteur public et/ou le secteur privé. Historiquement, les projets de long terme, qui demandent des investissements élevés, sont, majoritairement, pris en charge par le secteur public, en raison des ressources plus grandes qui sont à sa disposition, et de ses moyens de financement moins coûteux et moins risqués. L'investissement du secteur privé joue aussi un rôle tout à fait fondamental, et l'Etat cherche toujours à encourager ce secteur à prendre une part des projets dans toutes les activités économiques, en créant une conjoncture attirante pour ces investisseurs. Pour stimuler les investissements privés, il faut garantir des conditions favorables et minimiser le risque, mais quelques autres éléments sont indispensables : (i) la stabilité politique et économique ; (ii) la régulation ; (iii) les bas coûts de transactions et la débureaucratisation ; (iv) les conditions de crédit ; (v) les politiques de recherche et de développement, et ; (vi) une distribution des revenus égalitaire pour avoir un marché consommateur important. Ces aspects détermineront, en grande partie, la rémunération des projets et du capital investi.

L'un des facteurs les plus importants pour l'accroissement de l'efficacité de l'investissement dans toute la chaîne productive, la formation de valeur, et la mise en place de politiques de développement plus performantes, est l'expansion du commerce extérieur, de la recherche et de l'innovation. Ces aspects sont cruciaux dans la création de la richesse d'une nation car ils donnent une impulsion à l'évolution technologique de l'industrie locale et ont, par conséquent, des résultats considérables pour le bien être de la société. Une plus grande ouverture du pays au commerce externe peut élargir les opportunités du commerce et, surtout, amener une diffusion des technologies – il faut tirer profit des opportunités du marché externe pour améliorer la compétitivité, le

savoir-faire et ajouter de la valeur à la production économique nationale. C'est là la base du capitalisme.

Cependant, comment expliquer qu'un pays comme le Brésil, très riche en ressources, n'utilise pas ses avantages naturels pour promouvoir un essor économique et l'amélioration des conditions de vie de sa population ? Le pays ne profite que marginalement du commerce externe pour sa croissance, le niveau d'ouverture de l'économie nationale reste l'un des plus bas comparé aux autres pays en développement, dont les BRIC. L'ouverture de l'économie pourrait augmenter l'efficacité économique, élever la productivité et diffuser de nouvelles technologies utiles au secteur productif et aux citoyens. Un plus grand dynamisme des secteurs productifs de l'économie nationale augmente la valeur de la production et la richesse du pays, ce qui est primordial pour un pays encore trop dépendant de l'exportation de matières premières à basse valeur ajoutée. Quand on examine le taux d'ouverture (la somme des exportations et des importations par rapport au PIB) pour analyser l'ouverture du Brésil, on constate qu'il se situe entre 20% et 30% du PIB dans les dernières années. Si on observe le même indicateur pour les autres pays en développement, on voit que ce pourcentage est beaucoup plus haut, ce qui favorise l'innovation et la création de la valeur dans l'industrie. La Chine est un exemple remarquable ; principal partenaire commercial du Brésil, elle achète ses matières premières et lui vend des biens manufacturés ! Pourquoi ne pas avoir une politique industrielle du même ordre ? Il n'est pas logique, pour un pays si grand et si riche en ressources naturelles, de ne pas avoir une stratégie de développement de ses moyens de production.

Tableau 42. Taux d'ouverture au BRIC (moyenne 2000-2008, (exportations+importations)/PIB)

Pays	En pourcentage du PIB
Brésil	**26%**
Chine	59%
Inde	38%
Russie	58%

Source : Banque Mondiale (http://data.worldbank.org/).

La participation du Brésil dans le commerce mondial reste stagnante depuis la fin de la décennie 1990, alors que d'autres pays émergents ont augmenté leur participation et connu des bénéfices considérables dans leur économie. Il manque une politique de commerce extérieur plus active et une insertion plus favorable sur la scène

internationale ; le pays ne peut plus continuer à exporter des matières premières et à acheter des biens manufacturés[416]. Il faut ajouter de la valeur aux exportations brésiliennes et cela pourrait être fait à travers une politique d'inclusion sociale et de développement des régions brésiliennes.

Tableau 43. BRIC – Participation dans le commerce mondial
(en pourcentage du total mondial)

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Brésil	**0,9**	**0,9**	**1,0**	**0,9**	**0,8**	**0,9**	**0,9**	**1,0**	**1,0**	**1,2**	**1,1**
Chine	3,1	3,7	4,1	4,8	5,6	6,2	6,7	7,2	7,7	7,9	8,7
Inde	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,1	1,2	1,4	1,4	1,7
Russie	0,9	1,1	1,0	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0	2,2	1,8

Source : Fonds Monétaire International (FMI, *Data and Statistics*). La participation dans le commerce mondial est la somme des importations et exportations du pays en pourcentage du total mondial.

Le Brésil bénéficie largement de l'exportation de matières premières, mais il pourrait profiter beaucoup plus, économiquement et socialement, de ses ressources naturelles. Un mécanisme pourrait augmenter la valeur des biens produits, l'innovation et l'ajout de valeur aux matières premières exportées par le pays. Le Brésil exporte des biens agricoles *in natura* et d'autres matières premières brutes, alors qu'il faudrait une politique industrielle pour ajouter de la valeur aux produits d'exportation. Cette stratégie pourrait engendrer des richesses significatives et élever le revenu national qui serait partagé par les habitants. Plus important encore, cette politique favorise une croissance durable, de même que l'emploi et l'inclusion sociale, objectifs complémentaires de la politique sociale.

Dans cette perspective, un plan d'intégration favorisant les compétences et les vocations régionales pourrait apporter des bénéfices aux régions moins intégrées et plus pauvres. C'est ce qui est envisagé pour renforcer les liens fédératifs et pour réduire les disparités de revenu entre les différentes régions. La planification économique combinée aux programmes sociaux est essentielle pour le progrès des différentes régions, pour un développement équitable dans le pays et une réduction de la migration.

[416] Voilà un exemple absurde : alors qu'il est le plus grand producteur de café au monde, le Brésil vend les grains et rachète le café industrialisé à des pays comme la Suisse, l'Italie et même la Chine. En 2010, le solde commercial brésilien du café a été déficitaire de 21 millions de dollars. Selon les données du Ministère du Développement, Industrie et Commerce Extérieur, la Suisse a exporté plus de 210 tonnes de café au Brésil en 2010! Le volume actuel du café importé est 1.209% plus important que celui de 2007 et la dépendance brésilienne pour ses achats à la Suisse s'est élevée de 6.343%!!! C'est aussi le cas pour plusieurs matières premières exportées, comme le minerai de fer, le soja, etc. http://www.mdic.gov.br/ . Voir : Folha de São Paulo (2011).

Tableau 44. Participation des Etats de la fédération dans le PIB en 2008

(en pourcentage)

Etat	
São Paulo	33,1
Rio de Janeiro	11,3
Minas Gerais	9,3
Rio Grande do Sul	6,6
Paraná	5,9
District Fédéral	3,9
Bahia	4,0
Santa Catarina	4,1
Pernambuco	2,3
Goiás	2,5
Espiríto Santo	2,3
Ceará	2,0
Pará	1,9
Amazonas	1,5
Mato Grosso	1,7
Mato Grosso do Sul	1,1
Maranhão	1,3
Paraíba	0,8
Rio Grande do Norte	0,8
Alagoas	0,6
Sergipe	0,6
Piauí	0,6
Rondônia	0,6
Tocantins	0,4
Amapá	0,2
Acre	0,2
Roraima	0,2

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Actuellement, la richesse est trop concentrée dans quelques Etats de la région Sud-Est de la fédération alors que la pauvreté est encore importante dans le Nord et le Nord-Est. Dans les deux dernières décennies, il y a eu une modeste déconcentration de l'activité économique de la région Sud-Est qui s'est orientée vers les autres régions, mais sans que soit changé substantiellement le profil régional brésilien. Les deux Etats brésiliens ayant le plus de poids économique (l'Etat de São Paulo et l'Etat de Rio de Janeiro), représentent 44% du PIB[417] !

[417] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2010).

Tableau 45. Participation des régions dans le PIB du Brésil (en pourcentage)

Région	1995	2008
Centre-Ouest[418]	8,4	9,2
Nord[419]	4,2	5,1
Nord-Est[420]	12,0	13,1
Sud[421]	16,2	16,6
Sud-Est[422]	59,1	56,0

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Le coût social de cette concentration est élevé et le gouvernement brésilien pourrait réduire la migration interne et développer les régions défavorisées sans grande difficulté, surtout dans les régions agricoles et productrices de matières premières. Pourquoi ne pas avoir, dans ces régions, une politique socio-économique complémentaire, basée sur le développement d'une industrie locale pour ajouter de la valeur à ces biens ? Elle augmenterait le revenu de la population locale et diminuerait significativement la migration vers les grands centres urbains. La priorité absolue serait de développer les régions brésiliennes productrices de matières premières pour augmenter le revenu et la qualité de vie de la population dans ces zones. Une grande partie de la production agricole et de celle d'autres matières premières n'est pas produites à São Paulo ni à Rio de Janeiro, pourquoi ne pas développer les régions de plantation et/ou d'extraction avec des industries spécifiques liées à la production locale et développer un réseau d'infrastructure, d'éducation, de santé et d'autres services publics ? La majeure partie de la richesse engendrée par la production (et/ou l'extraction) de ces matières premières ne reste pas dans la région d'origine et les services publics sont très déficitaires dans ces zones.

Les faibles performances du gouvernement dans ces régions, où se fait le plus sentir le besoin d'un Etat fort, accentuent les inégalités régionales et favorisent la migration. Dans l'idéal, les citoyens devraient avoir accès à la même quantité et qualité de services publics, indépendamment de la région où ils habitent. Néanmoins, la réalité est bien différente. Le taux de mortalité infantile de la région Nord-Est (35,6 pour mille) est le double de celui observé dans la région Sud (16,1 pour mille). Dans le Nord-Est,

[418] Etats : *Mato Grosso, Mato Grosso do Sul* et *Goiás*.
[419] Etats : *Acre, Rondônia, Amazonas, Roraima, Amapá, Pará* et *Tocantins*.
[420] Etats : *Maranhão, Piauí, Ceará, Rio Grande do Norte, Paraíba, Pernambuco, Alagoas, Sergipe* et *Bahia*.
[421] Etats : Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul.
[422] Etats : *São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais* et *Espiríto Santo*.

un enfant sur six, entre 7 et 14 ans, ne sait pas lire ni écrire alors qu'au Sud cette proportion est de un pour 28[423].

La société brésilienne a beaucoup changé dans les deux dernières décennies au plan de la structure familiale. La proportion de ménages dépendant des femmes est passée de 4,5% en 1992 à 31,2% en 2008 – ce qui correspond à 4,3 millions de familles brésiliennes. De même, les ménages constitués par des femmes seules sont passés d'une proportion de 6,2% en 1992 à 8,9% en 2008 – ce qui correspond à 5,1 millions de femmes. La hausse de la proportion de ménages dirigés par des femmes est en étroite relation avec l'augmentation de la participation féminine au marché du travail. La hausse de la contribution du revenu des femmes dans le revenu des familles brésiliennes, laquelle est passée de 30,1% à 40,6%, est un bon indicateur de ces changements. Le plus significatif a été l'augmentation de la proportion de femmes mariées qui contribuent à l'essentiel du revenu de leurs familles ; elle est en effet passée de 39,1% à 64,3%. La démographie a également une place importante dans le partage de la richesse sur le territoire et dans les ménages. Dans le cas brésilien, la réduction du taux de natalité des dernières décennies a contribué à l'instauration d'une meilleure distribution du revenu dans les régions, notamment quand on analyse les régions les plus pauvres (Nord et Nord-Est) où le taux de natalité était beaucoup plus élevé que dans les régions les plus riches (Sud et Sud-Est). La rapidité de la chute de la natalité et de la mortalité, parmi d'autres facteurs qui influencent la distribution du revenu, aboutit à de rapides changements du rythme de croissance de la population, mais aussi de la force de travail. La population en dessous de quinze ans est passée de 33,8% de la population en 1992 à 24,5% en 2008. La part des plus âgés, qui répresentait 7,9% du total, est passée à 11,1% durant la même période. La population active s'est aussi élevée, passant de 58,3% à 64,3% de la population totale. Ainsi, comme dans le cas du revenu, une scolarité plus élevée mène à un taux de fécondité plus bas[424].

Les populations, dans les localités les plus défavorisées, ne pensent qu'à faire leur vie ailleurs, là où leur famille aurait une meilleure qualité de vie et plus d'opportunités de réussite. Cet état de fait a des conséquences sur la démographie, la migration, la natalité et la distribution des revenus. Les Etats les plus riches présentent de meilleures conditions de vie, ce qui, évidemment, stimule une forte migration vers

[423] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2010). Voir aussi : Sachsida, Caetano et Albuquerque (2010).
[424] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2009).

ces régions. Les zones plus peuplées peuvent présenter plus d'opportunités de revenu et d'emploi, mais elles sont déjà saturées. Cette constatation confirme les facteurs qui déterminent la migration, dont on peut citer, entre autres, : (i) les zones plus aisées, offrant les plus hauts salaires ; (ii) les agglomérations urbaines ; (iii) le montant des ressources, publiques et privées, destinées à la région, et ; (iv) les aspects historiques. L'un des points les plus importants est la taille de la population qui favorise l'existence de réseaux d'immigrants. Les immigrants vont là où ils savent qu'il y a d'autres immigrants connus qui peuvent les aider. En résumé, l'immigrant brésilien suit le comportement généralement présumé dans la théorie économique car il y a une anticipation de maximisation du revenu – le déplacement conduit vers les régions à plus hauts revenus, où les ressources financières sont plus abondantes, et qui sont les plus peuplées. De plus, les immigrants cherchent la minimisation des coûts, d'où une préférence pour les localités les plus proches pour lesquelles les coûts de déplacement sont plus bas, y compris le possible coût du retour à l'endroit d'origine. Mais comment freiner le phénomène de migration ? La chute de l'inégalité régionale peut-elle contribuer à ce que les disparités sociales soient amoindries de manière significative ? Pourquoi ne pas agir plus activement et introduire une politique de développement régional ? Quel est le rôle des programmes sociaux ?

D'importants gains socio-économiques peuvent être obtenus avec une politique sociale active dans les régions les plus démunies, qui complèterait la *Bolsa Família* et créerait des opportunités de nouveaux revenus. Un accroissement de la qualité des politiques sociales est capable d'entraîner des gains en terme de bien être très importants avec peu de ressources financières, le *Bolsa Família* a eu des résultats considérables dans les économies locales avec un transfert de revenu modeste. Dans ce contexte, les politiques régionales de développement peuvent jouer un rôle primordial dans la réduction des disparités, en cherchant à atténuer les principaux problèmes de chaque zone et en engendrant des activités économiques soutenables sur le moyen terme.

La première démarche à faire pour analyser et proposer des mécanismes efficaces assurant une distribution du revenu plus équitable au sein de la société est de comprendre la dynamique et les facteurs qui ont mené à la concentration de la richesse dans toutes les dimensions étudiées. Le Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS) fait actuellement un travail remarquable, mettant en place une grande recherche sur les données statistiques et les problèmes de chaque

région à travers l'analyse des inscriptions des familles à la *Bolsa Família,* et proposant des actions ciblées pour chaque réalité. La politique sociale du gouvernement Lula a ainsi construit un important outil pour l'élaboration des plans de développement local, car la banque de données du programme *Bolsa Família* est très riche et comporte des informations sur toutes les municipalités du pays. Pour diminuer les disparités de revenus entre régions et individus, une politique gouvernementale de développement économique locale doit être encouragée dans les régions les moins développées, politique visant le développement du capital humain et la stimulation des activités productrices de qualité en fonction des avantages compétitifs de chaque endroit. Pour réaliser ce programme, il faut connaître les principaux points compétitifs et les déficiences sociales de chaque localité et, plus importante encore doit être l'articulation des efforts entrepris avec les différentes sphères du gouvernement (fédéral, étatique et municipal). Mais ce travail prend du temps, et plusieurs décennies (voire même plusieurs siècles) d'exclusion ne pourront pas être résolus sur le court terme.

La disparité de revenus des régions engendre, évidemment, une différence de revenus entre les individus de chaque zone, et les chapitres précédents ont essayé d'illustrer, du point de vue de l'histoire économique, la situation actuelle et la façon dont le Brésil en est arrivé là. Le partage inégalitaire du revenu entre les régions et les individus est le fruit d'éléments historiques, géographiques, politiques et économiques. Dans le cas du Brésil, les cycles de matières premières de l'époque coloniale sont à la racine de la structure économique actuelle du pays. A leur tour, les inégalités individuelles naissent des privilèges hérités et/ou acquis tout au long de la vie. La terre, l'argent, l'éducation, le statut social et le pouvoir politique de la famille rendent possible que l'individu accède à des avantages pas forcements mérités alors que les autres individus n'y ont pas accès. Mais comment réduire les inégalités entre les différentes régions du pays et les individus ? Quelles sont les politiques socio-économiques efficaces capables de produire une plus grande égalité ? La diminution de la disparité régionale en elle-même peut-elle réduire les inégalités de revenus entre les individus ?

L'un des principaux objectifs de la Constitution de 1988 était la réduction des inégalités régionales et le gouvernement Lula a renforcé cette directive en donnant une place prioritaire à cette question à travers la création du Ministère de l'Intégration Nationale. Ce ministère détient les compétences suivantes : (i) la formulation et la conduite d'une Politique Nationale de Développement Régional (PNDR) ; (ii) la

formulation de plans et programmes régionaux de développement ; (iii) l'établissement de stratégies d'intégration des économies régionales ; (iv) l'établissement de directives et priorités dans l'utilisation des ressources des programmes de financement (Fonds de Développement de l'Amazonie, Fonds de Développement du Nord-Est, etc.), et ; (v) l'accompagnement et l'évaluation de programmes intégrés de développement national (défense civile, travaux d'infrastructure, etc.). Ce travail est récent et n'a pas encore donné de résultats significatifs, mais il peut apporter une amélioration considérable dans plusieurs régions sur le moyen terme. La coopération entre les sphères du gouvernement et l'intégration d'un plan de travail unique est fondamentale car, sans elles, les résultats s'avèreront frustrants.

La Politique Nationale de Développement Régional (PNDR) est actuellement mise en place par le gouvernement qui cherche à mieux comprendre la réalité de chaque région et à activer leur potentiel économique. L'objectif de cette politique est de rendre une dynamique aux régions et de promouvoir une meilleure distribution des activités productives et, par conséquent, une meilleure distribution du revenu sur le territoire national. La PNDR ouvre la voie à un engagement actif dans la collaboration et la conduite de projets régionaux de développement qui dépendront des Etats concernés, des forces sociales locales et des secteurs productifs. Il s'agit d'initiatives pionnières de développement intégré et durable, parmi lesquelles peuvent être cités les Arrangements Productifs Locaux (APLs) qui se développent dans les différentes régions. Toutes les propositions sont organisées avec la société régionale et débouchent sur des actions comme le Plan Amazonie Soutenable (PAS), le Plan de Développement Soutenable du Nord-Est (PDNE), parmi d'autres[425].

La nouvelle Présidente de la République, Dilma Rousseff, a déjà affirmé que la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) sera aussi une alliée de poids dans le combat contre la pauvreté et dans la stratégie adoptée par le nouveau gouvernement pour éradiquer la misère. Les représentants de la BNDES élaborent actuellement une stratégie d'action avec le Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS), et ce travail pourra déboucher sur des programmes de microcrédit, des projets de micro-entreprenariat et sur le renforcement de la participation de la banque dans les arrangements productifs locaux (formation de coopératives et d'associations). Les arrangements productifs locaux ont un effet

[425] Ministère de l'Intégration Nationale, accès janvier 2011: http://www.integracao.gov.br/. Voir aussi : http://www.mma.gov.br/estruturas/sca/_arquivos/pas_versao_consulta_com_os_mapas.pdf.

multiplicateur très favorable à l'économie et à la communauté locale. La BNDES a parrainé une étude faite par 22 universités et qui consiste en une carte de mille arrangements productifs qui ont déjà reçu plusieurs appuis. Jusqu'à présent, 299 projets d'arrangements productifs à bas revenu ont été sélectionnés dans sept Etats (Ceará, Piauí, Paraíba, Rio Grande do Norte, Bahia, Sergipe e Alagoas), totalisant un montant de 40,5 millions de *reais*. Les arrangements productifs auront deux ans pour atteindre leurs objectifs et seront accompagnés par le gouvernement de l'Etat. La BNDES cherche à développer ce modèle dans toutes les régions du pays et dans plusieurs secteurs économiques (coopératives de chaussures et vêtements, tourisme, services, culture, agriculture, etc.). L'idée est de faire en sorte que les arrangements productifs achètent des matières premières et que tout soit possible au sein de ces villes[426]. La BNDES doit aussi investir en partenariat avec les gouvernements municipaux pour identifier les besoins et agir en tant qu'agents financiers pour les projets socio-économiques.

La distribution de la richesse est partagée par les régions de manière très distincte, et il est intéressant d'étudier trois dimensions de segmentation : (i) entre les Etats de la fédération ; (ii) selon la taille de la municipalité, et ; (iii) entre les zones urbaines et rurales. Le retard des politiques de réduction des inégalités régionales est considérable, mais, dans la dernière décennie, des progrès importants ont eu lieu. L'évolution socio-économique du Brésil, vu les dimensions territoriales du pays, a été marquée par des processus économiques variés qui ont induit une croissante concentration régionale de la production et des revenus, les régions Nord et Nord-Est étant celles qui ont accumulé le plus grand retard. Dans les décennies 1950, 1960 et 1970 ont été organisées des initiatives de développement régional pour améliorer les conditions socio-économiques des régions défavorisées, et cette initiative a eu des résultats importants, entre autre un progrès significatif dû à l'intensification des investissements publics. Face à la crise de la dette, les investissements ont été supprimés dans les décennies 1980 et 1990, et les inégalités n'ont fait que s'accroître dans un contexte de crise économique et d'approfondissement des politiques néolibérales.

Le retard commence à être pris au sérieux par les derniers gouvernements, mais le chemin est assez long. Pour attirer des investissements productifs et réduire les inégalités des régions, il faut une infrastructure adéquate, des ressources humaines et

[426] Banque Nationale de Développement Economique et Sociale : http://www.bndes.gov.br/ .

des technologies. Les zones exclues ont tendance à se maintenir à la marge des flux économiques et, en conséquence, présentent des niveaux de revenu et de bien être plus bas. Il faut doter ces régions des infrastructures nécessaires, de crédit, d'éducation et de technologie pour pousser au maximum les opportunités économiques et leur émancipation. Le point clé étant la promotion de l'insertion productive de la population, le développement des ressources humaines, l'amélioration de la qualité de vie et, surtout des services publics de qualité. Les migrations internes sont fortement liées au processus de développement économique des régions et à ces structures de services publics locaux.

Dans la période récente, l'intensification de la politique sociale et des programmes de développement régionaux ont réduit la migration de masse au sein du territoire national, ce qui indique que la qualité de vie s'est améliorée ainsi que les services publics locaux. La croissance du revenu dans les régions Nord et Nord-Est a empêché que les personnes cherchent à faire leur vie ailleurs. Au Brésil, la migration des habitants du Nord et Nord-Est vers le Sud-Est était un phénomène de grande ampleur à cause de la misère, du manque d'occupation, d'activité économique et de services publics minimaux dans ces régions. Depuis la décennie 1950, les régions Nord et Nord-Est ont fourni de la main-d'œuvre à l'expansion économique du Sud-Est. Le progrès dans la distribution du revenu du pays, même s'il est peu important, a réduit et va diminuer encore plus les problèmes occasionnés par les flux migratoires. Les migrations ont des impacts importants sur la qualité des agglomérations urbaines, qui souffrent déjà de pressions en termes d'habitation, de transports et de services publics. Les flux migratoires marquent les relations sociales et économiques, ce qui demande davantage de politiques publiques complémentaires. La migration est un phénomène qui traduit des expressions historiques complexes, et surtout les déficiences des régions et du pouvoir de l'Etat.

L'amélioration de la conjoncture économique dans la décennie 2000 a eu des effets positifs sur les flux migratoires nationaux, étant donné qu'il a été possible de rester dans son lieu d'origine avec sa famille. Le contingent de migrants entre les Etats de la fédération était d'environ 4,6 millions de personnes en 2001 et a été réduit à moins de 3,3 millions en 2007. Dans les dernières années, les flux migratoires vers São Paulo ont perdu de leur intensité grâce aux programmes sociaux et à une croissance

économique plus intense dans toutes les régions du pays, notamment dans le Nord-Est[427].

Les programmes de transferts de revenus jouent un rôle toujours plus important dans les régions plus démunies et, pour plusieurs familles en condition de risque, c'est là le seul revenu du ménage. Nous allons à présent analyser les effets de l'intensification de la politique sociale sur la distribution des revenus au Brésil.

6.2.2 L'intensification de la politique sociale et ses effets sur la distribution des revenus

Au Brésil, le gouvernement fédéral finance trois types de programmes de transfert de revenu. Le programme le plus important, en termes de volume de ressources publiques dépensées, est le système des allocations de retraites et pensions qui est en partie financé par les contributions (cotisations) des bénéficiaires. Les dépenses de ce système, qui englobe l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) et les retraites du secteur public, correspondent à presque 11% du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays. Le deuxième, en terme de taille, est le Bénéfice de Prestation Continue (BPC) qui verse des pensions correspondant à la valeur d'un salaire minimum à tous les citoyens d'âge égal ou supérieur à 65 ans, ainsi qu'aux handicapés avec incapacité de travailler qui peuvent prouver avoir un revenu *per capita* inférieur à un quart du salaire minimum, sans aucune contrepartie de la part de ces bénéficiaires. Ce programme dépense annuellement 1% du PIB. Dernièrement, on a vu le développement de programmes conditionnés et conçus pour le transfert de revenus, financés entièrement par les impôts, comme la *Bolsa Família* et le *Programa de Erradicação do Trabalho Infantil – Peti* (Programme d'Eradication du Travail Infantile[428]). Ces programmes coûtent, annuellement, à peu près 1% du PIB[429].

[427] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2009a).
[428] Le *Programa de Erradicação do Trabalho Infantil* (Peti) a été créée en 1996 sous le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso, qui envisageait de retirer les enfants et adolescents (entre sept et quinze ans) du travail infantile. Le Peti donne des bourses mensuelles (jusqu'à 40 *reais*) pour que les enfants fréquentent les écoles et promeut aussi paralèlement des activités culturelles, sportives et de loisir. Les objectifs du PETI étaient : (i) de rendre possible l'accès, le maintien et la fréquentation des écoles par les enfants ; (ii) d'instaurer des activités complémentaires à l'école – en encadrant la journée scolaire ; (iii) de concevoir un revenu mensuel pour les familles avec enfants ; (iv) de fournir un support et une orientation aux familles bénéficiaires, et ; (v) de promouvoir des programmes et des projets de

Les programmes de transfert de revenu avec conditionnalité s'insèrent dans un nouveau modèle de programmes sociaux destinés à la population la plus pauvre ; ils ont émergé dans la deuxième moitié de la décennie 1990 à travers des actions ciblées sur le combat contre la pauvreté dans les grandes cités urbaines grâce au gouvernement central. Les programmes fédéraux sont venus après, avec, tout d'abord, la Bourse Scolaire (*Bolsa Escola*) en 2001 sous le gouvernment FHC et, ensuite, avec l'unification de plusieurs actions à travers la *Bolsa Família* en 2003, sous le gouvernement Lula. D'expériences pionnières et ponctuelles, les programmes de transfert de revenu sont devenus un chef d'œuvre du nouveau réseau de protection sociale brésilien.

Dans leur ensemble, ces programmes de transfert de revenu ont des résultats très positifs sur les bénéficiaires et les familles car ils protègent la partie de la population la plus fragile. Un ensemble d'évidences montre que l'existence de bénéficiaires directs de ces programmes a eu des effets favorables sur la décision des jeunes relativement à leur investissement en capital humain. Les jeunes dans les familles bénéficiaires ont une plus grande possibilité de se consacrer uniquement aux études. Un plus grand investissement en capital humain de même que dans la santé aura des résultats favorables sur les prochaines générations, ce qui va permettre une ascension dans l'échelle sociale et va réduire le degré d'inégalité dans la société. De plus, dans certaines régions du pays, ces transferts de revenus sont le point de départ d'une grande partie de la demande de l'économie locale des petites villes. On peut même dire qu'ils sont essentiels à la survie de villes isolées et que le développement de ces programmes de transferts a eu des répercussions réelles sur ces petites économies locales, donnant un stimuli significatif à la demande. D'une manière très schématique, on peut dire que le stimuli initial est donné par l'investissement public social qui se transforme en consommation de biens de consommations achetés par les bénéficiaires des programmes sociaux. Il faut rappeler que ces personnes sont en condition d'extrême précarité et que tout transfert de revenu versé est consommé, l'épargne est donc inexistante. C'est le principe de la demande effective ; la hausse de la consommation engendre un nouveau cycle de revenu et de dépenses dans les activités économiques, rémunérant les facteurs productifs et augmentant la base des consommateurs. Ce qui entraîne une multiplication de

qualification professionnelle et d'accès à l'emploi auprès des familles, pour les membres de la famille. Les bénéficiaires se montent aujourd'hui à environ un million de personnes.

[429] Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim ; consulté en janvier 2011 : http://www.mds.gov.br.

l'investissement, de l'emploi, du revenu, de la consommation et a des effets multiplicateurs énormes sur l'ensemble de l'économie nationale.

Le renforcement des dépenses publiques et une plus grande efficacité sont fondamentaux dans le domaine de l'éducation et de la santé, domaines qui sont d'importants piliers de la croissance et déterminent une meilleure distribution du revenu. De fait, les dépenses en éducation et en santé engendrent une plus grande croissance du PIB. Selon l'Institut de Recherche Economique Appliquée (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA*), l'investissement de 1 *real* destiné aux dépenses d'éducation produit 1,85 *real* de PIB supplémentaire. L'investissement en santé est également rentable, 1 *real* de dépense de santé apporte 1,70 *real* au PIB. Selon l'étude, les dépenses sociales (éducation et santé) ont un effet multiplicateur plus favorable sur la consommation que d'autres dépenses. Les dépenses d'éducation et santé ont un impact positif de 1,56% sur le revenu des familles et, de plus, 56% des dépenses sociales du gouvernement retournent à la caisse du Trésor national à travers les impôts[430].

Tableau 46. Multiplicateurs résultants d'une hausse de 1% du PIB, selon le type de dépense

Type de dépense/demande	**Multiplicateur du PIB (en pourcentage)**	**Multiplicateur du revenu des familles (en pourcentage)**
Demande ajoutée (investissement, exportations et dépense du gouvernement)	1,57	1,17
Education et Santé	1,78	1,56
Education	1,85	1,67
Santé	1,70	1,44
Investissement dans la construction civile	1,54	1,14
Exportation de matières premières	1,40	1,04

Source: Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2011, p. 11).

L'un des programmes les plus importants du gouvernement Lula et de toute la politique sociale de l'histoire du Brésil est la *Bolsa Família*, qui a été créée au deuxième semestre de 2003. Toute une structure a dû être mise en place pour développer et augmenter l'efficacité de ce programme. Le Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS) est chargé de la coordination, de la gestion et de la mise en place du programme ; c'est, en effet, l'un des ministères créés par le gouvernement Lula pour rendre les dépenses sociales plus efficaces et relier entre eux les programmes

[430] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2011, p. 12).

de lutte contre la pauvreté. Ce programme a unifié les programmes de transfert de revenu conditionnés, comme la *Bolsa Escola*[431] (Bourse Scolaire) et la *Bolsa Alimentação*[432] (Bourse Alimentation), ainsi que d'autres programmes de transferts de revenu sans conditionnalités : *Auxílio-Gás*[433] (Aide pour le Gaz) et *Cartão de Alimentação do Fome Zero*[434] (Carte d'Alimentation Faim Zero) – qui ont existé jusqu'en 2004. Lula a intégré tous ces différents programmes dans un seul, la *Bolsa Família*, et a sensiblement augmenté sa portée pour une grande partie de la population. Le programme touche presque 13 millions de familles (environ 50 millions d'habitants) et a un coût fiscal réduit pour l'Etat. Le MDS a révélé que la valeur totale des transferts de revenu a atteint un record, ce qui est le résultat de l'augmentation du nombre de bénéficiaires et du réajustement des bénéfices qui a lieu toutes les années depuis le début du programme.

Tableau 47. Couverture des programmes de transfert de revenu au Brésil en janvier 2004

Programme	Aide Gaz	Bourse École	Programme d'Eradication du Travail Infantile	Bourse Alimentation	Carte d'Alimentation
Nombre de bénéficiaires (en millions)	6,7	3,60	1,0	0,33	0,35

Source : Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS).

Les allocations varient en fonction du revenu familial *per capita* et de la composition du domicile. Pour que les familles reçoivent la prestation, elles doivent être enregistrées dans une base unique de données du gouvernement fédéral (*Cadastro Único do Governo Federal* – important instrument fédéral de recherche et de contrôle

[431] Le *Bolsa Escola* a été créée en 2001 et avait comme cible les enfants entre six et quinze ans, et des familles ayant un revenu *per capita* au-dessous de 90 *reais*. La valeur de la prestation était de 15 *reais* par enfant, cumulable jusqu'à 45 *reais* (trois enfants). En termes de conditionnalités, les familles sont obligées de prouver que les enfants ont un minimum de 85% de fréquentation de l'école. Ce programme a été unifié avec d'autres programmes de transfert de revenu placés sous la coupe de la *Bolsa Família* en janvier 2004, et était administré par le Ministère de l'Education.

[432] Le *Bolsa Alimentação* a été créée en septembre 2001, à l'initiative du Ministère de la Santé. Le programme avait pour but de combattre la mortalité infantile dans les familles possédant un revenu *per capita* inférieur à la moitié d'un salaire minimum. Les conditionnalités sont les mêmes que celles des autres programmes comme la *Bolsa Escola*.

[433] Le programme *Auxílio-Gás* a été créé en décembre 2001 en tant que mesure compensatoire, lors de la fin des subventions accordées au gaz de cuisine. Les familles bénéficiaires de ce programme ont un revenu *per capita* inférieur à 90 *reais* (dont sont exclus les revenus d'autres programmes reçus par la famille ainsi que l'assurance chômage). La prestation était de 7,5 *reais* tous les deux mois. Le Ministère des Mines et de l'Energie était chargé de l'administration du programme.

[434] La *Cartão Alimentação do Fome Zero* a été créée en 2003, et consiste en un transfert de 50 *reais* pour les familles dont le revenu *per capita* est inférieur à la moitié du salaire minimum ; valable six mois, elle peut être prolongée pour un maximum de 18 mois. L'objectif du programme était de lutter contre l'insécurité alimentaire pendant que d'autres politiques plus efficaces étaient mises en œuvre.

des bénéficiaires) et présenter les conditions requises pour figurer dans le programme. La sélection des bénéficiaires est décentralisée et mise en place à l'échelle de la sphère municipale (avec une double vérification dans le secteur fédéral) ; chaque municipalité a un quota à remplir en fonction des estimations du nombre de pauvres opérées par la Recherche Nationale par Echantillon de Domiciles (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios* – Pnad)[435]. Malgré le grand nombre d'informations centralisées dans le *Cadastro Único*, la seule information pertinente pour l'éligibilité à la prestation est le revenu *per capita* de la famille.

Abranches (1994, p. 15) souligne qu'un aspect important de la politique sociale est la possibilité d'avoir des effets au-delà de la frontière des besoins minimums, en cherchant l'inclusion des citoyens privés des droits minimaux aux obligations de l'Etat. Dans cette direction, on peut dire que la *Bolsa Família* porte en elle cette caractéristique, car elle est un transfert de revenu ciblé, assorti de conditionnalités pour ses bénéficiaires, et a, en même temps, une portée sociale pour l'ensemble de la famille à travers ces mêmes conditionnalités. Par contre, Kerstenetzky (2009) et Huber (2002) arvancent l'argument que les politiques ciblées dans le combat contre la pauvreté traitent seulement une partie du problème et laissent de côté les mesures inclusives. Néanmoins, Cardoso (2004) et Neri (2003) défendent la rationalité et l'efficacité des programmes ciblés sur les plus pauvres, au nom d'une utilisation plus efficiente des ressources publiques, dans la plupart des cas très limitées.

Au début de la période Lula, l'Institut de Recherche Economique Appliquée (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA*) a été le lieu d'un débat sur les directives en matière de politiques sociales qui devaient être adoptées par le gouvernement Lula. Deux pensées prédominaient : (i) celle qui défendait les programmes de transferts de revenu conformément à une logique d'allocation rationnelle des ressources publiques de façon ciblée, étant donné que ces ressources n'étaient pas abondantes[436] ; (ii) l'autre courant prêchait une politique sociale plus ample dans les actions publiques qui visait à universaliser les services publics de l'Etat, (tels que l'éducation, la santé, l'assainissement, etc.) – ces auteurs ne sont pas opposés aux politiques ciblées, mais ils affirment qu'elles ont seulement un caractère complémentaire[437].

[435] Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (http://www.mds.gov.br).
[436] Camargo, 2003, p. 117-121.
[437] Theodoro et Delgado (2003, p. 122-26). Delgado et Castro (2004, p. 146-51).

Dans cette perspective, on peut admettre que la focalisation sur une politique sociale, ou une politique ciblée donnant la priorité à un domaine spécifique dans le schéma universaliste, est une forme de stratégie. Des auteurs soulignent que les transferts de revenus n'impliquent pas qu'il faille absolument renoncer à développer l'universalisation des services basiques de l'Etat, comme la santé, l'éducation, etc[438]. De bonnes stratégies de politiques ciblées sont importantes pour obtenir que les pauvres bénéficient effectivement des programmes de transfert de revenu, comme elles le sont pour les politiques sociales traditionnelles. La focalisation peut être aussi une stratégie menant à l'universalisation.

Silva, Yasbek et Di Giovanni (2007) pensent que l'exigence que la population la plus pauvre respecte les conditionnalités inscrites dans les programmes sociaux implique une négation du droit de recevoir une partie de la richesse socialement produite qui doit être distribuée à travers les programmes de transfert de revenu, entre autres mécanismes. C'est la même ligne de pensée que celle du travail pionner de Suplicy, selon laquelle les programmes de transfert de revenu doivent être payés sans conditionnalités, puisqu'il s'agit d'un revenu minimum citoyen[439].

Pour d'autres auteurs[440], la *Bolsa Família* ne constitue pas un droit, non seulement parce qu'elle est liée à des conditionnalités, mais aussi parce que son existence est conditionnée par des possibilités budgétaires du gouvernement fédéral. Dans ce sens, le programme constituerait un quasi-droit, sans garantie de continuité sur le long terme dans les différents gouvernements. Toutefois, il est pertinent de rappeler que les conditionnalités donnent accès aux droits basiques, comme l'éducation et la santé. Ainsi, on peut conclure que le plus important est d'amener cette partie de la population marginalisée au sein du réseau social de l'Etat, et il faut absolument qu'il soit facile de se placer sous la coupe de la protection sociale du gouvernement sans qu'il y ait trop de bureaucratie.

Pour faire partie du programme *Bolsa Família*, en effet, les familles doivent seulement avoir un revenu mensuel moyen par personne inférieur à 140 *reais* et être inscrites au *Cadastro Único*. Le revenu de la famille est calculé à partir de la somme des revenus de toutes les personnes du ménage durant le mois, tels que les salaires et les retraites, et cette valeur doit être divisée par le nombre de personnes qui sont présentes

[438] Medeiros, Britto et Soares (2007, p. 5-21).
[439] Ibid.
[440] Medeiros, Britto et Soares (2007a).

au foyer – on obtient ainsi le revenu *per capita* de la famille. Si la famille correspond au niveau de revenu défini par le programme, elle doit contacter le secteur responsable de la *Bolsa Família* dans sa municipalité, avec les documents d'identification nécessaires pour s'inscrire au *Cadastro Único*. Cette simplicité a un rôle intégrateur, car elle rend possible que les personnes s'inscrivent facilement au programme et acquièrent non seulement un revenu, mais aussi bénéficient d'un autre facteur très important pour tous les membres de la famille, l'inclusion dans le réseau social.

Tableau 48. Evolution du nombre de bénéficiaires et des dépenses de la *Bolsa Família*

	2004	**2006**	**2008**	**2011**
Nombre de bénéficiaires (en millions de familles)	6,6	9,0	11,3	13,0
Dépenses (en milliards de *reais*)	3,8	7,5	10,6	16,5

Source: Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS).

La *Bolsa Família* associe le transfert de revenu à l'accès aux droits sociaux de base (santé, éducation, alimentation et assistance sociale). Les familles bénéficiaires doivent être à jour au niveau des conditionnalités (éducation, santé et assistance sociale) pour recevoir la prestation[441] et le contrôle, obligatoire, est fait dans la sphère fédérale, celle des Etats et celle des municipalités. Le gouvernement fédéral se charge des programmes complémentaires (d'éducation, de qualification de la main-d'œuvre, de microcrédit, etc.), en liaison avec les ministères responsables et les Etats. La coordination et l'appui fourni aux municipalités dans l'instauration du programme s'appuient sur le soutien des Etats, qui intervient aussi pour : (i) le développement des activités de support technique et logistique aux municipalités ; (ii) la mise en place de la stratégie d'accès de ces populations pauvres à des documents d'identification et à des papiers, et ; (iii) l'aide à l'inclusion des familles dans le *Cadastro Único* du gouvernement fédéral, notamment pour les familles vivant dans des communautés plus isolées.

[441] Les conditionnalités sont les engagement pris dans le domaine de l'éducation, la santé et l'assistance sociale qui, assumés par les familles, doivent être respectés pour qu'elles puissent recevoir la prestation. Les conditionnalités du programme englobent : (i) 85% de présence à l'école pour les enfants et adolescents; (ii) la mise à jour de la carte de vaccination pour les enfants de moins de six ans, des visites régulières aux postes de santé pour les femmes enceintes ou celles qui sont en train de nourrir leurs enfants. Il y a aussi certaines activités structurantes qui ont pour but d'augmenter l'accès des familles bénéficiaires aux services publics. Parmi ces activités, il est essentiel de souligner les cours de formation professionnelle (y compris les cours d'alphabétisation) et les programmes de création d'emploi et de revenu. Par ailleurs, les membres de la famille qui n'ont pas de carte d'identité auront accès aux papiers et autres documents d'identification.

Les mairies jouent un rôle très important dans le programme et sont responsables de : (i) l'identification et l'inscription des familles démunies au *Cadastro Único* ; (ii) la gestion des prestations de la *Bolsa Família* et des autres programmes sociaux complémentaires ; (iii) la garantie de l'accès aux services d'éducation et de santé, en articulation avec le gouvernement fédéral et les Etats ; (iv) l'accompagnement de l'engagement des bénéficiaires à respecter les conditionnalités ; (v) l'assistance sociale aux familles à la plus grande vulnérabilité sociale, et ; (vi) l'établissement de partenariats avec les institutions d'éducation et de formation de main-d'œuvre des Etats, du gouvernement fédéral et des organisations non-gouvernementales (ONGs) pour offrir des programmes complémentaires aux bénéficiaires.

Tableau 49. Estimation de la proportion de la population bénéficiant du programme *Bolsa Família* dans chaque Etat du Brésil (2010)

Etat	En pourcentage de la population
Brésil (moyenne)	**25**
São Paulo	8
Rio de Janeiro	10
Minas Gerais	19
Rio Grande do Sul	12
Paraná	14
District Fédéral	12
Bahia	40
Santa Catarina	8
Pernambuco	42
Goiás	17
Espiríto Santo	16
Ceará	42
Pará	37
Amazonas	43
Mato Grosso	19
Mato Grosso do Sul	18
Maranhão	57
Paraíba	44
Rio Grande do Norte	39
Alagoas	51
Sergipe	41
Piauí	50
Rondônia	27
Tocantins	36
Amapá	43
Acre	37
Roraima	41

Source : Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS).

Le montant des prestations du programme *Bolsa Família* varie de 22 à 200 *reais*, selon le revenu mensuel par personne de la famille et le nombre d'enfants et d'adolescents (jusqu'à 17 ans). Il y a trois types de prestations : la prestation basique, la prstation variable et la variable liée à l'adolescent. La prestation basique est versée aux familles considérées comme extrêmement pauvres (revenu mensuel par personne de moins de 70 *reais*), même si elles n'ont pas d'enfants, et correspond à 68 *reais*. La prestation variable, de 22 *reais*, est versée aux familles pauvres (revenu mensuel par personne de moins de 140 *reais*) qui ont des enfants et adolescents de moins de15 ans –

chaque famille peut recevoir au maximum[442] trois prestations variables, soit 66 *reais*. La prestation variable liée à l'adolescent, 33 *reais*, est versée à toutes les familles qui ont des adolescents scolarisés jusqu'à 17 ans – chaque famille peut recevoir jusqu'à deux prestations liées aux adolescents, soit 66 *reais*.

La *Bolsa Família* est un programme favorable à l'accumulation de capital humain pour plusieurs raisons : (i) elle oblige les enfants des familles qui reçoivent la prestation à être inscrits à l'école et à la fréquenter au minimum à 85%, et ; (ii) elle impose des obligations dans le domaine de la santé : la famille doit faire des examens de santé et vacciner les enfants. Autre facteur significatif du programme *Bolsa Família :* il cherche à émanciper la population bénéficiaire, en prenant en considération plusieurs éléments, comme l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la qualification de la main-d'œuvre pour le travail. Selon le MDS, le gouvernement fédéral a déjà mis en place la formation de plus de quarante mille bénéficiaires du programme dans des cours de tourisme et de construction civile. De surcroît, à peu près trois cent mille personnes ont reçu des prêts pour développer des activités productrices, plus de 526 millions de *reais* sont passés par la banque *du Nordeste*. De même, un demi million de bénéficiaires inscrits au programme ont été alphabétisés de 2006 à 2007[443].

Néanmoins, plusieurs questions doivent occuper une place prioritaire dans le débat autour de ce programme : quelles sont les portes de sortie du programme ? Donne-t-il une véritable émancipation au citoyen et à sa famille, ou les rend-t-il dépendants ? Faudrait-il avoir un délai pour l'émancipation ? On constate que l'articulation du programme avec d'autres politiques sociales qui pourraient émanciper les bénéficiaires est encore faible face aux besoins, et il faudrait avoir un travail plus intense afin de donner aux bénéficaires davantage de formation en phase avec le marché de travail et ses besoins. Il existe d'autres programmes similaires en Amérique latine, comme le Chili Solidaire[444], qui détermine un délai maximum de trois ans pour le maintien des familles au sein du programme. Ce programme prône la responsabilité des bénéficiaires et l'obligation de s'en émanciper rapidement. Il s'agit d'une aide temporaire d'urgence, et elle ne peut pas durer éternellement ; les bénéficiaires doivent faire un effort pour sortir au plus vite de leur situation de précarité.

[442] Le grand souci des politiques sociales comme la *Bolsa Família* est l'effet sur le taux de natalité, et les bénéfices variables par famille sont limités à trois enfants pour ne pas inciter à une hausse trop forte de la natalité.
[443] Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS). Consulté en décembre 2009 *in* : http://www.mds.gov.br/.
[444] Plus de renseignement sur : http://www.chilesolidario.gov.cl/.

Cependant, la sortie de la dépendance peut prendre du temps, étant donné que le développement du capital humain dans des familles aussi démunies ne se fait pas immédiatement et peut même prendre une génération[445]. Si on considère les causes de la pauvreté comme un facteur structurel, lié aux dynamiques de l'économie et de la société, il faut admettre que la solution doit porter sur le moyen terme. L'émancipation se réalise à travers la formation des individus et l'adéquation des structures institutionnelles aux nécessités de l'économie. Malheureusement, cette entreprise n'a rien de facile et doit s'effectuer dans le cadre d'une évolution constante.

Le gouvernement brésilien évite de fixer une limite de temps pour les bénéficiaires de la *Bolsa Família,* et cherche de plus en plus à articuler ce programme à d'autres politiques sociales et à des programmes complémentaires. Il s'agit de relever les mêmes défis que la *Bolsa Família*, si on considère la couverture de cette dernière, son poids relatif dans le budget fédéral, l'articulation entre les différentes sphères de gouvernement (Fédération, Etat et Municipalités) et les discussions autour du coût d'opportunité lié à la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Malgré ces considérations, les programmes de transfert de revenu sont de plus en plus présents en tant que politiques d'Etat, et peuvent être considérés comme la base de la nouvelle politique sociale. L'objectif de la politique sociale a été accru, car auparavant il était trop centré sur les individus alors que maintenant il cible tout le noyau familial et la formation du capital humain.

Le droit à l'éducation est un droit fondamental de l'Homme, indispensable à l'exercice de tous les autres droits. Il promeut la liberté individuelle et l'autonomisation, et apporte des bénéfices importants en matière de développement. L'éducation doit être le pilier essentiel de l'émancipation du citoyen et le gouvernement a fait un gros effort pour l'améliorer de manière significative, mais l'évolution est lente. Cet effort éducationnel est antérieur à la *Bolsa Família* ; il était déjà présent dans le gouvernement Fernando Henrique Cardoso et le gouvernement fédéral avait dès 1996 un programme qui cherchait à maintenir et à prolonger la scolarité des enfants dans le même temps qu'il combattait le travail infantile – le Programme d'Eradication du Travail Infantile (PETI)[446], mais sa portée était réduite. L'éducation n'est pas seulement un droit

[445] Au Mexique, il y a le programme Opportunités qui, comme la *Bolsa Família,* n'a pas de durée limitée. Voire : http://www.oportunidades.gob.mx/.

[446] Le programme consistait en un transfert de revenus vers les familles ayant des enfants entre 7 et 15 ans, qui travaillent ou risquent de travailler dans des activités considérées comme dangereuses et préjudiciables pour la santé infantile. Le programme prévoyait aussi le transfert des ressources de la

essentiel pour les enfants, elle l'est aussi pour les jeunes adultes qui n'ont pas été alphabétisés. L'inclusion sociale et l'insertion sur le marché du travail dépendent d'une amélioration de l'accès à l'éducation, et pour y arriver l'alphabétisation de toute la population, même des plus âgés, est indispensable ! Le programme *Brasil Alfabetizado e Educação de Jovens e Adultos* (Brésil alphabétisé et Education des Jeunes et des Adultes) cible les plus de 15 ans, et repose sur un partenariat avec les Etats, municipalités, universités, entreprises privées, organisations non gouvernementales (ONGs) et autres organisations civiles qui combattent l'analphabétisme. Il a pour objectif la poursuite des études et la réinsertion dans les systèmes d'enseignement ; le nombre de bénéficiaires a déjà atteint presque neuf millions de personnes[447].

L'éducation est en fait, au delà d'un droit écrit dans la Constitution de 1988, le symbole de l'émancipation, économique et politique, de l'individu dans la société. Du côté économique et de la distribution des revenus, la formation de la main-d'œuvre est essentielle pour le développement socio-économique du pays, l'insertion sociale, l'augmentation de la productivité et du revenu du travailleur, qui seront des facteurs déterminés par les politiques éducationnelles. Un pays ne peut pas se développer sans que sa main-d'œuvre soit qualifiée, c'est l'un des aspects clés pour attirer l'investissement et produire des biens porteurs d'une plus grande valeur ajoutée. Les piliers de la croissance du revenu et de la richesse nationale se trouvent dans la formation du peuple.

Dans cette volonté d'approfondir les politiques éducationnelles et d'améliorer la qualification des Brésiliens, le gouvernement fédéral a créé en 2004 le *Programa Universidade para Todos – ProUni* (Programme Université pour Tous). Le *ProUni* cherche à régler la question du manque de main-d'œuvre qualifiée au Brésil, ce qui est un problème réel dans plusieurs secteurs de l'économie – des plus basiques au plus complexes. Le but du *ProUni* est de permettre l'accès de jeunes à bas revenus (revenus *per capita* de la famille inférieurs à trois SMICs) à l'éducation universitaire à travers la concession de bourses d'études, soit intégrales, soit partielles. Les bénéficiaires sont des étudiants qui suivent les cours universitaires des institutions privées, lesquelles doivent

---

fédération vers les municipalités participantes pour qu'elles augmentent les activités scolaires et prolongent le temps que les enfants restent à l'école. Le programme ciblait les régions du pays où il y avait le plus de travail infantile. Le PETI est conditionnel et les familles qui participent s'engagent à ne pas permettre aux enfants mineurs de moins de 16 ans de travailler; ces derniers sont obligés de fréquenter l'école, au moins à 75%.

[447] Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS). Consulté en décembre 2010 *in* : http://www.mds.gov.br/.

adhérer au programme et bénéficient en contrepartie d'exemptions d'impôts. Un examen national (*ENEM – Exame Nacional do Ensino Médio*) va sélectionner les étudiants selon leur profil socio-économique et faire un classement. Depuis sa création et jusqu'au premier semestre de 2010, le *ProUni* a déjà aidé 748 mille étudiants, dont 70% de bourses intégrales[448]. Cependant, les étudiants bénéficiaires du *ProUni* correspondent à moins de 10% des élèves inscrits dans l'enseignement universitaire.

Le Brésil a un taux d'inscription universitaire de moins de 20%, taux plus bas que celui de ses voisins latino américains (comme le Chili, l'Uruguay et le Venezuela). Le niveau des inscriptions universitaires dans le pays montre une situation complètement atypique, car seulement 30% des inscriptions universitaires se font au sein du secteur public alors que, dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), ce taux est de plus de 70%. Par conséquent, 70% de la population universitaire brésilienne doit payer pour suivre ses études, ce qui n'a pas de sens vu le manque important de main d'œuvre qualifiée. Au Brésil, il faut avoir une très bonne éducation pour réussir le *vestibular* (sorte de baccalauréat) afin d'accéder à l'université publique, et la compétition est énorme face au nombre réduit de places. La grande majorité des étudiants qui réussissent à entrer dans les universités publiques ont suivi toutes leurs études dans des écoles privées, non accessibles à la masse de la population. C'est un système très inégal qui ne favorise que l'élite. Pourquoi faut-il que les plus démunis paient pour aller dans les universités privées alors que les plus aisés vont à l'université publique sans rien payer ? De plus, les coûts des universités publiques brésiliennes sont exorbitants : 1,6 fois le PIB *per capita* alors que, dans l'OCDE cette part est de 0,4[449]. L'éducation universitaire brésilienne s'est améliorée dans les dernières années, mais il ne fait pas de doute que, sans une métamorphose profonde dans ce système très inégal, le pays ne profitera que de gains marginaux. Ce système est injuste et ne fait qu'agrandir le fossé entre les riches et les pauvres dans la qualité de l'éducation reçue et, par conséquent, dans le revenu du travail.

Plus sérieuse encore est la situation dans laquelle se trouve l'éducation fondamentale dans le pays, éducation qui est considérée comme le plus grand défi auquel le Brésil doit faire face dans les années à venir. En dépit d'une dépense raisonnable dans ce domaine, plus 5% du PIB, les résultats restent mauvais. On ne peut pas nier qu'il y ait eu, dans la dernière décennie, des progrès, selon le *Programme for*

[448] Ministère de l'Education (MEC). Accès en décembre 2010 : prouniportal.mec.gov.br.
[449] Ioschpe, 2010, p. 65 et 66.

International Student Assessment (PISA) de l'OCDE, mais on est encore très loin des pays ayant une bonne qualité d'enseignement. PISA est une enquête menée tous les trois ans auprès de jeunes de 15 ans dans les 34 pays membres de l'OCDE et dans de nombreux pays partenaires. Elle évalue l'acquisition de savoirs et savoir-faire essentiels à la vie quotidienne au terme de la scolarité obligatoire. Les tests portent sur la lecture, la culture mathématique et la culture scientifique, et se présentent sous la forme d'un questionnaire de fond. Lors de chaque évaluation, un sujet est privilégié par rapport aux autres. Les premières collectes de données ont eu lieu en 2000, les suivantes en 2003, en 2006 et en 2009. La prochaine collecte est prévue pour 2012. Plutôt que la maîtrise d'un programme scolaire précis, PISA teste l'aptitude des élèves à appliquer les connaissances acquises à l'école aux situations de la vie réelle. Les facteurs conditionnant leurs performances ainsi que leur potentiel pour l'apprentissage tout au long de la vie font également l'objet d'une analyse au moyen de questions portant sur l'approche de l'apprentissage et le milieu social des élèves. Grâce à un questionnaire complété par les proviseurs, PISA prend également en compte les particularités d'organisation des écoles. Dans chacun des pays participants, entre 4 500 et 10 000 élèves remplissent le questionnaire de fond pour chaque évaluation. Les étudiants sont sélectionnés à partir d'un échantillon aléatoire d'établissements scolaires (publics ou privés) ainsi que sur un critère d'âge (à partir de 15 ans et 3 mois jusqu'à 16 ans et 2 mois au début de l'évaluation), et non en fonction de leur classe. Par ailleurs, les élèves sélectionnés dans chaque pays doivent passer des tests écrits avec des questions ouvertes ou à choix multiple. A chaque évaluation, un temps d'épreuve plus long est prévu pour le sujet principal par rapport aux autres sujets. L'élaboration et la mise en œuvre du test sont réalisées par un Consortium international qui travaille en étroite collaboration avec les directeurs de projet nationaux. Le Consortium communique ses résultats au Secrétariat de l'OCDE, qui gère le projet, ainsi qu'au Comité directeur du PISA, qui élabore ses orientations politiques.

Parmi les soixante cinq pays qui ont participé au PISA, le Brésil s'est classé en 53^{e} position avec une moyenne générale de 401 points sur une échelle de 800. Pour la lecture et l'interprétation, 49% des élèves brésiliens ont été évalués au niveau d'apprentissage le plus bas. En mathématiques, les résultats sont encore pires, 69% des

étudiants sont au niveau 1 – le pire. En science, 54% des élèves ont une connaissance très limitée[450].

Le progrès fait par le Brésil dans les dix dernières années reste trop timide et trop lent pour les besoins de la nation. En 2000, le Brésil était le dernier dans le classement de l'OCDE (qui comptait à l'époque seulement 45 pays). Dans le PISA de 2009, la moyenne du pays a augmenté de 33 points, ce qui lui donne la troisième place pour la croissance dans l'évaluation, mais dans la moyenne générale le pays reste encore trop faible et se situe derrière la Thaïlande, Trinité-et-Tobago, le Monténégro, la Turquie et le Mexique.

Tableau 50. Brésil – Evolution du résultat relatif au PISA

Année	Moyenne Générale	Lecture	Mathématiques	Sciences
2000	368	396	334	375
2003	383	403	356	390
2006	384	393	370	390
2009	401	412	386	405

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Le montant des dépenses du pays en éducation n'est pas négligeable, néanmoins il est nécessaire d'en augmenter l'efficacité et la qualité. La valorisation du métier de professeur doit être au sommet des priorités, car actuellement les enseignants n'ont pas un bon plan de carrière et les salaires sont faibles. La formation des professeurs et l'infrastructure font aussi partie des grosses faiblesses du système éducationnel brésilien qui mériterait beaucoup plus d'attention, car sans professeurs d'excellence et sans installations adéquates il ne sera pas possible d'avancer significativement dans les prochaines années.

[450] Voir *Programme for International Student Assessment (PISA)*, *in* : http://www.pisa.oecd.org/.

Tableau 51. Investissement public dans l'éducation au Brésil

Année	En pourcentage du PIB
2000	3,9
2001	4,0
2002	4,1
2003	3,9
2004	3,9
2005	3,9
2006	4,3
2007	4,5
2008	4,7
2009	5,0
2010	5,4

Source : Ministère de l'Education (MEC) et Institut National des Etudes et Recherches relatives à l'Education (*Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais – INEP*).

Les programmes sociaux ont certainement contribué à l'amélioration du niveau éducatif de la population, du fait de leurs conditionnalités et d'une plus grande opportunité donnée aux bénéficiares de continuer leurs études, mais il faudra beaucoup plus que cela pour atteindre un niveau d'éducation raisonnable. Il faudrait surtout mettre l'accent sur l'éducation et la formation pour émanciper les citoyens, c'est-à-dire sur une éducation de qualité. Le principal but des politiques sociales est de permettre aux bénéficiaires d'exercer pleinement leur potentiel productif, ce qui, sans développement humain, est presque impossible. Les programmes de transferts de revenu brésiliens sont devenus d'importants dispositifs dans la réduction des inégalités et la formation des plus démunis, mais le développement intensif de l'éducation doit être la base du perfectionnement des programmes sociaux actuels.

L'éducation, jouant un rôle majeur dans la distribution des revenus, est un facteur capable de développer chez les individus toutes leurs potentialités et de leur permettre l'émancipation à travers l'acquisition de formations. Quand l'éducation est répartie de manière universelle, elle peut être l'un des plus importants mécanismes de promotion des opportunités pour tous les citoyens et peut conduire à une distribution du revenu plus juste. La pertinence d'un système éducationnel de qualité est encore plus grande dans les pays très inégaux, comme le Brésil, vu que les rémunérations varient considérablement selon le niveau de qualification du travailleur, et que le salaire est l'un des principaux éléments de l'inégalité. L'éducation est toujours partie intégrante des politiques sociales dans les pays développés et en développement et compose le noyau dur du système de promotion sociale en raison de sa capacité de développer les opportunités pour les individus. D'ailleurs, le système éducatif est décisif et stratégique

pour le développement économique, raison pour laquelle la plupart des pays essayent de dépenser des montants considérables dans ce domaine. Au Brésil, la question de l'éducation est grave et n'a pas été résolue durant les deux dernières décennies, le taux de scolarité moyen est trop bas et il y a une inégalité permanente au plan de l'accès et de la qualité de ce service.

L'évolution de la situation éducationnelle brésilienne révèle cependant un lent progrès, et entre 1992 et 2008, a eu lieu une augmentation d'environ 0,14 an par année pour le nombre moyen d'années d'études, dans la population de quinze ans ou plus. Le Brésil a pris seize ans pour augmenter de 2,2 ans la moyenne des années d'études de la population ! Bien sûr, les différentes régions du pays ont connu une évolution distincte, le Sud-Est ayant une moyenne de 8,1 ans d'étude et le Nord-Est de 6,2 ans. Néanmoins, le nombre d'années d'études moyen est actuellement de 7,4 ans, ce qui est trop bas pour un pays ayant le niveau de richesses du Brésil ! Le déficit des décennies précédentes marque le système éducatif brésilien, il y a une haute proportion d'analphabètes parmi les plus âgés et cette classe d'âge a une faible scolarisation. On observe que la population de plus de quarante ans a la plus faible moyenne en terme d'années d'études (six ans), alors que la population entre 25 à 29 ans a 9,2 ans d'études[451].

L'inégalité d'accès et la qualité inégale de l'éducation sont démontrées par la localisation, la couleur/race et le revenu. Dans la catégorie localisation, on observe que la population urbaine a quatre ans d'études de plus que la population rurale. L'héritage esclavagiste confirme aussi une autre inégalité, la population noire a 1,8 ans d'études de moins que la population blanche[452].

[451] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009a, p. 2 et 3.
[452] Ibid.

Tableau 52. Moyenne des années d'études de la population de 15 ans ou plus au Brésil

Catégories	**1992**	**2002**	**2008**
Brésil	**5,2**	**6,5**	**7,4**
Nord	5,4	6,5	7,0
Nord-Est	3,8	5,1	6,2
Sud-Est	5,8	7,2	8,1
Sud	5,6	6,9	7,8
Centre-Ouest	5,4	6,8	7,7
Localisation	**1992**	**2002**	**2008**
Urbain	6,6	7,8	8,6
Rural	2,6	3,6	4,6
Sexe	**1992**	**2002**	**2008**
Masculin	5,1	6,4	7,2
Féminin	5,2	6,7	7,6
Race ou couleur	**1992**	**2002**	**2008**
Blanche	6,1	7,4	8,3
Noire	4,0	5,5	6,5
Âge	**1992**	**2002**	**2008**
10 ans ou plus	4,9	6,2	7,1
15 à 24 ans	5,8	7,7	8,7
25 à 29 ans	6,5	7,7	9,2
30 à 39 ans	6,1	7,2	8,1
40 ans ou plus	3,8	5,2	6,0

Source : Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009a, p. 3.

En ce qui concerne le revenu, on constate qu'une grande partie de l'inégalité éducationnelle est liée à la distribution du revenu de chaque individu ou de sa famille. Pour avoir une idée de la façon dont les riches et les pauvres ont accumulé des années de scolarisation, on sépare les différents niveaux de revenus de la population. Le tableau ci-dessous montre que les plus pauvres ont en moyenne cinq années d'études alors que les plus riches en ont 10,4!!!

Tableau 53. Moyenne des années d'études de la population de 15 ans ou plus au Brésil, selon le revenu familial mensuel *per capita* (2008)

Catégories	Quintiles du revenu familial *per capita* (en pourcentage)				
	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Brésil	**5,0**	**6,0**	**6,4**	**7,8**	**10,4**
Nord	5,2	6,1	6,8	8,0	10,3
Nord-Est	4,6	5,6	5,8	7,9	10,7
Sud-Est	5,7	6,4	6,7	7,9	10,4
Sud	5,4	6,1	6,3	7,7	10,1
Centre-Ouest	5,6	6,1	6,3	7,8	10,6
Localisation					
Urbain	5,6	6,4	6,7	8,1	10,6
Rural	4,0	4,5	4,4	5,6	6,9
Sexe					
Masculin	4,7	5,7	6,2	7,7	10,4
Féminin	5,4	6,3	6,5	8,0	10,4
Race ou couleur					
Blanche	5,5	6,4	6,6	8,1	10,7
Noire	4,9	5,8	6,2	7,5	9,6

Source : Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009a, p. 4.

De plus, les élèves les plus démunis ont des difficultés à terminer leurs études à cause de leur structure familiale et des revenus de leur famille ; il arrive fréquemment que ces élèves doivent travailler pour « aider » à compléter le revenu du foyer. Dans ce groupe, les problèmes de redoublement et de décrochage scolaire sont courants. Il est essentiel de donner des conditions favorables à ces jeunes pour qu'ils puissent terminer leurs études et accéder de manière favorable au marché du travail, augmentant ainsi leurs années d'études et leur qualification et assistant à des cours de formation technique. Ces cours sont pour la plupart, plus courts, plus adaptés aux besoins de ces jeunes et leur donnent les compétences nécessaires pour acquérir un emploi mieux rémunéré sur le marché du travail.

La nouvelle présidente Dilma Rousseff a gagné les élections en réaffirmant les engagements de son prédécesseur, notamment dans le domaine social, y compris à travers une attention spéciale à la formation du capital humain et à l'émancipation des bénéficiaires de programmes sociaux. La présidente a commencé sa gestion de manière beaucoup plus discrète que Lula, elle n'a pas le même charisme que l'ancien président et elle est beaucoup plus réservée. Dans sa politique économique, Dilma n'a pas changé les lignes d'action générales et suit la direction de la politique néolibérale adoptée depuis plus de deux décennies dans le pays.

Cependant, dans le champ de la politique sociale, il est possible de s'apercevoir que la nouvelle présidente veut faire un effort pour accroître la qualité et élargir la portée des actions de combat contre la pauvreté et de formation humaine destinées aux bénéficiaires des programmes sociaux. Le Secrétariat des Sujets Stratégiques de la Présidence de la République (*Secretaria de Assuntos Estratégicos da Presidência da República – SAE*) travaille à la formulation d'une deuxième partie de la *Bolsa Família* qui a pour but l'insertion productive des bénéficiaires du programme dans l'économie. Dans ce but, il sera ajouté au programme un nouvel acteur qui va interagir avec les familles, l'agent social qui sera chargé d'aider les familles à s'émanciper sans courir le risque immédiat de perdre l'aide du programme.

Le début de la gestion de Dilma Rousseff est aussi marqué par des articulations favorables dans le secteur de l'éducation technique. Le gouvernement va aider financièrement les élèves qui cherchent à fréquenter des écoles techniques dans le secteur privé avec le *Financiamento Estudantil – Fies* (Financement Etudiant), c'est l'une des actions du *Programa Nacional de Acesso ao Ensino Técnico – Pronatec* (Programme National d'Accès à l'Enseignement Technique) qui vient d'être annoncé par la nouvelle présidente. Le but affiché est de toucher les élèves qui ont fini le lycée et les travailleurs qui n'ont pas les moyens d'aller à l'université, mais veulent continuer à se qualifier pour le marché de travail. Seules les écoles techniques privées d'excellence pourront accueillir les élèves boursiers, le gouvernement fera une évaluation des écoles techniques privées et les étudiants bénéficiaires des bourses ne pourront s'inscrire que dans les écoles autorisées par le gouvernement. Il s'agit d'une mesure importante, car les institutions privées d'étude technique offrent 47% des inscriptions existantes dans le pays, soit l'équivalent de 544 mille places[453]. Cette mesure importante peut augmenter les chances des étudiants et des travailleurs, étant donné que, dans le réseau des écoles techniques publiques, il est vraiment difficile de trouver une place et que la concurrence y est presque aussi importante que pour une université publique.

Pour rester dans le domaine de l'éducation, une autre priorité encore plus sérieuse est mise en avant, l'analphabétisme, fléau de la société brésilienne qui laisse d'innombrables citoyens à la marge et, jusqu'à nos jours, reste un des graves problèmes sociaux qui doit être combattu pour assurer la construction de la citoyenneté. La population brésilienne présente un taux d'analphabétisme élevé relativement aux autres

[453] Ministère de l'Education, accès en février 2011: http://sisfiesportal.mec.gov.br/.

pays latino américains et aux pays situés au même niveau de développement. On ne peut pas nier l'évolution favorable des dernières décennies où le taux d'analphabétisme brésilien est passé de 17,2% de la population en 1992 à 10,0% en 2008, mais ce chiffre est encore trop élevé. Du point de vue des disparités régionales, il est évident que les effets pervers de la distribution inégalitaire du revenu entre les régions du pays joue dans ce domaine, et, alors que la moyenne nationale d'analphabétisme était de 10% en 2008, ce chiffre atteignait 19,4% dans le Nord-Est !

Tableau 54. Taux d'analphabétisme dans les catégories sélectionnées au Brésil (en pourcentage de la population)

Catégories	**1992**	**2002**	**2008**
Brésil	**17,2**	**11,9**	**10,0**
Nord	14,2	10,4	10,7
Nord-Est	32,7	23,4	19,4
Sud-Est	10,9	7,2	5,8
Sud	10,2	6,8	5,4
Centre-Ouest	14,5	9,7	8,1
Localisation	**1992**	**2002**	**2008**
Urbain	8,1	5,5	4,3
Rural	35,9	27,7	23,5
Race ou couleur	**1992**	**2002**	**2008**
Blanche	10,6	7,5	6,2
Noire	25,7	17,3	13,6
Âge	**1992**	**2002**	**2008**
15 à 17 ans	8,2	2,6	1,7
18 à 24 ans	8,8	4,2	2,4
25 à 29 ans	10,0	6,4	4,2
30 à 39 ans	12,0	8,4	6,6
40 ans +	29,2	20,5	16,9

Source: Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009a, p. 6.

Il est pertinent de souligner quelques aspects de l'analphabétisme brésilien en prenant comme base la *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios* – Pnad (Recherche Nationale par Echantillon de Domiciles) : (i) il est beaucoup plus accentué pour la population noire ; (ii) les régions les moins développées et le milieu rural ont les pires taux ; (iii) le phénomène est fortement concentré sur la population à bas revenu ; (iv) le pourcentage et la quantité d'analphabètes sont plus grands chez les plus âgés, et ; (v) il y a encore un nombre considérable de jeunes analphabètes, ce qui démontre que le système actuel n'est pas tout à fait efficace. La réduction récente du taux d'analphabétisme est le résultat de la scolarisation de la population plus jeune et de la dynamique populationnelle, c'est-à-dire de la mort des plus âgés.

Le principal progrès au niveau de la population jeune (de 15 à 29 ans) durant les dernières années a été une plus longue scolarisation et, par conséquent, une progression dans le niveau de scolarité. En considérant l'évolution des données statistiques d'une période de dix ans, on observe que la scolarité des jeunes s'est élevée ; la moyenne d'études chez les jeunes est passée de 6,8 ans en 1998 à 8,7 ans en 2008. Quand on analyse la population entre 25 à 29 ans, la moyenne d'études atteint 9,2 ans, ce qui signifie 3,2 années d'études de plus que la population ayant plus de 40 ans. L'un des plus grands défis qui reste à résoudre est celui de l'éducation universitaire, car 13,6% seulement des jeunes de 18 à 24 ans vont à l'université[454]. Le processus de scolarisation de la plupart des jeunes Brésiliens est encore marqué par des opportunités limitées. Le partage inégal du revenu national, entre les habitants et les régions, est le principal facteur de cette limitation.

Le niveau supérieur de scolarité se reflète aussi dans un taux d'analphabétisme plus bas chez les plus jeunes relativement aux plus âgés. Le progrès présenté par la réduction substantielle de l'analphabétisme dans la population entre 15 et 17 ans (de 8,2% en 1992 à 1,7% en 2008) et entre 18 et 24 ans (de 8,8% à 2,4%) montre l'amélioration de la capacité du système éducatif à alphabétiser les enfants et les jeunes[455]. Malgré la réduction de l'analphabétisme dans le segment le plus jeune de la population dans les dix dernières années, il a été constaté que cette amélioration n'a pas réduit les disparités régionales de manière significative. Ce qui renforce le besoin d'intensifier et de développer les actions qui mettent la priorité sur les régions les plus démunies, le Nord et le Nord-Est. L'éducation est totalement liée à la distribution des revenus et aux inégalités, et, sans un partage plus équitable des richesses, les conditions suffisantes pour avancer ne seront pas réunies.

[454] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009b, p. 2.
[455] Ibid, p. 3.

Tableau 55. Taux d'analphabétisme des 15 à 29 ans selon les régions au Brésil – 2008
(en pourcentage de la population)

Brésil	**2,82**
Nord	3,09
Nord-est	5,99
Sud-est	1,27
Sud	1,13
Centre-Ouest	1,58

Source: Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009b, p. 4.

La croissance économique et les programmes sociaux ont permis une amélioration dans la distribution du revenu des ménages, ce qui a rendu possible que les jeunes des familles les plus démunies puissent étudier plus longtemps. Ces jeunes ont pu réduire leur participation sur le marché du travail et consacrer plus d'années à leurs études. Dans les dix dernières années, le taux de participation des jeunes entre 15 et 17 ans au marché du travail a été réduit- de 45% en 1998 à 37% en 2008-. Parallèlement, le nombre de jeunes qui ne font qu'étudier a augmenté de façon significative[456]. Ce changement peut être vu comme un facteur positif non seulement à cause du plus grand nombre d'années d'études, mais aussi parce que ces jeunes ont la chance d'avoir d'autres expériences de vie et de commencer à travailler plus tard. Le revenu est déterminant dans l'éducation d'un individu et son accès à celle-ci ; les plus riches ont une fréquentation scolaire de 93,8% alors que, pour les plus pauvres, elle est de 72,7%[457]. De surcroît, les écoles publiques sont beaucoup plus faibles et comportent une structure déficiente (physique et en capital humain – professeurs) relativement à celles du secteur privé. C'est une obligation pour l'Etat que de fournir des écoles de qualité à toute la population car c'est l'une de manières les plus puissantes d'émanciper la population démunie et d'améliorer la distribution du revenu national. Il n'est pas suffisant d'avoir des élèves dans les écoles, il faut que les écoles aient une structure adéquate et soient efficaces et en mesure de préparer leurs élèves à la dure concurrence du marché du travail.

La disparité régionale dans l'éducation se poursuit dans l'enseignement universitaire. L'inégalité de revenu régionale est à la racine de cette disparité éducative ; dans la région Sud 19% de la population fréquente l'université alors que 8,2% seulement le fait dans le Nord-Est. Dans la population urbaine entre 18 et 24 ans, 18%

[456] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009b, p. 5.
[457] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009a, p. 11.

fréquentent l'université, mais en zone rurale, ce nombre est de seulement 3,4%. Il y a aussi des inégalités d'accès à l'enseignement universitaire entre blancs et noirs : 20,5% des blancs se trouvent dans les universités alors que, pour la population noire, ce taux est de 7,7%[458]. Il est hors de doute qu'une meilleure distribution du revenu passe par une politique d'universalisation de l'éducation, améliorant les opportunités d'accès et la qualité du système public. Dans les deux dernières décennies, le taux de scolarisation s'est amélioré pour tous les âges, de même que le taux de fréquentation scolaire pour tous les niveaux d'enseignement. De toute façon, les défis restent énormes, et le plus important est lié à la qualité de l'éducation et à un accès plus équitable. L'éducation a besoin d'une forte amélioration de sa qualité pour fournir de la main-d'œuvre qualifiée, ce qui est vital pour le développement socio-économique du pays et une meilleure partage de la richesse produite.

L'essor du marché du travail brésilien dans les dernières années a mis en évidence le manque de travailleurs, lié aux faiblesses du système d'éducation. Malgré la crise mondiale, l'économie brésilienne a résisté d'une façon jamais vue auparavant dans l'histoire du pays et la création des nouveaux postes de travail montre cette vitalité de l'économie nationale qui a ramené le taux de chômage à son plus bas niveau depuis longtemps.

Tableau 56. Taux de chômage au Brésil (moyenne annuelle)

Année	En pourcentage
2002	11,7
2003	12,4
2004	11,5
2005	9,9
2006	10,0
2007	9,3
2008	7,9
2009	8,1
2010	6,7

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

La création de nouveaux postes de travail a été favorable durant toute la période Lula. Selon les données du *Cadastro Geral de Empregados e Desempregados* – Caged (Fichier Général d'Employés et Chômeurs), l'économie brésilienne a créé 1,7 million de postes de travail en 2009 et plus de 2,5 millions en 2010. L'année 2010 a été importante pour le marché du travail et les prochaines années bénéficient de perspectives très

[458] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009a, p. 15.

positives. En 2008, le solde de création d'emplois a été de 1,8 million de postes, ce qui est inférieur au chiffre de 2007. Ce mouvement de l'emploi en 2009 a commencé durant le deuxième trimestre, quand le pire de la crise internationale était déjà derrière. En dépit d'un chiffre très favorable en 2009, les effets de la crise financière ont été ressentis dans les premiers mois, et l'une des conséquences a été la valeur record des paiements d'assurance chômage, qui, dans l'année, ont atteint 19,57 milliards de *reais*[459].

Tableau 57. Création nette de postes de travail au Brésil

Année	Solde d'emploi (en millions)
1997	0,274
1998	0,387
1999	0,502
2000	1,235
2001	0,961
2002	1,494
2003	0,861
2004	1,863
2005	1,831
2006	1,917
2007	2,452
2008	1,834
2009	1,766
2010	2,525
Total Lula (2003-10)	**15,049**

Source : Ministère du Travail et de l'Emploi (MTE) et Fichier Général des Employés et Chômeurs (*Cadastro Geral de Empregados e Desempregados – CAGED*).

Pendant l'ère Lula, le marché du travail brésilien a enregistré un progrès très favorable et positif pour la distribution du revenu, avec une réduction du travail informel, une hausse considérable du salaire minimum et du revenu moyen des familles. Mais les inégalités éducative qui subsitent dans l'ensemble de la société menacent ce progrès, la main-d'œuvre qualifiée est encore peu nombreuse relativement à la main-d'œuvre peu qualifiée, ce qui engendre une disparité dans les salaires de ces deux types de travailleurs. A certains moments de l'histoire brésilienne (surtout durant la décennie 1970), le manque de main-d'œuvre qualifiée a augmenté significativement les salaires du personnel qualifié et a provoqué de fortes distorsions dans l'éventail des salaires, et il y a une forte probabilité que cela puisse se reproduire dans les prochaines années.

Kalecki souligne aussi la difficulté du recrutement des travailleurs qualifiés :

[459] *Cadastro Geral de Empregados e Desempregados* – Caged (Fichier Général d'Employés et Chômeurs), consulté en février 2011: https://www.caged.gov.br/.

« Les ressources naturelles limitées et une longue période de construction ne sont pas, toutefois, les seuls facteurs techniques et d'organisation freinant le taux d'expansion dans des secteurs particuliers de l'économie. On doit également prendre en compte la difficulté du recrutement des travailleurs dans certains emplois (par exemple, dans les mines) et le temps nécessaire pour maîtriser les nouveaux procédés techniques » (Kalecki, 1970, p. 51).

Dans les dernières années, on constate déjà un manque de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs de l'économie, et le pays ne réussit pas à faire face à la demande de main-d'œuvre de qualité. Un exemple de cette carence est la formation d'ingénieurs ; la proportion des ingénieurs dans le total des diplômés est faible si on la compare à d'autres pays en développement (voir Tableau 58). Selon la *Confederação Nacional da Indústria – CNI* (Confederation Nationale de l'Industrie), il manquera environ 150 mille ingénieurs jusqu'en 2012. Il faudra importer des ingénieurs, notamment pour les secteurs de l'infrastructure, des mines et du pétrole.

Tableau 58. Proportion des ingénieurs dans le total des diplômés et nombre d'ingénieurs diplômés par an dans les pays sélectionnés

Pays	Ingénieurs dans le total des diplômés (en pourcentage)	Ingénieurs diplômés par an
Brésil	**10**	**30 000**
Chine	35	400 000
Corée du Sud	30	80 000
Inde	21	250 000

Source : Folha de São Paulo (2010).

La disparité des revenus des salariés peut être résolue par l'amélioration de l'éducation de la masse de la population, ce qui augmenterait le niveau éducatif des salariés, la productivité du travailleur et, par conséquent les salaires. Une politique de salaire minimum peut aussi apporter des résultats tangibles, mais sans un apport de plus de qualification, elle ne sera pas soutenable sur le moyen terme.

Toutefois, l'effet de la revalorisation du salaire minimum est-il plus important que celui des politiques sociales ? La politique de revalorisation du salaire minimum a-t-elle atteint son sommet dans les dernières décennies ? Est-il possible de continuer la revalorisation du salaire minimum sans qu'elle soit accompagnée d'une forte hausse de la productivité de la main-d'œuvre ? Quel est le rôle de la politique sociale, marquée par

l'amélioration de l'éducation et de la formation humaine, dans la viabilité de salaires plus élevés dans l'économie ?

Il est possible que la politique de revalorisation du salaire minimum ait atteint son sommet dans la dernière décennie où la rémunération minimale accordée aux travailleurs a connu des gains remarquables. La mise en place du *Plano Real* a été un vrai bouleversement pour la valeur du salaire minimum qui, jusque là, se détériorait, et elle a été fondamentale pour l'amélioration du pouvoir d'achat de la population à bas revenu et pour l'amélioration considérable de la distribution des revenus. Le salaire minimum a beaucoup augmenté après l'introduction du *Plano Real*, non seulement à cause de la fin de l'hyperinflation et du rétablissement du pouvoir d'achat de la monnaie nationale, mais aussi grâce à la politique adoptée par le gouvernement pour revaloriser le salaire des travailleurs. Cette politique a été développée avec vigueur dans la période Lula, où le salaire minimum a connu une augmentation réelle de presque 60%. Et si on prend pour référence la période qui suit la mise en place du *Plano Real* (1994), le salaire minimum s'est élevé de 116% en termes réels ! La politique du salaire minimum est un important mécanisme de transfert de revenu, non seulement à cause de son impact sur le marché du travail (formel et informel), mais aussi sur la rémunération des bénéficiaires de la protection sociale.

Dès 2003, la gestion Lula a mis en place un nouveau type de négociation auprès du congrès national, négociation marquée par une proposition politique audacieuse qui visait à réévaluer de façon plus intensive le pouvoir d'achat du salaire minimum. Dans cette perspective, on constate que le pouvoir d'achat a été élevé considérablement dans la période récente. Si on prend pour mesure la *cesta básica*[460], relativement au salaire minimum, on remarque qu'en 1999 un salaire minimum pouvait acheter 1,25 *cesta básica* et qu'à l'anniversaire des dix ans de mise en place du *Plano Real*, le salaire minimum permettait d'acheter 1,5 *cesta básica*. En 2010, le pouvoir d'achat du salaire minimum a continué à s'améliorer et le salaire minimum permettait déjà d'acheter 2,04 *cestas básica*s, la plus grande proportion depuis 1979. Selon le *Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos* – Dieese (Département

[460] La *cesta básica* est une mesure de ration alimentaire minimum établie pour analyser le nombre d'heures de travail dont le travailleur a besoin pour acheter l'ensemble des biens alimentaires essentiels à ses besoins. Elle est composée de: (i) viande (6 kilos) ; (ii) lait (15 litres) ; (iii) haricots (4,5 kilos) ; (iv) riz (3,0 kilos) ; (v) Farine (1,5 kilos) ; (vi) pommes de terre (6,0 kilos) ; (vii) légumes/tomates (9,0 kilos) ; (viii) pain (6,0 kilos) ; (ix) café en poudre (600 grammes) ; (x) fruits/banane (90 unités) ; (xi) sucre (3,0 kilos) ; (xii) huile (1,5 kilo), et ; (xiii) beurre (900 grammes). Pour plus d'information voir : http://www.dieese.org.br/rel/rac/metodologia.pdf.

Intersyndical de Statistique et d'Etudes Socio-Economiques)[461], le salaire minimum de 2010 représente la valeur réelle la plus élevée depuis 1986. Toutefois, le SMIC reste bien inférieur aux besoins minimaux des familles qui font face aux nécessités vitales des citoyens (logement, nourriture, éducation, santé, loisir, vêtements, hygiène, transport, etc.).

Malgré les successives augmentations du SMIC qui passe au-dessus de l'inflation, le pouvoir d'achat du SMIC au Brésil est encore l'un des pires d'Amérique latine, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Les données statistiques sont de 2009 et concernent 24 pays latino américains. Selon l'OIT, le salaire minimum du Brésil est le 16ème dans la liste avec un pouvoir d'achat[462] équivalant à 286 dollars, ce qui est inférieur au salaire minimum du Honduras, du Paraguay, du Pérou et du Salvador[463]. Cela montre que la valeur du salaire minimum payé au Brésil est encore relativement basse en dépit d'une trajectoire d'amélioration constatée depuis 1994.

[461] Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos (Dieese). http://www.dieese.org.br/

[462] La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Plus d'information à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (Insee) : http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/parite-pouvoir-achat.htm

[463] Voir aussi pour plus d'information : OIT au Brésil : http://www.oit.org.br/ et Folha.com : http://www1.folha.uol.com.br/mercado/856875-salario-minimo-do-brasil-e-um-dos-piores-do-continente.shtml

Tableau 59. Amérique latine – Salaire minimum (parité de pouvoir d'achat en dollars)

Pays	En dollar
Argentine	896
Uruguay	258
Paraguay	559
Chili	400
Bolivie	215
Brésil	**286**
Pérou	334
Equateur	490
Colombie	390
Venezuela	481
Guyane	145
Trinité-et-Tobago	285
République Dominicaine	221
Haïti	209
Jamaïque	310
Bahamas	787
Panama	451
Costa Rica	489
Nicaragua	198
Honduras	432
Salvador	304
Guatemala	344
Belize	388
Mexique	170

Source: Organisation Internationale du Travail (OIT).

Cependant, de 2006 à 2009, le salaire minimum brésilien a connu la troisième hausse réelle en dollars de la région (voir Tableau 60).

Tableau 60. Amérique latine – Salaire Minimum : les plus grandes variations réelles entre 2006 et 2009

Pays	En pourcentage
Argentine	64,17
Uruguay	33,78
Brésil	**29,49**
Nicaragua	22,21
Equateur	20,88
Salvador	11,80
Bolivie	10,04
Chili	8,56

Source: Organisation Internationale du Travail (OIT).

Il ne faut pas oublier que la politique d'augmentation du salaire minimum a aussi des effets positifs sur le marché du travail informel, étant donné que les salaires de l'informel ont comme base le salaire minimum fixé par l'Etat. Le salaire minimum a été

crucial et a aidé à diminuer l'accroissement de l'éventail des rémunérations. Néanmoins, il est d'autres facteurs qui expliquent le niveau des salaires et la distribution des revenus entre salariés, et qui ne peuvent pas être supprimés par la seule politique de hausse réelle du salaire minimum, dont entre autres : (i) le niveau de scolarité ; (ii) l'expérience professionnelle; (iii) la région, et ; (iv) l'égalité des chances.

Les politiques sociales publiques ont pour but d'établir une plus grande égalité des chances, essentielle pour la démocratie, car elles donnent des moyens d'émancipation aux plus démunis. Dans cette ligne de pensée, l'évolution de la distribution du revenu d'un pays est le reflet des politiques sociales de l'Etat tout au long de son histoire, et les enjeux socio-économiques actuels sont fonction des erreurs du passé. Une chose est certaine, la croissance économique seule n'est pas suffisante pour réduire la pauvreté et les inégalités, et on voit des pays dits plutôt riches présentant une des inégalités les plus importantes de la planète (cas du Brésil). En l'absence de politiques de réduction des inégalités, la pauvreté ne diminue qu'en fonction de la croissance économique ; c'est pourquoi, la réduction est inférieure à ce qui serait possible si on utilisait, outre la croissance, les politiques de réduction des inégalités. Lula a réussi à faire jouer à la politique sociale brésilienne un rôle plus important dans la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Le gouvernement Lula a su, en effet, mettre en place ce paradigme dans sa gestion, ce qui constitue une vision plutôt nouvelle de la politique socio-économique nationale. Auparavant, les dirigeants du pays ont beaucoup prêché qu'il fallait faire grossir le gâteau pour ensuite le partager, mais le partage n'a pas vraiment eu lieu. Malgré les fluctuations du taux de croissance du Brésil au cours d'une décennie, le degré d'inégalité des revenus a décliné de façon accélérée et continue. Les politiques socio-économiques adoptées au début des années 2000 montrent une plus grande synergie entre le côté économique et le côté social, à travers l'intensification et le développement de la portée des programmes sociaux. La combinaison de ces deux facteurs, croissance et intensification de la politique sociale, a permis que la réduction de la pauvreté soit plus influencée qu'auparavant par le côté social. Point véritablement positif au regard d'une amélioration de la distribution des revenus dans un laps de temps assez court. Toutefois, dans un contexte général, ce résultat demeure timide face au défi que représente un partage plus égalitaire de la richesse au Brésil[464].

[464] De 2001 à 2008, le revenu a augmenté dans toutes les déciles, et surtout parmi les plus pauvres. Alors que le revenu *per capita* de la population a augmenté de 2,8% par an entre 2001 et 2008, chez les 10% les

Mais comment fournir les outils nécessaires aux citoyens les plus démunis pour qu'ils bénéficient d'une augmentation dans leur revenu moyen ? Quelles sont les principales variables qui vont déterminer le salaire d'un prolétaire ? Comment émanciper la génération actuelle et les générations suivantes pour que l'amélioration du niveau de vie de la famille soit durable ? Le développement de l'accès au travail de bonne qualité et la réduction des imperfections dans le fonctionnement du marché du travail, voire la diminution des différences de rémunération, s'avèrent fondamentaux pour atteindre une société plus égalitaire.

Dans l'analyse de la distribution des revenus, les éléments sociaux sont très importants, étant donné que les biens et la propriété n'en sont pas les seuls éléments déterminants. La culture, la religion et le niveau d'éducation de la famille peuvent également jouer un rôle considérable. Une famille ayant un niveau culturel et un niveau d'éducation plus élevé peut transmettre des connaissances et influencer un enfant dans l'acquisition des qualifications, ce qui fera la différence dans la rémunération économique de ses successeurs. Les décisions d'investissement en capital humain sont hautement influencées par le foyer et la famille d'un individu et là, le noyau familial est décisif pour son ascension sociale. Dans ce sens, la *Bolsa Família* a des conséquences très favorables sur l'ensemble de la famille et permet aux enfants d'étudier, ce qui, dans la plupart des cas ne s'est pas produit pour les parents. Elle amène la création d'une culture qui, probablement, va influencer les prochaines générations et augmenter le revenu *per capita* du foyer. Cela a un effet multiplicateur, car le prolongement de l'investissement en capital humain permet que les enfants pauvres aient une situation de travail plus intéressante que celle des générations antérieures et, par conséquent, un revenu plus élevé[465].

Pourtant, la seule intensification des efforts réalisés au plan du capital humain n'est pas suffisante, il faut une politique active d'inclusion sociale et une politique

---

plus pauvres le revenu s'est élevé trois fois plus vite (8,1% a.a.), tandis que pour les 10% les plus riches il a seulement augmenté de la moitié du taux global (c'est-à-dire 1,4% a.a.). Le taux de croissance du revenu des 10% les plus pauvres a été plus de cinq fois celui des 10% les plus riches (Instituto de Pesquisas Econômicas Aplicada – IPEA, 2009c, p. 9).

[465] Le revenu acquis et accumulé (épargné) par une personne reflète les opportunités, voire l'éducation, et influence tout le cours de sa vie. Il est évident que le patrimoine hérité joue un rôle important, mais les salaires ont de plus en plus de poids dans la distribution du revenu contemporain. Antérieurement, la question de la distribution du revenu se focalisait beaucoup plus sur le patrimoine que sur le travail, mais la place du salaire devient de plus en plus importante dans le débat. Il faut souligner que la hausse des inégalités de salaires chez les travailleurs salariés est un phénomène mondial. L'apparition de hauts salaires chez les hauts revenus est un phénomène récent, conséquence du développement des cadres supérieurs.

macroéconomique adéquate, qui stimulent l'investissement productif. Pour que la distribution des revenus soit plus égalitaire et que la phénomène soit durable, il faut observer plusieurs aspects : (i) l'égalisation des opportunités d'acquérir des capacités ; (ii) l'égalisation des opportunités d'utilisation productive des capacités acquises, l'accès au travail ; (iii) la réduction de l'inégalité de traitement des travailleurs sur le marché de travail, et ; (iv) la nécessité de rendre le système fiscal progressif et la dépense publique plus efficace. Les politiques macroéconomiques sont en effet indispensables pour créer une ambiance plus équitable et favorable à la production, à l'emploi, à la croissance, à l'inclusion sociale et à un meilleur partage des revenus.

La politique monétaire a été abordée durant les dernières décennies uniquement comme un outil utilisé dans le combat contre l'inflation, mais elle est aussi cruciale dans le combat contre la concentration des revenus. L'inflation brésilienne était exorbitante durant la décennie 1980 et jusqu'à la moitié des années 1990 ; c'est la raison pour laquelle l'un des plus grands soucis actuels de la Banque centrale brésilienne (Bacen) est de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie. Ainsi, depuis le *Plano Real* de stabilisation économique de 1994, la Bacen a été le gardien de la stabilité de la monnaie ; elle en a acquis d'autant plus d'autonomie et a accompli cette tâche avec succès. Cependant, ce n'est pas la seule mission d'une Banque centrale, elle doit maintenir l'inflation sous contrôle avec un taux d'intérêt raisonnable pour le secteur productif, car elle est responsable de la création d'un environnement économique favorable à l'investissement dans le secteur réel. On constate au Brésil un vrai déséquilibre dans la politique monétaire, si bien que, alors que la Bacen a fait un bon travail dans le contrôle des prix, le taux d'intérêt réel est le plus élevé au monde. Déséquilibre fortement défavorable pour le secteur réel de l'économie et pour une distribution plus équitable des revenus.

Le taux d'intérêt est un facteur extrêmement important dans l'ensemble de l'économie, car il a un impact non seulement sur la rémunération des capitalistes, mais aussi sur l'allocation de l'investissement financier ou productif. Rappelons Kalecki :

« Nous concluons sur le fait que les « engagements » qu'un entrepreneur est prêt à prendre n'importe quand sont une fonction croissante de la profitabilité nette,

c'est-à-dire de a différence entre le taux marginal de profit et le taux d'intérêt » (Kalecki, 1972, p. 128)[466].

Le taux d'intérêt réel brésilien a été maintenu pendant une longue période à un niveau trop élevé, ce qui a favorisé la classe des rentiers et les investissements financiers au détriment du secteur productif. La réduction de l'investissement dans le secteur productif diminuait les emplois et la masse salariale, n'aidant guère à un partage plus équitable du revenu. Il y a une contradiction dans la politique actuelle, car dans le même temps que le gouvernement a mis en place une politique sociale pour améliorer la distribution du revenu à travers la *Bolsa Família*, il paie son service de la dette à un taux d'intérêt réel parmi les plus hauts du monde. Pour faire une comparaison montrant combien cette politique monétaire est nocive pour la distribution du revenu national, il suffit de mettre en parallèle la dépense du gouvernement pour le service de la dette, 5,4% du PIB[467], et le coût de la *Bolsa Família*, 1% du PIB. Il est clair que cette disparité ne favorise que la concentration du revenu pour les rentiers et financiers, étant donné que l'investissement en titres de la dette publique est une activité réservée aux élites au Brésil. Selon l'étude de l'*Instituto de Pesquisas Economicas Aplicadas* (IPEA), 39,5% de la population brésilienne, n'a même pas de compte bancaire[468] !

Le taux d'intérêt élevé n'est pas seulement mauvais pour la concentration des richesses, il l'est aussi pour le moral des investisseurs du secteur productif de l'économie. Un taux d'intérêt si élevé ne stimule guère l'investissement productif et n'est favorable qu'aux rentiers et spéculateurs. La croissance du stock de capital fixe productif est essentielle pour les gains de productivité du travail liés à l'expansion de l'occupation, et cela explique qu'une société où l'intensité du capital s'accroît a tendance à présenter des standards de vies plus élevés. Il faut créer des profits pour l'accumulation du capital et la hausse de l'investissement.

De surcroît, il convient de prendre en considération l'effet multiplicateur de chaque type de dépense publique et ses résultats dans l'ensemble de l'économie nationale. Selon une étude de l'IPEA, un investissement de 1 *real* destiné aux dépenses du paiement du service de la dette produit 0,71 *real* de PIB supplémentaire, soit un effet multiplicateur de 0,71%. Dans le même temps, l'un des plus grands multiplicateurs du

[466] *« We conclude there that the "commitments" which an entrepreneur is willing to enter at any time are an increasing fonction of the net profitability, i.e. of the difference between the marginal rate of the profit and the rate of interest »* (Kalecki, 1972, p. 128).
[467] *Banco Central do Brasil* (Bacen), accès en février 2011 : http://www.bcb.gov.br/?ECOIMPOLFISC.
[468] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2011a, p. 6.

PIB et du revenu des familles vient du programme *Bolsa Família* : pour chaque *real* dépensé dans le programme, le PIB augmente de 1,44 *real*, donc l'effet multiplicateur est de 1,44%. Le programme produit plus de bénéfices économiques qu'il n'en coûte, et ce bénéfice est deux fois plus important que le bénéfice généré par le paiement du service de la dette publique[469].

Tableau 61. Multiplicateurs résultant d'une hausse de 1% du PIB, selon le type de dépense publique au Brésil

Type de dépense/demande	Multiplicateur du PIB (%)	Multiplicateur du revenu des familles (%)
Programme *Bolsa Família*	1,44	2,25
Benefício de Prestação Continuada	1,38	2,20
Régime Général de Protection Sociale	1,23	2,10
Paiement des intérêts de la dette publique	0,71	1,34

Source: Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2011, p. 11).

Ainsi, il faudrait se demander pourquoi le gouvernement dépense 5,4% du PIB dans le paiement du service de la dette alors qu'il utilise moins de 1% du PIB pour la *Bolsa Família*. Le montant élevé du service de la dette relativement au PIB découle d'un taux d'intérêt trop élevé, alors qu'il n'y a pas de raison que le Brésil ait l'un des taux d'intérêts réels les plus élevés au monde. Le pays a plus de 340 milliards de dollars en réserves internationales et une dette publique à un niveau raisonnable (43% du PIB) ; il est donc loin d'être insolvable.

De toute manière, cela n'est pas la seule entrave à un essor économique soutenable. Pour stimuler le secteur réel de l'économie, non seulement le taux d'intérêt doit être raisonnable, mais la structure fiscale doit être simple et efficace, point clé pour promouvoir un essor de l'investissement productif. Une structure fiscale efficiente est essentielle à l'expansion de la production et à un partage plus équitable de la richesse produite dans le pays. Malheureusement, comme cela a déjà été abordé antérieurement, le Brésil est loin d'avoir un système d'impôts efficace et son modèle actuel est très régressif, marqué surtout par des impôts indirects.

La question de la structure des impôts pèse lourdement sur le développement socio-économique du Brésil depuis longtemps et ne fait qu'empirer ; on est encore loin d'une possible réforme fiscale à cause de questions politiques et des intérêts des différents secteurs de la société. La complexité du système fiscal et les innombrables

[469] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2011, p. 10 et 11.

législations ne font qu'augmenter la marge d'évasion fiscale et surcharger les contribuables, surtout à travers les impôts indirects qui sont très élevés – environ 48% des recettes fiscales. Au Brésil, le système d'impôt indirect est très complexe et comprend plusieurs impôts fondés sur différentes bases. Une forte charge fiscale pèse aussi sur les matières premières et les facteurs de production, engendrant ce qu'on appelle « l'effet cascade » (d'accumulation). Si on prend pour référence l'impôt sur la circulation des biens et services – ICMS (sorte de TVA), on constate que les taux sont très élevés, par exemple : (i) électricité et gaz 34,5% ; (ii) électroménagers 29%, et ; (iii) produits pharmaceutiques 20,6%[470]. Il faut rappeler qu'il ne s'agit là que d'un impôt parmi d'autres qui sont prélevés sur ces secteurs. Il faudrait une vraie métamorphose de la structure des impôts pour rendre le système plus juste, d'autant plus que les plus pauvres sont les plus touchés par ces distorsions.

La lamentable structure fiscale brésilienne n'est pas seulement nocive pour la production économique, mais elle pèse lourdement sur la distribution des revenus, déjà très mauvaise. Il faut souligner que la charge fiscale sur les familles dépend de la combinaison des taux effectifs et des modèles de consommation des familles pour différents niveaux de dépense totale *per capita*. L'impact distributif d'un impôt ne dépend pas strictement de son degré de régressivité ou de progressivité, mais aussi de la part qu'il occupe dans la charge globale des impôts pour les familles de différents niveaux de revenus. Parmi les impôts les plus régressifs, il faut souligner ceux qui touchent les denrées alimentaires les plus basiques (*cesta básica*) dans le budget d'une famille brésilienne. Il est clair que les aliments de base devraient être exemptés, étant donné que cette catégorie est de loin la plus régressive et la plus importante dans le budget des plus pauvres.

A la racine de la structure des impôts au Brésil se trouvent des facteurs historiques, et il a fallu parcourir un long chemin et faire beaucoup de « bricolages » pour arriver à la situation fiscale actuelle. La République brésilienne a hérité de l'Empire une bonne partie de sa structure fiscale, qui s'est maintenue jusqu'à la décennie 1930. Dans cette période caractérisée par une économie agricole, très ouverte au marché externe, les deux tiers des recettes fiscales provenaient du commerce extérieur. Cependant, la crise de 1930 a obligé le gouvernement à chercher de nouvelles sources de recettes fiscales avec la mise en place d'impôts sur les transactions

[470] Siqueira, Nogueira et Souza, 2010, p. 11.

domestiques. La constitution fédérale de 1934 et les lois de cette époque ont promu d'importants changements dans la structure des impôts, ce qui a permis au pays d'accéder à une nouvelle phase d'évolution du système fiscal. Le gouvernement a mis en place des impôts sur la consommation pour renforcer les recettes fiscales sur la base domestique, mais les impôts sur le commerce extérieur sont restés les principales sources de recettes fiscales jusqu'à la fin de la décennie 1930. Déjà en 1946, l'impôt sur la consommation assurait environ 40% des recettes fiscales du pays et l'impôt sur le revenu commençait à augmenter. Toutefois, le besoin de financement public durant cette époque d'industrialisation de l'économie nationale nécessitait des investissements massifs, ce qui a abouti à un déficit fiscal considérable durant la décennie 1960. Ce choix explique l'accélération de l'inflation durant ces années, étant donné que l'Etat recourait à la planche à billets pour financer ses déficits. L'accélération de l'inflation était une forme de corrosion des recettes fiscales à un moment où l'Etat en avait le plus besoin. Ces conditions ont fait surgir, avec beaucoup de créativité, plusieurs impôts destinés à renforcer les caisses du gouvernement. Le système fiscal brésilien est problématique à cause de sa complexité et de la diversité des impôts ; il existe des milliers de règles pour chaque impôt et dans chaque Etat de la confédération. De plus, la charge des impôts indirects est énorme et l'impôt direct ne correspond qu'à une faible partie de la recette fiscale totale. Cela n'aide guère à la réduction de l'inégalité de revenu et à une redistribution fiscale plus égalitaire. Durant les décennies 1980, 1990 et 2000, la qualité du système fiscal brésilien n'a fait que se détériorer, la structure fiscale n'a connu aucune réforme majeure et depuis longtemps elle passe toujours par de petits « bricolages »[471].

La simplification du système fiscal est impérative et serait une victoire pour le secteur productif – qui souffre d'impôts cumulatifs sur la production – et aussi pour les plus démunis qui paient trop d'impôts indirects. Actuellement, la quantité et la qualité des impôts sont un fardeau très lourd pour la compétitivité des entreprises nationales. Un exemple important est la présence de cotisations élevées sur les salaires qui stimulent l'informalité dans les relations de travail, et l'économie informelle ne fait que s'accroître avec cette structure d'impôt inefficace. Le coût d'un système fiscal dépassé est considérable pour toute la nation et empêche un transfert fiscal de ressources des plus riches vers ceux qui en ont le plus besoin.

[471] Voir sur la charge fiscale et l'équite au Brésil : Castro, Santos et Ribeiro (2010).

On observe que les recettes fiscales du gouvernement au Brésil n'ont pas cessé d'augmenter dans la dernière période, et atteignent presque 35% du PIB, pourcentage plus élevé ou égal à celui des pays développés mais qui n'offre pas des services publics de qualité équivalente. Au Brésil, les services publics sont de très mauvaise qualité, et pour bénéficier d'une meilleure qualité, il faut recourir au secteur privé. Dans les pays de même degré de développement, les impôts sont beaucoup moins lourds.

Tableau 62. Evolution des recettes fiscales brutes au Brésil (impôts, taxes et cotisations)

Année	En pourcentage du PIB
1995	27,0
2000	30,4
2001	31,9
2004	32,8
2007	34,7
2008	35,2
2009	34,5
2010	35,1

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Une réforme éventuelle devrait se préoccuper de l'harmonisation du besoin d'augmentation des recettes fiscales pour faire face aux engagements du gouvernement en faveur de l'amélioration des conditions de compétitivité du secteur productif et devrait comporter bien sûr, une plus grande équité fiscale. Les principaux problèmes du système fiscal brésilien auxquels il faudra faire face dans une possible réforme fiscale sont les suivants : (i) le caractère régressif des impôts, les pauvres paient proportionnellement beaucoup plus d'impôts que les riches[472] ; (ii) l'impôt qui pèse sur l'investissement accroît le coût de l'investissement de 25% à 30% ; (iii) les conflits entre les Etats et le gouvernement fédéral qui aboutissent à une guerre fiscale et à une concurrence inégale entre les entreprises installées dans des localités différentes ; (iv) la complexité du système fiscal qui comporte trop de règles inefficaces faciles à contourner et menant à davantage d'informalité économique, et ; (v) les cotisations et impôts, trop élevés pour les salaires, ce qui pénalise les travailleurs et les entreprises de l'économie formelle, et décourage l'insertion dans la légalité[473].

[472] C'est le résultat de la structure des recettes fiscales, car le grand nombre d'impôts indirects sur la consommation pesant sur les personnes crée des distorsions significatives dans le système et le rend plus inégalitaire.
[473] Voir : Brasil. Presidência da República, Observatório da Equidade (2009).

Tableau 63. Charge fiscale selon le niveau de salaire minimum au Brésil

Revenu mensuel familial	Impôts en 2004 (en pourcentage)	Impôts en 2008 (en pourcentage)	Jours travaillés correspondant au paiement des impôts (nombre de jours)
Jusqu'à 2 salaires minimums	48,8	53,9	197
2 à 3	38,0	41,9	153
3 à 5	33,9	37,4	137
5 à 6	32,0	35,3	129
6 à 8	31,7	35,0	128
8 à 10	31,7	35,0	128
10 à 15	30,5	33,7	123
15 à 20	28,4	31,3	115
20 à 30	28,7	31,7	116
Plus de 30 SMIC	26,3	29,0	106

Source : Institut de Recherche Economique Apliquée (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA*).

Le tableau ci-dessus (Tableau 63) montre l'importance du caractère régressif du système fiscal ; c'est un phénomène qui ne cesse d'empirer et qui ne peut pourtant pas perdurer. Les familles qui reçoivent les plus bas revenus paient beaucoup plus d'impôts que celles qui sont au sommet de la pyramide. Le Brésil ne peut plus continuer à fonctionner avec cette structure fiscale aberrante vu que le système fiscal est un pilier essentiel pour une distribution plus égalitaire des revenus. Les réformes structurelles sont indispensables à l'évolution du pays ; la politique fiscale du gouvernement devrait donc se fonder sur des aspects favorables à une distribution plus juste du revenu et non le contraire. Sans une transformation profonde de la structure fiscale, les bénéfices des politiques sociales seront minimisés et n'atteindront pas leur potentiel.

Bien que la part des impôts directs dans le total soit en train d'augmenter, elle reste faible et avance trop lentement, et les impôts sur le capital (revenu, propriété et capital) sont passés de 6% du PIB en 1995 à seulement 10% en 2007[474]. Un système d'impôt progressif permet de resserrer l'éventail des revenus et assure le transfert des recettes fiscales vers des politiques sociales responsables pour donner une meilleure formation aux plus démunis afin qu'ils puissent progresser dans l'échelle sociale. Ces distorsions dans la structure des impôts sont nuisibles à la croissance et à la hausse de la productivité, facteurs qui pourraient augmenter le revenu des plus pauvres de manière constante et réduire la disparité de richesse. Il faut absolument réduire la quantité

[474] Santos, Ribeiro et Gobetti, 2008, p. 12.

d'impôts indirects et la complexité du système fiscal en vigueur, car seules une augmentation des impôts directs et une active politique sociale de transfert peuvent rompre avec la dynamique perverse actuelle.

Il doit être clair que le principal problème n'est pas le niveau élevé de la relation des recettes fiscales avec le PIB, mais la manière dont certaines familles sont les plus imposées. Une recette fiscale importante est une alliée de poids pour le financement des programmes sociaux et amène, par conséquent, une amélioration dans la distribution du revenu. Le gouvernement Lula a connu un prélèvement de recettes fiscales record qui a rendu possible plus d'investissements dans les politiques sociales, mais il faudrait imposer davantage les plus riches et alléger les plus démunis. Pendant la période Lula, l'augmentation des recettes fiscales a permis une élévation jamais connue auparavant dans le budget des programmes sociaux, ce qui a eu des effets très positifs pour l'ensemble de l'économie grâce au développement et au renforcement des économies régionales.

Une part significative des avancées accomplies par le Brésil dans le domaine du combat contre la pauvreté et les inégalités est directement liée à la structuration des politiques publiques, envisagées dans la Constitution Fédérale de 1988. A partir de ce moment-là, les lignes générales du rôle de l'Etat dans le développement économique et social ont été tracées, apportant les bases institutionnelles de la construction d'un Etat providence sur le modèle des pays développés. Il faut rappeler que la nouvelle constitution, approuvée après des décennies de dictature, cherchait à donner au peuple de la justice sociale, une plus grande égalité et des droits fondamentaux accessibles à tous les citoyens. La priorité accordée aux politiques tournées vers le domaine de la santé, de l'éducation et de la redistribution de la richesse nationale est essentielle pour la promotion de la citoyenneté et la construction d'une société égalitaire. Ces éléments et la stabilité des prix apportée par le *Plano Real* sont importants, mais ils sont loin de satisfaire l'énorme dette sociale d'un pays aussi inégalitaire que le Brésil. L'héritage esclavagiste et des siècles des politiques socio-économiques qui privilégiaient les couches sociales les plus aisées sont un gros obstacle qui doit être surmonté et l'établissement d'un vaste réseau de protection sociale est une condition nécessaire à l'obtention d'une citoyenneté complète.

Après l'instauration du *Plano Real* (1994), la stabilité économique a apporté plusieurs bénéfices et a rendu les politiques publiques d'inclusion sociale plus efficaces. Considérons ici quelques aspects positifs de la distribution du revenu : (i) l'élévation du

salaire minimum réel ; (ii) le développement du crédit pour la majorité de la population, et ; (iii) la reformulation et l'élargissement des programmes de transferts de revenus. Bien que la croissance du PIB brésilien ait été plus faible que la moyenne historique, la dépense sociale par habitant a crû. Le total des dépenses sociales en pourcentage du PIB est passé de 13,3% du PIB en 1985 à 21,9% en 2005.

Tableau 64. Evolution de la dépense sociale publique au Brésil

Année	**En pourcentage du PIB** (seulement pour le gouvernement fédéral)	**En pourcentage du PIB** (total gouvernement fédéral, Etats et Municipalités)
1985	-	13,3
1990	-	19,0
1995	11,24	19,2
2005	13,82	21,9
2009	15,80	-

Source : Instituto de Pesquisa Aplicada – IPEA, 2011b, p. 5. Instituto de Pesquisa Aplicada – IPEA, 2010a, p. 9.

Après plusieurs décennies de centralisation du pouvoir public dans la sphère fédérale due à la dictature, le rôle des Etats et des municipalités dans la formulation des politiques sociales a crû. Les municipalités ont élargi et intensifié leurs activités dans le domaine des politiques de l'éducation, de la santé et de l'assistance sociale. Ce plus grand rôle des municipalités dans la politique sociale est accepté par le gouvernement fédéral, et presque tous les programmes sociaux fédéraux actuels encouragent un partenariat actif entre les différentes sphères. Ce qui rend les actions plus ciblées et les résultats plus tangibles, étant donné que les agents locaux connaissent mieux les besoins de la population de la région. Un autre aspect très important dans la formulation des nouvelles politiques sociales est un débat plus intense et une plus grande coopération entre les membres et les groupes de la société civile. Le tout a engendré une nouvelle tendance dirigée vers la participation populaire et a donné plus de transparence et d'efficacité à l'utilisation des ressources publiques.

Tableau 65. Evolution de la participation du Gouvernement Fédéral, des Etats et des Municipalités dans la dépense sociale publique au Brésil (en pourcentage)

	1980	**2008**
Gouvernement Fédéral	65,8	61,9
Etats	23,6	21,8
Municipalités	10,6	16,3

Source : Instituto de Pesquisa Aplicada – IPEA, 2010a, p. 9.

Sous le gouvernement Lula, la combinaison entre la stabilité monétaire, l'expansion économique et le renforcement des politiques sociales a eu pour résultat une amélioration générale de la conjoncture socio-économique, marquée par la redistribution du revenu national. Dans les nouvelles politiques sociales, on observe une dynamique innovatrice des programmes de transfert de revenu nationaux, combinant le besoin financier et le développement de l'assistance sociale aux familles. L'unification des programmes de transfert de revenu direct est apparue comme une opportunité de renforcement des actions sociales dirigées vers la consolidation d'un système fédéral de solidarité.

La politique nationale de restructuration des programmes d'assistance sociale et l'élaboration de stratégies de combat pour éradiquer la pauvreté est un phénomène récent au Brésil. On peut même affirmer que ces actions sont encore embryonnaires et ont un long chemin à, parcourir pour atteindre leur but de façon plus large. La Constitution Fédérale de 1988 a provoqué une vraie rupture dans le système et à partir de ce moment-là, les politiques sociales ont connu un véritable essor au Brésil. Cependant, il faudrait se poser à nouveau quelques questions : quelle a été la profondeur des réformes ? Quelles en ont été les motivations ? Dans quelle mesure les problèmes structurels brésiliens ont-ils été résolus ? Quelles sont les limites rencontrées ? Quelles perspectives ont été ouvertes par le gouvernement Lula dans le domaine social ?

Les profonds changements intervenus dans les programmes d'assistance sociale et de combat contre la pauvreté au Brésil ont souffert de la combinaison insuffisante de plusieurs facteurs : (i) la Constitution de 1988 ; (ii) la reconnaissance de l'inefficacité des programmes précédents ; (iii) de nouvelles priorités inscrites dans l'agenda de l'Etat, et ; (iv) l'intensification du débat sur la citoyenneté et les droits fondamentaux des individus. Les réformes dans les programmes sociaux ont suivi une approche de transfert direct des revenus, sans mettre de côté les arrangements de la Constitution de

1988 sur l'universalisation de la santé et de l'éducation. Le gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso (FHC) a permis de démarrer un nouveau cycle de programmes sociaux, en stabilisant la monnaie et en mettant en place de nouveaux programmes. Dans l'objectif de promouvoir la citoyenneté et l'inclusion sociale, le gouvernement a mis la priorité sur les domaines de l'éducation et de la santé.

Le gouvernement Lula a approfondi les politiques sociales d'inclusion et a énormément augmenté la population bénéficiaire des programmes sociaux. Le premier programme que Lula a voulu instaurer dans sa gestion a été le *Fome Zero* (Faim Zero). Le *Fome Zero* englobait plusieurs sphères structurelles, dont : (i) la politique de soutien à l'agriculture familiale ; (ii) l'augmentation des repas à l'école ; (iii) l'appui aux programmes des restaurants populaires, du gouvernement ou des organisations non-gouvernementales (ONGs), et ; (iv) la modernisation du stockage, de l'offre et de la distribution des produits agricoles. L'accent mis par Lula sur la question de la faim et le lancement d'un nouveau programme de transfert direct de revenu a lancé le débat autour de l'unification de tous les programmes existants. La *Bolsa Família* est le symbole d'une nouvelle phase de la politique sociale brésilienne qui a produit des résultats importants dans le bien être des familles les plus pauvres, résultats jamais constatés auparavant dans l'histoire du pays.

Quand le gouvernement a lancé le programme *Bolsa Família,* il a mis en évidence la portée de la protection intégrale de la famille, car le programme n'est pas destiné à un individu mais à toute la famille. Il se présente comme un pilier du renforcement du noyau familial dans les ménages à risque ; c'est là un vrai changement par rapport aux programmes antérieurs, qui apporte des bénéfices tangibles au sein de la famille. Les programmes sociaux qui ont précédé la *Bolsa Família* étaient dispersés et fragmentés, ils ne s'appuyaient pas sur l'intégration de politiques sociales dans différents domaines. La *Bolsa Família* est structurée de manière à donner aux bénéficiaires les droits élémentaires de la citoyenneté et à consolider ces droits, dans un processus bien planifié, devant conduire à l'émancipation des personnes. Il est important d'observer que le programme est structurant en lui même et qu'il garantit un droit fondamental qui est le droit à l'alimentation. Et s'il est assorti de conditionnalités pour les bénéficiaires, le programme prévoit pour les familles le support nécessaire pour qu'elles sachent comment faire face à leurs obligations. Il est évident que la question du travail est primordiale, c'est un droit pour tout citoyen et une nécessité pour la société. Soucieux de cette dimension, le gouvernement fédéral a investi dans des programmes

d'inclusion productive et de formation professionnelle, comme le *Primeiro Passo* (Premier Pas) et le *Plano Setorial de Qualificação Profissional* – Planseq (Plan Sectoriel de Qualification Professionnelle).

Le nouveau format de la politique sociale nécessitait une coordination intégrée et non plus la dissémination des politiques et des actions émanant de plusieurs ministères (Education, Santé, Assistance Sociale, Sécurité Alimentaire et Mines et Energie). Tout un appareil institutionnel a été mis en place pour viabiliser l'opération de la *Bolsa Família*, à travers le Conseil de Gestion Interministériel, dans le but de formuler et d'intégrer les politiques publiques. S'est instaurée une articulation entre les politiques sociales des États et des municipalités visant à atteindre plus de synergie dans les défis à surmonter. La fusion des structures d'assistance sociale a donné naissance au nouveau Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS) qui est chargé des politiques et des opérations concernant toutes les politiques sociales nationales. L'unification de la gestion des politiques de développement social était essentielle à l'amélioration de la dynamique élaborée de même qu'à une articulation plus souple et plus intégrée des directives de travail.

La création du MDS est un symbole de la nouvelle phase dans laquelle est entrée la politique sociale ; elle a entraîné l'augmentation significative des investissements destinés aux politiques de protection, d'assistance et de développement social – qui se traduisent en programmes et en actions de transfert de revenu, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'assistance sociale et d'inclusion productive. Cet ensemble a amené une expansion substantielle des services et du réseau de protection sociale et, en quelques années, 50 millions de pauvres et/ou de personnes en situation de vulnérabilité ont reçu des allocations versées par les programmes. La priorité accordée par le gouvernement fédéral aux programmes de transfert de revenu et à la mise en place du programme *Bolsa Família* ont fait que la participation du MDS au budget du gouvernement fédéral, entre 2003 et 2005, a connu une augmentation d'environ 20%[475]. Dans les années suivantes, la valeur du budget consacrée aux programmes sociaux n'a pas cessé d'augmenter. Le budget du Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim était, en 2010, de 38,9 milliards de *reais* alors qu'il atteignait à peine 7,2 milliards de *reais* en 2002[476] !

[475] Vaitsman, Rodrigues et Paes-Sousa, 2006, p. 14.
[476] Ministère du Développement Social et du Combat contre la faim (MDS), consulté en janvier 2011: http://www.mds.gov.br/.

La mise en œuvre décentralisée des programmes du MDS suppose leur articulation, voire leur intégration, au niveau de la famille, de la communauté, et du territoire. Ce qui signifie que la gestion et la mise en œuvre des programmes est fonction de la coordination, non seulement entre les divers secteurs à l'intérieur d'un niveau donné du gouvernement, mais aussi entre ses différents niveaux – gouvernement fédéral, Etats et communes. La protection sociale demande une plus grande capacité d'approche du quotidien des personnes, approche où les risques et les vulnérabilités sont présents. Il est nécessaire de bien connaître la dynamique, le territoire et les services publics accessibles et l'unité familiale permet l'examen de la réalité et des besoins de chaque foyer. Le principal but est de changer la situation de pauvreté historique des familles les plus démunies, en donnant aux enfants de ces familles les moyens de s'émanciper et d'accéder à de meilleures conditions de vie pour eux et les futures générations. Mais, pour avoir une idée plus précise de tous les besoins sociaux des familles démunies, une structure bien organisée devrait être au centre de la coordination.

En conséquence, ce nouveau ministère acquiert une importance singulière dans la nouvelle phase de la politique sociale du Brésil ; il devient, en quelque sorte, le cerveau de la difficile articulation entre plusieurs sphères de gouvernement et des institutions complémentaires. Le MDS a la responsabilité des politiques élaborées au plan national pour le développement social, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'assistance sociale, et le revenu de la citoyenneté, et opère par le biais des secrétariats, issus des anciens organismes, chargés de leur mise en œuvre[477]. L'un des grands défis actuels dans le domaine social au Brésil est la construction d'un système de protection sociale moderne et efficace. Surmonter un tel défi passe par l'intégration des actions et des programmes du MDS qui engage une articulation complexe entre différents agents. L'institutionnalisation d'un système d'évaluation et de suivi constitue un présupposé

[477] Secrétariat national de la sécurité alimentaire (SESAN) ; Secrétariat national de l'assistance sociale (SNAS), et ; Secrétariat national du revenu de la citoyenneté (SENARC). Deux autres secrétariats ont été créés qui sont chargés du développement des activités de maintenance : Secrétariat de l'articulation institutionnelle et des partenariats (SAIP) et Secrétariat d'évaluation et de gestion de l'information (SAGI). Reviennent au SAGI, les fonctions d'évaluation et de suivi concernant les politiques et les programmes de développement social du MDS, ce qui a représenté une innovation sur le plan de la gestion publique au Brésil, étant donné que, jusqu'alors, aucun ministère ne comportait un secrétariat dont le seul but était d'être placé horizontalement par rapport aux secrétariats chargés de la mise en œuvre des politiques, et non pas verticalement, comme il arrive habituellement aux unités d'évaluation et de suivi. Il a fallu alors, pour le SAGI, mener une politique faisant voir aux gestionnaires que les informations produites par le suivi et par l'évaluation rendaient non seulement possible une meilleure efficacité des programmes, mais permettait aussi de vérifier si les résultats avaient été atteints. Au fil du temps, le rôle du SAGI est devenu plus clair, et il a fini par être reconnu et légitimé par les autres secrétariats. Vaitsman, Rodrigues et Paes-Sousa, 2006, p. 15 et 16.

pour l'intégration effective des différents domaines et programmes qui convergent actuellement vers les politiques de développement social. Le MDS est en train de créer les conditions techniques et opérationnelles de l'effectivité de sa gestion. Il faudra assurer la continuité de la fonction d'évaluation et de suivi pour que celle-ci s'incorpore effectivement aux politiques publiques.

Le Brésil est passé par d'importants changements de politique sociale dans la période récente à travers la connaissance plus approfondie des besoins de la population la plus démunie. Ils ont amené une amélioration des conditions de vie de la population et de la distribution de la richesse à telle enseigne que le revenu des plus pauvres s'est élevé substantiellement dans le même temps que le nombre des personnes vivant en situation d'extrême pauvreté déclinait substantiellement. Pourtant, on est encore loin d'un niveau d'égalité acceptable. Mais comment expliquer cette transformation ? Quelles ont été les forces motrices de ces changements ? La hausse du revenu du travail a-t-elle été le principal facteur de la chute de l'inégalité et de la pauvreté ? Quel a été le rôle des transferts de revenu gouvernementaux ?

Le taux de croissance du revenu des plus pauvres a été beaucoup plus élevé que la moyenne nationale. Entre 2001 et 2003, le revenu par tête a diminué à l'exception de celui de la population aux plus bas revenus. Le revenu des 10% les plus pauvres s'est élevé d'un taux moyen d'environ 3% alors que la richesse des 10% les plus riches a diminué d'un taux moyen de 4% l'an. Entre 2003 et 2007, la situation s'est améliorée pour toute la population et le revenu par tête a augmenté d'un taux de 5,4% par an. De surcroît, la croissance du revenu des 10% les plus pauvres s'est élevée de 9% alors que celui des 10% les plus riches a seulement crû de 4%. Cette réduction de la pauvreté a engendré une réduction du degré d'inégalité. Selon l'étude de Barros, Carvalho, Franco et Mendonça (2010, p. 47), si on prend en considération le coefficient de Gini, on constate que plus de la moitié de la chute (60%) est le résultat des améliorations dans la distribution des revenus du travail et que 40% sont le produit des transformations survenues dans la distribution du revenu non dérivé du travail. Ces éléments ont été également importants pour la chute du pourcentage de la population pauvre et en situation d'extrême pauvreté[478].

La Recherche Nationale par Echantillon de Domiciles (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios – Pnad*) montre une chute de la pauvreté et une diminution de

[478] Barros, Carvalho, Franco et Mendonça, 2010, p. 17-19, 47 et 48.

l'inégalité de revenu des ménages brésiliens. Les conditions de vie de la population se sont améliorées, ce qui apporte un plus grand accès à la consommation de biens durables et de services et a augmenté le nombre de domiciles définis comme de bonne qualité. Encore plus important, l'augmentation du revenu des segments de la population les plus démunis s'est effectuée plus rapidement que pour les plus aisés[479]. Cette amélioration des revenus perçus et du marché du travail ont été à l'origine de la diminution des inégalités. Les politiques de revalorisation du salaire minimum et un taux de chômage déclinant ont rendu possible un progrès en matière de distribution de la richesse. Entre 2001 et 2008, le marché du travail a représenté la force la plus importante pour l'avancement de la distribution du revenu et a été la source de 65% de la diminution des inégalités. De même, les transferts publics ont aussi joué un rôle important dans cette évolution, et sans les changements intervenus dans ces sources de revenus, la réduction de l'inégalité aurait été de 34% inférieure[480].

Les transferts publics n'occupent pas seulement la plus grande part dans les composantes des revenus non dérivés du travail, ils répondent aussi, pour une grande partie, du changement dans la distribution des revenus des ménages des dernières années. Le pourcentage de personnes appartenant à des familles qui recevaient ce type de revenu est passé de 42% à 52%, ce qui est intervenu pour 51% dans la chute des inégalités[481]. Il faut approfondir les politiques publiques pour obtenir une avancée conséquente dans la distribution des revenus. Les transferts gouvernementaux ont été le point de départ d'une partie importante de la réduction de l'inégalité dans la période récente, mais il est encore possible d'augmenter la progressivité de ces mesures afin de créer une société plus juste.

Il faut mettre l'accent sur le rôle important de la sécurité sociale dans la distribution du revenu, principalement pour les plus âgés. Si les bénéfices de la sécurité sociale étaient supprimés, le nombre d'indigents en 2008 augmenterait de plus de dix-sept millions d'individus et le nombre de pauvres de presque vingt-et-un millions. Le pourcentage d'indigents doublerait presque alors que le pourcentage de pauvres augmenterait de plus d'un tiers. En ce qui concerne la couverture de la sécurité sociale, les données de la PNAD montrent que 60% de la population économiquement active (PEA) est couverte par au moins une prestation de la sécurité sociale et que 50% de la

[479] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA (2009c).
[480] Ibid, p. 7.
[481] Paes de Barros, Foguel et Ulyssea, 2007, p. 84.

PEA cotise à ce système[482]. De même, dans la population des plus âgés, les chiffres montrent l'importance de la couverture de la sécurité sociale. En 2008, elle concernait plus de 81% de la population des plus âgés. L'efficacité de cette politique est prouvée par la réduction de la pauvreté des plus âgés et par son rôle essentiel dans la politique de revenu minimum de ces personnes[483].

Pour toutes les raisons que nous venons de souligner, la sécurité sociale reste l'un des principaux piliers de la politique sociale. Etant donné que la sécurité sociale est celle des politiques publiques qui possède le plus grand budget et touche le plus grand nombre de personnes, le paiement des prestations de la sécurité sociale produit des impacts considérables dans la distribution du revenu brésilien. Aussi, peut-on conclure que, sans les transferts de la sécurité sociale, la concentration du revenu au Brésil serait beaucoup plus élevée. Cet instrument est l'une des victoires et l'un des piliers de la Constitution de 1988, probablement, le plus important pour la solidarité, l'inclusion sociale et la citoyenneté.

La chute du taux de pauvreté et la baisse de l'inégalité dans le revenu du travail résulte d'une combinaison entre une croissance plus soutenue et le progrès des politiques sociales. Les perspectives qui se déclinent en terme de continuité dans une meilleure distribution du revenu au Brésil dépendent, en même temps, de la stabilité des prix et d'un ensemble de mesures capables d'émanciper les plus démunis. Une évolution des politiques publiques sociales est envisageable et il est urgent de mettre en place une réforme du système fiscal brésilien vu que le manque de progressivité dans l'assiette fiscale et la structure fiscale du pays sont très défavorables aux plus pauvres.

La politique de réajustement du salaire minimum joue aussi un rôle très important dans la lutte pour la diminution de l'inégalité des revenus du travail. Rôle bien perçu quand on constate que la réduction des inégalités des revenus du travail a été responsable de 45% de la chute du Coefficient de Gini[484] de 2001 à 2008[485]. Le progrès des dernières années ouvre la voie à un débat plus critique et démontre qu'il reste

[482] Néanmoins, le pourcentage de travailleurs informels est encore très grand (33,2%), mais il s'agit de la part la plus faible de la décennie. Il y avait, en 2008, à peu près trente et un millions de travailleurs informels. Malgré le progrès de la couverture de la sécurité sociale dans la population économiquement active, il y a encore un long chemin à faire pour développer l'assistance sociale (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009, p. 30).
[483] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009, p. 30.
[484] Mesure le degré d'inégalité dans la distribution du revenu *per capita* entre les individus. La valeur peut varier de zéro (quand il n'y a pas d'inégalité) jusqu'à 1 (quand l'inégalité est maximum). La série est calculée à partir de la Recherche Nationale par Echantillon de Domiciles (*Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios – Pnad*).
[485] Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009c, p. 7 et 8.

encore beaucoup de travail à faire pour arriver au même niveau que les pays développés, où l'Indice de Gini est, généralement, inférieur à 0,35 alors qu'au Brésil il est de 0,53[486]. Même après le déclin accentué de l'inégalité, le Brésil reste l'un des pays où les revenus sont parmi les plus concentrés de la planète !

Tableau 66. Coefficient de Gini au Brésil

Année	Coefficient de Gini
1977	0,625
1983	0,596
1989	0,636
2001	0,596
2002	0,589
2003	0,583
2004	0,572
2005	0,569
2006	0,563
2007	0,556
2008	0,548
2009	0,543
2010	0,531

Source: Ipeadata.

Ainsi, il est trop tôt pour fêter le succès des dernières années, et il ne s'agit que d'un premier pas dans un long processus. La partie du revenu total appropriée par le 1% le plus riche de la population brésilienne est à peine plus faible que celle qui revient aux 50% les plus pauvres. D'ailleurs, les 10% les plus riches concentrent plus de 40% du revenu, alors que les 40% les plus pauvres bénéficient de moins de 10% du revenu[487] ! Bien que le coefficient de Gini soit à son plus bas niveau depuis plus de 30 ans, l'inégalité est encore absurde et l'extrême pauvreté est plus élevée que celle qu'on pourrait attendre d'un pays doté d'un tel revenu *per capita*.

[486] Les Etats-Unis où l'indice est de 0,46 représentent une exception (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2010a, p. 7).
[487] Barros, Carvalho, Franco et Mendonça, 2010, p. 14.

Tableau 67. Evolution de l'extrême pauvreté au Brésil

Année	En pourcentage de la population
1976	23,1
1983	25,9
1990	22,1
2002	16,5
2008	8,8

Source : Paes de Barros, 2009, p. 8.

Cependant, le Brésil est sur le bon chemin ; l'évolution se poursuit depuis la décennie précédente et indique une croissance dans tous les déciles de revenus, notamment pour les plus pauvres. Le taux de croissance du revenu *per capita* des 10% les plus pauvres a crû fortement depuis 2001, beaucoup plus que le revenu des 10% les plus riches. Le revenu du travail est responsable de la majeure partie de cette amélioration, mais les transferts publics ont joué aussi un rôle important.

Tableau 68. Taux de croissance annuel du revenu *per capita* par déciles au Brésil (2001-2008)

Décile	Taux de croissance annuel (en pourcentage)
Premier (10% les plus pauvres)	8,1
Deuxième	6,5
Troisième	6,0
Quatrième	5,5
Cinquième	5,0
Sixième	4,7
Septième	4,0
Huitième	3,4
Neuvième	2,6
Dixième (10% les plus riches)	1,5

Source : Paes de Barros (2009).

Si on prend comme points de comparaison les autres pays du groupe des BRIC[488], on s'aperçoit que le Brésil est relativement bien placé. Selon les analyses de Ravallion (2009), la part de la population en situation de pauvreté est plus faible au Brésil qu'en Chine ou en Inde. Ravallion souligne que :

« En 2005, la part de la population chinoise vivant sous le seuil de pauvreté a chuté de 16% (bien au-dessous de la moyenne de 26% des pays en développement). En utilisant le même seuil de pauvreté pour le Brésil, la part de la population pauvre est

[488] BRIC est un acronyme qui désigne le groupe de pays formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Les quatre pays constituant le BRIC sont tous des superpuissances régionales émergentes.

beaucoup plus faible que celle de Chine, et a chuté d'environ 17% à 8% entre 1981 et 2005 » (Ravallion, 2009, p. 5)[489].

Et ajoute : *« En 2005, la part de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour était de 42%, en Inde de 16% en Chine, et de 8% au Brésil »* (Ravallion, 2009, p. 5)[490].

L'étude de Ravallion (2009) montre aussi que le Brésil a connu un progrès plus important dans le combat contre la pauvreté, malgré un taux de croissance plus faible, grâce à des politiques sociales ciblées. Pour continuer dans la voie de l'amélioration au niveau des conditions de vie de l'ensemble de la population, il est essentiel de mettre l'accent sur les politiques d'assainissement, de santé, d'éducation, de sécurité, et d'établir des buts ambitieux dans ces domaines.

Tableau 69. Evolution de la pauvreté et de l'extrême pauvreté au Brésil

Indicateur	2003	2008
Population pauvre (en pourcentage)	39,4	25,3
Population en situation d'extrême pauvreté (en pourcentage)	17,5	8,8

Source: Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada – IPEA, 2009c, p. 11.

Le classement du Brésil dans l'enquête de l'Indicateur de Développement Humain (IDH)[491] est un bon paramètre pour établir des objectifs allant dans le sens d'une élévation de la qualité de vie de la population. Le Brésil se situe à la 73e place de l'IDH de 2010 sur un total de 169 pays. Ce qui classe le pays sur une échelle de développement humain développé, mais pas au plus haut niveau. L'indicateur prend en considération les conditions de vie, la santé, l'éducation et le revenu pour arriver au résultat final. Selon l'Etude de la PNUD, le revenu annuel des Brésiliens est de 10 607 dollars et l'espérance de vie de 72,9 ans. La scolarité est de 7,2 ans d'études. Dans le domaine de l'éducation, comme on l'a déjà souligné au cours de cette recherche, il

[489] *« By 2005, the proportion of China's population living in poverty had fallen to 16% - well below the average for the developing world of 26%. Using the same poverty line for Brazil, the proportion of the population in poverty is appreciably lower than in China, and fell from about 17% to 8% over 1981-2005»* (Ravallion, 2009, p. 4).

[490] *« In 2005 India's $1,25 a day headcount was 42%, as compared to 16% in China and 8% in Brazil »* (Ravallion, 2009, p. 5).

[491] L'Indicateur de Développement Humain (IDH) est un indice composite qui mesure la qualité de vie moyenne de la population d'un pays. Théoriquement, l'indice va de 0 à 1. Il tient compte de trois dimensions du développement humain. D'abord, la possibilité d'avoir une vie longue et en bonne santé en se fondant sur l'espérance de vie à la naissance. Ensuite, le niveau de scolarisation, évalué à partir du taux d'analphabétisme et de la fréquentation des différents niveaux du système scolaire. Enfin, le standard de vie, calculé à partir du Produit intérieur brut per capita en tenant compte de la Parité du pouvoir d'achat. L'indicateur est élaboré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

faudrait augmenter la moyenne des études, qui est encore trop basse. Dans le secteur de la santé, en dépit de la hausse de l'espérance de vie, les conditions d'assainissement basique laissent trop à désirer pour la plus grande partie de la population. L'accès à l'eau potable est garanti, mais la collecte et le traitement des eaux usées sont loin d'être universalisés. Un autre point clé est représenté par l'inégalité, car le pays figure parmi les plus inégaux au monde malgré un certain progrès. Il a certes connu des avancements considérables durant les dernières années, mais comparé à d'autres pays d'Amérique latine, sa position est encore très mauvaise. Le Brésil est classé derrière ses voisins : le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Mexique et le Pérou.

Tableau 70. Amérique latine : Indicateur de Développement Humain (IDH)

Position dans le classement de l'IDH	**Pays**
42ème	Barbade
43ème	Bahamas
45ème	Chili
46ème	Argentine
52ème	Uruguay
54ème	Panama
56ème	Mexique
59ème	Trinité et Tobago
62ème	Costa Rica
63ème	Pérou
73ème	**Brésil**

Source : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Ainsi, il faudra beaucoup de travail et d'efficacité dans les politiques socio-économiques pour arriver à une situation de nation développée. C'est pourquoi, le gouvernement cible ses efforts sur les programmes qui cherchent à étendre les niveaux de protection sociale et les opportunités pour les segments exclus de l'accès aux droits, biens et services qui assurent des conditions de vie dignes. Les politiques publiques dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'assistance sociale et les programmes de transferts de revenus sont en train d'accomplir leur rôle dans la réduction de la pauvreté et dans l'élévation du niveau de la justice sociale dans la société brésilienne. Il faut admettre que les programmes sociaux brésiliens ont changé les conditions de vie de la population et que les plus pauvres ont accru peu à peu leur participation dans l'appropriation des bénéfices de la croissance économique. Mais la dette sociale reste énorme, l'Etat et la société brésilienne doivent faire des efforts plus rapides pour construire une société plus juste et solidaire.

Tableau 71. Evolution des indicateurs sociaux sélectionnés au Brésil

Indicateur social	2003	2010
Population assistée par le programme Santé de la Famille (en pourcentage de la population)	35,7	52,5
Mortalité infantile (rapport entre enfants morts avant l'âge d'un an, pour mille naissances)	23,6	19,0
Moyenne des années d'études de la population (en années)	6,7	7,5
Taux d'analphabétisme (% de la population)	11,6	9,7

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Le développement économique et le progrès de la politique sociale a fait apparaître une nouvelle classe moyenne au Brésil. L'émergence d'un marché de consommation de masse au Brésil est en accélération, ce qui aura des effets positifs pour l'ensemble de l'économie nationale. Les consommateurs brésiliens ont une demande faible dans plusieurs domaines (voitures, portables, meubles, immeubles, vêtements, articles d'hygiène personnelle, assurances, éducation, télécommunications, etc.). La consommation de masse dans plusieurs secteurs sera le moteur de la croissance brésilienne dans les années à avenir ; la classe moyenne a beaucoup augmenté dans les huit dernières années et elle représente actuellement déjà plus de la moitié de la population. Signe que la croissance domestique est soutenable et que la dynamique interne n'ira qu'en s'accélérant, car, comme l'enseigne Kalecki, la demande et l'investissement vont donner encore plus de dynamique à la demande effective interne.

De plus, la consommation a atteint les petites villes et les régions éloignées, tandis que le crédit à la consommation s'est accru de manière considérable – il a doublé dans les cinq dernières années. Malgré l'essor du marché du crédit, le système sera capable de s'élargir encore plus sans prendre trop de risque, les délais de paiement ont d'ailleurs été prolongés alors que le revenu ne cesse d'augmenter. L'économie brésilienne est largement orientée par la demande interne et la croissance du revenu, la vive dynamique d'investissement (Coupe du Monde de Football et Jeux Olympiques) ne fera qu'élargir la demande interne ; le principal risque reste l'inflation et le manque d'offre. Cette vigoureuse expansion de la demande, initiée à travers la politique sociale, a apporté des bénéfices à toutes les régions du pays, y compris les localités auparavant exclues et très pauvres. Le Nord-Est, région peuplée et possédant historiquement de bas revenus, est en train de se développer très vite et de changer la structure de ses activités économiques. Plusieurs compagnies de biens de consommation de toutes sortes (des articles d'hygiène aux services d'éducation et de télécommunications) s'y sont installées

et commencent à récolter les fruits de leur investissement, car les dépenses des consommateurs sont en forte hausse.

Tableau 72. Comparaison de la croissance du PIB et du revenu *per capita* au Brésil

Croissance moyenne du PIB pendant la période Lula (2003-2010)	4,0%
Croissance moyenne du PIB : 1981-2002	2,1%
Croissance moyenne du revenu *per capita* pendant la période Lula (2003-2010)	2,9%
Croissance moyenne du revenu *per capita* : 1981-2002	0,3%

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Dans les décennies antérieures, le pays avait une petite classe moyenne, peu de riches et une grande masse de la population aux très bas revenus. La stabilité des prix, le développement du crédit[492] et la hausse des revenus ont rendu possible un essor de la consommation domestique, surtout après 2003. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), entre 2003 et 2010, le Brésil est passé de la 12^{e} à la 8^{e} place parmi les économies mondiales et les résultats sont visibles pour l'ensemble de la population, surtout pour les plus pauvres qui ont connu plus de mobilité sociale dans la période.

Le gouvernement brésilien classe le revenu des familles comme suit : de la classe A (les plus riches) jusqu'à E (les plus pauvres). Selon le IBGE, les classes sociales sont divisées par le revenu mensuel établi en nombre de SMIC : (i) classe A au-dessus de 20 SMICs ; (ii) classe B, de 20 à 10 SMICs ; (iii) classe C, de 10 à 4 SMICs ; (iv) classe D, de 4 à 2 SMICs, et ; (v) classe E, jusqu'à 2 SMICs. De 2003 à la fin 2009, la participation des familles dans les classes A, B et C s'est élevée, passant à presque 70% du total de la population. La plus grande ascension s'est produite dans la classe C qui, actuellement, représente plus de la moitié de la population du pays. Pour la première fois dans l'histoire du pays, la classe C a un revenu agrégé plus grand que celui des classes A et B combinées ! Ce qui représente un énorme bouleversement dans l'histoire de la distribution du revenu au Brésil. De surcroît, les salaires continuent à être réajustés bien au-dessus de l'inflation, ce qui a renforcé la consommation populaire et consolidé le marché interne, dévoilant un profond changement dans le profil social ; le Brésil est devenu un pays de classe moyenne.

[492] Sous le gouvernement Lula (2003-2010), la somme des opérations de crédit dans le système financier du secteur privé est passée de 25,1% à presque 50% du PIB. Accès en janvier 2011 *In* : http://www.bcb.gov.br/?ECOIMPOM.

Tableau 73. Evolution de la distribution de la population entre classes sociales au Brésil (en pourcentage de la population)

Classe Sociale	2002	2009
A/B	12,1	15,6
C	43,2	53,6
D	15,2	13,4
E	29,5	17,4

Source : Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (*Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE*).

Le modèle de consommation des brésiliens a changé de façon considérable dans la dernière décennie, qu'il s'agisse de la consommation de marques de meilleure qualité pour la nourriture ou les boissons, de l'utilisation de cosmétiques ou d'articles d'hygiène non accessibles auparavant et même de la consommation des produits de base. Il faut rappeler que le premier changement se produit dans la nourriture ; le modèle de consommation des familles a amélioré sa qualité et ces familles utilisent un plus faible pourcentage du budget pour l'alimentation. La stabilisation des prix et l'élévation du pouvoir d'achat sont à l'origine de la prospérité de la population dans les dernières années, le salaire minimum réel et les prestations de la sécurité sociale ont aussi augmenté d'une manière encore jamais connue auparavant. Le réseau de sécurité sociale a été fortement élargi dans la dernière décennie de même que le nombre de bénéficiaires. Cependant, sans résoudre les enjeux structurels et les barrières à un essor économique soutenu, les avancées socio-économiques ne peuvent être qu'assez timides. Dans la dernière partie, nous allons aborder les principaux défis structurels et les plus grands obstacles à une croissance soutenue du pays.

6.2.3 Les défis structurels et les barrières à un développement économique durable du Brésil

Le Brésil a un grand potentiel et pourrait devenir un pays riche et plus égalitaire dans les prochaines décennies à condition de surmonter les enjeux structurels et les barrières à la croissance économique, en développant des mécanismes et/ou institutions qui garantissent un partage équitable de la richesse produite. Les réformes institutionnelles dans la structure de l'Etat sont nécessaires pour suivre une stratégie de développement socio-économique durable et pour améliorer l'efficacité économique,

sans parler de la distribution du revenu. Précédemment, nous avons analysé les principales impasses qui empêchent un véritable essor dans le développement économique brésilien et une accumulation de capital plus rapide.

Tout d'abord, il est difficile d'avoir un partage équitable du revenu sans système fiscal efficient. Au Brésil, le système fiscal est hautement régressif, les impôts et taxes reposent fondamentalement sur la base de la pyramide sociale ; il est donc urgent de mettre en place une réforme du système fiscal où les impôts seraient plus progressifs et rendraient possible une amélioration du partage de la richesse nationale. Ce qui veut dire moins d'impôts indirects et l'introduction de nouveaux impôts pour les classes les plus aisées. La structure des impôts et taxes doit avoir un rôle primordial pour les nouvelles politiques de distribution du revenu national.

L'éducation et la formation du capital humain, nécessaire pour que le pays puisse faire face à la demande liée à croissance économique des prochaines années, représentent un autre défi majeur. La scolarité, aspect qui affecte la productivité du travail et le revenu du travailleur, est sans doute un élément significatif. Ainsi, une importante partie de la réduction de la concentration du revenu est directement associée aux améliorations intervenues dans le capital humain de la force de travail et, en particulier, à des diminutions dans les différentiels de rémunération par niveau d'éducation.

La question de l'investissement productif de longue durée est aussi une autre entrave majeure, et l'économie brésilienne souffre d'un sérieux manque d'offre dans plusieurs secteurs. Le réseau d'infrastructure du pays est très déficitaire[493], non seulement à cause de l'absence d'investissements publics, mais aussi en raison de quelques éléments qui inhibent l'investissement privé dans le secteur, dont : (i) la carence d'un modèle régulateur clair et stable ; (ii) l'excès de bureaucratie ; (iii) le coût de l'opportunité d'investir dans le secteur productif et financier ; (iv) le manque de main-d'œuvre qualifiée[494] pour des projets de grande envergure, et ; (iv) la faiblesse de la politique publique de recherche et développement dans l'innovation.

[493] Pour illustrer un peu cette urgence, on peut prendre l'exemple du domaine de l'assainissement de base avec quelques chiffres de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE) : (i) 105 millions de Brésiliens n'ont pas de collecte d'égouts ; (ii) 8 millions de Brésiliens n'ont pas de toilettes, et ; (iii) si on prend en compte le rythme d'investissement du secteur dans la dernière décennie, l'universalisation des services d'assainissement prendrait 50 ans ! Les déficiences s'accumulent dans les aéroports, ports, autoroutes, chemins de fer, énergie, etc. IBGE (2010). Voir aussi *Instituto Trata Brasil*, accès en 2010 *in :* http://www.tratabrasil.org.br/.

[494] Une Etude de la *Fundação Dom Cabral* sur les 76 plus grandes entreprises du pays a constaté que 67% des compagnies ont des difficultés à embaucher de la main-d'œuvre. Les principaux problèmes se situent

L'importance d'une politique de recherche et développement (R&D) est si considérable que tous les pays développés ont une politique de R&D d'excellence ; c'est une voie vers la prospérité qui garantit le développement socio-économique durable d'une nation. Dans cette trajectoire, on observe que les grands pays en développement font de gros efforts pour rattraper leur retard. L'exemple le plus marquant est la Chine, où les investissements en recherche et développement sont passés de 0,7% en 1991 à 1,5% du PIB en 2008, et où les dépenses intérieures brutes réelles en R&D étaient équivalentes à 13,1 % du total de l'OCDE en 2008, contre 5% en 2001[495]. Néanmoins, le gouvernement brésilien n'a pas pris au sérieux l'importance de la R&D et n'a pas adopté de mesures concrètes pour faire face à l'énorme retard du pays dans ce domaine. Parmi les points faibles du Brésil, on souligne : (i) les dépenses en R&D qui atteignent à peine 1,1% du PIB et n'ont pas évolué durant les dernières années ; (ii) les sérieuses carences en termes de qualification et de ressources humaines dans tous les secteurs, surtout ceux de la science et de la technologie ; (iii) la faible production de brevets, et ; (iv) le pourcentage réduit d'entreprises effectuant des investissements en innovation.

Tableau 74. Dépenses en Recherche & Développement dans les pays sélectionnés

Pays	**Dépenses en Recherche & Développement (en pourcentage du PIB)**
Suède	3,8
Finlande	3,7
Japon	3,4
Corée du Sud	3,2
Etats-Unis	2,7
Allemagne	2,6
France	2,2
Royaume Uni	1,8
Chine	1,5
Russie	1,2
Brésil	**1,1**
Inde	0,9

Source : Banque Mondiale (http://data.worldbank.org/).

Cependant, le plus important défi à surmonter dans le domaine de R&D est la transformation de la recherche dans le domaine de l'innovation. Au cours de la dernière

dans les fonctions opérationnelles, ingénieurs et techniciens. *In :* http://www.fdc.org.br/ . De même, selon des données de 2010 de l'*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* (IPEA), il manque 320 mille travailleurs qualifiés dans le pays. Pour plus d'information voir : *Econômica Aplicada – IPEA* (2010b).

[495] Organisation de Coopération et de Développement Economiques – OCDE, 2010, p. 2.

décennie, le Brésil n'a pas réussi à mettre en place une politique scientifique et technologique performante[496].

Tableau 75. Nombre de dépôts de brevets dans les pays sélectionnés

Pays	Nombre de dépôts de brevets
Japon	347,1 mille
Etats-Unis	221,8 mille
Chine	122,3 mille
Allemagne	48,0 mille
Russie	27,9 mille
France	14,6 mille
Canada	5,5 mille
Inde	5,3 mille
Brésil	**3,8 mille**

Source : Banque Mondiale (http://data.worldbank.org/).

L'efficacité de la politique de recherche et développement ne constitue cependant que l'un des facteurs structurels qui empêchent un essor économique durable au pays, et il y a d'autres obstacles à franchir pour obtenir une longue période de croissance et une hausse de l'investissement productif. Il faut créer une conjoncture favorable à l'investissement productif et stimuler la participation du secteur privé dans les secteurs économiques les plus sous-développés. Un taux d'intérêt réel situé à un niveau raisonnable s'avère crucial, non seulement pour attirer les investissements privés, mais aussi pour que le secteur public paie moins de service de la dette et puisse investir davantage. Ce n'est pas le cas actuellement, étant donné que le gouvernement paie 5,4% du PIB en service de la dette et que le taux d'investissement public est l'un de plus bas au monde.

Les conditions d'établissement d'une entreprise au Brésil sont aussi très difficiles, l'entrepreneur étant sanctionné de nombreuses manières. Si on prend le rapport de la Banque Mondiale comme référence, « *Doing Business 2011 »,* on constate que le Brésil est placé en 127^{e} position, dans un panel de 183 économies, au plan de la facilité offerte pour y faire des affaires. Le mauvais classement lié à cet indicateur[497]

[496] Selon une étude de l'Economist Intelligence Unit, *A new ranking of the world's most innovative countries,* le Brésil n'a pas avancé dans le classement dans le domaine de l'innovation. Le pays occupe la 49ème position chez les 82 plus grandes économies du monde (Economist Intelligence Unit, 2009, p. 14 et 15).

[497] L'indicateur est composé de plusieurs aspects concernant la possibilité de faire des affaires dans les pays concernés : (i) créer une entreprise ; (ii) obtenir un permis de construire ; (iii) registre de propriété ; (iv) accès au crédit ; (v) protection des investisseurs ; (vi) paiement des impôts ; (vii) conditions du commerce extérieur ; (viii) respect des contrats, et ; (ix) fermeture d'entreprise.

signifie donc qu'il est très difficile de faire des affaires dans ce pays, et que ce dernier se situe derrière plusieurs autres pays ayant le même degré de développement.

Tableau 76. Classement global de la « *facilité* » à faire des affaires dans les pays sélectionnés

Classement	Pays
1er	Singapour
5ème	Etats-Unis
18ème	Japon
26ème	France
35ème	Mexique
43ème	Chili
79ème	Chine
115ème	Argentine
123ème	Russie
127ème	**Brésil**
134ème	Inde

Source: Banque Mondiale (http://www.doingbusiness.org/).

Faire des affaires au Brésil est un vrai défi, la bureaucratie et les structures gouvernementales opposant une série d'obstacles que nous analyserons par la suite. Les barrières brésiliennes se situent dans presque tous les domaines ; l'étude de la Banque Mondiale essaie d'ailleurs d'illustrer et de comparer ces facteurs dans 183 économies du monde. Il nous semble essentiel de montrer ces données de manière plutôt résumée, étant donné que l'environnement des affaires est essentiel pour la croissance économique et, par conséquent, pour une distribution de revenu plus équitable.

Ces informations du rapport de la Banque Mondiale sont la preuve que, sans véritables réformes structurelles et institutionnelles, le Brésil ne connaîtra pas d'avancée à la hauteur de ses besoins, compromettant ainsi la croissance et un plus juste partage de sa richesse. Nous soulignons l'importance de cette recherche de la Banque Mondiale, étant donné le rôle primordial qu'a l'entreprenariat dans l'émancipation des plus démunis et les aspects socio-économiques multiplicateurs qu'un micro entrepreneur peut avoir dans l'ensemble de sa communauté. Pour nous, si l'on ne s'attaque pas à ces déformations structurelles, les politiques sociales ne pourront évoluer à la vitesse ni selon la performance désirées.

Ci-dessous, le Tableau 77 se présente comme un résumé de la comparaison des pays sélectionnés. Il a pour but de démontrer que le Brésil a l'une des pires structures au monde pour l'environnement des affaires, ce qui étouffe l'action des entrepreneurs et,

de façon corollaire, favorise le secteur informel de l'économie. Nous analysons tout d'abord la bureaucratie, le temps et le coût des procédures à suivre pour faire des affaires. On voit que le pays est loin des performances des pays de l'OCDE.

Tableau 77. Résumé d'indicateurs retenus dans les pays sélectionnés : créer une entreprise, obtenir un permis de construire et registre de propriété

Indicateurs	**Créer une entreprise**			**Obtenir un permis de construire**			**Registre de propriété**		
Pays	Procédures[498]	Jours[499]	Coût (% du revenu *per capita*)[500]	Procédures[501]	Jours[502]	Coût (% du revenu *per capita*)[503]	Procédures[504]	Jours[505]	Coût (% de la valeur de la propriété)[506]
Brésil	**15**	**120**	**7,3**	**18**	**411**	**46,6**	**14**	**42**	**2,7**
Chine	14	38	4,5	37	336	523,4	4	29	3,6
Inde	12	29	56,5	37	195	2.143,0	5	44	7,4
Russie	9	30	3,6	53	540	4.141,0	6	43	0,1
Mexique	6	9	12,3	11	105	117,0	5	74	5,2
OCDE	5,6	13,8	5,3	15,8	166,3	62,1	4,8	32,7	4,4
Etats-Unis	6	6	1,4	19	40	12,8	4	12	0,5
France	5	7	0,9	13	137	23,6	8	59	6,1
Singapour	3	3	0,7	11	25	19,7	3	5	2,8

Source: Banque Mondiale (http://www.doingbusiness.org/).

De même, dans la structure du système fiscal, le Brésil n'est pas mieux placé, conformément aux innombrables affirmations de cette recherche sur l'inefficacité de ce système et sa perversité dans la distribution des revenus.

[498] Nombre total de procédures pour enregistrer une entreprise. La procédure est définie comme une interaction entre les fondateurs de la compagnie et des parties extérieures (par exemple : agences du gouvernement, avocats, auditeurs ou notaires).
[499] Nombre total de jours pour enregistrer une entreprise. Cette mesure représente la durée médiane pour que les avocats jugent nécessaire de compléter la procédure avec un minimum *follow up* et pas de paiements extras.
[500] Coût en pourcentage du revenu *per capita* de l'économie. Cela inclut toutes les taxes officielles, légales ou professionnelles requises par les lois.
[501] Nombre total de procédures pour construire un dépôt/entrepôt. La procédure représente l'ensemble de l'interaction des employés de la compagnie avec des parties externes.
[502] Nombre total de jours pour construire un dépôt/entrepôt. Cette mesure capte la durée médiane que les experts locaux indiquent comme étant nécessaire en pratique pour compléter la procédure.
[503] Coût en pourcentage du revenu *per capita* de l'économie. Seuls les coûts officiels sont pris en considération.
[504] Nombre total de procédures légales requises pour enregistrer une propriété. La procédure est définie comme toute interaction entre le vendeur et l'acheteur ou leurs agents.
[505] Nombre total de jours nécessaires pour enregistrer une propriété. Cette mesure représente la durée médiane que les avocats des propriétés, notaires ou officiels de l'enregistrement indiquent être nécessaire pour compléter la procédure.
[506] Coût en pourcentage de la valeur de la propriété, qui doit être équivalent à 50 fois le revenu *per capita*. Seuls les coûts officiels exigés par loi sont considérés.

Tableau 78. Structure fiscale, impôts et taxes dans les pays sélectionnés

	Paiements des impôts et taxes					
Pays	Paiements (nombre de fois à l'année)[507]	Temps (heures par année)[508]	Impôt sur le profit (%)[509]	Impôts et cotisations sur le travail (%)[510]	Autres impôts (%)[511]	Taux total des impôts (% du profit)[512]
Brésil	**10**	**2.600**	**21,4**	**40,9**	**6,6**	**69,0**
Chine	7	398	6,0	49,6	7,9	63,5
Inde	56	258	24,0	18,2	21,1	63,3
Russie	11	320	9,0	31,8	5,7	46,5
Mexique	6	404	23,1	26,1	1,3	50,5
OCDE	14,2	199,3	16,8	23,3	3,0	43,0
Etats-Unis	11	187	27,6	10,0	9,2	46,8
France	7	132	8,2	51,7	5,9	65,8
Singapour	5	84	7,4	14,9	3,1	25,4

Source: Banque Mondiale (http://www.doingbusiness.org/).

Un autre point important pour la productivité des secteurs de l'économie nationale est l'ouverture au commerce extérieur et la facilité à faire du commerce avec l'extérieur. On voit qu'au Brésil, il existe encore bon nombre d'obstacles s'opposant à l'internationalisation des compagnies et à une hausse de la productivité nationale. Le réseau d'infrastructure est trop déficient dans le pays, ce qui n'incite guère les entreprises à s'internationaliser.

[507] Nombre total de paiements des impôts dans l'année. L'indicateur reflète le nombre total d'impôts et de cotisations payés, la méthode de paiement et la fréquence de paiement.
[508] Il s'agit du temps nécessaire pour préparer, classer et payer l'impôt corporatif, TVA et les cotisations de la sécurité sociale (en heures par année).
[509] Quantité d'impôts sur le profit payé par les entreprises en pourcentage des bénéfices commerciaux.
[510] Quantité d'impôts et cotisations de travail obligatoires payés par les entreprises en pourcentage des bénéfices commerciaux.
[511] Quantité d'impôts et cotisations obligatoires payés par les entreprises en pourcentage des bénéfices commerciaux qui ne sont pas inclus dans les catégories des impôts sur les profits et le travail.
[512] Le taux total mesure la quantité des impôts et des cotisations obligatoires payés par les entreprises dans la deuxième année d'opération, exprimée en part des profits commerciaux.

Tableau 79. Commerce extérieur dans les pays sélectionnés

Pays	Documents pour exporter	Temps pour exporter (jours)	Coût pour exporter (US$ par container)	Documents pour importer	Temps pour importer (jours)	Coût pour importer (US$ par container)
Brésil	**8**	**13**	**1.790**	**7**	**17**	**1.730**
Chine	7	21	500	5	24	545
Inde	8	17	1.055	9	20	1.025
Russie	8	36	1.850	13	36	1.850
Mexique	5	12	1.420	4	12	1.880
OCDE	4,4	10,9	1.058,7	4,9	11,4	1.106,3
Etats-Unis	4	6	1.050	5	5	1.315
France	2	9	1.078	2	11	1.248
Singapour	4	5	456	4	4	439

Source: Banque Mondiale (http://www.doingbusiness.org/).

Une structure institutionnelle efficace et propice au développement de l'activité économique est aussi une politique d'inclusion sociale, étant donné que, dans les endroits où la bureaucratie et les coûts de formalisation de l'activité économique sont trop élevés, se développe une large économie informelle et la marginalisation d'une grande partie de la population. Les gouvernements doivent être engagés dans la santé économique de leur pays et offrir des opportunités à leurs citoyens, et les arrangements institutionnels jouent un rôle décisif dans les investissements et la croissance économique.

Tableau 80. Estimative de la taille de l'économie informelle dans les pays sélectionnés

Pays	**En pourcentage du total de l'économie nationale**
Argentine	25,4
Australie	15,3
Belgique	23,2
Bolivie	67,1
Brésil	**39,8**
Chili	19,8
Colombie	39,1
France	15,3
Italie	27,0
Corée du Sud	27,5
Mexique	30,1
Pérou	59,9
Russie	46,1
Turquie	32,1
Uruguay	51,1

Source: Organisation de Coopération et de Développement Economiques – OCDE, 2009, p.49-51.

Dans la plupart des cas, la taille de l'économie informelle est considérable dans les économies en développement. La plupart des personnes qui ont rejoint l'économie

informelle l'ont fait parce qu'elles ne peuvent trouver un emploi ou lancer une entreprise dans l'économie formelle à cause de la bureaucratie et du processus de formalisation et/ou de la quantité d'impôts à payer pour formaliser leur activité. Ces personnes restent à la marge de la société et ne sont pas protégées par la législation ; il est toutefois important de noter la diversité de ces personnes qui ont en commun une caractéristique, elles ne sont ni reconnues ni protégées par les cadres juridiques et réglementaires. Néanmoins, le fait de se trouver en dehors de ces cadres n'est pas la seule caractéristique qui définit l'emploi informel. Les travailleurs et les chefs d'entreprise du secteur informel sont marqués par un fort degré de vulnérabilité. Ils ne sont pas reconnus par la loi et la protection juridique ou sociale, et ne peuvent faire respecter les contrats ni bénéficier de la sécurité de leurs droits. Ils sont rarement en mesure de s'organiser en syndicats et d'être ainsi représentés efficacement, et n'ont pas voix au chapitre pour ce qui est de faire reconnaître et protéger leur travail. Leur emploi se distingue généralement par un fort degré d'instabilité et leurs revenus sont faibles et irréguliers. Celui qui travaille dans le secteur informel n'est pas forcément pauvre, et celui qui travaille dans le secteur formel n'échappe pas nécessairement à la pauvreté. Cependant, le fait est que le pourcentage de pauvres est beaucoup plus élevé dans l'économie informelle que dans l'économie formelle, et que la proportion de femmes qui travaillent dans l'économie informelle est supérieure à celle des hommes[513].

Il est important de souligner que la majorité de ceux qui travaillent dans l'économie informelle, même s'ils ne sont pas enregistrés ni réglementés, produisent des biens et des services parfaitement légaux. Pour le secteur formel, la concurrence déloyale des entreprises du secteur informel constitue un problème, vu que ces dernières ne paient pas d'impôts ni de cotisations sociales et échappent à d'autres coûts de l'économie formelle. Des mesures visant à réduire les coûts excessifs des transactions commerciales et les obstacles institutionnels encourageraient la légalisation des entreprises informelles, profiteraient aux travailleurs de ces entreprises, atténueraient la concurrence déloyale avec les entreprises du secteur formel et bénéficierait à l'ensemble de l'économie.

Les causes fondamentales de l'informalité sont les obstacles juridiques et institutionnels qui rendent difficile, voire impossible, pour les entreprises ou les travailleurs d'évoluer vers le secteur formel ou de s'y maintenir. Il est vital de mettre en

[513] Voir : Organisation Internationale du Travail (2002).

place un processus de légalisation qui intègre les travailleurs et les entreprises dans le cadre légal, de manière à ce qu'ils soient enregistrés, reconnus et protégés. D'une part, la légalisation supposerait une réforme de la législation et de l'administration du travail visant à rendre prioritaire l'application intégrale des principes et des droits fondamentaux du travail. Les lois doivent être appliquées, le système judiciaire doit être efficace, le travailleur doit connaître ses droits et avoir accès au système juridique. D'autre part, la légalisation impliquerait la simplification des réglementations et des procédures applicables à l'activité commerciale et industrielle, l'amélioration de l'application transparente et cohérente des règles et des procédures, et la diminution des coûts des transactions. Ce qui aurait pour but de renforcer les aspects de protection et de normalisation, ainsi que les aspects bénéfiques de la loi et de simplifier ses aspects répressifs ou ses contraintes, de manière à améliorer le respect de cette loi par l'ensemble des entreprises et des travailleurs. Il est capital de disposer d'institutions judiciaires, politiques et économiques effientes, ainsi que d'un accès équitable à ces institutions.

Pour un pays pris globalement, l'informalité constitue un frein à l'utilisation plus efficace des ressources et aux améliorations de la productivité. Il s'ensuit que l'économie fonctionne en deçà de ses potentialités, ce qui a des répercussions négatives sur les taux de croissance économique. Quand on analyse la croissance économique brésilienne, on s'aperçoit que la moyenne du gouvernement Lula (de 4% par an) n'est pas très haute comparée à plusieurs autres pays (Chine, Inde, Argentine, Pérou, Indonésie, etc. – qui ont tous des taux moyens de croissance du PIB supérieurs à 5% dans la période 2003-10). Or, le Brésil peut croître plus rapidement et réduire ses inégalités de façon plus accélérée. Donc, les réformes structurelles s'avèrent obligatoires pour que le pays puisse croître de manière plus rapide et augmenter la taille de l'économie formelle, ce qui est très important pour la diminution de la pauvreté. Pour le Brésil, une réforme du système fiscal, une débureaucratisation, et une amélioration dans le réseau d'infrastructures pourraient apporter des stimulations significatives pour l'ensemble des secteurs économiques nationaux et une plus grande formalisation de l'économie. Chemin à emprunter obligatoirement pour avoir une économie plus développée et une inclusion socio-économique de grande envergure.

L'évolution des politiques sociales brésiliennes dans les prochaines années ira au-delà du simple transfert de revenu, la réduction de l'informalité et de la précarité socio-économique des citoyens étant la principale cible ! Durant les dernières années, de

nouvelles formes d'interventions gouvernementales contre la pauvreté ont été mises en place, surtout sous la forme de politiques sociales ciblées pour les groupes les plus vulnérables de la population à travers les programmes de transfert de revenu aux familles. Le gouvernement Lula a amplifié et consolidé le réseau d'assistance sociale de la gestion antérieure et un plus grand poids a été accordé aux politiques ciblées, indiquant une nouvelle voie au combat contre la pauvreté et les inégalités. C'est ainsi que Lula a donné suite à l'agenda social du gouvernement précédent mais a amplifié considérablement le volume des dépenses de même que son champ d'application. Le thème des politiques sociales a été traité selon une perspective visant à augmenter l'efficacité de la dépense sociale et des programmes en se focalisant sur les groupes aux plus bas revenus[514].

La politique sociale conventionnelle opère au-delà de la frontière de la carence absolue et latente en cherchant à viabiliser l'universalisation des services étatiques, alors que les politiques de combat contre la pauvreté ont un caractère sélectif (ciblé/focalisé). Il n'y a pas d'antagonisme entre les politiques universelles et sélectives, elles sont d'ordre complémentaire. Dans cette perspective, la focalisation est comprise comme un critère de focalisation à l'intérieur du schéma universaliste, dans une stratégie de focalisation au service de l'universalisme. De bonnes stratégies de politiques ciblées permettent que les plus pauvres soient vraiment les plus touchés par les programmes de transfert de revenu ainsi que par les politiques sociales traditionnelles. La focalisation est une stratégie d'universalisation.

Les programmes de transfert de revenu sous conditionnalités engendrent des effets très positifs dans le champ des politiques sociales d'universalisation, comme dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les familles bénéficiaires connaissent une amélioration du capital humain et un suivi de la santé plus strict pour tous les membres de la famille. Il y a non seulement un allègement de la condition de la pauvreté sur le court terme, à travers le versement d'un revenu, mais aussi une contribution au développement du capital humain sur le long terme. En dépit des divergences, il est de plus en plus reconnu que ces programmes sont bien ciblés et d'une portée de grande envergure. Cependant, il est clair que les potentialités et les limites en termes d'impacts sur la réduction de la pauvreté et des inégalités sont importantes. Dans ce contexte, apparaît nettement la nécessité d'une articulation plus intense entre les programmes et

[514] Voir : Hall (2006) et Bichir (2010).

d'autres politiques (santé, éducation, génération d'emploi et revenu, etc.) étant donné qu'il est naïf de placer tous les espoirs dans une seule politique de transfert de revenu. Le problème est beaucoup plus ample.

De surcroît, il faut éloigner toute politique populiste qui pourrait mettre en danger le progrès obtenu pour favoriser le maintien au pouvoir d'une personne ou d'un parti. Plusieurs critiques sont formulées à propos des intentions populistes et électorales de ces programmes. La réélection de Lula en 2006 a été fortement associée au développement de la *Bolsa Família*, les votes pour Lula étant majoritaires dans les régions où le programme avait le plus de poids. Une recherche de Neri (2007) a constaté que, dans les années d'élection, il y a d'importants réajustements des bénéfices sociaux et même une augmentation dans le nombre des bénéficiaires des programmes. Marques et Mendes (2006) ont expliqué la massification des programmes sociaux et leur utilisation en les présentant comme un mode de contrôle de la population, ou, au sens politique, comme un nouveau populisme. Il faut bien rappeler que le gouvernement Lula a besoin d'un appui politique important pour se maintenir au pouvoir, ce qui a été réalisé par l'instauration de programmes sociaux. La population qui reçoit les prestations est celle des plus démunis qui, par conséquent, a le moins d'expérience organisatrice et est la moins apte à la revendication. L'expansion de la nouvelle base d'appui vers les ménages aux plus bas revenus dans toutes les régions du pays a légitimé la politique gouvernementale, malgré le fort appui donné au secteur financier et l'adoption de politiques néolibérales.

Pendant l'ère Lula, même les syndicats qui ont toujours été très actifs politiquement, depuis le processus de démocratisation intervenu à la fin de la décennie 1980, ont eu une participation vraiment timide. Ils ont beaucoup abaissé le niveau de leurs ambitions et ont adopté un discours très léger envers les demandes sociales, aidant même à supprimer et contenir les mouvements sociaux. Ils ont fidèlement suivi et maintenu leur appui à Lula, ce qui a considérablement limité le pouvoir des travailleurs. Or, dans le même temps que le gouvernement de Lula cherche à anéantir le pouvoir des syndicats et à contenir toutes sortes d'insatisfactions, il explore un nouvel appui, venant de la couche des plus bas revenus de la population, à travers l'expansion de programmes sociaux. Peut-on dire que les programmes sociaux sont la seule raison de l'essor de la popularité de Lula ? Y-a-t-il d'autres causes pour expliquer un tel phénomène ?

Certains auteurs avancent d'autres raisons pour expliquer le « *Lulisme* », nom donné à un grand succès et une popularité records : (i) l'intense hausse du salaire

minimum réel ; (ii) la forte augmentation du crédit, et ; (iii) l'amélioration de la qualité de vie d'une grande partie de la population[515]. Un point de vue critique sur cette politique affirme que les investissements du gouvernement ciblés sur la population des plus pauvres ont tendance à être plus élevés dans les périodes précédant les élections, moments où les politiciens ont une plus grande propension à dépenser. Il est même un courant qui voit dans ce type de programme un « néopopulisme », présent dans plusieurs pays d'Amérique latine, et jouissant d'un fort appui électoral. Ce dont ces gouvernements profitent pour mettre en place des réformes structurelles, parfois douteuses, qui préservent les intérêts des gouvernants[516].

De toute manière, il est incontestable que la réduction de la pauvreté dans les deux dernières décennies a été énorme, grâce à la stabilisation économique redevable au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et à l'intensification des programmes sociaux sous le gouvernement Lula. Mais ces avancées ne représentent que le début d'une société plus égalitaire et il faudra encore effectuer un long parcours pour que la société brésilienne devienne plus équitable. Le Brésil étant depuis longtemps l'un des pays les plus inégalitaires au monde.

L'articulation entre les programmes de transfert de revenu et les sphères du gouvernement est un point clé, il faut améliorer l'échange des informations pour augmenter l'efficacité des dépenses sociales. L'effort d'unification du renseignement dans un *Cadastro Único* est l'une des grandes réussites analysées, mais il y a encore beaucoup de réajustements à faire dans le domaine. Considérant que la pauvreté et l'inégalité sont des phénomènes complexes et multidimensionnels dotés d'une forte persistance dans l'histoire du pays, la solution ne réside pas dans un seul programme social car il faut attaquer le problème sur plusieurs fronts, économique, social et institutionnel. Il incombe à l'Etat de fournir des services et de proposer des politiques et des opportunités à l'ensemble de la population.

Dans le cas brésilien, c'est-à-dire dans un pays doté depuis longtemps d'un gouvernement soucieux uniquement de son élite et de ses intérêts, la dette sociale est considérable, et il faudra beaucoup plus qu'un seul programme qui représente à peu près 1% du PIB du budget pour rendre le pays plus égalitaire ! Presque 6% de la population brésilienne a faim et n'a pas de ressources suffisantes pour acheter de la nourriture. Ce qui signifie que 11,2 millions de personnes vivent en situation d'insécurité alimentaire

[515] Voir : Singer, 2009, p. 82-102.
[516] Voir : Weyland (2002) et Lanzaro, 2008, p. 1-48.

malgré l'amélioration par rapport à l'année 2004, où cette part était de 8,2%. Il est important de souligner que le budget de la *Bolsa Família* est de moins de 15 milliards de *reais* tandis que que le service de la dette représente un montant d'à peu près 200 milliards de *reais* (5,4% du PIB). La distribution des revenus et la réduction des inégalités devraient toujours être placées au rang des priorités du gouvernement. Reconnaissons cependant que la *Bolsa Família* a contribué de manière décisive à la réduction de la pauvreté et de l'inégalité. Il y a eu une hausse moyenne de 48,7% du revenu familial *per capita* de la population bénéficiaire de ce programme. Dans les régions Nord et Nord-est, la hausse est de 60%[517]. Le programme, non seulement garantit aujourd'hui de meilleures conditions de vie aux familles, mais il assure aussi aux enfants et aux jeunes un avenir plus porteur. Reste, néanmoins, à faire plus et à résoudre les déficiences du programme.

Les politiques sociales sont des mécanismes institutionnels que les sociétés construisent constamment au cours de leur histoire, à partir des mouvements sociaux et des politiques, pour protéger les citoyens. Au Brésil, depuis la Constitution Fédérale de 1988 et, plus particulièrement, dans la première décennie du XXI^{e} siècle, il est possible de constater que l'évolution de la politique sociale structure les conditions d'existence élémentaires de la population à travers le combat contre la pauvreté. La politique sociale s'est transformée en un puissant levier de transfert et de redistribution du revenu dans l'ensemble de la société, mais aussi en une importante voie de développement de la demande, ajoutée à la capacité de créer un élargissement considérable du marché intérieur de consommation de masse.

Les dépenses du gouvernement pour le paiement des prestations se sont converties rapidement en consommation de biens basiques qui ont stimulé la production, multipliant l'emploi, le revenu et réduisant, par voie de conséquence, la pauvreté. Les bénéfices sociaux du système ont eu un rôle stratégique dans l'impulsion de l'économie nationale, surtout au moment de la crise financière internationale de 2008, moment où le nombre et la valeur des prestations a crû. Les résultats socio-économiques significatifs produits par la politique sociale a rendu celle-ci indispensable et même stratégique, non seulement dans les situations de crise, mais aussi dans le processus de construction d'une nation économiquement plus forte et démocratique. On peut considérer ce nouveau modèle mis en place par le gouvernement Lula et l'Etat

[517] Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim : http://www.mds.gov.br/.

brésilien actuel comme l'une des clés du succès de la politique sociale et économique, car il a engendré des effets très favorables au niveau du PIB, du revenu moyen des familles et de la distribution des revenus.

La dépense sociale a promu la croissance économique qui s'est accompagnée d'une amélioration dans la distribution des revenus et du capital humain. La politique sociale ciblée sur les plus démunis renforce le cycle de multiplication de la demande et du revenu, étant donné que la propension à consommer de cette couche est très élevée et que sa consommation est constituée majoritairement de biens et produits nationaux. Les familles bénéficiaires n'ont presque pas d'épargne, elles consomment ce qu'elles gagnent ! Ainsi, les programmes de transferts de revenu contribuent fortement à la réduction de la pauvreté et à l'expansion de l'activité économique, en fonction du principe de la demande effective de Kalecki. Pour résumer, ces programmes sont vraiment favorables à la croissance de l'économie et à l'insertion sociale.

Les politiques sociales brésiliennes sont en train de se transformer en structures consolidées, après une longue histoire caractérisée par la négation des revendications populaires qui avaient été pendant longtemps oubliées par les élites et le gouvernement du pays. L'actuelle structure de la politique sociale est le produit d'un effort significatif des dernières administrations, surtout de celle de Lula, qui ont mis en place tout un appareil institutionnel pour rendre possible la gestion de plusieurs programmes. Il n'est pas possible de nier le progrès de la dernière décennie ni ses effets positifs sur l'amélioration de la qualité de vie d'une partie très importante de la population. Quand on analyse les données statistiques des dernières années et l'évolution du combat contre la pauvreté, l'efficacité et la portée de ces programmes au sein de la population la plus démunie sont évidentes. Toutefois, de telles politiques méritent de constantes reformulations et améliorations pour être encore plus efficaces et prouver que la dépense sociale n'est pas un fardeau pour les comptes publics, mais une nécessité pour un développement socio-économique durable. Les résultats des programmes sociaux brésiliens suggèrent que les politiques sociales sont centrales et peuvent assurer une croissance économique soutenue et la diminution des inégalités. De surcroît, la dépense sociale a montré d'innombrables bénéfices économiques, preuve qu'elle ne se cantonne pas seulement au seul aspect social.

La dépense publique sociale a un rôle fondamental dans la conciliation des objectifs de croissance économique et de distribution de revenu. Cependant, il faut rééquilibrer les priorités du pays et de ses citoyens car il n'est plus possible de perpétuer

une telle inégalité. Le budget du gouvernement doit être employé au bénéfice de l'ensemble de la société, et ce dernier est mandaté pour faire croître la proportion des dépenses sociales dans le total du budget. Il y a encore une population brésilienne considérable en condition d'extrême pauvreté, ce qui renforce la taille du défi.

La politique sociale brésilienne a connu un progrès significatif depuis la Constitution de 1988, surtout dans la dernière décennie, mais cela ne veut pas dire qu'elle soit satisfaisante face à l'énorme dette sociale accumulée depuis plus de 500 ans d'histoire. Les actions doivent être plus ambitieuses et articulées dans divers domaines pour ne pas placer tous les objectifs dans un seul programme, et cette démarche est essentielle pour arriver à une réduction du risque et une plus grande efficacité de la dépense publique. Pour résumer, il est nécesaire que les paramètres de l'intégration sociale puissent être repensés et adaptés à l'évolution de la réalité sociale. Le modèle de protection social brésilien, après des années d'avancements, doit se reconstruire afin d'atteindre son principal but, une société plus égalitaire et plus juste.

L'égalité doit être, pour le gouvernement, le moteur du progrès politique, économique et social, seul à même d'améliorer les conditions de vie de toute la nation. L'émancipation sociale est inséparable de l'émancipation politique, car une éducation de qualité est un point clé pour accéder à la pleine citoyenneté. La solidarité, qui passe en premier lieu par la redistribution des revenus par l'Etat, favorise l'intérêt général en compensant les inégalités. Sans compter que la raison générale de la solidarité est tout simplement le fait que trop d'inégalité est fort nuisible à l'ensemble des citoyens et constitue une menace, à la fois pour la démocratie et pour la paix sociale, à l'intérieur d'un pays.

CONSIDERATIONS FINALES

CONSIDERATIONS FINALES

Le processus d'accumulation du capital et le développement du capitalisme ne s'effectuent pas de manière homogène dans tous les pays du monde. Le centre du système capitaliste se fait le vecteur de cette dynamique par le biais des élements suivants : (i) le processus d'innovation technologique des moyens de production ; (ii) le contrôle international de la monnaie et de la finance, et ; (iii) le pouvoir politico-militaire. Le stade de développement socio-économique et des institutions de chaque pays sont essentiels pour l'approfondissement et la reproduction de ce modèle économique. Partant d'une phase du processus d'accumulation du capital, les pays du centre capitaliste vont exporter leurs capitaux à la périphérie du système, si bien que les pays périphériques vont recevoir ce flux de capital étranger qui ne cherche qu'une rémunération plus élevée.

L'une des plus grandes difficultés auxquelles les pays en développement se confrontent est l'accumulation du capital dans une structure socio-économique très hétérogène et dépendante du centre capitaliste, ce qui est aussi à la racine des inégalités de la distribution du revenu dans ces sociétés. L'étude montre que l'accumulation du capital et le développement du capitalisme brésilien sont marqués par une série d'oscillations occasionnées par les impulsions du centre capitaliste et l'imposition d'un modèle où le pays a un rôle secondaire et n'a pas le contrôle de la dynamique enclenchée. Ce processus vient accompagner des transformations socio-économiques et institutionnelles significatives, entraînant un vrai bouleversement des structures nationales ainsi que des déformations. Néanmoins, le Brésil n'avait pas d'autre choix et ce parcours a rendu possible le développement du capitalisme brésilien et une accumulation de richesse considérable pour la nation, mais le partage du revenu n'a jamais eu lieu. Malgré l'essor de la politique sociale brésilienne dans les deux dernières décennies et ses résultats positifs, ce progrès reste trop timide face à l'énorme dette sociale accumulée. La distribution des revenus, en dépit de l'amélioration récente, est encore l'une des pires au monde.

Dans le premier chapitre, nous avons observé, à travers la théorie de Kalecki, les bases de la détermination et de la distribution du revenu dans une société. L'auteur nous présente aussi le rôle décisif du principe de la demande effective dans l'accumulation du capital et ses effets, dans la distribution de la richesse produite, sur l'ensemble des classes sociales. De plus, l'approche de Kalecki sur la dynamique économique de l'accumulation de capital dans les pays périphériques est très pertinente et apte à

souligner les faiblesses du développement du capitalisme dans ces pays, faiblesses surtout dues à la dépendance externe, de même que la nécessité d'un Etat très actif dans la planification de l'économie. Les théories de Kalecki ont été d'une grande importance pour comprendre les mécanismes structurels de transfert de revenu et la dynamique de la demande effective dans l'étude du cas brésilien.

Au début de notre étude sur l'histoire économique brésilienne, nous constatons que la dépendance externe constitue une barrière notable au développement économique, et ce, dès la colonisation. Le processus d'accumulation du capital à travers les cycles économiques d'exportation était la seule manière de surmonter les obstacles, choix qui a eu des conséquences directes sur la formation de la structure socio-économique. Le principal axe d'accumulation du capital brésilien a été pendant longtemps la production de matières premières qui cherchait toujours à faire face aux demandes des pays du centre capitaliste, ce qui a entraîné une maximisation du profit, et a accéléré de plus en plus le long processus d'accumulation de capital dans l'économie nationale. Cette accumulation de capital a été le point de départ de la formation des embryons de la base socio-économique, institutionnelle et de l'industrialisation, mais aussi des déformations actuelles constatées dans l'inégalité de la distribution du revenu. De plus, en dépit de la grande réduction de la dépendance externe durant le XX^{e} siècle, grâce à l'approfondissement du processus d'industrialisation, la recherche a démontré que, jusqu'à nos jours, l'exportation de matières premières joue un rôle encore très important dans l'accumulation du capital national. Aspect facilement constaté quand nous analysons la balance commerciale, où presque la moitié de la valeur des exportations brésiliennes est encore constituée par des matières premières et des produits agricoles. Ainsi, malgré la plus grande dynamique d'un marché domestique de presque 200 millions de personnes avec un revenu *per capita* grandissant, le Brésil reste en bonne partie dépendant de l'exportation de biens à faible valeur ajoutée.

La dépendance externe ne se limite pas là ; le flux de capital étranger est aussi une variable économique considérable dans l'accumulation du capital précédente et actuelle. Pendant toute son histoire, et surtout au XIX^{e}, XX^{e} et XXI^{e} siècle, le Brésil a reçu des montants significatifs de capital externe pour l'expansion du capitalisme national. Nous avons vu au cours de notre recherche que, sans le capital étranger, le capitalisme brésilien aurait eu du mal à s'approfondir et à se diversifier. La présence des entreprises étrangères a été aussi essentielle pour l'expansion des activités économiques nationales, pour la diffusion de la technologie et aussi pour la propagation du modèle de

consommation du centre capitaliste. Il nous semble donc important d'insister sur la théorie de Kalecki concernant la dépendance au secteur externe, que ce soit au commerce externe et/ou au flux de capital étranger, dans la dynamique de la demande effective interne des économies périphériques.

Notre analyse des chapitres 3 et 4 a démontré la place essentielle du capital externe dans le développement du capitalisme brésilien. Depuis la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, l'exportation de capital, du centre vers la périphérie capitaliste, a apporté les ressources financières nécessaires au développement de l'infrastructure et à l'intensification du processus d'industrialisation. Toutefois, sans l'organisation de la classe des caféiculteurs et le rôle majeur de l'Etat, le pays n'aurait pas pu connaître un tel succès. La diversification des investissements de l'élite a été à l'origine d'une expansion considérable de l'industrie, des services et du marché du travail (et/ou du marché consommateur de la production industrielle). Cette classe dominante a su s'allier et s'approprier la machine étatique pour assurer le développement de ses activités économiques et augmenter sa part dans le revenu national. En même temps, l'Etat s'est vu attribuer le rôle d'inducteur du développement, apportant les bases nécessaires ainsi que son appui à la classe capitaliste pour le développement économique national.

Néanmoins, l'approfondissement de l'industrialisation a engendré une forte inégalité et une situation de dualisme au plan des moyens de production, puisqu'une industrie moderne et une industrie traditionnelle produisent de concert chacune pour une classe sociale différente. Le développement d'un secteur moderne n'a, pour sa part, été rendu possible que par l'action des entreprises multinationales et la concentration du revenu entre les mains d'une minorité, alors que le secteur traditionnel s'élargissait pour faire face aux besoins de la masse de la population. Selon le schéma de production adopté par Kalecki (1971 et 1972), nous pouvons observer que l'industrialisation brésilienne s'est développée beaucoup plus dans les secteurs II (biens de consommation pour les capitalistes) et III (biens de consommation pour les travailleurs), tandis que le secteur I (biens de capital) a tardé à se développer dans le pays à cause, principalement, de l'industrialisation « restreinte » qui a prédominé jusqu'en 1955. Il faut souligner que la production de biens « superflus » (secteur II) est extrêmement développée au Brésil, grâce à la forte concentration de la richesse qui permet aux classes favorisées de reproduire les modèles de consommation du centre capitaliste.

L'Etat brésilien a assumé le rôle d'inducteur de développement et a subventionné l'industrialisation, adoptant une position très active dans la planification économique, comme le préconisait Kalecki. Le gouvernement brésilien adoptait, dès les premières décennies du XX^{e} siècle, et surtout à partir de la décennie 1930, une politique kaleckienne cherchant à maintenir le niveau de revenu dans l'économie domestique durant la Grande Dépression – et plus spécifiquement, en soutenant les profits des capitalistes. Le développement des moyens de production au Brésil illustre une forte présence de l'Etat ainsi que celle d'une classe dominante qui a joué un rôle majeur dans le développement de plusieurs activités économiques.

La structure de production brésilienne était, dès sa naissance, concentrée, donnant trop de pouvoir aux capitalistes qui ont pris le pouvoir de l'Etat pour poursuivre leurs intérêts propres. Le développement d'une base industrielle fondée sur l'Etat, en association avec le capital privé national et avec le capital privé étranger, a provoqué des distorsions au niveau économique et social. Néanmoins, sans cette base, la « main invisible du marché » aurait difficilement été capable de stimuler le secteur productif de manière significative comme l'Etat a pu le faire. Il faut souligner que le projet de développement brésilien a réussi dans le champ économique. Aucun autre pays en Amérique latine n'a connu une telle performance. Cependant, l'industrialisation sans les politiques sociales de redistribution de la richesse produite est un échec au regard d'une distribution égalitaire du revenu.

L'évolution de cette analyse de l'industrialisation nous a poussé alors vers la recherche de la distribution des revenus et vers la manière dont ces facteurs structurels ont influencé ce processus. Ainsi, l'étude a mis en évidence les particularités de la structure socio-économique et du revenu, à travers l'histoire économique brésilienne et la théorie de Michal Kalecki. Pour l'analyse de la structure et de la concentration du revenu, nous nous sommes apppuyé sur l'approche de la théorie de Kalecki (1971, 1972 et 1976) qui nous a démontré que les facteurs structurels de l'économie agissent sur la formation du revenu, des salaires et des prix. Selon la théorie de Kalecki, en effet, les mécanismes structurels du transfert de revenu, tels que le degré de monopolisation de l'économie et le flottement entre prix et salaires, sont déterminants dans le partage du revenu, tout au long de l'histoire économique du Brésil. Dans le chapitre 4 et 5, nous apercevons même, dans la période récente, une intensification de ces mécanismes dans la concentration du revenu en raison du : (i) processus d'hyperinflation subi par le pays à la fin de la décennie 1980 et jusqu'en 1994, et ; (ii) dès le début de la décennie 1990,

l'intensification des politiques néolibérales d'ouverture de l'économie nationale au capital étranger (par le processus de privatisation des entreprises publiques, l'intensification des fusions et acquisitions des entreprises nationales par les groupes étrangers) et la flexibilisation de la législation du marché du travail. Ces facteurs ne favorisaient guère l'amélioration de la distribution des revenus durant cette période.

Les politiques économiques de caractère néolibéral prédominent tout au long de la décennie 1990, et on a vu qu'elles ont aggravé encore plus la structure du marché du travail brésilien qui est devenu plus précaire et plus flexible, sans compter l'explosion de l'informalité. Les politiques néolibérales qui ont prévalu dans la décennie 1990 ont servi à maintenir intacte la concentration du revenu. Dans cette perspective, la politique économique n'a privilégié que la classe des rentiers qui a bénéficié de rendements élevés jamais vus auparavant. La préférence pour le capital financier qui a fonctionné au détriment du capital productif a aidé encore plus à ce que le revenu se concentre, étant donné que les couches les plus pauvres de la population n'ont même pas accès au système financier. Ainsi, la recherche a conclu que le développement du capitalisme brésilien a accentué la concentration de la richesse nationale en raison de plusieurs facteurs structurels qui font partie du processus d'accumulation du capital. De fait, le système capitaliste d'accumulation possède, dans sa structure, une dynamique de concentration du revenu qui peut être observée dans la nature des facteurs structurels du capitalisme brésilien (tardif).

Enfin, la période Lula est marquée par un essor dans le domaine de la politique sociale et une réduction considérable de la pauvreté. Le nouveau cadre des politiques sociales brésiliennes avait commencé lors de la gestion précédente de Fernando Henrique Cardoso, mais l'expansion et son intensification n'ont eu lieu qu'avec Lula. Ce n'est qu'avec la gestion Lula que la portée et le montant des prestations des programmes sociaux vont atteindre un record jamais vu dans le pays. La *Bolsa Família* bénéficie actuellement à peu près treize millions de familles, soit environ 50 millions de personnes. Ce programme a obtenu des résultats importants dans la réduction de la pauvreté, sans compter une portée géographique significative, et ce dans toutes les municipalités du Brésil.

Dans ce sens, la nouvelle présidente Dilma Rousseff, élue grâce à l'appui de Lula, a défendu la continuité et l'approfondissement des politiques initiés par les deux mandats de Lula. Elle a souligné que la politique sociale a un rôle considérable dans la

maintenance de la dynamique de la demande effective interne et le gouvernement cherche a toujours amélioré l'efficience des programmes. Dilma veut aussi faire un effort pour accroître la qualité et élargir la portée des actions de combat contre la pauvreté et de formation humaine aux bénéficiaires des programmes sociaux. Le Sécrétariat des Sujets Stratégiques de la Présidence de la République (*Secretaria de Assuntos Estratégicos da Presidência da República – SAE*) travaille déjà sur la formulation d'une deuxième partie de la *Bolsa Família* qui a pour but l'insertion productive des bénéficiaires du programme dans l'économie, où l'agent social sera responsable d'aider les familles à s'émanciper économiquement et engendrer du revenu sans le risque immédiat de perdre l'aide du programme.

Le début de la gestion de Dilma est aussi marqué par des articulations favorables dans le secteur de l'éducation, un de plus grands défis à la croissance soutenable au Brésil. Le gouvernement va aider financièrement les élèves qui cherchent faire des écoles techniques avec le *Financiamento Estudantil – Fies* (Financement Étudiant), c'est l'une des actions du *Programa Nacional de Acesso ao Ensino Técnico – Pronatec* (Programme National d'Accès à l'Enseignement Technique). Cette mesure est importante pour augmenter les chances d'insertion des étudiants et travailleurs dans le marché de travail[518].

De surcroît, Dilma Rousseff a déjà affirmé aussi que la Banque Nationale de Développement Economique et Sociale (BNDES) sera une alliée de poids dans le combat contre la pauvreté et dans la stratégie du nouveau gouvernement pour éradiquer la misère. Le représentants de la BNDES sont en train d'élaborer une stratégie d'action avec le Ministère du Développement Social et du Combat contre la Faim (MDS), et cela peut résulter dans des programmes de microcrédit, projets de micro-entreprenariat et renforcement de la participation de la banque dans les arrangements productifs locaux (i.e. coopératives). Il faut prendre en considération que les arrangements productifs locaux ont un effet multiplicateur très favorable à l'économie et la communauté locale[519].

De toute manière, il faut que la politique sociale se transforme et change sa cible en cherchant à émanciper les bénéficiaires, le principal but de ces politiques étant d'apporter les moyens humains pour une meilleure insertion sur le marché du travail.

[518] Programa Nacional de Acesso ao Ensino Técnico – Pronatec, accès en septembre 2011 : http://pronatecportal.mec.gov.br/.
[519] Voir : http://www.bndes.gov.br/.

Cette intégration n'est pas encore évidente, il manque une politique plus active dans l'éducation de la population la plus démunie et le niveau éducationnel au pays reste trop faible. Car il ne fait pas de doute que l'éducation de qualité constitue la voie de l'émancipation pour la population d'un pays, qu'il s'agisse de l'émancipation économique ou politique. Une éducation de qualité et accessible à tous est le principal pilier d'une société plus juste. Néanmoins, comme nous l'avons vu dans le chapitre 6, le Brésil est loin d'avoir un système favorable à l'émancipation de ses citoyens et permettant une plus grande égalité des chances. Sans un essor véritable dans l'éducation, les inégalités seront maintenues et les effets des politiques sociales ne seront que secondaires.

Le système fiscal est aussi un obstacle de poids pour une distribution du revenu plus égalitaire, ce que nous avons traité dans le dernier chapitre. D'un point de vue moral, il est absolument nécessaire de mettre en place une réforme de la structure des impôts pour changer l'actuelle situation de concentration du revenu. Cette structure doit favoriser une distribution plus égalitaire du revenu, contrairement à ce qui se passe actuellement. Une solution possible, selon Kalecki (1972, p.92), serait une taxation plus forte sur le revenu et le capital. Cependant, pour mener à bien cette politique de redistribution du revenu au moyen d'une taxation plus progressive, il faut que le gouvernement en ait la volonté et le pouvoir de la mettre en place, mais, dans le système capitaliste, cette manoeuvre est très difficile.

La tradition brésilienne qui a prôné pendant longtemps la croissance économique comme seule façon de réduire l'inégalité n'a pas donné de résultats satisfaisants, et l'importance d'une politique sociale active et inclusive est reconnue dans le combat contre la pauvreté. Le progrès de la dernière décennie n'est pas négligeable, mais il est trop timide et trop lent face aux défis auxquels le pays est confronté. La conclusion que nous tirons de cette étude est que la distribution plus égalitaire du revenu national ne sera possible qui si sont surmontés les obstacles structurels (traités dans le dernier chapitre) qui accentuent la dynamique de concentration du revenu. Le pays a un grand potentiel et peut devenir un pays riche et plus égalitaire dans les prochaines décennies, mais il faut surmonter les enjeux structurels et les barrières mises à une croissance économique soutenable, en développant des mécanismes et/ou des institutions qui garantissent un partage équitable de la richesse produite. Les réformes institutionnelles, dans la structure de l'Etat, sont

nécessaires à une stratégie de développement socio-économique durable, l'amélioration de l'efficacité économique et une meilleure distribution des revenus.

Cette thèse nous a donc conduit à une remise en cause des structures nationales à l'origine de la concentration du revenu, structures qui se sont formées durant le parcours d'accumulation du capital du pays. Nous avons observé tout au long de l'histoire économique du Brésil que le processus d'accumulation, les institutions et les politiques publiques sont à l'origine d'une structure socio-économique inégalitaire. L'Etat doit avoir la volonté et un pouvoir suffisant pour instaurer une structure institutionnelle capable de promouvoir un système favorable à une société plus égalitaire, mais cette évolution semble improbable dans le cadre du système capitaliste.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABRANCHES, Sergio (1994). Política social e combate à pobreza: a teoria da prática. *In*: Abranches, Santos, W. G e Coimbra, M. A. Política social e combate à pobreza. Rio de Janeiro: Jorge Zahar, 3ª edição.

ABREU, Marcelo de Paiva – organizador (1990). A ordem do progresso: cem anos de política econômica – 1889-1989. Rio de Janeiro: Editora Campus.

AMITRANO, Claudio Roberto (2003). Notas sobre o problema da distribuição da renda em Kalecki e Kaldor. In VIII Encontro Nacional de Economia Política, paper apresentado à Mesa: Valor, Preço e Distribuição I. www.sep.org.br, acesso em : maio de 2003.

ANTONIL, André João (1967). Cultura e opulência do Brasil por suas drogas e minas. São Paulo: Companhia Editora Nacional.

ARBACHE, Jorge Saba & CORSEUIL, Carlos Henrique (2001). Liberalização comercial e estruturas de emprego e salário. Texto para discussão n.801. Rio de Janeiro: IPEA, junho de 2001.

ARRIGHI, Giovanni (1996). O Longo Século XX: dinheiro, poder e as origens de nosso tempo. São Paulo, Brasil: Editora Unesp.

ASSIDON, Elsa (2002). Les théories économiques du développement. Paris : La Découverte, (Repères ; 108). 3e édition.

AURELIANO, Liana (1999). No limiar da industrialização. Coleção Teses. Campinas: Unicamp IE, 2ª Edição.

BAER, Werner (2002). A Economia Brasileira. São Paulo: Editora Nobel, 2ª Edição.

BANCO CENTRAL DO BRASIL (2003, 2004, 2005, 2006, 2008). Boletim do Banco Central do Brasil – Relatório anual. Accès en 2009 *in* : www.bcb.gov.br.

Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social – BNDES (2002). BNDES – 50 anos de desenvolvimento. Accès en janvier 2005 : www.bndes.gov.br .

BARROS, Ricardo, CARVALHO, Mirella de, FRANCO, Samuel & MENDONÇA, Rosane (2010). Determinantes da queda na desigualdade de renda no Brasil. Texto para discussão n.1460. Rio de Janeiro: IPEA, janeiro de 2010.

BASBAUM, Leôncio (1957). História Sincera da República. Tomo I. Rio de Janeiro. Livraria São José.

BATALHA, Claudio (2000). O Movimento Operário na Primeira República. Rio de Janeiro: Jorge Zahar Editor.

BELLUZZO, Luiz Gonzaga de Mello & ALMEIDA, Julio Gomes de (2002). Depois da queda: a economia brasileira da crise da dívida aos impasses do Real. Rio de Janeiro: Editora Civilização Brasileira.

_____ & COUTINHO, Renata – organizadores (1998). Desenvolvimento capitalista no Brasil. V.1. e V.2 30 anos de Economia – Unicamp 9. Campinas: Unicamp IE. 4º edição.

_____ & CARNEIRO, Ricardo (2003). O Paradoxo Credibilidade. Política Econômica em Foco, n.2 – set./dez. Consulté en 2008 *sur* : http://www.iececon.net/PEF/Introducao02-PEF.pdf .

BICHIR, Renata Mirandola (2010). O Bolsa Família na berlinda? Os desafios atuais dos programas de transferência de renda. Novos estudos - CEBRAP n. 87. São Paulo, Brasil. Consulté en janvier 2011 *sur* : http://www.scielo.br/pdf/nec/n87/a07n87.pdf .

BIELSCHOWSKY, Ricardo (2000). Pensamento econômico brasileiro: o ciclo ideológico do desenvolvimentismo. Rio de Janeiro: Editora Contraponto.

BRAUDEL, Fernand (1970). Civilização material e capitalismo. Rio de Janeiro: Editora Cosmos.

BRASIL. Presidência da República, Observatório da Equidade (2009). Indicadores de Equidade do Sistema Tributário Nacional. Brasília: Presidência da República, Observatório da Equidade, Relatório de Observação 1. Accès en 2011 *in :* http://www.ipea.gov.br/sites/000/2/livros/2009/0906_Indicadores_de_Equidade_Sistema_TN_Relatorio_Observacao_01.pdf .

BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos (1976). Le sous-développement industrialisé. In: Tiers-Monde. Tome 17 n°68. pp. 891-930. Consulté en janvier 2011, *sur : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1976_num_17_68_2674* .

_____ & NAKANO, Yoshiaki (1991). Hiperinflação e estabilização no Brasil: o primeiro Plano Collor. In: Revista de Economia Política, vol.11, n.4 (44), outubro-dezembro/1991.

_____ (2003). Desenvolvimento e crise no Brasil: história, economia e política de Getúlio Vargas a Lula. São Paulo: Editora 34.

_____ (2003a). Macroeconomia do Brasil pós-1994. In Análise Econômica, setembro de 2003.

_____ (2005). Desenvolvimento como Estratégica Nacional. Texto para Discussão da Escola de Economia de São Paulo da Fundação Getúlio Vargas, julho. Consulté en 2006 *sur* : http://www.bresserpereira.org.br/ .

_____ & GALA, Paulo (2005). Crítica do Crescimento com Poupança Externa. Trabalho apresentado em seminário na Escola de Economia de São Paulo da Fundação Getúlio Vargas. Consulté en 2008 *sur* : http://www.bresserpereira.org.br/ .

CACCIAMALI, Maria Cristina (2002). Liberalización económica y los desafíos para implementar los derechos fundamentales en el trabajo en América Latina. In: CACCIAMALI, M. C.; BANKO, C. & KON, A. Los desafíos de la política social en América Latina, Caracas: UCV/PROLAM-USP/PUCSP.

_____ (2004). Política social e reforma laboral no Brasil. Os desafios dos sindicatos sob o governo Lula. Trabalho apresentado no Colóquio « Régulation sociale et développement. Spécificités et enseignements du cas brésilien ». Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sócio-économie (IRISCREDEP/CNRS – Université de Paris – Dauphine), Centre de Recherche et documentation sur l'Amérique Latine (CREDAL/CNRS – Université de Paris III) ; Programa de Pós-Graduação em Integração da América Latina (PROLAM – Universidade de São Paulo). Université de Paris – Dauphine, Paris 27-28 septembre 2004.

CAMARGO, José Márcio (2003). Gastos sociais: focalizar versus universalizar. IPEA, Políticas Sociais – Acompanhamento e Análise, nº 7, agosto, p. 117-21.

CANABRAVA, Alice Piffer (1967). João Antônio Andreoni e sua obra. *In* ANTONIL, André João. Cultura e opulência do Brasil por suas drogas e minas. São Paulo: Companhia Editora Nacional.

_____ (1971). A grande lavoura. *In* HOLANDA, Sérgio Buarque de. História Geral da Civilização Brasileira, Tomo II, volume 4. São Paulo : Editora Difel.

CANO, Wilson (1998). Raízes da Concentração Industrial em São Paulo. Campinas, SP: Unicamp 4ª edição.

_____ (1999). O desenvolvimento na América Latina: do desenvolvimento ao neoliberalismo. In: Fiori, José Luís et al. Estados e moedas no desenvolvimento das nações. Rio de Janeiro: Editora Vozes.

CARCANHOLO, Marcelo Dias (2003). Os impactos da estratégia de abertura externa no Brasil da década de 90 sobre a distribuição de renda e riqueza. In VIII Encontro Nacional de Economia Política, paper apresentado à Mesa. www.sep.org.br, acesso em: setembro de 2003.

CARDOSO, José Luís ; MONTEIRO, Nuno Gonçalo & COSTA, Leonor Freire (2003). O tratado de Methuen (1703) : diplomacia, guerra, política e economia. Portugal : Livros Horizontes.

CARDOSO DE MELLO, João Manuel (1998). O capitalismo tardio. Contribuição à revisão crítica da formação e do desenvolvimento da economia Brasileira. 30 anos de Economia – UNICAMP, 4. Campinas, SP, UNICAMP – IE, 10ª edição.

_____ & BELLUZZO, Luiz Gonzaga de Mello (1998). Reflexões sobre a crise atual. In Desenvolvimento capitalista no Brasil. V.1. 30 anos de Economia – Unicamp 9. Campinas: Unicamp IE. 4º edição.

CARDOSO JÚNIOR, José Celso (2001). Crise e desregulação do trabalho no Brasil. Texto para discussão n.814. Brasília: IPEA, agosto de 2001.

_____ & POCHMANN, Márcio (2002). As raízes da concentração de renda no Brasil: 1930/2000. In III Jornada de Economia Política, paper apresentado à Mesa. www.sep.org.br, acesso em: outubro de 2003.

CARDOSO, Ruth (2004). Sustentabilidade, o desafio das políticas sociais no século 21. São Paulo em Perspectiva, vol. 18, nº 2, pp. 42-48.

CARNEIRO, Ricardo (2002). Desenvolvimento em crise: a economia brasileira no último quarto do século XX. São Paulo: Editora UNESP.

CARONE, Edgard (1969). A Primeira República (1889-1930): texto e contexto. São Paulo: Editora Difel, 2ª edição ampliada.

_____ (1970). A República Velha : instituições e classes locais. São Paulo, Editora Difel.

CARVALHO, Carlos Delgado de (1998). História diplomática do Brasil (1884-1989). Ed. fac-sim. Brasília: Senado Federal.

CASTRO, Jorge, SANTOS, Cláudio & RIBEIRO, José – organizadores (2010). Tributação e equidade no Brasil: um registro da reflexão do Ipea no biênio 2008-2009. Brasília: IPEA. Consulté en janvier 2011 sur: http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/livros/livro_tributacaoequidbrasil.pdf

CÉSAIRE, Aimé (1981). Toussaint Louverture – La Révolution Française et le Problème Colonial. Edition Présence Africaine, Paris, France.

CHIAVENATO, Júlio José (1989). As lutas do povoado contra as elites. São Paulo: Editora Moderno.

_____ (1989a). As várias faces da Inconfidência Mineira. São Paulo: Contexto.

COSTA, Emília Viotti da (1971). O escravo e a grande lavoura. *In* HOLANDA, Sérgio Buarque de. História Geral da Civilização Brasileira, Tomo II, volume 3. São Paulo : Editora Difel.

_____ (1984). Introdução ao estudo da emancipação política do Brasil. *In* DIAS, Manuel Nunes e MOTA, Carlos Guilherme. Brasil em perspectiva. São Paulo: Editora Difel.

DAVATZ, Thomas (1951). Memórias de um colono no Brasil. São Paulo : Livraria Martins.

DEAN, Waren (1971). A industrialização de São Paulo : 1880-1945. São Paulo : Editora Difel.

DELGADO, Guilherme Costa & CASTRO, Jorge Abrahão (2004). Direitos sociais no Brasil sob risco de desconstrução. Ipea, Políticas Sociais – Acompanhamento e Análise, nº 9, novembro, p. 146-51.

DIAS, Everardo (1959). Organização trabalhista e lutas sindicais no Brasil. Editora Brasiliense.

DIAS CARNEIRO, Dionísio & MODIANO, Eduardo (1990). Ajuste externo e desequilíbrio interno: 1980-1984. In A ordem do progresso: cem anos de política econômica – 1889-1989. Rio de Janeiro: Editora Campus.

DINIZ, Eli (2000). Globalização, reformas econômicas e elites empresariais: Brasil anos 1990. Rio de Janeiro: Editora FGV.

DONGHI, T. Halperin (1972). Historia Contemporánea de América Latina. Madrid: Alianza Editorial.

ECONOMIST INTELLIGENT UNIT (2009). A new ranking of the world's most innovative countries. Accès en 2010 *in* : http://graphics.eiu.com/PDF/Cisco_Innovation_Complete.pdf .

FAUSTO, Boris (1972). A Revolução de 1930: historiografia e história. São Paulo: Editora Brasiliense.

FIESP & CIESP (2011). O Processo de Desindustrialização. Departamento de Pesquisas e Estudos Econômicos. Consulté en janvier 2011, *in*: http://www.fiesp.com.br/agencianoticias/2011/01/10/desindustrializacao_depecon_29_11_10.pdf

FIORI, José Luís (2001). 60 lições dos 90: uma década de neoliberalismo. Rio de Janeiro: Editora Record.

_____ (2003). O vôo da coruja. Rio de Janeiro: Editora Record.

FOLHA DE SÃO PAULO (2010). Procura-se engenheiro. Journal Folha de São Paulo, 22 juin de 2010.

_____ (2011). Até a China já exporta café para o Brasil. Journal Folha de São Paulo, 3 janvier de 2011.

FRANCO, Gustavo (1990). A Primeira Década Republicana. *In:* A Ordem do Progresso: cem anos de política econômica republicana, 1889-1989. Organizador: Marcelo de Paiva Abreu et *Al.* Rio de Janeiro: Editora Campus.

FRANCO, Gustavo H. B. (1995). O Plano Real e outros ensaios. Rio de Janeiro: Editora Francisco Alves.

_____ (1999). O desafio brasileiro: ensaios sobre desenvolvimento, globalização e moeda. São Paulo: Editora 34.

FREYRE, Gilberto (2003). Casa-Grande & Senzala: formação da família brasileira sob o regime da economia patriarcal. São Paulo: Editora Global, 48ª edição.

FURTADO, Celso (1978). Criatividade e dependência na civilização industrial. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra.

_____ (1983). A nova dependência : dívida externa e monetarismo. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra.

_____ (1992). Brasil: a construção interrompida. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra.

_____ (1996). O mito do desenvolvimento econômico. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra. 3ª edição.

_____ (1999). O longo amanhecer: reflexões sobre a formação do Brasil. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra.

_____ (2000). Introdução ao desenvolvimento: enfoque histórico estrutural. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra. 3ª edição.

_____ (2001). Formação econômica do Brasil. São Paulo: Companhia Editora Nacional. 30ª edição.

_____ (2002). Em busca de novo modelo: reflexões sobre a crise contemporânea. São Paulo: Editora Paz e Terra.

_____ (2003). Raízes do subdesenvolvimento. Rio de Janeiro: Editora Civilização Brasileira.

FURTADO, Júnia Ferreira (2005). José Rodrigues Abreu e a geografia imaginária emboaba da conquista do ouro. In: Modos de Governar - Ideias e práticas políticas no Império Português séculos XVI a XIX. BICALHO, Maria Fernanda & FERLINI, Vera Lúcia do Amaral (Orgs.). São Paulo: Editora Alameda, 1ª edição.

GIAMBIAGI, Fabio (2006). A Política Fiscal do Governo Lula em Perspectiva Histórica: Qual é o limite para o aumento do gasto público? Texto para discussão n.1169. Rio de Janeiro: IPEA, março de 2006.

GONÇALVES, Reinaldo (2003). A herança e a ruptura: cem anos de história econômica e propostas para mudar o Brasil. Rio de Janeiro: Editora Garamond.

GUIMARÃES, Samuel Pinheiros (2002). Quinhentos anos de periferia: uma contribuição ao estudo da política internacional. Porto Alegre/Rio de Janeiro: Editora da UFRGS/Contraponto. 4º edição.

GUZZO, José Roberto (2010). A vitória da aparência sobre a realidade. Revista Veja, édition hebdomadaire du 29 décembre 2010. São Paulo : Editora Abril.

HALL, Anthony (2006). From Fome Zero to Bolsa Família: social policies and poverty alleviation under Lula. Journal of Latin American Studies, nº 38, pp.689-709.

HARTMAN, Ivar (2002). Aspectos da Guerra dos Farrapos. Feevale, Novo Hamburgo.

HOFFMANN, Rodolfo (2000). A distribuição da renda no Brasil no período 1993-99. In: www.eco.unicamp.br/projetos/rurbano.html, acesso em: setembro de 2003.

_____ (2000a). Desigualdade e pobreza no Brasil no período 1979-99. In: www.eco.unicamp.br/projetos/rurbano.html, acesso em: setembro de 2003.

_____ (2001). Distribuição da renda e crescimento econômico. Revista Estudos Avançados Vol.15 Edição número 41.

HOLANDA, Sérgio Buarque de (1951). Memórias de um colono no Brasil. Prefácio do tradutor, *in* DAVATZ, Thomas. São Paulo : Livraria Martins.

_____ (2003). Raízes do Brasil. São Paulo: Companhia das Letras, 26ª Edição.

HUBER, Evelyne. (2002). Models of capitalism: lessons for Latin America. Pennsylvania: The Pennsylvania University Press.

HUGON, Philippe (2004). Peut on parler d'une crise ou d'un renouveau de l'analyse économique du développement ? Communication, Premières journées du GRES, 16-17 septembre, téléchargeable sur le site du GRES, Université Montesquieu Bordeaux IV.

INSTITUTO BRASILEIRO DE GEOGRAFIA E ESTATISCA – IBGE (2010). Pesquisa nacional de saneamento básico – 2008. Diretoria de Pesquisas – Coordenação de População e Indicadores Sociais. Accès en 2010 *in* : http://www.ibge.gov.br/home/estatistica/populacao/condicaodevida/pnsb2008/PNSB_2008.pdf .

INSTITUTO DE PESQUISA ECONOMICA APLICADA – IPEA (2009). PNAD 2008: Primeiras Análises – Demografia, Trabalho e Previdência. Comunicado da Presidência número 31. Accès en 2009 *in* : http://www.ipea.gov.br/sites/000/2/comunicado_presidencia/09_10_01_ComunicaPresi_31_PNAD2008_trabalho.pdf

_____ (2009a). PNAD 2008 : Primeiras Análises – Educação, Gênero e Migração. Comunicado da Presidência número 32. Accès en 2009 *in* : http://www.ipea.gov.br/sites/000/2/comunicado_presidencia/09_10_07_ComunicaPresi_32_PNAD2008_educacao.pdf

_____ (2009b). PNAD 2008 : Primeiras Análises – Juventude e Desigualdade Racial. Comunicado da Presidência número 36. Accès en 2009 in : http://www.ipea.gov.br/sites/000/2/pdf/091203_ComuPres36.pdf

_____ (2009c). PNAD 2008 : Primeiras Análises (2009). Comunicado da Presidência número 30. Accès en 2009 in : http://www.ipea.gov.br/sites/000/2/comunicado_presidencia/09_09_24_ComunicaPresi_30_PNAD2008.pdf

_____ (2010). Desigualdade regional recente: uma nota a partir de dados estaduais. Comunicados do IPEA número 71. Accès en 2010 *in* : http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/comunicado/101214_comunicadoipea71.pdf

_____ (2010a). Pobreza, desigualdade e Políticas públicas. Comunicado da Presidência número 38. Accès en 2010 *in* : http://www.ipea.gov.br/sites/000/2/comunicado_presidencia/100112Comunicado38.pdf

_____ (2010b). Emprego e oferta qualificada de mão de obra no Brasil : impactos do crescimento econômico pós-crise. Comunicados do IPEA número 41. Accès en 2010 *in* : http://agencia.ipea.gov.br/images/stories/PDFs/presi/100308_comipea412.pdf

_____ (2011). Gastos com a política social: alavanca para o crescimento com distribuição de renda. Comunicados do IPEA, n. 75. Accès en 2011 *In* : http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/comunicado/110203_comunicadoipea75.pdf

_____ (2011a). Bancos: exclusão e serviços. Sistema de Indicadores de Percepção Social (SIPS). Accès en 2011 *In* : http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/SIPS/110112_sips_bancos.pdf

_____ (2011b). 15 anos de gasto social federal: notas sobre o periodo de 1995 a 2009. Comunicados do IPEA número 98. Accès en 2011 *in* : http://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/comunicado/110708_comunicadoipea98.pdf

IOSCHPE, Gustavo (2010). Aumentaram os gastos, mas a qualidade… . Revista Veja, édition hebdomadaire du 29 décembre 2010. São Paulo : Editora Abril.

KAHN, Siegmund Ulrich (1972). As capitanias hereditárias, o governo geral, o Estado do Brasil. *In*: Revista Ciência Politica, v. 6, n. 2, abr/jun.

KALECKI, Michal (1970). Fondements de l'économie moderne : théorie de la croissance en économie socialiste. France, Paris : Éditions Sirey.

_____ (1971). Selected essays on the dynamics of the capitalist economy. Great Britain, Cambridge: Cambridge University Press.

_____ (1972). Essays in the theory of economic fluctuations. United States, New York: Russell & Russell.

_____ (1972a). Selected essays on the economic growth of the socialist and the mixed economy. Great Britain, Cambridge: Cambridge University Press.

_____ ; KEYNES, John Maynard ; SRAFFA, Piero & ROBINSON, Joan (1976). Os Pensadores XLVII: ensaios econômicos. São Paulo: Editora Abril Cultural.

KERSTENETZSKY, Célia Lessa (2009). Redistribuição e desenvolvimento? A economia política do Programa Bolsa Família. Revista de Ciências Sociais, 2009, vol. 52, nº 1, p. 53-83.

LAGO, Luiz Aranha Corrêa do (1990). A Retomada do crescimento e as distorções do milagre: 1967-1973. In A ordem do progresso: cem anos de política econômica – 1889-1989. Rio de Janeiro: Editora Campus.

LANZARO, Jorge (2008). La 'tercera ola' de las izquierdas latinoamericanas: entre el populismo y la social-democracia. Working Papers Online Series, pp. 1-48. Consulté en 2009 *in* : http://www.uam.es/centros/derecho/cpolitica/papers.htm .

LENINE, Vladimir (1996). L'Imperialisme, Stade Suprême du Capitalisme. Beijing, Chine : Editions en Langues Etrangères.

LIMA, Heitor Ferreira (1973). História político-econômica e industrial do Brasil. São Paulo : Companhia Editora Nacional.

LUZ, Nicia Villela (1975). A luta pela industrialização do Brasil: 1808-1930. São Paulo : Editora Alfa-Omega, 2ª edição.

_____ (1985). As tentativas de industrialização no Brasil. *In* HOLANDA, Sérgio Buarque de. História Geral da Civilização Brasileira T. II, vol. 4. São Paulo : Editora Difel, 4ª edição.

MARQUES, Rosa Maria & MENDES, Áquilas (2006). O Social no Governo Lula: a construção de um novo populismo em tempos de aplicação de uma agenda neoliberal. Revista de Economia Política, vol.26, n° 1 (101), p.58-74. São Paulo: janeiro-março/2006.

MARQUETTI, Adalmir (2003). A economia brasileira no capitalismo neoliberal: progresso técnico, distribuição de renda e mudança institucional. In VIII Encontro Nacional de Economia Política, paper apresentado à Mesa. www.sep.org.br , acesso em: setembro de 2003.

MARX, Karl (1975). Teorias sobre la plusvalia. Buenos Aires: Editorial Cartago.

_____ (1980). Teorias da mais-valia: história crítica do pensamento econômico. 3 vol., trad. Reginaldo Sant'Anna. São Paulo: Editora Difel.

_____ (1990). Capital (volume 1), Penguin Books, England.

_____ (1991). Capital (volume 3), Penguin Books, England.

_____ & ENGELS, Friedrich (1998). The Communist Manifesto. Signet Classic, Penguin Putnan, New York.

MATOS, Odilon Nogueira de (1974). Café e ferrovias. São Paulo : Editora Alfa-Omega.

MEDEIROS, Marcelo, BRITTO, Tatiana & Soares, Fábio (2007). Transferência de renda no Brasil. Novos Estudos Cebrap, nº 79, novembro, p. 5-21.

_____ (2007a). Programas focalizados de transferência de renda: contribuições para o debate. IPEA, Texto para discussão, n° 1283, Brasília, junho.

MEDEIROS, Carlos Aguiar de (2001). Desenvolvimento econômico, distribuição de renda e pobreza. In Polarização mundial e crescimento. São Paulo: Editora Vozes.

MELO, Clovis (1969). Os Ciclos Econômicos do Brasil. Rio de Janeiro: Editora Laemmert.

MIGLIOLI, Jorge (1980). Kalecki: economia. Grandes Cientistas Sociais, 16. São Paulo: Editora Ática.

MODIANO, Eduardo (1990). A opera dos três cruzados: 1985-1989. In A ordem do progresso: cem anos de política econômica – 1889-1989. Rio de Janeiro: Editora Campus.

MOURA, Clóvis (1981). Os quilombos e a rebelião negra. São Paulo: Brasiliense.

NERI, Marcelo Cortes (2003). Focalização, universalização e políticas sociais. Econômica, vol. 5, nº 1, pp.163-170, junho.

_____ (2007). Poverty, Inequality and Income Policies: Lula's Real. Ensaios Econômicos da EPGE n° 662, Escola de Pós-Graduação em Economia. In: http://virtualbib.fgv.br/dspace/bitstream/handle/10438/698/2251.pdf?sequence=1 en Septembre 2009. Ensaios Economicos da EPGE, n.634, Escola de Pós-Graduação em economia da Fundação Getulio Vargas, Rio de Janeiro, Dezembro de 2006b

NOVAES, Fernando (1984). Brasil nos quadros do antigo sistema colonial, *in* MOTA, Carlos G. Brasil em Perspectiva. São Paulo: Editora Difel.

O GLOBO (2011). Máquina foi inchada até com serviços terceirizados. Édition du journal de 16 janvier 2011.

ORENSTEIN, Luiz & SOCHACZEWSKI, Antonio Claudio (1990). Democracia com desenvolvimento: 1956-1961. In A ordem do progresso: cem anos de política econômica – 1889-1989. Rio de Janeiro: Editora Campus.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES – OCDE (2005). Étude Économique du Brésil 2005. Accès en 2006 *in* : www.oecd.org/dataoecd/42/36/34497082.pdf .

_____ (2009). Competition Policy and the Informal Economy 2009. Policy Round Tables. Accès en 2010 *in* : http://www.oecd.org/dataoecd/12/47/44547855.pdf .

_____ (2010). Science, Tecnology and Industry Outlook 2010 Highlights. Accès en 2010 *in* : http://www.oecd.org/dataoecd/38/13/46674411.pdf .

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL – OIT (2002). Travail décent et économie informelle. Conférence Internationale du Travail, 90e session. Accès en 2010 *in* : http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc90/pdf/rep-vi.pdf .

PAES DE BARROS, Ricardo ; HENRIQUES, Ricardo & MENDONÇA, Rosane (2001). A estabilidade inaceitável: desigualdade e pobreza no Brasil. Texto para discussão n.800. Rio de Janeiro: IPEA, junho de 2001.

_____ (2009). Sobre a Evolução Recente da Pobreza e da Desigualdade. Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA). Consulté en 2009 in : www.ipea.gov.br/sites/000/2/pdf/090924_ComPres30Ricardo.pdf

_____ ; FOGUEL, Miguel Nathan & ULYSSEA, Gabriel (Organizadores, 2007). Desigualdade de Renda no Brasil: uma análise da queda récente (volume 2). Brasília : Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA).

PINTO, Virgílio Noya (1984). Balanço das transformações econômicas no século XIX. *In* DIAS, Manuel Nunes & MOTA, Carlos Guilherme (1984). Brasil em perspectiva. São Paulo: Editora Difel.

POCHMANN, Marcio (2003). Relações de trabalho e padrões de organização sindical no Brasil. São Paulo: Editora LTR.

_____ - organizador (2004). Reestruturação produtiva: perspectivas de desenvolvimento local com inclusão social. Petrópolis: Editora Vozes.

POMERANZ, Lenina; MIGLIOLI, Jorge; LIMA, Gilberto Tadeu – organizadores (2001). Dinâmica econômica do capitalismo contemporâneo: homenagem a M. Kalecki. Seminários, 4. São Paulo: Editora da Universidade de São Paulo.

POSSAS, Mario Luiz & BALTAR, Paulo (1981). Demanda efetiva e dinâmica em Kalecki. Revista Pesquisa e Planejamento Econômico de abril de 1981. Departamento de Economia da UNICAMP.

POSSAS, Mario Luiz (1999). Demanda efetiva, investimento e dinâmica: a atualidade de Kalecki para a teoria macroeconômica. Revista de Economia Contemporânea de jul./dez. 1999. Rio de Janeiro: Instituto de Economia da Universidade Federal do Rio de Janeiro.

PRADO JÚNIOR, Caio (2004). História Econômica do Brasil. São Paulo, editora Brasiliense, 46ª edição.

RAVALLION, Martin (2009). A Comparative Perspective on Poverty Reduction in Brazil, China and India. The World Bank – Policy Research Working Paper n.5080. AConsulté en 2010 sur : http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2009/11/30/000158349_20091130085835/Rendered/PDF/WPS5080.pdf

REGO, José Márcio & MARQUES, Rosa Maria (2003). Economia brasileira. São Paulo: Saraiva. 2ª edição.

REIS, João José & GOMES, Flávio dos Santos (1996). Liberdade por um fio. História dos quilombos no Brasil. São Paulo: Companhia das Letras.

RESENDE, André Lara (1990). Estabilização e reforma: 1964-1967. *In* A ordem do progresso: cem anos de política econômica – 1889-1989. Rio de Janeiro: Editora Campus.

RIOS, José Arthur (1973). O café e a mão de obra agrícola. *In* INSTITUTO BRASILEIRO DO CAFÉ. Ensaios sobre café e desenvolvimento econômico. Rio de Janeiro : Fundação Getúlio Vargas.

ROMEIRO, Adriana (2005). Revisitando a Guerra dos Emboabas: práticas políticas e imaginário nas Minas setecentistas. In: Modos de Governar - Ideias e práticas políticas no Império Português séculos XVI a XIX. BICALHO, Maria Fernanda & FERLINI, Vera Lúcia do Amaral (Orgs.). São Paulo: Editora Alameda, 1ª edição.

SACHSIDA, Adolfo, CAETANO, Marcelo Abi-Ramia, & ALBUQUERQUE, Pedro (2010). Distribuição de renda, transferências federais e imigração: um estudo de dados em painel para as unidades da federação do Brasil. Texto para discussão n.1471. Brasília: IPEA, fevereiro de 2010.

SANTOS, Claúdio Hamilton dos, RIBEIRO, Márcio Bruno & GOBETTI, Sérgio Wulff (2008). A Evolução da Carga Tributária Bruta Brasileira no Período 1995-2007 : tamanho, composição e especificações econométricas agregadas. Texto para discussão n.1350. Brasília: IPEA, agosto de 2008.

SANTOS, Maria Villela (1983). A Balaiada e a insurreição de escravos no Maranhão. São Paulo: Editora Ática.

SERRA, José (1998). Ciclos e mudanças estruturais na economia brasileira do pós-guerra. In Desenvolvimento capitalista no Brasil. V.1. 30 anos de Economia – Unicamp 9. Campinas: Unicamp IE. 4º edição.

SILVA, Francisco de Assis & BASTOS, Pedro Ivo de Assis (1988). História do Brasil: Colônia, Império e República. São Paulo: Editora Moderna, 2ª edição.

_____ (1996). História do Brasil. São Paulo: Editora Moderna, 2ª edição.

SILVA, Luiz Geraldo (1995a). Guerra dos Mascates. São Paulo: Editora Ática.

SILVA, Sérgio (1995). Expansão Cafeeira e Origens da Indústria no Brasil. São Paulo, Editora Alfa-Omega.

SILVA, A.C.M. (1999). Macroeconomia sem equilíbrio. Capítulos 5 e 7. Petrópolis, RJ: Vozes; Campinas, SP: FECAMP.

SILVA, Maria Ozanira, YASBEK, Maria Carmelita & DI GIOVANNI, Geraldo (2007). A política social brasileira no século XXI: a prevalência dos programas de transferência de renda. São Paulo: Cortez, 3ª edição.

SIMÃO, Aziz (1966). Sindicato e Estado. São Paulo: Editora Dominus.

SIMONSEN, Roberto (1977). História Econômica do Brasil (1500/1820). 7ª edição. São Paulo, Editora Nacional.

SINGER, Paul. (1975). O Brasil no Contexto do Capitalismo Internacional, 1889-1930. *In* B. Fausto (org.), História Geral da Civilização Brasileira (vol. 8). São Paulo: Editora Difel.

SINGER, André (2009). Raízes sociais e ideológicas do lulismo. Novos Estudos – Cebrap, n. 85, pp. 82-102. São Paulo, Brasil.

SIQUEIRA, Rozane, NOGUEIRA, José & SOUZA, Evaldo (2010). Alíquotas efetivas e a distribuição da carga tributária indireta entre as famílias no Brasil. XV Prémio Tesouro Nacional – 2010: homenagem a Joaquim Nabuco. Consulté en février 2011 *sur*:
http://www.tesouro.fazenda.gov.br/premio_TN/XVPremio/financas/MHtefpXVPTN/Tema_4_MH.pdf

SOUZA, Paulo Renato Costa (1998). Os impasses da política de emprego e de salário. In Desenvolvimento capitalista no Brasil. V.2. 30 anos de Economia – Unicamp 10. Campinas: Unicamp IE. 4ª edição.

STIGLITZ, Joseph E. (2003). Quand le capitalisme perd la tête. Paris : Éditions Fayard.

STONE, Irving (1971). La Distribuizione Geográfica Degli Investimenti Inglesi Nell'America Latina : 1825-1913 in Storia Contemporanea, Roma.

SUZIGAN, Wilson (2000). Indústria Brasileira : origem e desenvolvimento. Economia & Planejamento ; 40. Série « teses e Pesquisas », 24. São Paulo : Hucitec, editora da Unicamp.

TAUNAY, Afonso d'Escragnolle (1939). História do Café no Brasil. Tomo I, volume 9. Rio de Janeiro: Departamento Nacional do Café.

TAVARES, Maria da Conceição & BELLUZZO, Luiz Gonzaga de Mello (1998). Notas sobre o processo de industrialização recente no Brasil. In Desenvolvimento capitalista no Brasil. V.1. 30 anos de Economia – Unicamp 9. Campinas: Unicamp IE. 4º edição.

TAVARES, Luís Henrique Dias (2001). História da Bahia. Salvador: EDUFBA.

THEBERGE, Alexander (1999). The latin american debt crisis of the 1980s and its historical precursors. Consulté en janvier 2005 *sur* : www.columbia.edu/.

THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT – EIU (2006). Country Report – Brazil at a glance: 2006-07.

THEODORO, Mário & DELGADO, Guilherme (2003). Política social: universalização ou focalização: subsídios para o debate. IPEA, Políticas Sociais, Acompanhamento e Análise, nº 7, agosto, p. 122-26.

THORP, Rosemary (1992). A reappraisal of the origins of ISI, 1930-50. Journal of Latin American Studies 24 (Quincentury Supplement), p.181-96.

_____ (1998). Progrès, pauvreté et exclusion : histoire économique de l'Amérique latine au 20e siècle. Banque Interaméricaine de Développement, The Johns Hopkins University Press.

WEYLAND, Kurt (2002). The politics of market reform in fragile democracies: Argentina, Brazil, Peru and Venezuela. Princeton: Princeton University Press, 2002.

VAITSMAN, Jeni, RODRIGUES, Roberto & PAES-SOUSA, Rômulo (2006). Le système d'évaluation et de suivi concernant les politiques et les programmes sociaux: le cas du Ministère du développement social et du combat contre la faim au Brésil. Policy Papers/17. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Représentation au Brésil. Brasília, Brasil. Consulté en 2010 *sur : http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001485/148514f.pdf* .

VARSANO, Ricardo. A Evolução do Sistema Tributário Brasileiro ao Longo do Século: Anotações e Reflexões para Futuras Reformas. Texto para discussão n. 405. Rio de Janeiro: IPEA, janeiro de 1996.

VIDOTTO, Carlos Augusto (2003). Reestruturação patrimonial e financeira dos bancos federais e trajetória econômica nos anos noventa. V Congrès Brésilien de Chercheurs en Histoire Économique de l'Association Brésilienne de Chercheurs en Histoire Économique (ABPHE), 7-10 septembre, téléchargeable sur le site de l'ABPHE : www.abphe.org.br/. (décembre 2004).

VILLELA, Anníbal & SUZIGAN, Wilson (1973). Política do governo e crescimento da economia brasileira, 1889-1945. Rio de Janeiro: IPEA/INPES.